



ADMINISTRATION COMMUNALE DE FOREST
GEMEENTEBESTUUR VORST

CONSEIL COMMUNAL DU 5 DÉCEMBRE 2023
GEMEENTERAAD VAN 5 DECEMBER 2023

PROCÈS VERBAL
PROCES-VERBAAL

Présents
Aanwezig

Séverine De Laveleye, *Président suppléant/Plaatsvervangende voorzitter* ;
Caroline Dupont, *Présidente/Voorzitster* ;
Mariam El Hamidine, *La Bourgmestre/De Burgemeester* ;
Charles Spapens, Ahmed Ouartassi, Alain Mugabo Mukunzi, Françoise Père, Maud De Ridder,
Saïd Tahri, Esmeralda Van den Bosch, Alitia Angeli, *Échevin(e)s/Schepenen* ;
Nadia El Yousfi, Dominique Goldberg, Cédric Pierre, Simon De Beer, Isabelle Lukebamoko-
Maduda, Christophe Borcy, Xavier Jans, Michael Van Vlasselaer, Kris Vanslambrouck, Nicolas
Lonfils, Francis Dagrín, David Leclercq, Valerie Pauwels, Iris Vlodayer, Marianne Courtois,
Rachid Barghouti, Emmanuel Boodts, Joël Elongo-Lofemba, *Conseillers*
communaux/Gemeenteraadsleden ;
Betty Moens, *Secrétaire communale/Gemeentesecretaris*.

Excusés
Verontschuldigd

Fatima Zohra El Omari, *Échevin(e)/Schepen* ;
Marc-Jean Ghysse, Marc Loewenstein, Evelyne Huytebroeck, Denis Stokkink, Stéphanie
Koplowicz, Mustapha Al Masude, Mostafa Bentaha, *Conseillers communaux/Gemeenteraadsleden*.

Ouverture de la séance à 19:30
Opening van de zitting om 19:30

SÉANCE PUBLIQUE - OPENBARE ZITTING

AFFAIRES GÉNÉRALES - ALGEMENE ZAKEN

Secrétariat - Secretariaat

1 Interpellation citoyenne concernant le projet de la construction d'un mega stade sur le site du Bempt.

Interpellatie van het publiek over het project betreffende de bouw van een megastadion op de Bemptsite.

.

Monsieur Alain Philippe prend la parole pour la lecture de l'interpellation. Plus de 1400 signatures de citoyens ont été récoltées contre ce projet.

Interventions des échevins et conseillers :

Nadia El Yousfi: Je souhaite remercier les différents interpellants, c'est toujours très important pour nous de pouvoir répondre aux interrogations des citoyens. Cela fait maintenant quelques années que le club de l'Union Saint-Gilloise a fait part de sa volonté d'investir dans un nouveau

stade afin de pallier les inconvénients structurels du stade Marien. Dès le début des discussions avec le club en 2021, nous nous sommes toujours montrés ouverts pour trouver des solutions qui permettraient au club de conserver son ancrage au sein de notre commune. Nous avons à de nombreuses reprises insisté sur l'attachement des forestois.es à ce club historique, emblème de la commune. Aujourd'hui, avec ce projet de nouveau stade il est de notre responsabilité de nous assurer que cette cohabitation entre le club et la commune persiste de la meilleure des manières, en préservant la qualité de vie des Forestois.es et en permettant au club d'évoluer et d'atteindre ses objectifs sportifs. Notre position a donc toujours été claire, nous sommes pour le maintien du club dans notre commune mais pas à n'importe quel prix ! Pour rappel, lors du Conseil de février 2023, le Conseil communal a refusé une première offre de l'Union Saint-Gilloise et a par ailleurs mandaté le Collège pour je cite : poursuivre les discussions avec la Région et le Club en vue de la recherche de pistes de solutions sur le territoire communal et régional, tel que recommandé par l'étude de perspectives.brussels, et, en ce qui concerne les sites forestois, il faut que le club réponde aux conditions formulées par la commune, afin que la commune et ses habitant.e.s puissent définitivement se prononcer, en pleine connaissance de cause. »

Il y a donc une série d'impératifs qui ont été transmis au club depuis maintenant un certain nombre d'années. Jusqu'il y a peu, nous ne pouvions que constater que les réponses étaient totalement insuffisantes et ne permettaient aucune avancée dans ce dossier. Aujourd'hui nous pouvons saluer les avancées récentes, notamment avec l'étude sur le rapport d'incidences commanditées par le club ainsi que l'étude de mobilité en cours. Il est évident que depuis le mois de juillet il y a un sentiment d'écoute mutuel qui permet des échanges nettement plus constructifs. Nous conviendrons tous ici qu'il s'agit d'un dossier important pour les Forestois.es, qui nous relaient leurs questionnements et inquiétudes et il est donc de notre devoir de disposer de réponses concrètes aux inquiétudes évoquées pour pouvoir nous positionner. Nous n'allons pas revenir en détail sur nos réponses précédentes mais nous réitérons ici nos principaux points d'attention à savoir :

- L'assurance d'une bonne cohabitation avec le complexe du Bempt et ses milliers de sportifs ainsi que les compensations pour la perte de jouissances des affectations actuelles du site (sportives et fonctionnelles)
- L'impact sur la mobilité et les solutions pour gérer les flux piétons, l'offre de transports publics et la demande de stationnement .
- La garantie de mesure pour garantir la bonne cohabitation avec les riverains
- La nécessité d'un rapport d'incidences environnementales.

Nous comprenons en tout cas les inquiétudes des habitants et regrettons la manière dont ce dossier a été amené sans réelle concertation/discussion avec les habitants ni réelles analyses qui auraient pu permettre un débat beaucoup plus serein et plus transparent pour tous.

Je ne vais pas revenir sur les propos de l'opposition quant à la gestion du dossier où encore une fois on caricature la position/gestion du Collège. Mais il suffit de prendre un peu de recul pour voir que la position a toujours été claire. Cela a d'ailleurs été souligné par des chercheurs universitaires lors de la présentation d'une étude sur ce dossier.

En conclusion, comme le Conseil communal l'a mandaté, nous attendons que le Collège ait le résultat des différentes études en cours pour prendre une décision en pleine connaissance de cause et nous pouvons vous garantir que nous serons très attentif aux intérêts de l'ensemble des Forestois.

Cédric Pierre De Permentier : Merci aux habitants du Bempt qui ont pris la parole aujourd'hui.

Il est important que le Collège puisse répondre aux inquiétudes et interrogations évoquées ce soir. Le point de vue du MR est connu dans ce dossier. Nous sommes favorables pour un projet au Bempt, moyennant qu'il rencontre une série de critères émis par la commune et qui doivent encore être émis dans le cadre de l'étude mobilité et environnement. Mais aussi que le prix qui serait négocié rencontre les attentes que le Collège posera. Ce sera un vote lucide qui ne doit pas d'office fermer une porte aux opportunités pour le quartier. Je le dis en tant que forestois et l'USG fait partie des fiertés nationales en terme de sport à Bruxelles. En tant que bruxellois nous devons nous battre pour que cela reste tel quel mais il est vrai que nous devons voter en toute lucidité et qu'aujourd'hui nous n'avons pas toutes les cartes en main pour nous positionner. Comme vous, je suis en attente de réponses du Collège dans le cadre de ce dossier. Je vous remercie.

Xavier Jans : Merci aux citoyens pour leur présence et l'intérêt qu'ils portent à leurs quartiers.

Nous, élus communaux, devons être à l'écoute de cette démarche citoyenne. Le dossier de l'USG est difficile, complexe et important pour la commune et demande donc une réponse claire et nette de notre part. Les différentes remarques de Défi sont les suivantes.

Depuis près d'un an le Conseil communal est saisi par la question et nous demandons un dialogue franc entre le Collège ECOLO-PS et les dirigeants de l'USG. Les enjeux sont conséquents, les attentes sont grandes et nous savons que le Collège a de grandes difficultés à prendre des décisions importantes et est souvent sauvé par la Région. Au Collège de prouver qu'il est capable d'avancer sur de tels dossiers. Ce dernier n'est pas simple et l'idéal serait que le stade reste là où il est actuellement mais cela est impossible pour diverses contraintes urbanistiques et écologiques. Défi souhaite néanmoins que le club reste à Forest ou l'âme de celui-ci est présente. Nous pourrions aller dans le sens des interpellants et dire « Non à un nouveau stade au Bempt ». Ce serait vous mentir car pour que le club évolue dans les meilleures conditions il doit déménager au Bempt en respectant bien sûr toutes les conditions. (citoyennes, communales, régionales, urbanistiques, etc...).

Si ces différents obstacles sont relevés, en termes de mobilité, d'acheminement des supporters via le site de Bruxelles-propreté, d'identification d'un site alternatif pour le dépôt communal, d'intégration dans l'environnement actuel et bien sûr de cohabitation avec les clubs résidents du Bempt, qui doivent continuer à pouvoir arriver sur place et à jouer les jours de matchs, alors un stade au Bempt est alors à envisager sérieusement.

Nous insistons pour que le Collège travaille sur ce dossier avec intelligence et en bonne collaboration avec l'USG et avec les riverains. C'est un dossier compliqué mais Défi a le courage de ses opinions. Notre position ne plaira pas à tout le monde mais nous sommes certains d'assurer notre position comme cela nous l'a été demandé.

Simon De Beer : Merci pour votre interpellation et merci de ramener une nouvelle fois ce sujet sur la table. Il y a un an, lors de la précédente interpellation, le PTB avait dit ceci : « La question de l'emplacement d'un stade n'est pas facile. Un stade apporte nécessairement des nuisances. Que ce soit en termes de bruit, de propreté, de mobilité, etc... ». C'est une question qui divise, entre supporters, habitants, habitants-supporters, etc... Quand on se retrouve face à un problème de cette complexité, la tâche des pouvoirs publics n'est pas de discuter derrière les rideaux. C'est au contraire d'impliquer les Forestois et Forestoises dans le processus de décision. De les informer des problèmes mais aussi des opportunités éventuelles, et de les écouter. « C'est précisément ce qui manque ici ». Un an plus tard, on ne peut que donner raison aux habitants qui se plaignent de suivre le dossier par la presse. Ils parlent de gestion en coulisse, et c'est bel et

bien de ça qu'il s'agit, et c'est dommage. On a l'impression que, parce que la Région a repris le dossier en main, ce ne serait plus une question communale. Mais que la Région soit à la manœuvre ne change rien pour les habitants. Le stade, qu'il soit décidé par la commune ou la Région, entraînera les mêmes conséquences. Donc la commune doit être proactive pour impliquer et informer les habitants. En particulier, il faut savoir si, oui ou non, d'autres pistes ont été sérieusement explorées, comme le suggérait perspective brussels. La commune ne peut pas simplement dire que le dossier est désormais entre les mains de la Région, ce serait fuir ses responsabilités.

Nicolas Lonfils : Nous souhaitons commencer par remercier les citoyennes et citoyens qui se sont mobilisés, une fois de plus, sur ce sujet qui reçoit une attention importante depuis un certain temps. En relisant l'interpellation citoyenne faite en 2022, et la réponse fournie à l'époque par mon groupe, je suis particulièrement marqué par le fait qu'elle est toujours imminemment d'actualité même s'il y a eu des évolutions notables. Pour rappel, lors de la précédente interpellation citoyenne notre groupe manifestait la difficulté à laquelle nous étions confrontés, à savoir qu'il n'y a pas réellement de dossier, pas de rapports d'incidences sérieux sur lesquels avoir un réel débat. À cet égard, nous nous réjouissons que les choses avancent, et que le club ait enfin lancé des études d'incidences. Ces dernières sont actuellement en cours. Le Collège y reviendra sans doute dans sa réponse. Nous espérons évidemment que ces études permettront de répondre aux questions que nous nous posons depuis longtemps. Nous allons encore une fois les résumer très brièvement.

1) D'abord, il s'agit ici d'un pari sur l'avenir qu'on ne maîtrise pas. Ce n'est un secret pour personne, nous sommes fiers et heureux des résultats de l'Union, mais aussi de la qualité de l'ambiance autour de ce club très particulier. Plusieurs parmi nous sont de fervents supporters! Ceci dit, comme pour tous les clubs, rien ne garantit, même si on le souhaite de tout cœur, que l'USG va se maintenir en première division à 10 ou 20 ans. Nous trouvons donc très difficile de nous projeter dans l'affectation d'un large pan de notre espace communal pour l'avenir incertain d'un club.

2) Ensuite, il y a les questions liées à l'impact pour les services publics communaux et la mobilité. Nous attendons des espaces publics qu'ils jouent leur rôle de services publics : services sociaux, services communautaires, et services écosystémiques (sur lesquels je reviens juste après). L'espace visé, dans le Bempt est partiellement occupé par des infrastructures sportives pour les jeunes (et moins jeunes) de notre commune, et des espaces potentiels de loisir pour la collectivité. C'est donc un lieu très important pour notre jeunesse et notre santé. Or, on ne voit pas encore clair sur l'impact que ce projet aura sur nos capacités, comme commune, à assurer les services communautaires et sociaux adéquats à nos publics, tels qu'ils sont déployés aujourd'hui et encore moins sur notre capacité à y répondre sur le long terme. À l'heure où le foncier est très précieux dans une ville comme la nôtre, et les besoins énormes, l'affecter prioritairement à des infrastructures à finalité publiques semble devoir rester une priorité.

N'oublions pas non plus les enjeux de mobilité. Notre région et notre commune sont en phase de transformation en termes de mobilité. Et si nous souhaitons bien sûr que Bruxelles attire un large public pour ses activités économiques, culturelles et sociales, cela ne peut plus reposer sur une mobilité largement automobile. Or, cela reste peu clair comment le club d'une part, et la Région d'autre part, peuvent garantir qu'une telle infrastructure soit accompagnée des modalités adéquates en termes de transports publics et de mobilité douce.

3) Enfin, il y a les questions liées aux services écosystémiques du Bempt. Il n'a échappé à personne que nous sommes en pleine crise climatique et de biodiversité. Un diagnostic des risques et vulnérabilités de Forest face aux dérèglements climatiques par rapport au climat bruxellois dit « normal » a été fait et montre, à l'horizon 2050, plusieurs changements dont :

- une hausse des températures moyennes qui seront aggravées dans les zones fortement urbanisées

- une augmentation de la durée des précipitations en hiver et une diminution des précipitations en été mais des précipitations plus intenses
- une augmentation importante des vagues de chaleur en termes de nombre, d'intensité et de durée;
- davantage de sécheresses météorologiques et beaucoup plus de sécheresses météorologiques exceptionnelles.

Face à ces constats, il nous est demandé, comme politiques, d'avoir une politique ambitieuse en terme d'adaptation aux impacts du changement climatique. Dans ce cadre, une pratique parcimonieuse de l'occupation du sol et des priorités d'urbanisation sont nécessaires.

Par ailleurs, ne négligeons pas l'impact CO2 de la construction de ce type d'infrastructures.

Dès lors, si avoir des infrastructures sportives adaptées est pertinent, et on le croit sincèrement, on doit avancer sur leur mutualisation pour en diminuer l'impact tout en renforçant leur plus-value sociétale. Or, on n'a pas encore entendu ni le club, ni la Région, sur cette possibilité de mutualiser largement leurs infrastructures, comme le font d'autres grands clubs dans d'autres pays.

Une autre dimension écosystémique est la gestion de l'eau de notre territoire. On parle ici d'un site qui a un rôle important au regard de la gestion de l'eau. Le Bempt est un site en zone d'aléas d'inondation, c'est un site de ruissellement et de nappe phréatique affleurante. Il nous semble donc qu'implanter une large infrastructure présente un réel risque.

Par ailleurs, la zone Bempt est une zone à haute valeur biologique selon la carte d'évaluation biologique de Bruxelles Environnement. Ce type d'infrastructure aura donc très probablement un impact sur l'équilibre écologique du lieu.

Voilà pour les risques que nous avons identifiés (impacts sociaux et communautaires, impacts climatiques et environnementaux, intégration dans les infrastructures régionales, etc.). Ils n'ont, à ce jour, pas reçu d'analyse structurée de nature à nous permettre de nous positionner définitivement sur ces questions.

En outre, la brève étude de Perspectives, dont la conclusion est renforcée par les résultats intermédiaires des chercheurs de l'Irib sur le sujet, convient de la nécessité d'explorer aussi les pistes alternatives et sensiblement l'extension du Marien.

En conclusion, vous comprenez que, bien qu'on aime le sport, qu'on aime le foot, qu'on aime l'Union, nous nous posons nous-mêmes beaucoup de questions, et avons de nombreuses craintes, qui n'ont à ce stade pas trouvé de réponses, parce que les études n'ont pas encore abouti.

Au terme des conclusions de ces études en cours - de mobilité, d'incidences environnementales, d'intégration paysagère et des fonctions existantes du site, des compensations opérationnelles aux usages qui seraient perdus, d'un épuisement du scénario privilégié par les supporters et enfin des conditions d'une transaction, au terme de ces conclusions donc, les élus Ecolo-Groen pourront se positionner en connaissance de cause.

Emmanuel Boodts : Je ne connais pas très bien le dossier mais je veux bien en apprendre les procédures. Je comprends et je peux imaginer vos inquiétudes et je partage votre demande sur la transparence et la concertation dans ce dossier. Je suis du même avis et j'écouterai la réponse du Collège avec intérêt. Merci

Alain Mugabo :

- **La position du Collège est cohérente et constante depuis le début : Pour prendre une décision, il est de notre responsabilité de pouvoir mesurer les impacts et les conséquences des décisions or, comme l'atteste la décision prise par le Conseil communal le 14 février dernier, trop d'éléments, de la demande du club, sont trop flous. Nous n'avons eu cesse de poser des questions et nous nous réjouissons que la machine a enfin été lancée pour fournir ses réponses (étude de mobilité et d'incidences environnementales, discussions autour de la relocalisation des services communaux, l'accessibilité ou non des clubs amateurs, etc...)**
- **La Taskforce lancée en mai 2023 a permis d'énumérer les questions déjà posées par la commune et reprises dans la décision publique du CC du 14/2**
- **Depuis l'été nos demandes répétées depuis février 2022 au Club de mandater un bureau pour une étude de mobilité et une étude d'incidences environnementales ont pu être lancées. Nous attendons des recommandations chiffrées et des garanties de fonctionnement de nos infrastructures sportives même lors de matchs.**
- **Nous avons été averti que le BMA accompagnait le Club dans l'organisation d'un concours d'architecture pour l'intégration paysagère. Nous avons fait remarqué au BMA que cela nous semblait anachronique de ne pas attendre les conclusions des études de mobilité et d'incidences environnementales. Le BMA nous a répondu que cela s'imbriquerait dans la seconde partie du concours.**
- **A la demande de la Région, les usages actuels du site ont été précisément décrits pour que des lieux alternatifs ou complémentaires soient identifiés.**

Ce n'est que quand nous aurons tous les éléments de réponses aux questions, que nous posons inlassablement aux porteurs de projet, que le Conseil Communal se positionnera.

Interpellant : Nous vous remercions pour vos réponses « variables ». Ce que nous vous demandons c'est de ne pas se cacher derrière des positions de façade. On a souvent fait la ligne politique du « en même temps » quelque chose qui plaisait mais le « en même temps » c'est quand même compliqué de dire qu'on veut protéger le Bempt mais l'urbaniser, qu'on veut garder des terrains publics mais qu'on est prêt à les vendre à du privé, qu'on veut protéger les 2000 usagers des terrains sportifs mais qu'on voudrait interdire le périmètre quand ils font des matchs, qu'on peut construire sur le Bempt mais qu'on y a déjà une école qui se fissure. Il faut à un moment donné, je sais qu'on est le 5 décembre au soir alors on peut croire encore en Saint-Nicolas, mais la réalité est claire. Les contraintes que vous-même vous posez ce soir sont incompatibles avec le site du Bempt et les études d'incidences environnementales et de mobilité, encore une fois, se font sans aucune concertation, sans aucune collaboration, sans une coopération avec les forestois et les riverains et avec d'autres. C'est problématique puisqu'on va revenir dans quelques mois à la même situation où on aura fait un projet hors sol qui ne concerne absolument pas les forestois et les gens qui y vivent. Ce sont eux qui sont impactés en premier lieu. La politique c'est le courage du débat de fond c'est la cohérence des choix mais c'est aussi des positions. Vous avez l'occasion dans quelques mois de donner ou de redonner une image positive des décideurs publics. Ne la gâchez pas avec des gesticulations. Sachez que nous, nous tiendrons. Et jusqu'au bout. Quand on voit et quand on entend les pressions dans les rues sur les gens qui distribuent des tracts, et bien nous ferons respecter nos droits coûte que coûte. Nous continuerons à frapper aux portes, à parler et expliquer à tous les tenants et aboutissants de ce projet et nous rendrons compte honnêtement des positions de chacun d'entre vous. Prenez vos responsabilités et soyez bien convaincus que de notre côté nous prendrons les nôtres. Je vous remercie.

Le Conseil est interrompu par des manifestants en faveur de la Palestine.

De heer Alain Philippe neemt het woord om de interpellatie voor te lezen. Er zijn meer dan 1.400 handtekeningen verzameld tegen dit project.

Tussenkomsten van schepenen en raadsleden:

Nadia El Yousfi: Ik stel deze interpellaties op prijs, want het is altijd heel belangrijk voor ons om te kunnen reageren op vragen van de burgers. Het is nu enkele jaren geleden dat de club Union Saint-Gilloise de wens uitsprak om te investeren in een nieuw stadion om de structurele ongemakken van het Marienstadion te verhelpen. Vanaf het begin van de besprekingen met de club in 2021 hebben we altijd opengestaan voor oplossingen waarmee de club zijn verankering met onze gemeente zou kunnen behouden. We benadrukten meermaals de gehechtheid van de Vorstenaren aan deze historische club, het embleem van de gemeente. Met het project voor een nieuw stadion is het onze verantwoordelijkheid ervoor te zorgen dat het contact tussen de club en de gemeente zo goed mogelijk wordt bestendigd, met behoud van de levenskwaliteit van de Vorstenaars en met de mogelijkheid voor de club om zich te ontwikkelen en zijn sportieve doelstellingen te bereiken. Ons standpunt is altijd duidelijk geweest: we zijn voor het behoud van de club in onze gemeente, maar niet tegen elke prijs! Ter herinnering, tijdens de vergadering van februari 2023 heeft de gemeenteraad een eerste bod van Union Saint-Gilloise verworpen en het College gemandateerd om – ik citeer – *“de besprekingen met het Gewest en de club voort te zetten met het oog op mogelijke oplossingen op het gemeentelijke en gewestelijke grondgebied, zoals aanbevolen in de studie van perspective.brussels. Wat de Vorstse sites betreft, moet de club voldoen aan de voorwaarden die de gemeente heeft gesteld, zodat de gemeente en haar inwoners met kennis van zaken een definitieve beslissing kunnen nemen.”*

Er is dus een reeks vereisten die al een aantal jaren aan de club zijn meegedeeld. Tot voor kort konden we alleen maar constateren dat de antwoorden volstrekt ontoereikend waren en geen enkele vooruitgang in dit dossier mogelijk maakten. Intussen is er wel vooruitgang geboekt, met name met de impactstudie die de club heeft laten uitvoeren en de mobiliteitsstudie die momenteel wordt uitgevoerd. Het is duidelijk dat er sinds juli een wederzijdse luisterbereidheid lijkt te zijn, wat veel constructievere uitwisselingen teweegbrengt. Iedereen beseft dat het een belangrijk dossier is voor de Vorstenaren, die hun vragen en bezorgdheden aan ons doorgeven, en daarom is het onze plicht om concrete antwoorden te hebben op die vragen, zodat wij een standpunt kunnen innemen. We gaan onze vorige antwoorden niet in detail herhalen, maar we herhalen hier wel onze belangrijkste aandachtspunten:

- Zeker zijn van een correcte combinatie met het Bempt-complex en zijn duizenden sporters, en compensatie voor het verlies aan het huidige gebruik van de site (sportief en functioneel).
- De impact op mobiliteit en oplossingen voor de voetgangersstromen, het openbaar vervoer en de nood aan parking.
- Maatregelen om de leefbaarheid voor de omwonenden te garanderen.
- De nood aan een milieueffectenrapport.

In elk geval begrijpen we de bezorgdheid van de mensen en betreuren we de manier waarop deze zaak is behandeld zonder echt overleg met de bewoners of echte analyses die een veel rustiger en transparanter debat voor iedereen mogelijk hadden kunnen maken.

Ik ga niet terugkomen op de opmerkingen van de oppositie over de aanpak van het dossier, die weer een karikatuur maken van het werk van het College. Maar als je even afstand neemt, zie je dat het standpunt altijd duidelijk is geweest. Dat werd ook benadrukt door universitaire

onderzoekers bij de presentatie van een studie over dit dossier.

Tot slot wachten we, zoals opgedragen door de gemeenteraad, tot het College de resultaten van alle studies ontvangt, voordat we een weloverwogen beslissing nemen, en we kunnen u verzekeren dat we zeer alert zullen zijn op de belangen van alle Vorstenaren.

Cédric Pierre-De Permentier: Dank aan de omwonenden van de Bempt die vandaag hebben gesproken.

Het is belangrijk dat het College rekening kan houden met de vragen en ongerustheden die vanavond zijn geuit. Het standpunt van de MR in dit dossier is bekend. Wij zijn voorstander van een project in Bempt, op voorwaarde dat het voldoet aan een reeks criteria vanwege de gemeente en ook in verband met de mobiliteits- en milieustudie. Maar ook dat de onderhandelde prijs aan de verwachtingen van het College voldoet. Het zal een lucide stemming zijn, die niet automatisch de deur sluit voor kansen voor de wijk, en ik zeg dit als Vorstenaar en USG is een nationale trots op sportvlak in Brussel. Als Brusselaars moeten we vechten om het zo te houden, maar het is waar dat we lucide moeten stemmen en vandaag hebben we niet alle kaarten in handen om een standpunt in te nemen. Net als jullie wacht ik op antwoorden van het College over dit dossier. Bedankt.

Xavier Jans: Dank aan de burgers voor hun komst en hun belangstelling voor hun buurt.

Als gemeentemandataris moeten we luisteren naar dit burgerinitiatief. De kwestie van USG is moeilijk, complex en belangrijk voor de gemeente, dus we moeten een duidelijk antwoord geven. De opmerkingen van Défi zijn de volgende:

De kwestie ligt nu al bijna een jaar bij de gemeenteraad en we roepen op tot een open dialoog tussen het Ecolo-PS College en USG. Er staat veel op het spel, de verwachtingen zijn hoog en we weten dat het College grote moeite heeft om belangrijke beslissingen te nemen en vaak gered wordt door het Gewest. Het is aan het College om te bewijzen dat het in staat is om vooruitgang te boeken in dergelijke dossiers. Het is niet simpel en idealiter blijft het stadion waar het nu is, maar dat is onmogelijk om verschillende stedenbouwkundige en ecologische redenen. Défi wil echter dat de club in Vorst blijft, waar zijn ziel ligt. We zouden de interpellateurs kunnen volgen en "neen" zeggen tegen een nieuw stadion in de Bempt. Maar dat zou een leugen zijn, want als de club zich in de best mogelijke omstandigheden wil ontwikkelen, moeten ze naar de Bempt verhuizen, uiteraard met inachtneming van alle voorwaarden (buurtbewoners, gemeente, gewest, stedenbouwkundige voorschriften, ...).

Als de verschillende obstakels worden overwonnen, op het vlak van mobiliteit, de verplaatsingen van supporters via de site van Net Brussel, het vinden van een alternatieve site voor het gemeentelijk depot, de integratie in de huidige omgeving en natuurlijk de combinatie met de reeds actieve clubs in de Bempt, die ter plaatse moeten kunnen blijven komen trainen en wedstrijden spelen, dan kan een stadion in de Bempt echt worden overwogen.

We dringen erop aan dat het College verstandig doorwerkt aan dit dossier en in nauwe samenwerking met USG en de buurtbewoners. Het is een complex dossier, maar Défi heeft er moed op. Niet iedereen zal blij zijn met ons standpunt, maar we zullen het verdedigen zoals gevraagd.

Simon De Beer: Dank u voor uw interpellatie en dank u dat u dit onderwerp opnieuw ter sprake brengt. Een jaar geleden, bij de vorige interpellatie, zei de PTB*PVDA: "De locatie van een stadion kiezen is niet eenvoudig. Een stadion veroorzaakt altijd overlast: lawaai, netheid, mobiliteit, ...Het is een kwestie van verdeeldheid tussen supporters, omwonenden, omwonenden-supporters, ...Wanneer ze geconfronteerd worden met zo'n complex probleem, is het niet aan de

overheid om achter de coulissen te discussiëren. Integendeel, ze moeten de Vorstenaren betrekken bij de besluitvorming. Hen informeren over de problemen maar ook over de mogelijke kansen en naar hen luisteren. Dat is wat er hier ontbreekt." Een jaar later kunnen we het alleen maar eens zijn met de buurtbewoners die klagen dat ze het dossier alleen via de pers kunnen volgen. Ze hebben het over beslissingen achter de schermen en dat lijkt te kloppen en dat is jammer. We krijgen de indruk dat, omdat het Gewest het dossier heeft overgenomen, het niet langer een gemeentelijke aangelegenheid is. Maar het feit dat het Gewest de leiding heeft, verandert niets voor de omwonenden. Of de gemeente of het Gewest nu beslist over het stadion, het zal dezelfde gevolgen hebben. De gemeente moet dus proactief zijn in het betrekken en informeren van de burgers. We moeten in het bijzonder weten of andere mogelijkheden al dan niet serieus zijn onderzocht, zoals gesuggereerd door Perspective.Brussels. De gemeente kan niet zomaar zeggen dat de zaak nu in handen is van het Gewest, want dat zou haar verantwoordelijkheid ontlopen.

Nicolas Lonfils: Om te beginnen willen we de burgers bedanken die opnieuw in actie zijn gekomen voor deze kwestie, die al een tijdje veel aandacht krijgt. Als ik de burgerinterpellatie uit 2022 en het antwoord dat mijn fractie toen gaf, herlees, dan valt me vooral op dat het nog steeds heel actueel is, ook al zijn er enkele opmerkelijke ontwikkelingen geweest. Ik herinner u eraan dat onze fractie bij de vorige burgerinterpellatie heeft aangegeven met welk probleem we te maken hadden, namelijk dat er geen echt dossier was, geen ernstige impactverslagen waarover we een echt debat konden voeren. Wat dat betreft, zijn we blij dat er vooruitgang wordt geboekt en dat de club eindelijk is begonnen met impactstudies. Die laatste zijn momenteel aan de gang. Het College zal hier in zijn antwoord ongetwijfeld op terugkomen. We hopen natuurlijk dat deze studies antwoorden zullen geven op de vragen die we al lang stellen. We vatten ze nogmaals heel kort samen.

1) Ten eerste is dit een gok op de toekomst die buiten onze controle ligt. Het is geen geheim dat we trots en gelukkig zijn over de resultaten van Union, maar ook over de sfeer rond deze bijzondere club. Sommigen onder ons zijn fervente supporters! Maar zoals bij alle clubs hebben wij geen garantie – hoezeer we het ook wensen – dat Union op lange termijn in de eerste klasse zal blijven. Wij vinden het daarom erg moeilijk om ons een beeld te vormen van de toewijzing van een groot stuk van onze gemeentelijke ruimte voor de onzekere toekomst van een club.

2) Ten tweede zijn er de kwesties in verband met de impact voor de gemeentediensten en de mobiliteit. Wij verwachten dat openbare ruimten hun rol vervullen van openbaar nut: sociale, gemeenschaps- en ecosystemische diensten (waar ik straks op terugkom). De ruimte in kwestie, in de Bempt, wordt gedeeltelijk ingenomen door sportvoorzieningen voor jongeren (en minder jongeren) van onze gemeente en potentiële recreatie voor de gemeenschap. Het is dus een zeer belangrijke plek voor onze jeugd en onze gezondheid. Het is echter nog niet duidelijk welke impact dit project zal hebben op ons vermogen om als gemeente vandaag en op lange termijn adequate gemeenschaps- en sociale diensten aan onze burgers te verlenen. Nu grond in een stad als de onze zeer kostbaar is en de behoeften enorm zijn, moet het toewijzen van grond aan openbare infrastructuur een prioriteit blijven.

Laten we ook de mobiliteitsuitdagingen niet vergeten. Ons Gewest en onze gemeente ondergaan een transformatie op het vlak van mobiliteit. En als we willen dat Brussel een groot publiek aantrekt voor zijn economische, culturele en sociale activiteiten, kan dat niet langer berusten op een mobiliteit waarbij de auto centraal staat. Het blijft onduidelijk hoe de club enerzijds en het Gewest anderzijds ervoor kunnen zorgen dat een dergelijke infrastructuur gekoppeld wordt aan adequate modaliteiten voor openbaar vervoer en zachte mobiliteit.

3) Ten slotte zijn er de kwesties in verband met de ecosystemische diensten van de Bempt. Iedereen weet dat we ons volop in een klimaat- en biodiversiteitscrisis bevinden. Er is een diagnose gemaakt van de risico's en de kwetsbaarheden van Vorst bij een verstoring van het klimaat in vergelijking met het zogenaamde 'normale' klimaat in Brussel, waaruit blijkt dat er tegen 2050 verschillende veranderingen zullen optreden, waaronder:

- een stijging van de gemiddelde temperaturen, die in de sterk verstedelijkte gebieden nog zal verergeren;
- een toename van de neerslagduur in de winter en een afname van de neerslag in de zomer, maar intensere neerslag;
- een aanzienlijke toename van hittegolven qua aantal, intensiteit en duur;
- meer meteorologische droogteperiodes en veel meer uitzonderlijke meteorologische droogteperiodes.

Ten aanzien van deze vaststellingen wordt van ons, politici, een ambitieus beleid gevraagd voor de aanpassing aan de gevolgen van de klimaatverandering. In dat kader zijn een spaarzaam gebruik van de grond en prioriteiten inzake verstedelijking noodzakelijk. Bovendien mogen we het CO₂-effect van de bouw van dit soort infrastructuur niet verwaarlozen. Als aangepaste sportinfrastructuur relevant is - en wij geloven oprecht dat dit het geval is - moeten we dus werk maken van het gedeeld gebruik ervan om de impact ervan te beperken en tegelijk de maatschappelijke meerwaarde te versterken. Wij hebben de club noch het Gewest echter nog niet gehoord over de mogelijkheid om hun infrastructuur op gewestelijk niveau te delen, zoals andere grote clubs in andere landen doen. Een andere ecosystemische dimensie is het waterbeheer op ons grondgebied. Het gaat om een site die een belangrijke rol speelt in de waterhuishouding. De Bempt is een site met overstromingsrisico, een zone voor afvloeiing en een hoge grondwaterspiegel. Daarom houdt de bouw van een grote infrastructuur volgens ons een reëel risico in. Bovendien is de Bempt een zone met hoge biologische waarde volgens de biologische waarderingskaart van Leefmilieu Brussel. Dit type infrastructuur zal dus hoogstwaarschijnlijk gevolgen hebben voor het ecologisch evenwicht in het gebied. Tot zover de risico's die wij zien: sociale en maatschappelijke impact, klimaat- en milieueffecten, integratie in de gewestelijke infrastructuur, ... Tot op heden hebben zij geen gestructureerde analyse gekregen waardoor we ons definitief over deze kwesties kunnen uitspreken. Daarnaast onderschrijft de korte studie van Perspectives.Brussels, waarvan de conclusie wordt versterkt door de tussentijdse resultaten van de onderzoekers van IRIB ter zake, de noodzaak om ook alternatieve pistes te verkennen en het Marienstadion uit te breiden. Tot slot begrijpt u dat, hoewel wij van sport houden, van voetbal, van Union, wij veel vragen en twijfels hebben, die nog onbeantwoord blijven, omdat de studies nog niet afgerond zijn.

Zodra de conclusies van deze studies - over mobiliteit, milieu-impact, integratie in het landschap en de bestaande functies van de site, operationele compensatie voor de gebruiksmogelijkheden die verloren zouden gaan, de uitputting van het scenario dat de voorstanders voorstaan en, ten slotte, de voorwaarden van een transactie - bekend zijn, zullen de verkozenen van Ecolo-Groen met kennis van zaken een standpunt kunnen innemen.

Emmanuel Boodts: Ik ben niet erg bekend met het dossier, maar ik wil wel meer te weten komen over de procedures. Ik begrijp en kan me uw bezorgdheid voorstellen en sluit me aan bij uw vraag om transparantie en overleg in dit dossier. Ik ben dezelfde mening toegedaan en zal met belangstelling luisteren naar het antwoord van het College. Bedankt.

Alain Mugabo:

- Het standpunt van het College is vanaf het begin coherent en constant geweest: Om beslissingen te nemen, is het onze verantwoordelijkheid om de impact en de gevolgen van onze beslissingen te kunnen meten, maar zoals blijkt uit de beslissing van de gemeenteraad van 14 februari, zijn te veel elementen te vaag. We hebben de hele tijd vragen gesteld en we zijn blij dat de machine eindelijk in beweging is gezet om de antwoorden te geven (mobiliteits- en milieueffectenstudie, discussies over de verplaatsing van gemeentelijke diensten, al dan niet toegankelijkheid voor amateurclubs, ...).

- De taskforce die in mei 2023 van start ging, heeft het mogelijk gemaakt om een lijst op te

stellen van de vragen die al door de gemeente werden gesteld en die werden opgenomen in de beslissing van de gemeenteraad van 14/2.

- Sinds de zomer werden de vragen die we sinds februari 2022 stelden aan de club om een bureau opdracht te geven een mobiliteits- en een milieueffectenstudie uit te voeren, in aanmerking genomen. We wachten op aanbevelingen met cijfers en waarborgen dat onze sportfaciliteiten ook tijdens matches zullen functioneren.
- We hebben vernomen dat het BMA de club helpt bij de organisatie van een architectuurwedstrijd voor landschapsintegratie. We hebben het BMA erop gewezen dat het anachronistisch leek om de conclusies van de mobiliteits- en milieueffectenstudies niet af te wachten. Het BMA antwoordde dat dit zou worden behandeld in het tweede deel van de wedstrijd.
- Op vraag van het Gewest werd het huidige gebruik van de site nauwkeurig beschreven, om alternatieve of aanvullende sites te kunnen vinden.

Pas als we alle antwoorden hebben op de vragen die we aan de projectdragers blijven stellen, zal de gemeenteraad een standpunt innemen.

Interpellant: We danken u voor uw gevarieerde antwoorden. Wat wij u vragen, is dat u zich niet verschuilt achter façadeposities. We hebben vaak de politieke lijn gevolgd van 'tegelijkertijd' iets wat in de smaak viel, maar 'tegelijkertijd' is ingewikkeld als je zegt dat je de Bempt wilt beschermen maar toch volbouwt, dat je openbare ruimte wil behouden maar bereid bent om het aan de privésector te verkopen, dat je de 2.000 gebruikers van de sportvelden wil beschermen maar toegang tot de zone wil verbieden als er een match is, dat je op de Bempt kan bouwen maar dat er al een school staat die scheuren vertoont. Ik weet dat het 5 december is, dus we kunnen nog geloven in Sinterklaas, maar de realiteit is duidelijk. De beperkingen die u zelf vanavond oplegt, zijn onverenigbaar met de site van Bempt en de milieu-impact- en mobiliteitsstudies worden, eens te meer, uitgevoerd zonder enig overleg, zonder enige samenwerking met Vorstenaren, buurtbewoners en anderen. Dat is problematisch omdat we over een paar maanden weer in dezelfde situatie zullen zitten, waar we een project hebben dat niets te maken heeft met de Vorstenaren en de mensen die er wonen. Zij zijn de eersten die getroffen worden. Politiek betekent de moed hebben om over de kwesties te debatteren, coherente keuzes te maken, maar ook een standpunt in te nemen. Over een paar maanden hebben we de kans om een positief beeld van de beleidsvoerders te geven of te herstellen. Verspil die kans niet. Weet dat wij stand zullen houden. Tot het einde toe. Als je ziet en hoort hoeveel druk er op straat wordt uitgeoefend op mensen die folders uitdelen, dan zullen wij ervoor zorgen dat onze rechten worden gerespecteerd, koste wat het kost. We zullen op deuren blijven kloppen, met iedereen praten en de ins en outs van dit project uitleggen en ieders visie eerlijk naar buiten brengen. Neem jullie verantwoordelijkheid en wij zullen dat ook doen. Bedankt.

De Raad wordt onderbroken door betogers voor Palestina.

3 annexes / 3 bijlagen

2 Affaires générales - Remplacement d'un membre du Conseil de l'action sociale.

LE CONSEIL,

Vu l'article 17 de la loi organique des CPAS, qui dispose que *lorsqu'un membre effectif cesse de faire partie du conseil de l'action sociale avant l'expiration de son mandat et qu'il n'a plus de suppléant, tous les conseillers communaux encore en fonction qui avaient signés l'acte de présentation du membre à remplacer peuvent présenter un nouveau candidat membre effectif et au moins deux candidats suppléants de sexe différent. Dans ce cas, ces candidats sont proclamés élus, les candidats suppléants dans l'ordre de leur numérotation ;*

Considérant que Monsieur BOODTS Emmanuel a présenté sa démission en qualité de membre du Conseil de l'action sociale ;

Considérant qu'il y a lieu de désigner un remplaçant afin d'achever le mandat du membre démissionnaire ;

Vu l'acte de présentation de candidature de Monsieur PEYCKER Stephane comme membre effectif

PREND ACTE

De l'élection de Monsieur PEYCKER Stephane en qualité de membre effectif du Conseil de l'action sociale.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

29 votants : 29 votes positifs.

Algemene zaken - Vervanging van een lid van de Raad voor maatschappelijk welzijn.

DE RAAD,

Gelet op artikel 17 van de organieke wet betreffende de OCMW's, dat bepaalt dat wanneer een werkend lid voor het verstrijken van zijn mandaat ophoudt deel uit te maken van de raad voor maatschappelijk welzijn en hij geen opvolger meer heeft, kunnen alle nog in functie zijnde gemeenteraadsleden die de akte van voordracht van het te vervangen lid hadden ondertekend, gezamenlijk een nieuw kandidaat-werkend lid en tenminste twee kandidaat-opvolgers van verschillend geslacht voordragen.

In dit geval zijn deze kandidaten gekozen verklaard, de kandidaat-opvolgers in de volgorde van hun voordracht;

Overwegende dat de heer BOODTS Emmanuel haar ontslag heeft ingediend als lid van de Raad voor Maatschappelijk Welzijn;

Overwegende dat er een vervanger moet worden aangesteld om het mandaat van het ontslagnemende lid te voltooien;

Gelet op de voordracht van de heer PEYCKER Stéphane als werkend lid;

NEEMT KENNIS VAN

de verkiezing van de heer PEYCKER Stéphane tot werkend lid van de Raad voor Maatschappelijk Welzijn.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

29 stemmers : 29 positieve stemmen.

Sécurité civile - Civiele bescherming

3 Sécurité civile - Police administrative - Ordre public - Convention "caméras de surveillance/Safe.brussels" - Approbation.

LE CONSEIL,

Vu la Nouvelle loi communale, en particulier ses articles 117 et 135, §2 ;

Vu la Loi du 5 août 1992 sur la fonction de police, notamment ses articles 3-2°, 5 et 25/4 ;

Vu la Loi du 24 juin 2013 relative aux sanctions administratives communales ;

Vu le Règlement général de police commun aux 19 communes bruxelloises ;

Vu la loi du 7 décembre 1998 organisant un service de police intégré, structuré à deux niveaux, tout particulièrement ses articles 42 et 45 ;

Vu la Loi du 21 mars 2007 réglant l'installation et l'utilisation de caméras de surveillance et ses Arrêtés d'exécution ;

Vu le Code de l'inspection, la prévention, la constatation et la répression des infractions en matière d'environnement et de la responsabilité environnementale, en particulier les articles 13 à 15 ;

Vu l'Arrêté royal du 10 février 2008 définissant la manière de signaler l'existence d'une surveillance par caméra ;

Vu le Règlement général sur la protection des données (RGPD) : Règlement (UE) n°2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la directive 95/46/CE (« Règlement général sur la protection des données ») ;

Vu la Loi du 30 juillet 2018 relative à la protection des personnes physiques à l'égard des traitements de données à caractère personnel ;

Vu l'Ordonnance du 28 mai 2015 créant un organisme d'intérêt public centralisant la gestion de la politique de prévention et de la sécurité en Région de Bruxelles-Capitale et, en particulier, ses articles 10/5 et suivants;

Vu l'Ordonnance du 19 juillet 1990 portant création de l'Agence régionale pour la propreté ;

Considérant que l'autorité est, de manière récurrente, informée tant par les citoyens que par les services de police, d'incivilités survenant de manière continue/répétée à des endroits bien localisés du territoire de la commune de Forest ;

Que de surcroît, des incidents graves impliquant l'usage d'armes à feu sont survenus à certains endroits de manière répétée depuis ces trois derniers mois ; que l'absence de dispositifs de vidéosurveillance représente un écueil à l'exercice des missions de la police locale et à l'exécution de leurs suites d'enquête ;

Que d'autres phénomènes, tels que le trafic de stupéfiants dans l'espace public, sont difficiles à endiguer en l'absence de moyens permettant leur détection précoce et concrète ;

Considérant que les caméras publiques installées et utilisées par le service propreté n'ont pas comme finalité première de lutter contre ce type d'incivilités ou de troubles à l'ordre public ; qu'en les utilisant, les missions du service propreté s'inscrivent dans le cadre de la lutte contre les infractions en matière de propreté publique sont dès lors mises en péril ou, à tout le moins, significativement déformées ;

Considérant que l'organisme d'intérêt public dénommé Safe.brussels, en charge notamment des politiques de prévention et de sécurité en Région de Bruxelles-Capitale, met à disposition des communes bruxelloises une offre de service leur permettant d'installer des caméras fixes temporaires dans le cadre du maintien et rétablissement de l'ordre public, en ce compris la lutte contre les incivilités ;

Considérant que ces caméras fixes temporaires sont équipées de logiciels d'analyse d'images et que plusieurs types de caméras sont mis à disposition ;

Que Safe.brussels réalise l'installation des caméras ainsi que la pose de la signalisation idoine à leur utilisation ; que les délais d'intervention sur site sont les suivants:

- Montage et déplacement : 2 jours ouvrables ;
 - Démontage : 5 jours ouvrables ;
 - Remplacement de batterie : 4 heures ouvrables ;
 - Remplacement d'un dispositif défectueux : 8 heures ouvrables ;
- Qu'en cas de situation d'urgence, les délais peuvent être écourtés (24/7) à la demande de la commune de Forest à raison de 2 fois par mois maximum.

Considérant que le recours à ce dispositif par l'autorité sera ponctuelle et s'ancre dans la politique de prévention et de sécurité de la Commune de Forest ; que l'usage de ces caméras fixes temporaires s'inscrit dans une approche multidisciplinaire de la résolution de problèmes de quartier et vise notamment à réduire le sentiment d'insécurité au sein de la commune et à lutter contre le sentiment d'impunité des auteurs d'incivilités ;

Considérant que l'offre de service de Safe.brussels est entièrement gratuite tant en ce qui concerne l'installation des caméras que le traitement des images ; que la Commune de Forest n'engage aucun moyen financier dans le déploiement desdites caméras et profite donc – sans impact budgétaire – de leurs avantages, en compris des aspects technologiques (traitement d'images, etc.) ;

DECIDE :

- D'approuver le protocole de collaboration relatif au service de caméras fixes temporaires délivrés par Safe.brussels au profit de la commune de Forest, joint au présent dossier ;
- De donner pouvoir au Collège des Bourgmestre et Echevins, représenté par la Bourgmestre ou son délégué, assisté de la Secrétaire communale, pour signer ledit protocole.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

29 votants : 27 votes positifs, 2 abstentions.

Abstentions : Simon De Beer, Francis Dagrin.

Civiele veiligheid - Bestuurlijke politie - Openbare orde - Overeenkomst "bewakingscameras/Safe.brussels" - Goedkeuring.

DE RAAD,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet, inzonderheid artikelen 117 en 135, §2;

Gelet op de wet van 5 augustus 1992 op het politieambt, inzonderheid artikelen 3-2°, 5 en 25/4;

Gelet op de wet van 24 juni 2013 betreffende de gemeentelijke administratieve sancties;

Gelet op het gemeenschappelijk algemeen politiereglement voor alle 19 Brusselse gemeenten;

Gelet op de wet van 7 december 1998 tot organisatie van een geïntegreerde politiedienst, gestructureerd op twee niveaus, inzonderheid artikelen 42 en 45;

Gelet op de wet van 21 maart 2007 tot regeling van de plaatsing en het gebruik van bewakingscamera's alsook alle uitvoeringsbesluiten daarvan;

Gelet op het Wetboek van inspectie, preventie, vaststelling en bestraffing van milieumisdrijven, en milieuaansprakelijkheid, inzonderheid artikelen 13 tot 15;

Gelet op het koninklijk besluit van 10 februari 2008 tot vaststelling van de wijze waarop wordt aangegeven dat er camerabewaking plaatsvindt;

Gelet op de algemene verordening gegevensbescherming (AVG): Verordening (EU) 2016/679 van het Europees Parlement en de Raad van 27 april 2016 betreffende de bescherming van natuurlijke personen in verband met de verwerking van persoonsgegevens en betreffende het vrije verkeer van die gegevens en tot intrekking van Richtlijn 95/46/EG ('algemene verordening gegevensbescherming');

Gelet op de wet van 30 juli 2018 betreffende de bescherming van natuurlijke personen met betrekking tot de verwerking van persoonsgegevens;

Gelet op de ordonnantie van 28 mei 2015 tot oprichting van een instelling van openbaar nut waarin het beheer van het preventie- en veiligheidsbeleid in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest is samengebracht, en meer bepaald artikelen 10/5 en volgende;

Gelet op de ordonnantie van 19 juli 1990 houdende oprichting van het Gewestelijk Agentschap voor Netheid;

Overwegende dat de overheid meermaals op de hoogte werd gebracht, zowel door burgers als door de politiediensten, van overlast die zich voortdurend/herhaaldelijk voordoet op goed gelokaliseerde plaatsen in de gemeente Vorst;

Dat zich bovendien de afgelopen drie maanden op bepaalde plaatsen herhaaldelijk ernstige incidenten hebben voorgedaan waarbij vuurwapens zijn gebruikt; dat het ontbreken van videobewakingssystemen een belemmering vormt voor de uitoefening van de taken van de lokale politie en de uitvoering van haar onderzoekstaken;

Dat andere fenomenen, zoals drugshandel in de openbare ruimte, moeilijk in te dijken zijn bij gebrek aan middelen die een vroegtijdige en concrete opsporing ervan mogelijk maken;

Overwegende dat de door de dienst Netheid geïnstalleerde en gebruikte openbare camera's niet in de eerste plaats bedoeld zijn om dit soort overlast of verstoringen van de openbare orde tegen te gaan; dat door het gebruik van deze camera's de taken van de dienst Netheid op het gebied van de bestrijding van overtredingen inzake openbare netheid in het gedrang komen of op zijn minst aanzienlijk worden verstoord;

Overwegende dat de instelling voor openbaar nut, genaamd Safe.brussels, die onder meer belast is met het preventie- en veiligheidsbeleid in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, de Brusselse gemeenten een dienstverlening aanbiedt waarmee zij tijdelijke vaste camera's kunnen installeren in het kader van de handhaving en het herstel van de openbare orde, met inbegrip van de bestrijding van overlast;

Overwegende dat deze tijdelijke vaste camera's zijn uitgerust met beeldanalysesoftware en dat er verschillende soorten camera's ter beschikking worden gesteld;

Dat Safe.brussels de camera's en de gepaste signalisatie voor gebruik ervan zal installeren; dat de interventietermijnen ter plaatse als volgt zijn:

- Montage en verplaatsing: 2 werkdagen;- Demontage: 5 werkdagen;- Vervanging van de batterij: 4 werkuren;- Vervanging van een defect toestel: 8 werkuren;- Dat in geval van nood de termijnen ingekort kunnen worden (24/7) op vraag van de gemeente Vorst tot maximaal 2 keer per maand.

Overwegende dat het gebruik van dit systeem door de overheid ad hoc zal gebeuren en verankerd is in

het preventie- en veiligheidsbeleid van de gemeente Vorst; dat het gebruik van deze tijdelijke vaste camera's deel uitmaakt van een multidisciplinaire aanpak om wijkproblemen op te lossen en met name tot doel heeft het onveiligheidsgevoel binnen de gemeente te verminderen en het gevoel van straffeloosheid van de daders van overlast te bestrijden;

Overwegende dat de dienstverlening van Safe.brussels volledig gratis is, zowel wat betreft de installatie van de camera's als de verwerking van de beelden; dat de gemeente Vorst geen financiële middelen uittrekt voor de plaatsing van deze camera's en dus – zonder budgettaire gevolgen – de voordelen ervan geniet, met inbegrip van de technologische aspecten (verwerking van de beelden, ...);

BESLIST:

- Goedkeuring te verlenen aan het samenwerkingsprotocol met betrekking tot de dienst van tijdelijke vaste camera's geleverd door Safe.brussels ten voordele van de gemeente Vorst, dat bij dit dossier is gevoegd;
- Het College van Burgemeester en Schepenen, vertegenwoordigd door de Burgemeester of haar afgevaardigde, bijgestaan door de Gemeentesecretaris, machtiging te verlenen om voormeld protocolakkoord te ondertekenen.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

29 stemmers : 27 positieve stemmen, 2 onthoudingen.

Onthoudingen : Simon De Beer, Francis Dagrin.

Simon De Beer : Nous ne sommes pas pour une commune sans caméras, mais nous sommes inquiets du nombre grandissant de caméras dans l'espace public.

Cédric De Permentier : Quelles sont les zones prioritaires ? Si le bilan est concluant, les caméras deviendront-elles permanentes ?

Emmanuel De Boodts : Qu'est-ce que cela coûte à la commune ?

Simon De Beer: Wij zijn geen voorstander van een gemeente zonder camera's, maar we maken ons zorgen over het toenemend aantal camera's in de openbare ruimte.

Cédric Pierre-De Permentier: Wat zijn de prioritaire zones? Als de resultaten overtuigend zijn, worden de camera's dan permanent?

Emmanuel Boodts: Wat kost dit aan de gemeente?

3 annexes / 3 bijlagen

RECEVEUR - ONTVANGER

Tutelle CPAS - Toezicht OCMW

Tutelle CPAS – Budget CPAS 2023 – Modification budgétaire n° 1- Tutelle générale.

LE CONSEIL,

Vu l'article 112 § 1^{er} de la loi du 8 juillet 1976 organique des Centres Publics d'Action Sociale (CPAS) ;

Vu la décision du Conseil de l'Action Sociale du CPAS du 26/10/2023, adoptant la modification n°1 du budget 2023 du CPAS ;

Attendu que la décision du Conseil de l'Action Sociale du CPAS du 26/10/2023, arrêtant la modification n°1 du budget 2023 est parvenue à l'administration communale de Forest le 02/11/2023 ;

Considérant le solde nul de ces modifications et l'absence d'impact négatif sur la dotation communale 2023 au CPAS ;

Considérant que ces variations sont présentées dans la note explicative ci-jointe ;

Vu l'article 26 bis § 1^{er} 3° de la loi du 8 juillet 1976 organique des Centres Publics d'Action Sociale (CPAS) ;

DECIDE,

D'approuver la décision du Conseil du CPAS du 26/10/2023 adoptant la modification budgétaire n°1 du budget 2023.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

29 votants : 19 votes positifs, 10 votes négatifs.

Non : Dominique Goldberg, Cédric Pierre, Simon De Beer, Isabelle Lukebamoko-Maduda, Christophe Borcy, Xavier Jans, Michael Van Vlasselaer, Francis Dagrín, Valerie Pauwels, Iris Vlödaver.

Toezicht OCMW - Begroting OCMW 2023 - Begrotingswijziging nr. 1 - Algemeen toezicht.

DE RAAD,

Gelet op artikel 112 §1 van de organieke wet van 8 juli 1976 betreffende de Openbare Centra voor Maatschappelijk Welzijn (OCMW);

Gelet op de beslissing van de Raad voor Maatschappelijk Welzijn van het OCMW van 26/10/2023 tot goedkeuring van wijziging nr. 1 van de begroting 2023 van het OCMW;

Overwegende dat de beslissing van de Raad voor Maatschappelijk Welzijn van het OCMW tot goedkeuring van wijziging nr. 1 van de begroting 2023 het gemeentebestuur van Vorst bereikte op 02/11/2023;

Overwegende het nulsaldo van deze wijzigingen en de afwezigheid van negatieve impact op de gemeentedotatie 2023 aan het OCMW;

Overwegende dat deze aanpassingen verklaard worden in de bijgevoegde nota;

Gelet op artikel 26 bis, §1, 3° van de organieke wet van 8 juli 1976 betreffende de Openbare Centra voor Maatschappelijk Welzijn (OCMW);

BESLIST

Goedkeuring te verlenen aan de beslissing van de OCMW-raad van 26/10/2023 tot goedkeuring van begrotingswijziging nr. 1 van de begroting 2023.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

29 stemmers : 19 positieve stemmen, 10 negatieve stemmen.

Nee : Dominique Goldberg, Cédric Pierre, Simon De Beer, Isabelle Lukebamoko-Maduda, Christophe Borcy, Xavier Jans, Michael Van Vlasselaer, Francis Dagrín, Valerie Pauwels, Iris Vlodayer.

6 annexes / 6 bijlagen

5 Tutelle CPAS – Budget CPAS 2023 – Modification budgétaire n° 2 – Tutelle générale.

LE CONSEIL,

Vu l'article 112 §1^{er} de la loi du 8 juillet 1976 organique des Centres Publics d'Action Sociale (CPAS) ;

Vu la décision du Conseil de l'Action Sociale du CPAS du 09/11/2023, adoptant la modification n°2 du budget 2023 du CPAS ;

Attendu que la décision du Conseil de l'Action Sociale du CPAS du 09/11/2023, arrêtant la modification n°2 du budget 2023 est parvenue à l'administration communale de Forest le 13/11/2023;

Considérant le solde nul de ces modifications et l'absence d'impact négatif sur la dotation communale 2023 au CPAS ;

Considérant que ces variations sont présentées dans la note explicative ci-jointe ;

Vu l'article 26bis §1^{er} 3° de la loi du 8 juillet 1976 organique des Centres Publics d'Action Sociale (CPAS) ;

DECIDE,

D'approuver la décision du Conseil du CPAS du 09/11/2023 adoptant la modification budgétaire n° 2 du budget 2023.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

29 votants : 19 votes positifs, 10 votes négatifs.

Non : Dominique Goldberg, Cédric Pierre, Simon De Beer, Isabelle Lukebamoko-Maduda, Christophe Borcy, Xavier Jans, Michael Van Vlasselaer, Francis Dagrín, Valerie Pauwels, Iris Vlodayer.

Toezicht OCMW – Begroting OCMW 2023 – Begrotingswijziging nr. 2 – Algemeen toezicht.

DE RAAD,

Gelet op artikel 112 §1 van de organieke wet van 8 juli 1976 betreffende de Openbare Centra voor Maatschappelijk Welzijn (OCMW);

Gelet op de beslissing van de Raad voor Maatschappelijk Welzijn van het OCMW van 09/11/2023 tot goedkeuring van wijziging nr. 2 van de begroting 2023 van het OCMW;

Overwegende dat de beslissing van de Raad voor Maatschappelijk Welzijn van het OCMW van

09/11/2023 tot goedkeuring van wijziging nr. 2 van de begroting 2023 het gemeentebestuur van Vorst bereikte op 13/11/2023;

Overwegende het nulsaldo van deze wijzigingen en de afwezigheid van negatieve impact op de gemeentedotatie 2023 aan het OCMW;

Overwegende dat deze aanpassingen verklaard worden in de bijgevoegde nota;

Gelet op artikel 26bis, §1, 3° van de organieke wet van 8 juli 1976 betreffende de Openbare Centra voor Maatschappelijk Welzijn (OCMW);

BESLIST,

Goedkeuring te verlenen aan de beslissing van de OCMW-raad van 09/11/2023 tot goedkeuring van begrotingswijziging nr. 2 van de begroting 2023.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

29 stemmers : 19 positieve stemmen, 10 negatieve stemmen.

Nee : Dominique Goldberg, Cédric Pierre, Simon De Beer, Isabelle Lukebamoko-Maduda, Christophe Borcy, Xavier Jans, Michael Van Vlasselaer, Francis Dagrín, Valerie Pauwels, Iris Vlodayer.

5 annexes / 5 bijlagen

6 Tutelle CPAS - 107-20230928-A-0009 - Compte budgétaire de l'exercice 2022.

LE CONSEIL,

Vu l'article 89§1 de la loi du 8 juillet 1976 organique des centres publics d'action sociale, modifié par l'ordonnance du 14 mars 2019 précisant « *Le conseil de l'action sociale arrête chaque année avant le 15 juin les comptes annuels de l'exercice précédent du centre public d'action sociale et de chacun des hôpitaux gérés par celui-ci* »;

Vu la décision du 28/09/2023 du Conseil de l'action sociale arrêtant provisoirement les comptes annuels 2022, constitués du compte budgétaire, du compte de résultats et du bilan au 31/12/2022 ainsi que ses annexes;

Vu l'article 112ter.§1^{er} . loi du 8 juillet 1976 organique des centres publics d'action sociale modifié par l'ordonnance du 14 mars 2019 précisant « *Dans les vingt jours de l'arrêt des comptes annuels par le conseil de l'action sociale et, en tout cas, avant le 30 juin suivant la clôture de l'exercice, ceux-ci sont transmis au conseil communal aux fins d'être arrêtés définitivement. Les comptes annuels sont transmis en même temps au Collège réuni* »;

Attendu que la décision du Conseil de l'Action Sociale (CAS) du CPAS du 28/09/2023 arrêtant provisoirement les comptes annuels 2022, constitués du compte budgétaire, du compte de résultats et du bilan au 31/12/2022 ainsi que ses annexes est parvenue à l'administration communale de Forest le 17/10/2023;

Vu l'article 112ter.§2. loi du 8 juillet 1976 organique des centres publics d'action sociale modifié par l'ordonnance du 14 mars 2019 précisant « *le conseil communal dispose de quarante jours à dater de leur réception pour approuver ou improuver les comptes. Si la décision du conseil communal n'est pas notifiée dans ce délai au conseil de l'action sociale, les*

comptes sont réputés être approuvés.

Le centre public d'action sociale transmet au Collège réuni la décision du conseil communal approuvant ses comptes dans les quinze jours de sa réception.

Dans l'hypothèse de l'absence de décision du conseil communal, à l'expiration du délai de quarante jours, le centre public d'action sociale notifie sans délai au Collège réuni que les comptes ont été approuvés tacitement par expiration du délai. »;

DECIDE,

- D'approuver les comptes annuels 2022 du CPAS et de ses annexes reprenant les résultats suivants :

	Ordinaire	Extraordinaire	Total général
Droits constatés au profit du C.P.A.S (1)	68.267.046,43	1.011.001,79	69.278.048,22
Irrécouvrables et non-valeurs à déduire (2)	210.596,70	0,00	210.596,70
Droits constatés nets =(1-2)	68.056.449,73	1.011.001,79	69.067.451,52
Engagements contractés par le C.P.A.S (3)	65.055.696,33	2.681.937,29	67.737.633,62
Résultat comptable de l'exercice propre = (1-2)-(3)	3.000.753,40	-1.670.935,50	1.329.817,90
Résultat comptable reporté de l'exercice précédent (4)			702.481,14
Irrécouvrables relatifs aux exercices clos (5)	2.169.429,04	0,00	2.169.429,04
Crédits abandonnés des exercices clos (6)	126.610,21	0,00	126.610,21
Résultat des exercices clos = (6-5)			-2.042.818,83
Résultat Comptable budgétaire de l'exercice 2022 = (1-2)-(3)+(4)+(6-5)			-10.519,79
Créances aléatoires Variation du fonds			163.527,19
Résultat final de l'exercice 2022 à décomposer et à reporter au budget de l'exercice 2023 (Boni)			153.007,40

- De transmettre la présente délibération au CPAS.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

29 votants : 19 votes positifs, 3 votes négatifs, 7 abstentions.

Non : Dominique Goldberg, Xavier Jans, Michael Van Vlasselaer.

Abstentions : Cédric Pierre, Simon De Beer, Isabelle Lukebamoko-Maduda, Christophe Borcy, Francis Dagrín, Valerie Pauwels, Iris Vloder.

Toezicht OCMW - 107-20230928-A-0009 - Begrotingsrekening van het dienstjaar 2022.

DE RAAD,

Gelet op artikel 89 §1 van de organieke wet van 8 juli 1976 betreffende de openbare centra voor maatschappelijk welzijn, gewijzigd door de ordonnantie van 14 maart 2019, waarin het volgende wordt gepreciseerd: *“De raad voor maatschappelijk welzijn stelt elk jaar vóór 15 juni de rekening vast van het voorgaande dienstjaar van het openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn en van elk ziekenhuis dat onder zijn beheer staat”*;

Gelet op de beslissing van 28/09/2023 van de Raad voor Maatschappelijk Welzijn, tot voorlopige vaststelling van de jaarrekeningen 2022, bestaande uit de begrotingsrekening, de resultatenrekeningen en de balans op 31/12/2022 alsook de bijlagen;

Gelet op artikel 112ter, §1, van de organieke wet van 8 juli 1976 betreffende de openbare centra voor maatschappelijk welzijn, gewijzigd door de ordonnantie van 14 maart 2019, waarin het volgende wordt gepreciseerd: *“Binnen twintig dagen na het vaststellen van de jaarrekeningen door de raad voor maatschappelijk welzijn en, in elk geval, vóór 30 juni volgend op het afsluiten van het dienstjaar, worden deze verzonden aan de gemeenteraad om definitief te worden vastgesteld. De jaarrekeningen worden tegelijkertijd verzonden aan het Verenigd College”*;

Overwegende dat de beslissing van de Raad voor Maatschappelijk Welzijn (RMW) van het OCMW van 28/09/2023 tot voorlopige vaststelling van de jaarrekeningen 2022, bestaande uit de begrotingsrekening, de resultatenrekeningen en de balans op 31/12/2022 alsook de bijlagen het gemeentebestuur van Vorst heeft bereikt op 17/10/2023;

Gelet op artikel 112ter, §2 van de organieke wet van 8 juli 1976 betreffende de openbare centra voor maatschappelijk welzijn, gewijzigd door de ordonnantie van 14 maart 2019, waarin het volgende wordt gepreciseerd: *“De gemeenteraad heeft veertig dagen vanaf de ontvangst om de rekeningen goed te keuren of niet goed te keuren. Indien de beslissing van de gemeenteraad niet binnen deze termijn aan de raad voor maatschappelijk welzijn wordt betekend, worden de rekeningen geacht te zijn goedgekeurd.*

Het openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn maakt de beslissing van de gemeenteraad tot goedkeuring van de rekeningen binnen vijftien dagen na de ontvangst ervan over aan het Verenigd College.

In het geval van afwezigheid van een beslissing van de gemeenteraad, na het verstrijken van de termijn van veertig dagen, betekent het openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn zonder uitstel aan het Verenigd College dat de rekeningen stilzwijgend werden goedgekeurd door het verstrijken van de termijn”;

BESLIST

- Goedkeuring te verlenen aan de jaarrekeningen 2022 van het OCMW en hun bijlagen, waarin de volgende resultaten worden opgenomen:

	Gewoon	Buitengewoon	Algemeen totaal
Vastgestelde rechten ten voordele van het OCMW (1)	68.267.046,43	1.011.001,79	69.278.048,22
Af te trekken onwaarden en oninbare bedragen (2)	210.596,70	0,00	210.596,70
Netto vastgestelde rechten =(1-2)	68.056.449,73	1.011.001,79	69.067.451,52

Vastleggingen aangegaan door het OCMW (3)	65.055.696,33	2.681.937,29	67.737.633,62
Boekhoudkundig resultaat van het eigen dienstjaar =(1-2)-(3)	3.000.753,40	-1.670.935,50	1.329.817,90
Boekhoudkundig resultaat overgedragen van het voorgaande dienstjaar (4)			702.481,14
Oninbare bedragen betreffende de afgesloten dienstjaren (5)	2.169.429,04	0,00	2.169.429,04
Verzaakte kredieten van de afgesloten dienstjaren (6)	126.610,21	0,00	126.610,21
Resultaat van de afgesloten dienstjaren = (6-5)			-2.042.818,83
Boekhoudkundig begrotingsresultaat van het dienstjaar 2022 = (1-2)-(3)+(4)+(6-5)			-10.519,79
Onzekere schuldvorderingen Variatie van het fonds			163.527,19
Op te delen eindresultaat van het dienstjaar 2022 en over te dragen naar de begroting 2023 (Boni)			153.007,40

- De huidige beraadslaging over te maken aan het OCMW.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

29 stemmers : 19 positieve stemmen, 3 negatieve stemmen, 7 onthoudingen.

Nee : Dominique Goldberg, Xavier Jans, Michael Van Vlasselaer.

Onthoudingen : Cédric Pierre, Simon De Beer, Isabelle Lukebamoko-Maduda, Christophe Borcy, Francis Dagrín, Valerie Pauwels, Iris Vlodayer.

Michael Van Vlasselaer : A/ En ce qui concerne le contexte général

Je rappelle que le groupe DéFI a, lors de chaque discussion budgétaire, mis en évidence la détérioration de la situation socio-économique de la population forestoise et de la situation financière et budgétaire de la commune de Forest.

A la lecture de la « Note de politique générale 2023 », en particulier au titre « Etat des lieux des risques de pauvreté », on constate que le CPAS est pleinement conscient de la grave détérioration de la situation socio-économique de la population forestoise, conséquence des crises successives qu'elle subit.

A cet égard , DéFI ne peut que regretter que la commune n'en ait pas tenu compte lorsqu'elle a décidé de confisquer aux Forestoises et Forestois une partie de leur pouvoir d'achat déjà érodé par la crise économique actuelle et l'inflation !

B/ Rappel à propos du budget 2023 initial du CPAS :

Lors de la discussion du budget 2023 du CPAS en Conseil communal du 23/04/2023, les remarques suivantes avaient été faites :

- 1) Le rapport sur les économies d'échelle commune-CPAS (art.26bis§5), tel que joint en annexe du budget, énumère les quelques mesures ponctuelles déjà mises en œuvre précédemment, sans aucune perspective future.
- 2) Le Plan triennal visé par l'art.72 de la Loi organique :
La note de politique générale du budget 2023 précise dans son introduction (p.5) que la rédaction du plan triennal pour la 2e moitié de la mandature doit encore être réalisé (à court délai) en raison de « l'intervention régionale pour accompagner la commune dans la confection de son budget 2023 » ; on constate que pour le budget 2023, une série de mesures dites « de rigueur » sont déjà impactées.
- 3) le cadre du personnel n'apparaît pas avoir été soumis à la concertation syndicale, ni voté par le conseil d'action sociale conformément à l'art. 42 de la loi organique et cette situation est apparemment restée inchangée !
- 4) l'organigramme des services avec la répartition des effectifs en ETP n'est toujours pas communiqué
- 5) le suivi relatif à la concrétisation de l'audit du fonctionnement et des finances de la MRS, sans cesse demandées depuis 2014 par les membres des groupes DÉFI, PS et MR du conseil d'action sociale ...est toujours attendu avec grand intérêt !

C/ La modification budgétaire n°1 proprement dite :

1. En ce qui concerne les documents :

l'avant dernier considérant du projet de délibération ne mentionne ni l'avis favorable, ni la date du comité de concertation. Or, en page 290 du compte 2022, il apparaît que le chiffre de la dotation a bien été modifié et que la diminution qui est actée ne résulte pas d'un besoin moindre puisqu'il y a compensation via un prélèvement sur le fonds pour créances aléatoires ! Je reviendrai sur ce point à propos de l'examen de la dotation communale

2. La modification budgétaire n°1 est en équilibre pour le service ordinaire
3. Le résultat d'exploitation des différents centres de frais :

L'application de l'art.60, §1er de la Loi organique met à charge de la commune l'insuffisance de recettes de CPAS ; la situation normale est donc celle de l'équilibre budgétaire et comptable !

Le prescrit de l'art.106 §3 amène également à la conclusion que le boni ou le mali n'est pas la situation normale visée par la Loi ! Il en résulte que, pour la commune, l'identification des sources de déficits est vitale pour apprécier l'impact des politiques mis en œuvre, l'efficacité de la gestion de différents secteurs concernés et leur soutenabilité financière Les résultats des centres de frais suivants (service ordinaire) ressortent de des modifications budgétaires n°1 et 2 (en €) :

	Budg initial 2023(*)	Budg 2023 modif 1et 2 (*)
Aide sociale	- 14.074.044	- 13.949.292
Val des Roses	- 2.916.824	- 3.038.385

Réinsertion prof	- 3.297.090	- 3.249.752
Aide fam/seniors	- 1.643.651	- 1.368.382
Repas à domicile	- 175.195	- 171.808

(*) frais répartis à 100%, conformément aux normes comptables

L'on s'aperçoit ainsi que les déficits des centres de frais(sauf déficit quasi identique qu'en 2021 pour le Val des Roses) sont en baisse par rapport aux résultats du budget initial 2023 !!

Certes, ces chiffres sont résorbés par les recettes générales, mais ils appellent, à tout le moins, une analyse sérieuse de leur origine.

Et il ne s'agit ici que du service ordinaire !

L'indispensable analyse de gestion réclamée par de tels chiffres restera incomplète sans la nécessaire transparence des politiques menées en matière de ressources humaines.

A ce propos, on remarque pour cette modification budgétaire n°1 du budget 2023 un effort particulier d'information et on espère que dans l'avenir, cet effort d'information des membres du conseil sera poursuivi et complété afin qu'une gestion objective des besoins puisse enfin être constatée, conformément au droit légal des membres du Conseil à une information complète garantie par la Loi organique et la Loi communale. On relève une diminution des frais de personnel de l'ordre de 0,93 million par rapport au budget initial 2023, réduisant ces dépenses à 25,8 millions !

4. La dotation communale :

Elle est passée de 18,4 millions au compte 2021 à 20,5 millions au budget initial 2023, soit une hausse de 2,1 millions, soit +11,4%

La note explicative de la modification n°1 précise en p.3 : « la dotation communale reste inchangée par rapport au budget initial et reprend le chiffre de 20.521.965,38€ !

Or, le tableau correctif du budget 2023(compte 2022 – p.290) affiche un chiffre de dotation de 20.368.957,98€, soit une diminution de 163.527,19€ ! ...Il conviendra donc de convoquer un comité de concertation en exécution de l'art. 26bis§1er,7° de la Loi organique et de la RGCC

5. En ce qui concerne la MRS :

Il convient de remarquer que la modification budgétaire n°1 affiche un résultat déficitaire légèrement supérieur au budget initial 2023 :

(en €)	Budget initial 2023	modif budg n°1
service ordinaire	- 2.153.211,00	- 2.287.175,10
service extraordinaire	- 980.242,38	- 980.242,38
Au total déficit	- 3.133.453,38	- 3.267.417,48
frais répartis 100%, soit	- 763.612,68	- 751.210,39
au total, un déficit estimé à	- 3.897.066,06	- 3.969.588,48

Résultat qui est obtenu avec un seul cantou nouveau ouvert ! ...dès lors, la mise en service des autres cantous rendra un retour à l'équilibre financier et budgétaire aléatoire !

Le PV du comité de concertation faisait état en date du 14 septembre 2022 du début d'un audit !! Et celui-ci a effectivement été rendu !

Enfin !! Il était effectivement grand temps que cette demande des groupes DéFI, PS et MR au conseil d'action sociale datant de 2014 se concrétise...et quand aurons-nous les résultats de celui-ci sur la gestion de la MRS ? et quel gaspillage de ressources financières au cours des années passées : à raison d'1 million minimum de déficit en moins par an depuis 2016, la retard dans la

mise en œuvre des conclusions de cet audit aura coûté 8 millions € à la commune et donc aux contribuables forestois(e)s !!! voilà l'un des motifs pour lesquels la majorité et le collège actuels rançonnent sans vergogne la population forestoise et lui confisque une part sans cesse croissante de son pouvoir d'achat !!...situation que, de manière répétée, au cours de chaque année, DÉFI a dénoncée vigoureusement !

- 5. Par ailleurs, en ce qui concerne l'audit, pourquoi n'en va-t-il pas de même pour les services de l'aide sociale dont le déficit est encore bien plus important... et donc d'autant plus d'actualité !!**

C/ La modification budgétaire n°2

Est présentée à l'équilibre et n'appelle aucune remarque

D/ Conclusion :

Compte tenu des remarques qui précèdent, en dépit d'une légère amélioration de la situation, le groupe DÉFI votera contre les modifications budgétaires n°1 et 2 du budget 2023 du CPAS.

Michael Van Vlasselaer: A/ Algemene context

Ik herinner u eraan dat de DÉFI-fractie bij elke begrotingsbespreking de verslechtering van de sociaaleconomische situatie van de Vorstenaren en de financiële en budgettaire situatie van de gemeente Vorst heeft benadrukt.

Bij het lezen van de “algemene beleidsnota 2023”, in het bijzonder in “Stand van zaken van de armoederisico's”, blijkt dat het OCMW zich ten volle bewust is van de ernstige verslechtering van de sociaaleconomische situatie van de Vorstse bevolking als gevolg van de opeenvolgende crisissen.

In dit opzicht kan DÉFI alleen maar betreuren dat de gemeente hier geen rekening mee hield toen ze besliste om nog een deel van de koopkracht van de Vorstenaren, die reeds uitgehold was door de economische crisis en de inflatie, af te nemen!

B/ Rappel i.v.m. de initiële OCMW-begroting 2023:

Bij de bespreking van de begroting 2023 van het OCMW tijdens de gemeenteraad van 23/04/2023 werden de volgende opmerkingen gemaakt:

- 1) Het verslag over de schaalvoordelen gemeente-OCMW (art. 26bis §5), zoals gevoegd bij de begroting, somt de maatregelen op die reeds werden uitgevoerd, zonder enig toekomstperspectief.**
- 2) Het driejarenplan waarnaar wordt verwezen in artikel 72 van de organieke wet: In de algemene beleidsnota voor de begroting 2023 staat in de inleiding (p. 5) dat het driejarenplan voor de 2de helft van de bestuursperiode nog moet worden uitgewerkt (op korte termijn) omwille van de “gewestelijke tussenkomst om de gemeente bij te staan bij de opmaak van haar begroting 2023”; we stellen vast dat er voor de begroting 2023 al een reeks ‘strikte’ maatregelen aan bod komen.**
- 3) Het personeelskader lijkt niet te zijn voorgelegd aan de vakbonden, noch door de OCMW-raad goedgekeurd in overeenstemming met art. 42 van de organieke wet, en deze situatie is**

blijkbaar ongewijzigd gebleven!

4) Het organigram van de diensten met de verdeling van het personeel in VTE is nog steeds niet meegedeeld.

5) De follow-up betreffende de concretisering van de audit van de werking en de financiën van de RVT, waar de leden van de fracties DéFI, PS en MR van de OCMW-raad sinds 2014 voortdurend om hebben gevraagd ... wordt nog steeds met grote belangstelling afgewacht!

C/ Met betrekking tot begrotingswijziging nr. 1:

1. Betreffende de documenten:

De voorlaatste considerans van het ontwerp van beraadslaging vermeldt noch het gunstig advies, noch de datum van het overlegcomité.

Op pagina 290 van de rekening 2022 blijkt echter dat het cijfer van de dotatie inderdaad is gewijzigd en dat de verlaging die is geboekt niet het gevolg is van een verminderde behoefte, aangezien er een compensatie is via een heffing op het fonds voor onzekere vorderingen!

Ik kom hierop terug bij de analyse van de gemeentelijke dotatie.

2. Begrotingswijziging nr. 1 is in evenwicht voor de gewone dienst.

3. C.2. Exploitatieresultaat van de verschillende kostenplaatsen:

De toepassing van art. 60 §1 van de organieke wet legt de tekorten in de OCMW-ontvangsten ten laste van de gemeente; de wettelijke situatie is er dus een van budgettair en boekhoudkundig evenwicht!

Ook bepalingen van art. 106 §3 leiden tot de conclusie dat het batig of nadelig saldo niet de normale situatie is die bedoeld wordt in de wet! Voor de gemeente is het dan ook essentieel dat de oorzaken van de tekorten worden geïdentificeerd, om de impact van het gevoerde beleid, de doeltreffendheid van het beheer van de verschillende sectoren en de financiële duurzaamheid te kunnen beoordelen.

De resultaten van de volgende kostenplaatsen (gewone dienst) blijken uit de begrotingswijzigingen nr. 1 en 2 (in €):

	Initiële begr. 2023 (*)	Begr. 2023 wijzig. 1 en 2 (*)
Sociale steun	- 14.074.044	- 13.949.292
Val des Roses	- 2.916.824	- 3.038.385
Beroepsinschakeling	- 3.297.090	- 3.249.752
Gezinshulp/senioren	- 1.643.651	- 1.368.382
Maaltijden aan huis	- 175.195	- 171.808

(*) kosten verdeeld aan 100%, overeenkomstig de boekhoudkundige normen

Hieruit blijkt dat de tekorten van de kostenplaatsen (met uitzondering van het bijna identieke tekort voor Val des Roses in 2021) dalen ten opzichte van de resultaten van de initiële begroting 2023!

Hoewel deze cijfers opgaan in de algemene inkomsten, vergen ze op zijn minst een ernstige analyse van hun oorsprong.

En dit is slechts de gewone dienst!

De noodzakelijke analyse van het beheer die dergelijke cijfers vergen, zal onvolledig blijven zonder de noodzakelijke transparantie van het personeelsbeleid.

In dat verband merken we op dat in deze begrotingswijziging nr. 1 van de begroting 2023 een bijzondere inspanning wordt gedaan om informatie te verstrekken en we hopen dat deze inspanning om de raadsleden te informeren, zal worden voortgezet en voltooid, zodat eindelijk een objectief beheer van de behoeften kan worden vastgesteld, in overeenstemming met het wettelijke recht van de raadsleden op volledige informatie dat

door de organieke wet en de gemeentewet wordt gewaarborgd. De personeelskosten dalen met 0,93 miljoen ten opzichte van de initiële begroting 2023, waardoor deze uitgaven op 25,8 miljoen komen!

4. De gemeentedotatie:

Deze stijgt van 18,4 miljoen in de rekening 2021 naar 20,5 miljoen in de initiële begroting 2023, zijnde een stijging met 2,1 miljoen, oftewel +11,4%.

In de toelichtingsnota bij wijziging nr. 1 staat op p. 3: de gemeentelijke dotatie blijft ongewijzigd ten opzichte van de initiële begroting, nl. 20.521.965,38 euro!

De corrigerende tabel voor de begroting 2023 (rekening 2022 - p. 290) toont echter een dotatie van 20.368.957,98 euro, zijnde een daling van 163.527,19 euro! Er moet dus een overlegcomité worden bijeengeroepen overeenkomstig art. 26bis §1, 7° van de organieke wet en het ARGC.

5. Wat het RVT betreft:

Opgemerkt moet worden dat begrotingswijziging nr. 1 een tekort vertoont dat iets hoger is dan de initiële begroting 2023:

(in €)	Initiële begr. 2023	Begr. wijz. nr. 1
gewone dienst	- 2.153.211,00	- 2.287.175,10
buitengewone dienst	- 980.242,38	- 980.242,38
Totaal tekort	- 3.133.453,38	- 3.267.417,48
Kosten verdeeld 100%, zijnde	- 763.612,68	- 751.210,39
Totaal tekort raming	- 3.897.066,06	- 3.969.588,48

Het resultaat is dat er slechts één nieuwe 'cantou' is geopend! ... de opening van de andere cantous maakt een terugkeer naar een financieel en budgettair evenwicht dus onzeker!

In het verslag van het overlegcomité van 14 september 2022 staat dat er een audit startte! En die is effectief afgerond!

Eindelijk! Het was inderdaad hoog tijd dat deze vraag van de fracties DéFI, PS en MR aan de OCMW-raad uit 2014 geconcretiseerd werd ... en wanneer krijgen we de resultaten over het beheer van het RVT? en wat een verspilling van financiële middelen in de afgelopen jaren: in een tempo van minstens 1 miljoen euro minder tekort per jaar sinds 2016, zal de vertraging in de uitvoering van de conclusies van deze audit de gemeente – en dus de Vorstse belastingbetaler – 8 miljoen euro hebben gekost! Dat is een van de redenen waarom de huidige meerderheid en het College de Vorstenaren schaamteloos gijzelen en een steeds groter deel van hun koopkracht opeisen ...een situatie die DéFI elk jaar meermaals aan de kaak heeft gesteld!

5. Bovendien is de vraag waarom hetzelfde niet geldt voor de diensten voor maatschappelijke dienstverlening, die een veel groter tekort hebben, meer dan ooit brandend actueel!

C/ Begrotingswijziging nr. 2

In evenwicht. Geen opmerkingen.

D) Conclusie:

Gezien het bovenstaande zal de DéFI-fractie, ondanks een lichte verbetering van de situatie,

AFFAIRES GÉNÉRALES - ALGEMENE ZAKEN

Secrétariat - Secretariaat

7 Affaires générales - Conseil communal - Démission d'un membre - Vérification des pouvoirs, prestation de serment et installation du successeur.

LE CONSEIL,

Considérant que par mail du 16 octobre 2023, Monsieur AHROUCH Samir a présenté sa démission en qualité de conseiller communal ;

Considérant qu'il y a lieu de pourvoir à son remplacement ;

Considérant que Monsieur ELONGO-LEFEMBA Frédéric-Joël, suppléant en ordre utile de la liste n° 1 des membres élus le 14 octobre 2018, est appelée à l remplacer ; qu'il ne se trouve dans aucun cas d'incompatibilité, d'incapacité ou de parenté prévus par la loi ; qu'il continue par conséquent à réunir les conditions d'éligibilité ;

ARRETE :

Les pouvoirs de Monsieur ELONGO-LEFEMBA Frédéric-Joël en qualité de conseiller communal sont validés.

Il achèvera le mandat de Monsieur AHROUCH Samir et le remplacera au sein des commissions dont celui-ci était membre.

Monsieur ELONGO-LEFEMBA Frédéric-Joël prête le serment en français.

Le Conseil approuve le projet de délibération.
29 votants : 29 votes positifs.

Algemene zaken - Gemeenteraad - Ontslag van een lid - Nazicht van de bevoegdheden, eedaflegging en installatie van de opvolger.

DE RAAD,

Overwegende dat heer ARHOUCH Samir bij e-mail van 16 oktober 2023 haar ontslag als gemeenteraadslid heeft ingediend.

Overwegende dat zij moet worden vervangen;

Overwegende dat heer ELONGO-LEFEMBE Frédéric-Joël, eerste in aanmerking komende plaatsvervanger van lijst nr° 1 van de op 14 oktober 2018 verkozen leden, wordt opgeroepen om haar te vervangen; dat hij zich niet in een bij de wet voorzien geval van onverenigbaarheid,

onbekwaamheid of verwantschap bevindt; dat hij dus aan de verkiesbaarheidsvoorwaarden blijft voldoen;

BESLUIT :

De bevoegdheden van de heer ELONGO-LEFEMBE Frédéric-Joël als gemeenteraadslid worden bekrachtigd.

Hij zal het mandaat van de heer ARHOUCHE Samir voltooien en hem vervangen in de commissies waarvan zij lid was.

De heer ELONGO-LEFEMBE Frédéric-Joël legt de eed af in het Frans.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

29 stemmers : 29 positieve stemmen.

Sanctions administratives - Administratieve sancties

8 Sanctions administratives – Convention de collaboration entre la commune de Forest, d’Anderlecht et la commune de Saint-Gilles, dans le cadre de la politique de sécurité et de l’approche de la délinquance juvénile du gouvernement fédéral – Approbation.

LE CONSEIL,

Vu la loi du 13 mai 1999, relative aux sanctions administratives communales;

Vu la loi du 17 juin 2004, modifiant la Nouvelle Loi Communale;

Vu la loi du 24 juin 2013 concernant les sanctions administratives communales, d'application à partir du 1er janvier 2014;

Vu l'arrêté royal du 28 janvier 2014 établissant les conditions et modalités minimales pour la médiation prévue dans le cadre de la loi relative aux sanctions administratives communales;

Vu la décision du Conseil des Ministres du 28 avril 2006 concernant l'élargissement des possibilités d'imposer des sanctions administratives dans la lutte contre les phénomènes en matière de nuisances;

Attendu que la loi sur les sanctions administratives communales prévoit la mise en œuvre d'un important dispositif de médiation, proposition de médiation d'ailleurs obligatoire pour les mineurs de 16 à 18 ans, conformément aux articles 18 et 19 de la loi du 24 juin 2013;

Attendu que le Gouvernement fédéral, via la Politique des Grandes Villes, a décidé de créer 30 postes de médiateurs afin d'accompagner la procédure de conciliation telle que prévue par la loi du 24 juin 2013 relative aux sanctions administratives communales;

Attendu la possibilité qui est offerte aux Communes bruxelloises de recruter un médiateur par zone de police;

Attendu que les Communes d'Anderlecht et de Forest ont marqué leur accord sur la localisation à Saint-Gilles de ce médiateur;

Vu l'addendum de l'arrêté ministériel du 06 juin 2023 portant octroi d'une subvention à la Commune de Saint-Gilles dans le cadre de la Politique des Grandes Villes;

Considérant que la convention de collaboration entre les communes d'Anderlecht, de Forest et de Saint-Gilles dans le cadre de la politique de sécurité et de lutte contre la délinquance juvénile du gouvernement fédéral qui permet au médiateur désigné de pratiquer la médiation dans le cadre des sanctions administratives communales doit être approuvée ;

Vu l'ordonnance du 14 mai 1998 organisant la tutelle administrative sur les Communes de la Région de Bruxelles-Capitale, et ses modifications ultérieures, notamment l'ordonnance du 23 juin 2016;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 16 juillet 1998 relatif à la transmission au Gouvernement des actes des autorités communales en vue de l'exercice de la tutelle administrative et ses modifications ultérieures, notamment l'arrêté du 8 septembre 2016;

Vu la circulaire du 24 août 1998 relative à l'ordonnance du 14 mai 1998;

Vu la circulaire du 8 septembre 2016 relative à la réforme de la tutelle administrative;

DECIDE :

1. D'adopter la Convention ci-jointe;
2. De transmettre un bref exposé de la présente à l'autorité de tutelle.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

29 votants : 27 votes positifs, 2 abstentions.

Abstentions : Simon De Beer, Francis Dagrin.

Administratieve sancties – Samenwerkingsovereenkomst tussen de gemeenten Vorst, Anderlecht en Sint-Gillis in het kader van het veiligheidsbeleid en de strijd tegen jeugdcriminaliteit van de federale regering – Goedkeuring.

DE RAAD,

Gelet op de wet van 13 mei 1999 betreffende de gemeentelijke administratieve sancties;

Gelet op de wet van 17 juni 2004 tot wijziging van de Nieuwe Gemeentewet;

Gelet op de wet van 24 juni 2013 betreffende de gemeentelijke administratieve sancties, van toepassing vanaf 1 januari 2014;

Gelet op het koninklijk besluit van 28 januari 2014 houdende de minimumvoorwaarden en modaliteiten voor de bemiddeling in het kader van de wet betreffende de gemeentelijke administratieve sancties;

Gelet op de beslissing van de Ministerraad van 28 april 2006 betreffende de uitbreiding van de

mogelijkheden tot oplegging van administratieve sancties in de strijd tegen overlastfenomenen;

Overwegende dat de wet op de gemeentelijke administratieve sancties de invoering van een belangrijk bemiddelingssysteem voorziet, voorstel tot bemiddeling dat overigens verplicht is voor minderjarigen van 16 tot 18 jaar, overeenkomstig artikelen 18 en 19 van de wet van 24 juni 2013;

Overwegende dat de federale Regering, via het Grootstedenbeleid, beslist heeft om 30 posten van bemiddelaars op te richten om de bemiddelingsprocedure te begeleiden zoals voorzien door de wet van 24 juni 2013 betreffende de gemeentelijke administratieve sancties;

Gelet op de mogelijkheid die aan de Brusselse gemeenten geboden wordt om per politiezone een bemiddelaar aan te werven;

Overwegende dat de gemeenten Anderlecht en Vorst hun akkoord gegeven hebben over de situering van deze bemiddelaar in Sint-Gillis;

Gelet op het addendum bij het ministerieel besluit van 06 juni 2023 tot toekenning van een subsidie aan de gemeente Sint-Gillis in het kader van het Grootstedenbeleid;

Overwegende dat de samenwerkingsovereenkomst tussen de gemeenten Anderlecht, Vorst en Sint-Gillis in het kader van het veiligheidsbeleid en de strijd tegen jeugddelinquentie van de federale regering, die de aangestelde bemiddelaar toelaat te bemiddelen in het kader van de gemeentelijke administratieve sancties, moet worden goedgekeurd;

Gelet op de ordonnantie van 14 mei 1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, en haar latere wijzigingen, meer bepaald de ordonnantie van 23 juni 2016;

Gelet op het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 16 juli 1998 betreffende de overlegging aan de Regering van de akten van de gemeenteoverheden met het oog op de uitoefening van het administratief toezicht, en zijn latere wijzigingen, meer bepaald het besluit van 8 september 2016;

Gelet op de omzendbrief van 24 augustus 1998 betreffende de ordonnantie van 14 mei 1998;

Gelet op de omzendbrief van 8 september 2016 betreffende de hervorming van het administratief toezicht;

BESLIST :

1. De hierbij gevoegde Overeenkomst goed te keuren ;
2. Een korte uiteenzetting hiervan over te maken aan de toezichthoudende overheid.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

29 stemmers : 27 positieve stemmen, 2 onthoudingen.

Onthoudingen : Simon De Beer, Francis Dagrin.

Simon De Beer : Nous sommes contre le principe des SAC, qui enfreignent le principe de la séparation des pouvoirs.

Cédric Pierre De Permentier : Pourquoi le médiateur sera-t-il situé à Saint-Gilles et maximum 2 jours par semaine sur Forest et Anderlecht? C'est un peu peu pour les grandes communes de la zone.

Mariam El Hamidine : Déjà par rapport aux locaux. Mais la collaboration existe et ce sera en fonction des besoins. Ce n'est pas la 1ère fois que ce genre de convention passe entre les 3 communes.

Cédric Pierre De Permentier : Lors des précédentes conventions, Saint-Gilles a toujours été la commune principale ou il y a eu une tournante ?

Mariam El Hamidine : Non ça n'a pas tourné mais vous connaissez les conditions dans lesquelles nous vivons et nous avons pour le moment un problème de locaux. A l'avenir cela changera peut-être.

Simon De Beer: Wij zijn tegen het principe van de GAS, die het principe van de scheiding der machten schenden.

Cédric Pierre-De Permentier: Waarom wordt de bemiddelaar in Sint-Gillis gevestigd en werkt hij maximum 2 dagen per week in Vorst en Anderlecht? Dat is niet veel voor de grote gemeenten van de zone.

Mariam El Hamidine: Het heeft te maken met de lokalen. Maar de samenwerking is er en het zal afhangen van wat er nodig is. Het is niet de eerste keer dat er een dergelijke overeenkomst wordt gesloten tussen de 3 gemeenten.

Cédric Pierre-De Permentier: Was Sint-Gillis bij de vorige overeenkomsten altijd de belangrijkste gemeente of was er een beurtrol?

Mariam El Hamidine: Nee, maar je kent de omstandigheden waarin we leven en we hebben momenteel een probleem met de lokalen. Misschien verandert dat in de toekomst.

2 annexes / 2 bijlagen

AFFAIRES DU CITOYEN - BURGERZAKEN

Etat civil - Burgerlijke stand

9 Etat civil - Délocalisation de la salle des mariages.

LE CONSEIL,

Vu les travaux de restauration de l'Hôtel communal encore en cours ;

Considérant les problèmes engendrés par le chantier, tant pour les citoyens que pour les agents du service, lors de la célébration des mariages dans l'entrée de l'Hôtel communal ;

Considérant qu'il s'avère impératif de relocaliser la célébration des mariages jusqu'à ce que la réception provisoire du chantier soit accordée et que la salle des mariages de l'Hôtel communal soit pleinement opérationnelle ;

DECIDE :

De célébrer les mariages dans la salle Goldman du château de l'Abbaye de Forest à partir du 13 novembre 2023 et jusqu'à ce que la réception provisoire du chantier soit accordée et que la salle des mariages de l'Hôtel communal soit pleinement opérationnelle ;

Le Conseil approuve le projet de délibération.

29 votants : 29 votes positifs.

Burgerlijke Stand - Verplaatsing van de trouwzaal.

DE RAAD,

Gelet op de restauratiewerken aan het Gemeentehuis die nog bezig zijn;

Overwegende de door de werkzaamheden veroorzaakte problemen, zowel voor de burgers als voor het personeel van de dienst, tijdens huwelijksplechtigheden in de inkomhal van het Gemeentehuis;

Overwegende dat het absoluut noodzakelijk is de huwelijksplechtigheden te verplaatsen totdat de voorlopige oplevering van de werken is toegekend en de trouwzaal van het Gemeentehuis volledig operationeel is

;

BESLIST:

Vanaf 13 november 2023 huwelijksplechtigheden te organiseren in zaal Goldman van het kasteel van de Abdij van Vorst tot de voorlopige oplevering van de werken is toegekend en de trouwzaal van het Gemeentehuis volledig operationeel is.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

29 stemmers : 29 positieve stemmen.

10 **Etat civil - Règlement relatif au cimetière communal - Approbation.**

LE COLLEGE,

Vu la nouvelle loi communale, modifiée à diverses reprises par des dispositions fédérales et régionales, notamment l'article 117 ;

Vu la loi du 20 juillet 1971 sur les funérailles et sépultures, modifiée à diverses reprises par des dispositions fédérales et régionales ;

Vu l'ordonnance sur les funérailles et sépultures du 29 novembre 2018 ;

Vu sa délibération du 11 septembre 2001 approuvant le nouveau règlement sur les funérailles et sépultures relatif au cimetière de Forest à Alsemberg ;

Considérant que ce règlement est devenu obsolète ;

DECIDE,

D'approuver le règlement repris en annexe.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

29 votants : 29 votes positifs.

Burgerlijke stand - Reglement betreffende de gemeentelijke begraafplaats - Goedkeuring.

DE RAAD,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet, zoals gewijzigd door federale en gewestelijke bepalingen, met name artikel 117;

Gelet op de wet van 20 juli 1971 op de begraafplaatsen en lijkbezorging, zoals gewijzigd door federale en gewestelijke bepalingen;

Gelet op de ordonnantie van 29 november 2018 op de begraafplaatsen en de lijkbezorging;

Gelet op de beraadslaging van 11 september 2001 tot goedkeuring van het nieuwe reglement op de lijkbezorging en de begraafplaatsen, met betrekking tot het kerkhof van Vorst te Alsemberg;

Overwegende dat het reglement helemaal verouderd is;

BESLIST

Het reglement in bijlage goed te keuren.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.
29 stemmers : 29 positieve stemmen.

7 annexes / 7 bijlagen

TRAVAUX PUBLICS - OPENBARE WERKEN

Revitalisation des quartiers - Wijkcontracten

11 **Revitalisation des quartiers – Contrat de Quartier Durable 2 Cités – Opération B.1 La Fermette du Bempt – FEDER 2021-2027 – Approbation de la convention.**

LE CONSEIL,

Vu la Nouvelle Loi Communale ;

Vu l'Arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 8 décembre 2022 octroyant un subside de 12.500.000,00 euros pour la mise en œuvre des opérations et actions inscrites dans le programme du Contrat de quartier durable 2 Cités ;

Vu l'Arrêté du 29 juin 2023 du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale octroyant une subvention de 1.300.000,00 euros à la Commune de Forest dans le cadre de la mise en œuvre du projet « CQD Deux Cités - La Fermette du Bempt » intégré au programme FEDER 2021-2027 de la Région de Bruxelles-Capitale ;

Considérant la proposition de convention entre la région de Bruxelles-Capitale et la commune de Forest ci-jointe, visant à définir les droits et obligations de chacune des parties pour la réalisation du projet 5.1-CQD.03 « CQD Deux Cités - La Fermette du Bempt » développé par la commune de Forest dans le cadre du programme FEDER 2021-2027 de la Région de Bruxelles-Capitale ;

DECIDE :

D'approuver la convention ci-jointe, convenue entre la région de Bruxelles-Capitale et la commune de Forest, visant à définir les droits et obligations de chacune des parties pour la réalisation du projet 5.1-CQD.03 « CQD Deux Cités - La Fermette du Bempt » développé par la commune de Forest dans le cadre du programme FEDER 2021-2027 de la Région de Bruxelles-Capitale ;

De déléguer au Collège des Bourgmestre et Échevins, représenté par Monsieur Charles Spapens, échevin en charge de la Revitalisation urbaine, et Madame Betty Moens, Secrétaire communale, la signature et la mise en œuvre de la convention.

Le Conseil approuve le projet de délibération.
29 votants : 29 votes positifs.

Heropleving van de wijken – Duurzaam wijkcontract 2 Cités – Operatie B.1 Boerderij van de Bempt – EFRO 2021-2027 – Goedkeuring overeenkomst.

DE RAAD,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet;

Gelet op het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 8 december 2022 tot toekenning van een subsidie van 12.500.000,00 euro voor de uitvoering van de operaties en acties opgenomen in het programma van het Duurzaam wijkcontract 2 Cités;

Gelet op het besluit van 29 juni 2023 van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering tot toekenning van een subsidie van 1.300.000,00 euro aan de gemeente Vorst in het kader van de uitvoering van het project “DWC 2 Cités - Boerderij van de Bempt” opgenomen in het EFRO-programma 2021-2027 van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;

Overwegende het voorstel van overeenkomst tussen het Brussels Hoofdstedelijk Gewest en de gemeente Vorst, als bijlage, met als doel de rechten en plichten van elk van de partijen vast te stellen voor de uitvoering van het project 5.1-CQD.03 “DWC 2 Cités - Boerderij van de Bempt”, opgezet door de gemeente Vorst in het kader van het EFRO-programma 2021-2027 van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;

BESLIST:

Goedkeuring te verlenen aan de bijgevoegde overeenkomst tussen het Brussels Hoofdstedelijk Gewest en de gemeente Vorst, met als doel de rechten en plichten van elk van de partijen vast te stellen voor de uitvoering van het project 5.1-CQD.03 “DWC 2 Cités - Boerderij van de Bempt”, opgezet door de gemeente Vorst in het kader van het EFRO-programma 2021-2027 van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;

De ondertekening en de uitvoering van de overeenkomst over te dragen aan het College van Burgemeester en Schepenen, vertegenwoordigd door de heer Charles Spapens, schepen voor Stadsheropleving, en mevrouw Betty Moens, Gemeentesecretaris.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.
29 stemmers : 29 positieve stemmen.

2 annexes / 2 bijlagen

-
- 12 **Revitalisation des Quartiers – Contrat de Quartier Wiels-sur-Senne – Opération A.2 - Marché de travaux - Réaménagement de façade à façade de la rue de Gênes et rue des Moines - Approbation des conditions et de la procédure de passation - 2023-T-CQDW-A2.**

LE CONSEIL,

Vu la Nouvelle loi communale ;

Vu la loi du 29 juillet 1991 relative à la motivation formelle des actes administratifs et ses modifications ultérieures ;

Vu le décret et l'ordonnance du 16 mai 2019 de la Région de Bruxelles Capitale, de la Commission Communautaire Commune et de la Commission Communautaire Française concernant la publicité des administrations des institutions bruxelloises ;

Vu la loi du 17 juin 2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics, de certains marchés de travaux, de fournitures et de services et de concessions et ses modifications ultérieures ;

Vu la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics et ses modifications ultérieures, notamment l'article 41, §1, 2° (le montant estimé HTVA ne dépasse pas le seuil de € 750.000,00) ;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et ses modifications ultérieures ;

Vu l'arrêté royal du 18 avril 2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures ;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 24 novembre 2016 octroyant un subside de 14.125.000,00 euros pour la mise en œuvre d'un Contrat de Quartier Durable sur le périmètre Wiels-sur-Senne (CQDW) ;

Vu la décision du Conseil communal du 24 avril 2018 d'adopter le dossier de base du CQDW dont le programme comprend l'opération A.2 Réaménagement des abords de l'église Saint-Antoine et son mode de financement ;

Vu la décision du 5 juillet 2018 du Gouvernement régional d'approuver le programme du CQDW ;

Vu sa décision du 22 octobre 2019 :

D'approuver la modification de programme N°1 du dossier de base du Contrat de Quartier Durable Wiels-sur-Senne ;

[...] ;

Vu le courrier du 11 mars 2020 de Rudi Vervoort, Ministre-Président de la Région de Bruxelles-Capitale, approuvant la modification programme n°1 du CQDW ;

Vu sa décision du 16 mars 2021 :

D'approuver la proposition de modification de programme N°2 du dossier de base du Contrat de Quartier Durable Wiels-sur-Senne ;

[...] ;

Vu le courrier du 30 juillet 2021 de Rudi Vervoort, Ministre-Président de la Région de Bruxelles-Capitale, approuvant la modification programme n°2 du CQDW ;

Vu la décision du Collège des Bourgmestre et Échevins du 30 septembre 2021 relative à l'attribution du marché de conception pour le marché "Réaménagement de façade à façade de la rue de Gênes et rue des Moines" à Grue SARL, Minerve 3/192 à 1190 Forest ;

Vu la décision du Collège des Bourgmestre et Échevins du 05 mai 2022 relative à l'approbation de l'avant-projet pour « Le réaménagement des abords de l'église Saint-Antoine

à Forest (Rue de Gênes et rue des Moines)», proposé par à Grue SARL, Minerve 3/192 à 1190 Forest ;

Vu la décision du Collège des Bourgmestre et Échevins du 15 septembre 2022 relative à l'approbation du dossier de permis d'urbanisme pour « Le réaménagement des abords de l'église Saint-Antoine à Forest (Rue de Gênes et rue des Moines)», proposé par à Grue SARL, Minerve 3/192 à 1190 Forest ;

Vu le courrier d'avis favorable du permis d'urbanisme par le fonctionnaire délégué en date du 17 juillet 2023 ;

Considérant que le dossier d'adjudication a été finalisé ;

Considérant que le dossier de marché de travaux sera présenté aux membres de la Commission de Quartier lors de la COQ du 4 décembre 2023 ;

Considérant le Cahier Spécial des Charges réf. 2023-T-CQDW-A2, relatif au marché de travaux « Réaménagement de façade à façade de la rue de Gênes et rue des Moines » ci-annexé ;

Considérant que le marché sera publié sur la plateforme e-Procurement ;

Considérant qu'il est proposé de choisir la procédure négociée directe avec publication préalable comme mode de passation du marché ;

Considérant que l'estimation du marché s'élève à 630.398,94 € HTVA + 15% pour couvrir les imprévus et révisions de prix, soit un montant total estimé de 716.462,78 € HTVA soit 866.919,97 € TVAC ;

Considérant qu'il est proposé de mettre le poste relatif à l'entretien des plantations pendant la période de garantie en option pour un montant de 56.640,00 € HTVA, soit 68.534,40 € TVAC ;

Considérant que le montant du marché hors option s'élève à 573.758,94 € HTVA + 15% d'imprévus et révisions de prix, soit un montant total estimé de 659.822,78 € HTVA soit 798.385,57 € TVAC ;

Considérant que cette dépense sera entièrement financée par un subside de la Région de Bruxelles-capitale;

DECIDE :

De choisir la procédure négociée directe avec publication préalable comme mode de passation du marché de travaux ;

D'approuver le Cahier Spécial des Charges réf. 2023-T-CQDW-A2, relatif au marché de travaux « Réaménagement de façade à façade de la rue de Gênes et rue des Moines »;

De publier le marché sur la plateforme E-Procurement ;

D'approuver le montant de l'estimation de 630.398,94 € HTVA + 15% pour couvrir les imprévus et révisions de prix, soit un montant total estimé de 716.462,78 € HTVA soit 866.919,97 € TVAC ;

D'approuver les éléments mis en option pour un montant de 56.640,00 € HTVA, soit 68.534,40 € TVAC ;

De transmettre cette délibération à l'autorité de tutelle en vue de l'exercice de la tutelle d'approbation.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

29 votants : 29 votes positifs.

Heropleving van de wijken – Wijkcontract Wiels aan de Zenne – Operatie A.2 – Opdracht voor werken – Heraanleg van gevel tot gevel van de Genuastraat en de Monnikenstraat – Goedkeuring voorwaarden en gunningswijze – 2023-T-CQDW-A2.

DE RAAD,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet;

Gelet op de wet van 29 juli 1991 betreffende de uitdrukkelijke motivering van de bestuurshandelingen, en latere wijzigingen;

Gelet op het decreet en de ordonnantie van 16 mei 2019 van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie en de Franse Gemeenschapscommissie betreffende de openbaarheid van bestuur bij de Brusselse instellingen;

Gelet op de wet van 17 juni 2013 betreffende de motivering, de informatie en de rechtsmiddelen inzake overheidsopdrachten, bepaalde opdrachten voor werken, leveringen en diensten en concessies, en latere wijzigingen;

Gelet op de wet van 17 juni 2016 inzake overheidsopdrachten en latere wijzigingen, inzonderheid artikel 41, §1, 2° (het geraamde bedrag excl. btw overschrijdt de drempel van 750.000,00 € niet);

Gelet op het koninklijk besluit van 14 januari 2013 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten, en latere wijzigingen;

Gelet op het koninklijk besluit van 18 april 2017 betreffende de plaatsing van overheidsopdrachten in de klassieke sectoren, en latere wijzigingen;

Gelet op het besluit van de Regering van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest van 24 november 2016 tot toekenning van een subsidie van 14.125.000,00 € voor de uitvoering van een Duurzaam Wijkcontract in de perimeter Wiels aan de Zenne (DWCW);

Gelet op de beslissing van de Gemeenteraad van 24 april 2018 om het basisdossier van het DWCW aan te nemen waarvan het programma de operatie A.2 Herinrichting van de omgeving van de Sint-Antoniuserkerk en haar financieringswijze omvat;

Gelet op de beslissing van de Gewestregering van 5 juli 2018 tot goedkeuring van het programma van het DWCW;

Gelet op de beslissing van 22 oktober 2019 om:

Programmawijziging nr. 1 van het basisdossier van het Duurzaam Wijkcontract Wiels aan de Zenne goed te keuren;

[...];

Gelet op de brief van 11 maart 2020 van Rudi Vervoort, Minister-President van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, tot goedkeuring van programmawijziging nr. 1 van het DWCW;

Gelet op zijn beslissing van 16 maart 2021 om:

Het wijzigingsvoorstel voor programma nr. 2 van het basisdossier van het Duurzaam Wijkcontract Wiels aan de Zenne goed te keuren;
[...];

Gelet op de brief van 30 juli 2021 van Rudi Vervoort, Minister-President van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, tot goedkeuring van programmawijziging nr. 2 van het DWCW;

Gelet op de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 30 september 2021 betreffende de gunning van de ontwerpopdracht voor de opdracht “Heraanleg van gevel tot gevel van de Genuastraat en de Monnikenstraat” aan Grue SARL, Minervalaan 3/192 in 1190 Vorst;

Gelet op de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 5 mei 2022 betreffende de goedkeuring van het voorontwerp voor de “Herinrichting van de omgeving van de Sint-Antoniuserk in Vorst (Genua- en Monnikenstraat)” ingediend door Grue SARL, Minervalaan 3/192 in 1190 Vorst;

Gelet op de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 15 september 2022 betreffende de goedkeuring van het dossier voor de stedenbouwkundige vergunning voor de “Herinrichting van de omgeving van de Sint-Antoniuserk in Vorst (Genua- en Monnikenstraat)” ingediend door Grue SARL, Minervalaan 3/192 in 1190 Vorst;

Gelet op de brief van de gemachtigde ambtenaar van 17 juli 2023 waarin hij een gunstig advies over de stedenbouwkundige vergunning uitbracht;

Overwegende dat het aanbestedingsdossier voltooid werd;

Overwegende dat het dossier van de opdracht voor werken tijdens de WCo van 4 december 2023 aan de leden van de Wijkcommissie zal worden voorgelegd;

Gelet op het bijzonder bestek met kenmerk 2023-T-CQDW-A2 betreffende de opdracht voor werken “Heraanleg van gevel tot gevel van de Genuastraat en de Monnikenstraat”, als bijlage;

Overwegende dat de opdracht zal worden gepubliceerd op het e-Procurement-platform;

Overwegende dat er wordt voorgesteld te kiezen voor de vereenvoudigde onderhandelingsprocedure met voorafgaande bekendmaking als gunningswijze van de opdracht;

Overwegende dat de opdracht wordt geraamd op 630.398,94 € excl. btw + 15% voor onvoorziene kosten en prijsherzieningen, d.w.z. een geraamd totaalbedrag van 716.462,78 € excl. btw of 866.919,97 € incl. btw;

Overwegende dat wordt voorgesteld de post betreffende het onderhoud van de aanplantingen tijdens de waarborgtermijn in optie te plaatsen voor een bedrag van 56.640,00 € excl. btw of 68.534,40 € incl. btw;

Overwegende dat het bedrag van de opdracht exclusief optie neerkomt op 573.758,94 € excl. btw + 15% voor onvoorziene kosten en prijsherzieningen, d.w.z. een geraamd totaalbedrag van 659.822,78 € excl. btw of 798.385,57 € incl. btw;

Overwegende dat deze uitgave volledig gefinancierd zal worden door een subsidie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;

BESLIST:

Te kiezen voor de vereenvoudigde onderhandelingsprocedure met voorafgaande bekendmaking als gunningswijze van de opdracht van de werken;

Goedkeuring te verlenen aan het bijzonder bestek met kenmerk 2023-T-CQDW-A2 betreffende de opdracht voor werken “Heraanleg van gevel tot gevel van de Genuastraat en de Monnikenstraat”;

De opdracht te publiceren op het e-Procurement-platform;

Goedkeuring te verlenen aan het geraamde bedrag van 630.398,94 € excl. btw + 15% voor onvoorziene kosten en prijsherzieningen, d.w.z. een geraamd totaalbedrag van 716.462,78 excl. btw of 866.919,97 € incl. btw;

Goedkeuring te verlenen aan de in optie geplaatste elementen voor een bedrag van 56.640,00 € excl. btw of 68.534,40 € incl. btw;

Deze beraadslaging over te maken aan de toezichthoudende overheid met het oog op de uitoefening van het goedkeuringstoezicht.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

29 stemmers : 29 positieve stemmen.

15 annexes / 15 bijlagen

13 **Revitalisation des quartiers – Contrat de Rénovation Urbaine N°4 « Avenue du Roi – Approbation de l’avenant 3 à la Convention d’occupation à titre précaire des bâtiments sis avenue Van Volxem 400 – 402 et rue du Monténégro 138-152.**

LE CONSEIL,

Vu la Nouvelle loi communale ;

Vu l'ordonnance organique de la revitalisation urbaine du 6 octobre 2016 ;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 10 novembre 2016 portant exécution de l'Ordonnance organique de revitalisation urbaine adoptant la « zone de revitalisation urbaine, dite « ZRU 2016 » ;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 23 mars 2017 relatif aux Contrats de Rénovation Urbaine portant exécution de l'ordonnance organique de la revitalisation urbaine du 6 octobre 2016 ;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 7 décembre 2017 approuvant le programme du "Contrat de Rénovation urbaine - Avenue du Roi";

Vu sa décision du 19 décembre 2017 :

D’approuver les conventions entre la Commune de Forest et la Région, conventions portant sur les modalités de partenariat et définissant les conditions du subventionnement pour la réalisation des actions du programme approuvé du CRU « Avenue du Roi » ;

De donner pouvoir au Collège des Bourgmestre et Echevins, représenté par le

Bourgmestre ou son délégué, assisté du Secrétaire Communal, pour signer lesdites conventions, ci-annexées.

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 28 février 2019 approuvant la première modification du CRU Roi ;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 12 avril 2019 octroyant les subventions complémentaires et modifiant les différents montants alloués aux bénéficiaires pour la réalisation des actions et opérations suite à la première modification du programme Contrat de Rénovation Urbaine – CRU N°4 « Avenue du Roi » ;

Considérant que la Région de Bruxelles-Capitale est propriétaire du complexe immobilier composé d'un immeuble à usage semi-industriel avec ateliers ou dépôts, bureaux et dépendances sis avenue Van Volxem, 400, et d'un immeuble à appartements ou bureaux (excepté un appartement), entrée carrossable pour camions sur cour sis avenue Van Volxem, 402, cadastré actuellement section A numéro 17 C 9 pour une superficie de dix ares cinquante centiares (10a 50ca) ;

Vu la décision du Conseil communal du 2 juillet 2019 revue par le Conseil du 10 septembre 2019 relative à la convention d'occupation entre la Région et la Commune ;

Considérant que la Commune a acquis le bien sis rue du Monténégro 138-152 et qu'il était souhaitable que le bien soit occupé de manière temporaire afin d'éviter les dégradations du site et aussi offrir des espaces d'activation possibles aux associations et citoyens ;

Vu la décision du Conseil communal en sa séance du 22 octobre 2019 d'approuver la modification de programme N°1 du dossier de base du Contrat de Quartier Durable Wiels-sur-Senne intégrant entre autre comme opération la rénovation du site Axima en logements accessibles, accueil Petite enfance et équipement de proximité ;

Vu la délibération du conseil communal en sa séance du 21 avril 2020 décidant entre autres :

De procéder à un appel à projet pour l'occupation temporaire et transitoire d'une partie des sites Axima et Chassart ;

D'utiliser le subside reçu de la Région Bruxelles-Capitale dans le cadre du CRU ROI à cet effet (le projet sélectionné qui répondra au mieux à l'appel à projet bénéficiera d'un subside permettant au porteur de projet d'une part de gérer les biens (mises aux normes, travaux divers) et d'autre part d'organiser des activités socio-culturelles pour et en lien avec le quartier ;

D'approuver les termes et la diffusion de l'appel à projets joint en annexe en vue de confier la gestion et l'activation d'une partie du site Axima et du site Chassart à un tiers ;

Vu la décision du Collège des Bourgmestre et Echevins en sa séance du 18 juin 2020 d'entre autres :

Approuver l'occupation à titre temporaire et transitoire d'une partie des sites Chassart et Axima par le candidat COMMUNA asbl via une convention sous réserve d'approbation de la convention par le Conseil Communal en sa séance du 7 juillet 2020 ;

D'approuver la subvention du projet « Axima Chassart - l'urbanisme transitoire pour soutenir les dynamiques locales » porté par le candidat 2, Communa, permettant l'occupation temporaire et transitoire d'une partie des sites Chassart et Axima, via une convention de subvention sous réserve d'approbation de la convention par le Conseil Communal en sa séance du 7 juillet 2020 ;

D'approuver le paiement d'un acompte de 70% du montant prévu pour l'année 2020

par le crédit inscrit à l'exercice ordinaire du budget 2020 à l'article 93010/332-02/90 - Subsidés aux organismes au service des ménages, sous réserve d'approbation de la convention de subvention par le conseil communal et la réception d'une déclaration de créance ;

De transmettre pour paiement la déclaration de créance au service financier ;

Vu la décision du Conseil communal en sa séance du 7 juillet 2020 :

D'approuver le modèle de convention de subvention et de convention d'occupation précaire des bâtiments sis avenue Van Volxem 400 et rue du Monténégro 138-152 proposées en annexes ;

De donner pouvoir au Collège des Bourgmestre et Echevins, représenté par le Bourgmestre ou son délégué, assisté de la Secrétaire communale, pour signer les conventions avec le candidat sélectionné.

Vu la décision du Conseil communal en sa séance du 6 juillet 2021 :

D'approuver le modèle d'avenant à la convention d'occupation précaire des bâtiments sis avenue Van Volxem 400 et rue du Monténégro 138-152 proposé en annexe ;

De donner pouvoir au Collège des Bourgmestre et Echevins, représenté par le Bourgmestre ou son délégué, assisté de la Secrétaire communale, pour signer l'avenant à ladite convention avec le bénéficiaire, à savoir l'asbl Communa.

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 03 décembre 2020 approuvant la deuxième modification du CRU Roi ;

Vu les arrêtés 2020/001 et 2020/044 du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale de pouvoirs spéciaux relatif à la suspension des délais de rigueur fixés dans l'ensemble de la législation et réglementation bruxelloise, prolongeant les délais de rigueur de l'Ordonnance organique revitalisation urbaine du 6 octobre 2016 de trois fois un mois et de trois mois supplémentaires ;

Vu l'Ordonnance du 22 juillet 2021 prolongeant certains délais de l'ordonnance organique de revitalisation urbaine du 6 octobre 2016 qui prévoit malgré la suspension et la prolongation des délais , un délai complémentaire de 6 mois pour les opérations de rénovations urbaine en cours d'exécution portant le délai de la phase d'exécution du CRU/ROI au 30 décembre 2023 ;

Vu l'Ordonnance du 23 décembre 2022 prolongeant les délais et autorisant une troisième et ultime modification de programme du Contrat de Rénovation urbaine n°4 CRU ROI ;

Considérant que cela porte la fin de la phase d'exécution du CRU4/ROI au 30 juin 2024 et la phase de mise en œuvre jusque en 2026 ;

Vu la décision du collège du 7 juillet 2022 :

D'approuver le principe que Communa occupe les deux sites 'Chassart (avenue Van Volxem,400-402) et Axima (rue du Monténégro, 138-152) jusque fin 2023 ;

Que le service Revitalisation des quartiers cherche des solutions financières pour maintenir Communa dans les sites.

Considérant l'occupation temporaire des sites Chassart (avenue Van Volxem, 400-402) et Axima (rue du Monténégro, 138-152) dont l'avenant 02 prévoit l'occupation jusque 31 décembre 2023 ;

Considérant que le projet de rénovation du site Chassart (Avenue Van Volxem 400-402) en cité de la Petite Enfance fait partie du programme du CRU ROI avec Beliris en tant que

Maitre d'ouvrage dont le planning actuel et prévisionnel prévoit un démarrage des travaux en mars 2025 ;

Considérant que pour le site Axima (Rue du Monténégro 138-152), le service Travaux - Revitalisation des quartiers, étudie actuellement les différentes options et que des travaux n'interviendront raisonnablement pas avant 2026 ;

Considérant que la gestion transitoire des deux sites permet une dynamique en matière d'accueil via les différents projets et d'accompagnement social ;

DECIDE :

De charger le Collège de l'exécution de la présente;

De permettre au porteur Communa asbl de poursuivre leur activité jusque au 31 mars 2025;

D'approuver l'avenant à la convention d'occupation tel que repris en annexe;

De charger la Bourgmestre ou son délégué, assisté de la Secrétaire communale, aux fins de représenter valablement la Commune de Forest lors de la signature des avenants;

De transmettre la présente délibération et ses annexes à la Direction de la Rénovation Urbaine pour accord.

Le point est reporté.

29 votants : 29 votes positifs.

Heropleving van de wijken – Stadsvernieuwingscontract nr. 4 ‘Koningslaan’ – Goedkeuring van aanhangsel 3 bij de overeenkomst voor overgangsgebruik van de gebouwen gelegen Van Volxemlaan 400-402 en Montenegrostraat 138-152.

DE RAAD,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet;

Gelet op de ordonnantie van 6 oktober 2016 houdende organisatie van de stedelijke herwaardering;

Gelet op het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 10 november 2016 tot uitvoering van de ordonnantie houdende organisatie van de stedelijke herwaardering, waarmee de “zone voor stedelijke herwaardering” genaamd “ZSH 2016” werd goedgekeurd;

Gelet op het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 23 maart 2017 betreffende de Stadsvernieuwingscontracten, houdende uitvoering van de ordonnantie van 6 oktober 2016 houdende organisatie van de stedelijke herwaardering;

Gelet op het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 7 december 2017 tot goedkeuring van het programma voor het “Stadsvernieuwingscontract - Koningslaan”;

Gelet op zijn beslissing van 19 december 2017 om:

Goedkeuring te verlenen aan de overeenkomsten tussen de Gemeente Vorst en het Gewest, overeenkomsten die betrekking hebben op de partnerschapsmodaliteiten en die de voorwaarden bepalen van de subsidiëring voor de uitvoering van de acties van het goedgekeurde programma van het SVC ‘Koningslaan’;

Het College van Burgemeester en Schepenen, vertegenwoordigd door de Burgemeester of diens afgevaardigde, bijgestaan door de Gemeentesecretaris, machtiging te verlenen om de voornoemde overeenkomsten, opgenomen als bijlage, te ondertekenen.

Gelet op het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 28 februari 2019 tot goedkeuring van de eerste wijziging van het SVC Koning;

Gelet op het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 12 april 2019 tot toekenning van de bijkomende subsidies en tot wijziging van de verschillende bedragen toegekend aan de begunstigden voor de uitvoering van de acties en operaties naar aanleiding van de eerste programmawijziging van het SVC nr. 4 'Koningslaan';

Overwegende dat het Brussels Hoofdstedelijk Gewest eigenaar is van het vastgoedcomplex bestaande uit een gebouw voor semi-industrieel gebruik met werk- of opslagplaatsen, kantoren en aanhorigheden, gelegen Van Volxemlaan 400, en van een appartements- of kantoorgebouw (met uitzondering van één appartement), met inrit voor vrachtwagens via binnenplein, gelegen Van Volxemlaan 402, momenteel gekadastraerd onder sectie A, nummer 17 C 9 met een oppervlakte van tien are vijftig centiare (10a 50ca);

Gelet op de beslissing van de Gemeenteraad van 2 juli 2019, herzien door de Raad van 10 september 2019, betreffende de gebruiksovereenkomst tussen het Gewest en de Gemeente;

Overwegende dat de Gemeente het goed gelegen Montenegrostraat 138-152 aangekocht heeft en dat het wenselijk was dat het goed tijdelijk gebruikt wordt om verval van de site te vermijden en ook om mogelijke activeringsruimten te bieden aan verenigingen en burgers;

Gelet op de beslissing van de Gemeenteraad van 22 oktober 2019 om de programmawijziging nr. 1 van het basisdossier van het duurzaam wijkcontract Wiels aan de Zenne goed te keuren, met o.a. de renovatie van de Axima-site tot toegankelijke woningen, kinderopvang en buurtvoorzieningen;

Gelet op de beraadslaging van de Gemeenteraad van 21 april 2020, waarbij onder meer beslist werd:
Een projectoproep te lanceren voor het tijdelijk en overgangsgebruik van een deel van de sites Axima en Chassart;
De subsidie ontvangen van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest in het kader van het SVC 'Koningslaan' daartoe te gebruiken (het geselecteerde project dat het best beantwoordt aan de projectoproep, zal genieten van een subsidie die de projectdrager in staat stelt om enerzijds het goed te beheren (aanpassing aan de normen, diverse werken) en anderzijds socio-culturele activiteiten te organiseren voor en in samenhang met de wijk);
Goedkeuring te verlenen aan de inhoud en de verspreiding van de als bijlage opgenomen projectoproep die ertoe strekt het beheer en de activering van een deel van de sites Axima en Chassart aan een derde toe te vertrouwen;

Gelet op de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 18 juni 2020 om onder meer:

Goedkeuring te verlenen aan het tijdelijk en overgangsgebruik van een deel van de sites Chassart en Axima door de kandidaat, vzw COMMUNA, via een overeenkomst onder voorbehoud van de goedkeuring van de overeenkomst door de Gemeenteraad in zijn zitting van 7 juli 2020;

Goedkeuring te verlenen aan de subsidie van het project 'Axima Chassart - transitiestedenbouw om de plaatselijke dynamieken te ondersteunen' gedragen door kandidaat 2, vzw Communa, dat het tijdelijk en overgangsgebruik van een deel van de sites Chassart en Axima mogelijk maakt, via een subsidiëringsovereenkomst onder voorbehoud van de goedkeuring van de overeenkomst door de Gemeenteraad in zijn zitting van 7 juli 2020;

Goedkeuring te verlenen aan de betaling van een voorschot van 70% van het bedrag voorzien voor het jaar 2020, met het krediet ingeschreven op de gewone dienst van de begroting 2020 op artikel 93010/332-02/90 - Subsidies aan instellingen ten dienste van gezinnen, onder voorbehoud van goedkeuring van de subsidiëringsovereenkomst door de gemeenteraad en de

ontvangst van een schuldvordering;

De schuldvordering voor betaling over te maken aan de financiële dienst.

Gelet op de beslissing van de Gemeenteraad in zitting van 7 juli 2020 om:

Het model van subsidiëringsovereenkomst en overeenkomst voor tijdelijk gebruik van de gebouwen gelegen Van Volxemlaan 400 en Montenegrostraat 138-152, als bijlage, goed te keuren;

Het College van Burgemeester en Schepenen, vertegenwoordigd door de Burgemeester of diens afgevaardigde, bijgestaan door de Gemeentesecretaris, machtiging te verlenen om de overeenkomsten met de geselecteerde kandidaat te ondertekenen.

Gelet op de beslissing van de Gemeenteraad in zitting van 6 juli 2021 om:

Het model van aanhangsel bij de overeenkomst voor tijdelijk gebruik van de gebouwen gelegen Van Volxemlaan 400 en Montenegrostraat 138-152, als bijlage, goed te keuren;

Het College van Burgemeester en Schepenen, vertegenwoordigd door de Burgemeester of diens afgevaardigde, bijgestaan door de Gemeentesecretaris, machtiging te verlenen om het aanhangsel van voornoemde overeenkomst met de begunstigde, namelijk de vzw Communa, te ondertekenen.

Gelet op het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 3 december 2020 tot goedkeuring van de tweede wijziging van het SVC Koning;

Gelet op de bijzonderemachtenbesluiten 2020/001 en 2020/044 van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering betreffende de opschorting van de vervaltermijnen die vastgelegd zijn in de Brusselse wetgeving en reglementering, waardoor de vervaltermijnen van de ordonnantie van 6 oktober 2016 houdende organisatie van de stedelijke herwaardering driemaal met 1 maand en drie bijkomende maanden worden verlengd;

Gelet op de ordonnantie van 22 juli 2021 tot verlenging van sommige termijnen van de ordonnantie van 6 oktober 2016 houdende organisatie van de stedelijke herwaardering, die ondanks de opschorting en de verlenging van de termijnen, voorziet in een bijkomende termijn van 6 maanden voor stadsvernieuwingsoperaties in uitvoering, waardoor de einddatum voor de uitvoeringsfase van SVC Koning op 30 december 2023 komt;

Gelet op de ordonnantie van 23 december 2022 tot verlenging van de termijnen en tot goedkeuring van een derde en laatste programmawijziging van het contract voor stadsvernieuwing nr. 4 CSV Koning;

Overwegende dat hierdoor het einde van de uitvoeringsfase van SVC4 Koning op 30 juni 2024 komt te liggen en de uitvoeringsfase tot 2026;

Gelet op de beslissing van het College van 7 juli 2022 om:

Goedkeuring te verlenen aan het principe dat Communa de sites Chassart (Van Volxemlaan 400-402) en Axima (Montenegrostraat 138-152) tot eind 2023 bezet;

Dat de dienst Heropleving van de Wijken zoekt naar financiële oplossingen om Communa op de sites te houden.

Overwegende de tijdelijke bezetting van de sites Chassart (Van Volxemlaan 400-402) en Axima (Montenegrostraat 138-152), waarvan aanhangsel 2 voorziet in gebruik tot 31 december 2023;

Overwegende dat de renovatie van de Chassart-site (Van Volxemlaan 400-402) tot centrum voor het jonge kind deel uitmaakt van het programma van het CSV Koning met Beliris als opdrachtgever, waarvan de huidige en voorlopige planning voorziet in de aanvang van de werkzaamheden in maart 2025;

Overwegende dat voor de Axima-site (Montenegrostraat 138-152) de dienst Werken - Heropleving van de Wijken momenteel de verschillende opties bestudeert en dat de werkzaamheden redelijkerwijs niet vóór 2026 zullen plaatsvinden;

Overwegende dat het overgangsbeheer van beide sites een dynamiek mogelijk maakt in termen van opvang via de verschillende projecten en sociale ondersteuning;

BESLIST:

Het College te belasten met de uitvoering hiervan;

De projectdrager Communa vzw de mogelijkheid te bieden hun activiteit voort te zetten tot 31 maart 2025;

Goedkeuring te verlenen aan het als bijlage opgenomen aanhangsel bij de gebruiksovereenkomst;

De Burgemeester of haar afgevaardigde, bijgestaan door de Gemeentesecretaris, te gelasten de Gemeente Vorst geldig te vertegenwoordigen bij de ondertekening van de aanhangsels;

Deze beraadslaging en de bijlagen ter goedkeuring over te maken aan de Directie Stadsvernieuwing.

Het punt wordt verdaagd.

29 stemmers : 29 positieve stemmen.

2 annexes / 2 bijlagen

14 **Revitalisation des quartiers – Rénovation de l’abbaye de Forest et sa reconversion en Pôle Culturel ABY – Protocole d’accord définissant les modalités de coopération en matière de suivi des études et de l’exécution et du contrôle des marchés de travaux entre Beliris et la Commune – Approbation de la Convention – Subside n° 2.**

LE CONSEIL,

Vu l’Accord de Coopération Beliris du 15 septembre 1993 et ses Avenants, conclu entre l’Etat fédéral belge et la Région de Bruxelles-Capitale, prévoyant différentes initiatives destinées à promouvoir le rôle international et la fonction de capitale de Bruxelles ;

Considérant que le 1er décembre 2020, Beliris a conclu un protocole avec la commune de Forest, fixant les modalités de mise en œuvre d’une subvention de 9 325 000,00 € à la commune de Forest pour le projet ABY, construction d’un pôle culturel dans l’ancienne abbaye de Forest ;

Considérant que le programme budgétaire de l’avenant actuel n° 15 dd. 09 mai 2023 à l’Accord de Coopération Beliris prévoit, dans son chapitre 3 – CULTURE – SPORTS - PATRIMONIUM un montant supplémentaire de 9.174.392,74 € pour la réalisation du projet « 3.32 - Abbaye de Forest (en ce compris les jardins) » ;

Considérant que d’une part, Beliris dispose en 2023 d’une capacité budgétaire de 5.000.000,00 € pour le projet 3.32, et que Beliris souhaite l’utiliser au maximum, et d’autre part, Beliris souhaite répartir la totalité du montant de 9.174.392,74 € sur plusieurs années budgétaires ;

Considérant le protocole ci-joint, fixant les modalités de mise en œuvre d’une subvention complémentaire de 5.000.000,00 €, octroyée par Beliris à la commune de Forest pour le projet ABY, en complément du protocole conclu en date du 1^{er} décembre 2020 ;

DECIDE :

D'approuver les termes du protocole d'accord fixant les modalités de mise en œuvre d'une subvention complémentaire de 5.000.000,00 €, octroyée par Beliris à la commune de Forest pour le projet ABY, en complément du protocole conclu en date du 1^{er} décembre 2020 ;

De donner pouvoir au Collège des Bourgmestre et Echevins, représenté par la Bourgmestre ou son délégué, assisté de la Secrétaire Communale, pour signer le protocole d'accord de coopération.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

29 votants : 29 votes positifs.

Heropleving van de Wijken – Renovatie van de abdij van Vorst en haar omvorming tot Culturele Pool ABY – Protocolakkoord tot bepaling van de samenwerkingsvoorwaarden op het vlak van de opvolging van de studies en de uitvoering en van het toezicht op de opdrachten voor werken tussen Beliris en de Gemeente – Goedkeuring van de Overeenkomst – Subsidie n° 2.

DE RAAD,

Gelet op het Beliris-Samenwerkingsakkoord van 15 september 1993 en diens Bijakten, gesloten tussen de Belgische Federale Staat en het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, die verschillende initiatieven voorzien, bestemd om de internationale rol en hoofdstedelijke functie van Brussel te bevorderen;

Overwegende dat Beliris op 01 december 2020 een protocol sloot met de gemeente Vorst waarbij de uitvoeringsmodaliteiten werden vastgelegd van een subsidie van € 9.325.000,00 aan de gemeente Vorst voor het project ABY, bouw van een culturele pool in de voormalige abdij van Vorst;

Overwegende dat het begrotingsprogramma van de huidige bijakte nr. 15 van 09 mei 2023 bij het Samenwerkingsakkoord Beliris in zijn hoofdstuk 3 - CULTUUR - SPORT - PATRIMONIUM, een bijkomend bedrag voorziet van € 9.174.392,74 voor het project "3.32 - Abdij van Vorst (tuinen inbegrepen)";

Overwegende dat enerzijds Beliris in 2023 een budgettaire capaciteit van € 5.000.000,00 heeft voor het project 3.32 en dat Beliris die maximaal wenst te benutten, en anderzijds dat Beliris het integrale bedrag van € 9.174.392,74 over meerdere begrotingsjaren wil spreiden;

Overwegende het bijgevoegde protocol, waarbij de uitvoeringsmodaliteiten werden vastgelegd van een bijkomende subsidie van € 5.000.000,00, toegekend door Beliris aan de gemeente Vorst voor het ABY-project, toegevoegd aan het protocol afgesloten op 1 december 2020;

BESLIST

Goedkeuring te verlenen aan de bepalingen van het protocolakkoord waarbij de uitvoeringsmodaliteiten werden vastgelegd van een bijkomende subsidie van € 5.000.000,00, toegekend door Beliris aan de gemeente Vorst voor het ABY-project, toegevoegd aan het protocol afgesloten op 1 december 2020;

Het College van Burgemeester en Schepenen, vertegenwoordigd door de Burgemeester of zijn afgevaardigde, bijgestaan door de Gemeentesecretaris, machtiging te verlenen om het samenwerkingsakkoord te ondertekenen.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

29 stemmers : 29 positieve stemmen.

EDUCATION, CULTURE, SPORTS - EDUCATIE, CULTUUR, SPORT

Evènements, festivités - Evenementen, feestelijkheden

15 Evénements - Marché public de faible montant - Acquisition de boîtes de rangement - Approbation des conditions, de la procédure de passation et des firmes à consulter - Application de l'article 234 §3 de la Nouvelle loi communale - Prise pour information.

LE CONSEIL,

Vu la Nouvelle Loi Communale, notamment l'article 234 §3 relatif aux compétences du Collège des Bourgmestre et Echevins ;

Vu la décision du Collège des Bourgmestre et Echevins en sa séance du 26 octobre 2023 :

D'approuver l'acquisition de caisses de rangement pliables avec roulettes et poignée télescopique ;

D'approuver la description technique (en annexe) et le montant estimé du marché établis par la cellule

Evénements. Le montant estimé s'élève à 268 euros hors TVA ou 324 euros 21% TVA comprise ;

De recourir à la procédure de marché public de faible montant ;

D'informer le conseil communal de la présente décision ;

De consulter les opérateurs économiques suivants dans le cadre de la procédure :

- JM BRUNEAU BELGIUM S.A., Esplanade Oscar Van de Voorde 1, 9000 Gent ;

- Au Gai Savoir S.A., Rue de la Station 60, 6043 Charleroi ;

- LYRECO BELGIUM S.A., Rue du Fond des Fourches 20, 4041 Vottem (Herstal) ;

- Bricolux S.A., Rue St-Isidore 2, 6900 Marloie ;

- ColliShop Professional (Etablissements Franz Colruyt S.A.), Edingensesteenweg 196, 1500 Halle ;

De fixer la date limite pour faire parvenir les offres à l'administration au 9 novembre 2023 à 11h00 ;

D'inscrire la dépense à l'article budgétaire 763/744-98/67 (financement par emprunt) du service extraordinaire du budget 2023 ;

DECIDE :

En application de l'article 234 §3 de la Nouvelle Loi Communale, de prendre pour information la décision du Collège des Bourgmestre et Echevins en sa séance du 26 octobre 2023 décidant d'approuver les conditions, le mode de passation et les opérateurs à consulter du marché lancé par la cellule Evénements pour l'acquisition de 5 caisses de rangement à roulette avec poignée télescopique pour les transports de matériel lors de l'organisation des événements communaux.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

29 votants : 29 votes positifs.

Evenementen – Overheidsopdracht van beperkte waarde – Aankoop van opbergboxen – Goedkeuring van de lastvoorwaarden, de gunningswijze en de te raadplegen firma's – Toepassing van artikel 234 §3 van de Nieuwe Gemeentewet – Kennisname.

DE RAAD,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet, inzonderheid artikel 234 §3 betreffende de bevoegdheden van het College van Burgemeester en Schepenen;

Gelet op de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen in zitting van 26 oktober 2023 om:

Goedkeuring te verlenen aan de aankoop van plooibare opbergboxen op wieltjes, met telescopische handgreep;

Goedkeuring te verlenen aan de technische beschrijving (als bijlage) en het geraamde bedrag van de opdracht opgesteld door de cel Evenementen.

De raming bedraagt 268 euro excl. btw of 324 euro, incl. 21% btw;

Deze opdracht te gunnen via de procedure van overheidsopdracht van beperkte waarde;

De gemeenteraad op de hoogte te brengen van de huidige beslissing;

De volgende economische operatoren te raadplegen in het kader van de procedure:

- JM BRUNEAU BELGIUM NV, Esplanade Oscar Van de Voorde 1, 9000 Gent;

- Au Gai Savoir nv, Rue de la Station 60, 6043 Charleroi;

- LYRECO BELGIUM NV, Rue du Fond des Fourches 20, 4041 Vottem (Herstal);

- Bricolux nv, Rue St-Isidore 2, 6900 Marloie;

- ColliShop Professional (Etablissements Franz Colruyt nv), Edingensesteenweg 196, 1500 Halle;

De uiterste datum voor indiening van de offertes bij het bestuur vast te stellen op 9 november 2023 om 11u00;

De uitgave in te schrijven op begrotingsartikel 763/744-98/67 (financiering door lening) van de buitengewone dienst van de begroting 2023;

BESLIST:

In toepassing van artikel 234 §3 van de Nieuwe Gemeentewet kennis te nemen van de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen in zitting van 26 oktober 2023 tot goedkeuring van de lastvoorwaarden, de gunningswijze en de te raadplegen operatoren voor de opdracht uitgeschreven door de cel Evenementen voor de aankoop van 5 opbergboxen op wieltjes, met telescopische handgreep, voor het vervoer van materiaal tijdens de organisatie van gemeentelijke evenementen.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

29 stemmers : 29 positieve stemmen.

1 annexe / 1 bijlage

RECEVEUR - ONTVANGER

Recette - Ontvangsten

16 **Finances - Demande d'intervention au Fonds Régional Bruxellois de Refinancement des Trésoreries Communales - Convention.**

LE CONSEIL,

Vu l'ordonnance de la Région de Bruxelles-Capitale du 2 mai 2002, modifiant l'ordonnance du 8 avril 1993 portant création du Fonds régional bruxellois de refinancement des trésoreries communales

(FRBRTC) ;

Vu les articles 117, 241, 252, 255, 258bis et 259 de la Nouvelle loi communale;

Vu l'article 7 de l'ordonnance du 14 mai 1998 organisant la tutelle administrative sur les communes de la Région de Bruxelles-Capitale ;

Considérant qu'en date du 14 mars 2023, le budget communal 2023 a été voté par le conseil communal ;

Considérant qu'en date du 26 septembre 2023, le compte communal 2022 a été voté par le conseil communal ;

Considérant que le résultat cumulé du Compte 2022 présente un mali de 10.039.854,59 €;

Considérant la nécessité de prendre en compte les conséquences d'un contexte économique complexe sur nos recettes et nos dépenses ;

Considérant qu'un nouveau plan 2023-2025 établi avec l'aide de l'inspecteur régional doit être soumis au vote du conseil communal ;

Vu la situation financière de la commune ;

DECIDE :

Article 1

D'approuver et de signer la convention ainsi que ses annexes entre le Fonds régional bruxellois de refinancement de trésoreries communales, le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, la commune de Forest et le CPAS de Forest dans le cadre d'une intervention fixée à 11.040.000 € liquidée en deux tranches ;

Article 2

De transmettre la présente délibération et la convention au Fonds régional bruxellois de refinancement des trésoreries communales ;

Article 3

De reprendre cette délibération sur la liste des délibérations à transmettre à l'autorité de tutelle.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

29 votants : 19 votes positifs, 10 votes négatifs.

Non : Dominique Goldberg, Cédric Pierre, Simon De Beer, Isabelle Lukebamoko-Maduda, Christophe Borcy, Xavier Jans, Michael Van Vlasselaer, Francis Dagrin, Valerie Pauwels, Iris Vlodaver.

Financiën - Aanvraag tot tussenkomst bij het Brussels Gewestelijk Herfinancieringsfonds van de Gemeentelijke Thesaurieën - Overeenkomst.

DE RAAD,

Gelet op de ordonnantie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest van 2 mei 2002 tot wijziging van de ordonnantie van 8 april 1993 houdende oprichting van het Brussels Gewestelijk Herfinancieringsfonds van de Gemeentelijke Thesaurieën (BGHGT);

Gelet op de artikelen 117, 241, 252, 255, 258bis en 259 van de Nieuwe Gemeentewet;

Gelet op artikel 7 van de ordonnantie van 14 mei 1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;

Overwegende dat de gemeentebegroting 2023 op 14 maart 2023 door de gemeenteraad werd goedgekeurd;

Overwegende dat de gemeenterekening 2022 op 26 september 2023 door de gemeenteraad werd goedgekeurd;

Overwegende dat het gecumuleerde resultaat van de Rekening 2022 een tekort toont van 10.039.854,59 €;

Overwegende de noodzaak rekening te houden met de gevolgen van een complexe economische context voor onze inkomsten en onze uitgaven;

Overwegende dat een nieuw plan 2023-2025, opgesteld met behulp van een gewestelijke inspecteur, ter stemming aan de gemeenteraad moet worden voorgelegd;

Gelet op de financiële toestand van de gemeente;

BESLIST,

Artikel 1

De overeenkomst met bijlagen tussen het Brussels Gewestelijk Herfinancieringsfonds van de Gemeentelijke Thesaurieën, de Brusselse Hoofdstedelijke Regering, de gemeente Vorst en het OCMW van Vorst goed te keuren en te ondertekenen in het kader van een tussenkomst vastgelegd op 11.040.000 € in twee schijven gestort;

Artikel 2

Deze beraadslaging en de overeenkomst over te maken aan het Brussels Gewestelijk Herfinancieringsfonds van de Gemeentelijke Thesaurieën;

Artikel 3

Deze beraadslaging op te nemen in de lijst van de beraadslagingen die aan de toezichthoudende overheid moeten worden overgemaakt.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

29 stemmers : 19 positieve stemmen, 10 negatieve stemmen.

Nee : Dominique Goldberg, Cédric Pierre, Simon De Beer, Isabelle Lukebamoko-Maduda, Christophe Borcy, Xavier Jans, Michael Van Vlasselaer, Francis Dagrín, Valerie Pauwels, Iris Vlodayer.

Simon De Beer : Il faut soutenir les communes financièrement, que ce soit au niveau régional ou fédéral. Mais les conditions pour obtenir l'aide sont, dans ce cas-ci, inacceptables pour le PTB. Le rôle que joue la Région fait penser aux plans d'austérité que le FMI impose aux pays du Sud en échange de soi-disant aides. Quand on regarde le détail des mesures, c'est vraiment ça. Réduction des dépenses publiques, suppressions de services publics (garde d'enfant malade), augmentation des taxes et sanctions sur les habitants, limitation des emprunts (alors qu'on en a plus que besoin pour des investissements sociaux) et, par contre, presque rien pour faire contribuer davantage les grandes entreprises de notre commune. Avec cette convention, on pénalise doublement les forestois parce-que ces mesures d'austérité les impactent directement. La commune sera peut-être moins dans le rouge, mais eux, le seront davantage et auront accès à moins de services. Ensuite parce-que cet argent ne tombe pas du ciel mais vient du contribuable, donc aussi des forestois. Comme parti de gauche, nous ne pouvons soutenir cela. Les aides régionales ne doivent pas être conditionnées à des mesures d'austérité. Au contraire, il faut d'une part permettre de rétablir des impôts sur les grandes sociétés de la

commune (comme Live Nation, Audi, etc...). Mais il faut aussi des aides au niveau régional qui soient issues d'un impôt juste. Le PTB votera donc contre cette demande d'intervention.

Cédric Pierre De Permentier : J'aurais simplement voulu savoir quelle est la part de l'apport du Fonds qui va à la commune et au CPAS puisque les 2 sont parties. Je ne sais pas si la répartition des moyens a déjà été fixée. Je souhaiterais cette précision-là. Merci

Ahmed Quartassi : L'enveloppe qui est demandée et qui correspond au compte de 2022 est une augmentation pour couvrir le déficit de 2023. Convention signée en commun avec le CPAS mais les répartitions sur le plan technique nous ne les avons pas ici. Nous allons mettre tout dans le paquet général.

Nicolas Lonfils : 100% vont à la commune mais nous avons un plan financier avec la commune dans notre plan triennal qui détermine la dotation qui revient à la commune. Ça c'est la participation de la commune avec l'intervention du coût de la Région.

Ahmed Quartassi : Par rapport à cette convention commune et lorsqu'il y aura la discussion concernant la dotation CPAS et par rapport à ce que cette augmentation va générer, on ne tiendra pas compte de tout cela. C'est par rapport simplement au compte de 2022. On a compensé tout ça pour avoir un équilibre et 1.000.000 ont été rajoutés pour le compte de 2023.

Cédric De Permentier : Dans le cadre des transferts commune-CPAS, envisagez-vous de refinancer, même partiellement, le CPAS ou cela n'a pas été abordé ?

Nicolas Lonfils : Dans le cadre de l'intervention nous avons fournis notre plan triennal aussi. Nous avons travaillé avec l'inspecteur et la commune pour établir ce plan et c'est sur base de ce plan que la demande était intégrée. Donc à priori on ne peut pas s'éloigner du plan triennal si en effet ça doit passer en comité 26 bis et en négociation avec la Région.

Michael Van Vlasselaer : A/ Respect des dispositions légales, réglementaires

1) L'ordonnance du 8 avril 1993 précise :

Art.4 §1er – Chaque intervention du fonds fait l'objet d'une convention entre le Fonds et la commune

§2 – Les interventions du fonds visées à l'art.2,§2,6° sont subordonnées à la présentation par la commune d'un plan financier...

2) Les textes réglementaires précisent, par ailleurs :

a) Le pouvoir local demandeur doit présenter un plan financier et une note traduisant les mesures prises pour garantir ou rejoindre l'équilibre (au sens de l'art.252 de la loi communale)

b) L'ensemble du dossier sera ensuite soumis à l'approbation du gouvernement

3) Constatations :

- aucune « note traduisant les mesures prises pour garantir l'équilibre budgétaire » n'est communiquée dans le BOS

- Ce problème a été évoqué hier en commissions réunies et je remercie Madame la Secrétaire communale de m'avoir communiqué la lettre datée du 20 juillet 2023, adressée à Mr l'inspecteur régional, qui contient une série de mesures en vue de retrouver l'équilibre budgétaire et financier en 2025 et qui, selon celui-ci, « peut faire office de note explicative »

- Il n'en reste pas moins que la communication de ce document n'a pas respecté les délais légaux en cette matière !

B/ Examen du projet de convention :

1) l'art.2, 1er alinéa précise : « En contrepartie de l'opération de prêt faisant l'objet de la

convention, la commune et le CPAS s'engagent à respecter le plan financier visé à l'art.7§1er,1° de l'ordonnance...et à appliquer intégralement toutes les mesures figurant dans ce plan !... »

- 2) l'art.3,2° vise une 2e tranche de 1 million à la clôture du compte 2023 afin de couvrir, au moins partiellement un mali cumulé résultant d'opérations de nettoyage de la trésorerie, ...apparemment sans que cette opération ait un impact sur les chiffres de résultat du plan !! sur quelle disposition légale et/ou réglementaire se base-t-on pour justifier une telle immunisation alors que l'art. 7 de la convention précise : « la commune...s'engage à garantir pour chacun des exercices les résultats budgétaires et comptables figurant au plan établi conformément à l'art ?7§1er,1° de l'ordonnance portant création du Fonds ? S'agit-il d'une mesure d'exception au droit commun qui vise à permettre à la commune d'échapper aux mesures exigées normalement en cas de non-respect du plan financier, visées à l'art.6 de la convention ?
- 3) La convention vise aussi le plan triennal du CPAS : ici aussi , la note énonçant toutes les mesures qui justifient et expliquent les chiffres affichés dans le plan n'a été communiquée !
- 4) Par ailleurs, il a été confirmé, en commissions réunies, le plan du CPAS n'a pas encore été approuvé par le conseil de l'action sociale ! La note obligatoire reprenant l'énoncé et l'explication de l'effet financier toutes les mesures affichées dans le plan n'a pas non plus été communiquée ; elle serait fournie après le vote du très prochain conseil de l'aide sociale. A suivre ,donc !
- 5) L'art.11, 6e alinéa mentionne un « avis circonstancié à l'attention de la délégation du Conseil communal » ! je n'ai pas reçu de réponse aux questions suivantes posées en commissions réunies : Comment est composée cette délégation ? les groupes de l'opposition sont-ils représentés ? y a-t-il un observateur pour certains groupes comme pour les commissions ? Quand cette délégation présentera-t-elle son rapport au Conseil ? j'espère recevoir ces réponses à bref délai après la séance du Conseil.

C/ examen de quelques chiffres du plan :

Le nouveau plan 2023-2025 n'apparaît pas plus crédible que le plan précédent 2022-2024

En 1er lieu, il convient de relever que le résultat affiché à l'exercice propre repose exclusivement sur les hausses excessives des impôts (et en particulier des centimes additionnels au précompte immobilier de 2023) et leurs retombées ultérieures !

L'expression de « rage taxatoire » est entièrement justifiée de par le haut caractère confiscatoire de pouvoir d'achat qui en découle injustement pour la population forestoise, laquelle ne porte aucune responsabilité dans la grave situation financière de la commune à l'inverse du Collège et de l'actuelle majorité communale !

Et ce ne sont pas les communiqués de presse fallacieux qui changeront la réalité des faits ! ...la vérité sur les responsabilités réelles de cette faillite apparaîtra au grand jour !

Ensuite, en ce qui concerne, par exemple, les prévisions du plan pour les recettes

- de prestations, compte tenu de leur évolution enregistrée dans les comptes, la hausse de la prévision des recettes de stationnement apparaît bien trop exagérée !
- des taxes additionnelles à l'IPP, les prévisions sont basées sur la recette inscrite au budget 2023, laquelle contient outre la recette strictement due à l'IPP mais en outre la pondération de la moyenne arithmétique des pourcentages d'écart entre les prévisions budgétaires et les droits constatés au cours des 5 dernières années et l'impact brut du tax-shift pour les exercices 2016 à 2020 ; incontestablement, la base de calcul de la prévision

du plan est trop optimiste !

En ce qui concerne les dépenses de personnel (hors mandataires, enseignement subventionné et pensions inscrites au plan) augmentent de :

En 2023 , +3,35% par rapport à 2022

En 2024, +3,35% par rapport à 2023

En 2025, +5,37% par rapport à 2024

Soit pour les 3 ans de la durée du plan une dépense de trésorerie cumulée de 9,6 millions € !!!

On ne retrouve pas dans le plan une réduction de 1,7 million pour 2023 et de 2,6 millions en 2024

Par ailleurs, quel est le nombre d'ETP concernés et de quel service sont-ils issus ? une liste de ce personnel et leur coût annuel a été communiquée à l'inspecteur...je demande communication de ce document aux membres du conseil

En ce qui concerne les dépenses de fonctionnement, je ne retrouve pas la baisse de 1,05 million dès 2023 ! qu'en est-il du calendrier de cette baisse ?

En ce qui concerne la dotation au CPAS, je ne retrouve pas non plus la réduction qui devait prendre effet dès le 1/1/2023 ! Selon quel calendrier cette réduction sera -t-elle concrétisée ?

En ce qui concerne la péréquation cadastrale, sur quels critères se réalisera-t-elle ? sur déclaration volontaire ? autre modalité ?

Si les nouvelles recettes entrent sur base des données actualisées de l'urbanisme, comment le système évitera-t-il des inégalités de traitement ?

En ce qui concerne la carte de stationnement, cela signifie-t-il que la commune va être découpée en secteurs ? et que la carte ne sera pas valable dans certains de ceux-ci ?

Enfin, quid de l'évolution du budget de la régie foncière et de son programme d'investissement ?

La lettre adressée à l'inspecteur reprend aussi une liste de nouvelles taxes ...Ce qui amène à renforcer le constat de l'absence de pertinence d'un plan d'apurement entièrement mis à charge des contribuables forestois sans réels efforts d'assainissement du côté des institutions

Enfin, en ce qui concerne les non-valeurs , inscrites pour 2 millions au budget 2023, elles sont ramenée à presque rien pour les années 2024 et 2025 (100.000€) ...estimation pour le moins très optimiste !!

D/ conclusions :

Ce plan trisannuel présente les éternelles surestimations des recettes et sous-estimations des dépenses qui minent sa crédibilité et la finalité de retour à l'équilibre légal !

Bref, un soi-disant plan prétexte pour un soi-disant retour à une situation financière ! Un écran de brouillard tout au plus

Mais qui confirme hélas la mise à charge de la seule population des efforts de retour à l'équilibre...sans économies significatives et sans présenter aucune garantie de réalisation de cet objectif !

Enfin, le prêt de plus de 11 millions € qui serait consenti par le FRBRTC constitue

- une mise à charge des contribuables de la Région bruxelloise de l'incapacité du Collège de gérer les finances communales et de maîtriser ses dépenses
- une double pénalité pour les contribuables forestois qui paient une 1ère fois le prix de la catastrophe financière par les augmentations sauvages des impôts communaux dus à l'incurie de la gestion de la majorité et une 2ème fois par la voie de la fiscalité régionale !!

Où est la sanction des vrais responsables de cette faillite ?

DéFI vote contre l'introduction de cette demande de prêt.

Simon De Beer: Gemeenten moeten financieel worden gesteund, of dat nu op gewestelijk of federaal niveau is. Maar de voorwaarden voor het verkrijgen van steun zijn in dit geval onaanvaardbaar voor het PTB*PVDA. De rol van het Gewest doet denken aan de bezuinigingsplannen die het IMF oplegt aan de landen in het Zuiden in ruil voor steun. Als je naar de details van de maatregelen kijkt, is het echt zo. Bezuinigingen op overheidsuitgaven, afschaffing van openbare diensten (opvang voor zieke kinderen), hogere belastingen en sancties voor inwoners, beperkte leningen (terwijl we die meer dan ooit nodig hebben voor sociale investeringen) en aan de andere kant bijna niets om de grote bedrijven in onze gemeente meer te laten bijdragen. Met deze overeenkomst straffen we de Vorstenaren dubbel, omdat deze bezuinigingsmaatregelen hen rechtstreeks treffen. De gemeente staat misschien minder in het rood, maar zij zullen meer in het rood staan en toegang hebben tot minder diensten. Ten tweede, omdat dit geld niet uit de lucht komt vallen, maar van de belastingbetaler komt en dus ook van de Vorstenaar. Als linkse partij kunnen wij dit niet steunen. Gewestelijke steun mag niet afhankelijk zijn van bezuinigingen. Integendeel, aan de ene kant moeten we toelaten dat er opnieuw belastingen worden geheven op de grote bedrijven van de gemeente (zoals Live Nation, Audi, ...). Maar we hebben ook steun op gewestniveau nodig die afkomstig is van een eerlijke belasting. PTB*PVDA zal daarom tegen deze vraag om tussenkomst stemmen.

Cédric Pierre-De Permentier: Ik zou gewoon willen weten hoeveel van de bijdrage van het Fonds naar de gemeente en het OCMW gaat, aangezien die 2 erbij betrokken zijn. Ik weet niet of de verdeling van de middelen al vastligt. Ik zou graag die precisering krijgen. Bedankt.

Ahmed Quartassi: De gevraagde enveloppe, die overeenkomt met de rekening van 2022, is een verhoging om het tekort van 2023 te dekken. De overeenkomst is samen met het OCMW ondertekend, maar we hebben hier geen technische uitsplitsing. We zullen alles in het algemene pakket zetten.

Nicolas Lonfils: 100% gaat naar de gemeente, maar we hebben een financieel plan met de gemeente in ons driejarenplan dat de toewijzing bepaalt die naar de gemeente gaat. Dat is de participatie van de gemeente met de tussenkomst van de kosten van het Gewest.

Ahmed Quartassi: Ten aanzien van deze overeenkomst en als er wordt gediscussieerd over de OCMW-dotatie en in verband met wat deze stijging zal opleveren, houden we geen rekening met dat alles. Het is gewoon in verband met de rekening 2022. We hebben dit allemaal gecompenseerd om een evenwicht te bereiken en er is 1.000.000 toegevoegd voor de rekening 2023.

Cédric Pierre-De Permentier: Bent u van plan om in het kader van de overdrachten gemeente-OCMW het OCMW te herfinancieren, zelfs gedeeltelijk, of is dit niet besproken?

Nicolas Lonfils: In het kader van de interventie hebben wij ook ons driejarenplan ingediend. We hebben samengewerkt met de inspecteur en de gemeente om dit plan op te stellen en het was op basis van dit plan dat de vraag werd opgenomen. Dus a priori kunnen

we niet afwijken van het driejarenplan als het inderdaad via comité 26bis en onderhandelingen met het Gewest moet.

Michael Van Vlasselaer: A/ Naleving van de wettelijke en reglementaire bepalingen

- 1) De ordonnantie van 8 april 1993 bepaalt:
 - Art. 4 §1 – Voor elke bijdrage van het fonds wordt een overeenkomst gesloten tussen het Fonds en de begunstigde gemeente.
 - §2 – De tussenkomsten van het Fonds zoals bedoeld in artikel 2, §2, 6° zijn afhankelijk van de indiening door de gemeente van een financieel plan ...
- 2) De regelgevende teksten preciseren ook:
 - a) De aanvragende gemeente moet een financieel plan indienen en een nota met de maatregelen die genomen zijn om het evenwicht te garanderen of te herstellen (in de zin van art. 252 van de Gemeentewet).
 - b) Het volledige dossier wordt vervolgens ter goedkeuring voorgelegd aan de regering.
- 3) Vaststellingen:
 - In BOS is geen "nota met de maatregelen om een evenwichtige begroting te waarborgen" opgenomen.
 - Dit probleem is gisteren in de verenigde commissie besproken en ik dank de gemeentesecretaris dat zij mij de brief van 20 juli 2023 heeft doen toekomen, gericht aan de gewestelijke inspecteur, waarin een reeks maatregelen is vermeld die tot doel hebben het budgettaire en financieel evenwicht tegen 2025 te herstellen en die volgens hem als toelichting kan worden gebruikt.
 - Feit blijft dat bij de mededeling van dit document de wettelijke termijnen in deze kwestie niet zijn gerespecteerd!

B/ Analyse van het ontwerp van overeenkomst:

- 1) Art.2, 1e lid: "Als tegenprestatie voor de leningsoperatie waarop de overeenkomst betrekking heeft, verbinden de gemeente en het OCMW zich ertoe het financieel plan bedoeld in artikel 7, §1, 1° van de ordonnantie na te leven ... en alle maatregelen die in dat plan zijn opgenomen, toe te passen ..."
- 2) art. 3, 2° beoogt een 2e schijf van 1 miljoen bij de afsluiting van de rekening 2023 om, minstens gedeeltelijk, een gecumuleerd tekort te dekken dat voortvloeit uit de kassaneringsoperaties, blijkbaar zonder dat deze operatie een impact heeft op de winst- en verliescijfers van het plan! Welke wettelijke en/of reglementaire bepaling wordt gebruikt om een dergelijke immunisatie te rechtvaardigen terwijl art. 7 van de overeenkomst stelt dat de gemeente zich ertoe verbindt voor elk van de begrotingsjaren de budgettaire en boekhoudkundige resultaten te waarborgen die vermeld staan in het plan dat werd opgesteld overeenkomstig art. 7 §1, 1° van de ordonnantie tot oprichting van het Fonds. Is dit een uitzondering op het gemeenrecht, bedoeld om de gemeente in staat te stellen de maatregelen te vermijden die normaal vereist zijn in geval van niet-naleving van het financieel plan, zoals bepaald in art. 6 van de overeenkomst?
- 3) De overeenkomst verwijst ook naar het driejarenplan van het OCMW: ook hier is de nota met alle maatregelen die de cijfers in het plan rechtvaardigen en verklaren, niet meegedeeld!
- 4) Bovendien is in de verenigde commissie bevestigd dat het OCMW-plan nog niet is goedgekeurd door de OCMW-raad! Ook de verplichte nota waarin de financiële gevolgen van alle maatregelen in het plan worden uiteengezet en toegelicht, is niet meegedeeld; deze zal worden verstrekt na de stemming door de OCMW-raad in de zeer nabije toekomst. Wordt vervolgd!
- 5) Art. 11, 6e lid vermeldt een gedetailleerd advies ter attentie van de delegatie van de Gemeenteraad! Ik heb geen antwoord gekregen op de volgende vragen die in de verenigde commissie zijn gesteld: Wat is de samenstelling van deze delegatie? Zijn de oppositiefracties vertegenwoordigd? Is er een waarnemer voor bepaalde fracties, zoals voor de commissies? Wanneer zal deze delegatie haar verslag aan de Raad voorleggen? Ik hoop deze antwoorden kort na de vergadering van de Raad te

ontvangen.

C/ Analyse van enkele cijfers in het plan:

Het nieuwe plan 2023-2025 lijkt niet geloofwaardiger dan het vorige plan 2022-2024.

Ten eerste moet worden opgemerkt dat het voor het eigen dienstjaar geboekte resultaat uitsluitend gebaseerd is op de buitensporige belastingverhogingen (opcentiemen op de onroerende voorheffing 2023) en de gevolgen daarvan!

De uitdrukking "belastingwoede" is gerechtvaardigd door de enorme achteruitgang van de koopkracht die dit ten onrechte met zich meebrengt voor de Vorstenaren, die geen enkele verantwoordelijkheid dragen voor de ernstige financiële situatie van de gemeente, in tegenstelling tot het College en de huidige meerderheid in de gemeente!

En de misleidende persberichten zullen dat niet veranderen! De waarheid over wie werkelijk verantwoordelijk is voor dit financiële debacle zal aan het licht komen!

Ten tweede, bv. met betrekking tot de prognoses van het plan voor de inkomsten:

- uit prestaties: gezien hun evolutie in de rekeningen lijkt de stijging van de prognose voor parkeerinkomsten overdreven!**
- aanvullende personenbelasting: de prognoses zijn gebaseerd op de in de begroting 2023 opgenomen ontvangsten, die niet alleen de ontvangsten omvatten die strikt toe te schrijven zijn aan de PB, maar ook de weging van het rekenkundig gemiddelde van de procentuele verschillen tussen de begrotingsprognoses en de werkelijke rechten over de laatste 5 jaar en het bruto-effect van de taxshift voor de begrotingsjaren 2016 tot 2020; de berekeningsgrondslag van de prognose in het plan is zeker te optimistisch!**

De personeelskosten (excl. mandatarissen, gesubsidieerd onderwijs en pensioenen die in het plan zijn opgenomen) stijgen met:

In 2023 +3,35% ten opzichte van 2022

In 2024 +3,35% ten opzichte van 2023

In 2025 +5,37% ten opzichte van 2024

Voor de 3 jaar van het plan komt dit neer op een gecumuleerde kasuitgave van 9,6 miljoen euro!

In het plan is geen rekening gehouden met een vermindering van 1,7 miljoen euro voor 2023 en 2,6 miljoen euro voor 2024.

Verder, om hoeveel VTE gaat het en van welke dienst komen ze? Een lijst van deze medewerkers en hun jaarlijkse kostprijs is naar de inspecteur gestuurd ... Dat document wil ik graag opvragen bij de raadsleden.

Wat de werkingskosten betreft, kan ik de vermindering met 1,05 miljoen vanaf 2023 niet vinden! Wat is de planning voor deze daling?

Wat de dotatie aan het OCMW betreft, kan ik de verlaging die per 1/1/2023 zou ingaan, ook niet vinden! Volgens welke kalender wordt deze vermindering geconcretiseerd?

Welke criteria zullen worden gehanteerd voor de kadastrale perequatie? Zal dit gebeuren op basis van vrijwillige aangifte? Of andere modaliteiten?

Als de nieuwe inkomsten gebaseerd zijn op geactualiseerde stedenbouwkundige gegevens, hoe zal het systeem dan ongelijke behandeling voorkomen?

Betekent dit, wat de parkeerkaart betreft, dat de gemeente in sectoren wordt verdeeld en dat de kaart in sommige van deze sectoren niet geldig zal zijn?

Hoe zit het ten slotte met de evolutie van de begroting en het investeringsprogramma van de grondregie?

De brief aan de inspecteur bevat ook een lijst met nieuwe belastingen ...Dit onderstreept de het gebrek aan relevantie van een saneringsplan dat volledig ten laste komt van de Vorstse belastingbetaler zonder dat de instellingen zich echt inspinnen om te saneren.

Wat ten slotte de onwaarden betreft, die voor 2023 op 2 miljoen euro zijn begroot, deze zijn voor 2024 en 2025 tot bijna niets gereduceerd (100.000 euro) ... op zijn minst een zeer optimistische schatting!

D/ Conclusie:

Dit driejarenplan vertoont een eeuwige overschatting van de inkomsten en een onderschatting van de uitgaven, wat de geloofwaardigheid en de doelstelling om terug te keren naar een wettelijk evenwicht ondermijnt!

Kortom, een voorwendselplan voor een zogenaamde terugkeer naar een gezonde financiële situatie! Eerder een mistgordijn.

Eentje dat helaas bevestigt dat de last van het herstel van het evenwicht alleen op de schouders van de bevolking terecht zal komen ... zonder noemenswaardige besparingen en zonder enige garantie dat dit doel bereikt zal worden!

Tot slot betekent de lening van meer dan 11 miljoen euro die door het BGHGT zal worden toegekend:

- een tenlastelegging aan de Brusselse belastingbetaler voor het onvermogen van het College om de gemeentefinanciën te beheren en de uitgaven binnen de perken te houden;
- een dubbele straf voor de Vorstse belastingbetaler, die de prijs van de financiële ramp betalen in de vorm van wilde verhogingen van de gemeentebelastingen als gevolg van het wanbeheer van de meerderheid en een tweede keer via de gewestelijke belastingen!

Waar blijft de straf voor degenen die werkelijk verantwoordelijk zijn voor dit faillissement?

DéFI stemt tegen deze leningaanvraag.

7 annexes / 7 bijlagen

17 Finances – Convention d’assurance pensions (n° 630-631) et d’assurance de cotisations (n° 632-633-224-269) de la commune et du CPAS de Forest – Avenants n° 1: adoption de l’annexe I’«Etude actuarielle prospective et plan de financement».

LE CONSEIL,

Vu la loi du 6 août 1993 relative aux pensions du personnel nommé des administrations publiques ;

Vu sa décision du 26 octobre 1993 de conclure avec effet au 1er janvier 1994 une convention de gestion d’un fonds de pensions avec la SMAP ;

Vu ses décisions des 26 septembre 1995, 30 avril 1996, 6 mai 1997, 18 janvier 2000, 5 novembre 2002, 15 octobre 2003, 24 avril 2007 et 24 novembre 2009 adoptant les avenants n°1, 2, 3, 4, 5, 6, 7 et 8 à la convention ;

Considérant que l’objectif de l’avenant n° 8 consistait non seulement à modifier la « Convention d’assurance pension de la commune et du CPAS de Forest », mais aussi à remplacer cette convention à partir du 1^{er} janvier 2009 par le « Règlement d’assurance pensions de la Commune et du CPAS de Forest (N° 630P) ;

Vu sa décision du 9 février 2010 relative à l’affiliation avec effet au 1er janvier 2010 au régime des

nouveaux affiliés à l'Office national de sécurité sociale des administrations provinciales et locales (pool II de l'ONSSAPL – régime solidarisé de pensions visé à l'article 1bis, d, de la loi du 6 août 1993 relative aux pensions du personnel nommé des administrations locales);

Considérant que cette affiliation d'une partie des agents de la commune et du CPAS de Forest à un régime de pension solidarisé a entraîné ipso facto l'abrogation partielle du régime légal des pensions par capitalisation pour une partie des agents y affiliés ;

Considérant que suite à l'abrogation partielle du régime légal de pensions par capitalisation, il y avait lieu d'adapter le « Règlement d'assurance pensions de la commune et du CPAS (N° 630 P) ;

Considérant que corollairement, il y avait lieu d'établir un « Règlement d'assurance de cotisations » afin de déterminer entre autres que l'alimentation non nécessaire à l'assurance pensions puisse être affectée au paiement des cotisations dues à l'ONSSAPL par Ethias ;

Considérant l'entrée en vigueur au 1er janvier 2012 de la loi du 24 octobre 2011, assurant un financement pérenne des pensions des membres du personnel nommé à titre définitif des administrations provinciales et locales et des zones de police locales et du 28 décembre 2011, abrogeant la loi du 6 août 1993 ;

Considérant la fusion des différents pools de l'ONSSAPL au 1er janvier 2012 nécessitant la révision du Règlement d'assurance de cotisations et de son annexe I ;

Vu sa décision du 05 juillet 2016 adoptant les termes repris aux avenants numéros 3, 4 et 5 au Règlement d'assurance de cotisation (n° 632C ET 633C);

Vu sa décision du 24 octobre 2017 adoptant les termes repris à l'avenant numéro 6 au Règlement d'assurance de cotisation (n° 632C ET 633C) ;

Considérant que depuis 2017, il était opportun de réestimer et de lisser dans le temps la contribution de la commune et du CPAS de Forest à l'assurance pensions et l'assurance de cotisations ;

Considérant que sur cette base, Ethias a renouvelé l'étude actuarielle sur laquelle repose le plan de financement (annexe I) en tenant compte des données actualisées du contexte socio-économique, financier, légal et/ou fiscal ;

DECIDE

D'adopter les termes repris dans l'avenant numéro 1 à la Convention d'assurance pensions (n° 630P et 631 – Annexe I «Etude actuarielle prospective et plan de financement») et d'assurance de cotisations (n° 632-633-224-269 - Annexe I «Etude actuarielle prospective et plan de financement») de la commune et du CPAS de Forest, avec effet au 1er janvier 2023.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

29 votants : 29 votes positifs.

Financiën – Pensioenverzekerings- (nr. 630-631) en bijdrageverzekeringsovereenkomst (nr. 632-633-224-269) van de gemeente en van het OCMW van Vorst – Bijvoegsel nr. 1: goedkeuring van bijlage I “Prospectieve actuariële studie en financieringsplan”.

DE RAAD,

Gelet op de wet van 6 augustus 1993 betreffende de pensioenen van het benoemd personeel van de openbare besturen;

Gelet op zijn beslissing van 26 oktober 1993 om met ingang op 1 januari 1994 een beheersovereenkomst van een pensioenfonds af te sluiten met de OMOB;

Gelet op de beslissingen van 26 september 1995, 30 april 1996, 6 mei 1997, 18 januari 2000, 5 november 2002, 15 oktober 2003, 24 april 2007 en 24 november 2009 tot goedkeuring van de aanhangsels met nummers 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7 en 8 bij de overeenkomst;

Overwegende dat de doelstelling van aanhangsel nr. 8 er niet alleen in bestond om de "Overeenkomst van pensioenverzekering van de gemeente en van het OCMW van Vorst" te wijzigen, maar tevens om deze overeenkomst vanaf 1 januari 2009 te vervangen door het "Reglement van pensioenverzekering van de Gemeente en van het OCMW van Vorst (nr. 630P)";

Gelet op zijn beslissing van 9 februari 2010 betreffende de aansluiting met ingang op 1 januari 2010 bij het stelsel van de nieuwe aangeslotenen bij de Rijksdienst voor Sociale Zekerheid van de provinciale en plaatselijke besturen (pool II van de RSZPPO - gesolidariseerd pensioenstelsel bedoeld in artikel 1bis, d, van de wet van 6 augustus 1993 betreffende de pensioenen van het benoemd personeel van de plaatselijke besturen);

Overwegende dat deze aansluiting van een deel van de ambtenaren van de gemeente en van het OCMW van Vorst bij een gesolidariseerd pensioenstelsel ipso facto de gedeeltelijke van het wettelijke pensioenstelsel door kapitalisatie voor een deel van de hierbij aangesloten ambtenaren opheffing met zich heeft meegebracht;

Overwegende dat als gevolg van de gedeeltelijke opheffing van het wettelijke pensioenstelsel door kapitalisatie het aangewezen was om het "Bijdrageverzekeringsreglement van de gemeente en van het OCMW (nr. 630P)" aan te passen;

Overwegende dat er als logisch gevolg een "Bijdrageverzekeringsreglement" opgesteld moest worden teneinde onder meer vast te leggen dat het spijzen van de pensioenverzekering niet meer nodig, voor de betaling van de bijdragen verschuldigd aan de RSZPPO door Ethias bestemd zou kunnen zijn ;

Overwegende de inwerkingtreding op 1 januari 2012 van de wet van 24 oktober 2011, waarin een duurzame financiering verzekerd wordt van de pensioenen van de leden van het vast benoemd personeel van de provinciale en plaatselijke besturen en van de lokale politiezones en van 28 december 2011 tot opheffing van de wet van 6 augustus 1993;

Overwegende de fusie van de verschillende polen van de RSZPPO op 1 januari 2012 waarvoor de herziening van het bijdrageverzekeringsreglement en van zijn bijlage I nodig is;

Gelet op zijn beslissing van 5 juli 2016 tot goedkeuring van de voorwaarden opgenomen in aanhangsels nummers 3, 4 en 5, bij de bijdrageverzekeringsovereenkomst (nr. 632C en 633C);

Gelet op zijn beslissing van 24 oktober 2017 tot goedkeuring van de voorwaarden opgenomen in bijvoegsel nummer 6 bij de bijdrageverzekeringsreglement (nr. 632C en 633C);

Overwegende dat het sinds 2017 opportuun was om de bijdragen ten gunste van de pensioens- en bijdrageverzekering van de gemeente en het OCMW van Vorst te herzien en deze gelijk te maken;

Overwegende dat Ethias op deze basis de actuariële studie hernieuwd heeft waarop het financieringsplan rust (bijlage I) rekening houdend met geactualiseerde gegevens van de socio-economische, financiële, wettelijke en/of fiscale context;

BESLIST

De voorwaarden vermeld in bijvoegsel nummer 1 bij de "Pensioen- (nr. 630P en 631 – Bijlage I "Prospectieve actuariële studie en financieringsplan") en bijdrageverzekeringsovereenkomst (nr. 632-633-224-269 - Bijlage I "Prospectieve actuariële studie en financieringsplan") van de gemeente en van

het OCMW van Vorst met ingang op 1 januari 2023 goed te keuren.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.
29 stemmers : 29 positieve stemmen.

2 annexes / 2 bijlagen

FINANCES - FINANCIËN

Taxes - Belastingen

18 Finances – Convention au développement économique de la Région de Bruxelles-Capitale

LE CONSEIL,

Vu l'ordonnance du 1er décembre 2022 visant à associer les communes au développement économique de la Région de Bruxelles-Capitale ;

Considérant que cette ordonnance prévoit d'une part des compensations pour des taxes communales supprimées et d'autre part des compensations pour le faible rendement de la fiscalité ;

Considérant que pour pouvoir bénéficier de ces aides, les communes sont amenées à conclure un contrat pour une durée de trois ans avec le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale;

Considérant qu'en date du 21 septembre 2023, le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale a fixé le subside en exécution des articles 6 et 12 de l'Ordonnance précitée ;

Considérant que le présent contrat prend cours le 1^{er} janvier 2023 pour toutes les parties ;

Considérant que la signature du présent contrat intervient pour préserver les droits de la Commune de Forest à un subside de sorte à éviter tout préjudice qui pourrait résulter d'un refus de signature de la Commune ;

Considérant que cette signature se fait sans préjudice des recours introduits, n'emporte aucune renonciation des droits de la Commune et ne peut être interprétée comme telle ;

Article 1er – Objet :

Le présent contrat est conclu en application de l'article 6 de l'ordonnance du 1^{er} décembre 2022 visant à associer les communes dans le développement économique de la Région de Bruxelles-Capitale.

Il vise, dans le cadre de cette ordonnance, à préciser les droits et obligations des parties.

Article 2– Durée

Le présent contrat prend cours le 1^{er} janvier 2023 pour toutes les parties.

Il a une durée de 3 ans, au terme duquel il prend fin de plein droit. Il peut être prolongé une fois sous les mêmes les conditions pour une durée de deux ans.

Article 3 – Obligations à charge de la commune :

La commune crée sur son territoire un climat fiscal propice au développement de l'activité économique de la Région.

A cette fin, la commune :

1. Met en œuvre toutes les mesures proposées dans le dossier de candidature afin de concrétiser les initiatives visant à favoriser le climat entrepreneurial et la transition économique et environnementale sur le territoire de la commune. Ces initiatives sont décrites dans le formulaire d'appel à candidature ;
2. Renonce à toute nouvelle taxe ou à toute augmentation d'une taxe existante ayant un impact sur le développement économique local et régional, sauf à la commune de démontrer que la situation financière le justifie ou dans le cadre d'une mesure fiscale favorisant la transition économique et environnementale et l'absence d'impact significatif de cette taxe sur le développement économique local, sur base d'une demande étayée introduite auprès du Gouvernement ;
3. Participe à toute réflexion visant à harmoniser la fiscalité locale ;
4. Fournit un rapport d'évaluation avant la fin du triennat conformément à l'article 7 de l'ordonnance ;
5. S'engage à se baser sur les modèles de règlements taxes proposés par la Région et disponibles sur le portail de Bruxelles Pouvoirs locaux ;
6. Respecte autant que possible la nomenclature et les dénominations des taxes établies par la Région ;
7. Garantit la publication des règlements taxes et leurs mises à jour conformément à l'article 112 de la nouvelle loi communale ;
8. S'engage à ne pas percevoir de taxe locale sur les établissements d'hébergements touristiques mais à prévoir des centimes additionnels communaux pour les années 2023, 2024 et 2025 qui s'élèvent à 4384 centimes sur la taxe régionale sur les établissements d'hébergements touristiques dénommée "City Tax" dont la Région de Bruxelles-Capitale assure le service. Sont exclus de ce dispositif les logements meublés occupés par une personne qui y séjourne plus de 90 jours ainsi que les kots "étudiants" .

Article 4- Obligations à charge de la Région :

En contrepartie de l'engagement de la commune de respecter les obligations visées à l'article 3, la Région s'engage :

1. À octroyer à la commune une subvention annuelle en application de l'article 11 de l'ordonnance.
2. À octroyer à la commune la différence (si elle est positive) entre, d'une part, un montant de 0 euros relatif au "seuil historique" et , d'autre part, la somme des droits constatés nets relatifs aux additionnels communaux sur la City Tax enrôlés par la Région au cours de l'exercice fiscal qui précède. Quel que soit le résultat de ce calcul , chaque commune est assurée de recevoir au minimum le montant du "seuil historique". La différence entre les deux sera versée en T+1 à la commune.

Article 5 :

Les différents montants prévus à l'article 4 sont liquidés de la manière suivante :

- En 2023, dès signature du contrat. La subvention de 3.366.140,36 euros se détaille de la manière suivante :
 - o 443.011,34 euros sont répartis selon les règles visées à l'article 11, alinéa 1^{er} ;
 - o 1.950.955,56 euros sont octroyés sur base de la compensation accordée en 2022 pour la suppression du précompte immobilier relatif au matériel et outillage ;
 - o 972.173,46 euros sont octroyés pour compenser le faible rendement des taxes additionnelles

(une enveloppe est répartie entre les communes dont la somme des rendements moyens par habitant des deux taxes additionnelles (IPP et PRI), ramenés au taux moyen régional, est inférieure à la moyenne des rendements moyens par habitant pour l'ensemble des communes).

- En 2024 et 2025 : Le montant est calculé conformément à l'article 11 de l'ordonnance et est liquidé au plus tard le 31 décembre de chaque année conformément à l'article 12 de l'ordonnance.

Article 6 – Evaluation de l'exécution du contrat :

Afin de déterminer si les parties respectent leurs obligations respectives, il est tenu compte, s'il échet, des conclusions des rapports visés aux articles 7, 8 et 9 de l'ordonnance.

Article 7 - Sanctions :

§1^{er}. Si la commune viole les obligations prévues par le présent contrat, la Région la met en demeure de remédier au manquement constaté dans le délai qu'il fixe et qui peut être inférieur à un mois.

§2. Si la commune ne corrige pas le manquement reproché au terme du délai fixé par la Région, celle-ci peut exiger le remboursement de la subvention octroyée.

Article 8 : Election de domicile - Délégation

§1^{er}. Pour l'exécution du présent contrat, la Région fait élection de domicile au Cabinet du Ministre chargé des Pouvoirs Locaux, sis à 1210 Bruxelles, Botanic Building, Boulevard Saint-Lazare 10/14^{ème} étage.

§2. La commune élit domicile à 1190 Forest, 2 rue du curé.

§3. La Région est libre de désigner une personne chargée de suivre la bonne exécution du présent contrat en tous ses aspects. Dans ce cas, elle notifie sans délais à la commune l'identité et les coordonnées complètes de son délégué.

Article 9 - Tutelle :

Le présent contrat ne porte pas préjudice à l'exercice de la tutelle par l'autorité régionale, en application de l'ordonnance du 14 mai 1998 organisant la tutelle administrative sur les communes de la Région de Bruxelles-Capitale.

DECIDE :

D'adopter, dans le cadre de l'ordonnance du 1^{er} décembre 2022 visant à associer les communes au développement économique de la Région de Bruxelles-Capitale, l'avenant au contrat en annexe, entre la Commune de Forest et le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale visant à promouvoir le développement économique, local et régional pour les années 2023-2024-2025.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

29 votants : 27 votes positifs, 2 votes négatifs.

Non : *Simon De Beer, Francis Dagrin.*

Financiën – Overeenkomst voor de economische ontwikkeling van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest

DE RAAD,

Gelet op de ordonnantie van 1 december 2022 ertoe strekkende de gemeenten te betrekken bij de economische ontwikkeling van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;

Overwegende dat deze ordonnantie enerzijds compensaties voorziet voor de afgeschafte gemeentebelastingen en anderzijds compensaties voor de lage opbrengst van de belastingen;

Overwegende dat om van deze toelage te kunnen genieten, de gemeenten een overeenkomst dienen af te sluiten met de Regering van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest voor een termijn van drie jaar;

Overwegende dat de Regering van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest op 21 september 2023 de subsidie heeft vastgesteld in uitvoering van artikelen 6 en 12 van de bovenvermelde Ordonnantie;

Overwegende dat deze overeenkomst een aanvang op 1 januari 2023 voor alle partijen neemt;

Overwegende dat deze overeenkomst wordt ondertekend om de rechten van de Gemeente Vorst op een subsidie te vrijwaren, teneinde elk nadeel te vermijden dat zou kunnen voortvloeien uit een weigering van ondertekening door de gemeente ;

Overwegende dat deze ondertekening gebeurt onverminderd ingestelde beroepen, geen afstand doet van de rechten van de Gemeente en niet als zodanig kan worden geïnterpreteerd. ;

Artikel 1 –Voorwerp:

Deze overeenkomst wordt afgesloten in toepassing van artikel 6 van de ordonnantie van 1 december 2022 ertoe strekkende de gemeenten te betrekken bij de economische ontwikkeling van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest.

Zij heeft tot doel om in het kader van deze ordonnantie de rechten en verplichtingen van de partijen te verduidelijken.

Artikel 2 – Duur:

Deze overeenkomst neemt een aanvang op 1 januari 2023 voor alle partijen.

Zij heeft een duur van 3 jaar, waarna zij van rechtswege afloopt. Ze kan één keer verlengd worden onder dezelfde voorwaarden voor een duur van twee jaar.

Artikel 3 – Verplichtingen ten laste van de gemeente:

De gemeente brengt op haar grondgebied een fiscaal klimaat tot stand dat gunstig is voor de ontwikkeling van de economische bedrijvigheid in het Gewest.

Daartoe:

1. Voert de gemeente alle voorgestelde maatregelen uit het kandidatuur dossier uit om de initiatieven ter bevordering van het ondernemingsklimaat en de economische en ecologische transitie op het grondgebied van gemeente. Deze initiatieven worden beschreven in het formulier van de oproep voor kandidaturen;
2. Ziet de gemeente af van elke nieuwe belasting of elke verhoging van een bestaande belasting die een weerslag heeft op de lokale en gewestelijke economische ontwikkeling, tenzij de gemeente kan aantonen dat de financiële toestand dit rechtvaardigt of in het kader van een fiscale maatregel ter bevordering van de economische en ecologische overgang en de afwezigheid van een aanzienlijke impact van deze belasting op de plaatselijke economische ontwikkeling, op basis van een beargumenteerde aanvraag ingediend bij de regering;
3. Neemt de gemeente deel aan elke denkoefening met het oog op de harmonisering van de lokale fiscaliteit;
4. Bezorgt de gemeente een evaluatieverslag voor het einde van de driejarige periode, overeenkomstig artikel 7 van de ordonnantie;

5. Verbindt de gemeente zich ertoe gebruik te maken van de door het Gewest uitgewerkte modellen van belastingreglementen, die beschikbaar zijn op de portaalsite van Brussel Plaatselijke Besturen;
6. Neemt de gemeente zoveel mogelijk de nomenclatuur en benamingen van de door het Gewest gevestigde belastingen in acht;
7. Zorgt de gemeente ervoor de belastingreglementen en de aanpassingen ervan te publiceren overeenkomstig artikel 112 van de nieuwe gemeentewet;
8. Verbindt de gemeente zich ertoe geen lokale belasting op toeristische logies te heffen maar voor 2023, 2024 en 2025 te voorzien in gemeentelijke opcentiemen ten belope van 4384 centiemen op de gewestbelasting op de inrichtingen van toeristische logies, "CityTax" genaamd, waarvan het Brussels Hoofdstedelijk Gewest de dienst waarneemt. Gemeubelde woningen bewoond door een persoon die er meer dan 90 dagen verblijft en studentenkamers zijn uitgesloten van deze regeling.

Artikel 4 – Verplichtingen ten laste van het Gewest :

Als tegenprestatie voor de verbintenis van de gemeente om de in artikel 3 bedoelde verplichtingen in acht te nemen, verbindt het Gewest zich ertoe:

1. De gemeente een jaarlijkse subsidie te verlenen in toepassing van artikel 11 van de ordonnantie.
2. Het verschil tussen enerzijds een bedrag van 0 euro dat overeenstemt met de historische drempel en anderzijds de som van de netto vastgestelde rechten met betrekking tot de gemeentelijke opcentiemen op de City Tax die door het Gewest ingekohierd werden in het voorgaande fiscaal jaar toe te kennen aan de gemeente (als dit verschil positief is). Ongeacht het resultaat van deze berekening ontvangt elke gemeente ten minste het bedrag van de "historische drempel". Het verschil tussen beide wordt in T+1 aan de gemeente uitbetaald.

Artikel 5:

De bedragen waarin artikel 4 voorziet worden als volgt vereffend:

- In 2023, na ondertekening van de overeenkomst. De subsidie van 3.366.140,36 euro is als volgt uitgesplitst:
 - o 443.011,34 euro wordt verdeeld volgens de in artikel 11, eerste lid bepaalde regels;
 - o 1.950.955,56 euro wordt toegekend op basis van in 2022 verleende compensatie voor de afschaffing van de onroerende voorheffing op materiaal en uitrusting;
 - o 972.173,46 euro wordt toegekend ter compensatie van de lage opbrengst van de aanvullende belastingen (een welbepaald budget wordt verdeeld tussen de gemeenten waarbij de som van de gemiddelde opbrengst per inwoner van de twee aanvullende belastingen (PB en OV) herleid naar het gemiddelde gewestelijke tarief, lager ligt dan het gemiddelde bedrag van gemiddelde opbrengsten per inwoner voor alle gemeenten samen.
- In 2024 en 2025: Het bedrag wordt berekend overeenkomstig artikel 11 van de ordonnantie en wordt ten laatste op 31 december van elk jaar vereffend, conform artikel 12 van de ordonnantie.

Artikel 6 – Evaluatie van de uitvoering van de overeenkomst :

Om te bepalen of de partijen hun respectieve verplichtingen nakomen, wordt er in voorkomend geval rekening gehouden met de conclusies van de verslagen bedoeld in de artikelen 7, 8 en 9 van de ordonnantie.

Artikel 7 – Sancties:

§1. Wanneer de gemeente de in deze overeenkomst vastgelegde verplichtingen schendt, maant het Gewest haar aan de vastgestelde tekortkoming te verhelpen binnen de termijn die het Gewest bepaalt en die minder dan een maand kan bedragen.

§2. Wanneer de gemeente de verweten tekortkoming niet hersteld heeft binnen de door het Gewest vastgestelde termijn, kan laatstgenoemde de terugbetaling eisen van de toelage die werd toegekend.

Artikel 8 – Woonstkeuze-Afvaardiging:

§1. Het Gewest maakt voor de uitvoering van deze overeenkomst woonstkeuze op het kabinet van de minister bevoegd voor Plaatselijke Besturen, gelegen te 1210 Brussel, Botanic Building, Sint-Lazaruslaan 10/14^{de} verdieping.

§2. De gemeente maakt woonstkeuze te 1190 Vorst, Pastoorstraat 2.

§3. Het Gewest is vrij om een persoon aan te stellen die moet instaan voor de opvolging van de goede uitvoering van alle onderdelen van deze overeenkomst. In dat geval maakt het onverwijld de identiteit en de volledige contactgegevens van zijn afgevaardigde bekend aan de gemeente.

Artikel 9 – Toezicht:

Deze overeenkomst doet geen afbreuk aan de uitoefening van het toezicht door de gewestelijke overheid, in toepassing van de ordonnantie van 14 mei 1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest.

BESLIST:

In het kader van de ordonnantie van 1 december 2022 ertoe strekkende de gemeenten te betrekken bij de economische ontwikkeling van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, goedkeuring te verlenen aan het aanhangsel bij de overeenkomst in bijlage, tussen de Gemeente Vorst en de Regering van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, ter bevordering van de economische ontwikkeling op lokaal en gewestelijk vlak voor de jaren 2023-2024-2025.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

29 stemmers : 27 positieve stemmen, 2 negatieve stemmen.

Nee : Simon De Beer, Francis Dagrin.

Michael Van Vlasselaer : Il s'agit du traditionnel avenant au contrat triennal conclu en application de l'art.6 de l'ordonnance du 1/12/2022 visant à associer les communes au développement économique de le Région bruxelloise.

Dans ce cadre, la commune renonce à lever certaines taxes ayant un impact sur le développement de l'activité économique régional et en compensation se voit octroyer une subvention annuelle (+ de 3,36 millions).

Le texte proposé porte déjà sur 2023 et a donc un caractère rétroactif pour la 1ère année. DÉFI vote pour ce dossier

Simon De Beer : C'est la même explication que tout à l'heure. On reçoit de l'argent qui vient du contribuable en s'engageant, grosso modo, à ne pas taxer des entreprises comme Audi. Exemple : 2 millions d'euros sont octroyés en échange de la suppression du précompte immobilier relatif au matériel et outillage. Donc pendant que le précompte augmente pour les habitants, il diminue pour Audi. Ce n'est pas normal et le PTB ne peut soutenir cela.

Charles Spapens : Je ne vais pas dire qu'une multinationale n'est pas assez taxée mais l'affirmation que tu viens de donner est fausse. Pour la taxe outillage il y avait déjà eu un montage et ils n'étaient plus frappés par cette taxe-là puisque c'est un système de location de machine. Par contre quand le précompte immobilier augmente, il augmente exactement de la même manière pour les entreprises. Justement il augmente tout à fait puisqu'ils ne sont plus taxés sur cette taxe là mais ils sont taxés sur l'ensemble du Fonds. Donc par exemple pour une entreprise comme Audi évidemment, à l'instar des forestois, ils ne sont plus taxés au niveau du précompte mais ils ont exactement la même augmentation. On peut tout à fait prétendre qu'il faudrait plus les taxer, ce sont des choses qui peuvent être tout à fait audibles, mais par contre il ne faut pas faire croire qu'ils n'ont pas la même augmentation du précompte que les forestois. Cette taxe sur les appareils roulants elle n'existe plus et elle ne s'appliquait déjà plus à eux. C'est vraiment quelque chose qu'il faut avoir en tête et forcément Audi est un des plus gros contribuables parce que-ils occupent aussi une très grande place. Il n'y a donc pas de cadeaux spécifiques pour eux.

Simon De Beer : Je maintiens que c'est un cadeau suite à un montage financier d'Audi et que celui-ci a été avalisé par les pouvoirs publics.

Charles Spapens : Nous pouvons faire une commission spéciale sur les taxes en toute transparence mais cet argent ne correspond pas à un cadeau pour Audi. Il ne faut pas dire ça parce-que c'est faux. Cet argent correspond à des critères différents et si c'était vrai on ne devrait pas attaquer la Région, or on l'attaque. Comme vous le verrez dans un point suivant, par rapport à cette répartition et parce qu'on estime qu'elle n'est pas juste (puisque'elle n'est pas basée sur les critères purement économiques du fait d'avoir la plus grosse entreprise sur le territoire forestois). Si c'était basé là-dessus, et ça fait notamment partie de notre argument juridique, on pourrait dire ça mais ces montants ne sont pas basés là-dessus. Nous pouvons prévoir une commission et en parler en toute transparence.

Simon De Beer : Je ne demande que ça.

Cédric Pierre De Permentier : L'accessibilité est constituée des problèmes au développement du commerce et de l'économie locale et dans le cadre de cette convention vous vous engagez à mettre en œuvre l'initiative prévue dans votre candidature mais celles-ci ne sont pas précisées. Dès lors pourriez-vous nous les préciser ?

Charles Spapens : Nous n'avons malheureusement pas d'incitant financier. Nous ne sommes pas propriétaire de Fonds non plus. Nous avons juste 3 commerces en foncier. Donc la principale initiative c'est vraiment « humaine » et je pense que ça porte réellement ses fruits et que c'est reconnu par Hub. Il y a vraiment un service où on visite avec les futurs commerçants, on négocie avec les propriétaires, on vend les atouts mais il n'y a malheureusement pas, et c'est une réalité économique, d'incitant purement financier.

Nouvelle interruption du public.

Michael Van Vlasselaer: Dit is het traditionele aanhangsel bij de driejarige overeenkomst die werd gesloten in toepassing van artikel 6 van de ordonnantie van 1/12/2022 met als doel de gemeenten te betrekken bij de economische ontwikkeling van het Brussels Gewest.

In dat kader ziet de gemeente af van de heffing van bepaalde belastingen die een impact hebben op de ontwikkeling van de regionale economische activiteit en ontvangt ze als compensatie een jaarlijkse subsidie (meer dan 3,36 miljoen euro).

De voorgestelde tekst heeft al betrekking op 2023 en heeft dus terugwerkende kracht voor het eerste jaar. DéFI stemt voor dit dossier.

Simon De Beer: Het is dezelfde uitleg als voordien. We krijgen geld van de belastingbetaler en terwijl worden bedrijven als Audi niet belast. Voorbeeld: 2 miljoen euro als compensatie voor de afschaffing van de onroerende voorheffing voor materieel en gereedschap. Dus terwijl de voorheffing voor de inwoners stijgt, daalt ze voor Audi. Dit is niet normaal en de

PTB*PVDA kan dit niet steunen.

Charles Spapens: Ik ga niet zeggen dat een multinational niet genoeg belast wordt, maar jouw bewering is onjuist. Voor de belasting op gereedschap was er al een montage en ze werden niet langer getroffen door deze belasting omdat er een systeem van machineverhuur is. Aan de andere kant, wanneer de onroerende voorheffing stijgt, stijgt die op precies dezelfde manier voor bedrijven. In feite stijgt het omdat ze niet langer worden belast op die specifieke belasting, maar op het fonds als geheel. Dus, bijvoorbeeld, een bedrijf als Audi zal natuurlijk niet langer belast worden zoals de Vorstenaren op het niveau van de voorheffing, maar ze zullen precies dezelfde stijging hebben. Het is allemaal goed en wel om te argumenteren dat ze meer moeten worden belast – en dat is volkomen begrijpelijk – maar aan de andere kant moet je niet geloven dat ze niet dezelfde verhoging van de voorheffing hebben als de Vorstenaars. Deze belasting op rollend materieel bestaat niet meer en was al niet meer op hen van toepassing. Het is echt iets om rekening mee te houden en Audi is natuurlijk een van de grootste belastingbetalers, ook omdat ze zeer veel ruimte innemen. Er is dus geen sprake van specifieke geschenken voor hen.

Simon De Beer: Ik blijf erbij dat het een geschenk is door een financiële montage van Audi en dat werd goedgekeurd door de overheid.

Charles Spapens: We kunnen in alle transparantie een speciale commissie voor belastingen oprichten, maar dit geld is geen geschenk aan Audi. Dat moet je niet zeggen, want het klopt niet. Dit geld beantwoordt aan andere criteria en als het waar was, zouden we het Gewest niet moeten aanvallen, maar we vallen het wel aan. Zoals u in het volgende punt zal zien, in verband met deze verdeling en omdat we denken dat ze niet correct is (want ze is niet gebaseerd op de zuiver economische criteria van het grootste bedrijf in Vorst). Als het daarop gebaseerd zou zijn, en dat maakt deel uit van ons juridisch argument, zouden we dat kunnen zeggen, maar deze bedragen zijn daar niet op gebaseerd. We kunnen een commissie plannen en er in alle transparantie over praten.

Simon De Beer: Dat is alles wat ik vraag.

Cédric Pierre-De Permentier: Toegankelijkheid is een van de problemen bij de ontwikkeling van de handel en de lokale economie, en in het kader van deze overeenkomst verbindt u zich ertoe het initiatief in uw aanvraag te implementeren, maar dit wordt niet gespecificeerd. Kunt u ons vertellen welke dat zijn?

Charles Spapens: Helaas hebben we geen financiële stimulansen. We zijn ook geen eigenaar van het Fonds. We hebben alleen 3 handels. Het belangrijkste initiatief is dus echt 'menselijk' en ik denk dat het echt vruchten afwerpt en wordt erkend door Hub. Er is echt een dienst waarbij we toekomstige handelaars bezoeken, onderhandelen met de eigenaars, de troeven verkopen, maar helaas – en dat is een economische realiteit – is er geen puur financiële stimulans.

Nieuwe onderbreking vanuit het publiek.

4 annexes / 4 bijlagen

19 **Finances - Taxe communale additionnelle à l'impôt des personnes physiques - Règlement - Exercice 2024.**

LE CONSEIL,

Vu l'article 170 §4 de la Constitution ;

Vu les articles 117 et 118 de la Nouvelle loi communale ;

Vu l'article 252 de la Nouvelle loi communale qui impose l'équilibre budgétaire aux

communes ;

Vu l'ordonnance du 3 avril 2014 relative à l'établissement, au recouvrement et au contentieux en matière de taxes communales et ses modifications ultérieures ;

Vu le Code des impôts sur les revenus, notamment l'article 464, 1° ;

Vu le règlement-taxe communale additionnelle à l'impôt des personnes physiques, voté par le conseil communal le 20 décembre 2022 ;

Considérant que l'objectif poursuivi par la présente taxe est de procurer à la commune de Forest les moyens financiers nécessaires à ses missions et aux politiques qu'elle entend mener, ainsi que d'assurer son équilibre financier et considérant que, dans la poursuite de cet objectif, il apparaît juste de tenir compte de la capacité contributive des contribuables, dans un souci légitime d'assurer une répartition équitable de la charge fiscale ;

Considérant que la commune doit percevoir des recettes pour assurer des dépenses ;

DECIDE :

De renouveler au taux inchangé de 7% le règlement-taxe communale additionnelle à l'impôt des personnes physiques;

Article 1 :

Le taux des centimes additionnels communaux à l'impôt des personnes physiques est fixé à 7% pour l'exercice d'imposition **2024**.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

29 votants : 19 votes positifs, 7 votes négatifs, 3 abstentions.

Non : Cédric Pierre, Simon De Beer, Isabelle Lukebamoko-Maduda, Christophe Borcy, Francis Dagrin, Valerie Pauwels, Iris Vloder.

Abstentions : Dominique Goldberg, Xavier Jans, Michael Van Vlasselaer.

Financiën - Aanvullende gemeentebelasting op de personenbelasting - Reglement - Dienstjaar 2024.

DE RAAD,

Gelet op artikel 170 §4 van de Grondwet;

Gelet op artikelen 117 en 118 van de Nieuwe Gemeentewet;

Gelet op artikel 252 van de Nieuwe Gemeentewet waarbij het begrotingsevenwicht wordt opgelegd aan de gemeenten;

Gelet op de ordonnantie van 3 april 2014 betreffende de vestiging, de invordering en de geschillen inzake gemeentebelastingen en latere wijzigingen;

Gelet op het wetboek van de inkomstenbelastingen, in het bijzonder artikel 464, 1°;

Gelet op het reglement van de aanvullende gemeentebelasting op de personenbelasting, gestemd door de gemeenteraad op 20 december 2022;

Overwegende dat de door deze belasting nagestreefde doelstelling erin bestaat aan de gemeente Vorst de financiële middelen te verschaffen die noodzakelijk zijn om haar taken en beleidsmaatregelen te kunnen uitvoeren alsook om haar financieel evenwicht te verzekeren en overwegende dat het, in het nastreven van deze doelstelling, gerechtvaardigd blijkt om rekening te houden met de financiële capaciteit van de belastingplichtigen vanuit het gegronde streven naar een evenwichtige verdeling van de belastingdruk;

Overwegende dat de gemeente inkomsten dient te ontvangen om uitgaven te kunnen verzekeren;

BESLIST:

Het reglement van de aanvullende gemeentebelasting op de personenbelasting te hernieuwen aan het ongewijzigde percentage van 7%;

Artikel 1:

Het percentage van de gemeentelijke opcentiemen op de personenbelasting wordt vastgesteld op 7% voor het aanslagjaar **2024**.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

29 stemmers : 19 positieve stemmen, 7 negatieve stemmen, 3 onthoudingen.

Nee : Cédric Pierre, Simon De Beer, Isabelle Lukebamoko-Maduda, Christophe Borcy, Francis Dagrín, Valerie Pauwels, Iris Vlodayer.

Onthoudingen : Dominique Goldberg, Xavier Jans, Michael Van Vlasselaer.

Michael Van Vlasselaer : Amendement au projet de délibération
Motivation : La Région de Bruxelles-Capitale, lors de sa dernière réforme fiscale, a augmenté le PRI tout en diminuant le taux de l'IPP et en offrant une prime Be Homme. Cette opération a été dénommée « le « Tax Shift » .

Dans la foulée, plusieurs communes bruxelloises ont adopté le même système qui présente la particularité d'associer l'effet direct de toucher les propriétaires, qu'ils soient forestois ou non, par une hausse du taux du PRI et de compenser pour partie cette hausse par une diminution de l'IPP pour les propriétaires et les non propriétaires forestois

Le présent amendement vise à appliquer ce système de « Tax Shift » pour la commune de Forest
Texte de l'amendement :

LE CONSEIL,

Vu l'article 170 §4 de la Constitution ;

Vu les articles 117 et 118 de la Nouvelle loi communale ;

Vu l'article 252 de la Nouvelle loi communale qui impose l'équilibre budgétaire aux communes ;

Vu l'ordonnance du 3 avril 2014 relative à l'établissement, au recouvrement et au contentieux en matière de taxes communales et ses modifications ultérieures ;

Vu le Code des impôts sur les revenus, notamment l'article 464, 1° ;

Vu le règlement-taxe communale additionnelle à l'impôt des personnes physiques, voté par le

conseil communal le 20 décembre 2022 ;

Considérant que le système du « Tax Shift » a été adopté par la Région de Bruxelles-Capitale et par plusieurs communes bruxelloises et qu'il convient d'aligner la commune de Forest sur cet unité de législation

Considérant que le système du « Tax Shift » apporte plus de justice fiscale à tous les contribuables forestois

DECIDE :

Article unique :

Le dispositif décisionnel du projet de délibération est remplacé par le texte suivant :

« De fixer, au sein du règlement taxe communale à l'impôt des personnes physiques, le taux des centimes additionnels à 6,5% »

En cas de rejet de l'amendement par le Conseil, le groupe DÉFI s'abstiendra sur le règlement de la taxe communale additionnelle à l'impôt des personnes physiques.

L'amendement proposé par Défi n'est pas soutenu.

Michael Van Vlasselaer: Amendement bij het ontwerp van beraadslaging. Motivering: Het Brussels Gewest heeft bij de fiscale hervorming de onroerende voorheffing verhoogd en de personenbelasting verlaagd en een premie BeHome aangeboden. Deze operatie werd de taxshift genoemd.

Verschillende Brusselse gemeenten hebben hetzelfde systeem aangenomen, dat de bijzonderheid heeft dat het de eigenaars van onroerend goed – of ze nu Vorstenaar zijn of niet – rechtstreeks treft door een verhoging van de onroerende voorheffing, en deze verhoging gedeeltelijk compenseert door een verlaging van de PB voor eigenaars en niet-eigenaars in Vorst.

Het doel van deze wijziging is om de taxshift toe te passen voor de gemeente Vorst. Tekst van het amendement:

DE RAAD,

Gelet op artikel 170 §4 van de Grondwet;

Gelet op artikel 117 en 118 van de Nieuwe Gemeentewet:

Gelet op artikel 252 van de Nieuwe Gemeentewet waarbij het begrotingsevenwicht wordt opgelegd aan de gemeenten;

Gelet op de ordonnantie van 3 april 2014 betreffende de vestiging, de invordering en de geschillen inzake gemeentebelastingen en latere wijzigingen;

Gelet op het wetboek van de inkomstenbelastingen, in het bijzonder artikel 464, 1°;

Gelet op het reglement van de aanvullende gemeentebelasting op de personenbelasting, goedgekeurd door de gemeenteraad op 20 december 2022;

Overwegende dat het Brussels Hoofdstedelijk Gewest en verschillende Brusselse gemeenten het systeem van de taxshift hebben ingevoerd en dat de gemeente Vorst zich daarbij moet aansluiten;

Overwegende dat de taxshift meer fiscale billijkheid brengt voor alle Vorstse belastingplichtigen;

BESLIST

Enig artikel:

De beslissingsbepaling van de ontwerptekst wordt vervangen door de volgende tekst:

“In het reglement van de gemeentebelasting op de personenbelasting het percentage van de opcentiemen vast te stellen op 6,5%”.

Als het amendement door de Raad wordt verworpen, zal de DéFI-fractie zich onthouden van stemming over het reglement van de aanvullende gemeentebelasting op de personenbelasting.

Het door Défi voorgestelde amendement wordt niet gesteund.

1 annexe / 1 bijlage

20 Finances - Taxe relative aux centimes additionnels communaux au précompte immobilier - Règlement - Exercice 2024.

LE CONSEIL,

Vu l'article 170 §4 de la Constitution ;

Vu les articles 117 et 118 de la Nouvelle loi communale ;

Vu l'article 252 de la Nouvelle loi communale qui impose l'équilibre budgétaire aux communes ;

Vu l'ordonnance du 3 avril 2014 relative à l'établissement, au recouvrement et au contentieux en matière de taxes communales et ses modifications ultérieures ;

Vu le Code des impôts sur les revenus, notamment l'article 464, 1° ;

Vu le règlement-taxe relatif aux centimes additionnels communaux au précompte immobilier, voté par le conseil communal le *20 décembre 2022* ;

Considérant que l'objectif poursuivi par la présente taxe est de procurer à la commune de Forest les moyens financiers nécessaires à ses missions et aux politiques qu'elle entend mener, ainsi que d'assurer son équilibre financier et considérant que, dans la poursuite de cet objectif, il apparaît juste de tenir compte de la capacité contributive des contribuables, dans un souci légitime d'assurer une répartition équitable de la charge fiscale ;

Considérant que la commune doit percevoir des recettes pour assurer des dépenses ;

DECIDE :

De renouveler au taux inchangé de 3990 le règlement-taxe relative aux centimes additionnels communaux au précompte immobilier :

Article 1 :

Le taux des centimes additionnels communaux au précompte immobilier est fixé à 3990 pour l'exercice d'imposition **2024**.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

29 votants : 17 votes positifs, 12 votes négatifs.

Non : Dominique Goldberg, Cédric Pierre, Simon De Beer, Isabelle Lukebamoko-Maduda, Christophe Borcy, Xavier Jans, Michael Van Vlasselaer, Francis Dagrín, Valerie Pauwels, Iris Vlodaver, Emmanuel Boodts, Joël Elongo-Lofemba.

Financiën - Belasting betreffende de gemeentelijke opcentiemen op de onroerende voorheffing - Reglement - Dienstjaar 2024.

DE RAAD,

Gelet op artikel 170 §4 van de Grondwet;

Gelet op artikelen 117 en 118 van de Nieuwe Gemeentewet:

Gelet op artikel 252 van de Nieuwe Gemeentewet waarbij het begrotingsevenwicht wordt opgelegd aan de gemeenten;

Gelet op de ordonnantie van 3 april 2014 betreffende de vestiging, de invordering en de geschillen inzake gemeentebelastingen en latere wijzigingen;

Gelet op het wetboek van de inkomstenbelastingen, in het bijzonder artikel 464, 1°;

Gelet op het belastingreglement betreffende de gemeentelijke opcentiemen op de onroerende voorheffing, gestemd door de gemeenteraad op 20 december 2022;

Overwegende dat de door deze belasting nagestreefde doelstelling erin bestaat aan de gemeente Vorst de financiële middelen te verschaffen die noodzakelijk zijn om haar taken en beleidsmaatregelen te kunnen uitvoeren alsook om haar financieel evenwicht te verzekeren en overwegende dat het, in het nastreven van deze doelstelling, gerechtvaardigd blijkt om rekening te houden met de financiële capaciteit van de belastingplichtigen vanuit het gegronde streven naar een evenwichtige verdeling van de belastingdruk;

Overwegende dat de gemeente inkomsten dient te ontvangen om uitgaven te kunnen verzekeren;

BESLIST:

Het belastingreglement betreffende de gemeentelijke opcentiemen op de onroerende voorheffing te hernieuwen aan de ongewijzigde aanslagvoet van 3990:

Artikel 1:

De aanslagvoet van de gemeentelijke opcentiemen op de onroerende voorheffing is vastgesteld op 3990 voor het aanslagjaar **2024**.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

29 stemmers : 17 positieve stemmen, 12 negatieve stemmen.

Nee : Dominique Goldberg, Cédric Pierre, Simon De Beer, Isabelle Lukebamoko-Maduda, Christophe Borcy, Xavier Jans, Michael Van Vlasselaer, Francis Dagrín, Valerie Pauwels, Iris Vlodaver, Emmanuel Boodts, Joël Elongo-Lofemba.

Michael Van Vlasselaer : Malgré la prime Be-Home, cette augmentation est démesurée. Si on était sûr de toucher les plus aisés, mais ce n'est pas le cas, puisque le revenu cadastral n'est plus du tout pertinent en regard de la valeur des maisons. Cette augmentation successive par la

Région, puis par la Commune, va peut-être toucher ceux qui sont propriétaires d'un grand nombre d'immeubles mais c'est oublier ceux qui ne sont propriétaires que de leur habitation ou d'une seule autre. Il s'agit parfois de personnes qui ne sont héritières que d'une succession et pour eux cela représente un patrimoine non négligeable, avec parfois des loyers qui ne couvrent pas le prêt qu'il faut payer et qui leur donne des revenus fondamentaux.

Intervention de Mr Loewenstein.

Je ne pense pas me tromper en affirmant que cette énorme augmentation du précompte immobilier ne fait plaisir à personne ! La majorité Ecolo-PS a dépensé sans compter depuis 2018. En 2022, les caisses communales sont déjà vides. La commune sera très bientôt sous tutelle.

Au final, la charge de l'effort est essentiellement portée par les contribuables. C'est bien sûr plus facile de modifier un taux dans une délibération du Conseil communal que de gérer de manière responsable les deniers publics et faire davantage d'efforts dans sa propre gestion.

Quels habitants seront taxés pour les remplir ? Les propriétaires forestois ! Qui est impacté de plein fouet ? Les propriétaires bien-sûr, mais aussi les locataires de manière plus générale qui constateront l'augmentation de leur loyer !

Pour DÉFI, l'augmentation du PRI de 30% est inacceptable. Les forestoises et les forestois ne sont pas une caisse de compensation pour les folies dépensières de la majorité. Ils doivent déjà faire face aux hausses de prix dans tous les domaines de la vie courante comme l'eau, le gaz, l'électricité, la nourriture, plus de 10% d'inflation des denrées alimentaires, sans compter l'indexation des primes d'assurances, et les hausses de prix des produits manufacturés !

Quant aux propriétaires non-occupants et multipropriétaires, ils répercuteront l'augmentation sur les locataires. Ecolo-PS s'en défend en invoquant l'ordonnance régionale visant à limiter l'indexation des loyers mais rappelons notamment que cette ordonnance autorise les propriétaires des biens ayant un certificat PEB A, B, C ou D d'indexer à 100%, ceux qui ont un certificat PEB E ne peuvent eux indexer qu'à concurrence de 50% et ce ne sont que les propriétaires de logements avec un PEB F et G qui ne pourront pas indexer. C'est utile de le rappeler.

Par ailleurs, cette augmentation va aussi toucher les commerçants sous baux commerciaux qui ont à leur charge tout ou partie du PRI. Il n'est en effet pas rare que le PRI soit pris en charge par le locataire dans le cadre d'un bail commercial. Or, il n'en est pas tenu compte ; la prime BeHome forestoise ne s'adresse pas à eux.

En conclusion, mis à part environ 30% des propriétaires-occupants (soit 2.632 propriétaires occupants sur 9740) couverts totalement par la prime BeHome, les 7108 autres propriétaires-occupants directement, les locataires et commerçants, +/- indirectement, pâtiront de cette incapacité de votre majorité à gérer les deniers publics.

Les forestoises et ces forestois s'en souviendront en déposant bientôt leur bulletin dans l'urne !

Le groupe DÉFI vote contre le règlement relatif à la taxe communale additionnelle au précompte immobilier.

Michael Van Vlasselaer: Ondanks de BeHome-premie is deze stijging buitensporig. Als we wisten dat we de meest bemiddelden zouden raken, maar dat is niet het geval, aangezien het kadastraal inkomen helemaal niet meer relevant is voor de waarde van de huizen. Deze opeenvolgende verhoging door het Gewest, en vervolgens door de Gemeente, zal misschien degenen treffen die een groot aantal gebouwen bezitten, maar degenen die alleen hun eigen woning of slechts één andere bezitten, worden vergeten. Soms gaat het om mensen die alleen erfgenaam zijn van een nalatenschap en voor hen vormt dit een belangrijk bezit, soms met huurprijzen die de lening die zij moeten betalen niet dekken en die hun een basisinkomen opleveren.

Tussenkoms van de heer Loewenstein

Ik denk niet dat ik ongelijk heb als ik zeg dat niemand blij is met deze enorme verhoging van de onroerende voorheffing! De Ecolo-PS meerderheid heeft sinds 2018 ongeremd uitgaven gedaan. In 2022 was de gemeentekas leeg. Binnenkort komt de gemeente onder toezicht.

Uiteindelijk wordt de last van de inspanning in wezen gedragen door de belastingbetalers. Het is natuurlijk gemakkelijker om een tarief te wijzigen in een beraadslaging van de gemeenteraad dan om overheidsgeld op verantwoorde wijze te beheren en zich meer in te spannen voor het eigen beheer.

Welke inwoners worden belast? De Vorstse eigenaars! Wie wordt hierdoor hard getroffen? De eigenaars natuurlijk, maar ook huurders in het algemeen, die hun huur zullen zien stijgen!

Voor DéFI is de stijging van de onroerende voorheffing met 30% onaanvaardbaar. De Vorstenaren zijn geen compensatiekas voor de excessieve uitgaven van de meerderheid. Ze hebben al te kampen met prijsstijgingen in alle domeinen van het dagelijks leven, zoals water, gas, elektriciteit en voeding (met een inflatie van meer dan 10% voor voedingsmiddelen), om nog maar te zwijgen van de indexering van de verzekeringspremies en de prijsstijgingen voor geproduceerde goederen!

De eigenaars-niet-bewoners en de multi-eigenaars zullen de verhoging doorrekenen aan de huurders. Ecolo-PS verdedigt zich door te wijzen op de gewestelijke ordonnantie ter beperking van de indexering van de huurprijzen, maar laten we niet vergeten dat deze ordonnantie eigenaars van panden met een EPB-certificaat A, B, C of D toestaat 100% te indexeren, die met een EPB-certificaat E kunnen slechts 50% indexeren, en alleen eigenaars van woningen met een EPB-certificaat F en G kunnen niet indexeren. Het is nuttig hierop te wijzen.

Bovendien zal deze verhoging ook gevolgen hebben voor handelaars met handelshuurovereenkomsten die de volledige of een deel van de onroerende voorheffing voor hun rekening moeten nemen. Het is immers niet ongebruikelijk dat de onroerende voorheffing wordt betaald door de huurder in het kader van een handelshuurovereenkomst. En daar is geen rekening mee gehouden; de BeHome-premie is niet tot hen gericht.

Tot slot, afgezien van ongeveer 30% van de eigenaars-bewoners (2.632 van de 9740) die volledig gedekt zijn door de BeHome-premie, zullen de 7.108 andere eigenaars-bewoners rechtstreeks, en de huurders en handelaars onrechtstreeks lijden onder dit onvermogen van uw meerderheid om het overheidsgeld te beheren.

Vorstenaars zullen daaraan denken als ze binnenkort hun stem uitbrengen!

De DéFI-fractie stemt tegen het reglement over de opcentiemen op de onroerende voorheffing.

1 annexe / 1 bijlage

21 **Finances - Taxe sur les établissements bancaires et assimilés - Règlement – Modifications.**

LE CONSEIL,

Vu l'article 170 §4 de la Constitution ;

Vu les articles 117 et 118 de la Nouvelle Loi Communale ;

Vu l'article 252 de la Nouvelle Loi Communale qui impose l'équilibre budgétaire aux communes ;

Vu l'ordonnance du 3 avril 2014 relative à l'établissement, au recouvrement et au contentieux en matière de taxes communales et ses modifications ultérieures ;

Vu le règlement- taxe sur les établissements bancaires et assimilés, voté par le conseil communal le 20 décembre 2022 ;

Considérant qu'un certain nombre d'éléments factuels conduisent à une évolution défavorable des recettes de la commune. Considérant que le taux de la taxe sur les établissements bancaires et assimilés est justifié par l'accroissement des charges grevant les finances communales. Considérant que les établissements bancaires et assimilés requièrent une attention particulière des forces de l'ordre en termes de sécurité publique dont le financement est à charge des communes en termes de sécurité ;

Considérant que l'objectif poursuivi par la présente taxe est de procurer à la commune de Forest les moyens financiers nécessaires à ses missions et aux politiques qu'elle entend mener, ainsi que d'assurer son équilibre financier et considérant que, dans la poursuite de cet objectif, il apparaît juste de tenir compte de la capacité contributive des contribuables, dans un souci légitime d'assurer une répartition équitable de la charge fiscale ;

Considérant que les établissements bancaires et assimilés établis sur le territoire de la commune de Forest peuvent bénéficier de toutes les infrastructures communales mises à la disposition des personnes physiques résidant ou non sur le territoire de la commune, en ce compris de ses voiries dont l'entretien représente un coût certain et non négligeable et que tous ces avantages constituent une plus-value certaine ;

Considérant que la commune doit percevoir des recettes pour assurer des dépenses ;

Considérant qu'il y a lieu de compenser les pertes résultant de l'absence de recettes provenant des centimes additionnels qui ne sont pas perçus sur l'impôt des personnes physiques dans le chef de personnes qui auraient pu occuper les espaces habitables affectés à des établissements bancaires et assimilés;

Considérant que l'autorité communale détient son pouvoir de taxation de l'article 170, § 4 de la Constitution ; qu'il lui appartient, dans le cadre de son autonomie fiscale, de déterminer les bases et l'assiette des impositions dont elle apprécie la nécessité au regard des besoins qu'elle estime devoir pourvoir, sous la seule réserve imposée par la Constitution, à savoir la compétence du législateur d'interdire aux communes de lever certains impôts ; que, sous réserve des exceptions déterminées par la loi, l'autorité communale choisit sous le contrôle de l'autorité de tutelle, la base des impôts levés par elle;

Considérant que la détermination tant de la matière imposable que des redevables d'un impôt participe de l'autonomie fiscale reconnue à l'autorité communale ; qu'elle dispose, en la matière, d'un pouvoir discrétionnaire qu'elle exerce en tenant compte de ses besoins financiers spécifiques;

DECIDE :

De modifier le règlement-taxe sur les établissements bancaires et assimilés :

Article 1.

Il est établi pour les exercices 2024 et 2025, une taxe sur les établissements bancaires et assimilés ayant, sur le territoire de la commune, des locaux accessibles au public. Pour l'application de l'alinéa qui précède, par "établissements bancaires et assimilés", il y a lieu d'entendre les personnes physiques ou morales se livrant, à titre principal ou à titre accessoire, à des activités de gestion de fonds et/ou de crédit, sous quelque forme que ce soit.

Article 2.

La taxe est due par la personne physique ou morale au nom de laquelle l'établissement est exploité.

Article 3.

La taxe est fixée à 5.610,00 € par agence pour l'année 2024. La taxe est indivisible et est due pour l'année entière, quelle que soit la date de mise en service de l'établissement. L'année suivante, le taux annuel, fixé au 1er janvier, sera indexé de 2 %, conformément au tableau suivant:

2025
5.722,2 €

Article 4.

Seront exonérés de la taxe les établissements n'occupant qu'une personne.

Article 5.

Lorsque l'administration communale constate l'existence d'un établissement bancaire et assimilé, elle adresse au contribuable une formule de déclaration que celui-ci est tenu de renvoyer, dûment remplie et signée, dans un délai de trente jours calendrier à compter du troisième jour ouvrable suivant l'envoi de la formule de déclaration. Cette déclaration signée vaut jusqu'à révocation adressée au service des Taxes par l'assujetti. La constatation, par l'agent qualifié fera foi en cas de contestation.

Le contribuable qui n'a pas reçu de formule de déclaration est tenu d'en réclamer une auprès de l'administration.

Article 6.

L'absence de déclaration dans les délais prévus à l'article 5 du présent règlement ou la déclaration incorrecte, incomplète ou imprécise de la part du redevable entraîne l'enrôlement d'office de la taxe sur base des données dont la commune dispose.

Avant de procéder à la taxation d'office, l'administration communale notifie au redevable, par lettre recommandée à la poste, les motifs du recours à cette procédure, les éléments sur lesquels la taxation est basée, le mode de détermination de ces éléments ainsi que le montant de la taxe.

Le redevable dispose d'un délai de trente jours calendrier à compter du troisième jour ouvrable suivant la date d'envoi de la notification pour faire valoir ses observations par écrit. Le redevable est tenu de produire la preuve de l'exactitude des éléments qu'il invoque.

L'administration communale procédera à l'enrôlement d'office de la taxe en fonction des éléments sur lesquels la taxation est basée visés à l'alinéa 2 si, au terme de ce délai, le redevable n'a émis aucune observation qui justifie l'annulation de cette procédure.

Les taxes enrôlées d'office sont majorées comme suit :

- premier enrôlement d'office : 20 % du droit dû ou estimé comme tel;
- deuxième enrôlement d'office : 50 % du droit dû ou estimé comme tel;
- à partir du troisième enrôlement d'office : 100 % du droit dû ou estimé comme tel.

Il n'est pas tenu compte d'un enrôlement d'office pour le calcul de la majoration lorsque la taxe a été enrôlée normalement au cours des trois exercices d'imposition qui suivent celui auquel se rapporte cet enrôlement d'office.

Article 7.

Le redevable de l'imposition recevra, sans frais, un avertissement extrait de rôle.

La taxe est payable dans les deux mois de l'envoi de l'avertissement extrait de rôle.

A défaut de paiement dans le délai imparti, il est fait application des règles relatives au recouvrement en matière de taxe sur les revenus.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

29 votants : 21 votes positifs, 8 votes négatifs.

Non : Dominique Goldberg, Cédric Pierre, Isabelle Lukebamoko-Maduda, Christophe Borcy, Xavier Jans, Michael Van Vlasselaer, Valerie Pauwels, Iris Vlodayver.

Financiën - Belasting op bank- en daarmee gelijkgestelde instellingen - Reglement – Wijzigingen.

DE RAAD,

Gelet op artikel 170 §4 van de Grondwet;

Gelet op artikelen 117 en 118 van de Nieuwe Gemeentewet;

Gelet op artikel 252 van de Nieuwe Gemeentewet waarbij het begrotingsevenwicht wordt opgelegd aan de gemeenten;

Gelet op de ordonnantie van 3 april 2014 betreffende de vestiging, de invordering en de geschillen inzake gemeentebelastingen en latere wijzigingen;

Gelet op het belastingreglement op de bank- en daarmee gelijkgestelde instellingen, goedgekeurd door de gemeenteraad op 20 december 2022;

Overwegende dat een bepaald aantal feitelijke elementen leiden tot een ongunstige evolutie van de ontvangsten van de gemeente. Overwegende dat het tarief van de belasting op de bank- en daarmee gelijkgestelde instellingen gerechtvaardigd is omwille van de alsmear stijgende lasten die op de gemeentelijke financiën wegen. Overwegende dat de bank- en daarmee gelijkgestelde instellingen bijzondere aandacht vereisen van de ordediensten op het vlak van openbare veiligheid waarvan de financiering wat betreft de veiligheid ten laste van de gemeenten is;

Overwegende dat de door deze belasting nagestreefde doelstelling erin bestaat aan de gemeente Vorst de financiële middelen te verschaffen die noodzakelijk zijn om haar taken en beleidsmaatregelen te kunnen uitvoeren alsook om haar financieel evenwicht te verzekeren en overwegende dat het, in het nastreven van deze doelstelling, gerechtvaardigd blijkt om rekening te houden met de financiële capaciteit van de belastingplichtigen vanuit het gegronde streven naar een evenwichtige verdeling van de belastingdruk;

Overwegende dat de bank- en daarmee gelijkgestelde instellingen gevestigd op het grondgebied van de gemeente Vorst gebruik kunnen maken van alle gemeentelijke infrastructures die ter beschikking staan van de natuurlijke personen die al dan niet op het grondgebied van de

gemeente wonen, met inbegrip van het wegennet waarvan het onderhoud een zekere en niet verwaarloosbare kost vertegenwoordigt en dat al deze voordelen een zekere meerwaarde vormen;

Overwegende dat de gemeente inkomsten dient te ontvangen om uitgaven te kunnen verzekeren;

Overwegende dat er moet worden overgegaan tot de compensatie van de verliezen die voortvloeien uit het gebrek aan inkomsten afkomstig van de opcentiemen die niet geïnd worden op de personenbelasting uit hoofde van personen die de bewoonbare ruimten ingenomen door bank- en daarmee gelijkgestelde instellingen hadden kunnen bezetten;

Overwegende dat de gemeentelijke overheid haar bevoegdheid tot het heffen van belastingen ontleent aan artikel 170, §4 van de Grondwet; dat ze in het kader van haar fiscale autonomie de basis en de grondslag bepaalt van de belastingen waarvan zij de noodzaak beoordeelt naargelang de behoeften waarin ze meent te moeten voorzien, met de enige beperking opgelegd door de Grondwet, nl. de bevoegdheid van de wetgever om de gemeenten te verbieden bepaalde belastingen te heffen; dat de gemeentelijke overheid, onverminderd de bij wet bepaalde uitzonderingen, onder toezicht van de toezichthoudende overheid de basis kiest van de belastingen die ze heft;

Overwegende dat zowel de bepaling van de belastbare materie als deze van de belastingplichtigen behoort tot de fiscale autonomie toegekend aan de gemeentelijke overheid; dat zij in deze materie beschikt over een discretionaire bevoegdheid die zij uitoefent rekening houdend met haar specifieke financiële behoeften;

BESLIST:

Het belastingreglement op de bank- en daarmee gelijkgestelde instellingen te wijzigen :

Artikel 1.

Er wordt voor de dienstjaren 2024 en 2025 een belasting gevestigd op de bankinstellingen en dergelijke die op het grondgebied van de gemeente lokalen hebben die toegankelijk zijn voor het publiek. Onder "bankinstellingen en dergelijke" dient men voor het toepassen van de vorige alinea te verstaan: de natuurlijke of rechtspersonen die als hoofdactiviteit of bijkomstige activiteit fondsen en/of kredieten onder welke vorm dan ook beheren.

Artikel 2.

De belasting is verschuldigd door de natuurlijke of rechtspersoon op wiens naam het kantoor wordt uitgebaat.

Artikel 3.

De belasting is vastgesteld op 5.610,00 € per agentschap voor het jaar 2024. De belasting is ondeelbaar en is verschuldigd voor het ganse jaar, ongeacht de datum van opening van het kantoor. De volgende jaar zal het jaartarief, vastgesteld op 1 januari, met 2 % geïndexeerd worden overeenkomstig de volgende tabel:

2025
5722,2 €

Artikel 4.

Worden van de belasting vrijgesteld de kantoren met slechts één tewerkgestelde beambte.

Artikel 5.

Wanneer het gemeentebestuur het bestaan van een bankinstelling en dergelijke vaststelt, stuurt het aan de belastingplichtige een aangifteformulier dat behoorlijk ingevuld en ondertekend moet worden teruggestuurd binnen 30 kalenderdagen vanaf de derde werkdag na de verzending van het aangifteformulier. In geval van betwisting zal de vaststelling door een bevoegd ambtenaar bewijskracht hebben. Dit ondertekend formulier blijft geldig tot herroeping ervan, gericht aan de dienst der gemeentebelastingen.

De belastingplichtige die geen aangifteformulier ontvangen heeft, dient er een aan te vragen bij het gemeentebestuur.

Artikel 6.

Bij gebrek aan aangifte binnen de in artikel 5 bepaalde termijn of onjuiste, onvolledige of onnauwkeurige aangifte door de belastingplichtige, wordt de belasting ambtshalve ingekohierd op basis van de gegevens waarover de gemeente beschikt.

Alvorens tot ambtshalve belastingheffing over te gaan, stelt het gemeentebestuur de belastingplichtige bij aangetekende brief in kennis van de redenen voor deze procedure, de elementen waarop de belasting wordt gebaseerd, de wijze waarop deze elementen worden bepaald en het bedrag van de belasting.

De belastingplichtige beschikt over een termijn van dertig kalenderdagen vanaf de derde werkdag volgend op de datum van verzending van de kennisgeving om zijn opmerkingen schriftelijk in te dienen. De belastingplichtige moet de juistheid van de door hem aangevoerde elementen bewijzen.

Het gemeentebestuur zal overgaan tot ambtshalve heffing op basis van de elementen waarop de inkohiering gevestigd is, zoals omschreven in paragraaf 2, indien de belastingplichtige na afloop van deze termijn geen opmerkingen heeft gemaakt die de annulering van deze procedure rechtvaardigen.

De ambtshalve ingekohierde belastingen worden verhoogd als volgt:

- eerste ambtshalve inkohiering: 20% van het verschuldigde of geraamde verschuldigd recht;
- tweede ambtshalve inkohiering: 50 % van het verschuldigde of geraamde verschuldigd recht;
- vanaf de derde ambtshalve inkohiering: 100% van het verschuldigde of geraamde verschuldigd recht.

Er wordt voor de berekening van de verhoging geen rekening gehouden met een ambtshalve inkohiering als de belasting in de loop van de drie aanslagjaren volgend op het jaar waarop deze ambtshalve inkohiering betrekking heeft normaal ingekohierd werd.

Artikel 7.

De belastingplichtige ontvangt gratis een aanslagbiljet.

De belasting dient betaald te worden binnen de twee maanden na de verzending van het aanslagbiljet.

Bij niet-betaling binnen de voorgeschreven termijn zullen de invorderingsregels inzake de

inkomstenbelasting toegepast worden.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

29 stemmers : 21 positieve stemmen, 8 negatieve stemmen.

Nee : Dominique Goldberg, Cédric Pierre, Isabelle Lukebamoko-Maduda, Christophe Borcy, Xavier Jans, Michael Van Vlasselaer, Valerie Pauwels, Iris Vlodayer.

3 annexes / 3 bijlagen

22 **Finances - Taxe sur les immeubles bâtis partiellement ou totalement négligés ou délabrés - Règlement – Modifications.**

LE CONSEIL,

Vu l'article 170 § 4 de la Constitution,

Vu les articles 117 et 118 de la Nouvelle Loi Communale ;

Vu l'article 252 de la Nouvelle Loi Communale qui impose l'équilibre budgétaire aux communes,

Vu le chapitre 1er du code bruxellois du logement fixant les exigences de sécurité, de salubrité et d'équipement du logement et notamment ses articles 7 et 8 prévoyant que le Service d'inspection régionale peut prononcer l'interdiction de mise en location du logement ne satisfaisant pas aux exigences de sécurité, de salubrité et d'équipement lorsqu'après mise en demeure, le bailleur n'a pas effectué les travaux de mise conformité avec les dites exigences dans le délai requis, ou lorsque les infractions constatées à ces exigences sont de nature à compromettre la sécurité et la santé des occupants ;

Vu l'ordonnance du 3 avril 2014 relative à l'établissement, au recouvrement et au contentieux en matière de taxes communales et ses modifications ultérieures ;

Vu le règlement-taxe sur les immeubles bâtis partiellement ou totalement négligés ou délabrés, voté par le conseil communal le 20 décembre 2022 ;

Considérant que le taux de la taxe précitée est justifié par l'accroissement des charges grevant les finances communales, qui trouve sa source, notamment, dans un sous financement des communes de la Région de Bruxelles Capitale ;

Considérant que l'objectif poursuivi par la présente taxe est de procurer à la commune de Forest les moyens financiers nécessaires à ses missions et aux politiques qu'elle entend mener, ainsi que d'assurer son équilibre financier et considérant que, dans la poursuite de cet objectif, il apparaît juste de tenir compte de la capacité contributive des contribuables, dans un souci légitime d'assurer une répartition équitable de la charge fiscale ;

Considérant que les propriétaires des immeubles situés sur le territoire de la commune de Forest peuvent bénéficier de toutes les infrastructures communales mises à la disposition des personnes physiques résidant ou non sur le territoire de la commune, en ce compris de ses voiries dont l'entretien représente un coût certain et non négligeable et que tous ces avantages constituent une plus-value certaine ;

Considérant la nécessité de lutter efficacement contre les immeubles bâtis partiellement ou totalement négligés ou délabrés ;

Considérant que l'existence, sur le territoire de la commune, d'immeubles bâtis partiellement ou totalement négligés ou délabrés est de nature à décourager l'habitat et les initiatives qui s'y rapportent;

Considérant que cette situation est de nature à diminuer l'attractivité des zones du territoire communal où sont situés les immeubles bâtis partiellement ou totalement négligés ou délabrés en bordure de la voie publique ainsi qu'à décourager l'habitat ou le commerce et les initiatives qui s'y rapportent, qu'il y a lieu également d'éviter un effet de contagion aux autres immeubles et terrains;

Considérant que cette situation, s'il n'y est remédié, freine et compromet le renouvellement ou la restauration du patrimoine immobilier ;

Considérant que cette situation a des incidences sur le cadre de vie des personnes présentes dans la commune ainsi que sur la sécurité, l'ordre public et la propreté de l'espace public ;

Considérant que la commune de Forest souhaite encourager les initiatives qui contribuent à améliorer la qualité de vie des personnes présentes sur le territoire communal ; qu'elle peut inciter chaque propriétaire ou titulaire de droit réel sur un immeuble ou terrain à être attentif à son bien ;

Considérant que l'autorité communale détient son pouvoir de taxation de l'article 170, § 4 de la Constitution ; qu'il lui appartient, dans le cadre de son autonomie fiscale, de déterminer les bases et l'assiette des impositions dont elle apprécie la nécessité au regard des besoins qu'elle estime devoir pourvoir, sous la seule réserve imposée par la Constitution, à savoir la compétence du législateur d'interdire aux communes de lever certains impôts ; que, sous réserve des exceptions déterminées par la loi, l'autorité communale choisit sous le contrôle de l'autorité de tutelle, la base des impôts levés par elle;

Considérant que la détermination tant de la matière imposable que des redevables d'un impôt participe de l'autonomie fiscale reconnue à l'autorité communale ; qu'elle dispose, en la matière, d'un pouvoir discrétionnaire qu'elle exerce en tenant compte de ses besoins financiers spécifiques;

DECIDE :

De modifier comme suit le règlement taxe sur les immeubles bâtis partiellement ou totalement négligés ou délabrés :

Article 1 Principe

Il est établi à partir du 1er janvier 2024 jusqu'au 31 décembre 2025 une taxe annuelle sur les immeubles bâtis partiellement ou totalement négligés ou délabrés.

Article 2 Définition

Est soumis à cette taxe l'immeuble bâti partiellement ou totalement négligé ou délabré. C'est-à-dire :

§1 L'immeuble bâti, ses cours et/ou jardins dont l'état de détérioration et/ou de délabrement est manifeste.

L'état de détérioration et/ou de délabrement est établi sur base d'indices révélant que l'immeuble ne fait pas l'objet d'un entretien en bon père de famille.

Sans que cette liste soit limitative, les indices pris en considération sont :

toiture en tout ou en partie écroulée ;

Nombreuses tuiles ou ardoises manquantes ou brisées ;

gouttières brisées, détachées ou absentes ;

inclinaison anormale des murs ;

murs totalement ou partiellement écroulés ;

effritement des joints entre les briques ou blocs de pierres ou moellons ;

peintures des murs écaillées ;

présence de tags ;

présence de vitres cassées ;

peintures ou vernis des châssis écaillés ;

fenêtre(s) ou porte(s) obturée(s) par des panneaux publicitaires ou par un procédé ou construction quelconque ;

jardin/cour/clôture envahi, encombré, non entretenu;

Pour que l'état de négligence ou de délabrement puisse être tenu pour manifeste, il suffit qu'au moins deux de pareils indices soient réunis.

§2 L'immeuble ou partie d'immeuble déclaré dangereux, insalubre ou inhabitable par arrêté du Bourgmestre ou pour lequel il ordonne des travaux de remise en état de sécurité et de salubrité.

§3 L'immeuble ou partie d'immeuble pour lequel le service de l'inspection régionale du logement a prononcé une interdiction de mise en location conformément à l'article 8 du code bruxellois du logement sur base des cas visés à l'article 7 § 3 alinéa 5 et § 7 dudit code.

Article 3 Redevables et causes de solidarité

La taxe est due par le titulaire du droit réel sur l'immeuble au 1er janvier de l'exercice d'imposition, c'est-à-dire soit le propriétaire, soit l'usufruitier, soit l'emphytéote, soit le superficiaire selon le cas.

En cas d'emphytéose, de superficie ou d'usufruit, le tréfoncier ou le nu-propriétaire sont solidairement tenus au paiement de la taxe. Le titulaire éventuel de tout autre droit non réel, tel qu'un bail à rénovation, permettant d'occuper ou de faire occuper l'immeuble sous conditions de réparation, d'entretien ou de gestion est également solidairement tenu au paiement de la taxe.

Article 4 Taux et base d'imposition

§1 Le taux de la taxe sur les immeubles bâtis partiellement ou totalement négligés ou délabrés

est fixé à 1010,86 € par mètre courant de façade pour l'année 2024. L'année suivante, le taux annuel, fixé au 1er janvier, sera indexé de 2 %, conformément au tableau suivant :

2025
1031,08 €

§2 Lorsque l'immeuble touche à deux ou plusieurs rues, la base de calcul de la taxe est le développement le plus grand du bien à front de rue. Lorsque l'immeuble se situe en intérieur d'îlot, la base de calcul de la taxe est le plus grand développement d'une des façades.

Dans tous les cas, le résultat ainsi obtenu sera multiplié par le nombre de niveaux y compris les combles et les sous-sols.

Les immeubles partiellement négligés ou délabrés sont taxés sur la base, à due proportion, de la taxe sur les immeubles totalement négligés ou délabrés.

§3 La taxe est due pour l'exercice d'imposition – c'est-à-dire l'année entière à compter du 1er janvier – au cours duquel le constat est dressé par l'employé communal assermenté.

La taxe sera due pour chaque exercice suivant et ce aussi longtemps que le bien concerné sera considéré comme négligé ou délabré sur base de la définition de l'article 2 du présent règlement.

Hormis les cas d'exonération prévus à l'article 5, il n'est accordé ni remise, ni restitution pour quelque cause que ce soit.

§4 Le montant de la taxe est doublé lorsqu'une ou plusieurs enseignes et/ou un ou plusieurs dispositifs publicitaires sont apposés sur le bien immeuble visé par la taxe sauf si le redevable a déjà été imposé en vertu du règlement relatif à la taxe communale sur les panneaux publicitaires.

§5 Les immeubles situés partiellement sur le territoire d'une autre commune sont imposables uniquement pour la partie située sur le territoire de la commune de Forest.

Article 5 Exonérations

§1 Sont exonérés de la taxe :

1. les immeubles situés dans le périmètre d'un plan d'expropriation approuvé par l'autorité compétente ou ne pouvant plus faire l'objet d'un permis d'urbanisme parce qu'un plan d'expropriation est en préparation;
2. les immeubles ou partie d'immeuble dont l'état résulte d'un cas de force majeure. Pour prétendre à l'exonération sur cette base, il convient d'apporter la preuve que l'évènement invoqué comme constitutif de force majeure répond aux caractéristiques suivantes, à savoir : présenter un caractère imprévisible, insurmontable et inévitable ainsi qu'être exempt de toute implication du redevable dans l'enchaînement des circonstances ayant conduit à cet évènement ;
3. l'année du sinistre ainsi que pendant les deux années d'imposition qui suivent l'année du sinistre, les immeubles ou partie d'immeuble qui ont été accidentellement sinistrés. Cette exonération ne s'applique pas lorsque l'immeuble sinistré faisait déjà l'objet de la présente taxe ;

4. les immeubles ou partie d'immeuble pour lesquels des travaux de remise en état complet sont nécessaires, en vue d'une occupation ou d'une exploitation conforme aux lois et règlements en vigueur qui se poursuivent pendant une durée supérieure à 6 mois et font obstacle à une jouissance paisible des lieux.

Ces travaux devront être entamés et poursuivis avec diligence et ne peuvent être interrompus pendant plus de trois mois. Ces travaux doivent être prouvés par la production de factures et éventuellement par la présentation de photos (avant et après les travaux).

Le propriétaire ou le tiers désigné par le propriétaire doit permettre l'accès à un agent habilité à cette fin, afin de vérifier les travaux repris dans ces factures. En tout état de cause, cette exonération n'est applicable que pour deux exercices d'imposition maximum.

§2 Les exonérations prévues au présent article ne s'appliquent pas si, durant l'exercice d'imposition l'immeuble fait l'objet d'installations productives de revenus tels que panneaux d'affichage, pylônes, mâts, antennes et autres dispositifs de télécommunication, d'émissions de signaux et d'échanges d'informations par voie hertzienne, cette liste n'étant pas exhaustive.

Article 6. Procédure

§1 Les constats visés à l'article 2 § 1 du présent règlement sont effectués par des employés communaux assermentés et désignés à cette fin par le collège des bourgmestre et échevins. Les procès-verbaux qu'ils rédigent font foi jusqu'à preuve du contraire. Le cas échéant, ils servent de base aux enrôlements ultérieurs successifs.

Au cas où la visite du logement n'a pas pu se réaliser à défaut pour le locataire d'y donner son consentement, les employés désignés ne pourront pénétrer dans le logement qu'avec l'autorisation préalable du tribunal de police, après dépôt des pièces justificatives et motivations adéquates.

§2 L'administration communale adresse au contribuable le constat ainsi qu'une formule de déclaration dans les 60 jours à dater de l'établissement du constat.

Lorsque le domicile ou le siège social du redevable n'est pas connu par l'autorité communale, la notification prévue à l'alinéa précédent sera valablement opérée par l'affichage d'un avis sur la porte d'entrée principale du bien concerné ;

Cet avis comportera les mentions suivantes :

- la date du passage et celle de l'affichage ;
- l'identification précise du service communal compétent ;
- l'application du présent règlement.

§3 Le redevable dispose d'un délai de 60 jours pour renvoyer la formule de déclaration dûment remplie et signée. Ce délai commence à courir le troisième jour ouvrable suivant la date d'envoi du constat et de la demande de renseignements ou de l'affichage prévus à l'article 6§2 du présent règlement.

Les contribuables qui n'ont pas reçu de déclaration doivent en réclamer une à l'administration communale.

§4 *L'absence de déclaration dans les délais prévus à l'article 6§2 du présent règlement ou la déclaration incorrecte, incomplète ou imprécise de la part du redevable entraîne l'enrôlement*

d'office de la taxe sur base des données dont la commune dispose.

Avant de procéder à la taxation d'office, l'administration communale notifie au redevable, par lettre recommandée à la poste, les motifs du recours à cette procédure, les éléments sur lesquels la taxation est basée, le mode de détermination de ces éléments ainsi que le montant de la taxe.

Le redevable dispose d'un délai de trente jours calendrier à compter du troisième jour ouvrable suivant la date d'envoi de la notification pour faire valoir ses observations par écrit. Le redevable est tenu de produire la preuve de l'exactitude des éléments qu'il invoque.

L'administration communale procédera à l'enrôlement d'office de la taxe en fonction des éléments sur lesquels la taxation est basée visés à l'alinéa 2 si, au terme de ce délai, le redevable n'a émis aucune observation qui justifie l'annulation de cette procédure.

Les taxes enrôlées d'office sont majorées comme suit :

- premier enrôlement d'office : 20 % du droit dû ou estimé comme tel;*
- deuxième enrôlement d'office : 50 % du droit dû ou estimé comme tel;*
- à partir du troisième enrôlement d'office : 100 % du droit dû ou estimé comme tel.*

Il n'est pas tenu compte d'un enrôlement d'office pour le calcul de la majoration lorsque la taxe a été enrôlée normalement au cours des trois exercices d'imposition qui suivent celui auquel se rapporte cet enrôlement d'office.

Article 7 Cession du bien

§1 En cas de vente, de constitution de droits réels ou de cession entre vifs d'un bien ayant fait l'objet de la notification prévue à l'article 6§2 ou de la notification prévue à l'article 6§4, al.2 ou encore pour lequel la taxe est effectivement enrôlée, le détenteur des droits vendus ou cédés doit informer par écrit l'acquéreur que ce bien est frappé par la taxe ou qu'il est susceptible de l'être.

§2 Le cédant est tenu de communiquer à l'administration communale, dans les trente jours de la passation de l'acte authentique de vente ou de cession, par lettre recommandée, la désignation exacte du bien concerné, la date de la passation de cet acte, le nom et l'adresse du ou des acquéreurs, ainsi que la preuve qu'il a bien informé l'acquéreur que le bien est frappé par la taxe ou qu'il est susceptible de l'être.

§3 En cas de cession pour cause de mort, les ayants-droit sont solidairement tenus de communiquer à l'administration communale, dans les cinq mois suivant le décès, par lettre recommandée, la désignation exacte du bien concerné, le nom et l'adresse du de cujus, la date du décès, ainsi que leur nom et adresse.

§4 En cas d'extinction d'un des droits visés à l'article 3 pour quelque cause que ce soit, le plein propriétaire notifie aux autorités communales, dans les 30 jours de l'acte ou du fait ayant causé l'extinction de droit, la désignation exacte du bien concerné, la date à laquelle ce droit s'est éteint et le nom du ou des titulaires(s) dont le droit s'est éteint.

Article 8 Recouvrement.

§1 Le recouvrement de la taxe se fait par voie de rôle.

§2 Le rôle de la taxe est arrêté et rendu exécutoire par le collège des bourgmestre et échevins.

Le redevable de la taxe recevra, sans frais, un avertissement-extrait de rôle.

§3 La taxe est payable dans les deux mois de l'envoi de l'avertissement extrait de rôle. A défaut de paiement dans le délai imparti, il est fait application des règles relatives au recouvrement en matière de taxe sur les revenus.

Article 9 Réclamation .

Le redevable peut introduire une réclamation auprès du collège des bourgmestre et échevins qui agit en tant qu'autorité administrative.

Cette réclamation doit être introduite, sous peine de déchéance, dans un délai de trois mois à partir de la date d'envoi de l'avertissement extrait de rôle.

Elle doit en outre, à peine de nullité, être introduite par courrier avec accusé de réception. Elle est datée et signée par le réclamant ou son représentant et mentionne :

- . les noms, qualité, adresse ou siège du redevable à charge duquel l'imposition est établie ;
- . l'objet et un exposé des raisons de la réclamation.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

29 votants : 17 votes positifs, 12 votes négatifs.

Non : Dominique Goldberg, Cédric Pierre, Simon De Beer, Isabelle Lukebamoko-Maduda, Christophe Borcy, Xavier Jans, Michael Van Vlasselaer, Francis Dagrin, Valerie Pauwels, Iris Vlodaver, Emmanuel Boodts, Joël Elongo-Lofemba.

Financiën - Belasting op de gedeeltelijk of volledig verwaarloosde of bouwvallige bebouwde eigendommen – Reglement - Wijzigingen.

DE RAAD,

Gelet op artikel 170 §4 van de Grondwet;

Gelet op artikelen 117 en 118 van de Nieuwe Gemeentewet;

Gelet op artikel 252 van de Nieuwe Gemeentewet waarbij het begrotingsevenwicht wordt opgelegd aan de gemeenten;

Gelet op hoofdstuk 1 van de Brusselse huisvestingscode dat de verplichtingen inzake veiligheid, gezondheid en uitrusting van de woningen bepaalt en inzonderheid artikelen 7 en 8 die voorzien dat de Gewestelijke Inspectiedienst kan verbieden om de woning die niet voldoet aan de verplichtingen inzake veiligheid, gezondheid en uitrusting nog verder te huur te stellen wanneer, na ingebrekestelling, de verhuurder de conformiteitswerkzaamheden met de voornoemde verplichtingen niet heeft uitgevoerd binnen de gestelde termijn, of wanneer de vastgestelde inbreuken op deze verplichtingen de veiligheid en de gezondheid van de bewoners in gevaar kan brengen;

Gelet op de ordonnantie van 3 april 2014 betreffende de vestiging, de invordering en de geschillen inzake gemeentebelastingen en latere wijzigingen;

Gelet op het belastingreglement op de gedeeltelijk of volledig verwaarloosde of bouwvallige bebouwde eigendommen, goedgekeurd door de gemeenteraad op 20 december 2022;

Overwegende dat het tarief van de voormelde belasting gerechtvaardigd is omwille van de alsmaar stijgende lasten die op de gemeentelijke financiën wegen, die onder andere hun

oorsprong vinden in een onderfinanciering van de gemeenten door het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;

Overwegende dat de door deze belasting nagestreefde doelstelling erin bestaat aan de gemeente Vorst de financiële middelen te verschaffen die noodzakelijk zijn om haar taken en beleidsmaatregelen te kunnen uitvoeren alsook om haar financieel evenwicht te verzekeren en overwegende dat het, in het nastreven van deze doelstelling, gerechtvaardigd blijkt om rekening te houden met de financiële capaciteit van de belastingplichtigen vanuit het gegronde streven naar een evenwichtige verdeling van de belastingdruk;

Overwegende dat de eigenaars van de gebouwen gelegen op het grondgebied van de gemeente Vorst gebruik kunnen maken van alle gemeentelijke infrastructuren die ter beschikking staan van de natuurlijke personen die al dan niet op het grondgebied van de gemeente wonen, met inbegrip van het wegennet waarvan het onderhoud een zekere en niet verwaarloosbare kost vertegenwoordigt en dat al deze voordelen een zekere meerwaarde vormen;

Overwegende de noodzaak om gedeeltelijk of volledig verwaarloosde of bouwvallige bebouwde eigendommen doeltreffend te bestrijden;

Overwegende dat het bestaan, op het grondgebied van de gemeente, van gedeeltelijk of volledig verwaarloosde of bouwvallige bebouwde eigendommen de huisvesting en de initiatieven hieromtrent ontmoedigt;

Overwegende dat deze toestand de aantrekkingskracht vermindert van de zones van het gemeentelijke grondgebied waar de gedeeltelijk of volledig verwaarloosde of bouwvallige bebouwde eigendommen langs de openbare weg gelegen zijn en ook de huisvesting of de handel en de initiatieven hieromtrent ontmoedigt, dat het tevens aangewezen is een besmettingseffect naar de andere gebouwen en terreinen te vermijden;

Overwegende dat deze toestand, indien deze niet wordt aangepakt, de vernieuwing of de restauratie van het onroerend erfgoed afremt en schade toebrengt;

Overwegende dat deze toestand een weerslag heeft op de leefomgeving van de mensen die aanwezig zijn in de gemeente, net als op de veiligheid, de openbare orde en de netheid van de openbare ruimte;

Overwegende dat de gemeente Vorst de initiatieven die bijdragen tot een verbeterde levenskwaliteit van de mensen aanwezig op het gemeentelijke grondgebied wenst aan te moedigen; dat ze elke eigenaar of houder van een zakelijk recht op een gebouw of terrein ertoe kan aanzetten aandacht te besteden aan zijn goed;

Overwegende dat de gemeentelijke overheid haar bevoegdheid tot het heffen van belastingen ontleent aan artikel 170, §4 van de Grondwet; dat ze in het kader van haar fiscale autonomie de basis en de grondslag bepaalt van de belastingen waarvan zij de noodzaak beoordeelt naargelang de behoeften waarin ze meent te moeten voorzien, met de enige beperking opgelegd door de Grondwet, nl. de bevoegdheid van de wetgever om de gemeenten te verbieden bepaalde belastingen te heffen; dat de gemeentelijke overheid, onverminderd de bij wet bepaalde uitzonderingen, onder toezicht van de toezichthoudende overheid de basis kiest van de belastingen die ze heft;

Overwegende dat zowel de bepaling van de belastbare materie als deze van de belastingplichtigen behoort tot de fiscale autonomie toegekend aan de gemeentelijke overheid; dat zij in deze materie beschikt over een discretionaire bevoegdheid die zij uitoefent rekening houdend met haar specifieke financiële behoeften;

BESLIST

Het belastingreglement op de gedeeltelijk of volledig verwaarloosde of bouwvallige bebouwde eigendommen als volgt *te wijzigen*:

Artikel 1 Principe

Er wordt vanaf 1 januari 2024 tot 31 december 2025 een jaarlijkse belasting gevestigd op de gedeeltelijk of volledig verwaarloosde of vervallen bebouwde eigendommen.

Artikel 2 Definitie

Wordt aan deze belasting onderworpen, het gedeeltelijk of volledig verwaarloosde of vervallen bebouwde goed. Namelijk :

§1 Het bebouwde goed, zijn hoven en/of tuinen waarvan de staat van verloedering en/of verval duidelijk is.

De staat van verloedering en/of verval wordt opgemaakt op basis van aanwijzingen die erop wijzen dat het gebouw niet onderhouden wordt als een goede huisvader.

De volgende aanwijzingen worden in overweging genomen (niet beperkende lijst):

geheel of gedeeltelijk ingestort dak;

veel ontbrekende of gebroken dakpannen of leistenen;

gebroken, loshangende of ontbrekende dakgoten;

abnormale buiging van de muren; volledig of gedeeltelijk ingestorte muren;

afbrokkeling van de voegen tussen de bakstenen of de steenblokken of de blokstenen; afgebladderde verflagen van de muren;

aanwezigheid van tags; aanwezigheid van gebroken ramen;

afbladderende verf of vernis van de lijsten;

ra(a)m(en) of deur(en) afgesloten door publiciteitsborden of door eender welk ander procédé of constructie;

overwoekerde, versperde, niet onderhouden tuin/hof/omheining;

Opdat de staat van verwaarlozing of van verval als bewezen beschouwd kan worden, volstaat het dat er minstens twee gelijkaardige aanwijzingen aanwezig zijn.

§2 Het gebouw of deel van gebouw dat gevaarlijk, ongezond of onbewoonbaar verklaard is door besluit van de Burgemeester of waarvoor hij herstellingswerken inzake veiligheid en gezondheid beveelt.

§3 Het gebouw of deel van gebouw waarvoor de gewestelijke woninginspectiedienst een huurverbod heeft uitgesproken conform artikel 8 van de Brusselse Huisvestingscode op basis van de gevallen bedoeld in artikel 7 § 3 5de lid en § 7 van deze code.

Artikel 3 Belastingplichtigen en solidariteit

De belasting is verschuldigd door de houder van het zakelijk recht op het gebouw op 1 januari

van het aanslagjaar van de heffing, namelijk hetzij de eigenaar, hetzij de vruchtgebruiker, hetzij de erfpachter, hetzij de opstalhouder naargelang het geval.

In geval van recht van erfpacht, van opstal of van vruchtgebruik, zijn de opstalgever of de naakte eigenaar solidair gehouden tot de betaling van de belasting. De eventuele houder van elk ander niet zakelijk recht, zoals een renovatiecontract, die het mogelijk maakt om het gebouw te bewonen of te doen bewonen mits voorwaarden van herstelling, onderhoud of beheer, is tevens solidair gehouden tot de betaling van de belasting.

Artikel 4 Aanslagvoet en basis van de belasting

§1 Het tarief van de belasting op de gedeeltelijk of volledig verwaarloosde of vervallen bebouwde eigendommen wordt vastgesteld op 1010,86 € per strekkende meter gevel voor het jaar 2024. De volgende jaar zal het jaartarief, vastgesteld op 1 januari, met 2 % geïndexeerd worden overeenkomstig de volgende tabel:

2025
1031,08 €

§2 Wanneer het gebouw aan twee of meerdere straten grenst, is de basis voor de belastingberekening de grootste projectie van het goed aan de straatkant. Wanneer het gebouw binnen in een huizenblok gelegen is, is de basis voor de belastingberekening de grootste projectie van één van de gevels.

In elk geval moet het zo verkregen resultaat vermenigvuldigd worden met het aantal verdiepingen met inbegrip van de zolder- en kelderverdiepingen.

De gedeeltelijk verwaarloosde of vervallen gebouwen worden belast in evenredigheid op basis van de belasting op de volledig verwaarloosde of vervallen gebouwen

§3 De belasting is verschuldigd voor het aanslagjaar van de heffing – namelijk het volledige jaar te tellen vanaf 1 januari – tijdens hetwelk de vaststelling opgesteld wordt door de beëdigde gemeentelijke werknemer;

De belasting zal verschuldigd zijn voor elk volgend aanslagjaar en dit zolang het betrokken goed beschouwd zal worden als verwaarloosd of vervallen op basis van de definitie van artikel 2 van huidig reglement.

Buiten de gevallen van vrijstelling voorzien in artikel 5 wordt er geen korting, noch terugbetaling toegekend omwille van eender welke reden.

§4 Het bedrag van de belasting wordt verdubbeld wanneer één of meerdere uithangborden en/of één of meerdere reclamevoorzieningen aangebracht zijn op het onroerende goed waarop de belasting betrekking heeft behalve indien de belastingplichtige reeds belast werd krachtens het reglement dat betrekking heeft op de gemeentebelasting op de reclameborden.

§5 De gebouwen die gedeeltelijk op het grondgebied van een andere gemeente liggen, zijn enkel belastbaar voor het deel gelegen op het grondgebied van de gemeente Vorst.

Artikel 5 Vrijstellingen

§1 Zijn vrijgesteld van de belasting:

1. de gebouwen gelegen binnen de perimeter van een onteigeningsplan goedgekeurd door de bevoegde overheid of die niet meer het voorwerp kunnen uitmaken van een bouwvergunning omdat er een onteigeningsplan in voorbereiding is;
2. de gebouwen of deel van gebouw waarvan de staat te wijten is aan een geval van overmacht. Om op deze basis aanspraak te kunnen maken op een vrijstelling, dient bewezen te worden dat het voorval, dat als bestanddeel van de overmacht ingeroepen wordt, beantwoordt aan de volgende eigenschappen: het feit was niet te voorzien, onoverkomelijk en onvermijdelijk, en de belastingplichtige was op geen enkele manier betrokken in het verloop van de omstandigheden die tot dit voorval hebben geleid;
3. het jaar dat de ramp plaatsvond evenals gedurende de twee jaar die volgen op het jaar van het onheil, de gebouwen die per ongeluk geteisterd werden. Deze vrijstelling geldt niet wanneer het geteisterde gebouw reeds het voorwerp uitmaakte van huidige belasting;
4. de gebouwen of deel van gebouw waarvoor volledige herstellingswerken nodig zijn, met het oog op een bewoning of een uitbating overeenkomstig de geldende wetten en reglementen die gedurende een periode van meer dan 6 maanden verdergezet worden en een ongestoord genot van het goed verhinderen. Deze werken moeten ijverig aangevangen en voortgezet worden en mogen niet onderbroken worden gedurende meer dan drie maanden. Deze werken moeten bewezen worden door het voorleggen van facturen en eventueel door het tonen van foto's (voor en na de werken). De eigenaar of de derde aangesteld door de eigenaar moet een agent die hiertoe gemachtigd is, toegang verschaffen, zodat deze de werken vermeld in de facturen kan controleren.

In ieder geval is de vrijstelling slechts van toepassing voor maximum twee aanslagjaren.

§2 De vrijstellingen voorzien in huidig artikel zijn niet van toepassing indien er zich, tijdens het aanslagjaar van de heffing, winstgevende installaties op het gebouw bevinden zoals aanplakborden, pylonen, masten, antennes en andere telecommunicatiemiddelen, zendapparatuur voor signalen en informatie-uitwisseling via hertzgolven. Deze lijst is niet limitatief.

Artikel 6 Procedure

§1 De vaststellingen bedoeld in artikel 2 § 1 van huidig reglement worden uitgevoerd door beëdigde gemeentelijk agenten en die hiervoor aangesteld werden door het College van Burgemeester en Schepenen. De proces-verbale die zij opstellen, zijn rechtsgeldig tot het bewijs van het tegendeel. In voorkomend geval dienen ze als grondslag voor de latere opeenvolgende inkohieringen.

Als de woning niet kon worden bezocht omdat de belastingplichtige hier niet mee heeft ingestemd, mogen de aangestelde agenten de woning enkel betreden met de voorafgaande instemming van de politierechtbank en na indiening van de gepaste verantwoordingsstukken en motiveringen.

§2 Het gemeentebestuur stuurt de vaststelling evenals een aangifteformulier naar de belastingplichtige binnen de 60 dagen te tellen vanaf de opmaak van de vaststelling.

Wanneer de verblijfplaats of de maatschappelijke zetel van de belastingplichtige niet gekend is

door de gemeentelijke overheid, wordt de betekening voorzien in voorgaand lid geldig uitgevoerd door het aanplakken van een aankondiging op de deur van de hoofdingang van het betrokken goed; Deze aankondiging bevat de volgende vermeldingen :

- de datum dat langsgekomen werd en de datum van aanplakking;
- de nauwkeurige identificatie van de bevoegde gemeentedienst;
- de toepassing van huidig reglement.

§3 De belastingplichtige beschikt over een termijn van 60 dagen om het behoorlijk ingevulde en ondertekende aangifteformulier terug te sturen. Deze termijn begint te lopen vanaf de derde werkdag volgend op de verzenddatum van de vaststelling en de vraag om inlichtingen of de aanplakking voorzien in artikel 6§2 van huidig reglement.

De belastingplichtigen die geen aangifteformulier ontvangen hebben, moeten er één aanvragen bij het gemeentebestuur .

§4 Bij gebrek aan aangifte binnen de in artikel 6§2 bepaalde termijn of onjuiste, onvolledige of onnauwkeurige aangifte door de belastingplichtige, wordt de belasting ambtshalve ingekohierd op basis van de gegevens waarover de gemeente beschikt.

Alvorens tot ambtshalve belastingheffing over te gaan, stelt het gemeentebestuur de belastingplichtige bij aangetekende brief in kennis van de redenen voor deze procedure, de elementen waarop de belasting wordt gebaseerd, de wijze waarop deze elementen worden bepaald en het bedrag van de belasting.

De belastingplichtige beschikt over een termijn van dertig kalenderdagen vanaf de derde werkdag volgend op de datum van verzending van de kennisgeving om zijn opmerkingen schriftelijk in te dienen. De belastingplichtige moet de juistheid van de door hem aangevoerde elementen bewijzen.

Het gemeentebestuur zal overgaan tot ambtshalve heffing op basis van de elementen waarop de inkohiering gevestigd is, zoals omschreven in paragraaf 2, indien de belastingplichtige na afloop van deze termijn geen opmerkingen heeft gemaakt die de annulering van deze procedure rechtvaardigen.

De ambtshalve ingekohierde belastingen worden verhoogd als volgt:

- *eerste ambtshalve inkohiering: 20% van het verschuldigde of geraamde verschuldigd recht;*
- *tweede ambtshalve inkohiering: 50 % van het verschuldigde of geraamde verschuldigd recht;*
- *vanaf de derde ambtshalve inkohiering: 100% van het verschuldigde of geraamde verschuldigd recht.*

Er wordt voor de berekening van de verhoging geen rekening gehouden met een ambtshalve inkohiering als de belasting in de loop van de drie aanslagjaren volgend op het jaar waarop deze ambtshalve inkohiering betrekking heeft normaal ingekohierd werd.

Artikel 7 Overdracht van het goed

§1 In geval van verkoop, van vestiging van zakelijke rechten, of van overdracht onder levenden van een goed dat het voorwerp heeft uitgemaakt van de notificatie of van de aanplakking voorzien in artikel 6§2 of van de notificatie voorzien in artikel 6§4, 2de lid of nog waarvoor de

belasting effectief ingekohierd is, dient de houder van de verkochte of overgedragen rechten de koper schriftelijk in te lichten dat dit goed onderworpen is aan de belasting of dat het ervoor in aanmerking komt.

§2 De overdrager is verplicht, binnen de dertig dagen na het verlijden van de authentieke verkoop- of overdrachtsakte, het gemeentebestuur bij aangetekend schrijven op de hoogte te brengen van de precieze bestemming van het betrokken goed, de datum van het verlijden van deze akte, de naam en het adres van de koper(s), evenals het bewijs dat hij de koper wel degelijk op de hoogte gebracht heeft dat het goed onderworpen is aan de belasting of dat het ervoor in aanmerking komt.

§3 In geval van overdracht wegens overlijden zijn de rechthebbenden solidair gehouden om het gemeentebestuur bij aangetekend schrijven binnen de vijf maanden na het overlijden op de hoogte te brengen van de precieze bestemming van het betrokken goed, de naam en het adres van de de cujus, de datum van het overlijden, evenals hun naam en adres.

§4 In geval van verval van een van de rechten waarvan sprake in artikel 3 voor eender welke reden, brengt de volle eigenaar de gemeentelijke overheid, binnen de 30 dagen na de akte of na het feit dat het verval van het recht veroorzaakt heeft, op de hoogte van de precieze bestemming van het betrokken goed, de datum waarop dit recht eindigt en de naam van de houder(s) waarvan het recht eindigt.

Artikel 8 Invordering

§1 De belasting wordt ingevorderd door middel van een kohier.

§2 Het belastingkohier wordt vastgesteld en uitvoerbaar verklaard door het college van burgemeester en schepenen. De belastingplichtige ontvangt gratis een aanslagbiljet.

§3 De belasting dient binnen de twee maanden na de verzending van het aanslagbiljet betaald te worden. Bij niet-betaling binnen de voorgeschreven termijn zullen de invorderingsregels inzake de belasting op de inkomsten toegepast worden.

Artikel 9 Bezwaarschrift

De belastingplichtige kan een bezwaarschrift indienen bij het college van burgemeester en schepenen, dat als bestuursoverheid optreedt.

Dit bezwaarschrift moet, op straffe van verval, ingediend worden binnen een termijn van drie maanden volgend op de verzenddatum van het aanslagbiljet.

Het moet bovendien, op straffe van nietigheid, ingediend worden per brief met ontvangstbewijs. Het moet gedateerd en ondertekend zijn door de bezwaarindiener of zijn vertegenwoordiger en vermeldt:

de namen, hoedanigheid, adres of zetel van de belastingplichtige ten laste van wie de belasting gevestigd wordt;

het voorwerp en een uiteenzetting van de redenen van het bezwaarschrift.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

29 stemmers : 17 positieve stemmen, 12 negatieve stemmen.

Nee : Dominique Goldberg, Cédric Pierre, Simon De Beer, Isabelle Lukebamoko-Maduda,

23 **Finances - Taxe sur l'occupation temporaire d'emplacements de stationnement par une entité - Règlement - Modifications.**

LE CONSEIL,

Vu l'article 170 § 4 de la Constitution ;

Vu les articles 117 et 118 de la Nouvelle Loi Communale ;

Vu l'article 252 de la Nouvelle Loi Communale qui impose l'équilibre budgétaire aux communes ;

Vu l'ordonnance du 3 avril 2014 relative à l'établissement, au recouvrement et au contentieux en matière de taxes communales et ses modifications ultérieures ;

Vu le règlement-redevance sur le stationnement des véhicule à moteur sur la voie publique voté par le conseil communal en séance du 10 septembre 2019 ;

Vu le règlement-taxe sur l'occupation temporaire d'emplacements de stationnement par une entité , voté par le conseil communal du 21 décembre 2021 ;

Considérant qu'une taxation de l'occupation temporaire d'emplacements de stationnement par une entité n'est pas reprise dans le Plan Régional de Politique de Stationnement ;

Considérant dès lors qu'il y a lieu d'adopter un règlement-taxe portant sur l'occupation temporaire de places de stationnement par une entité ;

Considérant que l'objectif poursuivi par la présente taxe est de procurer à la commune de Forest les moyens financiers nécessaires à ses missions et aux politiques qu'elle entend mener, ainsi que d'assurer son équilibre financier et considérant que, dans la poursuite de cet objectif, il apparaît juste de tenir compte de la capacité contributive des contribuables, dans un souci légitime d'assurer une répartition équitable de la charge fiscale ;

Considérant qu'il convient de définir et réglementer les conditions d'occupation du domaine public sous quelque forme que ce soit, afin de favoriser l'activité commerciale tout en préservant l'esthétisme de la commune de Forest et en assurant la sécurité ainsi que la commodité de passage ;

DECIDE :

De modifier le règlement-taxe sur l'occupation temporaire d'emplacements de stationnement par une entité :

Article 1

Il est établi pour les exercices 2024 et 2025 une taxe sur l'occupation temporaire d'emplacements de stationnement.

Article 2

Toute entreprise ou association qui occupe temporairement des places de stationnement pour son activité est redevable de la taxe stationnement.

Article 3

La taxe est due pour la durée de l'occupation des places de stationnement, toute journée commencée étant comptée pour une journée entière. Toute contestation relative à cette durée sera tranchée par le collège des bourgmestre et échevins.

Article 4

La taxe est établie proportionnellement au nombre de places de stationnement occupées.

Article 5

La date du début d'occupation, la date de fin d'occupation et le nombre de places occupées doivent être déclarés à l'administration communale et au service stationnement au moins 8 jours avant le début de l'occupation.

Article 6

Lorsque l'administration communale constate une occupation temporaire non déclarée de places de stationnement, elle adresse au contribuable des formules de déclaration de début et fin d'occupation. Le redevable est tenu de renvoyer, dûment remplie et signée, dans un délai d'un mois prenant cours à la date d'envoi, la formule de déclaration de début d'occupation. S'il ne respecte pas cette obligation, il se verra appliquer une tarification majorée correspondant au triple du montant forfaitaire prévu au § 7 de cet article.

La constatation par l'agent qualifié fera foi en cas de contestation.

Article 7

L'absence de déclaration dans les délais prévus à l'article 6 du présent règlement ou la déclaration incorrecte, incomplète ou imprécise de la part du redevable entraîne l'enrôlement d'office de la taxe sur base des données dont la commune dispose.

Avant de procéder à la taxation d'office, l'administration communale notifie au redevable, par lettre recommandée à la poste, les motifs du recours à cette procédure, les éléments sur lesquels la taxation est basée, le mode de détermination de ces éléments ainsi que le montant de la taxe.

Le redevable dispose d'un délai de trente jours calendrier à compter du troisième jour ouvrable suivant la date d'envoi de la notification pour faire valoir ses observations par écrit. Le redevable est tenu de produire la preuve de l'exactitude des éléments qu'il invoque.

L'administration communale procédera à l'enrôlement d'office de la taxe en fonction des éléments sur lesquels la taxation est basée visés à l'alinéa 2 si, au terme de ce délai, le redevable n'a émis aucune observation qui justifie l'annulation de cette procédure.

Les taxes enrôlées d'office sont majorées comme suit :

- premier enrôlement d'office : 20 % du droit dû ou estimé comme tel;*
- deuxième enrôlement d'office : 50 % du droit dû ou estimé comme tel;*
- à partir du troisième enrôlement d'office : 100 % du droit dû ou estimé comme tel.*

Il n'est pas tenu compte d'un enrôlement d'office pour le calcul de la majoration lorsque la taxe a été enrôlée normalement au cours des trois exercices d'imposition qui suivent celui auquel se rapporte cet enrôlement d'office.

Article 8

La taxe est fixée à 10 € par emplacement de stationnement et par jour en zone verte, et 20 € en zone rouge.

Article 9

La taxation faisant l'objet du présent règlement est établie sans que le redevable puisse en induire aucun droit de concession irrévocable, ni de servitude sur la voie publique, mais à charge, au contraire, de supprimer ou de réduire l'usage autorisé, à la première injonction de l'autorité et sans pouvoir de ce chef prétendre à aucune indemnité. En outre, l'application de la taxe est faite sans préjudice aux obligations éventuelles d'obtenir les autorisations administratives ou de police qui seraient éventuellement prévues par les règlements communaux et sous réserve des droits des tiers et aux risques et périls des intéressés.

Article 10

Sont exonérées de la taxe prévue au présent règlement, les occupations temporaires de la voie publique, à l'occasion de la construction, de la reconstruction, de la réparation d'immeubles ou parties d'immeubles affectés aux services publics de l'Etat fédéral, des entités fédérées, des pouvoirs locaux et des administrations subordonnées.

Article 11

La taxe est payable en totalité dans le mois de la cessation de l'occupation des places de stationnement. Toutefois, si la durée d'occupation est supérieure à trois mois, la taxe est payable, pour la période trimestrielle écoulée, dans le mois qui suit chaque trimestre.

Article 12

La taxe est payable au comptant. En cas de non-paiement de la taxe au comptant, celle-ci sera enrôlée et immédiatement exigible. A défaut de paiement dans le délai imparti, il est fait application des règles relatives au recouvrement en matière de taxe sur les revenus.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

29 votants : 17 votes positifs, 10 votes négatifs, 2 abstentions.

Non : Dominique Goldberg, Cédric Pierre, Isabelle Lukebamoko-Maduda, Christophe Borcy, Xavier Jans, Michael Van Vlasselaer, Valerie Pauwels, Iris Vloder, Emmanuel Boodts, Joël Elongo-Lofemba.

Abstentions : Simon De Beer, Francis Dagrín.

Financiën - Belasting op de tijdelijke bezetting van parkeerplaatsen door een entiteit - Reglement - Wijzigingen.

DE RAAD,

Gelet op artikel 170 §4 van de Grondwet;

Gelet op artikelen 117 en 118 van de Nieuwe Gemeentewet;

Gelet op artikel 252 van de Nieuwe Gemeentewet waarbij het begrotingsevenwicht wordt opgelegd aan de gemeenten;

Gelet op de ordonnantie van 3 april 2014 betreffende de vestiging, de invordering en de geschillen inzake gemeentebelastingen en latere wijzigingen;

Gelet op het retributiereglement op het parkeren van gemotoriseerde voertuigen op de openbare weg, gestemd door de gemeenteraad in de zitting van 10 september 2019;

Gelet op het belastingreglement op de tijdelijke bezetting van parkeerplaatsen door een entiteit, gestemd door de gemeenteraad van 21 december 2021;

Overwegende dat er geen belasting op de tijdelijke bezetting van parkeerplaatsen door een entiteit opgenomen is in het Gewestelijk Parkeerbeleidsplan;

Overwegende dat het bijgevolg aangewezen is een belastingreglement aan te nemen houdende de tijdelijke bezetting van parkeerplaatsen door een entiteit;

Overwegende dat de door deze belasting nagestreefde doelstelling erin bestaat aan de gemeente Vorst de financiële middelen te verschaffen die noodzakelijk zijn om haar taken en beleidsmaatregelen te kunnen uitvoeren alsook om haar financieel evenwicht te verzekeren en overwegende dat het, in het nastreven van deze doelstelling, gerechtvaardigd blijkt om rekening te houden met de financiële capaciteit van de belastingplichtigen vanuit het gegronde streven naar een evenwichtige verdeling van de belastingdruk;

Overwegende dat de voorwaarden betreffende de ingebruikneming van het openbaar domein in eender welke vorm moeten worden gedefinieerd en gereguleerd, om de handelsactiviteit te bevorderen en tegelijk het esthetische uitzicht van de gemeente Vorst te bewaren en de veiligheid van het doorgangsgemak te garanderen;

BESLIST

Het belastingreglement op de tijdelijke bezetting van parkeerplaatsen door een entiteit *te wijzigen*:

Artikel 1

Er wordt voor de dienstjaren 2024 tot 2025 een belasting gevestigd op de tijdelijke bezetting van parkeerplaatsen.

Artikel 2

Elke onderneming of vereniging die tijdelijk parkeerplaatsen bezet voor haar activiteit is de parkeerbelasting verschuldigd.

Artikel 3

De belasting is verschuldigd voor de duur van de bezetting van de parkeerplaatsen; iedere begonnen dag wordt geteld als een volledige dag. Iedere betwisting betreffende deze duur zal, zonder beroep, door het college van burgemeester en schepenen beslecht worden.

Artikel 4

De belasting wordt berekend in evenredigheid met het aantal bezette parkeerplaatsen.

Artikel 5

De begindatum van de bezetting, de einddatum van de bezetting en de bezette oppervlakte moeten aan het gemeentebestuur en aan de parkeerdienst kenbaar gemaakt worden, tenminste 8 dagen voor het begin en het einde van de bezetting.

Artikel 6

Wanneer het gemeentebestuur het bestaan van een niet-aangegeven tijdelijk bezetting van de parkeerplaatsen vaststelt, stuurt zij aan de belastingplichtige de aangifteformulieren van de begin- en einddatum van de bezetting. De belastingplichtige is ertoe gehouden het aangifteformulier met de begindatum van de bezetting behoorlijk ingevuld en ondertekend terug te sturen binnen een termijn van een maand vanaf de verzendingsdatum. Indien hij deze verplichting niet naleeft, wordt een

verhoogd tarief toegepast dat overeenkomt met het drievoud van het forfaitaire bedrag voorzien in §7 van dit artikel.

Bij betwisting zal de vaststelling door de bevoegde ambtenaar rechtsgeldig zijn.

Artikel 7

Bij gebrek aan aangifte binnen de in artikel 6 bepaalde termijn of onjuiste, onvolledige of onnauwkeurige aangifte door de belastingplichtige, wordt de belasting ambtshalve ingekohierd op basis van de gegevens waarover de gemeente beschikt.

Alvorens tot ambtshalve belastingheffing over te gaan, stelt het gemeentebestuur de belastingplichtige bij aangetekende brief in kennis van de redenen voor deze procedure, de elementen waarop de belasting wordt gebaseerd, de wijze waarop deze elementen worden bepaald en het bedrag van de belasting.

De belastingplichtige beschikt over een termijn van dertig kalenderdagen vanaf de derde werkdag volgend op de datum van verzending van de kennisgeving om zijn opmerkingen schriftelijk in te dienen. De belastingplichtige moet de juistheid van de door hem aangevoerde elementen bewijzen.

Het gemeentebestuur zal overgaan tot ambtshalve heffing op basis van de elementen waarop de inkohiering gevestigd is, zoals omschreven in paragraaf 2, indien de belastingplichtige na afloop van deze termijn geen opmerkingen heeft gemaakt die de annulering van deze procedure rechtvaardigen.

De ambtshalve ingekohierde belastingen worden verhoogd als volgt:

- eerste ambtshalve inkohiering: 20 % van het verschuldigde of geraamde verschuldigd recht;*
- tweede ambtshalve inkohiering: 50 % van het verschuldigde of geraamde verschuldigd recht;*
- vanaf de derde ambtshalve inkohiering: 100 % van het verschuldigde of geraamde verschuldigd recht.*

Er wordt voor de berekening van de verhoging geen rekening gehouden met een ambtshalve inkohiering als de belasting in de loop van de drie aanslagjaren volgend op het jaar waarop deze ambtshalve inkohiering betrekking heeft normaal ingekohierd werd.

Artikel 8

De belasting wordt vastgesteld op 10 € per parkeerplaats en per dag in groene zone en 20 € in rode zone.

Artikel 9

De belastingheffing die het voorwerp uitmaakt van onderhavig reglement geeft voor de belastingplichtigen geen recht op onherroepelijke vergunning, noch dienstbaarheid op de openbare weg, maar, deze laatsten zullen daarentegen het toegestane gebruik moeten opheffen of beperken bij het eerste bevel van de overheid en zonder dat hiervoor enige vergoeding geëist kan worden. Daarenboven wordt de belasting toegepast onverminderd de gebeurlijke verplichtingen inzake de te bekomen bestuurlijke of politiemachtigingen, die gebeurlijk door de gemeentelijke reglementen vereist zijn, en onder voorbehoud van de rechten van derden en op risico van de belanghebbenden.

Artikel 10

Zijn vrijgesteld van de belasting voorzien in huidig reglement, de tijdelijke bezettingen van parkeerplaatsen, ter gelegenheid van het bouwen, herbouwen en herstellen van gebouwen of gedeelten van gebouwen bestemd voor de openbare diensten van de Federale Staat, de deelentiteiten, de lokale overheden en de ondergeschikte besturen.

Artikel 11

De belasting is in haar geheel betaalbaar tijdens de maand waarin de bezetting van de parkeerplaatsen eindigt. Indien de bezetting echter meer dan drie maanden duurt, moet de belasting voor het afgelopen trimester in de volgende maand betaald worden.

Artikel 12

De belasting is contant betaalbaar.

Wanneer de belasting niet contant betaald wordt, zal ze ingekohierd worden en onmiddellijk invorderbaar zijn.

Bij niet-betaling binnen de voorgeschreven termijn zullen de invorderingsregels inzake de belasting op de inkomsten toegepast worden.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

29 stemmers : 17 positieve stemmen, 10 negatieve stemmen, 2 onthoudingen.

Nee : Dominique Goldberg, Cédric Pierre, Isabelle Lukebamoko-Maduda, Christophe Borcy, Xavier Jans, Michael Van Vlasselaer, Valerie Pauwels, Iris Vlodayer, Emmanuel Boodts, Joël Elongo-Lofemba.

Onthoudingen : Simon De Beer, Francis Dagrín.

2 annexes / 2 bijlagen

24 **Finances - Taxe sur les commerces ambulants - Règlement - Modifications.**

LE CONSEIL,

Vu l'article 170 §4 de la Constitution ;

Vu les articles 117 et 118 de la Nouvelle Loi Communale ;

Vu l'article 252 de la Nouvelle Loi Communale qui impose l'équilibre budgétaire aux communes ;

Vu l'ordonnance du 3 avril 2014 relative à l'établissement, au recouvrement et au contentieux en matière de taxes communales et ses modifications ultérieures ;

Vu le règlement-taxe sur les commerces ambulants, voté par le conseil communal du 17 décembre 2019 ;

Considérant que l'objectif poursuivi par la présente taxe est de procurer à la commune de Forest les moyens financiers nécessaires à ses missions et aux politiques qu'elle entend mener, ainsi que d'assurer son équilibre financier et considérant que, dans la poursuite de cet objectif, il apparaît juste de tenir compte de la capacité contributive des contribuables, dans un souci légitime d'assurer une répartition équitable de la charge fiscale ;

Considérant qu'il convient de définir et réglementer les conditions d'occupation du domaine public sous quelque forme que ce soit, afin de favoriser l'activité commerciale tout en préservant l'esthétisme de la commune de Forest et en assurant la sécurité ainsi que la commodité de passage ;

DECIDE :

De modifier le règlement-taxe sur les commerces ambulants :

Article 1

Il est établi, pour les exercices 2024 et 2025 une taxe sur les commerces ambulants.

Sont visées les activités dont l'exercice est subordonné à autorisation préalable du Ministre des Classes Moyennes par l'article 3 de la loi du 25 juin 1993 sur l'exercice d'activités ambulantes et l'organisation des marchés publics.

Article 2

La taxe est due par le marchand ambulant

Article 3

La taxe est fixée comme suit :

- par jour : 20,00 €
- par semaine : 65,00 €
- par mois : 100,00 €
- par trimestre : 250,00 €
- par année : 500,00 €

Article 4

La taxe est payable au comptant entre les mains du Receveur communal, de ses préposés ou des agents percepteurs régulièrement désignés à cet effet ou par voie de rôle.

Article 5

Avant de vendre sur la voie publique, tout marchand ambulant ayant obtenu du bourgmestre l'autorisation prescrite à l'article 102 du règlement général de police, est tenu de faire une déclaration, contre récépissé, au service du secrétariat de l'Administration communale, indiquant la durée pour laquelle la taxe devra lui être appliquée.

Article 6

L'absence de déclaration dans les délais prévus à l'article 5 du présent règlement ou la déclaration incorrecte, incomplète ou imprécise de la part du redevable entraîne l'enrôlement d'office de la taxe sur base des données dont la commune dispose.

Avant de procéder à la taxation d'office, l'administration communale notifie au redevable, par lettre recommandée à la poste, les motifs du recours à cette procédure, les éléments sur lesquels la taxation est basée, le mode de détermination de ces éléments ainsi que le montant de la taxe.

Le redevable dispose d'un délai de trente jours calendrier à compter du troisième jour ouvrable suivant la date d'envoi de la notification pour faire valoir ses observations par écrit. Le redevable est tenu de produire la preuve de l'exactitude des éléments qu'il invoque.

L'administration communale procédera à l'enrôlement d'office de la taxe en fonction des éléments sur lesquels la taxation est basée visés à l'alinéa 2 si, au terme de ce délai, le redevable n'a émis aucune observation qui justifie l'annulation de cette procédure.

Les taxes enrôlées d'office sont majorées comme suit :

- premier enrôlement d'office : 20 % du droit dû ou estimé comme tel;

- deuxième enrôlement d'office : 50 % du droit dû ou estimé comme tel;

- à partir du troisième enrôlement d'office : 100 % du droit dû ou estimé comme tel.

Il n'est pas tenu compte d'un enrôlement d'office pour le calcul de la majoration lorsque la taxe a été enrôlée normalement au cours des trois exercices d'imposition qui suivent celui auquel se rapporte cet enrôlement d'office.

Article 7

Tout contrevenant aux dispositions du présent règlement est puni, sans préjudice de la taxe due et des intérêts de retard, d'une amende égale à la taxe et, en cas de récidive dans les douze mois, d'une amende égale au double de cette taxe.

Article 8

Les contraventions sont portées devant le tribunal répressif.

Les amendes sont recouvrées par le receveur communal.

Article 9

Lorsque la taxe est enrôlée, le redevable de l'imposition reçoit, sans frais, un avertissement extrait de rôle.

La taxe est payable dans les deux mois de l'envoi de l'avertissement extrait de rôle.

A défaut de paiement dans ce délai, il est fait application des règles relatives au recouvrement en matière d'impôts sur les revenus.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

29 votants : 21 votes positifs, 8 votes négatifs.

Non : Dominique Goldberg, Cédric Pierre, Isabelle Lukebamoko-Maduda, Christophe Borcy, Xavier Jans, Michael Van Vlasselaer, Valerie Pauwels, Iris Vloder.

Financiën - Belasting op de ambulante handel - Reglement - Wijzigingen.

DE RAAD

Gelet op artikel 170 §4 van de Grondwet;

Gelet op artikelen 117 en 118 van de Nieuwe Gemeentewet;

Gelet op artikel 252 van de Nieuwe Gemeentewet waarbij het begrotingsevenwicht wordt opgelegd aan de gemeenten;

Gelet op de ordonnantie van 3 april 2014 betreffende de vestiging, de invordering en de geschillen inzake gemeentebelastingen en latere wijzigingen;

Gelet op het belastingreglement op de ambulante handel, gestemd door de gemeenteraad op 17 december 2019;

Overwegende dat de door deze belasting nagestreefde doelstelling erin bestaat aan de gemeente Vorst de financiële middelen te verschaffen die noodzakelijk zijn om haar taken en beleidsmaatregelen te kunnen uitvoeren alsook om haar financieel evenwicht te verzekeren en overwegende dat het, in het nastreven van deze doelstelling, gerechtvaardigd blijkt om rekening te houden met de financiële

capaciteit van de belastingplichtigen vanuit het gegronde streven naar een evenwichtige verdeling van de belastingdruk;

Overwegende dat de voorwaarden betreffende de ingebruikneming van het openbaar domein in eender welke vorm moeten worden gedefinieerd en gereguleerd, om de handelsactiviteit te bevorderen en tegelijk het esthetische uitzicht van de gemeente Vorst te bewaren en de veiligheid van het doorgangsgemak te garanderen;

BESLIST,

Het belastingreglement op de ambulante handel te wijzigen:

Artikel 1

Er wordt, voor de dienstjaren 2024 tot 2025, een belasting op de ambulante handel gevestigd.

Worden in aanmerking genomen de activiteiten waarvan de uitoefening onderworpen is aan een voorafgaande toelating van het Ministerie van Middenstand volgens artikel 3 van de wet van 25 juni 1993 betreffende de uitoefening van ambulante activiteiten en de organisatie van de openbare markten.

Artikel 2

De belasting is verschuldigd door de ambulante handelaar.

Artikel 3

De belasting wordt als volgt vastgesteld :

- per dag : 20,00 €
- per week : 65,00 €
- per maand : 100,00 €
- per trimester : 250,00 €
- per jaar : 500,00 €

Artikel 4

De belasting is contant betaalbaar in handen van de Gemeenteontvanger, zijn aangestelden of de regelmatig daartoe aangeduide beambten of in een kohier opgenomen.

Artikel 5

Vooraleer op de openbare weg te verkopen moet elke ambulante handelaar, die van de burgemeester de toelating gekregen heeft zoals voorgeschreven in artikel 102 van het algemene politiereglement, tegen ontvangstbewijs, op de dienst secretariaat van het gemeentebestuur een aangifte doen betreffende de duur waarvoor de belasting op hem toegepast moet worden.

Artikel 6

Bij gebrek aan aangifte binnen de in artikel 5 bepaalde termijn of onjuiste, onvolledige of onnauwkeurige aangifte door de belastingplichtige, wordt de belasting ambtshalve ingekohierd op basis van de gegevens waarover de gemeente beschikt.

Alvorens tot ambtshalve belastingheffing over te gaan, stelt het gemeentebestuur de belastingplichtige bij aangetekende brief in kennis van de redenen voor deze procedure, de elementen waarop de

belasting wordt gebaseerd, de wijze waarop deze elementen worden bepaald en het bedrag van de belasting.

De belastingplichtige beschikt over een termijn van dertig kalenderdagen vanaf de derde werkdag volgend op de datum van verzending van de kennisgeving om zijn opmerkingen schriftelijk in te dienen. De belastingplichtige moet de juistheid van de door hem aangevoerde elementen bewijzen.

Het gemeentebestuur zal overgaan tot ambtshalve heffing op basis van de elementen waarop de inkohiering gevestigd is, zoals omschreven in paragraaf 2, indien de belastingplichtige na afloop van deze termijn geen opmerkingen heeft gemaakt die de annulering van deze procedure rechtvaardigen.

De ambtshalve ingekohierde belastingen worden verhoogd als volgt:

- eerste ambtshalve inkohiering: 20 % van het verschuldigde of geraamde verschuldigd recht;*
- tweede ambtshalve inkohiering: 50 % van het verschuldigde of geraamde verschuldigd recht;*
- vanaf de derde ambtshalve inkohiering: 100 % van het verschuldigde of geraamde verschuldigd recht.*

Er wordt voor de berekening van de verhoging geen rekening gehouden met een ambtshalve inkohiering als de belasting in de loop van de drie aanslagjaren volgend op het jaar waarop deze ambtshalve inkohiering betrekking heeft normaal ingekohierd werd.

Artikel 7

Elke overtreder van de bepalingen van het huidige reglement wordt, onverminderd de verschuldigde belasting en de verwijlinteressen, bestraft met een boete gelijk aan deze belasting en, in geval van recidive binnen de twaalf maanden, met een boete gelijk aan het dubbele van deze belasting.

Artikel 8

De overtredingen worden voor de strafrechtbank gebracht.

De boetes worden door de gemeenteontvanger ingevorderd.

Artikel 9

Wanneer de belasting ingekohierd is, ontvangt de belastingplichtige gratis een aanslagbiljet.

De belasting dient betaald te worden binnen de twee maanden na de verzending van het aanslagbiljet.

Bij niet-betaling binnen deze termijn zullen de invorderingsregels inzake de inkomstenbelasting toegepast worden.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

29 stemmers : 21 positieve stemmen, 8 negatieve stemmen.

Nee : Dominique Goldberg, Cédric Pierre, Isabelle Lukebamoko-Maduda, Christophe Borcy, Xavier Jans, Michael Van Vlasselaer, Valerie Pauwels, Iris Vlodaver.

3 annexes / 3 bijlagen

LE CONSEIL,

Vu l'article 170 §4 de la Constitution,

Vu les articles 117 et 118 de la Nouvelle Loi Communale ;

Vu l'article 252 de la Nouvelle Loi Communale qui impose l'équilibre budgétaire aux communes ;

Vu l'ordonnance du 3 avril 2014 relative à l'établissement, au recouvrement et au contentieux en matière de taxes communales et ses modifications ultérieures ;

Vu le règlement-taxe sur la distribution à domicile et sur la voie publique d'imprimés publicitaires non adressés , voté par le conseil communale le 20 décembre 2022 ;

Considérant que le taux de la taxe précitée est justifié par l'accroissement des charges grevant les finances communales, qui trouve sa source, notamment, dans un sous financement des communes de la Région de Bruxelles Capitale ;

Considérant que l'objectif poursuivi par la présente taxe est de procurer à la commune de Forest les moyens financiers nécessaires à ses missions et aux politiques qu'elle entend mener, ainsi que d'assurer son équilibre financier et considérant que, dans la poursuite de cet objectif, il apparaît juste de tenir compte de la capacité contributive des contribuables, dans un souci légitime d'assurer une répartition équitable de la charge fiscale ;

Considérant que la distribution d'imprimés publicitaires se fait souvent de manière négligente, qu'il en résulte une dispersion croissante de papier sur la voie publique, que par ailleurs, cette pratique excessive nuit à la distribution de courrier adressé nominativement et à la propreté des voies publiques, qu'elle impose donc un surcoût pour la commune en matière de nettoyage des voiries ;

Considérant que les publicités adressées arrivent souvent dans les boîtes aux lettres à la demande ou avec le consentement du consommateur, tandis que les publicités non-adressées sont déposées de manière intempestive, pour une partie des habitants, qui n'ont pas souhaité les recevoir ;

Considérant que le système de taxation au comptant n'est plus utilisé pour cette taxe, qu'il est nécessaire de modifier l'article 13 pour ne prévoir que le système de taxation par voie de rôle ;

Considérant que l'autorité communale détient son pouvoir de taxation de l'article 170, § 4 de la Constitution ; qu'il lui appartient, dans le cadre de son autonomie fiscale, de déterminer les bases et l'assiette des impositions dont elle apprécie la nécessité au regard des besoins qu'elle estime devoir pourvoir, sous la seule réserve imposée par la Constitution, à savoir la compétence du législateur d'interdire aux communes de lever certains impôts ; que, sous réserve des exceptions déterminées par la loi, l'autorité communale choisit sous le contrôle de l'autorité de tutelle, la base des impôts levés par elle ;

Considérant que la détermination tant de la matière imposable que des redevables d'un impôt participe de l'autonomie fiscale reconnue à l'autorité communale ; qu'elle dispose, en la matière, d'un pouvoir discrétionnaire qu'elle exerce en tenant compte de ses besoins financiers spécifiques ;

DECIDE :

De modifier comme suit le règlement taxe sur la distribution à domicile et sur la voie publique

d'imprimés publicitaires non adressés :

Article 1

Il est établi pour les exercices 2024 et 2025 une taxe sur la distribution à domicile et sur la voie publique de feuilles et de cartes publicitaires à caractère commercial ainsi que de catalogues, de journaux et dépliants contenant de la publicité à caractère commercial, lorsque ces imprimés ne sont pas adressés.

Article 2

Est visée par les présentes dispositions, la distribution gratuite dans le chef des destinataires d'imprimés publicitaires non adressés, ouverts à tous les annonceurs ou émanant d'un seul commerçant ou d'un groupe de commerçants et comportant moins de 40 % de textes rédactionnels non publicitaires.

Article 3

Par texte rédactionnel il faut entendre :

- Les textes écrits par les journalistes dans l'exercice de leur profession, pour autant qu'il n'y soit pas fait mention, soit explicitement, soit implicitement, de firmes ou de produits déterminés;
- Les textes, qui au niveau de la population de la commune, jouent un rôle social et d'information générale en dehors des informations commerciales ou apportent une information officielle d'utilité publique en faveur de l'ordre ou du bien-être comme les services d'aide, les services publics, les mutuelles, les hôpitaux, les services de garde (médecins, infirmières, pharmaciens) ou des informations d'utilité publique telles que les informations communales et les faits divers nationaux et internationaux ;
- Les nouvelles générales et régionales, politiques, sportives, culturelles, artistiques, folkloriques, littéraires et scientifiques et les informations non commerciales ;
- Les informations sur les cultes reconnus, les annonces d'activités telles que fêtes et kermesses, fêtes scolaires, activités de maisons de jeunes et centres culturels ;
- Les annonces notariales ;
- Les annonces émanant de particuliers relatifs à des transactions mobilières ou immobilières ;
- Les offres d'emploi;
- La propagande électorale.

Article 4

Sont considérés comme textes publicitaires à caractère commercial :

- Les articles dans lesquels il est fait mention, soit explicitement, soit implicitement de firmes ou de produits déterminés ;
- Ceux qui sous forme directe ou voilée, renvoient le lecteur à des réclames ;
- Ceux qui, de façon générale, visent à signaler, à faire connaître, à recommander des firmes, produits ou services en vue d'aboutir à une transaction commerciale.

Article 5

Le pourcentage de 40 % de textes rédactionnels non publicitaires sera calculé en tenant compte de leur surface totale d'occupation, y compris leurs annexes telles que dessins, gravures ou photographies dans l'imprimé publicitaire pris dans sa surface intégrale de rédaction, y compris les pages de couvertures.

Article 6

La taxe est due par l'éditeur des imprimés visés par les présentes dispositions. Le distributeur des imprimés imposables est solidairement responsable du paiement de la taxe.

Article 7

Les taux de la taxe sont fixés comme suit :

1) Carte et feuillet publicitaire :

1.1. Superficie inférieure ou égale à 2000 cm²

0,02 € par exemplaire distribué

1.2. Superficie supérieure à 2000 cm²

0,025 € par exemplaire distribué

2) Catalogue, journal ou dépliant publicitaire : 0,07 € par exemplaire distribué. Est considéré comme catalogue, journal ou dépliant publicitaire, la réunion quel que soit le procédé utilisé (agrafe, collage, insertion ou autres...), d'au moins 2 feuilles ou cartes publicitaires.

Le minimum de la taxe est fixé à 18,92 € par distribution pour l'année 2024. L'année suivante, le taux annuel, fixé au 1er janvier, sera indexé de 2 %, conformément au tableau suivant :

2025
19,3 €

Article 8

A la demande du redevable, le collège des bourgmestres et échevins est autorisé à accorder un régime d'imposition forfaitaire mensuel, à raison de douze fois par an dans les cas de distributions répétitives, en remplacement des cotisations ponctuelles.

Article 9

Les taux de la taxation forfaitaire mensuelle sont fixés comme suit :

1. Carte et feuille publicitaire : 442,22 € par mois, quel que soit le nombre d'exemplaires distribués au cours du mois de l'année 2024. L'année suivante, le taux mensuel, fixé au 1er janvier, sera indexé de 2 %, conformément au tableau suivant :

2025
451,06 €

1. Catalogue, journal ou dépliant publicitaire : 3.158,54 € par mois, quel que soit le nombre d'exemplaires distribués au cours du mois de l'année 2024. L'année suivante, le taux mensuel, fixé au 1er janvier, sera indexé de 2 %, conformément au tableau suivant :

2025
3.221,71 €

Article 10

Le contribuable est tenu de faire une déclaration à l'administration communale, contenant tous les renseignements nécessaires au calcul de la taxe, au plus tard 15 jours calendrier avant chaque distribution.

En cas de taxation forfaitaire, l'autorité communale compétente peut rendre cette déclaration valable jusqu'à révocation. Celle-ci sera notifiée par écrit avec un préavis d'un mois. Le contribuable est tenu de faciliter le contrôle éventuel de sa déclaration notamment en fournissant tous documents et renseignements qui lui seraient réclamés à cet effet.

Article 11

L'absence de déclaration dans les délais prévus à l'article 10 du présent règlement ou la déclaration incorrecte, incomplète ou imprécise de la part du redevable entraîne l'enrôlement d'office de la taxe sur base des données dont la commune dispose.

Avant de procéder à la taxation d'office, l'administration communale notifie au redevable, par lettre recommandée à la poste, les motifs du recours à cette procédure, les éléments sur lesquels la taxation est basée, le mode de détermination de ces éléments ainsi que le montant de la taxe.

Le redevable dispose d'un délai de trente jours calendrier à compter du troisième jour ouvrable suivant la date d'envoi de la notification pour faire valoir ses observations par écrit. Le redevable est tenu de produire la preuve de l'exactitude des éléments qu'il invoque.

L'administration communale procédera à l'enrôlement d'office de la taxe en fonction des éléments sur lesquels la taxation est basée visés à l'alinéa 2 si, au terme de ce délai, le redevable n'a émis aucune observation qui justifie l'annulation de cette procédure.

Les taxes enrôlées d'office sont majorées comme suit :

- premier enrôlement d'office : 20 % du droit dû ou estimé comme tel;*
- deuxième enrôlement d'office : 50 % du droit dû ou estimé comme tel;*
- à partir du troisième enrôlement d'office : 100 % du droit dû ou estimé comme tel.*

Il n'est pas tenu compte d'un enrôlement d'office pour le calcul de la majoration lorsque la taxe a été enrôlée normalement au cours des trois exercices d'imposition qui suivent celui auquel se rapporte cet enrôlement d'office.

Article 12

Il est accordé annuellement à tout redevable une exonération forfaitaire de 100,00 €. Cette exonération sera déduite de la façon suivante :

- en cas de taxation sur déclarations (article 7) : sur les premiers calculs de la taxe .
- en cas de taxation au forfait (article 9) : sur le premier forfait mensuel.
- en cas de taxation d'office (article 11) : sur le calcul de la taxe à enrôler.

Article 13

Le recouvrement de la taxe se fait par enrôlement trimestriel. Le rôle de la taxe est dressé et rendu exécutoire par le Collège des Bourgmestre et Echevins. La taxe est payable dans les deux mois de l'envoi de l'avertissement extrait de rôle.

Article 14

Le redevable peut introduire une réclamation auprès du collège des bourgmestres et échevins. La réclamation doit, à peine de nullité, être introduite par écrit et doit, sous peine de déchéance, être introduite dans les trois mois, soit de la date de l'envoi de l'avertissement extrait de rôle, soit de la date du paiement au comptant. Elle est datée et signée par le réclamant ou son représentant et mentionne :

- les noms, qualité, adresse ou siège du redevable à charge duquel l'imposition est établie ;
- l'objet de la réclamation et un exposé des faits et moyens.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

29 votants : 21 votes positifs, 8 votes négatifs.

Non : Dominique Goldberg, Cédric Pierre, Isabelle Lukebamoko-Maduda, Christophe Borcy, Xavier Jans, Michael Van Vlasselaer, Valerie Pauwels, Iris Vlodayer.

Financiën - Belasting op de huis-aan-huisverdeling en op de openbare weg van niet-geadresseerd reclamedrukwerk - Reglement - Wijzigingen.

DE RAAD,

Gelet op artikel 170 §4 van de Grondwet;

Gelet op artikelen 117 en 118 van de Nieuwe Gemeentewet;

Gelet op artikel 252 van de Nieuwe Gemeentewet waarbij het begrotingsevenwicht wordt opgelegd aan de gemeenten;

Gelet op de ordonnantie van 3 april 2014 betreffende de vestiging, de invordering en de geschillen inzake gemeentebelastingen en latere wijzigingen;

Gelet op het belastingreglement op de huis-aan-huisverdeling en op de openbare weg van niet-geadresseerd reclamedrukwerk, gestemd door de gemeenteraad op 20 december 2022;

Overwegende dat het tarief van de voormelde belasting gerechtvaardigd is omwille van de almaar stijgende lasten die op de gemeentelijke financiën wegen, die onder andere hun oorsprong vinden in een onderfinanciering van de gemeenten door het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;

Overwegende dat de door deze belasting nagestreefde doelstelling erin bestaat aan de gemeente Vorst de financiële middelen te verschaffen die noodzakelijk zijn om haar taken en beleidsmaatregelen te kunnen uitvoeren alsook om haar financieel evenwicht te verzekeren en overwegende dat het, in het nastreven van deze doelstelling, gerechtvaardigd blijkt om rekening te houden met de financiële capaciteit van de belastingplichtigen vanuit het gegronde streven naar een evenwichtige verdeling van de belastingdruk;

Overwegende dat de verdeling van reclamedrukwerk vaak op slordige wijze gebeurt, waardoor er meer papier op de openbare weg terecht komt, dat deze buitensporige praktijk de verdeling

van nominatieve briefwisseling benadeelt en eveneens de netheid van de openbare wegen, wat dus leidt tot bijkomende kosten voor de gemeente om de wegen schoon te maken;

Overwegende dat geadresseerd reclamedrukwerk vaak in de bus valt op vraag of met instemming van de consument terwijl niet-geadresseerd reclamedrukwerk ongevraagd in de bus wordt gestoken bij een deel van de inwoners die dit niet wenst;

Overwegende dat het systeem van contante belastingheffing niet meer wordt gebruikt voor deze belasting, dat het noodzakelijk is artikel 13 te wijzigen om alleen het systeem van belastingheffing in een kohier te voorzien;

Overwegende dat de gemeentelijke overheid haar bevoegdheid tot het heffen van belastingen ontleent aan artikel 170, §4 van de Grondwet; dat ze in het kader van haar fiscale autonomie de basis en de grondslag bepaalt van de belastingen waarvan zij de noodzaak beoordeelt naargelang de behoeften waarin ze meent te moeten voorzien, met de enige beperking opgelegd door de Grondwet, nl. de bevoegdheid van de wetgever om de gemeenten te verbieden bepaalde belastingen te heffen; dat de gemeentelijke overheid, onverminderd de bij wet bepaalde uitzonderingen, onder toezicht van de toezichthoudende overheid de basis kiest van de belastingen die ze heft;

Overwegende dat zowel de bepaling van de belastbare materie als deze van de belastingplichtigen behoort tot de fiscale autonomie toegekend aan de gemeentelijke overheid; dat zij in deze materie beschikt over een discretionaire bevoegdheid die zij uitoefent rekening houdend met haar specifieke financiële behoeften;

BESLIST

Het belastingreglement op de huis-aan-huisverdeling en op de openbare weg van niet-geadresseerd reclamedrukwerk als volgt te wijzigen:

Artikel 1

Er wordt voor de dienstjaren 2024 en 2025 een belasting gevestigd op de verdeling aan huis en op de openbare weg van reclamebladen en -kaarten met commercieel karakter alsook van catalogi, kranten en folders die commerciële reclame bevatten, wanneer dit drukwerk niet geadresseerd is.

Artikel 2

Deze bepalingen zijn van toepassing op de voor de bestemmingen kosteloze verdeling van niet-geadresseerd reclamedrukwerk, dat toegankelijk is voor alle adverteerders of uitgaande van één enkele handelaar of van een groep van handelaars en dat minder dan 40 % niet-publicitaire redactionele teksten bevat.

Artikel 3

Onder redactionele teksten wordt verstaan:

- De door journalisten geschreven teksten in de uitoefening van hun beroep voor zover niet expliciet of impliciet firma's of bepaalde producten worden vermeld;
- De teksten die, voor de bevolking van de gemeente, een sociale rol spelen en algemene informatie verstrekken buiten handelsinformatie of die officiële informatie brengen van algemeen belang ten voordele van het gezag of het algemeen welzijn zoals hulpdiensten, openbare diensten, ziekenfondsen, ziekenhuizen, wachtdiensten (dokters, verpleegsters,

apothekers) of inlichtingen van openbaar nut zoals gemeentelijke informatie en allerlei nationale en internationale berichten;

- De algemene en regionale, politieke, sportieve, culturele, artistieke, folkloristische, literaire en wetenschappelijke berichten, alsook de niet-commerciële berichten;

- De inlichtingen over erkende erediensten, de aankondigingen van activiteiten, zoals feesten en kermissen, schoolfeesten, activiteiten van jeugdhuizen en culturele centra;

- De notariële aankondigingen;

- De advertenties uitgaande van particulieren aangaande roerende en onroerende transacties;

- De werkaanbiedingen;

- De verkiezingspropaganda.

Artikel 4

Worden beschouwd als reclameteksten met commercieel karakter:

- De artikelen waarin expliciet of impliciet firma's of producten worden vermeld;

- De artikelen die op een directe of verdoken manier de lezer verwijzen naar reclame;

- De artikelen die, op algemene wijze, ernaar streven firma's, producten of diensten te vermelden, te laten kennen en aan te bevelen met als doel een commerciële transactie af te sluiten.

Artikel 5

Het percentage van 40 % niet-publicitaire redactionele teksten zal berekend worden rekening houdend met hun totaal ingenomen oppervlakte, met inbegrip van hun bijlagen zoals tekeningen, gravures of foto's in het reclamedrukwerk in de volledige redactionele oppervlakte met inbegrip van de omslagpagina's.

Artikel 6

De belasting is verschuldigd door de uitgever van het drukwerk dat onder deze bepalingen valt. De verdeler van het belastbare drukwerk is solidair verantwoordelijk voor het betalen van de belasting.

Artikel 7

De belastingvoeten worden als volgt vastgesteld:

1) Reclameblad of -kaart:

1.1. Oppervlakte minder dan of gelijk aan 2000 cm²

0,02 € per verdeeld exemplaar

1.2. Oppervlakte meer dan 2000 cm²

0,025 € per verdeeld exemplaar

2) Catalogus, krant of reclamefolder: 0,07 € per verdeeld exemplaar. Wordt beschouwd als

catalogus, krant of reclamefolder, het samenbrengen door eender welk middel (nietje, plakken, invoegen of andere ...) van minstens 2 reclamebladen of kaarten

Het minimum van de belasting wordt vastgesteld op 18,92€ per verdeling voor het jaar 2024. De volgende jaar zal het jaartarief, vastgesteld op 1 januari, met 2 % geïndexeerd worden overeenkomstig de volgende tabel:

2025
19,3 €

Artikel 8

Op verzoek van de belastingplichtige kent het college van burgemeester en schepenen een forfaitair belastingstelsel per maand toe, naar rato van twaalf betalingen per jaar in het geval van herhaalde bedelingen, ter vervanging van de individuele betalingen.

Artikel 9

De tarieven van de maandelijks forfaitaire belastingheffing worden als volgt vastgesteld:

1. Reclameblad en -kaart: 442,22 € per maand, ongeacht het aantal exemplaren verdeeld in de loop van de maand van het jaar 2024. De volgende jaar zal het maandtarief, vastgesteld op 1 januari, met 2 % geïndexeerd worden overeenkomstig de volgende tabel:

2025
451,06 €

1. Catalogus, krant of reclamefolder: 3.158,54 € per maand, ongeacht het aantal exemplaren verdeeld in de loop van de maand van het jaar 2024. De volgende jaar zal het maandtarief, vastgesteld op 1 januari, met 2 % geïndexeerd worden overeenkomstig de volgende tabel:

2025
3.221,71 €

Artikel 10

De belastingplichtige is ertoe gehouden, ten laatste 15 kalenderdagen voor iedere bedeling, een aangifte te doen bij het gemeentebestuur, met alle inlichtingen die nodig zijn voor de berekening van de belasting.

In het geval van een forfaitaire belasting kan de bevoegde gemeentelijke overheid deze aangifte geldig verklaren tot herroeping. Deze moet schriftelijk betekend worden met een vooropzeg van een maand. De belastingplichtige is ertoe gehouden alle documenten en inlichtingen te verstrekken om een mogelijke controle van zijn verklaring te vergemakkelijken.

Artikel 11

Bij gebrek aan aangifte binnen de in artikel 10 bepaalde termijn of onjuiste, onvolledige of onnauwkeurige aangifte door de belastingplichtige, wordt de belasting ambtshalve ingekohierd op basis van de gegevens waarover de gemeente beschikt.

Alvorens tot ambtshalve belastingheffing over te gaan, stelt het gemeentebestuur de belastingplichtige bij aangetekende brief in kennis van de redenen voor deze procedure, de elementen waarop de belasting wordt gebaseerd, de wijze waarop deze elementen worden bepaald en het bedrag van de belasting.

De belastingplichtige beschikt over een termijn van dertig kalenderdagen vanaf de derde werkdag volgend op de datum van verzending van de kennisgeving om zijn opmerkingen schriftelijk in te dienen. De belastingplichtige moet de juistheid van de door hem aangevoerde elementen bewijzen.

Het gemeentebestuur zal overgaan tot ambtshalve heffing op basis van de elementen waarop de inkohiering gevestigd is, zoals omschreven in paragraaf 2, indien de belastingplichtige na afloop van deze termijn geen opmerkingen heeft gemaakt die de annulering van deze procedure rechtvaardigen.

De ambtshalve ingekohierde belastingen worden verhoogd als volgt:

- eerste ambtshalve inkohiering: 20 % van het verschuldigde of geraamde verschuldigd recht;*
- tweede ambtshalve inkohiering: 50 % van het verschuldigde of geraamde verschuldigd recht;*
- vanaf de derde ambtshalve inkohiering: 100 % van het verschuldigde of geraamde verschuldigd recht.*

Er wordt voor de berekening van de verhoging geen rekening gehouden met een ambtshalve inkohiering als de belasting in de loop van de drie aanslagjaren volgend op het jaar waarop deze ambtshalve inkohiering betrekking heeft normaal ingekohierd werd.

Artikel 12

Er wordt jaarlijks aan iedere belastingplichtige een forfaitaire vrijstelling toegekend van 100,00 €. Deze vrijstelling zal op de volgende wijze afgetrokken worden:

- in geval van belasting volgens aangifte (artikel 7): op de eerste verrekening van de belasting.
- in geval van forfaitaire belasting (artikel 9): op het eerste maandelijkse vaste bedrag.
- in geval van ambtshalve belasting (artikel 11): op de berekening van de in te kohieren belasting.

Artikel 13

De invordering van de belasting gebeurt via driemaandelijke inkohiering. Het belastingkohier wordt opgemaakt en uitvoerbaar verklaard door het College van Burgemeester en Schepenen.

De belasting dient binnen de twee maanden na de verzending van het aanslagbiljet betaald te worden.

Artikel 14

De belastingplichtige kan een bezwaarschrift indienen bij het college van burgemeester en schepenen.

Het bezwaarschrift moet, op straffe van nietigheid, schriftelijk ingediend worden en, op straffe van verval, ingediend worden binnen de drie maanden, hetzij na het versturen van het aanslagbiljet of de datum van de contante betaling. Het dient gedateerd en ondertekend te

worden door de reclamant of zijn vertegenwoordiger en volgende elementen te vermelden:

- de naam, hoedanigheid, adres of maatschappelijke zetel van de belastingplichtige ten laste van wie de belasting gevestigd wordt;
- het voorwerp van het bezwaarschrift en een uiteenzetting van de feiten en middelen.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

29 stemmers : 21 positieve stemmen, 8 negatieve stemmen.

Nee : Dominique Goldberg, Cédric Pierre, Isabelle Lukebamoko-Maduda, Christophe Borcy, Xavier Jans, Michael Van Vlasselaer, Valerie Pauwels, Iris Vlodaver.

3 annexes / 3 bijlagen

26 **Finances - Taxe sur les terrains non bâtis, laissés à l'abandon et situés en bordure de la voie publique et sur les immeubles par nature inachevés - Règlement - Modifications.**

LE CONSEIL,

Vu l'article 170 §4 de la Constitution ;

Vu les articles 117 et 118 de la Nouvelle Loi Communale ;

Vu l'article 252 de la Nouvelle Loi Communale qui impose l'équilibre budgétaire aux communes ;

Vu l'ordonnance du 3 avril 2014 relative à l'établissement, au recouvrement et au contentieux en matière de taxes communales et ses modifications ultérieures ;

Vu l'ordonnance de la région de Bruxelles capitale du 30 avril 2009 ajoutant un chapitre V dans le titre III du code du logement relatif aux sanctions en cas de logement inoccupé, modifiant l'ordonnance du 12 décembre 1991 créant des fonds budgétaires et modifiant le code judiciaire ;

Vu l'article 23 du code bruxellois du logement, prévoyant que quatre-vingt-cinq pour cent du produit des amendes administratives pour logement inoccupé sont ristournés à la commune sur le territoire de laquelle se situe le bien inoccupé pour autant qu'elle ait expressément exclu les logements inoccupés du champ d'application de son règlement-taxe relatif aux immeubles abandonnés, inoccupés ou inachevés ;

Vu le règlement-taxe sur les terrains non bâtis, laissés à l'abandon et situés en bordure de la voie publique et sur les immeubles par nature inachevés , voté par le conseil communal le 20 décembre 2022 ;

Considérant que le taux de la taxe précitée est justifié par l'accroissement des charges grevant les finances communales, qui trouve sa source, notamment, dans un sous financement des communes de la Région de Bruxelles Capitale ;

Considérant que l'objectif poursuivi par la présente taxe est de procurer à la commune de Forest les moyens financiers nécessaires à ses missions et aux politiques qu'elle entend mener, ainsi que d'assurer son équilibre financier et considérant que, dans la poursuite de cet objectif, il apparaît juste de tenir compte de la capacité contributive des contribuables, dans un souci

légitime d'assurer une répartition équitable de la charge fiscale ;

Considérant que les propriétaires des immeubles situés sur le territoire de la commune de Forest peuvent bénéficier de toutes les infrastructures communales mises à la disposition des personnes physiques résidant ou non sur le territoire de la commune, en ce compris de ses voiries dont l'entretien représente un coût certain et non négligeable et que tous ces avantages constituent une plus-value certaine ;

Considérant la nécessité de lutter efficacement contre les terrains non bâtis, laissés à l'abandon et situés en bordure de la voie publique et les immeubles par nature inachevés ;

Considérant que l'existence, sur le territoire de la commune, de terrains non bâtis, laissés à l'abandon et situés en bordure de la voie publique et sur les immeubles par nature inachevés est de nature à décourager l'habitat et les initiatives qui s'y rapportent ;

Considérant que cette situation est de nature à diminuer l'attractivité des zones du territoire communal où sont situés les terrains non bâtis, laissés à l'abandon et situés en bordure de la voie publique et les immeubles par nature inachevés, ainsi qu'à décourager l'habitat ou le commerce et les initiatives qui s'y rapportent, qu'il y a lieu également d'éviter un effet de contagion aux autres immeubles et terrains ;

Considérant que cette situation, s'il n'y est remédié, freine et compromet le renouvellement ou la restauration du patrimoine immobilier ;

Considérant que cette situation a des incidences sur le cadre de vie des personnes présentes dans la commune ainsi que sur la sécurité, l'ordre public et la propreté de l'espace public ;

Considérant que la commune de Forest souhaite encourager les initiatives qui contribuent à améliorer la qualité de vie des personnes présentes sur le territoire communal ; qu'elle peut inciter chaque propriétaire ou titulaire de droit réel sur un immeuble ou terrain à être attentif à son bien ;

Considérant par ailleurs que les tensions sur l'habitat sont très importantes dans la Région de Bruxelles-Capitale ; qu'il est dès lors également nécessaire d'inciter les propriétaires à rendre disponibles leurs biens aux personnes désirant se loger ;

Considérant enfin que les terrains non bâtis, laissés à l'abandon et situés en bordure de la voie publique et les immeubles par nature inachevés constituent une perte de recettes pour la commune telles que les additionnels communaux à l'impôt des personnes physiques qui auraient pu y établir leur domicile ;

Considérant que le Ministère de la Région de Bruxelles capitale dispose depuis 2012 d'un service chargé de rechercher et de constater l'infraction administrative visée à l'article 20 § 1 du code bruxellois du logement, cette infraction pouvant aboutir à l'infliction d'une amende administrative par le fonctionnaire dirigeant ce service ;

Considérant que le chapitre II du code bruxellois du logement met à charge de la commune en tant qu'opérateur immobilier public de nouvelles obligations, notamment tenir un registre des logements inoccupés sur le territoire communal et répondre dans les 3 mois aux associations agréées qui lui signalent un logement inoccupé ;

Considérant que le territoire communal dispose d'un pourcentage de logements de qualité à gestion publique et à finalité sociale qui reste inférieur à l'objectif que la commune a adopté en se référant aux objectifs régionaux et que tous les moyens sont utiles pour l'atteindre notamment le produit visé à l'article 23 du code du logement qui doit être affecté au

développement de la politique du logement ;

Considérant que l'autorité communale détient son pouvoir de taxation de l'article 170, § 4 de la Constitution ; qu'il lui appartient, dans le cadre de son autonomie fiscale, de déterminer les bases et l'assiette des impositions dont elle apprécie la nécessité au regard des besoins qu'elle estime devoir pourvoir, sous la seule réserve imposée par la Constitution, à savoir la compétence du législateur d'interdire aux communes de lever certains impôts ; que, sous réserve des exceptions déterminées par la loi, l'autorité communale choisit sous le contrôle de l'autorité de tutelle, la base des impôts levés par elle ;

Considérant que la détermination tant de la matière imposable que des redevables d'un impôt participe de l'autonomie fiscale reconnue à l'autorité communale ; qu'elle dispose, en la matière, d'un pouvoir discrétionnaire qu'elle exerce en tenant compte de ses besoins financiers spécifiques ;

DECIDE :

De modifier comme suit le règlement taxe sur les terrains non bâtis , laissés à l'abandon et situés en bordure de la voie publique et sur les immeubles par nature inachevés :

Article 1. Principe

Il est établi, à partir du 1er janvier 2024 jusqu'au 31 décembre 2025, une taxe annuelle sur les terrains non bâtis, laissés à l'abandon et situés en bordure de la voie publique et sur les immeubles par nature inachevés.

Article 2. Définitions

§1. Sont soumis à la taxe les terrains non bâtis, laissés à l'abandon et situés en bordure de la voie publique. Ces conditions sont cumulatives.

1. Au sens du présent règlement, sont considérés comme terrains non-bâtis les terrains qui, durant l'exercice d'imposition :

a) soit n'accueillent aucun bâtiment, et ce, soit depuis l'origine, soit suite à la démolition d'un immeuble préexistant ;

b) soit n'accueillent qu'une construction isolée accessoire non destinée à l'habitation, au commerce ou à l'industrie;

2. Au sens du présent règlement, sont considérés comme terrains non bâtis laissés à l'abandon, les terrains qui, durant l'exercice d'imposition, apparaissent comme n'étant pas pourvus d'une clôture solidement fixée au sol pour en assurer la stabilité, être au minimum de 2 m de hauteur et ne pas présenter un danger pour les passants, ou comme n'étant pas entretenus, ou comme laissant subsister des surfaces non aplanies au niveau de la rue suite à la destruction d'un immeuble préexistant.

3. Au sens du présent règlement sont considérés comme des terrains situés en bordure de la voie publique les terrains dont une des limites jouxte une voie publique.

§2. Sont également soumis à la taxe les immeubles, et leurs cours et jardins, inachevés. Au sens du présent règlement, sont considérés comme des immeubles inachevés, les immeubles dont le parachèvement n'est pas terminé et ne permet pas un usage de l'immeuble conforme à sa destination.

§3. Par destination, il faut entendre la destination de l'immeuble ou de la partie d'immeuble indiquée dans le permis d'urbanisme ou, à défaut d'un tel permis ou de précision dans le permis, l'affectation qui se détermine au moyen de toute preuve ou de toute présomption, telles que les données du cadastre s'il échet.

Article 3 Redevables et causes de solidarité

La taxe est due par le(s) propriétaire(s) ou le(s) titulaire(s) de droits réels sur le terrain ou sur l'immeuble au 1er janvier de l'exercice d'imposition, c'est-à-dire :

- Par le propriétaire.
- Par le tréfoncier, en cas d'emphytéose ou de superficie. L'emphytéote ou le superficiaire est solidairement responsable du paiement de la taxe ;
- Par l'usufruitier en cas d'usufruit. Le nu-propriétaire est solidairement responsable du paiement de la taxe.

Le titulaire éventuel de tout autre droit non réel, tel qu'un bail à rénovation, permettant d'occuper ou de faire occuper l'immeuble sous conditions de réparation, d'entretien ou de gestion est également solidairement tenu au paiement de la taxe.

Article 4 Taux et base d'imposition

§1. Le taux de la taxe sur les terrains non bâtis, laissés à l'abandon et situés en bordure de la voie publique et sur les immeubles par nature inachevés est fixé à 1010,86 € par mètre courant pour l'année 2024. L'année suivante, le taux annuel, fixé au 1er janvier, sera indexé de 2 %, conformément au tableau suivant :

2025
1031,08 €

§2. La base de la taxe dépend :

1. Pour les terrains non bâtis, comme pour les bâtiments et leurs cours et jardins, du nombre de rues qu'ils jouxtent et de la manière dont ils jouxtent les rues. La base de taxation correspond ainsi :

- a) Lorsque le bien taxé ne jouxte qu'une seule rue : au nombre de mètres courants que compte la limite avec cette rue ;
- b) Lorsque le bien taxé jouxte plusieurs rues sans former un coin : au nombre de mètres courants que compte la limite la plus longue avec ces rues ;
- c) Lorsque le bien taxé forme un coin : au nombre de mètres courants que compte le côté le plus long du bien avec les rues ;
- d) Lorsque le bien taxé ne jouxte aucune rue : au nombre de mètres courants que compte le côté le plus long du bien.

2. Pour les bâtiments inachevés, et leurs cours et jardins, la base de taxation correspond au nombre de mètres courants définis en application de l'alinéa qui précède, multiplié par le nombre de niveaux y compris les combles et les sous-sols occupables ou exploitables.

§3. La taxe est due pour l'exercice d'imposition – c'est-à-dire l'année entière à compter du 1er

janvier – au cours duquel le constat est dressé par l'employé communal assermenté.

La taxe sera due pour chaque exercice suivant et ce aussi longtemps que le bien concerné sera considéré comme étant laissé à l'abandon ou inachevé au sens du présent règlement.

Hormis les exonérations prévues à l'article 5, il n'est accordé ni remise, ni restitution pour quelque cause que ce soit.

§4. Le montant de la taxe est doublé lorsqu'une ou plusieurs enseignes et/ou un ou plusieurs dispositifs publicitaires sont disposés sur le bien visé par la taxe sauf si le redevable a déjà été imposé en vertu du règlement relatif à la taxe communale sur les panneaux publicitaires.

§5. Les immeubles ou terrains situés partiellement sur le territoire d'une autre commune sont imposables uniquement pour la partie située sur le territoire de la commune de Forest.

Article 5 Exonérations

§1. Sont exonérés de la taxe :

1. les immeubles dont il est prouvé par le redevable que l'état d'inachèvement remonte à moins de 3 mois ou n'a pas perduré plus de trois mois;

2. les immeubles situés dans le périmètre d'un plan d'expropriation approuvé par l'autorité compétente ou ne pouvant plus faire l'objet d'un permis d'urbanisme parce qu'un plan d'expropriation est en préparation ;

3. les immeubles dont l'état résulte d'un cas de force majeure. Pour prétendre à l'exonération sur cette base, il convient d'apporter la preuve que l'évènement invoqué comme constitutif de force majeure répond aux caractéristiques suivantes, à savoir : présenter un caractère imprévisible, insurmontable et inévitable ainsi qu'être exempt de toute implication du redevable dans l'enchaînement des circonstances ayant conduit à cet évènement ;

4. l'année du sinistre ainsi que pendant les deux années d'imposition qui suivent l'année du sinistre, les immeubles qui ont été accidentellement sinistrés. Cette exonération ne s'applique pas lorsque l'immeuble sinistré remplissait déjà les conditions pour être soumis à la présente taxe ;

5. les immeubles qui ont fait l'objet d'une demande de permis d'urbanisme. L'exonération est applicable pour l'exercice d'imposition au cours duquel le permis d'urbanisme a été délivré ainsi qu'au cours de l'exercice d'imposition suivant;

6. L'immeuble ou la partie d'immeuble destiné au logement au sens de l'article 2 § 3 du présent règlement.

7. En exécution de l'article 282 du COBAT, sont également exonérés de la taxe :

a) le terrain non bâti lorsque le propriétaire n'a que ce bien à l'exclusion de tout autre bien immobilier. La dispense ne vaut que durant les cinq exercices qui suivent l'acquisition du bien ou, s'il est déjà acquis au moment de l'entrée en vigueur du présent règlement, durant les cinq exercices qui suivent cette entrée en vigueur ;

b) les terrains non bâtis des sociétés régionales et locales ayant pour objet la construction de logements sociaux ;

c) les terrains sur lesquels il n'est pas permis de bâtir en vertu d'une décision de l'autorité ou lorsqu'il n'est pas possible de le faire ou lorsque les terrains sont effectivement utilisés à des

fins agricoles ou horticoles.

§2. Sauf pour ce qui est prévu ci-dessus par l'article 5, § 1er, 7°, les exonérations prévues au présent article ne s'appliquent pas si, durant l'exercice d'imposition l'immeuble fait l'objet d'installations productives de revenus tels que panneaux d'affichage, pylônes, mâts, antennes et autres dispositifs de télécommunication, d'émissions de signaux et d'échanges d'informations par voie hertzienne, cette liste n'étant pas exhaustive.

Article 6. Procédure

§1. Les constats sur base du présent règlement sont effectués par des employés communaux assermentés et désignés à cette fin par le Collège des Bourgmestre et Echevins. Les procès-verbaux qu'ils rédigent font foi jusqu'à preuve du contraire. Lorsqu'une visite de l'immeuble est nécessaire et n'a pas pu se réaliser à défaut pour le redevable d'y donner son consentement, ces employés ne pourront pénétrer d'office dans le logement qu'avec l'autorisation préalable du Tribunal de police.

§2. L'administration communale adresse au contribuable le constat ainsi qu'une formule de déclaration dans les 60 jours à dater du constat.

Lorsque le domicile ou le siège social du redevable n'est pas connu par l'autorité communale, la notification prévue à l'alinéa précédent sera valablement opérée par l'affichage d'un avis sur le bien concerné lisible depuis l'espace public; Cet avis comportera les mentions suivantes : - la date du passage et celle de l'affichage ; - l'identification précise du service communal compétent ; - l'application du présent règlement.

§3. Le redevable dispose d'un délai de 60 jours pour renvoyer la formule de déclaration dûment remplie et signée. Ce délai commence à courir le troisième jour ouvrable suivant la date d'envoi du constat et de la demande de renseignements ou de l'affichage prévus à l'article 6§2 du présent règlement. Les contribuables qui n'ont pas reçu de déclaration doivent en réclamer une à l'administration communale.

§4. *L'absence de déclaration dans les délais prévus à l'article 6§2 du présent règlement ou la déclaration incorrecte, incomplète ou imprécise de la part du redevable entraîne l'enrôlement d'office de la taxe sur base des données dont la commune dispose.*

Avant de procéder à la taxation d'office, l'administration communale notifie au redevable, par lettre recommandée à la poste, les motifs du recours à cette procédure, les éléments sur lesquels la taxation est basée, le mode de détermination de ces éléments ainsi que le montant de la taxe.

Le redevable dispose d'un délai de trente jours calendrier à compter du troisième jour ouvrable suivant la date d'envoi de la notification pour faire valoir ses observations par écrit. Le redevable est tenu de produire la preuve de l'exactitude des éléments qu'il invoque.

L'administration communale procédera à l'enrôlement d'office de la taxe en fonction des éléments sur lesquels la taxation est basée visés à l'alinéa 2 si, au terme de ce délai, le redevable n'a émis aucune observation qui justifie l'annulation de cette procédure.

Les taxes enrôlées d'office sont majorées comme suit :

- premier enrôlement d'office : 20 % du droit dû ou estimé comme tel;

- deuxième enrôlement d'office : 50 % du droit dû ou estimé comme tel;

- à partir du troisième enrôlement d'office : 100 % du droit dû ou estimé comme tel.

Il n'est pas tenu compte d'un enrôlement d'office pour le calcul de la majoration lorsque la taxe a été enrôlée normalement au cours des trois exercices d'imposition qui suivent celui auquel se rapporte cet enrôlement d'office.

Article 7 Cession du bien

§1. En cas de vente, de constitution de droits réels ou personnels, de cession entre vifs d'un bien ayant fait l'objet de la notification ou de l'affichage prévus à l'article 6§2 ou de la notification prévue à l'article 6§4, al.2 ou encore pour lequel la taxe est effectivement enrôlée, le détenteur des droits vendus ou cédés doit informer par écrit l'acquéreur que ce bien est frappé par la taxe ou qu'il est susceptible de l'être.

§2. Le cédant est tenu de communiquer à l'administration communale, dans les trente jours de la passation de l'acte authentique de vente ou de cession, par lettre recommandée, la désignation exacte du bien concerné, la date de la passation de cet acte, le nom et l'adresse du ou des acquéreurs, ainsi que la preuve qu'il a bien informé le cessionnaire que le bien est frappé par la taxe ou qu'il est susceptible de l'être.

§3. En cas de cession pour cause de mort, les ayants-droit sont solidairement tenus de communiquer à l'administration communale, dans les cinq mois suivant le décès, par lettre recommandée, la désignation exacte du bien concerné, le nom et l'adresse du de cujus, la date du décès, ainsi que leur nom et adresse.

§4. En cas d'extinction d'un des droits visés à l'article 3 pour quelque cause que ce soit, le plein propriétaire notifie aux autorités communales, dans les 30 jours de l'acte ou du fait ayant causé l'extinction de droit, la désignation exacte du bien concerné, la date à laquelle ce droit s'est éteint et le nom du ou des titulaires(s) dont le droit s'est éteint.

Article 8 Recouvrement

§1. Le recouvrement de la taxe se fait par voie de rôle.

§2. Le rôle de la taxe est arrêté et rendu exécutoire par le collège des bourgmestre et échevins. Le redevable de la taxe recevra, sans frais, un avertissement-extrait de rôle.

§3. La taxe est payable dans les deux mois de l'envoi de l'avertissement extrait de rôle. A défaut de paiement dans le délai imparti, les sommes dues sont productives de l'intérêt de retard au profit de l'administration calculé d'après les règles fixées par l'article 414 du Code des Impôts sur les revenus de 1992.

§4. La taxe est recouvrée par le receveur communal conformément aux règles établies pour la perception des impôts au profit de l'Etat.

Article 9 Réclamation

§1. Le redevable peut introduire une réclamation auprès du collège des bourgmestre et échevins qui agit en tant qu'autorité administrative.

§2. Cette réclamation doit être introduite, sous peine de déchéance, dans un délai de trois mois à partir de la date de recouvrement de la taxe.

§3. Elle doit en outre, à peine de nullité, être introduite par courrier avec accusé de réception. Elle est datée et signée par le réclamant ou son représentant et mentionne :

- les noms, qualité, adresse ou siège du redevable à charge duquel l'imposition est établie ;
- l'objet et un exposé des raisons de la réclamation.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

29 votants : 21 votes positifs, 8 votes négatifs.

Non : Dominique Goldberg, Cédric Pierre, Isabelle Lukebamoko-Maduda, Christophe Borcy, Xavier Jans, Michael Van Vlasselaer, Valerie Pauwels, Iris Vlodayer.

Financiën - Belasting op de onbebouwde, verwaarloosde terreinen gelegen langs de openbare weg en op de, uit hun aard, onafgewerkte gebouwen - Reglement - Wijzigingen.

DE RAAD,

Gelet op artikel 170 §4 van de Grondwet;

Gelet op artikelen 117 en 118 van de Nieuwe Gemeentewet;

Gelet op artikel 252 van de Nieuwe Gemeentewet waarbij het begrotingsevenwicht wordt opgelegd aan de gemeenten;

Gelet op de ordonnantie van 3 april 2014 betreffende de vestiging, de invordering en de geschillen inzake gemeentebelastingen en latere wijzigingen;

Gelet op de ordonnantie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest van 30 april 2009 die een hoofdstuk V toevoegt aan titel III van de huisvestingscode betreffende de straffen in geval van woningleegstand, tot wijziging van de ordonnantie van 12 december 1991 houdende oprichting van begrotingsfondsen en tot wijziging van het Gerechtelijke Wetboek;

Gelet op artikel 23 van de Brusselse huisvestingscode waarin voorzien wordt dat vijftientig procent van de opbrengst van de administratieve boetes voor leegstaande woningen terugbetaald wordt aan de gemeente waar het leegstaande goed zich bevindt voor zover ze uitdrukkelijk de leegstaande woningen uitgesloten heeft uit het toepassingsgebied van haar belastingreglement betreffende de verwaarloosde, leegstaande of onafgewerkte bebouwde eigendommen;

Gelet op het belastingreglement op de onbebouwde, verwaarloosde terreinen gelegen langs de openbare weg en op de, uit hun aard, onafgewerkte gebouwen, gestemd door de gemeenteraad op 20 december 2022;

Overwegende dat het tarief van de voormelde belasting gerechtvaardigd is omwille van de alsmaar stijgende lasten die op de gemeentelijke financiën wegen, die onder andere hun oorsprong vinden in een onderfinanciering van de gemeenten door het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;

Overwegende dat de door deze belasting nagestreefde doelstelling erin bestaat aan de gemeente Vorst de financiële middelen te verschaffen die noodzakelijk zijn om haar taken en beleidsmaatregelen te kunnen uitvoeren alsook om haar financieel evenwicht te verzekeren en overwegende dat het, in het nastreven van deze doelstelling, gerechtvaardigd blijkt om rekening te houden met de financiële capaciteit van de belastingplichtigen vanuit het gegronde streven naar een evenwichtige verdeling van de belastingdruk;

Overwegende dat de eigenaars van de gebouwen gelegen op het grondgebied van de gemeente Vorst gebruik kunnen maken van alle gemeentelijke infrastructuren die ter beschikking staan van de natuurlijke personen die al dan niet op het grondgebied van de gemeente wonen, met

inbegrip van het wegnemen waarvan het onderhoud een zekere en niet verwaarloosbare kost vertegenwoordigt en dat al deze voordelen een zekere meerwaarde vormen;

Overwegende de noodzaak om de onbebouwde, verwaarloosde terreinen gelegen langs de openbare weg en op de, uit hun aard, onafgewerkte gebouwen doeltreffend te bestrijden;

Overwegende dat het bestaan, op het grondgebied van de gemeente, van onbebouwde, verwaarloosde terreinen gelegen langs de openbare weg en op de, uit hun aard, onafgewerkte gebouwen de huisvesting en de initiatieven hieromtrent ontmoedigt;

Overwegende dat deze toestand de aantrekkingskracht vermindert van de zones van het gemeentelijke grondgebied waar de onbebouwde, verwaarloosde terreinen gelegen langs de openbare weg en op de, uit hun aard, onafgewerkte gebouwen gelegen zijn en ook de huisvesting of de handel en de initiatieven hieromtrent ontmoedigt, dat het tevens aangewezen is een besmettingseffect naar de andere gebouwen en terreinen te vermijden;

Overwegende dat deze toestand, indien deze niet wordt aangepakt, de vernieuwing of de restauratie van het onroerend erfgoed afremt en schade toebrengt;

Overwegende dat deze toestand een weerslag heeft op de leefomgeving van de mensen die aanwezig zijn in de gemeente, net als op de veiligheid, de openbare orde en de netheid van de openbare ruimte;

Overwegende dat de gemeente Vorst de initiatieven die bijdragen tot een verbeterde levenskwaliteit van de mensen aanwezig op het gemeentelijke grondgebied wenst aan te moedigen; dat ze elke eigenaar of houder van een zakelijk recht op een gebouw of terrein ertoe kan aanzetten aandacht te besteden aan zijn goed;

Overwegende dat de woondruk overigens zeer aanzienlijk is in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest; dat het bijgevolg tevens noodzakelijk is om de eigenaars ertoe aan te zetten om hun goederen beschikbaar te stellen aan de personen die zich willen huisvesten;

Overwegende tot slot dat de onbebouwde, verwaarloosde terreinen gelegen langs de openbare weg en op de, uit hun aard, onafgewerkte gebouwen een verlies aan inkomsten vormen voor de gemeente zoals de gemeentelijke opcentiemen op de personenbelasting van personen die zich hier hadden kunnen vestigen;

Overwegende dat het Ministerie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest sinds 2012 over een dienst beschikt die belast is met het opsporen en vaststellen van de administratieve overtreding bedoeld in artikel 20 § 1 van de Brusselse huisvestingscode, waarbij deze overtreding kan leiden tot het opleggen van een administratieve geldboete door de leidende ambtenaar van deze dienst;

Overwegende dat hoofdstuk II van de Brusselse huisvestingscode de gemeente in de hoedanigheid van openbaar vastgoedbeheerder belast met nieuwe verplichtingen, met name een register bijhouden van de op het gemeentelijke grondgebied leegstaande woningen en binnen de 3 maanden antwoorden aan erkende verenigingen die haar een leegstaande woning melden;

Overwegende dat het gemeentelijke grondgebied over een percentage van kwaliteitswoningen in openbaar beheer en met sociaal doel beschikt dat lager blijft dan de doelstelling die de gemeente aangenomen heeft door te verwijzen naar de gewestelijke doelstellingen en dat alle middelen nuttig zijn om deze doelstelling te bereiken, met name de opbrengst bedoeld in artikel 23 van de huisvestingscode die bestemd moet worden voor de ontwikkeling van het huisvestingsbeleid;

Overwegende dat de gemeentelijke overheid haar bevoegdheid tot het heffen van belastingen ontleent aan artikel 170, §4 van de Grondwet; dat ze in het kader van haar fiscale autonomie de basis en de grondslag bepaalt van de belastingen waarvan zij de noodzaak beoordeelt naargelang de behoeften waarin ze meent te moeten voorzien, met de enige beperking opgelegd door de Grondwet, nl. de bevoegdheid van de wetgever om de gemeenten te verbieden bepaalde belastingen te heffen; dat de gemeentelijke overheid, onverminderd de bij wet bepaalde uitzonderingen, onder toezicht van de toezichthoudende overheid de basis kiest van de belastingen die ze heft;

Overwegende dat zowel de bepaling van de belastbare materie als deze van de belastingplichtigen behoort tot de fiscale autonomie toegekend aan de gemeentelijke overheid; dat zij in deze materie beschikt over een discretionaire bevoegdheid die zij uitoefent rekening houdend met haar specifieke financiële behoeften;

BESLIST:

Het belastingreglement op de onbebouwde, verwaarloosde terreinen gelegen langs de openbare weg en op de, uit hun aard, onafgewerkte gebouwen als volgt te wijzigen:

Artikel 1 Principe

Er wordt vanaf 1 januari 2024 tot 31 december 2025 een jaarlijkse belasting gevestigd op de onbebouwde, verwaarloosde percelen die gelegen zijn langs de openbare weg en op de, uit hun aard, onafgewerkte onroerende goederen.

Artikel 2 Definities

§1. Worden aan deze belasting onderworpen de onbebouwde, verwaarloosde percelen die gelegen zijn langs de openbare weg. Deze voorwaarden zijn cumulatief.

1. In de zin van huidig reglement, worden beschouwd als onbebouwde percelen de percelen waarop tijdens het dienstjaar van de heffing:

a) ofwel geen enkel gebouw staat, en dit, ofwel sinds de oorsprong, ofwel ten gevolge van de afbraak van een voorheen bestaand gebouw;

b) ofwel slechts een afzonderlijke bijkomende constructie staat, die niet bestemd is voor bewoning, handel of industrie;

2. In de zin van huidig reglement worden beschouwd als onbebouwde verwaarloosde percelen, de percelen die tijdens het dienstjaar van de heffing niet voorzien zijn van een afsluiting die stevig aan de grond bevestigd is om de stabiliteit ervan te waarborgen, minstens 2 (twee) meter hoog is en die geen gevaar inhoudt voor de voorbijgangers, of die niet onderhouden worden of die niet effen gemaakte oppervlakten langs de straat laten bestaan als gevolg van de afbraak van een voorheen bestaand gebouw.

3. In de zin van huidig reglement worden beschouwd als percelen gelegen langs de openbare weg de percelen waarvan één van de zijden grenst aan een openbare weg.

§2. Worden tevens aan de belasting onderworpen de onafgewerkte onroerende goederen, en hun hoven en tuinen. In de zin van huidig reglement worden als onafgewerkte onroerende goederen beschouwd de onroerende goederen waarvan de afwerking niet beëindigd is en geen gebruik van het onroerend goed conform zijn bestemming mogelijk maakt.

§3. Wordt als bestemming beschouwd, de bestemming van het gebouw of gedeelte ervan,

vermeld in de stedenbouwkundige vergunning of, bij gebrek aan een dergelijke vergunning of precisering in de vergunning, de bestemming die vastgesteld wordt door middel van elk bewijs of elk vermoeden, zoals de gegevens van het kadaster indien nodig.

Artikel 3 Belastingplichtigen en solidariteit

De belasting is verschuldigd door de eigenaar(s) of de houder(s) van zakelijke rechten op het perceel of op het gebouw op 1 januari van het aanslagjaar van de heffing, namelijk :

- door de eigenaar.
- door de opstalgever, in geval van recht van erfpacht of van opstal. De erfpachter of de opstalhouder is solidair verantwoordelijk voor de betaling van de belasting;
- door de vruchtgebruiker, in geval van vruchtgebruik. De naakte eigenaar is solidair verantwoordelijk voor de betaling van de belasting.

De eventuele houder van elk ander niet zakelijk recht, zoals een renovatiecontract, die het mogelijk maakt om het gebouw te bewonen of te doen bewonen mits voorwaarden van herstelling, onderhoud of beheer, is tevens solidair gehouden tot de betaling van de belasting.

Artikel 4 Aanslagvoet en basis van de belasting

§1: Het tarief van de belasting op de onbebouwde, verwaarloosde terreinen gelegen langs de openbare weg en op de, uit hun aard, onafgewerkte gebouwen wordt vastgesteld op 1010,86 € per strekkende meter voor het jaar 2024. De volgende jaar zal het jaartarief, vastgesteld op 1 januari, met 2 % geïndexeerd worden overeenkomstig de volgende tabel:

2025
1031,08 €

§2. De basis van de belasting hangt af van:

1. Voor de onbebouwde percelen, evenals voor de gebouwen en hun hoven en tuinen, het aantal straten waaraan zij grenzen en van de wijze waarop zij aan de straten grenzen. De basis van de aanslag komt aldus overeen :

- a) Wanneer het belaste goed slechts aan één straat grenst : met het aantal strekkende meter dat de grens met deze straat telt;
- b) Wanneer het belaste goed aan meerdere straten grenst zonder een hoek te vormen: met het aantal strekkende meter dat de langste grens met deze straten telt;
- c) Wanneer het belaste goed een hoek vormt : met het aantal strekkende meter dat de langste kant van het goed met de straten telt;
- d) Wanneer het belaste goed aan geen enkele straat grenst : met het aantal strekkende meter dat de langste kant van het goed telt.

2. Voor de onafgewerkte gebouwen en hun hoven en tuinen komt de basis van de aanslag overeen met het aantal strekkende meter bepaald in toepassing van het voorgaande lid, vermenigvuldigd met het aantal verdiepingen met inbegrip van de bewoonbare of uitbaatbare zolder- en kelderverdiepingen.

§3. De belasting is verschuldigd voor het aanslagjaar van de heffing – namelijk het volledige

jaar te tellen vanaf 1 januari – tijdens hetwelk de vaststelling opgesteld wordt door de beëdigde gemeentelijke werknemer.

De belasting zal verschuldigd zijn voor elk volgend aanslagjaar en dit zolang het betrokken goed beschouwd zal worden als verwaarloosd of onafgewerkt in de zin van huidig reglement. Buiten de vrijstellingen voorzien in artikel 5, wordt er geen korting, noch terugbetaling toegekend omwille van eender welke reden.

§4. Het bedrag van de belasting wordt verdubbeld wanneer één of meerdere uithangborden en/of één of meerdere reclamevoorzieningen aangebracht zijn op het goed waarop de belasting betrekking heeft behalve indien de belastingplichtige reeds belast werd krachtens het reglement dat betrekking heeft op de gemeentebelasting op de reclameborden.

§5. De gebouwen of percelen die gedeeltelijk op het grondgebied van een andere gemeente liggen, zijn enkel belastbaar voor het deel gelegen op het grondgebied van de gemeente Vorst.

Artikel 5 Vrijstellingen

§1. Zijn vrijgesteld van de belasting:

1. de gebouwen waarvan door de belastingplichtige bewezen is dat de staat van onafwerking minder dan 3 maanden geleden is of niet langer heeft geduurd dan 3 maanden;

2. de gebouwen gelegen binnen de perimeter van een onteigeningsplan goedgekeurd door de bevoegde overheid of die niet meer het voorwerp kunnen uitmaken van een bouwvergunning omdat er een onteigeningsplan in voorbereiding is;

3. de gebouwen waarvan de staat te wijten is aan een geval van overmacht. Om op deze basis aanspraak te kunnen maken op een vrijstelling, dient bewezen te worden dat het voorval, dat als bestanddeel van de overmacht ingeroepen wordt, beantwoordt aan de volgende eigenschappen: het feit was niet te voorzien, onoverkomelijk en onvermijdelijk, en de belastingplichtige was op geen enkele manier betrokken in het verloop van de omstandigheden die tot dit voorval hebben geleid;

4. het jaar dat de ramp plaatsvond evenals gedurende de twee jaar die volgen op het jaar van het onheil, de gebouwen die per ongeluk geteisterd werden. Deze vrijstelling geldt niet wanneer het geteisterde gebouw reeds onder de voorwaarden viel om onderworpen te worden aan huidige belasting;

5. de gebouwen die het voorwerp hebben uitgemaakt van een bouwvergunningsaanvraag. De vrijstelling is van toepassing voor het aanslagjaar waarin de bouwvergunning uitgereikt werd evenals voor het volgende aanslagjaar;

6. het gebouw of deel van gebouw bestemd voor huisvesting in de zin van artikel 2 § 3 van het huidige reglement.

7. In uitvoering van artikel 282 van het BWRO, zijn tevens vrijgesteld van de belasting :

a) het onbebouwde perceel wanneer de eigenaar alleen dit goed heeft met uitsluiting van elk ander vastgoed. De vrijstelling geldt slechts gedurende de vijf dienstjaren die volgen op de aankoop van het goed of, indien ze reeds verworven was op het ogenblik van inwerkingtreding van huidig reglement, gedurende de vijf dienstjaren die volgen op deze inwerkingtreding;

b) de onbebouwde percelen van de gewestelijke en plaatselijke maatschappijen die als doel de bouw van sociale woningen hebben;

c) de percelen waarop het niet toegelaten is te bouwen krachtens een beslissing van de overheid of wanneer het niet mogelijk is dit te doen of wanneer de percelen effectief gebruikt worden voor landbouw of tuinbouw.

§2. Behalve voor wat hierboven voorzien is door artikel 5, § 1, 7°, zijn de vrijstellingen voorzien in huidig artikel niet van toepassing indien er zich, tijdens het aanslagjaar van de heffing, winstgevende installaties op het gebouw bevinden zoals aanplakborden, pylonen, masten, antennes en andere telecommunicatiemiddelen, zendapparatuur voor signalen en informatie-uitwisseling via hertzgolven. Deze lijst is niet limitatief.

Artikel 6 Procedure

§1. De vaststellingen op basis van huidig reglement worden uitgevoerd door beëdigde gemeentelijk agenten en die hiervoor aangesteld werden door het College van Burgemeester en Schepenen. De proces-verbalen die zij opstellen, zijn rechtsgeldig tot het bewijs van het tegendeel. Wanneer een bezoek aan het gebouw nodig is en niet uitgevoerd kon worden omdat de belastingplichtige hier niet mee heeft ingestemd, mogen deze agenten de woning van ambtswege enkel betreden met de voorafgaande instemming van de Politierechtbank.

§2. Het gemeentebestuur stuurt de vaststelling evenals een aangifteformulier naar de belastingplichtige binnen de 60 dagen te tellen vanaf de vaststelling.

Wanneer de verblijfplaats of de maatschappelijke zetel van de belastingplichtige niet gekend is door de gemeentelijke overheid, wordt de betekening voorzien in voorgaand lid geldig uitgevoerd door het aanplakken van een aankondiging op het betrokken goed die leesbaar is vanaf de openbare ruimte;

Deze aankondiging bevat de volgende vermeldingen :

- de datum dat langsgekomen werd en de datum van aanplakking ;
- de nauwkeurige identificatie van de bevoegde gemeentedienst ;
- de toepassing van huidig reglement.

§3. De belastingplichtige beschikt over een termijn van 60 dagen om het behoorlijk ingevulde en ondertekende aangifteformulier terug te sturen. Deze termijn begint te lopen vanaf de derde werkdag volgend op de verzenddatum van de vaststelling en de vraag om inlichtingen of de aanplakking voorzien in artikel 6§2 van huidig reglement.

De belastingplichtigen die geen aangifteformulier ontvangen hebben, moeten er één aanvragen bij het gemeentebestuur.

§4. Bij gebrek aan aangifte binnen de in artikel 6§2 bepaalde termijn of onjuiste, onvolledige of onnauwkeurige aangifte door de belastingplichtige, wordt de belasting ambtshalve ingekohierd op basis van de gegevens waarover de gemeente beschikt.

Alvorens tot ambtshalve belastingheffing over te gaan, stelt het gemeentebestuur de belastingplichtige bij aangetekende brief in kennis van de redenen voor deze procedure, de elementen waarop de belasting wordt gebaseerd, de wijze waarop deze elementen worden bepaald en het bedrag van de belasting.

De belastingplichtige beschikt over een termijn van dertig kalenderdagen vanaf de derde werkdag volgend op de datum van verzending van de kennisgeving om zijn opmerkingen schriftelijk in te dienen. De belastingplichtige moet de juistheid van de door hem aangevoerde

elementen bewijzen.

Het gemeentebestuur zal overgaan tot ambtshalve heffing op basis van de elementen waarop de inkohiering gevestigd is, zoals omschreven in paragraaf 2, indien de belastingplichtige na afloop van deze termijn geen opmerkingen heeft gemaakt die de annulering van deze procedure rechtvaardigen.

De ambtshalve ingekohierde belastingen worden verhoogd als volgt:

- eerste ambtshalve inkohiering: 20 % van het verschuldigde of geraamde verschuldigd recht;*
- tweede ambtshalve inkohiering: 50 % van het verschuldigde of geraamde verschuldigd recht;*
- vanaf de derde ambtshalve inkohiering: 100 % van het verschuldigde of geraamde verschuldigd recht.*

Er wordt voor de berekening van de verhoging geen rekening gehouden met een ambtshalve inkohiering als de belasting in de loop van de drie aanslagjaren volgend op het jaar waarop deze ambtshalve inkohiering betrekking heeft normaal ingekohierd werd.

Artikel 7 Overdracht van het goed

§1. In geval van verkoop, van vestiging van zakelijke of persoonlijke rechten, of van overdracht onder levenden van een goed dat het voorwerp heeft uitgemaakt van de notificatie of van de aanplakking voorzien in artikel 6§2 of van de notificatie voorzien in artikel 6§4, 2de lid of nog waarvoor de belasting effectief ingekohierd is, dient de houder van de verkochte of overgedragen rechten de koper schriftelijk in te lichten dat dit goed onderworpen is aan de belasting of dat het ervoor in aanmerking komt.

§2. De overdrager is verplicht, binnen de dertig dagen na het verlijden van de authentieke verkoop- of overdrachtsakte, het gemeentebestuur bij aangetekend schrijven op de hoogte te brengen van de precieze bestemming van het betrokken goed, de datum van het verlijden van deze akte, de naam en het adres van de koper(s), evenals het bewijs dat hij de koper wel degelijk op de hoogte gebracht heeft dat het goed onderworpen is aan de belasting of dat het ervoor in aanmerking komt.

§3. In geval van overdracht wegens overlijden zijn de rechthebbenden solidair gehouden om het gemeentebestuur bij aangetekend schrijven binnen de vijf maanden na het overlijden op de hoogte te brengen van de precieze bestemming van het betrokken goed, de naam en het adres van de de cujus, de datum van het overlijden, evenals hun naam en adres.

§4. In geval van verval van een van de rechten waarvan sprake in artikel 3 voor eender welke reden, brengt de volle eigenaar de gemeentelijke overheid, binnen de 30 dagen na de akte of na het feit dat het verval van het recht veroorzaakt heeft, op de hoogte van de precieze bestemming van het betrokken goed, de datum waarop dit recht eindigt en de naam van de houder(s) waarvan het recht eindigt.

Artikel 8 Invordering

§1. De belasting wordt ingevorderd door middel van een kohier.

§2. Het belastingkohier wordt vastgesteld en uitvoerbaar verklaard door het college van burgemeester en schepenen. De belastingplichtige ontvangt gratis een aanslagbiljet.

§3. De belasting dient binnen de twee maanden na de verzending van het aanslagbiljet betaald

te worden. Bij niet-betaling binnen de voorgeschreven termijn, geven de verschuldigde sommen aanleiding tot nalatigheidintrest ten gunste van het bestuur berekend volgens de regels vastgesteld door artikel 414 van het Wetboek van de Inkomstenbelastingen 1992.

§4. De belasting wordt ingevorderd door de gemeenteontvanger conform de regels opgesteld voor de inning van de belastingen ten gunste van de Staat.

Artikel 9 Bezwaarschrift

§1. De belastingplichtige kan een bezwaarschrift indienen bij het college van burgemeester en schepenen, dat als bestuursoverheid optreedt.

§2. Dit bezwaarschrift moet, op straffe van verval, ingediend worden binnen een termijn van drie maanden volgend op de datum van de invordering van de belasting.

§3. Het moet bovendien, op straffe van nietigheid, ingediend worden per brief met ontvangstbewijs. Het moet gedateerd en ondertekend zijn door de bezwaarindiener of zijn vertegenwoordiger en vermeldt:

- de namen, hoedanigheid, adres of zetel van de belastingplichtige ten laste van wie de belasting gevestigd wordt;

- het voorwerp en een uiteenzetting van de redenen van het bezwaarschrift.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

29 stemmers : 21 positieve stemmen, 8 negatieve stemmen.

Nee : Dominique Goldberg, Cédric Pierre, Isabelle Lukebamoko-Maduda, Christophe Borcy, Xavier Jans, Michael Van Vlasselaer, Valerie Pauwels, Iris Vlodayer.

3 annexes / 3 bijlagen

27 **Finances - Taxe sur les immeubles bâtis partiellement ou totalement inoccupés ou inexploités - Règlement - Modifications.**

LE CONSEIL,

Vu l'article 170 §4 de la Constitution ;

Vu les articles 117 et 118 de la Nouvelle Loi Communale ;

Vu l'article 252 de la Nouvelle Loi Communale qui impose l'équilibre budgétaire aux communes ;

Vu l'ordonnance du 3 avril 2014 relative à l'établissement, au recouvrement et au contentieux en matière de taxes communales et ses modifications ultérieures ;

Vu le règlement-taxe sur les immeubles bâtis partiellement ou totalement inoccupés ou inexploités , voté par le conseil communal le 20 décembre 2022 ;

Considérant que le taux de la taxe précitée est justifié par l'accroissement des charges grevant les finances communales, qui trouve sa source, notamment, dans un sous financement des communes de la Région de Bruxelles Capitale ;

Considérant que l'objectif poursuivi par la présente taxe est de procurer à la commune de Forest les moyens financiers nécessaires à ses missions et aux politiques qu'elle entend mener, ainsi que d'assurer son équilibre financier et considérant que, dans la poursuite de cet objectif, il apparaît juste de tenir compte de la capacité contributive des contribuables, dans un souci légitime d'assurer une répartition équitable de la charge fiscale ;

Considérant que les propriétaires des immeubles situés sur le territoire de la commune de Forest peuvent bénéficier de toutes les infrastructures communales mises à la disposition des personnes physiques résidant ou non sur le territoire de la commune, en ce compris de ses voiries dont l'entretien représente un coût certain et non négligeable et que tous ces avantages constituent une plus-value certaine ;

Considérant la nécessité de lutter efficacement contre les immeubles bâtis partiellement ou totalement inoccupés ou inexploités ;

Considérant que l'existence, sur le territoire de la commune, d'immeubles bâtis partiellement ou totalement inoccupés ou inexploités est de nature à décourager l'habitat et les initiatives qui s'y rapportent ;

Considérant que cette situation est de nature à diminuer l'attractivité des zones du territoire communal où sont situés les immeubles bâtis partiellement ou totalement inoccupés ou inexploités en bordure de la voie publique ainsi qu'à décourager l'habitat ou le commerce et les initiatives qui s'y rapportent, qu'il y a lieu également d'éviter un effet de contagion aux autres immeubles et terrains ;

Considérant que cette situation, s'il n'y est remédié, freine et compromet le renouvellement ou la restauration du patrimoine immobilier ;

Considérant que cette situation a des incidences sur le cadre de vie des personnes présentes dans la commune ainsi que sur la sécurité, l'ordre public et la propreté de l'espace public ;

Considérant que la commune de Forest souhaite encourager les initiatives qui contribuent à améliorer la qualité de vie des personnes présentes sur le territoire communal ; qu'elle peut inciter chaque propriétaire ou titulaire de droit réel sur un immeuble ou terrain à être attentif à son bien ;

Considérant par ailleurs que les tensions sur l'habitat sont très importantes dans la Région de Bruxelles-Capitale ; qu'il est dès lors également nécessaire d'inciter les propriétaires à rendre disponibles leurs biens aux personnes désirant se loger ;

Considérant enfin que les logements inoccupés constituent une perte de recettes pour la commune telles que les additionnels communaux à l'impôt des personnes physiques qui auraient pu y établir leur domicile ;

Considérant la volonté de ne plus passer par l'amende régionale pour les logements inoccupés, mais de désormais leur appliquer une taxe communale ;

Considérant que l'autorité communale détient son pouvoir de taxation de l'article 170, § 4 de la Constitution ; qu'il lui appartient, dans le cadre de son autonomie fiscale, de déterminer les bases et l'assiette des impositions dont elle apprécie la nécessité au regard des besoins qu'elle estime devoir pourvoir, sous la seule réserve imposée par la Constitution, à savoir la compétence du législateur d'interdire aux communes de lever certains impôts ; que, sous réserve des exceptions déterminées par la loi, l'autorité communale choisit sous le contrôle de l'autorité de tutelle, la base des impôts levés par elle ;

Considérant que la détermination tant de la matière imposable que des redevables d'un impôt participe de l'autonomie fiscale reconnue à l'autorité communale ; qu'elle dispose, en la matière, d'un pouvoir discrétionnaire qu'elle exerce en tenant compte de ses besoins financiers spécifiques ;

DECIDE :

De modifier comme suit le règlement taxe sur les immeubles bâtis partiellement ou totalement inoccupés ou inexploités :

Article 1 Principe

Il est établi à partir du 1^{er} janvier 2024 jusqu'au 31 décembre 2025 une taxe annuelle sur les immeubles bâtis partiellement ou totalement inoccupés ou inexploités.

Article 2 Définitions

§1 Est considéré comme un immeuble partiellement ou totalement inoccupé ou inexploité, l'immeuble bâti ou la partie d'immeuble bâti qui n'est pas effectivement occupé ou exploité, qu'il ait fait ou non fait l'objet d'une décision administrative en interdisant l'habitation, l'occupation ou l'exploitation, qu'il ait été reconnu ou non insalubre par les autorités habilitées à cette fin ou qu'il ait fait l'objet, menaçant ruine, d'un ordre de démolition du Bourgmestre.

§2 L'état d'inoccupation ou d'inexploitation est établi sur base d'indices objectifs tels que ceux repris dans la liste non limitative suivante :

- l'impossibilité d'avoir accès à l'immeuble, à cause d'un accès bloqué par exemple ;
- le manque de raccordements aux équipements utilitaires ;
- une consommation tellement basse des équipements utilitaires que l'utilisation de l'immeuble conformément à sa destination telle que visée au §3 ci-dessous peut être exclue ;
- la diminution du revenu cadastral conformément à l'article 15 du Code des Impôts sur les revenus 1992 ;
- l'absence d'inscription au registre de la population, de déclaration de seconde résidence à l'adresse de l'habitation ou d'inscription à la Banque carrefour des entreprises ;
- le manque de meubles indispensables à une occupation normale ;
- un état de délabrement ne permettant pas une occupation normale ;

L'occupation sans titre ni droit ne peut être considérée comme une occupation au sens du présent règlement.

§3 Par « destination de l'immeuble », il faut entendre la destination de l'immeuble ou de la partie d'immeuble indiquée dans le permis d'urbanisme ou, à défaut d'un tel permis ou de précision dans le permis, l'affectation qui se détermine au moyen de toute preuve ou de toute présomption, telles que les données du cadastre s'il échet.

Article 3 Redevables et causes de solidarité

La taxe est due par le titulaire du droit réel sur l'immeuble au 1er janvier de l'exercice d'imposition, c'est-à-dire :

- par le propriétaire.
- par le tréfoncier, en cas d'emphytéose ou de superficie. L'emphytéote ou le superficiaire est solidairement responsable du paiement de la taxe ;
- par l'usufruitier en cas d'usufruit. Le nu-propriétaire est solidairement responsable du

paiement de la taxe.

Le titulaire éventuel de tout autre droit non réel, tel qu'un bail à rénovation, permettant d'occuper ou de faire occuper l'immeuble considéré sous conditions de réparation, d'entretien ou de gestion est solidairement responsable du paiement de la taxe.

Article 4 Taux et base d'imposition

§1 Le taux de la taxe sur les immeubles bâtis partiellement ou totalement inoccupés ou inexploités est fixé à 1010,86€ par mètre courant de façade pour l'année 2024. L'année suivante, le taux annuel, fixé au 1er janvier, sera indexé de 2 %, conformément au tableau suivant :

2025
1031,08 €

§2 Lorsque l'immeuble touche à deux ou plusieurs rues, la base de calcul de la taxe est le développement le plus grand du bien à front de rue. Lorsque l'immeuble se situe en intérieur d'îlot, la base de calcul de la taxe est le plus grand développement d'une des façades.

Dans tous les cas, le résultat ainsi obtenu sera multiplié par le nombre de niveaux inoccupés ou inexploités y compris les combles et les sous-sols occupables ou exploitables.

§3 La taxe est due pour l'exercice d'imposition – c'est-à-dire l'année entière à compter du 1er janvier – au cours duquel le constat est dressé par l'employé communal assermenté.

La taxe sera due pour chaque exercice suivant et ce aussi longtemps que le bien concerné sera considéré comme étant inoccupé ou inexploité, en tout ou en partie au sens du présent règlement.

Hormis les exonérations prévues à l'article 5, il n'est accordé ni remise, ni restitution pour quelque cause que ce soit.

§4 Le montant de la taxe est doublé lorsqu'une ou plusieurs enseignes et/ou un ou plusieurs dispositifs publicitaires sont apposés sur le bien immeuble visé par la taxe sauf si le redevable a déjà été imposé en vertu de la taxe communale sur les panneaux publicitaires.

§5 Les immeubles partiellement inoccupés ou inexploités sont taxés à due proportion de la taxe sur les immeubles entièrement inoccupés ou inexploités.

§ 6 Les immeubles situés partiellement sur le territoire d'une autre commune sont imposables uniquement pour la partie située sur le territoire de la commune de Forest.

Article 5 Exonérations

§1 Sont exonérés de la taxe :

1. Les immeubles dont il est prouvé par le redevable que l'inoccupation ou l'inexploitation remonte à moins de 3 mois ou n'a pas perduré plus de trois mois;
2. Les immeubles situés dans le périmètre d'un plan d'expropriation approuvé par l'autorité compétente ou ne pouvant plus faire l'objet d'un permis d'urbanisme parce qu'un plan d'expropriation est en préparation ;

3. Les immeubles dont l'état résulte d'un cas de force majeure. Pour prétendre à l'exonération sur cette base, il convient d'apporter la preuve que l'évènement invoqué comme constitutif de force majeure répond aux caractéristiques suivantes, à savoir : présenter un caractère imprévisible, insurmontable et inévitable ainsi qu'être exempt de toute implication du redevable dans l'enchaînement des circonstances ayant conduit à cet évènement ;

4. L'année du sinistre ainsi que pendant les deux années d'imposition qui suivent l'année du sinistre, les immeubles qui ont été accidentellement sinistrés. Cette exonération ne s'applique pas lorsque l'immeuble sinistré remplissait déjà les conditions pour être soumis à la présente taxe ;

5. Les immeubles pour lesquels des travaux de rénovation complets sont entrepris afin de leur permettre d'être occupés ou exploités conformément aux lois et règlements en vigueur qui se poursuivent pendant une durée supérieure à 6 mois et font obstacle à une jouissance paisible des lieux. Ces travaux devront être entamés et poursuivis avec diligence et ne peuvent être interrompus pendant plus de trois mois. Ces travaux doivent être prouvés par la production de factures et éventuellement par la présentation de photos (avant et après les travaux). Le propriétaire ou le tiers désigné par le propriétaire doit permettre l'accès à un agent habilité à cette fin, afin de vérifier les travaux repris dans ces factures. En tout état de cause, l'exonération n'est applicable que pour deux exercices d'imposition maximum.

§2 Hormis l'exonération prévue au §1er 6° en faveur des logements, les exonérations prévues au présent article ne s'appliquent pas si, durant l'exercice d'imposition l'immeuble fait l'objet d'installations productives de revenus tels que panneaux d'affichage, pylônes, mâts, antennes et autres dispositifs de télécommunication, d'émissions de signaux et d'échanges d'informations par voie hertzienne, cette liste n'étant pas exhaustive.

Article 6 Procédure

§1 Les constats sur base du présent règlement sont effectués par des employés communaux assermentés et désignés à cette fin par le collège des bourgmestre et échevins. Les procès-verbaux qu'ils rédigent font foi jusqu'à preuve du contraire. Le cas échéant, ils servent de base aux enrôlements ultérieurs successifs.

Lorsqu'une visite de l'immeuble est nécessaire et n'a pas pu se réaliser à défaut pour le redevable d'y donner son consentement, les employés visés au paragraphe précédent ne pourront pénétrer d'office dans le logement qu'avec l'autorisation préalable du Tribunal de police.

§2 L'administration communale adresse au contribuable le constat ainsi qu'une formule de déclaration dans les 60 jours à dater de l'établissement du constat. En toute hypothèse, les contribuables qui n'ont pas reçu de déclaration doivent en réclamer une à l'administration communale.

Lorsque le domicile ou le siège social du redevable n'est pas connu par l'autorité communale, la notification prévue à l'alinéa précédent sera valablement opérée par l'affichage d'un avis sur la porte d'entrée principale du bien concerné ;

Cet avis comportera les mentions suivantes :

- la date du passage et celle de l'affichage ;
- l'identification précise du service communal compétent ;
- l'application du présent règlement.

§3 Le redevable dispose d'un délai de 60 jours pour renvoyer la formule de déclaration dûment remplie et signée. Ce délai commence à courir le troisième jour ouvrable suivant la date d'envoi du constat et de la demande de renseignements ou de l'affichage visés à l'article 6§2 du présent règlement.

§4 *L'absence de déclaration dans les délais prévus à l'article 6§2 du présent règlement ou la déclaration incorrecte, incomplète ou imprécise de la part du redevable entraîne l'enrôlement d'office de la taxe sur base des données dont la commune dispose.*

Avant de procéder à la taxation d'office, l'administration communale notifie au redevable, par lettre recommandée à la poste, les motifs du recours à cette procédure, les éléments sur lesquels la taxation est basée, le mode de détermination de ces éléments ainsi que le montant de la taxe.

Le redevable dispose d'un délai de trente jours calendrier à compter du troisième jour ouvrable suivant la date d'envoi de la notification pour faire valoir ses observations par écrit. Le redevable est tenu de produire la preuve de l'exactitude des éléments qu'il invoque.

L'administration communale procédera à l'enrôlement d'office de la taxe en fonction des éléments sur lesquels la taxation est basée visés à l'alinéa 2 si, au terme de ce délai, le redevable n'a émis aucune observation qui justifie l'annulation de cette procédure.

Les taxes enrôlées d'office sont majorées comme suit :

- premier enrôlement d'office : 20 % du droit dû ou estimé comme tel;*
- deuxième enrôlement d'office : 50 % du droit dû ou estimé comme tel;*
- à partir du troisième enrôlement d'office : 100 % du droit dû ou estimé comme tel.*

Il n'est pas tenu compte d'un enrôlement d'office pour le calcul de la majoration lorsque la taxe a été enrôlée normalement au cours des trois exercices d'imposition qui suivent celui auquel se rapporte cet enrôlement d'office.

Article 7 Cession du bien

§1 En cas de vente, de constitution de droits réels ou personnels, ou de cession entre vifs d'un bien ayant fait l'objet de la notification ou de l'affichage prévu à l'article 6 §2 ou de la notification prévue à l'article 6 §4, al.2 ou encore pour lequel la taxe est effectivement enrôlée, le détenteur des droits vendus ou cédés doit informer par écrit l'acquéreur que ce bien est frappé par la taxe ou qu'il est susceptible de l'être.

§2 Le cédant est tenu de communiquer à l'administration communale, dans les trente jours de la passation de l'acte authentique de vente ou de cession, par lettre recommandée, la désignation exacte du bien concerné, la date de la passation de cet acte, le nom et l'adresse du ou des acquéreurs, ainsi que la preuve qu'il a bien informé l'acquéreur que le bien est frappé par la taxe ou qu'il est susceptible de l'être.

§3 En cas de cession pour cause de mort, les ayants-droit sont solidairement tenus de communiquer à l'administration communale, dans les cinq mois suivant le décès, par lettre recommandée, la désignation exacte du bien concerné, le nom et l'adresse du de cujus, la date du décès, ainsi que leur nom et adresse.

§4 En cas d'extinction d'un des droits visés à l'article 3 pour quelque cause que ce soit, le plein propriétaire notifie aux autorités communales, dans les 30 jours de l'acte ou du fait ayant causé

l'extinction du droit, la désignation exacte du bien concerné, la date à laquelle ce droit s'est éteint et le nom du ou des titulaires(s) dont le droit s'est éteint.

Article 8 Recouvrement

§1 Le recouvrement de la taxe se fait par voie de rôle.

§2 Le rôle de la taxe est arrêté et rendu exécutoire par le Collège des Bourgmestre et Echevins. Le redevable de la taxe recevra, sans frais, un avertissement-extrait de rôle.

§3 La taxe est payable dans les deux mois de l'envoi de l'avertissement extrait de rôle. A défaut de paiement dans le délai imparti, les sommes dues sont productives de l'intérêt de retard au profit de l'administration calculé d'après les règles fixées par l'article 414 du Code des Impôts sur les revenus de 1992.

§4 La taxe est recouvrée par le receveur communal conformément aux règles établies pour la perception des impôts au profit de l'Etat.

Article 9 Réclamation

Le redevable peut introduire une réclamation auprès du collège des bourgmestre et échevins qui agit en tant qu'autorité administrative.

Cette réclamation doit être introduite, sous peine de déchéance, dans un délai de trois mois à partir de la date de recouvrement de la taxe.

Elle doit en outre, à peine de nullité, être introduite par courrier avec accusé de réception. Elle est datée et signée par le réclamant ou son représentant et mentionne :

- les noms, qualité, adresse ou siège du redevable à charge duquel l'imposition est établie ;
- l'objet et un exposé des raisons de la réclamation.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

29 votants : 21 votes positifs, 8 votes négatifs.

Non : Dominique Goldberg, Cédric Pierre, Isabelle Lukebamoko-Maduda, Christophe Borcy, Xavier Jans, Michael Van Vlasselaer, Valerie Pauwels, Iris Vloder.

Financiën - Belasting op de gedeeltelijk of volledig onbewoonde of onuitgebate bebouwde eigendommen - Reglement - Wijzigingen.

DE RAAD,

Gelet op artikel 170 §4 van de Grondwet;

Gelet op artikelen 117 en 118 van de Nieuwe Gemeentewet;

Gelet op artikel 252 van de Nieuwe Gemeentewet waarbij het begrotingsevenwicht wordt opgelegd aan de gemeenten;

Gelet op de ordonnantie van 3 april 2014 betreffende de vestiging, de invordering en de geschillen inzake gemeentebelastingen en latere wijzigingen;

Gelet op het belastingreglement op de gedeeltelijk of volledig onbewoonde of onuitgebate bebouwde eigendommen, gestemd door de gemeenteraad op 20 décembre 2022;

Overwegende dat het tarief van de voormelde belasting gerechtvaardigd is omwille van de alsmear stijgende lasten die op de gemeentelijke financiën wegen, die onder andere hun oorsprong vinden in een onderfinanciering van de gemeenten door het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;

Overwegende dat de door deze belasting nagestreefde doelstelling erin bestaat aan de gemeente Vorst de financiële middelen te verschaffen die noodzakelijk zijn om haar taken en beleidsmaatregelen te kunnen uitvoeren alsook om haar financieel evenwicht te verzekeren en overwegende dat het, in het nastreven van deze doelstelling, gerechtvaardigd blijkt om rekening te houden met de financiële capaciteit van de belastingplichtigen vanuit het gegronde streven naar een evenwichtige verdeling van de belastingdruk;

Overwegende dat de eigenaars van de gebouwen gelegen op het grondgebied van de gemeente Vorst gebruik kunnen maken van alle gemeentelijke infrastructuren die ter beschikking staan van de natuurlijke personen die al dan niet op het grondgebied van de gemeente wonen, met inbegrip van het wegennet waarvan het onderhoud een zekere en niet verwaarloosbare kost vertegenwoordigt en dat al deze voordelen een zekere meerwaarde vormen;

Overwegende de noodzaak om gedeeltelijk of volledig onbewoonde of onuitgebate bebouwde eigendommen doeltreffend te bestrijden;

Overwegende dat het bestaan, op het grondgebied van de gemeente, van gedeeltelijk of volledig onbewoonde of onuitgebate bebouwde eigendommen de huisvesting en de initiatieven hieromtrent ontmoedigt;

Overwegende dat deze toestand de aantrekkingskracht vermindert van de zones van het gemeentelijke grondgebied waar de gedeeltelijk of volledig onbewoonde of onuitgebate bebouwde eigendommen langs de openbare weg gelegen zijn en ook de huisvesting of de handel en de initiatieven hieromtrent ontmoedigt, dat het tevens aangewezen is een besmettingseffect naar de andere gebouwen en terreinen te vermijden;

Overwegende dat deze toestand, indien deze niet wordt aangepakt, de vernieuwing of de restauratie van het onroerend erfgoed afremt en schade toebrengt;

Overwegende dat deze toestand een weerslag heeft op de leefomgeving van de mensen die aanwezig zijn in de gemeente, net als op de veiligheid, de openbare orde en de netheid van de openbare ruimte;

Overwegende dat de gemeente Vorst de initiatieven die bijdragen tot een verbeterde levenskwaliteit van de mensen aanwezig op het gemeentelijke grondgebied wenst aan te moedigen; dat ze elke eigenaar of houder van een zakelijk recht op een gebouw of terrein ertoe kan aanzetten aandacht te besteden aan zijn goed;

Overwegende dat de woondruk overigens zeer aanzienlijk is in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest; dat het bijgevolg tevens noodzakelijk is om de eigenaars ertoe aan te zetten om hun goederen beschikbaar te stellen aan de personen die zich willen huisvesten;

Overwegende tot slot dat de onbewoonde woningen een verlies aan inkomsten vormen voor de gemeente zoals de gemeentelijke opcentiemen op de personenbelasting van personen die zich hier hadden kunnen vestigen;

Overwegende de wens om geen gewestelijke boete meer te geven voor leegstaande woningen, maar voortaan een gemeentelijke belasting hierop toe te passen;

Overwegende dat de gemeentelijke overheid haar bevoegdheid tot het heffen van belastingen

ontleent aan artikel 170, §4 van de Grondwet; dat ze in het kader van haar fiscale autonomie de basis en de grondslag bepaalt van de belastingen waarvan zij de noodzaak beoordeelt naargelang de behoeften waarin ze meent te moeten voorzien, met de enige beperking opgelegd door de Grondwet, nl. de bevoegdheid van de wetgever om de gemeenten te verbieden bepaalde belastingen te heffen; dat de gemeentelijke overheid, onverminderd de bij wet bepaalde uitzonderingen, onder toezicht van de toezichthoudende overheid de basis kiest van de belastingen die ze heft;

Overwegende dat zowel de bepaling van de belastbare materie als deze van de belastingplichtigen behoort tot de fiscale autonomie toegekend aan de gemeentelijke overheid; dat zij in deze materie beschikt over een discretionaire bevoegdheid die zij uitoefent rekening houdend met haar specifieke financiële behoeften;

BESLIST:

Het belastingreglement op de gedeeltelijk of volledig onbewoonde of onuitgebate bebouwde eigendommen als volgt te wijzigen:

Artikel 1 Principe

Er wordt vanaf 1 januari 2024 tot 31 december 2025 een jaarlijkse belasting gevestigd op gedeeltelijk of volledig onbewoonde of onuitgebate bebouwde eigendommen.

Artikel 2 Definities

§1 Wordt beschouwd als een gedeeltelijk of volledig onbewoond of onuitgebaat gebouw, het bebouwde goed of het deel van het bebouwde goed dat niet effectief bewoond of uitgebaat wordt, ongeacht of het al dan niet het voorwerp heeft uitgemaakt van een administratieve beslissing die het bewonen, bezetten of uitbaten verbiedt, of het al dan niet door de daartoe gemachtigde overheden erkend werd als ongezond of dat het, met instorting bedreigd, het voorwerp heeft uitgemaakt van een bevel tot afbraak van de Burgemeester.

§2 De staat van niet-bewonen of niet-uitbaten wordt opgemaakt op basis van objectieve aanwijzingen zoals vermeld in de volgende niet-beperkende lijst:

- de onmogelijkheid om het gebouw te betreden, bijvoorbeeld door een geblokkeerde toegang;
- het ontbreken van aansluitingen op nutsvoorzieningen;
- een dermate laag verbruik van de nutsvoorzieningen dat een gebruik overeenkomstig de bestemming van het gebouw, zoals bedoeld in §3 hieronder, kan worden uitgesloten;
- de vermindering van het kadastrale inkomen overeenkomstig artikel 15 van het Wetboek van de Inkomstenbelastingen 1992;
- het ontbreken van inschrijving in het bevolkingsregister, van aangifte als tweede verblijf op het adres van de woning of inschrijving in de Kruispuntbank van ondernemingen;
- de afwezigheid van meubels die noodzakelijk zijn voor een normale bezetting;
- een staat van verval die een normale bezetting onmogelijk maakt;

De bewoning zonder akte of bewijs mag niet beschouwd worden als een bewoning in de zin van huidig reglement.

§3 Wordt als « bestemming van het gebouw » beschouwd, de bestemming van het gebouw of gedeelte ervan, vermeld in de stedenbouwkundige vergunning of, bij gebrek aan een dergelijke vergunning of precisering in de vergunning, de bestemming die vastgesteld wordt door middel van elk bewijs of elk vermoeden, zoals de gegevens van het kadaster indien nodig.

Artikel 3 Belastingplichtigen en solidariteit

De belasting is verschuldigd door de houder van het zakelijk recht op het gebouw op 1 januari van het aanslagjaar van de heffing, namelijk:

- door de eigenaar.
- door de opstalgever, in geval van recht van erfpacht of van opstal. De erfpachter of de opstalhouder is hoofdelijk aansprakelijk voor de betaling van de belasting;
- door de vruchtgebruiker, in geval van vruchtgebruik. De naakte eigenaar is hoofdelijk aansprakelijk voor de betaling van de belasting.

De eventuele houder van elk ander niet zakelijk recht, zoals een renovatiecontract, die het mogelijk maakt om het betrokken gebouw te bewonen of te doen bewonen mits voorwaarden van herstelling, onderhoud of beheer, is hoofdelijk aansprakelijk voor de betaling van de belasting.

Artikel 4 Aanslagvoet en basis van de belasting

§1 Het tarief van de belasting op de gedeeltelijk of volledig onbewoonde of onuitgebate bebouwde eigendommen wordt vastgesteld op 1010,86 € per strekkende meter gevel voor het jaar 2024. De volgende jaar zal het jaartarief, vastgesteld op 1 januari, met 2 % geïndexeerd worden overeenkomstig de volgende tabel:

2025
1031,08 €

§2 Wanneer het gebouw aan twee of meerdere straten grenst, is de basis voor de belastingberekening de grootste projectie van het goed aan de straatkant. Wanneer het gebouw binnen in een huizenblok gelegen is, is de basis voor de belastingberekening de grootste projectie van één van de gevels.

In alle gevallen moet het zo verkregen resultaat vermenigvuldigd worden met het aantal onbewoonde of onuitgebate verdiepingen met inbegrip van de zolder- en kelderverdiepingen die kunnen worden bewoond of uitgebaat.

§3 De belasting is verschuldigd voor het aanslagjaar van de heffing – namelijk het volledige jaar te tellen vanaf 1 januari – tijdens hetwelk de vaststelling opgesteld wordt door de beëdigde gemeentelijke werknemer.

De belasting zal verschuldigd zijn voor elk volgend aanslagjaar en dit zolang het betrokken goed beschouwd zal worden als onbewoond of onuitgebaat, geheel of gedeeltelijk in de zin van huidig reglement.

Buiten de vrijstellingen voorzien in artikel 5, wordt er geen korting, noch terugbetaling toegekend omwille van eender welke reden.

§4 Het bedrag van de belasting wordt verdubbeld wanneer één of meerdere uithangborden en/of één of meerdere reclamevoorzieningen aangebracht zijn op het onroerend goed waarop de belasting betrekking heeft behalve indien de belastingplichtige reeds belast werd krachtens het reglement dat betrekking heeft op de gemeentebelasting op de reclameborden.

§5 De gedeeltelijk onbewoonde of onuitgebate gebouwen worden belast in evenredigheid op basis van de belasting op de volledig onbewoonde of onuitgebate gebouwen.

§6 De gebouwen die gedeeltelijk op het grondgebied van een andere gemeente liggen, zijn

enkel belastbaar voor het deel gelegen op het grondgebied van de gemeente Vorst.

Artikel 5 Vrijstellingen

§1 Zijn vrijgesteld van de belasting:

1. De gebouwen waarvan door de belastingplichtige bewezen is dat het niet-bewonen of het niet-uitbaten minder dan 3 maanden geleden is of niet langer heeft geduurd dan 3 maanden;
2. De gebouwen gelegen binnen de perimeter van een onteigeningsplan goedgekeurd door de bevoegde overheid of die niet meer het voorwerp kunnen uitmaken van een bouwvergunning omdat er een onteigeningsplan in voorbereiding is;
3. De gebouwen waarvan de staat te wijten is aan een geval van overmacht. Om op deze basis aanspraak te kunnen maken op een vrijstelling, dient bewezen te worden dat het voorval, dat als bestanddeel van de overmacht ingeroepen wordt, beantwoordt aan de volgende eigenschappen: het feit was niet te voorzien, onoverkomelijk en onvermijdelijk, en de belastingplichtige was op geen enkele manier betrokken in het verloop van de omstandigheden die tot dit voorval hebben geleid;
4. Het jaar dat de ramp plaatsvond evenals gedurende de twee jaar die volgen op het jaar van het onheil, de gebouwen die per ongeluk geteisterd werden. Deze vrijstelling geldt niet wanneer het geteisterde gebouw reeds onder de voorwaarden viel om onderworpen te worden aan huidige belasting;
5. De gebouwen waarvoor volledige renovatiewerken ondernomen worden om het bewonen of het uitbaten mogelijk te maken overeenkomstig de geldende wetten en reglementen die gedurende een periode van meer dan 6 maanden verdergezet worden en een ongestoord genot van het goed verhinderen. Deze werken moeten ijverig aangevangen en voortgezet worden en mogen niet onderbroken worden gedurende meer dan drie maanden. Deze werken moeten bewezen worden door het voorleggen van facturen en eventueel door het tonen van foto's (voor en na de werken). De eigenaar of de derde aangesteld door de eigenaar moet een agent die hiertoe gemachtigd is, toegang verschaffen, zodat deze de werken vermeld in de facturen kan controleren. In ieder geval is de vrijstelling slechts van toepassing voor maximum twee aanslagjaren.

§2 De vrijstellingen voorzien in huidig artikel zijn niet van toepassing indien er zich, tijdens het aanslagjaar van de heffing, winstgevendende installaties op het gebouw bevinden zoals aanplakborden, pylonen, masten, antennes en andere telecommunicatiemiddelen, zendapparatuur voor signalen en informatie-uitwisseling via hertzgolven. Deze lijst is niet limitatief.

Artikel 6 Procedure

§1 De vaststellingen op basis van huidig reglement worden uitgevoerd door beëdigde gemeentelijk agenten en die hiervoor aangesteld werden door het College van Burgemeester en Schepenen. De proces-verbalen die zij opstellen, zijn rechtsgeldig tot het bewijs van het tegendeel. In voorkomend geval dienen ze als grondslag voor de latere opeenvolgende inkohierungen.

Wanneer een bezoek aan het gebouw nodig is en niet uitgevoerd kon worden omdat de belastingplichtige hier niet mee heeft ingestemd, mogen de agenten bedoeld in de vorige paragraaf de woning van ambtswege enkel betreden met de voorafgaande instemming van de Politie rechtbank.

§2 Het gemeentebestuur stuurt de vaststelling evenals een aangifteformulier naar de belastingplichtige binnen de 60 dagen te tellen vanaf de opmaak van de vaststelling. In ieder geval moeten de belastingplichtigen die geen aangifteformulier ontvangen hebben, er één aanvragen bij het gemeentebestuur.

Wanneer de verblijfplaats of de maatschappelijke zetel van de belastingplichtige niet gekend is door de gemeentelijke overheid, wordt de betekening voorzien in voorgaand lid geldig uitgevoerd door het aanplakken van een aankondiging op de deur van de hoofdingang van het betrokken goed;

Deze aankondiging bevat de volgende vermeldingen :

- de datum waarop langsgekomen werd en de datum van aanplakking;
- de nauwkeurige identificatie van de bevoegde gemeentedienst;
- de toepassing van huidig reglement.

§3 De belastingplichtige beschikt over een termijn van 60 dagen om het behoorlijk ingevulde en ondertekende aangifteformulier terug te sturen. Deze termijn begint te lopen vanaf de derde werkdag volgend op de verzenddatum van de vaststelling en de vraag om inlichtingen of de aanplakking bedoeld in artikel 6§2 van huidig reglement.

§4 Bij gebrek aan aangifte binnen de in artikel 6§2 bepaalde termijn of onjuiste, onvolledige of onnauwkeurige aangifte door de belastingplichtige, wordt de belasting ambtshalve ingekohierd op basis van de gegevens waarover de gemeente beschikt.

Alvorens tot ambtshalve belastingheffing over te gaan, stelt het gemeentebestuur de belastingplichtige bij aangetekende brief in kennis van de redenen voor deze procedure, de elementen waarop de belasting wordt gebaseerd, de wijze waarop deze elementen worden bepaald en het bedrag van de belasting.

De belastingplichtige beschikt over een termijn van dertig kalenderdagen vanaf de derde werkdag volgend op de datum van verzending van de kennisgeving om zijn opmerkingen schriftelijk in te dienen. De belastingplichtige moet de juistheid van de door hem aangevoerde elementen bewijzen.

Het gemeentebestuur zal overgaan tot ambtshalve heffing op basis van de elementen waarop de inkohiering gevestigd is, zoals omschreven in paragraaf 2, indien de belastingplichtige na afloop van deze termijn geen opmerkingen heeft gemaakt die de annulering van deze procedure rechtvaardigen.

De ambtshalve ingekohierde belastingen worden verhoogd als volgt:

- eerste ambtshalve inkohiering: 20 % van het verschuldigde of geraamde verschuldigd recht;
- tweede ambtshalve inkohiering: 50 % van het verschuldigde of geraamde verschuldigd recht;
- vanaf de derde ambtshalve inkohiering: 100 % van het verschuldigde of geraamde verschuldigd recht.

Er wordt voor de berekening van de verhoging geen rekening gehouden met een ambtshalve inkohiering als de belasting in de loop van de drie aanslagjaren volgend op het jaar waarop deze ambtshalve inkohiering betrekking heeft normaal ingekohierd werd.

Artikel 7 Overdracht van het goed

§1 In geval van verkoop, van vestiging van zakelijke of persoonlijke rechten, of van overdracht onder levenden van een goed dat het voorwerp heeft uitgemaakt van de notificatie of van de aanplakking voorzien in artikel 6§2 of van de notificatie voorzien in artikel 6§4, 2de lid of nog waarvoor de belasting effectief ingekohierd is, dient de houder van de verkochte of overgedragen rechten de koper schriftelijk in te lichten dat dit goed onderworpen is aan de belasting of dat het ervoor in aanmerking komt.

§2 De overdrager is verplicht, binnen de dertig dagen na het verlijden van de authentieke verkoop- of overdrachtsakte, het gemeentebestuur bij aangetekend schrijven op de hoogte te brengen van de precieze bestemming van het betrokken goed, de datum van het verlijden van deze akte, de naam en het adres van de koper(s), evenals het bewijs dat hij de koper wel degelijk op de hoogte gebracht heeft dat het goed onderworpen is aan de belasting of dat het ervoor in aanmerking komt.

§3 In geval van overdracht wegens overlijden zijn de rechthebbenden hoofdelijk gehouden om het gemeentebestuur bij aangetekend schrijven binnen de vijf maanden na het overlijden op de hoogte te brengen van de precieze bestemming van het betrokken goed, de naam en het adres van de de cujus, de datum van het overlijden, evenals hun naam en adres.

§4 In geval van verval van een van de rechten waarvan sprake in artikel 3 voor eender welke reden, brengt de volle eigenaar de gemeentelijke overheid, binnen de 30 dagen na de akte of na het feit dat het verval van het recht veroorzaakt heeft, op de hoogte van de precieze bestemming van het betrokken goed, de datum waarop dit recht eindigt en de naam van de houder(s) waarvan het recht eindigt.

Artikel 8 Invordering

§1 De belasting wordt ingevorderd door middel van een kohier.

§2 Het belastingkohier wordt vastgesteld en uitvoerbaar verklaard door het College van Burgemeester en Schepenen. De belastingplichtige ontvangt gratis een aanslagbiljet.

§3 De belasting dient binnen de twee maanden na de verzending van het aanslagbiljet betaald te worden. Bij niet-betaling binnen de voorgeschreven termijn, geven de verschuldigde sommen aanleiding tot nalatigheidintrest ten gunste van het bestuur berekend volgens de regels vastgesteld door artikel 414 van het Wetboek van de Inkomstenbelastingen 1992.

§4 De belasting wordt ingevorderd door de gemeenteontvanger conform de regels opgesteld voor de inning van de belastingen ten gunste van de Staat.

Artikel 9 Bezwaarschrift

De belastingplichtige kan een bezwaarschrift indienen bij het College van Burgemeester en Schepenen, dat als bestuursoverheid optreedt.

Dit bezwaarschrift moet, op straffe van verval, ingediend worden binnen een termijn van drie maanden volgend op de datum van de invordering van de belasting.

Het moet bovendien, op straffe van nietigheid, ingediend worden per brief met ontvangstbewijs. Het moet gedateerd en ondertekend zijn door de bezwaarindiener of zijn vertegenwoordiger en vermeldt:

- de namen, hoedanigheid, adres of zetel van de belastingplichtige ten laste van wie de belasting gevestigd wordt;

- het voorwerp en een uiteenzetting van de redenen van het bezwaarschrift.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

29 stemmers : 21 positieve stemmen, 8 negatieve stemmen.

Nee : Dominique Goldberg, Cédric Pierre, Isabelle Lukebamoko-Maduda, Christophe Borcy, Xavier Jans, Michael Van Vlasselaer, Valerie Pauwels, Iris Vloder.

3 annexes / 3 bijlagen

28 **Finances - Taxe sur les appareils permettant d'effectuer automatiquement des opérations de dépôt et/ou retrait des billets de banque - Règlement – Modifications.**

LE CONSEIL,

Vu l'article 170 §4 de la Constitution ;

Vu les articles 117 et 118 de la Nouvelle Loi Communale ;

Vu l'article 252 de la Nouvelle Loi Communale qui impose l'équilibre budgétaire aux communes ;

Vu l'ordonnance du 3 avril 2014 relative à l'établissement, au recouvrement et au contentieux en matière de taxes communales et ses modifications ultérieures ;

Vu le règlement-taxe sur les appareils permettant d'effectuer automatiquement des opérations de dépôt et/ou de retrait des billets de banque, voté par le conseil communal le 20 décembre 2022 ;

Considérant qu'un certain nombre d'éléments factuels conduisent à une évolution défavorable des recettes de la commune. Considérant que le taux de la taxe sur les appareils permettant d'effectuer automatiquement des opérations de dépôt et/ou retrait des billets de banque est justifié par l'accroissement des charges grevant les finances communales. Considérant que les établissements bancaires et assimilés requièrent une attention particulière des forces de l'ordre en termes de sécurité publique dont le financement est à charge des communes en termes de sécurité ;

Considérant que l'objectif poursuivi par la présente taxe est de procurer à la commune de Forest les moyens financiers nécessaires à ses missions et aux politiques qu'elle entend mener, ainsi que d'assurer son équilibre financier et considérant que, dans la poursuite de cet objectif, il apparaît juste de tenir compte de la capacité contributive des contribuables, dans un souci légitime d'assurer une répartition équitable de la charge fiscale ;

Considérant que les banques établies sur le territoire de la commune de Forest peuvent bénéficier de toutes les infrastructures communales mises à la disposition des personnes physiques résidant ou non sur le territoire de la commune, en ce compris de ses voiries dont l'entretien représente un coût certain et non négligeable et que tous ces avantages constituent une plus-value certaine ;

Considérant que la commune doit percevoir des recettes pour assurer des dépenses ;

Considérant qu'il y a lieu de compenser les pertes résultant de l'absence de recettes provenant des centimes additionnels qui ne sont pas perçus sur l'impôt des personnes physiques dans le chef de personnes qui auraient pu occuper les espaces habitables affectés à des appareils permettant d'effectuer automatiquement des opérations de dépôt et/ou retrait des billets de banque ;

Considérant que le recours accru aux guichets automatisés dans le secteur bancaire réduit le volume d'offre d'emploi et conduit dès lors à l'appauvrissement général de la population ;

Considérant que l'autorité communale détient son pouvoir de taxation de l'article 170, § 4 de la Constitution ; qu'il lui appartient, dans le cadre de son autonomie fiscale, de déterminer les bases et l'assiette des impositions dont elle apprécie la nécessité au regard des besoins qu'elle estime devoir pourvoir, sous la seule réserve imposée par la Constitution, à savoir la compétence du législateur d'interdire aux communes de lever certains impôts ; que, sous réserve des exceptions déterminées par la loi, l'autorité communale choisit sous le contrôle de l'autorité de tutelle, la base des impôts levés par elle ;

Considérant que la détermination tant de la matière imposable que des redevables d'un impôt participe de l'autonomie fiscale reconnue à l'autorité communale ; qu'elle dispose, en la matière, d'un pouvoir discrétionnaire qu'elle exerce en tenant compte de ses besoins financiers spécifiques ;

DECIDE :

de modifier le règlement-taxe sur les appareils permettant d'effectuer automatiquement des opérations de dépôt et/ou retrait des billets :

Article 1.

Il est établi pour les exercices 2024 et 2025 une taxe sur les appareils permettant d'effectuer automatiquement des opérations de retrait et/ou de dépôt de billets de banque.

Article 2.

La taxe est due par le gestionnaire de l'établissement bancaire ou assimilé auquel appartient l'appareil automatique.

Pour l'application de l'alinéa qui précède, par "établissement bancaire ou assimilé", il y a lieu d'entendre les personnes physiques ou morales se livrant, à titre principal ou à titre accessoire, à des activités de gestion de fonds et/ou de crédit, sous quelque forme que ce soit.

Article 3.

La taxe est fixée en 2024 à 1.683,00 € par appareil automatique intérieur ou extérieur à l'agence bancaire. La taxe est indivisible et est due pour l'année entière, quelle que soit la date de mise en service de l'appareil.

L'année suivante, le taux annuel, fixé au 1er janvier, sera indexé de 2 %, conformément au tableau suivant :

2025
1.716,66 €

Sont exonérés de la taxe les appareils extérieurs automatiques distributeurs de billets utilisables

au moyen de n'importe quelle carte de banque ou carte de crédit.

Article 4.

Lorsque l'administration communale constate l'existence d'un appareil permettant d'effectuer automatiquement des opérations de dépôt et/ou de retrait des billets de banque, elle adresse au contribuable une formule de déclaration que celui-ci est tenu de renvoyer, dûment remplie et signée, dans un délai de trente jours calendrier à compter du troisième jour ouvrable suivant l'envoi de la formule de déclaration. Cette déclaration signée vaut jusqu'à révocation adressée au service des Taxes par l'assujetti.

La constatation, par l'agent qualifié fera foi en cas de contestation.

Le contribuable qui n'a pas reçu de formule de déclaration est tenu d'en réclamer une auprès de l'administration.

Article 5.

L'absence de déclaration dans les délais prévus à l'article 4 du présent règlement ou la déclaration incorrecte, incomplète ou imprécise de la part du redevable entraîne l'enrôlement d'office de la taxe sur base des données dont la commune dispose.

Avant de procéder à la taxation d'office, l'administration communale notifie au redevable, par lettre recommandée à la poste, les motifs du recours à cette procédure, les éléments sur lesquels la taxation est basée, le mode de détermination de ces éléments ainsi que le montant de la taxe.

Le redevable dispose d'un délai de trente jours calendrier à compter du troisième jour ouvrable suivant la date d'envoi de la notification pour faire valoir ses observations par écrit. Le redevable est tenu de produire la preuve de l'exactitude des éléments qu'il invoque.

L'administration communale procédera à l'enrôlement d'office de la taxe en fonction des éléments sur lesquels la taxation est basée visés à l'alinéa 2 si, au terme de ce délai, le redevable n'a émis aucune observation qui justifie l'annulation de cette procédure.

Les taxes enrôlées d'office sont majorées comme suit :

- premier enrôlement d'office : 20 % du droit dû ou estimé comme tel;*
- deuxième enrôlement d'office : 50 % du droit dû ou estimé comme tel;*
- à partir du troisième enrôlement d'office : 100 % du droit dû ou estimé comme tel.*

Il n'est pas tenu compte d'un enrôlement d'office pour le calcul de la majoration lorsque la taxe a été enrôlée normalement au cours des trois exercices d'imposition qui suivent celui auquel se rapporte cet enrôlement d'office.

Article 6.

Le redevable de l'imposition recevra, sans frais, un avertissement extrait de rôle.

La taxe est payable dans les deux mois de l'envoi de l'avertissement extrait de rôle.

A défaut de paiement dans le délai imparti, il est fait application des règles relatives au recouvrement en matière de taxe sur les revenus.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

29 votants : 21 votes positifs, 8 votes négatifs.

Non : Dominique Goldberg, Cédric Pierre, Isabelle Lukebamoko-Maduda, Christophe Borcy, Xavier Jans, Michael Van Vlasselaer, Valerie Pauwels, Iris Vlodaver.

Financiën - Belasting op de toestellen waarmee automatisch bankbiljetten gedeponereerd en/of afgehaald kunnen worden - Reglement – Wijzigingen.

DE RAAD,

Gelet op artikel 170 §4 van de Grondwet;

Gelet op artikelen 117 en 118 van de Nieuwe Gemeentewet;

Gelet op artikel 252 van de Nieuwe Gemeentewet waarbij het begrotingsevenwicht wordt opgelegd aan de gemeenten;

Gelet op de ordonnantie van 3 april 2014 betreffende de vestiging, de invordering en de geschillen inzake gemeentebelastingen en latere wijzigingen;

Gelet op het belastingreglement op de toestellen waarmee automatisch bankbiljetten gedeponereerd en/of afgehaald kunnen worden, gestemd door de gemeenteraad op 20 december 2022;

Overwegende dat een bepaald aantal feitelijke elementen leiden tot een ongunstige evolutie van de ontvangsten van de gemeente. Overwegende dat het tarief van de belasting op de toestellen waarmee automatisch bankbiljetten gedeponereerd en/of afgehaald kunnen worden, gerechtvaardigd is omwille van de alsmear stijgende lasten die op de gemeentelijke financiën wegen. Overwegende dat de bank- en daarmee gelijkgestelde instellingen bijzondere aandacht vereisen van de ordediensten op het vlak van openbare veiligheid waarvan de financiering wat betreft de veiligheid ten laste van de gemeenten is;

Overwegende dat de door deze belasting nagestreefde doelstelling erin bestaat aan de gemeente Vorst de financiële middelen te verschaffen die noodzakelijk zijn om haar taken en beleidsmaatregelen te kunnen uitvoeren alsook om haar financieel evenwicht te verzekeren en overwegende dat het, in het nastreven van deze doelstelling, gerechtvaardigd blijkt om rekening te houden met de financiële capaciteit van de belastingplichtigen vanuit het gegronde streven naar een evenwichtige verdeling van de belastingdruk;

Overwegende dat de banken gevestigd op het grondgebied van de gemeente Vorst gebruik kunnen maken van alle gemeentelijke infrastructures die ter beschikking staan van de natuurlijke personen die al dan niet op het grondgebied van de gemeente wonen, met inbegrip van het wegnnet waarvan het onderhoud een zekere en niet verwaarloosbare kost vertegenwoordigt en dat al deze voordelen een zekere meerwaarde vormen;

Overwegende dat de gemeente inkomsten dient te ontvangen om uitgaven te kunnen verzekeren;

Overwegende dat er moet worden overgegaan tot de compensatie van de verliezen die voortkomen uit het gebrek aan inkomsten van de opcentiemen die niet geïnd worden op de natuurlijke personenbelasting van personen die de bewoonbare ruimte, die ingenomen wordt door de toestellen voor automatische deponering of afhaling van bankbiljetten, bezet zouden kunnen hebben;

Overwegende dat de stijgende toevlucht tot geautomatiseerde loketten in de banksector het

aantal werkaanbiedingen aanzienlijk vermindert en aldus leidt tot een algemene verarming van de bevolking;

Overwegende dat de gemeentelijke overheid haar bevoegdheid tot het heffen van belastingen ontleent aan artikel 170, §4 van de Grondwet; dat ze in het kader van haar fiscale autonomie de basis en de grondslag bepaalt van de belastingen waarvan zij de noodzaak beoordeelt naargelang de behoeften waarin ze meent te moeten voorzien, met de enige beperking opgelegd door de Grondwet, nl. de bevoegdheid van de wetgever om de gemeenten te verbieden bepaalde belastingen te heffen; dat de gemeentelijke overheid, onverminderd de bij wet bepaalde uitzonderingen, onder toezicht van de toezichthoudende overheid de basis kiest van de belastingen die ze heft;

Overwegende dat zowel de bepaling van de belastbare materie als deze van de belastingplichtigen behoort tot de fiscale autonomie toegekend aan de gemeentelijke overheid; dat zij in deze materie beschikt over een discretionaire bevoegdheid die zij uitoefent rekening houdend met haar specifieke financiële behoeften;

BESLIST

Het belastingreglement op de toestellen waarmee automatisch bankbiljetten gedeponereerd en/of afgehaald kunnen worden te wijzigen:

Artikel 1

Er wordt voor de dienstjaren 2024 en 2025 een belasting gevestigd op de toestellen waarmee automatisch bankbiljetten gedeponereerd en/of afgehaald kunnen worden.

Artikel 2

De belasting is verschuldigd door de beheerder van de bankinstelling of dergelijke aan wie het automatische toestel toebehoort.

Onder "bankinstelling of dergelijke" dient men voor het toepassen van de vorige alinea te verstaan: de natuurlijke of rechtspersonen die als hoofdactiviteit of bijkomstige activiteit fondsen en/of kredieten onder welke vorm dan ook beheren.

Artikel 3

De belasting is vastgesteld op 1.683,00 € per automatisch toestel binnen of buiten het bankagentschap voor het jaar 2024. De belasting is ondeelbaar en is verschuldigd voor het ganse jaar, ongeacht de datum waarop het toestel in gebruik is genomen.

De volgende jaar zal het jaartarief, vastgesteld op 1 januari, met 2 % geïndexeerd worden overeenkomstig de volgende tabel:

2025
1.716,66 €

Worden vrijgesteld van de belasting de automatische biljettenverdelers buiten die met om het even welke bank- of kredietkaart gebruikt kunnen worden.

Artikel 4

Wanneer het gemeentebestuur het bestaan vaststelt van toestellen waarmee automatisch

bankbiljetten gedeponereerd en/of afgehaald kunnen worden, stuurt het aan de belastingplichtige een aangifteformulier dat behoorlijk ingevuld en ondertekend moet worden teruggestuurd binnen 30 kalenderdagen vanaf de derde werkdag na de verzending van het aangifteformulier. Dit ondertekend formulier blijft geldig tot de schriftelijke herroeping ervan, gericht aan de dienst der gemeentebelastingen. In geval van betwisting zal de vaststelling door een bevoegd ambtenaar bewijskracht hebben.

De belastingplichtige die geen aangifteformulier ontvangen heeft, dient er een aan te vragen bij het gemeentebestuur.

Artikel 5

Bij gebrek aan aangifte binnen de in artikel 4 bepaalde termijn of onjuiste, onvolledige of onnauwkeurige aangifte door de belastingplichtige, wordt de belasting ambtshalve ingekohierd op basis van de gegevens waarover de gemeente beschikt.

Alvorens tot ambtshalve belastingheffing over te gaan, stelt het gemeentebestuur de belastingplichtige bij aangetekende brief in kennis van de redenen voor deze procedure, de elementen waarop de belasting wordt gebaseerd, de wijze waarop deze elementen worden bepaald en het bedrag van de belasting.

De belastingplichtige beschikt over een termijn van dertig kalenderdagen vanaf de derde werkdag volgend op de datum van verzending van de kennisgeving om zijn opmerkingen schriftelijk in te dienen. De belastingplichtige moet de juistheid van de door hem aangevoerde elementen bewijzen.

Het gemeentebestuur zal overgaan tot ambtshalve heffing op basis van de elementen waarop de inkohiering gevestigd is, zoals omschreven in paragraaf 2, indien de belastingplichtige na afloop van deze termijn geen opmerkingen heeft gemaakt die de annulering van deze procedure rechtvaardigen.

De ambtshalve ingekohierde belastingen worden verhoogd als volgt:

- eerste ambtshalve inkohiering: 20 % van het verschuldigde of geraamde verschuldigd recht;*
- tweede ambtshalve inkohiering: 50 % van het verschuldigde of geraamde verschuldigd recht;*
- vanaf de derde ambtshalve inkohiering: 100 % van het verschuldigde of geraamde verschuldigd recht.*

Er wordt voor de berekening van de verhoging geen rekening gehouden met een ambtshalve inkohiering als de belasting in de loop van de drie aanslagjaren volgend op het jaar waarop deze ambtshalve inkohiering betrekking heeft normaal ingekohierd werd.

Artikel 6

De belastingplichtige ontvangt gratis een aanslagbiljet.

De belasting dient betaald te worden binnen de twee maanden na de verzending van het aanslagbiljet.

Bij niet-betaling binnen de voorgeschreven termijn zullen de invorderingsregels inzake de inkomstenbelasting toegepast worden.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

29 stemmers : 21 positive stemmen, 8 négative stemmen.

Nee : Dominique Goldberg, Cédric Pierre, Isabelle Lukebamoko-Maduda, Christophe Borcy, Xavier Jans, Michael Van Vlasselaer, Valerie Pauwels, Iris Vloder.

2 annexes / 2 bijlagen

29 **Finances - Taxe sur les résidences secondaires - Règlement – Modifications.**

LE CONSEIL,

Vu l'article 170 §4 de la Constitution ;

Vu les articles 117 et 118 de la Nouvelle Loi Communale ;

Vu l'article 252 de la Nouvelle Loi Communale qui impose l'équilibre budgétaire aux communes ;

Vu l'ordonnance du 3 avril 2014 relative à l'établissement, au recouvrement et au contentieux en matière de taxes communales et ses modifications ultérieures ;

Vu le règlement-taxe sur les résidences secondaires, voté par le conseil communal du 20 décembre 2022;

Considérant que l'objectif poursuivi par la présente taxe est de procurer à la commune de Forest les moyens financiers nécessaires à ses missions et aux politiques qu'elle entend mener, ainsi que d'assurer son équilibre financier et considérant que, dans la poursuite de cet objectif, il apparaît juste de tenir compte de la capacité contributive des contribuables, dans un souci légitime d'assurer une répartition équitable de la charge fiscale ;

Considérant qu'il y a lieu de compenser les pertes résultant de l'absence de recettes provenant des centimes additionnels qui ne sont pas perçus sur l'impôt des personnes physiques dans le chef de personnes qui auraient pu occuper les espaces habitables affectés à des résidences secondaires ;

Considérant que les personnes jouissant d'une résidence secondaire sur le territoire de la commune de Forest peuvent bénéficier de toutes les infrastructures communales mise à la disposition des personnes physiques résidant ou non sur le territoire de la commune, en ce compris de ses voiries et parcs dont l'entretien représente un coût certain et non négligeable que ce soit en termes de propreté, de décorations florales ou festives, de sécurité, d'illuminations, et que tous ces avantages constituent une plus-value certaine pour eux ;

Considérant que l'autorité communale détient son pouvoir de taxation de l'article 170, § 4 de la Constitution ; qu'il lui appartient, dans le cadre de son autonomie fiscale, de déterminer les bases et l'assiette des impositions dont elle apprécie la nécessité au regard des besoins qu'elle estime devoir pourvoir, sous la seule réserve imposée par la Constitution, à savoir la compétence du législateur d'interdire aux communes de lever certains impôts ; que, sous réserve des exceptions déterminées par la loi, l'autorité communale choisit sous le contrôle de l'autorité de tutelle, la base des impôts levés par elle ;

Considérant que la détermination tant de la matière imposable que des redevables d'un impôt participe de l'autonomie fiscale reconnue à l'autorité communale ; qu'elle dispose, en la matière, d'un pouvoir discrétionnaire qu'elle exerce en tenant compte de ses besoins financiers

spécifiques ;

DECIDE :

De modifier le règlement taxe sur les résidences secondaires comme suit :

Article 1er

Il est établi, pour les exercices 2024 et 2025, une taxe sur les secondes résidences.

Article 2

Le taux de la taxe sur les résidences secondaires est fixé à 2.976,68 € par résidence pour l'année 2024. L'année suivante, le taux annuel, fixé au 1er janvier, sera indexé de 2 %, conformément au tableau suivant :

2025
3.036,22 €

Par seconde résidence, il faut entendre tout logement privé, autre que celui qui est affecté à la résidence principale, dont les usagers ne sont pas inscrits au registre de la population à titre de résidence habituelle et dont ils peuvent disposer à tout moment contre paiement ou non, que ce soit en qualité de propriétaire, de locataire ou de bénéficiaire d'une permission d'usage à titre gratuit.

Article 3

Sont redevables de la taxe, les personnes non inscrites au registre de la population ou des étrangers de la Commune de Forest qui réunissent, en outre, une ou plusieurs des conditions ci-après :

- Etre propriétaire à Forest d'un logement privé quelconque et s'en réserver l'usage à titre secondaire ou de pied à terre ;
- Avoir loué au moins à Forest, à l'usage de seconde résidence ou de pied à terre, un logement meublé ou non par le propriétaire ;
- Exercer à Forest une activité commerciale ou une profession libérale et y disposer d'un logement privé, en plus des locaux destinés à l'exercice de cette activité professionnelle.

Ne sont pas redevables de la taxe :

- Les étudiants qui suivent régulièrement des cours du jour à temps plein, pour autant qu'ils justifient de leur qualité.
- Les personnes qui se font inscrire aux registres de la population ou des étrangers de la commune de Forest au cours de l'exercice d'imposition.

Article 4

Lorsque l'Administration communale constate l'existence d'une seconde résidence, elle adresse au contribuable une formule de déclaration que celui-ci est tenu de renvoyer, dûment remplie et signée, dans un délai de trente jours calendrier à compter du troisième jour ouvrable suivant l'envoi de la formule de déclaration.

Les intéressés qui n'auraient pas été invités à remplir une formule de déclaration sont néanmoins tenus de déclarer spontanément à l'Administration communale les éléments

nécessaires à la taxation, dans le mois de l'affectation à l'usage de seconde résidence, de l'entrée en propriété ou de l'occupation et au plus tard, avant le 31 décembre de l'exercice en cours.

Le formulaire de déclaration signé vaut jusqu'à révocation adressé au service des taxes.

Article 5

L'absence de déclaration dans les délais prévus à l'article 4 du présent règlement ou la déclaration incorrecte, incomplète ou imprécise de la part du redevable entraîne l'enrôlement d'office de la taxe sur base des données dont la commune dispose.

Avant de procéder à la taxation d'office, l'administration communale notifie au redevable, par lettre recommandée à la poste, les motifs du recours à cette procédure, les éléments sur lesquels la taxation est basée, le mode de détermination de ces éléments ainsi que le montant de la taxe.

Le redevable dispose d'un délai de trente jours calendrier à compter du troisième jour ouvrable suivant la date d'envoi de la notification pour faire valoir ses observations par écrit. Le redevable est tenu de produire la preuve de l'exactitude des éléments qu'il invoque.

L'administration communale procédera à l'enrôlement d'office de la taxe en fonction des éléments sur lesquels la taxation est basée visés à l'alinéa 2 si, au terme de ce délai, le redevable n'a émis aucune observation qui justifie l'annulation de cette procédure.

Les taxes enrôlées d'office sont majorées comme suit :

- premier enrôlement d'office : 20 % du droit dû ou estimé comme tel;*
- deuxième enrôlement d'office : 50 % du droit dû ou estimé comme tel;*
- à partir du troisième enrôlement d'office : 100 % du droit dû ou estimé comme tel.*

Il n'est pas tenu compte d'un enrôlement d'office pour le calcul de la majoration lorsque la taxe a été enrôlée normalement au cours des trois exercices d'imposition qui suivent celui auquel se rapporte cet enrôlement d'office.

Article 6

Le redevable de l'imposition recevra, sans frais, un avertissement-extrait de rôle.

La taxe est payable dans les deux mois de l'envoi de l'avertissement-extrait de rôle.

A défaut de paiement dans le délai imparti, il est fait application des règles relatives au recouvrement en matière de taxe sur les revenus.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

29 votants : 21 votes positifs, 8 votes négatifs.

Non : Dominique Goldberg, Cédric Pierre, Isabelle Lukebamoko-Maduda, Christophe Borcy, Xavier Jans, Michael Van Vlasselaer, Valerie Pauwels, Iris Vlodaver.

Financiën - Belasting op de tweede verblijfplaatsen - Reglement - Wijzigingen.

DE RAAD,

Gelet op artikel 170 §4 van de Grondwet;

Gelet op artikelen 117 en 118 van de Nieuwe Gemeentewet;

Gelet op artikel 252 van de Nieuwe Gemeentewet waarbij het begrotingsevenwicht wordt opgelegd aan de gemeenten;

Gelet op de ordonnantie van 3 april 2014 betreffende de vestiging, de invordering en de geschillen inzake gemeentebelastingen en latere wijzigingen;

Gelet op het belastingreglement op de tweede verblijfplaatsen, gestemd door de gemeenteraad van 20 december 2022;

Overwegende dat de door deze belasting nagestreefde doelstelling erin bestaat aan de gemeente Vorst de financiële middelen te verschaffen die noodzakelijk zijn om haar taken en beleidsmaatregelen te kunnen uitvoeren alsook om haar financieel evenwicht te verzekeren en overwegende dat het, in het nastreven van deze doelstelling, gerechtvaardigd blijkt om rekening te houden met de financiële capaciteit van de belastingplichtigen vanuit het gegronde streven naar een evenwichtige verdeling van de belastingdruk;

Overwegende dat er moet worden overgegaan tot de compensatie van de verliezen die voortvloeien uit het gebrek aan inkomsten afkomstig van de opcentiemen die niet geïnd worden op de personenbelasting uit hoofde van personen die de bewoonbare ruimten, ingenomen door tweede verblijfplaatsen, hadden kunnen bezetten;

Overwegende dat de personen die een tweede verblijfplaats bezitten op het grondgebied van de gemeente Vorst gebruik kunnen maken van alle gemeentelijke infrastructuren die ter beschikking staan van de natuurlijke personen die al dan niet op het grondgebied van de gemeente wonen, met inbegrip van het wegennet en parken waarvan het onderhoud een zekere en niet verwaarloosbare kost vertegenwoordigt zowel op gebied van netheid, feestelijke of bloemenversieringen, veiligheid, verlichting, en dat al deze voordelen voor hen een zekere meerwaarde vormen;

Overwegende dat de gemeentelijke overheid haar bevoegdheid tot het heffen van belastingen ontleent aan artikel 170, §4 van de Grondwet; dat ze in het kader van haar fiscale autonomie de basis en de grondslag bepaalt van de belastingen waarvan zij de noodzaak beoordeelt naargelang de behoeften waarin ze meent te moeten voorzien, met de enige beperking opgelegd door de Grondwet, nl. de bevoegdheid van de wetgever om de gemeenten te verbieden bepaalde belastingen te heffen; dat de gemeentelijke overheid, onverminderd de bij wet bepaalde uitzonderingen, onder toezicht van de toezichthoudende overheid de basis kiest van de belastingen die ze heft;

Overwegende dat zowel de bepaling van de belastbare materie als deze van de belastingplichtigen behoort tot de fiscale autonomie toegekend aan de gemeentelijke overheid; dat zij in deze materie beschikt over een discretionaire bevoegdheid die zij uitoefent rekening houdend met haar specifieke financiële behoeften;

BESLIST

Het belastingreglement op de tweede verblijfplaatsen als volgt te wijzigen:

Artikel 1

Er wordt, voor de dienstjaren 2024 en 2025, een belasting gevestigd op de tweede verblijfplaatsen.

Artikel 2

Het tarief van de belasting op de tweede verblijfplaatsen wordt vastgesteld op 2.976,68 € per verblijfplaats voor het jaar 2024. De volgende jaar zal het jaartarief, vastgesteld op 1 januari, met 2 % geïndexeerd worden overeenkomstig de volgende tabel:

2025
3.036,22 €

Onder tweede verblijfplaats dient te worden verstaan, iedere private woning, buiten diegene die bestemd is als hoofdverblijfplaats, waarvan de gebruikers niet ingeschreven zijn in het bevolkingsregister als gewoonlijke verblijfplaats en waarover ze te allen tijde kunnen beschikken, al dan niet tegen betaling, en dit in de hoedanigheid van eigenaar, van huurder of van begunstigde van een toelating voor kosteloos gebruik.

Artikel 3

Zijn de belasting verschuldigd, de personen die niet ingeschreven zijn in het bevolkingsregister of het vreemdelingenregister van de Gemeente Vorst, en die bovendien aan één of meerdere onderstaande voorwaarden voldoen :

- Eigenaar zijn te Vorst van eender welke privéwoning en zich het gebruik ervan voorbehouden als tweede verblijfplaats of als optrekje ;
- Minstens een door de eigenaar al dan niet gemeubelde woning te hebben gehuurd in Vorst, gebruikt als tweede verblijfplaats of als optrekje ;
- Te Vorst een handelsactiviteit of een vrij beroep uitoefenen, en er over een privéwoning beschikken, naast de lokalen bestemd voor de uitoefening van deze beroepsactiviteit ;

Zijn de belasting niet verschuldigd :

- De studenten die regelmatig volledige dagcursussen volgen en voor zover zij hun hoedanigheid bewijzen.
- De personen die zich laten inschrijven in de bevolkingsregisters of in het vreemdelingenregister van de gemeente Vorst tijdens het belastbare dienstjaar.

Artikel 4

Wanneer het Gemeentebestuur het bestaan van een tweede verblijfplaats vaststelt, stuurt het aan de belastingplichtige een aangifteformulier dat behoorlijk ingevuld en ondertekend moet worden teruggestuurd binnen 30 kalenderdagen vanaf de derde werkdag na de verzending van het aangifteformulier.

De betrokkenen die niet uitgenodigd zouden zijn om een aangifteformulier in te vullen, zijn er echter toe gehouden om de elementen nodig voor de belastingheffing spontaan mee te delen aan het Gemeentebestuur, in de maand die volgt op de bestemming tot het gebruik als tweede verblijfplaats, van het verwerven van de eigendom of van het gebruik en ten laatste, voor 31 december van het lopende dienstjaar.

Het ondertekende formulier blijft geldig tot herroeping ervan, gericht aan de dienst belastingen.

Artikel 5

Bij gebrek aan aangifte binnen de in artikel 4 bepaalde termijn of onjuiste, onvolledige of onnauwkeurige aangifte door de belastingplichtige, wordt de belasting ambtshalve ingekohierd op basis van de gegevens waarover de gemeente beschikt.

Alvorens tot ambtshalve belastingheffing over te gaan, stelt het gemeentebestuur de

belastingplichtige bij aangetekende brief in kennis van de redenen voor deze procedure, de elementen waarop de belasting wordt gebaseerd, de wijze waarop deze elementen worden bepaald en het bedrag van de belasting.

De belastingplichtige beschikt over een termijn van dertig kalenderdagen vanaf de derde werkdag volgend op de datum van verzending van de kennisgeving om zijn opmerkingen schriftelijk in te dienen. De belastingplichtige moet de juistheid van de door hem aangevoerde elementen bewijzen.

Het gemeentebestuur zal overgaan tot ambtshalve heffing op basis van de elementen waarop de inkohiering gevestigd is, zoals omschreven in paragraaf 2, indien de belastingplichtige na afloop van deze termijn geen opmerkingen heeft gemaakt die de annulering van deze procedure rechtvaardigen.

De ambtshalve ingekohierde belastingen worden verhoogd als volgt:

- eerste ambtshalve inkohiering: 20 % van het verschuldigde of geraamde verschuldigd recht;*
- tweede ambtshalve inkohiering: 50 % van het verschuldigde of geraamde verschuldigd recht;*
- vanaf de derde ambtshalve inkohiering: 100 % van het verschuldigde of geraamde verschuldigd recht.*

Er wordt voor de berekening van de verhoging geen rekening gehouden met een ambtshalve inkohiering als de belasting in de loop van de drie aanslagjaren volgend op het jaar waarop deze ambtshalve inkohiering betrekking heeft normaal ingekohierd werd.

Artikel 6

De belastingplichtige ontvangt gratis een aanslagbiljet.

De belasting dient betaald binnen de twee maanden na het versturen van het aanslagbiljet.

Bij niet-betaling binnen de voorgeschreven termijn zullen de invorderingsregels inzake de inkomstenbelasting toegepast worden.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

29 stemmers : 21 positieve stemmen, 8 negatieve stemmen.

Nee : Dominique Goldberg, Cédric Pierre, Isabelle Lukebamoko-Maduda, Christophe Borcy, Xavier Jans, Michael Van Vlasselaer, Valerie Pauwels, Iris Vloder.

3 annexes / 3 bijlagen

30 Finances - Taxe sur les magasins de nuit - Règlement - Modifications.

LE CONSEIL,

Vu l'article 170 §4 de la Constitution ;

Vu les articles 117 et 118 de la Nouvelle Loi Communale ;

Vu l'article 252 de la Nouvelle Loi Communale qui impose l'équilibre budgétaire aux communes ;

Vu l'ordonnance du 3 avril 2014 relative à l'établissement, au recouvrement et au contentieux en matière de taxes communales et ses modifications ultérieures ;

Vu le règlement-taxe sur les magasins de nuit, voté par le conseil communal le 20 décembre 2022

Considérant que l'objectif poursuivi par la présente taxe est de procurer à la commune de Forest les moyens financiers nécessaires à ses missions et aux politiques qu'elle entend mener, ainsi que d'assurer son équilibre financier et considérant que, dans la poursuite de cet objectif, il apparaît juste de tenir compte de la capacité contributive des contribuables, dans un souci légitime d'assurer une répartition équitable de la charge fiscale ;

Considérant que les magasins de nuit requièrent une attention particulière des forces de l'ordre en termes de sécurité publique dont le financement est à charge des communes en termes de sécurité ;

Considérant que les magasins de nuit établis sur le territoire de la commune de Forest peuvent bénéficier de toutes les infrastructures communales mise à la disposition des personnes physiques résidant ou non sur le territoire de la commune, en ce compris de ses voiries dont l'entretien représente un coût certain et non négligeable que ce soit en termes de propreté, de décorations florales ou festives, de sécurité, d'illuminations, et que tous ces avantages constituent une plus-value certaine pour eux ;

Considérant que l'autorité communale détient son pouvoir de taxation de l'article 170, § 4 de la Constitution ; qu'il lui appartient, dans le cadre de son autonomie fiscale, de déterminer les bases et l'assiette des impositions dont elle apprécie la nécessité au regard des besoins qu'elle estime devoir pourvoir, sous la seule réserve imposée par la Constitution, à savoir la compétence du législateur d'interdire aux communes de lever certains impôts ; que, sous réserve des exceptions déterminées par la loi, l'autorité communale choisit sous le contrôle de l'autorité de tutelle, la base des impôts levés par elle ;

Considérant que la détermination tant de la matière imposable que des redevables d'un impôt participe de l'autonomie fiscale reconnue à l'autorité communale ; qu'elle dispose, en la matière, d'un pouvoir discrétionnaire qu'elle exerce en tenant compte de ses besoins financiers spécifiques ;

DECIDE :

De modifier le règlement-taxe sur les magasins de nuit comme suit :

Article 1 : Définition

Pour l'application du présent règlement, il faut entendre par magasin de nuit un magasin qui vend des produits d'alimentation et d'entretien, ouvert entre 20h et 6h, inscrit au registre de commerce sous la rubrique « vente de produits d'alimentation et d'entretien ».

Article 2 : Assiette de la taxe

Il est établi pour les exercices 2024 et 2025, une taxe d'ouverture et une taxe annuelle sur les magasins de nuit situés sur le territoire de la commune.

Article 3 : Taux d'imposition

Le taux d'imposition de la taxe d'ouverture est fixé à 13.750,00 euros et redevable à chaque ouverture d'une nouvelle activité commerciale d'un magasin de nuit situé sur le territoire de la commune. Chaque modification d'exploitant est équivalente à une nouvelle activité commerciale. La taxe d'ouverture est une taxe unique.

Le taux d'imposition de la taxe annuelle s'élève à 1.895,37 € par magasin de nuit pour l'année 2024.

L'année suivante, le taux annuel, fixé au 1er janvier, sera indexé de 2 %, conformément au tableau suivant :

2025
1.933,27 €

La taxe d'ouverture et la taxe annuelle sont dues pour la totalité de l'année civile, nonobstant la cessation de l'activité économique ou la modification de l'exploitation pendant l'année de l'enrôlement.

La taxe annuelle débute l'année suivant l'enrôlement de la taxe d'ouverture ou à défaut à partir de l'application du présent règlement de taxe.

Il n'est accordé aucune remise ou restitution de l'impôt pour quelque cause que ce soit.

Article 4 : Redevables

La taxe est due par l'exploitant de l'établissement. Le propriétaire de l'immeuble ou de la partie d'immeuble où se situe l'établissement est solidairement responsable du paiement de la taxe.

Article 5 : Déclaration

Le propriétaire du magasin, l'exploitant du magasin et le propriétaire de l'immeuble sont tenus de déclarer toute activité économique aux autorités communales préalablement à celle-ci. Ils sont obligés de fournir tous les documents et attestations à l'autorité communale à la première demande. Ils sont tenus de faciliter le contrôle éventuel de leur déclaration.

Afin de lever l'impôt, l'administration communale adresse à chaque entreprise en activité, dont la conformité avec l'ensemble de la réglementation en vigueur est établie, un formulaire de déclaration qui devra être complété, dûment signé et renvoyé dans un délai de trente jours calendrier à compter du troisième jour ouvrable suivant l'envoi de la formule de déclaration. Ce formulaire signé vaut jusqu'à révocation adressée au Service des Taxes.

A défaut d'une déclaration, en cas d'une déclaration incomplète et pour les entreprises dont la conformité avec l'ensemble de la réglementation en vigueur n'est pas établie, un procès-verbal constatant l'activité économique est établi. Le constat d'activité économique se fera par un fonctionnaire assermenté qui rédige un procès-verbal à cet effet. Ce procès-verbal d'activité économique sera équivalent au constat d'ouverture d'un magasin de nuit.

Si, pour une raison quelconque, les redevables n'ont pas encore été touchés par le recensement, ils sont tenus d'informer l'administration communale de leur propre initiative.

Article 6 : Taxation

L'absence de déclaration dans les délais prévus à l'article 5 du présent règlement ou la déclaration incorrecte, incomplète ou imprécise de la part du redevable entraîne l'enrôlement d'office de la taxe sur base des données dont la commune dispose.

Avant de procéder à la taxation d'office, l'administration communale notifie au redevable, par lettre recommandée à la poste, les motifs du recours à cette procédure, les éléments sur lesquels la taxation est basée, le mode de détermination de ces éléments ainsi que le montant de la taxe.

Le redevable dispose d'un délai de trente jours calendrier à compter du troisième jour ouvrable suivant la date d'envoi de la notification pour faire valoir ses observations par écrit. Le redevable est tenu de produire la preuve de l'exactitude des éléments qu'il invoque.

L'administration communale procédera à l'enrôlement d'office de la taxe en fonction des éléments sur

lesquels la taxation est basée visés à l'alinéa 2 si, au terme de ce délai, le redevable n'a émis aucune observation qui justifie l'annulation de cette procédure.

Les taxes enrôlées d'office sont majorées comme suit :

- premier enrôlement d'office : 20 % du droit dû ou estimé comme tel;
- deuxième enrôlement d'office : 50 % du droit dû ou estimé comme tel;
- à partir du troisième enrôlement d'office : 100 % du droit dû ou estimé comme tel.

Il n'est pas tenu compte d'un enrôlement d'office pour le calcul de la majoration lorsque la taxe a été enrôlée normalement au cours des trois exercices d'imposition qui suivent celui auquel se rapporte cet enrôlement d'office.

Article 7 : Indemnité

En cas de fermeture administrative de l'établissement à titre temporaire ou définitif à titre de sanction par le collège des bourgmestres et échevins, en application de l'article 119bis de la Nouvelle loi communale, les redevables ne pourront prétendre à aucune indemnité.

Article 8 : Changement ou fermeture

Chaque modification ou cessation d'activité économique doit être communiquée immédiatement et par lettre recommandée à l'administration communale sous responsabilité des redevables.

Article 9 : Perception

Le présent impôt sera perçu par voie de rôle. La taxe devra être payée endéans les deux mois de l'envoi de l'avertissement extrait de rôle.

Article 10 : Contestation

Le redevable peut introduire une réclamation auprès du collège des bourgmestre et échevins.

La réclamation doit, à peine de nullité, être introduite par écrit et doit, sous peine de déchéance, être introduite dans les trois mois de la date de l'envoi de l'avertissement extrait de rôle. Elle est datée et signée par le réclamant ou son représentant et mentionne :

- les noms, qualité, adresse ou siège du redevable à charge duquel l'imposition est établie ;
- l'objet de la réclamation et un exposé des faits et moyens.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

29 votants : 21 votes positifs, 8 votes négatifs.

Non : Dominique Goldberg, Cédric Pierre, Isabelle Lukebamoko-Maduda, Christophe Borcy, Xavier Jans, Michael Van Vlasselaer, Valerie Pauwels, Iris Vloder.

Financiën - Belasting op de nachtwinkels - Reglement - Wijzigingen.

DE RAAD,

Gelet op artikel 170 §4 van de Grondwet;

Gelet op artikelen 117 en 118 van de Nieuwe Gemeentewet;

Gelet op artikel 252 van de Nieuwe Gemeentewet waarbij het begrotingsevenwicht wordt opgelegd aan de gemeenten;

Gelet op de ordonnantie van 3 april 2014 betreffende de vestiging, de invordering en de geschillen inzake gemeentebelastingen en latere wijzigingen;

Gelet op het belastingreglement op de nachtwinkels, goedgekeurd door de gemeenteraad op 20 december 2022;

Overwegende dat de door deze belasting nagestreefde doelstelling erin bestaat aan de gemeente Vorst de financiële middelen te verschaffen die noodzakelijk zijn om haar taken en beleidsmaatregelen te kunnen uitvoeren alsook om haar financieel evenwicht te verzekeren en overwegende dat het, in het nastreven van deze doelstelling, gerechtvaardigd blijkt om rekening te houden met de financiële capaciteit van de belastingplichtigen vanuit het gegronde streven naar een evenwichtige verdeling van de belastingdruk;

Overwegende dat de nachtwinkels bijzondere aandacht vereisen van de ordediensten op het vlak van openbare veiligheid waarvan de financiering wat betreft de veiligheid ten laste van de gemeenten is;

Overwegende dat de nachtwinkels gevestigd op het grondgebied van de gemeente Vorst gebruik kunnen maken van alle gemeentelijke infrastructures die ter beschikking staan van de natuurlijke personen die al dan niet op het grondgebied van de gemeente wonen, met inbegrip van het wegennet waarvan het onderhoud een zekere en niet verwaarloosbare kost vertegenwoordigt zowel op gebied van netheid, feestelijke of bloemenversieringen, veiligheid, verlichting, en dat al deze voordelen voor hen een zekere meerwaarde vormen;

Overwegende dat de gemeentelijke overheid haar bevoegdheid tot het heffen van belastingen ontleent aan artikel 170, §4 van de Grondwet; dat ze in het kader van haar fiscale autonomie de basis en de grondslag bepaalt van de belastingen waarvan zij de noodzaak beoordeelt naargelang de behoeften waarin ze meent te moeten voorzien, met de enige beperking opgelegd door de Grondwet, nl. de bevoegdheid van de wetgever om de gemeenten te verbieden bepaalde belastingen te heffen; dat de gemeentelijke overheid, onverminderd de bij wet bepaalde uitzonderingen, onder toezicht van de toezichthoudende overheid de basis kiest van de belastingen die ze heft;

Overwegende dat zowel de bepaling van de belastbare materie als deze van de belastingplichtigen behoort tot de fiscale autonomie toegekend aan de gemeentelijke overheid; dat zij in deze materie beschikt over een discretionaire bevoegdheid die zij uitoefent rekening houdend met haar specifieke financiële behoeften;

BESLIST,

Het belastingreglement op de nachtwinkels als volgt te wijzigen:

Artikel 1: Definitie

Voor de toepassing van het huidige reglement moet er onder nachtwinkel verstaan worden, een winkel waar algemene voedingswaren en huishoudartikelen worden verkocht, die tussen 20u en 6u open is en ingeschreven is in het handelsregister onder de rubriek “verkoop van algemene voedingsmiddelen en huishoudartikelen”.

Artikel 2: Grondslag van de belasting

Er wordt voor de dienstjaren 2024 en 2025 een openingsbelasting en een jaarlijkse belasting geheven op nachtwinkels gelegen op het grondgebied van de gemeente.

Artikel 3: Belastingtarief

De aanslagvoet van de openingsbelasting is vastgesteld op 13.750,00 € en verschuldigd bij elke opening van een nieuwe handelsactiviteit van een nachtwinkel op het grondgebied van de gemeente. Elke wijziging van uitbating wordt beschouwd als een nieuwe handelsactiviteit. De openingsbelasting is een eenmalige belasting.

Het tarief van de jaarlijkse belasting bedraagt 1.895,37 € per nachtwinkel voor het jaar 2024.

De volgende jaar zal het jaartarief, vastgesteld op 1 januari, met 2 % geïndexeerd worden overeenkomstig de volgende tabel:

2025
1.933,27 €

De openingsbelasting en de jaarlijkse belasting zijn verschuldigd voor het ganse burgerlijke jaar, ongeacht de stopzetting van de economische activiteit of de wijziging van de uitbating in het jaar van de incohiering.

De jaarlijkse belasting gaat in volgend op het jaar van de incohiering van de openingsbelasting, of bij gebreke hiervan vanaf de inwerkingtreding van het huidige belastingreglement.

Er wordt geen enkele korting of teruggave van de belasting om gelijk welke reden dan ook toegestaan.

Artikel 4: Belastingplichtigen

De belasting is hoofdelijk en ondeelbaar verschuldigd door de eigenaar van de handelszaak, de uitbater ervan en de eigenaar van het pand waar de economische activiteit plaatsvindt.

Artikel 5: Aangifte

De eigenaar van de handelszaak, de uitbater ervan evenals de eigenaar van het pand zijn verplicht aangifte te doen van elke economische activiteit bij de gemeentelijke overheid voordat deze activiteit gestart wordt. Ze zijn verplicht alle nodige documenten en vergunningen voor te leggen aan de gemeentelijke overheid bij de eerste aanvraag. Ze zijn verplicht de eventuele controle van hun aangifte mogelijk te maken.

Teneinde de belasting te heffen, stuurt het gemeentebestuur naar alle bedrijven in uitbating waarvan de conformiteit met het geheel van de geldende wetgeving vastgesteld is, een aangifteformulier dat binnen de door de gemeentelijke overheid vastgelegde periode dient te worden ingevuld, ondertekend en teruggestuurd binnen 30 kalenderdagen vanaf de derde werkdag na de verzending van het aangifteformulier. Dit ondertekende formulier blijft geldig tot herroeping ervan, gericht aan de Dienst Belastingen.

Bij gebrek aan een aangifte, bij onvolledigheid ervan en bij handelszaken waarvan de conformiteit met het geheel van de geldende wetgeving niet is vastgesteld, wordt van ambtswege een proces-verbaal van vaststelling van economische activiteit opgesteld. Dit zal geschieden door een beëdigde ambtenaar. Dit proces-verbaal van vaststelling van economische activiteit wordt gelijkgesteld met de vaststelling van opening van een nachtwinkel.

Indien, om welke reden dan ook, de belastingplichtigen geen aangifteformulier ontvangen hebben, moeten zij op eigen initiatief het gemeentebestuur inlichten.

Artikel 6: Belasting

Bij gebrek aan aangifte binnen de in artikel 5 bepaalde termijn of onjuiste, onvolledige of

onnauwkeurige aangifte door de belastingplichtige, wordt de belasting ambtshalve ingekohierd op basis van de gegevens waarover de gemeente beschikt.

Alvorens tot ambtshalve belastingheffing over te gaan, stelt het gemeentebestuur de belastingplichtige bij aangetekende brief in kennis van de redenen voor deze procedure, de elementen waarop de belasting wordt gebaseerd, de wijze waarop deze elementen worden bepaald en het bedrag van de belasting.

De belastingplichtige beschikt over een termijn van dertig kalenderdagen vanaf de derde werkdag volgend op de datum van verzending van de kennisgeving om zijn opmerkingen schriftelijk in te dienen. De belastingplichtige moet de juistheid van de door hem aangevoerde elementen bewijzen.

Het gemeentebestuur zal overgaan tot ambtshalve heffing op basis van de elementen waarop de inkohiering gevestigd is, zoals omschreven in paragraaf 2, indien de belastingplichtige na afloop van deze termijn geen opmerkingen heeft gemaakt die de annulering van deze procedure rechtvaardigen.

De ambtshalve ingekohierde belastingen worden verhoogd als volgt:

- eerste ambtshalve inkohiering: 20 % van het verschuldigde of geraamde verschuldigd recht;*
- tweede ambtshalve inkohiering: 50 % van het verschuldigde of geraamde verschuldigd recht;*
- vanaf de derde ambtshalve inkohiering: 100 % van het verschuldigde of geraamde verschuldigd recht.*

Er wordt voor de berekening van de verhoging geen rekening gehouden met een ambtshalve inkohiering als de belasting in de loop van de drie aanslagjaren volgend op het jaar waarop deze ambtshalve inkohiering betrekking heeft normaal ingekohierd werd.

Artikel 7: Schadeloosstelling

In geval van tijdelijke of definitieve administratieve sluiting van de zaak omwille van een sanctie van het college van burgemeester en schepenen krachtens artikel 119bis van de Nieuwe gemeentewet, kunnen de belastingplichtigen op geen enkele schadeloosstelling aanspraak maken.

Artikel 8: Wijziging of stopzetting

Elke wijziging of stopzetting van de economische activiteit dient onder verantwoordelijkheid van de belastingplichtigen onmiddellijk en per aangetekend schrijven te worden meegedeeld aan het gemeentebestuur.

Artikel 9: Inning

De genoemde belasting zal via een kohier ingevorderd worden. De belasting dient binnen de twee maanden na het versturen van het uittreksel betaald te worden.

Artikel 10: Geschillen

De belastingplichtige kan een bezwaarschrift indienen bij het college van burgemeester en schepenen.

Dit bezwaarschrift moet op straffe van nietigheid schriftelijk ingediend worden en moet op straffe van verval binnen de drie maanden na de verzenddatum van het aanslagbiljet. Het moet

gedagtekend en ondertekend zijn door de eiser of zijn vertegenwoordiger en vermeldt:

- de namen, de hoedanigheid, het adres of de zetel van de belastingplichtige voor wie de belasting werd opgemaakt.
- het voorwerp van het bezwaarschrift en een uiteenzetting van de feiten en middelen.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

29 stemmers : 21 positieve stemmen, 8 negatieve stemmen.

Nee : Dominique Goldberg, Cédric Pierre, Isabelle Lukebamoko-Maduda, Christophe Borcy, Xavier Jans, Michael Van Vlasselaer, Valerie Pauwels, Iris Vlodaver.

3 annexes / 3 bijlagen

31 Finances - Taxe sur le placement de marchandises et autres objets sur le domaine public - Règlement – Modifications.

LE CONSEIL,

Vu l'article 170 §4 de la Constitution ;

Vu les articles 117 et 118 de la Nouvelle Loi Communale ;

Vu l'article 252 de la Nouvelle Loi Communale qui impose l'équilibre budgétaire aux communes ;

Vu l'ordonnance du 3 avril 2014 relative à l'établissement, au recouvrement et au contentieux en matière de taxes communales et ses modifications ultérieures ;

Vu le règlement-taxe sur le placement de de marchandises et autres objets sur le domaine public , voté par le conseil communal du 20 décembre 2022 ;

Considérant que le placement de marchandises et autres objets sur le domaine public vise une extension des activités commerciales sur la voie publique ;

Considérant que l'objectif poursuivi par la présente taxe est de procurer à la commune de Forest les moyens financiers nécessaires à ses missions et aux politiques qu'elle entend mener, ainsi que d'assurer son équilibre financier et considérant que, dans la poursuite de cet objectif, il apparaît juste de tenir compte de la capacité contributive des contribuables, dans un souci légitime d'assurer une répartition équitable de la charge fiscale ;

Considérant que les établissements plaçant des marchandises et autres objets sur le domaine public du territoire de la commune de Forest peuvent bénéficier de toutes les infrastructures communales mises à la disposition des personnes physiques résidant ou non sur le territoire de la commune, en ce compris de ses voiries dont l'entretien représente un coût certain et non négligeable et que tous ces avantages constituent une plus-value certaine ;

Considérant que l'autorité communale détient son pouvoir de taxation de l'article 170, § 4 de la Constitution ; qu'il lui appartient, dans le cadre de son autonomie fiscale, de déterminer les bases et l'assiette des impositions dont elle apprécie la nécessité au regard des besoins qu'elle estime devoir pourvoir, sous la seule réserve imposée par la Constitution, à savoir la compétence du législateur d'interdire aux communes de lever certains impôts ; que, sous réserve

des exceptions déterminées par la loi, l'autorité communale choisit sous le contrôle de l'autorité de tutelle, la base des impôts levés par elle ;

Considérant que la détermination tant de la matière imposable que des redevables d'un impôt participe de l'autonomie fiscale reconnue à l'autorité communale ; qu'elle dispose, en la matière, d'un pouvoir discrétionnaire qu'elle exerce en tenant compte de ses besoins financiers spécifiques ;

DECIDE :

De modifier le règlement-taxe sur le placement de marchandises et autres objets sur le domaine public :

Article 1

Il est établi pour les exercices 2024 et 2025 une taxe sur le placement de marchandises et autres objets sur le domaine public.

Article 2

Le placement de marchandises et autres objets sur le domaine public est et demeure interdit. Cependant, après autorisation, il peut être fait, après autorisation, exception à la règle qui précède sur les voies et sur les places publiques où la circulation ne serait pas entravée par le placement des objets mentionnés à l'article 1.

Article 3

La taxe est due par la personne à qui l'autorisation requise a été délivrée. Celle-ci ne peut induire de l'octroi de l'autorisation aucun droit de concession irrévocable, ni de servitude sur le domaine public.

Elle doit, au contraire, supprimer ou réduire l'usage accordé, à la première injonction de l'autorité, sans pouvoir de ce chef prétendre à indemnité ou restitution de sommes déjà versées.

Le paiement de la taxe n'entraîne pour la commune aucune obligation spéciale de surveillance.

Article 4

La taxe est indivisible et est due pour l'année entière, à compter du 1er janvier quelle que soit la date de l'autorisation. Elle reste payable, aussi longtemps que la cessation de l'occupation n'a pas été notifiée, par lettre recommandée à la poste, au service communal chargé de la délivrance des autorisations. Il ne sera accordé aucune remise ou restitution pour quelque cause que ce soit.

Toutefois, en cas de reprise d'un établissement, il ne sera pas perçu de nouvelle taxe pour l'année en cours, pour une même surface imposable.

Article 5

La taxe n'est pas due pour les étalages de marchandises ou objets présentant moins de 0,50m de saillie sur la voie publique. Lorsque cette saillie est dépassée la taxe est exigée pour tout l'espace occupé.

Article 6

La taxe est calculée par m² d'occupation du domaine public mentionné dans l'autorisation.

Toute fraction de m² sera comptée pour 1 m². Il sera dans tous les cas perçu une taxe minimum égale à l'occupation de 3 m².

Article 7

Le taux de la taxe est fixé à 19,07 € le m²/an pour l'année 2024.

L'année suivante, le taux annuel, fixé au 1er janvier, sera indexé de 2 %, conformément au tableau suivant :

2025
19,45 €

Article 8

Par dérogation aux dispositions du présent règlement, il ne sera pas perçu de taxe à l'occasion de l'occupation temporaire du domaine public lors de festivités communales.

Article 9

Lorsque l'administration communale constate l'existence de placement de marchandises et autres objets sur le domaine public, elle adresse au contribuable une formule de déclaration que celui-ci est tenu de renvoyer en même temps que l'autorisation requise conformément à l'article 3, dûment remplie et signée, dans un délai de trente jours calendrier à compter du troisième jour ouvrable suivant l'envoi de la formule de déclaration. Cette déclaration signée vaut jusqu'à révocation adressée au service des Taxes par l'assujetti.

La constatation, par l'agent qualifié fera foi en cas de contestation.

Le contribuable qui n'a pas reçu de formule de déclaration est tenu d'en réclamer une auprès de l'administration.

Article 10

L'absence de déclaration dans les délais prévus à l'article 9 du présent règlement ou la déclaration incorrecte, incomplète ou imprécise de la part du redevable entraîne l'enrôlement d'office de la taxe sur base des données dont la commune dispose.

Avant de procéder à la taxation d'office, l'administration communale notifie au redevable, par lettre recommandée à la poste, les motifs du recours à cette procédure, les éléments sur lesquels la taxation est basée, le mode de détermination de ces éléments ainsi que le montant de la taxe.

Le redevable dispose d'un délai de trente jours calendrier à compter du troisième jour ouvrable suivant la date d'envoi de la notification pour faire valoir ses observations par écrit. Le redevable est tenu de produire la preuve de l'exactitude des éléments qu'il invoque.

L'administration communale procédera à l'enrôlement d'office de la taxe en fonction des éléments sur lesquels la taxation est basée visés à l'alinéa 2 si, au terme de ce délai, le redevable n'a émis aucune observation qui justifie l'annulation de cette procédure.

Les taxes enrôlées d'office sont majorées comme suit :

- premier enrôlement d'office : 20 % du droit dû ou estimé comme tel;

- deuxième enrôlement d'office : 50 % du droit dû ou estimé comme tel;

- à partir du troisième enrôlement d'office : 100 % du droit dû ou estimé comme tel.

Il n'est pas tenu compte d'un enrôlement d'office pour le calcul de la majoration lorsque la taxe a été enrôlée normalement au cours des trois exercices d'imposition qui suivent celui auquel se rapporte cet enrôlement d'office.

Article 11

Le redevable de l'imposition recevra, sans frais, un avertissement extrait de rôle.

La taxe est payable dans les deux mois de l'envoi de l'avertissement extrait de rôle.

A défaut de paiement dans le délai imparti, il est fait application des règles relatives au recouvrement en matière de taxe sur les revenus.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

29 votants : 23 votes positifs, 6 votes négatifs.

Non : Dominique Goldberg, Cédric Pierre, Isabelle Lukebamoko-Maduda, Christophe Borcy, Valerie Pauwels, Iris Vlodaver.

Financiën - Belasting op het uitstallen van koopwaren en andere voorwerpen op het openbaar domein - Reglement - Wijzigingen.

DE RAAD,

Gelet op artikel 170 §4 van de Grondwet;

Gelet op artikelen 117 en 118 van de Nieuwe Gemeentewet;

Gelet op artikel 252 van de Nieuwe Gemeentewet waarbij het begrotingsevenwicht wordt opgelegd aan de gemeenten;

Gelet op de ordonnantie van 3 april 2014 betreffende de vestiging, de invordering en de geschillen inzake gemeentebelastingen en latere wijzigingen;

Gelet op het belastingreglement op het uitstallen van koopwaren en andere voorwerpen op het openbaar domein, goedgekeurd door de gemeenteraad van 20 december 2022;

Overwegende dat het uitstallen van koopwaren en andere voorwerpen op het openbaar domein een uitbreiding van de handelsactiviteiten op de openbare weg beoogt;

Overwegende dat de door deze belasting nagestreefde doelstelling erin bestaat aan de gemeente Vorst de financiële middelen te verschaffen die noodzakelijk zijn om haar taken en beleidsmaatregelen te kunnen uitvoeren alsook om haar financieel evenwicht te verzekeren en overwegende dat het, in het nastreven van deze doelstelling, gerechtvaardigd blijkt om rekening te houden met de financiële capaciteit van de belastingplichtigen vanuit het gegronde streven naar een evenwichtige verdeling van de belastingdruk;

Overwegende dat de vestigingen die koopwaren en andere voorwerpen uitstallen op het openbaar domein van het grondgebied van de gemeente Vorst gebruik kunnen maken van alle gemeentelijke infrastructuren die ter beschikking staan van de natuurlijke personen die al dan niet op het grondgebied van de gemeente wonen, met inbegrip van het wegennet waarvan het onderhoud een zekere en niet verwaarloosbare kost vertegenwoordigt en dat al deze voordelen

een zekere meerwaarde vormen;

Overwegende dat de gemeentelijke overheid haar bevoegdheid tot het heffen van belastingen ontleent aan artikel 170, §4 van de Grondwet; dat ze in het kader van haar fiscale autonomie de basis en de grondslag bepaalt van de belastingen waarvan zij de noodzaak beoordeelt naargelang de behoeften waarin ze meent te moeten voorzien, met de enige beperking opgelegd door de Grondwet, nl. de bevoegdheid van de wetgever om de gemeenten te verbieden bepaalde belastingen te heffen; dat de gemeentelijke overheid, onverminderd de bij wet bepaalde uitzonderingen, onder toezicht van de toezichthoudende overheid de basis kiest van de belastingen die ze heft;

Overwegende dat zowel de bepaling van de belastbare materie als deze van de belastingplichtigen behoort tot de fiscale autonomie toegekend aan de gemeentelijke overheid; dat zij in deze materie beschikt over een discretionaire bevoegdheid die zij uitoefent rekening houdend met haar specifieke financiële behoeften;

BESLIST,

Het belastingreglement op het uitstellen van koopwaren en andere voorwerpen op het openbaar domein te wijzigen:

Artikel 1

Er wordt, voor de dienstjaren 2024 en 2025, een belasting gevestigd op het uitstellen van waren en andere voorwerpen op het openbaar domein.

Artikel 2

Het uitstellen van waren en andere voorwerpen op het openbaar domein is en blijft verboden. Na vergunning kan op voorgaande regel uitzondering worden gemaakt op de openbare wegen en pleinen waar het verkeer niet zou worden belemmerd door het uitstellen van de voorwerpen vermeld in artikel 1.

Artikel 3

De belasting is verschuldigd door de persoon aan wie de vereiste vergunning werd uitgereikt. Uit de toekenning van de vergunning mag door de betrokken persoon niet worden afgeleid dat hem enig onherroepelijk recht van concessie, noch enige erfdienstbaarheid op het openbaar domein wordt verleend.

Hij moet integendeel op het eerste bevel van de overheid van het verleende gebruik afzien of dit beperken, zonder uit dien hoofde aanspraak te kunnen maken op vergoeding of terruggave van reeds gestorte sommen.

De betaling van de belasting brengt voor de gemeente geen enkele bijzondere verplichting mee inzake toezicht.

Artikel 4

De belasting is ondeelbaar en verschuldigd voor het hele jaar vanaf 1 januari, ongeacht de datum van de vergunning. Ze blijft betaalbaar zolang de stopzetting van de bezetting niet betekend werd bij een ter post aangetekend schrijven aan de gemeentedienst die belast is met de uitreiking van de vergunningen. Er zal geen enkele korting of terruggave worden toegestaan, ongeacht de reden.

Bij de overname van een zaak zal echter geen nieuwe belasting voor het lopende jaar worden ingevorderd, en dit voor éénzelfde belastbare oppervlakte.

Artikel 5

De belasting is niet verschuldigd voor de uitstallingen van waren of voorwerpen die minder dan 0,50m op de openbare weg uitspringen. Indien deze uitsprong wordt overschreden, wordt de belasting gevorderd voor de ganse betrokken ruimte.

Artikel 6

De belasting wordt berekend per m² bezetting van het openbaar domein vermeld in de vergunning. Elk deel van een m² wordt voor 1 m aangerekend. Er zal in elk geval een minimale belasting ingevorderd worden die gelijk is aan een bezetting van 3 m².

Artikel 7

Het bedrag van de belasting wordt vastgesteld op 19,07 € per m² voor het jaar 2024.

Het volgende jaar zal het jaartarief, vastgesteld op 1 januari, met 2 % geïndexeerd worden overeenkomstig de volgende tabel:

2025
19,45 €

Artikel 8

In afwijking van de bepalingen van onderhavig reglement wordt geen belasting ingevorderd ter gelegenheid van de tijdelijke bezetting van het openbaar domein tijdens gemeentelijke feestelijkheden.

Artikel 9

Wanneer het gemeentebestuur het bestaan van uitstallingen van waren en andere voorwerpen op het openbaar domein vaststelt, stuurt het aan de belastingplichtige een aangifteformulier dat behoorlijk ingevuld en ondertekend, samen met de vereiste vergunning conform artikel 3, moet worden teruggestuurd binnen 30 kalenderdagen vanaf de derde werkdag na de verzending van het aangifteformulier. In geval van betwisting zal de vaststelling door een bevoegd ambtenaar bewijskracht hebben.

Dit ondertekende formulier blijft geldig tot herroeping ervan, gericht aan de dienst der gemeentebelastingen.

De belastingplichtige die geen aangifteformulier ontvangen heeft, dient er een aan te vragen bij het gemeentebestuur.

Artikel 10

Bij gebrek aan aangifte binnen de in artikel 9 bepaalde termijn of onjuiste, onvolledige of onnauwkeurige aangifte door de belastingplichtige, wordt de belasting ambtshalve ingekohierd op basis van de gegevens waarover de gemeente beschikt.

Alvorens tot ambtshalve belastingheffing over te gaan, stelt het gemeentebestuur de belastingplichtige bij aangetekende brief in kennis van de redenen voor deze procedure, de elementen waarop de belasting wordt gebaseerd, de wijze waarop deze elementen worden

bepaald en het bedrag van de belasting.

De belastingplichtige beschikt over een termijn van dertig kalenderdagen vanaf de derde werkdag volgend op de datum van verzending van de kennisgeving om zijn opmerkingen schriftelijk in te dienen. De belastingplichtige moet de juistheid van de door hem aangevoerde elementen bewijzen.

Het gemeentebestuur zal overgaan tot ambtshalve heffing op basis van de elementen waarop de inkohiering gevestigd is, zoals omschreven in paragraaf 2, indien de belastingplichtige na afloop van deze termijn geen opmerkingen heeft gemaakt die de annulering van deze procedure rechtvaardigen.

De ambtshalve ingekohierde belastingen worden verhoogd als volgt:

- eerste ambtshalve inkohiering: 20 % van het verschuldigde of geraamde verschuldigd recht;*
- tweede ambtshalve inkohiering: 50 % van het verschuldigde of geraamde verschuldigd recht;*
- vanaf de derde ambtshalve inkohiering: 100 % van het verschuldigde of geraamde verschuldigd recht.*

Er wordt voor de berekening van de verhoging geen rekening gehouden met een ambtshalve inkohiering als de belasting in de loop van de drie aanslagjaren volgend op het jaar waarop deze ambtshalve inkohiering betrekking heeft normaal ingekohierd werd.

Artikel 11

De belastingplichtige ontvangt gratis een aanslagbiljet.

De belasting dient betaald te worden binnen de twee maanden na verzending van het aanslagbiljet.

Bij niet-betaling binnen de voorgeschreven termijn zullen de invorderingsregels inzake de inkomstenbelasting toegepast worden.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

29 stemmers : 23 positieve stemmen, 6 negatieve stemmen.

Nee : Dominique Goldberg, Cédric Pierre, Isabelle Lukebamoko-Maduda, Christophe Borcy, Valerie Pauwels, Iris Vlodaver.

2 annexes / 2 bijlagen

32 **Finances - Taxe sur les flèches directionnelles placées à des fins commerciales - Règlement - Renouvellement – Modifications.**

LE CONSEIL,

Vu l'article 170 §4 de la Constitution ;

Vu les articles 117 et 118 de la Nouvelle Loi Communale ;

Vu l'article 252 de la Nouvelle Loi Communale qui impose l'équilibre budgétaire aux communes ;

Vu l'ordonnance du 3 avril 2014 relative à l'établissement, au recouvrement et au contentieux en matière de taxes communales et ses modifications ultérieures ;

Vu le règlement-taxe sur les flèches directionnelles placées à des fins commerciales, voté par le conseil communal du 20 décembre 2022 ;

Considérant que l'objectif poursuivi par la présente taxe est de procurer à la commune de Forest les moyens financiers nécessaires à ses missions et aux politiques qu'elle entend mener, ainsi que d'assurer son équilibre financier et considérant que, dans la poursuite de cet objectif, il apparaît juste de tenir compte de la capacité contributive des contribuables, dans un souci légitime d'assurer une répartition équitable de la charge fiscale ;

Considérant que la diffusion de publicité constitue une activité économique génératrice de revenus permettant raisonnablement de considérer que les personnes physiques ou morales étant en mesure de placer des flèches directionnelles à des fins commerciales sur le territoire de la Commune de Forest disposent de capacités contributives leur permettant de s'acquitter des taxes mises à leur charge ;

Considérant que l'autorité communale détient son pouvoir de taxation de l'article 170, § 4 de la Constitution ; qu'il lui appartient, dans le cadre de son autonomie fiscale, de déterminer les bases et l'assiette des impositions dont elle apprécie la nécessité au regard des besoins qu'elle estime devoir pourvoir, sous la seule réserve imposée par la Constitution, à savoir la compétence du législateur d'interdire aux communes de lever certains impôts ; que, sous réserve des exceptions déterminées par la loi, l'autorité communale choisit sous le contrôle de l'autorité de tutelle, la base des impôts levés par elle ;

Considérant que la détermination tant de la matière imposable que des redevables d'un impôt participe de l'autonomie fiscale reconnue à l'autorité communale ; qu'elle dispose, en la matière, d'un pouvoir discrétionnaire qu'elle exerce en tenant compte de ses besoins financiers spécifiques ;

DECIDE :

De modifier le règlement-taxe sur les flèches directionnelles placées à des fins commerciales comme suit :

Article 1

Il est établi, pour les exercices 2024 et 2025 une taxe sur les signaux de direction placés à l'initiative d'une entreprise industrielle ou commerciale :

Sont visés :

- les signaux de direction permanents ;
- les signaux de direction temporaires.

Article 2

Le placement de flèches directionnelles à des fins commerciales sur la voie publique est interdit, sauf autorisation préalable de l'autorité compétente.

Article 3

La taxe est due par la personne à qui l'autorisation requise a été délivrée.

Article 4

Le taux de la taxe est fixé en 2024 à 1,1 € du décimètre carré sans que celle-ci puisse être inférieure à 123,86 € par flèche. L'année suivante, le taux annuel minimum, fixé au 1er janvier, sera indexé de 2 %, conformément au tableau suivant :

2025
126,34 €

La taxe est indivisible et est due pour l'année entière quelle que soit la date d'installation de la flèche.

Article 5

Lorsque l'administration communale constate l'existence de signaux de direction permanents ou temporaires, elle adresse au contribuable une formule de déclaration que celui-ci est tenu de renvoyer, dûment remplie et signée, dans un délai de trente jours calendrier à compter du troisième jour ouvrable suivant l'envoi de la formule de déclaration. Cette déclaration signée vaut jusqu'à révocation adressée au service des Taxes par l'assujetti.

La constatation, par l'agent qualifié fera foi en cas de contestation.

Le contribuable qui n'a pas reçu de formule de déclaration est tenu d'en réclamer une auprès de l'administration.

En ce qui concerne les signaux de direction temporaires, le contribuable est tenu de déclarer à l'administration communale, au plus tard la veille du jour au cours duquel le placement a lieu, les éléments nécessaires à la taxation.

Article 6

L'absence de déclaration dans les délais prévus à l'article 5 du présent règlement ou la déclaration incorrecte, incomplète ou imprécise de la part du redevable entraîne l'enrôlement d'office de la taxe sur base des données dont la commune dispose.

Avant de procéder à la taxation d'office, l'administration communale notifie au redevable, par lettre recommandée à la poste, les motifs du recours à cette procédure, les éléments sur lesquels la taxation est basée, le mode de détermination de ces éléments ainsi que le montant de la taxe.

Le redevable dispose d'un délai de trente jours calendrier à compter du troisième jour ouvrable suivant la date d'envoi de la notification pour faire valoir ses observations par écrit. Le redevable est tenu de produire la preuve de l'exactitude des éléments qu'il invoque.

L'administration communale procédera à l'enrôlement d'office de la taxe en fonction des éléments sur lesquels la taxation est basée visés à l'alinéa 2 si, au terme de ce délai, le redevable n'a émis aucune observation qui justifie l'annulation de cette procédure.

Les taxes enrôlées d'office sont majorées comme suit :

- premier enrôlement d'office : 20 % du droit dû ou estimé comme tel;*
- deuxième enrôlement d'office : 50 % du droit dû ou estimé comme tel;*
- à partir du troisième enrôlement d'office : 100 % du droit dû ou estimé comme tel.*

Il n'est pas tenu compte d'un enrôlement d'office pour le calcul de la majoration lorsque la taxe a été enrôlée normalement au cours des trois exercices d'imposition qui suivent celui auquel se rapporte cet enrôlement d'office.

Article 7

Le redevable de l'imposition recevra, sans frais, un avertissement extrait de rôle.

La taxe est payable dans les deux mois de l'envoi de l'avertissement extrait de rôle.

A défaut de paiement dans le délai imparti, il est fait application des règles relatives au recouvrement en matière de taxe sur les revenus.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

29 votants : 23 votes positifs, 6 votes négatifs.

Non : Dominique Goldberg, Cédric Pierre, Isabelle Lukebamoko-Maduda, Christophe Borcy, Valerie Pauwels, Iris Vloder.

Financiën - Belasting op de richtingspijlen geplaatst voor commerciële doeleinden - Reglement - Hernieuwing - Wijzigingen.

DE RAAD,

Gelet op artikel 170 §4 van de Grondwet;

Gelet op artikelen 117 en 118 van de Nieuwe Gemeentewet;

Gelet op artikel 252 van de Nieuwe Gemeentewet waarbij het begrotingsevenwicht wordt opgelegd aan de gemeenten;

Gelet op de ordonnantie van 3 april 2014 betreffende de vestiging, de invordering en de geschillen inzake gemeentebelastingen en latere wijzigingen;

Gelet op het belastingreglement op de richtingspijlen geplaatst voor commerciële doeleinden, gestemd door de gemeenteraad van 20 december 2022;

Overwegende dat de door deze belasting nagestreefde doelstelling erin bestaat aan de gemeente Vorst de financiële middelen te verschaffen die noodzakelijk zijn om haar taken en beleidsmaatregelen te kunnen uitvoeren alsook om haar financieel evenwicht te verzekeren en overwegende dat het, in het nastreven van deze doelstelling, gerechtvaardigd blijkt om rekening te houden met de financiële capaciteit van de belastingplichtigen vanuit het gegronde streven naar een evenwichtige verdeling van de belastingdruk;

Overwegende dat de verspreiding van publiciteit een economische activiteit is, die inkomsten voortbrengt, welke redelijkerwijze toelaten, dat de fysieke of rechtspersonen die in staat zijn richtingspijlen voor commerciële doeleinden te plaatsen op het grondgebied van de Gemeente Vorst, beschikken over bijdragemogelijkheden die hen in staat stellen om de hen ten laste gelegde belastingen te betalen;

Overwegende dat de gemeentelijke overheid haar bevoegdheid tot het heffen van belastingen ontleent aan artikel 170, §4 van de Grondwet; dat ze in het kader van haar fiscale autonomie de basis en de grondslag bepaalt van de belastingen waarvan zij de noodzaak beoordeelt naargelang de behoeften waarin ze meent te moeten voorzien, met de enige beperking opgelegd door de Grondwet, nl. de bevoegdheid van de wetgever om de gemeenten te verbieden bepaalde belastingen te heffen; dat de gemeentelijke overheid, onverminderd de bij wet bepaalde

uitzonderingen, onder toezicht van de toezichhoudende overheid de basis kiest van de belastingen die ze heft;

Overwegende dat zowel de bepaling van de belastbare materie als deze van de belastingplichtigen behoort tot de fiscale autonomie toegekend aan de gemeentelijke overheid; dat zij in deze materie beschikt over een discretionaire bevoegdheid die zij uitoefent rekening houdend met haar specifieke financiële behoeften;

BESLIST

Het belastingreglement op de richtingspijlen geplaatst voor commerciële doeleinden als volgt te wijzigen:

Artikel 1

Er wordt voor de dienstjaren 2024 en 2025 een belasting gevestigd op de richtingsborden geplaatst op initiatief van een industrie- of handelsbedrijf:

Worden beoogd :

- de permanente richtingsborden;
- de tijdelijke richtingsborden.

Artikel 2

Het plaatsen van richtingspijlen voor commerciële doeleinden op de openbare weg is verboden, behalve met voorafgaandelijke toestemming van de bevoegde overheid.

Artikel 3

De belasting is verschuldigd door de persoon aan wie de vereiste toelating werd uitgereikt.

Artikel 4

Het belastingtarief is vastgesteld op 1,1 € per vierkante decimeter, zonder dat dit minder mag bedragen dan 123,86 € per pijl voor het jaar 2024. Het volgende jaar zal het minimum jaartarief, vastgesteld op 1 januari, met 2 % geïndexeerd worden overeenkomstig de volgende tabel:

2025
126,34 €

De belasting is ondeelbaar en is verschuldigd voor het ganse jaar, ongeacht de datum van plaatsing van de pijl.

Artikel 5

Wanneer het gemeentebestuur het bestaan van permanente of tijdelijke richtingsborden vaststelt, stuurt het aan de belastingplichtige een aangifteformulier dat behoorlijk ingevuld en ondertekend moet worden teruggestuurd binnen 30 kalenderdagen vanaf de derde werkdag na de verzending van het aangifteformulier.

In geval van betwisting zal de vaststelling door de bevoegde ambtenaar bewijskracht hebben.

De belastingplichtige die geen aangifteformulier ontvangen heeft, dient er een aan te vragen bij

het gemeentebestuur.

Wat de tijdelijke richtingsborden betreft, is de belastingplichtige gehouden, uiterlijk de dag vóór ze geplaatst worden, aan het gemeentebestuur de voor de aanslag noodzakelijke gegevens kenbaar te maken.

Artikel 6

Bij gebrek aan aangifte binnen de in artikel 5 bepaalde termijn of onjuiste, onvolledige of onnauwkeurige aangifte door de belastingplichtige, wordt de belasting ambtshalve ingekohierd op basis van de gegevens waarover de gemeente beschikt.

Alvorens tot ambtshalve belastingheffing over te gaan, stelt het gemeentebestuur de belastingplichtige bij aangetekende brief in kennis van de redenen voor deze procedure, de elementen waarop de belasting wordt gebaseerd, de wijze waarop deze elementen worden bepaald en het bedrag van de belasting.

De belastingplichtige beschikt over een termijn van dertig kalenderdagen vanaf de derde werkdag volgend op de datum van verzending van de kennisgeving om zijn opmerkingen schriftelijk in te dienen. De belastingplichtige moet de juistheid van de door hem aangevoerde elementen bewijzen.

Het gemeentebestuur zal overgaan tot ambtshalve heffing op basis van de elementen waarop de inkohiering gevestigd is, zoals omschreven in paragraaf 2, indien de belastingplichtige na afloop van deze termijn geen opmerkingen heeft gemaakt die de annulering van deze procedure rechtvaardigen.

De ambtshalve ingekohierde belastingen worden verhoogd als volgt:

- eerste ambtshalve inkohiering: 20 % van het verschuldigde of geraamde verschuldigd recht;*
- tweede ambtshalve inkohiering: 50 % van het verschuldigde of geraamde verschuldigd recht;*
- vanaf de derde ambtshalve inkohiering: 100 % van het verschuldigde of geraamde verschuldigd recht.*

Er wordt voor de berekening van de verhoging geen rekening gehouden met een ambtshalve inkohiering als de belasting in de loop van de drie aanslagjaren volgend op het jaar waarop deze ambtshalve inkohiering betrekking heeft normaal ingekohierd werd.

Artikel 7

De belastingplichtige ontvangt gratis een aanslagbiljet.

De belasting dient betaald binnen de twee maanden na het versturen van het aanslagbiljet.

Bij niet-betaling binnen de voorgeschreven termijn zullen de invorderingsregels inzake de inkomstenbelasting toegepast worden.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

29 stemmers : 23 positieve stemmen, 6 negatieve stemmen.

Nee : Dominique Goldberg, Cédric Pierre, Isabelle Lukebamoko-Maduda, Christophe Borcy, Valerie Pauwels, Iris Vlodaver.

33 **Finances - Taxe sur les distributeurs de carburants et de lubrifiants accessibles au public - Règlement - Renouvellement - Modifications.**

LE CONSEIL,

Vu l'article 170 §4 de la Constitution ;

Vu les articles 117 et 118 de la Nouvelle Loi Communale ;

Vu l'article 252 de la Nouvelle Loi Communale qui impose l'équilibre budgétaire aux communes ;

Vu l'ordonnance du 3 avril 2014 relative à l'établissement, au recouvrement et au contentieux en matière de taxes communales et ses modifications ultérieures ;

Vu le règlement-taxe sur les distributeurs de carburants et de lubrifiants accessibles au public , voté par le conseil communal du 20 décembre 2022 ;

Considérant que l'objectif poursuivi par la présente taxe est de procurer à la commune de Forest les moyens financiers nécessaires à ses missions et aux politiques qu'elle entend mener, ainsi que d'assurer son équilibre financier et considérant que, dans la poursuite de cet objectif, il apparaît juste de tenir compte de la capacité contributive des contribuables, dans un souci légitime d'assurer une répartition équitable de la charge fiscale ;

Considérant que les établissements mettant à disposition des distributeurs de carburants et de lubrifiants accessibles au public sur le territoire de la commune de Forest peuvent bénéficier de toutes les infrastructures communales mises à la disposition des personnes physiques résidant ou non sur le territoire de la commune, en ce compris de ses voiries dont l'entretien représente un coût certain et non négligeable et que tous ces avantages constituent une plus-value certaine ;

Considérant que l'autorité communale détient son pouvoir de taxation de l'article 170, § 4 de la Constitution ; qu'il lui appartient, dans le cadre de son autonomie fiscale, de déterminer les bases et l'assiette des impositions dont elle apprécie la nécessité au regard des besoins qu'elle estime devoir pourvoir, sous la seule réserve imposée par la Constitution, à savoir la compétence du législateur d'interdire aux communes de lever certains impôts ; que, sous réserve des exceptions déterminées par la loi, l'autorité communale choisit sous le contrôle de l'autorité de tutelle, la base des impôts levés par elle ;

Considérant que la détermination tant de la matière imposable que des redevables d'un impôt participe de l'autonomie fiscale reconnue à l'autorité communale ; qu'elle dispose, en la matière, d'un pouvoir discrétionnaire qu'elle exerce en tenant compte de ses besoins financiers spécifiques ;

DECIDE :

De modifier le règlement-taxe sur les distributeurs de carburants et de lubrifiants accessibles au public comme suit :

Article 1

Il est établi, pour les exercices 2024 et 2025, une taxe communale sur les distributeurs de carburants et de lubrifiants accessibles au public.

La taxe est due pour les distributeurs existants au 1er janvier de l'exercice d'imposition.

Article 2

La taxe est due par le détenteur ou par le propriétaire de l'appareil. Le propriétaire de l'immeuble est solidairement responsable du paiement de la taxe.

Article 3

Le taux de la taxe sur les distributeurs de carburants et de lubrifiants accessibles au public s'élève à 758,12 € par pistolet à carburant pour l'année 2024.

L'année suivante, le taux annuel, fixé au 1er janvier, sera indexé de 2 %, conformément au tableau suivant :

2025
773,28 €

Article 4

La taxe est indivisible et est due pour l'année entière, quelle que soit la date de mise en service ou d'enlèvement de l'appareil.

Article 5

Lorsque l'administration communale constate l'existence de distributeurs de carburants et de lubrifiants, elle adresse au contribuable une formule de déclaration que celui-ci est tenu de renvoyer, dûment remplie et signée, dans un délai de trente jours calendrier à compter du troisième jour ouvrable suivant l'envoi de la formule de déclaration. Cette déclaration signée vaut jusqu'à révocation adressée au service des Taxes par l'assujetti.

La constatation, par l'agent qualifié fera foi en cas de contestation.

Le contribuable qui n'a pas reçu de formule de déclaration est tenu de déclarer à l'administration communale, au plus tard le 31 mars de l'exercice d'imposition, les éléments nécessaires à la taxation.

Article 6

L'absence de déclaration dans les délais prévus à l'article 5 du présent règlement ou la déclaration incorrecte, incomplète ou imprécise de la part du redevable entraîne l'enrôlement d'office de la taxe sur base des données dont la commune dispose.

Avant de procéder à la taxation d'office, l'administration communale notifie au redevable, par lettre recommandée à la poste, les motifs du recours à cette procédure, les éléments sur lesquels la taxation est basée, le mode de détermination de ces éléments ainsi que le montant de la taxe.

Le redevable dispose d'un délai de trente jours calendrier à compter du troisième jour ouvrable suivant la date d'envoi de la notification pour faire valoir ses observations par écrit. Le redevable est tenu de produire la preuve de l'exactitude des éléments qu'il invoque.

L'administration communale procédera à l'enrôlement d'office de la taxe en fonction des éléments sur lesquels la taxation est basée visés à l'alinéa 2 si, au terme de ce délai, le redevable n'a émis aucune observation qui justifie l'annulation de cette procédure.

Les taxes enrôlées d'office sont majorées comme suit :

- premier enrôlement d'office : 20 % du droit dû ou estimé comme tel;*
- deuxième enrôlement d'office : 50 % du droit dû ou estimé comme tel;*
- à partir du troisième enrôlement d'office : 100 % du droit dû ou estimé comme tel.*

Il n'est pas tenu compte d'un enrôlement d'office pour le calcul de la majoration lorsque la taxe a été enrôlée normalement au cours des trois exercices d'imposition qui suivent celui auquel se rapporte cet enrôlement d'office.

Article 7

Le redevable de l'imposition recevra, sans frais, un avertissement extrait de rôle.

La taxe est payable dans les deux mois de l'envoi de l'avertissement extrait de rôle.

A défaut de paiement dans ce délai, il est fait application des règles relatives au recouvrement en matière d'impôts sur les revenus.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

29 votants : 21 votes positifs, 8 votes négatifs.

Non : Dominique Goldberg, Cédric Pierre, Isabelle Lukebamoko-Maduda, Christophe Borcy, Xavier Jans, Michael Van Vlasselaer, Valerie Pauwels, Iris Vlodayver.

Financiën - Belasting op de verdeelapparaten van brandstoffen en smeeroliën toegankelijk voor het publiek - Reglement - Hernieuwing - Wijzigingen.

DE RAAD,

Gelet op artikel 170 §4 van de Grondwet;

Gelet op artikelen 117 en 118 van de Nieuwe Gemeentewet;

Gelet op artikel 252 van de Nieuwe Gemeentewet waarbij het begrotingsevenwicht wordt opgelegd aan de gemeenten;

Gelet op de ordonnantie van 3 april 2014 betreffende de vestiging, de invordering en de geschillen inzake gemeentebelastingen en latere wijzigingen;

Gelet op het belastingreglement op de verdeelapparaten van brandstoffen en smeeroliën toegankelijk voor het publiek, goedgekeurd door de gemeenteraad van 20 december 2022;

Overwegende dat de door deze belasting nagestreefde doelstelling erin bestaat aan de gemeente Vorst de financiële middelen te verschaffen die noodzakelijk zijn om haar taken en beleidsmaatregelen te kunnen uitvoeren alsook om haar financieel evenwicht te verzekeren en overwegende dat het, in het nastreven van deze doelstelling, gerechtvaardigd blijkt om rekening te houden met de financiële capaciteit van de belastingplichtigen vanuit het gegronde streven naar een evenwichtige verdeling van de belastingdruk;

Overwegende dat de vestingen die verdeelapparaten van brandstoffen en smeeroliën toegankelijk voor het publiek ter beschikking stellen op het grondgebied van de gemeente Vorst gebruik kunnen maken van alle gemeentelijke infrastructuren die ter beschikking staan van de natuurlijke personen die al dan niet op het grondgebied van de gemeente wonen, met inbegrip van het wegennet waarvan het onderhoud een zekere en niet verwaarloosbare kost vertegenwoordigt en dat al deze voordelen een zekere meerwaarde vormen;

Overwegende dat de gemeentelijke overheid haar bevoegdheid tot het heffen van belastingen ontleent aan artikel 170, §4 van de Grondwet; dat ze in het kader van haar fiscale autonomie de basis en de grondslag bepaalt van de belastingen waarvan zij de noodzaak beoordeelt naargelang de behoeften waarin ze meent te moeten voorzien, met de enige beperking opgelegd door de Grondwet, nl. de bevoegdheid van de wetgever om de gemeenten te verbieden bepaalde belastingen te heffen; dat de gemeentelijke overheid, onverminderd de bij wet bepaalde uitzonderingen, onder toezicht van de toezichthoudende overheid de basis kiest van de belastingen die ze heft;

Overwegende dat zowel de bepaling van de belastbare materie als deze van de belastingplichtigen behoort tot de fiscale autonomie toegekend aan de gemeentelijke overheid; dat zij in deze materie beschikt over een discretionaire bevoegdheid die zij uitoefent rekening houdend met haar specifieke financiële behoeften;

BESLIST

Het belastingreglement op de verdeelapparaten van brandstoffen en smeeroliën toegankelijk voor het publiek als volgt te wijzigen:

Artikel 1

Er wordt, voor de dienstjaren 2024 en 2025, een belasting op de brandstof- en smeerolieverdelers toegankelijk voor het publiek gevestigd.

De belasting is verschuldigd voor de verdelers die op 1 januari van het aanslagjaar bestaan.

Artikel 2

De belasting is verschuldigd door de houder of door de eigenaar van het toestel. De eigenaar van het gebouw is solidair verantwoordelijk voor het betalen van de belasting

Artikel 3

Het belastingtarief op de verdeelapparaten van brandstoffen en smeeroliën toegankelijk voor het publiek bedraagt 758,12 € per brandstofpistool voor het jaar 2024.

Het volgende jaar zal het jaartarief, vastgesteld op 1 januari, met 2 % geïndexeerd worden overeenkomstig de volgende tabel:

2025
773,28 €

Artikel 4

De belasting is ondeelbaar en is verschuldigd voor het ganse jaar, ongeacht de datum waarop het toestel in gebruik is genomen of verwijderd werd.

Artikel 5

Wanneer het gemeentebestuur het bestaan van brandstof- en smeerolieverdelers vaststelt, stuurt het aan de belastingplichtige een aangifteformulier dat behoorlijk ingevuld en ondertekend moet worden teruggestuurd binnen 30 kalenderdagen vanaf de derde werkdag na de verzending van het aangifteformulier. Dit ondertekend formulier blijft geldig tot de schriftelijke herroeping ervan, gericht aan de dienst der gemeentebelastingen.

In geval van betwisting zal de vaststelling door een bevoegd ambtenaar bewijskracht hebben.

De belastingplichtige die geen aangifteformulier ontvangen heeft, dient aan het gemeentebestuur de voor de aanslag noodzakelijke gegevens kenbaar te maken ten laatste tegen 31 maart van het aanslagjaar.

Artikel 6

Bij gebrek aan aangifte binnen de in artikel 5 bepaalde termijn of onjuiste, onvolledige of onnauwkeurige aangifte door de belastingplichtige, wordt de belasting ambtshalve ingekohierd op basis van de gegevens waarover de gemeente beschikt.

Alvorens tot ambtshalve belastingheffing over te gaan, stelt het gemeentebestuur de belastingplichtige bij aangetekende brief in kennis van de redenen voor deze procedure, de elementen waarop de belasting wordt gebaseerd, de wijze waarop deze elementen worden bepaald en het bedrag van de belasting.

De belastingplichtige beschikt over een termijn van dertig kalenderdagen vanaf de derde werkdag volgend op de datum van verzending van de kennisgeving om zijn opmerkingen schriftelijk in te dienen. De belastingplichtige moet de juistheid van de door hem aangevoerde elementen bewijzen.

Het gemeentebestuur zal overgaan tot ambtshalve heffing op basis van de elementen waarop de inkohiering gevestigd is, zoals omschreven in paragraaf 2, indien de belastingplichtige na afloop van deze termijn geen opmerkingen heeft gemaakt die de annulering van deze procedure rechtvaardigen.

De ambtshalve ingekohierde belastingen worden verhoogd als volgt:

- eerste ambtshalve inkohiering: 20 % van het verschuldigde of geraamde verschuldigd recht;*
- tweede ambtshalve inkohiering: 50 % van het verschuldigde of geraamde verschuldigd recht;*
- vanaf de derde ambtshalve inkohiering: 100 % van het verschuldigde of geraamde verschuldigd recht.*

Er wordt voor de berekening van de verhoging geen rekening gehouden met een ambtshalve inkohiering als de belasting in de loop van de drie aanslagjaren volgend op het jaar waarop deze ambtshalve inkohiering betrekking heeft normaal ingekohierd werd.

Artikel 7

De belastingplichtige ontvangt gratis een aanslagbiljet.

De belasting dient betaald te worden binnen de twee maanden na de verzending van het aanslagbiljet.

Bij niet-betaling binnen deze termijn zullen de invorderingsregels inzake de inkomstenbelasting toegepast worden.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

29 stemmers : 21 positieve stemmen, 8 negatieve stemmen.

Nee : Dominique Goldberg, Cédric Pierre, Isabelle Lukebamoko-Maduda, Christophe Borcy, Xavier Jans, Michael Van Vlasselaer, Valerie Pauwels, Iris Vlodaver.

3 annexes / 3 bijlagen

34 Finances - Taxe sur la mise à disposition d'appareils de télécommunication contre paiement par le public - Règlement - Modifications.

LE CONSEIL,

Vu l'article 170 §4 de la Constitution ;

Vu les articles 117 et 118 de la Nouvelle Loi Communale ;

Vu l'article 252 de la Nouvelle Loi Communale qui impose l'équilibre budgétaire aux communes ;

Vu l'ordonnance du 3 avril 2014 relative à l'établissement, au recouvrement et au contentieux en matière de taxes communales et ses modifications ultérieures ;

Vu le règlement-taxe sur la mise à disposition d'appareils de télécommunication contre paiement par le public, voté par le conseil communal du 20 décembre 2022 ;

Considérant que l'objectif poursuivi par la présente taxe est de procurer à la commune de Forest les moyens financiers nécessaires à ses missions et aux politiques qu'elle entend mener, ainsi que d'assurer son équilibre financier et considérant que, dans la poursuite de cet objectif, il apparaît juste de tenir compte de la capacité contributive des contribuables, dans un souci légitime d'assurer une répartition équitable de la charge fiscale ;

Considérant que les établissements mettant à disposition des appareils de télécommunication contre paiement par le public sur le territoire de la commune de Forest peuvent bénéficier de toutes les infrastructures communales mise à la disposition des personnes physiques résidant ou non sur le territoire de la commune, en ce compris de ses voiries et parcs dont l'entretien représente un coût certain et non négligeable que ce soit en termes de propreté, de décorations florales ou festives, de sécurité, d'illuminations, et que tous ces avantages constituent une plus-value certaine pour eux ;

Considérant qu'un second tarif moins élevé a été instauré pour la mise à disposition d'ordinateurs par le public, et que la différence de tarifs est expliquée par le fait que certains foyers ne disposent pas d'ordinateur, et que la mise à disposition de ces derniers peut dès lors jouer un rôle social ;

Considérant que l'autorité communale détient son pouvoir de taxation de l'article 170, § 4 de la Constitution ; qu'il lui appartient, dans le cadre de son autonomie fiscale, de déterminer les bases et l'assiette des impositions dont elle apprécie la nécessité au regard des besoins qu'elle estime devoir pourvoir, sous la seule réserve imposée par la Constitution, à savoir la compétence du législateur d'interdire aux communes de lever certains impôts ; que, sous réserve des exceptions déterminées par la loi, l'autorité communale choisit sous le contrôle de l'autorité de tutelle, la base des impôts levés par elle ;

Considérant que la détermination tant de la matière imposable que des redevables d'un impôt participe de l'autonomie fiscale reconnue à l'autorité communale ; qu'elle dispose, en la matière, d'un pouvoir discrétionnaire qu'elle exerce en tenant compte de ses besoins financiers spécifiques ;

DECIDE :

De modifier le règlement-taxe sur la mise à disposition d'appareils de télécommunication contre paiement par le public :

Article 1

Il est établi, pour les exercices 2024 et 2025, une taxe sur les établissements qui mettent des appareils de télécommunication à la disposition du public contre paiement.

Article 2

Pour l'application du présent règlement, il faut entendre par appareil de télécommunication, tout appareil permettant la transmission, l'émission ou la réception de signes, signaux, d'écrits, d'images, de sons ou de données de toute nature, par fil, radio-électricité, signalisation optique ou autre système électromagnétique (c'est-à-dire : téléphone, fax, ordinateur, modem, vidéoconférence, ...).

Article 3

La taxe a pour base le nombre d'appareils de télécommunication fixes ou mobiles mis à la disposition du public.

Article 4

La taxe est fixée en 2024 à 78,54 € par appareil de télécommunication fixe ou mobile. Tout trimestre entamé est dû en totalité.

L'année suivante, le taux annuel, fixé au 1er janvier, sera indexé de 2 %, conformément au tableau suivant :

2025
80,11 €

La taxe est fixée en 2024 à 22,44 € par ordinateur par trimestre. Tout trimestre entamé est dû en totalité. L'année suivante, le taux annuel, fixé au 1er janvier, sera indexé de 2 %, conformément au tableau suivant :

2025
22,88 €

La taxe est due pour le trimestre entier, à compter du 1er jour du trimestre, quelle que soit la date de l'installation de l'appareil.

Article 5

La taxe est due par l'exploitant de l'établissement. Le propriétaire de l'immeuble ou de la partie d'immeuble où se situe l'établissement est solidairement responsable du paiement de la taxe.

Article 6

Sont exonérés de la taxe, les établissements qui assurent le service universel tel que défini dans l'article 84 de la loi du 21 mars 1991 portant réforme de certaines entreprises publiques économiques et qui peuvent justifier de la qualité d'opérateurs tenus ou autorisés au sens de la même loi du 21 mars 1991, pour ce qui concerne les équipements se rapportant à l'exercice du service universel.

Article 7

Lorsque l'administration communale constate l'existence d'appareils de télécommunication mis à la disposition du public contre paiement dans un établissement, elle adresse à l'exploitant de cet établissement une formule de déclaration que celui-ci est tenu de renvoyer, dûment remplie et signée, dans un délai de trente jours calendrier à compter du troisième jour ouvrable suivant l'envoi de la formule de déclaration. Cette déclaration signée vaut jusqu'à révocation adressée au service des Taxes par l'assujetti.

Le contribuable qui n'a pas reçu de formule de déclaration est tenu de déclarer à l'administration communale, au plus tard au moment de l'installation de ses appareils, les éléments nécessaires à la taxation.

Toute modification de la base imposable doit être signalée dans le mois, au Service des Taxes de l'Administration communale.

Article 8

L'absence de déclaration dans les délais prévus à l'article 7 du présent règlement ou la déclaration incorrecte, incomplète ou imprécise de la part du redevable entraîne l'enrôlement d'office de la taxe sur base des données dont la commune dispose.

Avant de procéder à la taxation d'office, l'administration communale notifie au redevable, par lettre recommandée à la poste, les motifs du recours à cette procédure, les éléments sur lesquels la taxation est basée, le mode de détermination de ces éléments ainsi que le montant de la taxe.

Le redevable dispose d'un délai de trente jours calendrier à compter du troisième jour ouvrable suivant la date d'envoi de la notification pour faire valoir ses observations par écrit. Le redevable est tenu de produire la preuve de l'exactitude des éléments qu'il invoque.

L'administration communale procédera à l'enrôlement d'office de la taxe en fonction des éléments sur lesquels la taxation est basée visés à l'alinéa 2 si, au terme de ce délai, le redevable n'a émis aucune observation qui justifie l'annulation de cette procédure.

Les taxes enrôlées d'office sont majorées comme suit :

- premier enrôlement d'office : 20 % du droit dû ou estimé comme tel;*
- deuxième enrôlement d'office : 50 % du droit dû ou estimé comme tel;*
- à partir du troisième enrôlement d'office : 100 % du droit dû ou estimé comme tel.*

Il n'est pas tenu compte d'un enrôlement d'office pour le calcul de la majoration lorsque la taxe a été enrôlée normalement au cours des trois exercices d'imposition qui suivent celui auquel se rapporte cet enrôlement d'office.

Article 9

Le redevable de l'imposition recevra, sans frais, un avertissement extrait de rôle.

La taxe est payable dans les deux mois de l'envoi de l'avertissement extrait de rôle.

A défaut de paiement dans le délai imparti, il est fait application des règles relatives au recouvrement en matière de taxe sur les revenus.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

29 votants : 21 votes positifs, 8 votes négatifs.

Non : Dominique Goldberg, Cédric Pierre, Isabelle Lukebamoko-Maduda, Christophe Borcy, Xavier Jans, Michael Van Vlasselaer, Valerie Pauwels, Iris Vlodaver.

Financiën - Belasting op de terbeschikkingstelling van telecommunicatietoestellen tegen betaling door het publiek - Reglement - Wijzigingen.

DE RAAD,

Gelet op artikel 170 §4 van de Grondwet;

Gelet op artikelen 117 en 118 van de Nieuwe Gemeentewet;

Gelet op artikel 252 van de Nieuwe Gemeentewet waarbij het begrotingsevenwicht wordt opgelegd aan de gemeenten;

Gelet op de ordonnantie van 3 april 2014 betreffende de vestiging, de invordering en de geschillen inzake gemeentebelastingen en latere wijzigingen;

Gelet op het belastingreglement op de terbeschikkingstelling van telecommunicatietoestellen tegen betaling door het publiek, gestemd door de gemeenteraad van 20 december 2022;

Overwegende dat de door deze belasting nagestreefde doelstelling erin bestaat aan de gemeente Vorst de financiële middelen te verschaffen die noodzakelijk zijn om haar taken en beleidsmaatregelen te kunnen uitvoeren alsook om haar financieel evenwicht te verzekeren en overwegende dat het, in het nastreven van deze doelstelling, gerechtvaardigd blijkt om rekening te houden met de financiële capaciteit van de belastingplichtigen vanuit het gegronde streven naar een evenwichtige verdeling van de belastingdruk;

Overwegende dat de instellingen die telecommunicatietoestellen ter beschikking stellen tegen betaling door het publiek op het grondgebied van de gemeente Vorst gebruik kunnen maken van alle gemeentelijke infrastructures die ter beschikking staan van de natuurlijke personen die al dan niet op het grondgebied van de gemeente wonen, met inbegrip van het wegennet en parken waarvan het onderhoud een zekere en niet verwaarloosbare kost vertegenwoordigt zowel op gebied van netheid, feestelijke of bloemenversieringen, veiligheid, verlichting, en dat al deze voordelen voor hen een zekere meerwaarde vormen;

Overwegende dat er een tweede lager tarief ingevoerd werd voor de terbeschikkingstelling van computers voor het publiek, en dat het verschil in tarieven wordt uitgelegd door het feit dat sommige gezinnen niet over een computer beschikken, en dat de terbeschikkingstelling ervan bijgevolg een sociale rol kan spelen;

Overwegende dat de gemeentelijke overheid haar bevoegdheid tot het heffen van belastingen ontleent aan artikel 170, §4 van de Grondwet; dat ze in het kader van haar fiscale autonomie de basis en de grondslag bepaalt van de belastingen waarvan zij de noodzaak beoordeelt

naargelang de behoeften waarin ze meent te moeten voorzien, met de enige beperking opgelegd door de Grondwet, nl. de bevoegdheid van de wetgever om de gemeenten te verbieden bepaalde belastingen te heffen; dat de gemeentelijke overheid, onverminderd de bij wet bepaalde uitzonderingen, onder toezicht van de toezichthoudende overheid de basis kiest van de belastingen die ze heft;

Overwegende dat zowel de bepaling van de belastbare materie als deze van de belastingplichtigen behoort tot de fiscale autonomie toegekend aan de gemeentelijke overheid; dat zij in deze materie beschikt over een discretionaire bevoegdheid die zij uitoefent rekening houdend met haar specifieke financiële behoeften;

BESLIST

Het belastingreglement op de terbeschikkingstelling van telecommunicatietoestellen tegen betaling door het publiek te wijzigen :

Artikel 1

Er wordt voor de dienstjaren 2024 en 2025 een belasting gevestigd op de instellingen die telecommunicatietoestellen tegen betaling ter beschikking stellen van het publiek

Artikel 2

Voor de toepassing van huidig reglement dient verstaan te worden onder telecommunicatietoestel, ieder toestel dat de overdracht, de uitstraling of de ontvangst mogelijk maakt van seinen, signalen, geschriften, beelden, klanken of gegevens van elke aard, per draad, radio-elektriciteit, optische signalisatie of ander elektromagnetisch systeem (zoals: telefoon, fax, computer, modem, videoconferentie, ...).

Artikel 3

De belasting is gebaseerd op het aantal vaste of mobiele telecommunicatietoestellen die ter beschikking van het publiek gesteld worden.

Artikel 4

De belasting wordt vastgesteld op 78,54 € per vast of mobiel telecommunicatietoestel voor het jaar 2024. Ieder begonnen trimester wordt volledig belast.

Het volgende jaar zal het jaartarief, vastgesteld op 1 januari, met 2 % geïndexeerd worden overeenkomstig de volgende tabel:

2025
80,11 €

De belasting wordt vastgesteld op 22,44 € per computer per trimester voor het jaar 2024. Ieder begonnen trimester wordt volledig belast.

Het volgende jaar zal het jaartarief, vastgesteld op 1 januari, met 2 % geïndexeerd worden overeenkomstig de volgende tabel:

2025
22,88 €

De belasting is verschuldigd voor het gehele trimester, te tellen vanaf de 1ste dag van het trimester, ongeacht de datum van installatie van het toestel.

Artikel 5

De belasting is verschuldigd door de uitbater van de instelling. De eigenaar van het gebouw of van het deel van het gebouw waar de instelling zich bevindt, is solidair verantwoordelijk voor het betalen van de belasting.

Artikel 6

Zijn vrijgesteld van de belasting, de instellingen die de universele dienst verzorgen zoals bepaald in artikel 84 van de wet van 21 maart 1991 betreffende de hervorming van sommige economische overheidsbedrijven die kunnen bewijzen de eigenschap van operator of de toelating te bezitten in de zin van diezelfde wet van 21 maart 1991, voor wat betreft de uitrustingen die betrekking hebben op de uitoefening van de universele dienst.

Artikel 7

Wanneer het gemeentebestuur het bestaan van telecommunicatietoestellen vaststelt die tegen betaling in een instelling ter beschikking gesteld worden van het publiek, stuurt het aan de uitbater van deze instelling een aangifteformulier dat behoorlijk ingevuld en ondertekend moet worden teruggestuurd binnen 30 kalenderdagen vanaf de derde werkdag na de verzending van het aangifteformulier. Dit ondertekende formulier blijft geldig tot herroeping ervan, gericht aan de dienst Belastingen.

De belastingplichtige die geen aangifteformulier ontvangen heeft, moet de elementen nodig voor de belastingheffing meedelen aan het Bestuur tegen ten laatste het ogenblik waarop de toestellen geïnstalleerd worden.

Elke wijziging aan de belastbare grondslag moet binnen de maand gemeld worden aan de belastingdienst van het gemeentebestuur.

Artikel 8

Bij gebrek aan aangifte binnen de in artikel 7 bepaalde termijn of onjuiste, onvolledige of onnauwkeurige aangifte door de belastingplichtige, wordt de belasting ambtshalve ingekohierd op basis van de gegevens waarover de gemeente beschikt.

Alvorens tot ambtshalve belastingheffing over te gaan, stelt het gemeentebestuur de belastingplichtige bij aangetekende brief in kennis van de redenen voor deze procedure, de elementen waarop de belasting wordt gebaseerd, de wijze waarop deze elementen worden bepaald en het bedrag van de belasting.

De belastingplichtige beschikt over een termijn van dertig kalenderdagen vanaf de derde werkdag volgend op de datum van verzending van de kennisgeving om zijn opmerkingen schriftelijk in te dienen. De belastingplichtige moet de juistheid van de door hem aangevoerde elementen bewijzen.

Het gemeentebestuur zal overgaan tot ambtshalve heffing op basis van de elementen waarop de inkohiering gevestigd is, zoals omschreven in paragraaf 2, indien de belastingplichtige na afloop van deze termijn geen opmerkingen heeft gemaakt die de annulering van deze procedure rechtvaardigen.

De ambtshalve ingekohierde belastingen worden verhoogd als volgt:

- *eerste ambtshalve inkohiering: 20 % van het verschuldigde of geraamde verschuldigd recht;*
- *tweede ambtshalve inkohiering: 50 % van het verschuldigde of geraamde verschuldigd recht;*
- *vanaf de derde ambtshalve inkohiering: 100 % van het verschuldigde of geraamde verschuldigd recht.*

Er wordt voor de berekening van de verhoging geen rekening gehouden met een ambtshalve inkohiering als de belasting in de loop van de drie aanslagjaren volgend op het jaar waarop deze ambtshalve inkohiering betrekking heeft normaal ingekohierd werd.

Artikel 9

De belastingplichtige ontvangt gratis een aanslagbiljet.

De belasting dient betaald binnen de twee maanden na het versturen van het aanslagbiljet.

Bij niet-betaling binnen de voorgeschreven termijn zullen de invorderingsregels inzake de inkomstenbelasting toegepast worden.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

29 stemmers : 21 positieve stemmen, 8 negatieve stemmen.

Nee : Dominique Goldberg, Cédric Pierre, Isabelle Lukebamoko-Maduda, Christophe Borcy, Xavier Jans, Michael Van Vlasselaer, Valerie Pauwels, Iris Vlodaver.

2 annexes / 2 bijlagen

35 **Finances - Taxe sur le placement de chaises, bancs, tables, terrasses et autres objets sur le domaine public - Règlement – Modifications.**

LE CONSEIL,

Vu l'article 170 §4 de la Constitution ;

Vu les articles 117 et 118 de la Nouvelle Loi Communale ;

Vu l'article 252 de la Nouvelle Loi Communale qui impose l'équilibre budgétaire aux communes ;

Vu l'ordonnance du 3 avril 2014 relative à l'établissement, au recouvrement et au contentieux en matière de taxes communales et ses modifications ultérieures ;

Vu le règlement-taxe sur le placement de chaises, bancs, tables, terrasses et autres objets sur le domaine public, voté par le conseil communal du 20 décembre 2022 ;

Considérant que le placement de chaises, bancs, tables, terrasses et autres objets sur le domaine public vise une extension des activités commerciales sur la voie publique ;

Considérant que l'objectif poursuivi par la présente taxe est de procurer à la commune de Forest les moyens financiers nécessaires à ses missions et aux politiques qu'elle entend mener, ainsi que d'assurer son équilibre financier et considérant que, dans la poursuite de cet objectif, il apparaît juste de tenir compte de la capacité contributive des contribuables, dans un souci légitime d'assurer une répartition équitable de la charge fiscale ;

Considérant que les établissements mettant à disposition des chaises, bancs, tables, terrasses et autres objets sur le domaine public sur le territoire de la commune de Forest peuvent bénéficier de toutes les infrastructures communales mises à la disposition des personnes physiques résidant ou non sur le territoire de la commune, en ce compris de ses voiries dont l'entretien représente un coût certain et non négligeable et que tous ces avantages constituent une plus-value certaine ;

Considérant que l'autorité communale détient son pouvoir de taxation de l'article 170, § 4 de la Constitution ; qu'il lui appartient, dans le cadre de son autonomie fiscale, de déterminer les bases et l'assiette des impositions dont elle apprécie la nécessité au regard des besoins qu'elle estime devoir pourvoir, sous la seule réserve imposée par la Constitution, à savoir la compétence du législateur d'interdire aux communes de lever certains impôts ; que, sous réserve des exceptions déterminées par la loi, l'autorité communale choisit sous le contrôle de l'autorité de tutelle, la base des impôts levés par elle ;

Considérant que la détermination tant de la matière imposable que des redevables d'un impôt participe de l'autonomie fiscale reconnue à l'autorité communale ; qu'elle dispose, en la matière, d'un pouvoir discrétionnaire qu'elle exerce en tenant compte de ses besoins financiers spécifiques ;

DECIDE :

De modifier le règlement-taxe sur le placement de chaises, bancs, tables, terrasses et autres objets sur le domaine public :

Article 1

Il est établi pour les exercices 2024 et 2025 une taxe sur le placement de chaises, bancs, tables, terrasses et autres objets sur le domaine public.

Article 2

Le placement de chaises, bancs, tables, terrasses et autres objets sur le domaine public est et demeure interdit. Il peut être fait, après autorisation, exception à la règle qui précède sur les voies et sur les places publiques où la circulation ne serait pas entravée par le placement de ces objets.

Article 3

La taxe est due par la personne à qui l'autorisation requise a été délivrée. Celle-ci ne peut induire de l'octroi de l'autorisation aucun droit de concession irrévocable, ni de servitude sur le domaine public.

Elle doit, au contraire, supprimer ou réduire l'usage accordé, à la première injonction de l'autorité, sans pouvoir prétendre à indemnisation ou restitution des sommes déjà versées.

Le paiement de la taxe n'entraîne pour la commune aucune obligation de surveillance.

Article 4

La taxe est indivisible et est due pour l'année entière, à compter du 1er janvier quelle que soit la date de l'autorisation. Elle reste payable, aussi longtemps que la cessation de l'occupation n'a pas été notifiée, par lettre recommandée, au service communal chargé de la délivrance des autorisations. Il ne sera accordé aucune remise ou restitution pour quelque cause que ce soit. Toutefois, en cas de reprise d'un établissement, il ne sera pas perçu de nouvelle taxe pour

l'année en cours, pour une même surface imposable.

Article 5

La taxe est calculée par m² d'occupation du domaine public. Toute fraction de m² sera comptée pour 1 m². Il sera dans tous les cas perçu une taxe minimum égale à l'occupation de 3 m².

Article 6

Le taux de la taxe est fixé comme suit :

a) surface occupée du domaine public non recouverte d'un plancher, par m² :

2024	2025
17,95 € / m ²	18,31 € / m ²

b) surface occupée du domaine public recouverte d'un plancher, par m² :

2024	2025
33,66 € / m ²	34,33 € / m ²

Article 7

Par dérogation aux dispositions du présent règlement, il ne sera pas perçu de taxe à l'occasion de l'occupation temporaire du domaine public lors de festivités communales.

Article 8

Lorsque l'administration communale constate l'existence d'un placement de chaises, bancs, tables, terrasses et autres objets sur le domaine public, elle adresse au contribuable une formule de déclaration que celui-ci est tenu de renvoyer, dûment remplie et signée, dans un délai de trente jours calendrier à compter du troisième jour ouvrable suivant l'envoi de la formule de déclaration. Cette déclaration signée vaut jusqu'à révocation adressée au service des Taxes par l'assujetti.

La preuve de révocation incombe à l'assujetti. La constatation par l'agent qualifié fera foi en cas de contestation. Ce formulaire signé vaut jusqu'à révocation.

Le contribuable qui n'a pas reçu de formule de déclaration est tenu d'en réclamer une auprès de l'administration.

Article 9

L'absence de déclaration dans les délais prévus à l'article 8 du présent règlement ou la déclaration incorrecte, incomplète ou imprécise de la part du redevable entraîne l'enrôlement d'office de la taxe sur base des données dont la commune dispose.

Avant de procéder à la taxation d'office, l'administration communale notifie au redevable, par lettre recommandée à la poste, les motifs du recours à cette procédure, les éléments sur lesquels la taxation est basée, le mode de détermination de ces éléments ainsi que le montant de la taxe.

Le redevable dispose d'un délai de trente jours calendrier à compter du troisième jour ouvrable suivant la date d'envoi de la notification pour faire valoir ses observations par écrit. Le

redevable est tenu de produire la preuve de l'exactitude des éléments qu'il invoque.

L'administration communale procédera à l'enrôlement d'office de la taxe en fonction des éléments sur lesquels la taxation est basée visés à l'alinéa 2 si, au terme de ce délai, le redevable n'a émis aucune observation qui justifie l'annulation de cette procédure.

Les taxes enrôlées d'office sont majorées comme suit :

- premier enrôlement d'office : 20 % du droit dû ou estimé comme tel;

- deuxième enrôlement d'office : 50 % du droit dû ou estimé comme tel;

- à partir du troisième enrôlement d'office : 100 % du droit dû ou estimé comme tel.

Il n'est pas tenu compte d'un enrôlement d'office pour le calcul de la majoration lorsque la taxe a été enrôlée normalement au cours des trois exercices d'imposition qui suivent celui auquel se rapporte cet enrôlement d'office.

Article 10

Le redevable de l'imposition recevra, sans frais, un avertissement-extrait de rôle.

La taxe est payable dans les deux mois de l'envoi de l'avertissement-extrait de rôle.

A défaut de paiement dans le délai imparti, il est fait application des règles relatives au recouvrement en matière d'impôts sur les revenus.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

29 votants : 17 votes positifs, 12 votes négatifs.

Non : Dominique Goldberg, Cédric Pierre, Simon De Beer, Isabelle Lukebamoko-Maduda, Christophe Borcy, Xavier Jans, Michael Van Vlasselaer, Francis Dagrín, Valerie Pauwels, Iris Vloder, Emmanuel Boodts, Joël Elongo-Lofemba.

Financiën - Belasting op de plaatsing van stoelen, banken, tafels, terrassen en andere voorwerpen op het openbaar domein - Reglement - Wijzigingen.

DE RAAD,

Gelet op artikel 170 §4 van de Grondwet;

Gelet op artikelen 117 en 118 van de Nieuwe Gemeentewet;

Gelet op artikel 252 van de Nieuwe Gemeentewet waarbij het begrotingsevenwicht wordt opgelegd aan de gemeenten;

Gelet op de ordonnantie van 3 april 2014 betreffende de vestiging, de invordering en de geschillen inzake gemeentebelastingen en latere wijzigingen;

Gelet op het belastingreglement op de plaatsing van stoelen, banken, tafels, terrassen en andere voorwerpen op het openbaar domein, gestemd door de gemeenteraad van 20 december 2022;

Overwegende dat de plaatsing van stoelen, banken, tafels, terrassen en andere voorwerpen op het openbaar domein een uitbreiding van de handelsactiviteiten op de openbare weg beoogt;

Overwegende dat de door deze belasting nagestreefde doelstelling erin bestaat aan de gemeente Vorst de financiële middelen te verschaffen die noodzakelijk zijn om haar taken en

beleidsmaatregelen te kunnen uitvoeren alsook om haar financieel evenwicht te verzekeren en overwegende dat het, in het nastreven van deze doelstelling, gerechtvaardigd blijkt om rekening te houden met de financiële capaciteit van de belastingplichtigen vanuit het gegronde streven naar een evenwichtige verdeling van de belastingdruk;

Overwegende dat de vestigingen die stoelen, banken, tafels, terrassen en andere voorwerpen ter beschikking stellen op het openbaar domein van het grondgebied van de gemeente Vorst gebruik kunnen maken van alle gemeentelijke infrastructuren die ter beschikking staan van de natuurlijke personen die al dan niet op het grondgebied van de gemeente wonen, met inbegrip van het wegennet waarvan het onderhoud een zekere en niet verwaarloosbare kost vertegenwoordigt en dat al deze voordelen een zekere meerwaarde vormen;

Overwegende dat de gemeentelijke overheid haar bevoegdheid tot het heffen van belastingen ontleent aan artikel 170, §4 van de Grondwet; dat ze in het kader van haar fiscale autonomie de basis en de grondslag bepaalt van de belastingen waarvan zij de noodzaak beoordeelt naargelang de behoeften waarin ze meent te moeten voorzien, met de enige beperking opgelegd door de Grondwet, nl. de bevoegdheid van de wetgever om de gemeenten te verbieden bepaalde belastingen te heffen; dat de gemeentelijke overheid, onverminderd de bij wet bepaalde uitzonderingen, onder toezicht van de toezichthoudende overheid de basis kiest van de belastingen die ze heft;

Overwegende dat zowel de bepaling van de belastbare materie als deze van de belastingplichtigen behoort tot de fiscale autonomie toegekend aan de gemeentelijke overheid; dat zij in deze materie beschikt over een discretionaire bevoegdheid die zij uitoefent rekening houdend met haar specifieke financiële behoeften;

BESLIST,

Het belastingreglement op de plaatsing van stoelen, banken, tafels, terrassen en andere voorwerpen op het openbaar domein te wijzigen:

Artikel 1

Er wordt, voor de dienstjaren 2024 en 2025, een belasting gevestigd op het plaatsen van stoelen, banken, tafels, terrassen en andere voorwerpen op het openbaar domein.

Artikel 2

Het plaatsen van stoelen, banken, tafels en terrassen en andere voorwerpen op het openbaar domein is en blijft verboden. Na vergunning kan op voorgaande regel uitzondering worden gemaakt in straten en openbare pleinen waar het verkeer niet zou worden belemmerd door het plaatsen van voorwerpen of installaties.

Artikel 3

De belasting is verschuldigd door de persoon aan wie de vereiste vergunning werd uitgereikt. Uit de toekenning van de vergunning mag door de betrokken persoon niet worden afgeleid dat hem enig onwederroepelijk recht of concessie, noch enige erfdiensbaarheid op het openbaar domein wordt verleend.

Hij moet integendeel op de eerste vordering van de overheid van het verleende gebruik afzien of dit beperken, zonder aanspraak te kunnen maken op vergoeding of teruggave van reeds gestorte bedragen.

De betaling van de belasting brengt voor de gemeente geen enkele verplichting mee inzake toezicht.

Artikel 4

De belasting is onverdeelbaar en verschuldigd voor het ganse jaar, te rekenen vanaf 1 januari, ongeacht de datum van de vergunning. Ze blijft betaalbaar zolang de stopzetting van de bezetting niet werd betekend, door aangetekend schrijven, aan de gemeentedienst die belast is met de uitreiking van de vergunningen. Geen enkele korting of teruggave zal worden toegestaan, ongeacht de reden. Ingeval van overname van een handelszaak, zal geen nieuwe belasting voor het lopende jaar worden geïnd, voor eenzelfde belastbare oppervlakte.

Artikel 5

De belasting wordt berekend per m² bezetting van het openbaar domein. Elk deel van een m² wordt voor 1 m² aangerekend. In elk geval zal een minimum belasting geheven worden die gelijk is aan een bezetting van 3 m².

Artikel 6

Het bedrag van de belasting wordt als volgt vastgesteld:

a) betrokken oppervlakte van het openbaar domein dat niet door een vloer wordt bedekt, per m²:

2024	2025
17,95 € / m ²	18,31 € / m ²

b) betrokken oppervlakte van het openbaar domein bedekt door een vloer, per m²:

2024	2025
33,66 € / m ²	34,33 € / m ²

Artikel 7

In afwijking van de bepalingen van huidig reglement zal geen belasting geheven worden ter gelegenheid van de tijdelijke betrekking van het openbaar domein tijdens gemeentelijke festiviteiten.

Artikel 8

Wanneer het gemeentebestuur het bestaan van plaatsing van stoelen, banken, tafels, terrassen en andere voorwerpen op het openbaar domein vaststelt, stuurt zij aan de belastingplichtige een aangifteformulier dat behoorlijk ingevuld en ondertekend teruggestuurd moet worden binnen 30 kalenderdagen vanaf de derde werkdag na de verzending van het aangifteformulier.

In geval van betwisting zal de vaststelling door een bevoegd ambtenaar bewijskracht hebben. Deze ondertekende verklaring blijft geldig tot herroeping ervan, gericht aan de dienst der gemeentebelastingen door de belastingplichtige. Het bewijs van herroeping is voor rekening van de belastingplichtige;

De belastingplichtige die geen aangifteformulier ontvangen heeft, dient er een aan te vragen bij het gemeentebestuur.

Artikel 9

Bij gebrek aan aangifte binnen de in artikel 8 bepaalde termijn of onjuiste, onvolledige of onnauwkeurige aangifte door de belastingplichtige, wordt de belasting ambtshalve ingekohierd op basis van de gegevens waarover de gemeente beschikt.

Alvorens tot ambtshalve belastingheffing over te gaan, stelt het gemeentebestuur de belastingplichtige bij aangetekende brief in kennis van de redenen voor deze procedure, de elementen waarop de belasting wordt gebaseerd, de wijze waarop deze elementen worden bepaald en het bedrag van de belasting.

De belastingplichtige beschikt over een termijn van dertig kalenderdagen vanaf de derde werkdag volgend op de datum van verzending van de kennisgeving om zijn opmerkingen schriftelijk in te dienen. De belastingplichtige moet de juistheid van de door hem aangevoerde elementen bewijzen.

Het gemeentebestuur zal overgaan tot ambtshalve heffing op basis van de elementen waarop de inkohiering gevestigd is, zoals omschreven in paragraaf 2, indien de belastingplichtige na afloop van deze termijn geen opmerkingen heeft gemaakt die de annulering van deze procedure rechtvaardigen.

De ambtshalve ingekohierde belastingen worden verhoogd als volgt:

- eerste ambtshalve inkohiering: 20 % van het verschuldigde of geraamde verschuldigd recht;*
- tweede ambtshalve inkohiering: 50 % van het verschuldigde of geraamde verschuldigd recht;*
- vanaf de derde ambtshalve inkohiering: 100 % van het verschuldigde of geraamde verschuldigd recht.*

Er wordt voor de berekening van de verhoging geen rekening gehouden met een ambtshalve inkohiering als de belasting in de loop van de drie aanslagjaren volgend op het jaar waarop deze ambtshalve inkohiering betrekking heeft normaal ingekohierd werd.

Artikel 10

De belastingplichtige ontvangt gratis een aanslagbiljet.

De belasting dient betaald te worden binnen de twee maanden na de verzending van het aanslagbiljet.

Bij niet-betaling binnen de voorgeschreven termijn zullen de invorderingsregels inzake de inkomstenbelasting toegepast worden.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

29 stemmers : 17 positieve stemmen, 12 negatieve stemmen.

Nee : Dominique Goldberg, Cédric Pierre, Simon De Beer, Isabelle Lukebamoko-Maduda, Christophe Borcy, Xavier Jans, Michael Van Vlasselaer, Francis Dagrín, Valerie Pauwels, Iris Vloder, Emmanuel Boodts, Joël Elongo-Lofemba.

3 annexes / 3 bijlagen

LE CONSEIL,

Vu l'article 170 §4 de la Constitution ;

Vu les articles 117 et 118 de la Nouvelle Loi Communale ;

Vu l'article 252 de la Nouvelle Loi Communale qui impose l'équilibre budgétaire aux communes ;

Vu l'ordonnance du 3 avril 2014 relative à l'établissement, au recouvrement et au contentieux en matière de taxes communales et ses modifications ultérieures ;

Vu le règlement-taxe sur les dispositifs publicitaires , voté par le conseil communal du 20 décembre 2022 ;

Considérant que l'objectif poursuivi par la présente taxe est de procurer à la commune de Forest les moyens financiers nécessaires à ses missions et aux politiques qu'elle entend mener, ainsi que d'assurer son équilibre financier et considérant que, dans la poursuite de cet objectif, il apparaît juste de tenir compte de la capacité contributive des contribuables, dans un souci légitime d'assurer une répartition équitable de la charge fiscale ;

Considérant que la diffusion de publicité constitue une activité économique génératrice de revenus permettant raisonnablement de considérer que les personnes physiques ou morales actives dans ce secteur d'activité disposent de capacités contributives leur permettant de s'acquitter des taxes mises à leur charge ;

Considérant que de nouveaux modes de diffusion de publicité – dits dynamiques – sont apparus, lesquels permettent de diffuser un nombre plus important de publicités à partir des dispositifs de publicité ; qu'il convient d'en tenir compte pour la fixation du taux de la taxe ;

Considérant que les exonérations prévues par le règlement taxe tiennent compte, d'une part, du lien de dépendance financière de certains redevables à l'égard de la Commune de Forest ou de la circonstance que la Commune de Forest est la bénéficiaire de la publicité et, d'autre part, par l'absence de but lucratif poursuivi par les personnes physiques ou morales à travers la diffusion de publicité ; que ces exonérations ont également égard au fait que certaines publicités ne sont pas liées à un annonceur en particulier mais tendent à la promotion d'un secteur d'activités dans son ensemble ainsi qu'à la circonstance que certaines publicités sont strictement localisées et concernent des redevables œuvrant dans des secteurs d'activités qui, de manière générale, génèrent des revenus moindres que ceux pouvant être tirés d'activités purement économiques ; qu'il s'indique enfin d'exonérer des publicités qui, en raison de leur taille et de leur localisation, ont un impact très limité ;

Considérant que l'autorité communale détient son pouvoir de taxation de l'article 170, § 4 de la Constitution ; qu'il lui appartient, dans le cadre de son autonomie fiscale, de déterminer les bases et l'assiette des impositions dont elle apprécie la nécessité au regard des besoins qu'elle estime devoir pourvoir, sous la seule réserve imposée par la Constitution, à savoir la compétence du législateur d'interdire aux communes de lever certains impôts ; que, sous réserve des exceptions déterminées par la loi, l'autorité communale choisit sous le contrôle de l'autorité de tutelle, la base des impôts levés par elle ;

Considérant que la détermination tant de la matière imposable que des redevables d'un impôt participe de l'autonomie fiscale reconnue à l'autorité communale ; qu'elle dispose, en la matière,

d'un pouvoir discrétionnaire qu'elle exerce en tenant compte de ses besoins financiers spécifiques ;

DECIDE :

De modifier le règlement-taxe sur les dispositifs publicitaires comme suit :

Article 1

Il est établi pour les exercices 2024 et 2025 une taxe sur les dispositifs publicitaires installés dans l'espace public ou visibles depuis l'espace public.

Article 2

Les dispositifs publicitaires visés par le présent règlement sont les dispositifs de publicité, les véhicules publicitaires et les stands publicitaires.

Pour l'application du présent règlement, on entend par :

- publicité : toute inscription, forme ou image destinée à informer le public ou à attirer son attention, à l'exclusion de celles figurant sur les enseignes et la signalisation des voiries, lieux et établissements d'intérêt général ou à vocation touristique ;
- dispositif de publicité : tout support, espace ou moyen mis en œuvre, établi, aménagé ou utilisé afin de recevoir de la publicité, que ce soit par collage, agrafage, ancrage, peinture, accrochage, projection ou tout autre moyen;
- véhicules publicitaires : véhicules à moteur ou remorques opérant de la publicité et stationnant dans l'espace public ou visible depuis l'espace public. Ne sont pas considérés comme véhicules publicitaires les véhicules à moteur et remorques comportant exclusivement des données ou dessins relatifs à la personne qui en est le propriétaire ou l'utilisateur habituel ;
- stand publicitaire : occupation temporaire d'un emplacement dans l'espace public par des installations de toute nature, des animations ou activités dans un but publicitaire sans qu'il y ait ou non vente. Ne sont pas assimilés à des stands publicitaires, les étalages et terrasses du secteur horeca.
- dispositifs publicitaires dynamiques : tout dispositif publicitaire luminescent ou lumineux, quel que soit le procédé utilisé (LED, LCD, OLED, PLASMA, ...) permettant le défilement d'images et de messages publicitaires.

Article 3

La taxe est due par l'exploitant du dispositif publicitaire. Sont solidairement tenus, le ou les titulaire(s) d'un droit réel sur le dispositif publicitaire ou, le cas échéant, sur l'immeuble qui le supporte, par l'installateur du dispositif publicitaire, par l'annonceur et par la personne physique ou morale qui bénéficie de la publicité.

Article 4

a) La taxe est due par dispositif publicitaire.

b) La taxe est due pour l'exercice entier quelle que soit la date d'installation ou de démontage du dispositif de publicité

c) Le taux de la taxe sur les dispositifs publicitaires s'élève à 189,51 € par m² pour l'année 2024. L'année suivante, le taux annuel, fixé au 1er janvier, sera indexé de 2 %, conformément au tableau suivant :

2025
193,3 €

Le taux de la taxe sur les dispositifs publicitaires dynamiques s'élève à 357,20 € par m² pour l'année 2024. L'année suivante, le taux annuel, fixé au 1er janvier, sera indexé de 2 %, conformément au tableau suivant :

2025
364,34 €

§1. Pour le calcul de la taxe, toute fraction de m² est comptée comme m² entier.

§2. Par exception au § 1, pour les dispositifs publicitaires inférieurs à 4 m², la taxation se fait par tranche ou fraction de 0,25 m² au tarif fixé par m² divisé par 4.

§3. Pour les dispositifs publicitaires équipés de plusieurs faces publicitaires, le taux de la taxe est multiplié par le nombre de faces publicitaires.

d) Le taux de la taxe sur les véhicules publicitaires s'élève par véhicule à 82,5 € par jour de stationnement sur l'espace public ou visible depuis l'espace public à ou 2.750,00 € par exercice.

Pour le calcul de la taxe, toute fraction de journée est comptée comme journée entière.

Article 5

Sont exonérés des taxes du présent règlement :

- Les dispositifs publicitaires de la commune ou d'organismes créés par ou subordonnés à la commune pour autant qu'ils ne servent pas à l'affichage de publicité à caractère commercial ;
- Les dispositifs publicitaires destinés exclusivement à la publicité pour des événements organisés ou co-organisés par la commune et faisant l'objet d'une convention de partenariat avec la commune ;
- Les dispositifs publicitaires destinés exclusivement à la publicité pour les établissements d'enseignement créés, subventionnés ou reconnus par les autorités compétentes et qui sont apposés sur les établissements concernés ou placés sur leur terrain ;
- Les dispositifs publicitaires destinés à promouvoir des activités non lucrative de nature sportive, sociale ou culturelle, en ce compris les films, les créations artistiques ainsi que ceux qui portent à la connaissance du public l'organisation de foires, congrès, salons ou cirques pour autant que leur surface ne soit pas supérieur à 1 m² et qu'ils soient placés sur l'immeuble ou sur le bien où a lieu l'évènement ou l'activité concernée ;
- Les dispositifs publicitaires placés occasionnellement lors des fêtes locales en vue d'y promouvoir l'évènement ou les activités qui s'y déroulent ;
- Les panneaux électoraux.

Article 6

L'Administration fait parvenir au contribuable une formule de déclaration que celui-ci est tenu de renvoyer, dûment remplie et signée, dans un délai de trente jours calendrier à compter du troisième jour ouvrable suivant l'envoi de la formule de déclaration. Cette déclaration signée vaut jusqu'à révocation adressée au service des Taxes par l'assujetti.

Les personnes dont les bases d'imposition subiraient des modifications devront révoquer leur

déclaration et la remplacer par une nouvelle dans les dix jours de la modification.

Le contribuable qui n'a pas reçu de formulaire de déclaration est tenu de déclarer à l'Administration au plus tard le 31 décembre de l'exercice d'imposition, les éléments nécessaires à la taxation.

Article 7

Le redevable de l'imposition recevra, sans frais, un avertissement extrait de rôle.

La taxe est payable dans les deux mois de l'envoi de l'avertissement extrait de rôle.

A défaut de paiement dans le délai imparti, il est fait application des règles relatives au recouvrement en matière de taxe sur les revenus.

Article 8

L'absence de déclaration dans les délais prévus à l'article 6 du présent règlement ou la déclaration incorrecte, incomplète ou imprécise de la part du redevable entraîne l'enrôlement d'office de la taxe sur base des données dont la commune dispose.

Avant de procéder à la taxation d'office, l'administration communale notifie au redevable, par lettre recommandée à la poste, les motifs du recours à cette procédure, les éléments sur lesquels la taxation est basée, le mode de détermination de ces éléments ainsi que le montant de la taxe.

Le redevable dispose d'un délai de trente jours calendrier à compter du troisième jour ouvrable suivant la date d'envoi de la notification pour faire valoir ses observations par écrit. Le redevable est tenu de produire la preuve de l'exactitude des éléments qu'il invoque.

L'administration communale procédera à l'enrôlement d'office de la taxe en fonction des éléments sur lesquels la taxation est basée visés à l'alinéa 2 si, au terme de ce délai, le redevable n'a émis aucune observation qui justifie l'annulation de cette procédure.

Les taxes enrôlées d'office sont majorées comme suit :

- premier enrôlement d'office : 20 % du droit dû ou estimé comme tel;*
- deuxième enrôlement d'office : 50 % du droit dû ou estimé comme tel;*
- à partir du troisième enrôlement d'office : 100 % du droit dû ou estimé comme tel.*

Il n'est pas tenu compte d'un enrôlement d'office pour le calcul de la majoration lorsque la taxe a été enrôlée normalement au cours des trois exercices d'imposition qui suivent celui auquel se rapporte cet enrôlement d'office.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

29 votants : 21 votes positifs, 8 votes négatifs.

Non : Dominique Goldberg, Cédric Pierre, Isabelle Lukebamoko-Maduda, Christophe Borcy, Xavier Jans, Michael Van Vlasselaer, Valerie Pauwels, Iris Vlodayer.

Financiën - Belasting op de reclame-inrichtingen - Reglement - Wijzigingen.

DE RAAD,

Gelet op artikel 170 §4 van de Grondwet;

Gelet op artikelen 117 en 118 van de Nieuwe Gemeentewet;

Gelet op artikel 252 van de Nieuwe Gemeentewet waarbij het begrotingsevenwicht wordt opgelegd aan de gemeenten;

Gelet op de ordonnantie van 3 april 2014 betreffende de vestiging, de invordering en de geschillen inzake gemeentebelastingen en latere wijzigingen;

Gelet op het belastingreglement op de reclame-inrichtingen, goedgekeurd door de gemeenteraad op 20 december 2022;

Overwegende dat de door deze belasting nagestreefde doelstelling erin bestaat aan de gemeente Vorst de financiële middelen te verschaffen die noodzakelijk zijn om haar taken en beleidsmaatregelen te kunnen uitvoeren alsook om haar financieel evenwicht te verzekeren en overwegende dat het, in het nastreven van deze doelstelling, gerechtvaardigd blijkt om rekening te houden met de financiële capaciteit van de belastingplichtigen vanuit het gegronde streven naar een evenwichtige verdeling van de belastingdruk;

Overwegende dat de verspreiding van publiciteit een economische activiteit is, die inkomsten voortbrengt, welke redelijkerwijze toelaten, dat de fysieke of rechtspersonen, actief in deze sector, beschikken over bijdragemogelijkheden die hen in staat stellen om de hen ten laste gelegde belastingen te betalen;

Overwegende dat nieuwe methodes – dynamisch genoemd – voor de verspreiding van publiciteit ontstaan zijn, die het mogelijk maken een groter aantal publiciteitsboodschappen te verspreiden via deze reclame-inrichtingen; dat het dan ook past hier rekening mee te houden bij het vaststellen van het belastingtarief;

Overwegende dat de vrijstellingen voorzien in het belastingreglement, rekening houden enerzijds met de band van financiële afhankelijkheid van bepaalde belastingplichtigen ten aanzien van de Gemeente Vorst of van de omstandigheid dat de Gemeente Vorst de begunstigde is van de publiciteit, en anderzijds door de afwezigheid van winstbejag in hoofde van de fysieke of rechtspersonen bij de verspreiding van publiciteit; dat deze vrijstellingen eveneens rekening houden met het feit dat bepaalde publiciteit niet in verband kan worden gebracht met een specifieke aankondiger, maar streeft naar de promotie van een activiteitsector in zijn geheel, alsook met de omstandigheid dat bepaalde publiciteit strikt gelokaliseerd is en belastingplichtigen betreft die werkzaam zijn in activiteitsectoren die over het algemeen minder inkomsten opleveren dan deze die kunnen voortkomen uit zuiver economische activiteiten; dat het bijgevolg aangewezen is vrijstelling te verlenen voor publiciteit, die omwille van haar omvang en haar lokalisatie een zeer beperkte impact heeft;

Overwegende dat de gemeentelijke overheid haar bevoegdheid tot het heffen van belastingen ontleent aan artikel 170, §4 van de Grondwet; dat ze in het kader van haar fiscale autonomie de basis en de grondslag bepaalt van de belastingen waarvan zij de noodzaak beoordeelt naargelang de behoeften waarin ze meent te moeten voorzien, met de enige beperking opgelegd door de Grondwet, nl. de bevoegdheid van de wetgever om de gemeenten te verbieden bepaalde belastingen te heffen; dat de gemeentelijke overheid, onverminderd de bij wet bepaalde uitzonderingen, onder toezicht van de toezichthoudende overheid de basis kiest van de belastingen die ze heft;

Overwegende dat zowel de bepaling van de belastbare materie als deze van de belastingplichtigen behoort tot de fiscale autonomie toegekend aan de gemeentelijke overheid; dat zij in deze materie beschikt over een discretionaire bevoegdheid die zij uitoefent rekening houdend met haar specifieke financiële behoeften;

BESLIST

Het belastingreglement op de reclame-inrichtingen als volgt te wijzigen:

Artikel 1

Er wordt, voor de dienstjaren 2024 en 2025, een belasting gevestigd op de reclamevoorzieningen geplaatst in de openbare ruimte of zichtbaar vanaf de openbare ruimte.

Artikel 2

De reclamevoorzieningen beoogd door huidig reglement zijn de installaties voor reclame, de reclamevoertuigen en de reclamestanden.

Voor de toepassing van dit reglement bedoelt men met:

- reclame: elk opschrift, vorm of beeld bestemd om het publiek te informeren of zijn aandacht te vestigen, met uitsluiting van wat voorkomt op uithangborden en wegsignalisatie, plaatsen en instellingen van algemeen belang of met toeristische functie;
- installaties voor reclame: elke drager, ruimte of middel uitgevoerd, opgezet, ingericht of gebruikt om reclame aan te brengen, hetzij door aanplakking, vasthechting, verankering, schildering, ophanging, projectie of door elk ander middel;
- reclamevoertuigen: motorvoertuigen of aanhangwagens die reclame maken en parkeren in de openbare ruimte of zichtbaar vanaf de openbare ruimte. Worden niet beschouwd als reclamevoertuigen de motorvoertuigen en aanhangwagens die uitsluitend gegevens of tekeningen bevatten betreffende de persoon die de eigenaar of gewoonlyke gebruiker ervan is;
- reclamestand: tijdelijke bezetting van een staanplaats in de openbare ruimte door installaties van alle aard, animatie of activiteiten met een reclamedoeleinde zonder dat er al dan niet iets verkocht wordt. Worden echter niet gelijkgesteld met reclamestands de etalages en terrassen van de horecasector.
- dynamische reclame-inrichtingen: elk luminescente of lichtgevende reclame-inrichting, ongeacht de gebruikte techniek (LED, LCD, OLED, PLASMA, ...) die het afspelen van beelden en reclameboodschappen toelaat.

Artikel 3

De belasting is verschuldigd door de uitbater van de reclamevoorziening. Zijn solidair gehouden, de houder(s) van een zakelijk recht op de reclamevoorziening of, in voorkomend geval, op het gebouw waarop het is aangebracht, door de plaatser van de reclamevoorziening, door de aankondiger en door de natuurlijke of rechtspersoon die geniet van de reclame.

Artikel 4

a) De belasting is verschuldigd per reclamevoorziening.

b) De belasting is verschuldigd voor het volledige dienstjaar ongeacht de datum van plaatsing of verwijdering van de reclamevoorziening.

c) Het belastingtarief op de reclame-inrichtingen bedraagt 189,51 € per m² voor het jaar 2024. Het volgende jaar zal het jaartarief, vastgesteld op 1 januari, met 2 % geïndexeerd worden overeenkomstig de volgende tabel:

2025
193,3 €

Het tarief van de belasting op de dynamische reclame-inrichtingen bedraagt 357,20 € per m² voor het jaar 2024. Het volgende jaar zal het jaartarief, vastgesteld op 1 januari, met 2 % geïndexeerd worden overeenkomstig de volgende tabel:

2025
364,34 €

§1. Voor de berekening van de belasting wordt elk deel van een m² geteld als een hele m².

§2. In uitzondering op § 1, voor de reclamevoorzieningen kleiner dan 4 m², gebeurt de belastingheffing per schijf of deel van 0,25 m² aan het vastgestelde tarief per m² gedeeld door 4.

§3. Voor de reclamevoorzieningen uitgerust met meerdere reclameoppervlakken, wordt het belastingtarief vermenigvuldigd met het aantal reclameoppervlakken.

d) Het belastingtarief op de reclamevoertuigen bedraagt per voertuig 82,5 € per dag parkeren in de openbare ruimte of zichtbaar vanaf de openbare ruimte of 2.750,00 € per jaar.

Voor de berekening van de belasting wordt elk deel van een dag geteld als een hele dag.

Artikel 5

Zijn vrijgesteld van de belastingen van huidig reglement :

- De reclamevoorzieningen van de gemeente of van organismen opgericht door, of ondergeschikt aan de gemeente voor zover ze niet dienen voor aanplakking van reclame met commercieel karakter;
- De reclamevoorzieningen uitsluitend bestemd voor de reclame voor evenementen georganiseerd of medegeorganiseerd door de gemeente en die het voorwerp uitmaken van een samenwerkingsovereenkomst met de gemeente;
- De reclamevoorzieningen uitsluitend bestemd voor de reclame voor schoolinstellingen opgericht, gesubsidieerd of erkend door de bevoegde overheden en die aangebracht zijn op de betrokken instellingen of geplaatst op hun terrein;
- De reclamevoorzieningen bestemd voor het promoten van niet winstgevende activiteiten van sportieve, sociale of culturele aard, met inbegrip van films, artistieke creaties alsook diegenen die het publiek op de hoogte brengen van de organisatie van kermissen, congressen, beurzen of circussen voor zover hun oppervlakte niet groter is dan 1 m² en ze geplaatst worden op het gebouw of op het goed waar het betrokken evenement of activiteit plaatsvindt.
- De reclamevoorzieningen geplaatst ter gelegenheid van lokale feesten met het oog op het promoten van het evenement of de activiteiten die er plaatsvinden.
- De verkiezingspanelen.

Artikel 6

Het Bestuur stuurt aan de belastingplichtige een aangifteformulier dat behoorlijk ingevuld en ondertekend teruggestuurd moet worden binnen 30 kalenderdagen vanaf de derde werkdag na de verzending van het aangifteformulier. Dit ondertekende formulier blijft geldig tot herroeping ervan, gericht aan de dienst Belastingen.

De personen van wie de belastinggrondslag wijzigingen zou ondergaan, moeten hun aangifte herroepen en vervangen door een nieuwe aangifte binnen de tien dagen na de wijziging.

De belastingplichtige die geen aangifteformulier ontvangen heeft, moet de elementen nodig voor de belastingheffing meedelen aan het Bestuur tegen ten laatste 31 december van het

aanslagjaar.

Artikel 7

De belastingplichtige ontvangt gratis een aanslagbiljet.

De belasting dient betaald binnen de twee maanden na het versturen van het aanslagbiljet.

Bij niet-betaling binnen de voorgeschreven termijn zullen de invorderingsregels inzake de inkomstenbelasting toegepast worden.

Artikel 8

Bij gebrek aan aangifte binnen de in artikel 6 bepaalde termijn of onjuiste, onvolledige of onnauwkeurige aangifte door de belastingplichtige, wordt de belasting ambtshalve ingekohierd op basis van de gegevens waarover de gemeente beschikt.

Alvorens tot ambtshalve belastingheffing over te gaan, stelt het gemeentebestuur de belastingplichtige bij aangetekende brief in kennis van de redenen voor deze procedure, de elementen waarop de belasting wordt gebaseerd, de wijze waarop deze elementen worden bepaald en het bedrag van de belasting.

De belastingplichtige beschikt over een termijn van dertig kalenderdagen vanaf de derde werkdag volgend op de datum van verzending van de kennisgeving om zijn opmerkingen schriftelijk in te dienen. De belastingplichtige moet de juistheid van de door hem aangevoerde elementen bewijzen.

Het gemeentebestuur zal overgaan tot ambtshalve heffing op basis van de elementen waarop de inkohiering gevestigd is, zoals omschreven in paragraaf 2, indien de belastingplichtige na afloop van deze termijn geen opmerkingen heeft gemaakt die de annulering van deze procedure rechtvaardigen.

De ambtshalve ingekohierde belastingen worden verhoogd als volgt:

- eerste ambtshalve inkohiering: 20 % van het verschuldigde of geraamde verschuldigd recht;*
- tweede ambtshalve inkohiering: 50 % van het verschuldigde of geraamde verschuldigd recht;*
- vanaf de derde ambtshalve inkohiering: 100 % van het verschuldigde of geraamde verschuldigd recht.*

Er wordt voor de berekening van de verhoging geen rekening gehouden met een ambtshalve inkohiering als de belasting in de loop van de drie aanslagjaren volgend op het jaar waarop deze ambtshalve inkohiering betrekking heeft normaal ingekohierd werd.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

29 stemmers : 21 positieve stemmen, 8 negatieve stemmen.

Nee : Dominique Goldberg, Cédric Pierre, Isabelle Lukebamoko-Maduda, Christophe Borcy, Xavier Jans, Michael Van Vlasselaer, Valerie Pauwels, Iris Vlodayer.

3 annexes / 3 bijlagen

LE CONSEIL,

Vu l'article 170 §4 de la Constitution,

Vu les articles 117 et 118 de la Nouvelle Loi Communale ;

Vu l'article 252 de la Nouvelle Loi Communale qui impose l'équilibre budgétaire aux communes ;

Vu l'ordonnance du 3 avril 2014 relative à l'établissement, au recouvrement et au contentieux en matière de taxes communales et ses modifications ultérieures ;

Vu le règlement-taxé sur les surfaces de bureaux, voté par le conseil communal le 20 décembre 2022 ;

Considérant que le taux de la taxe est fonction d'un critère objectif, soit le nombre de mètres carrés qui sont affectés à des bureaux ;

Considérant que la solidarité qui est prévue entre l'occupant et le ou les titulaire(s) d'un droit réel sur les immeubles qui accueillent les bureaux est justifiée dès lors que ces titulaires tirent également profit de l'exploitation de ces bureaux dont ils permettent l'occupation ;

Considérant que les exonérations prévues par le règlement-taxé sont raisonnablement justifiées : ainsi, la Commune estime nécessaire d'exonérer les surfaces de bureaux des personnes publiques à l'exception des surfaces utilisées dans le cadre de la pratique d'opérations lucratives ou commerciales, étant entendu que lesdites surfaces poursuivent déjà une utilité publique et qu'il serait déraisonnable de les soumettre à un impôt visant à permettre le financement de la chose publique ;

Considérant que l'objectif poursuivi par la présente taxe est de procurer à la commune de Forest les moyens financiers nécessaires à ses missions et aux politiques qu'elle entend mener, ainsi que d'assurer son équilibre financier et considérant que, dans la poursuite de cet objectif, il apparaît juste de tenir compte de la capacité contributive des contribuables, dans un souci légitime d'assurer une répartition équitable de la charge fiscale ;

Considérant que les utilisateurs des surfaces de bureaux établies sur le territoire de la commune de Forest peuvent bénéficier de toutes les infrastructures communales mise à la disposition des personnes physiques résidant ou non sur le territoire de la commune, en ce compris de ses voiries et parcs dont l'entretien représente un coût certain et non négligeable que ce soit en termes de propreté, de décorations florales ou festives, de sécurité, d'illuminations, et que tous ces avantages constituent une plus-value certaine pour eux ;

Considérant que l'autorité communale détient son pouvoir de taxation de l'article 170, § 4 de la Constitution ; qu'il lui appartient, dans le cadre de son autonomie fiscale, de déterminer les bases et l'assiette des impositions dont elle apprécie la nécessité au regard des besoins qu'elle estime devoir pourvoir, sous la seule réserve imposée par la Constitution, à savoir la compétence du législateur d'interdire aux communes de lever certains impôts ; que, sous réserve des exceptions déterminées par la loi, l'autorité communale choisit sous le contrôle de l'autorité de tutelle, la base des impôts levés par elle ;

Considérant que la détermination tant de la matière imposable que des redevables d'un impôt participe de l'autonomie fiscale reconnue à l'autorité communale ; qu'elle dispose, en la matière, d'un pouvoir discrétionnaire qu'elle exerce en tenant compte de ses besoins financiers spécifiques ;

DECIDE :

De modifier comme suit le règlement taxe sur les surfaces de bureaux :

Article 1er

Il est établi, pour les exercices 2024 et 2025 une taxe sur les surfaces de bureaux. Cette taxe a pour base la surface brute hors sol de bureaux.

Article 2

Pour l'application du présent règlement, on entend par :

Bureaux : Tout espace muni d'un équipement et/ou mobilier adéquat, dans lequel est susceptible d'être traitée l'information au sens large (textes, rapports, études, conférences, données comptables, brevets, son, image, ...) quel que soit son support (documents, fichiers informatiques, échantillons, prototypes, ...).

Surface hors sols : La surface à partir du rez-de-chaussée.

Surface brute : La surface occupée par la personne physique ou morale en ce compris des surfaces utilisées indirectement (espaces de circulation et d'accueil, salles de conférences, locaux de rangement et d'archivage, réfectoires, sanitaires, étages techniques,...), les parties communes et les surfaces accessibles au public, à l'exclusion des surfaces de parking. La surface brute se calcule en additionnant la totalité des planchers mis à couvert et offrant une hauteur libre d'au moins 2,20 m dans des locaux qui ne sont pas sous le niveau du sol. Les dimensions des planchers sont mesurées au nu extérieur des murs et façades, les planchers étant supposés continus, sans tenir compte de leur interruption par les cloisons et murs intérieurs ni par les gaines, cages d'escaliers et d'ascenseurs.

Article 3

Le taux de la taxe sur les surfaces de bureaux est fixé à 17,76 € par m² pour l'année 2024. L'année suivante, le taux annuel, fixé au 1er janvier, sera indexé de 2 %, conformément au tableau suivant :

2025
18,11 €

Article 4

La taxe est due par la (les) personne(s) morale(s) ou physique(s) qui occupe(nt) les bureaux.

Est solidairement tenus, le ou les titulaire (s) d'un droit réel sur l'immeuble qui accueille les bureaux.

Article 5

En cas de cessation ou de début d'occupation des surfaces de bureaux en cours d'exercice, la taxe est établie sur base du nombre de mois effectifs d'occupation.

Pour l'application des présentes dispositions, tout mois entamé est compté pour un mois entier.

Article 6

Sont exonérés du paiement de la taxe :

- Les premiers 74 m² de la surface totale de bureaux.
- Les surfaces occupées par les personnes de droit public, à l'exception toutefois des surfaces utilisées dans le cadre de la pratique d'opérations lucratives ou commerciales.
- Les surfaces servant aux cultes, aux établissements d'enseignement, aux hôpitaux, aux cliniques, aux dispensaires ou aux œuvres de bienfaisance.

Article 7

Lorsque l'administration communale constate l'existence de surfaces de bureaux, elle adresse au contribuable une formule de déclaration que celui-ci est tenu de renvoyer, dûment remplie et signée, dans un délai de trente jours calendrier à compter du troisième jour ouvrable suivant l'envoi de la formule de déclaration. Cette déclaration signée vaut jusqu'à révocation adressée au service des Taxes par l'assujetti.

Le contribuable qui n'a pas reçu de formule de déclaration est tenu d'en réclamer une auprès de l'administration au plus tard pour le 31 décembre de l'année en cours.

Article 8

L'absence de déclaration dans les délais prévus à l'article 7 du présent règlement ou la déclaration incorrecte, incomplète ou imprécise de la part du redevable entraîne l'enrôlement d'office de la taxe sur base des données dont la commune dispose.

Avant de procéder à la taxation d'office, l'administration communale notifie au redevable, par lettre recommandée à la poste, les motifs du recours à cette procédure, les éléments sur lesquels la taxation est basée, le mode de détermination de ces éléments ainsi que le montant de la taxe.

Le redevable dispose d'un délai de trente jours calendrier à compter du troisième jour ouvrable suivant la date d'envoi de la notification pour faire valoir ses observations par écrit. Le redevable est tenu de produire la preuve de l'exactitude des éléments qu'il invoque.

L'administration communale procédera à l'enrôlement d'office de la taxe en fonction des éléments sur lesquels la taxation est basée visés à l'alinéa 2 si, au terme de ce délai, le redevable n'a émis aucune observation qui justifie l'annulation de cette procédure.

Les taxes enrôlées d'office sont majorées comme suit :

- premier enrôlement d'office : 20 % du droit dû ou estimé comme tel;
- deuxième enrôlement d'office : 50 % du droit dû ou estimé comme tel;
- à partir du troisième enrôlement d'office : 100 % du droit dû ou estimé comme tel.

Il n'est pas tenu compte d'un enrôlement d'office pour le calcul de la majoration lorsque la taxe a été enrôlée normalement au cours des trois exercices d'imposition qui suivent celui auquel se rapporte cet enrôlement d'office.

Article 9

Toute modification de la base imposable ou toute création de bureaux (par construction ou changement d'affectation) doit être signalée dans le mois, au Service des Taxes de

l'Administration communale.

Article 10

Le redevable de l'imposition recevra, sans frais, un avertissement extrait de rôle. La taxe est payable dans les deux mois de l'envoi de l'avertissement extrait de rôle. A défaut de paiement dans le délai imparti, il est fait application des règles relatives au recouvrement en matière de taxe sur les revenus.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

29 votants : 21 votes positifs, 8 votes négatifs.

Non : Dominique Goldberg, Cédric Pierre, Isabelle Lukebamoko-Maduda, Christophe Borcy, Xavier Jans, Michael Van Vlasselaer, Valerie Pauwels, Iris Vloder.

Financiën - Belasting op de kantooroppervlakten - Reglement - Wijzigingen.

DE RAAD,

Gelet op artikel 170 §4 van de Grondwet;

Gelet op artikelen 117 en 118 van de Nieuwe Gemeentewet;

Gelet op artikel 252 van de Nieuwe Gemeentewet waarbij het begrotingsevenwicht wordt opgelegd aan de gemeenten;

Gelet op de ordonnantie van 3 april 2014 betreffende de vestiging, de invordering en de geschillen inzake gemeentebelastingen en latere wijzigingen;

Gelet op het belastingreglement op de kantooroppervlakten, gestemd door de gemeenteraad op 20 december 2022;

Overwegende dat het tarief van de belasting gebaseerd is op een objectief criterium, namelijk het aantal vierkante meter die bestemd zijn voor kantoorgebruik;

Overwegende dat de solidariteit die voorzien is tussen de gebruiker en de houder(s) van een zakelijk recht op de gebouwen waarin de kantoren zijn gevestigd, gerechtvaardigd is aangezien deze houders tevens voordeel trekken uit de uitbating van de deze kantoren waarvan ze het gebruik mogelijk maken;

Overwegende dat de vrijstellingen voorzien door het belastingreglement redelijkerwijs verantwoord zijn: zo vindt de Gemeente het nodig om de kantooroppervlakten van de openbare personen vrij te stellen met uitzondering van de oppervlakten gebruikt in het kader van de uitoefening van winstgevende of commerciële operaties, wetende dat de voornoemde oppervlakten reeds een openbaar nut nastreven en dat het niet redelijk zou zijn om ze te onderwerpen aan een belasting die erop gericht is de financiering van de publieke zaak mogelijk te maken;

Overwegende dat de door deze belasting nagestreefde doelstelling erin bestaat aan de gemeente Vorst de financiële middelen te verschaffen die noodzakelijk zijn om haar taken en beleidsmaatregelen te kunnen uitvoeren alsook om haar financieel evenwicht te verzekeren en overwegende dat het, in het nastreven van deze doelstelling, gerechtvaardigd blijkt om rekening te houden met de financiële capaciteit van de belastingplichtigen vanuit het gegronde streven naar een evenwichtige verdeling van de belastingdruk;

Overwegende dat de gebruikers van de kantooroppervlakten gevestigd op het grondgebied van

de gemeente Vorst gebruik kunnen maken van alle gemeentelijke infrastructuren die ter beschikking staan van de natuurlijke personen die al dan niet op het grondgebied van de gemeente wonen, met inbegrip van het wegennet en parken waarvan het onderhoud een zekere en niet verwaarloosbare kost vertegenwoordigt zowel op gebied van netheid, feestelijke of bloemenversieringen, veiligheid, verlichting, en dat al deze voordelen voor hen een zekere meerwaarde vormen;

Overwegende dat de gemeentelijke overheid haar bevoegdheid tot het heffen van belastingen ontleent aan artikel 170, §4 van de Grondwet; dat ze in het kader van haar fiscale autonomie de basis en de grondslag bepaalt van de belastingen waarvan zij de noodzaak beoordeelt naargelang de behoeften waarin ze meent te moeten voorzien, met de enige beperking opgelegd door de Grondwet, nl. de bevoegdheid van de wetgever om de gemeenten te verbieden bepaalde belastingen te heffen; dat de gemeentelijke overheid, onverminderd de bij wet bepaalde uitzonderingen, onder toezicht van de toezichthoudende overheid de basis kiest van de belastingen die ze heft;

Overwegende dat zowel de bepaling van de belastbare materie als deze van de belastingplichtigen behoort tot de fiscale autonomie toegekend aan de gemeentelijke overheid; dat zij in deze materie beschikt over een discretionaire bevoegdheid die zij uitoefent rekening houdend met haar specifieke financiële behoeften;

BESLIST

Het belastingreglement op de kantooroppervlakten als volgt te wijzigen:

Artikel 1

Er wordt, voor de dienstjaren 2024 en 2025, een belasting gevestigd op de kantooroppervlakten. Deze belasting heeft als basis de bruto bovengrondse oppervlakte.

Artikel 2

Voor de toepassing van dit reglement bedoelt men met:

Kantoren: Elke ruimte die beschikt over een aangepaste uitrusting en/of meubilair, waar informatie in de brede zin kan verwerkt worden (teksten, verslagen, studies, conferenties, boekhoudkundige gegevens, brevetten, geluid, beeld,...) op eender welke informatiedrager (documenten, informaticabestanden, stalen, prototypen,...).

Bovengrondse oppervlakte: De oppervlakte vanaf de gelijkvloerse verdieping.

Bruto-oppervlakte: De oppervlakte betrokken door de natuurlijke persoon of rechtspersoon, met inbegrip van de onrechtstreeks benutte oppervlakken (doorgangs- en ontvangstruimten, conferentiezalen, opslagplaatsen en archieven, eetzaal, sanitair, technische verdiepingen,...), de gemeenschappelijke delen en de oppervlakken toegankelijk voor het publiek, met uitzondering van de parking. De bruto bovengrondse oppervlakte wordt berekend door de som te maken van alle overdekte vloeroppervlakten die een vrije hoogte bieden van minstens 2,20 m in lokalen die niet onder het niveau van de grond liggen. De afmetingen van de vloeren worden gemeten aan de onbeklede buitenzijde van de gevels. Hier gaat men er dan van uit dat de vloeren doorlopen en houdt men geen rekening met de onderbrekingen erin door wanden en binnenmuren, kokers, trappenhuisen en liftkooien.

Artikel 3

Het tarief van de belasting op de kantooroppervlakten wordt vastgesteld op 17,76 € per m² voor

het jaar 2024. De volgende jaar zal het jaartarief, vastgesteld op 1 januari, met 2 % geïndexeerd worden overeenkomstig de volgende tabel:

2025
18,11 €

Artikel 4

De belasting is verschuldigd door de natuurlijke of rechtsperso(o)n(en) die de kantoren betrek(t)(ken).

Is solidair gehouden, de houder(s) van een zakelijk recht op het gebouw dat de kantoren onderdak biedt.

Artikel 5

In geval van overdracht of van begin van bezetting van de kantooroppervlakten in de loop van het dienstjaar wordt de belasting gevestigd op basis van het aantal maanden dat de oppervlakten effectief betrokken waren.

Voor de toepassing van deze bepalingen wordt iedere aangevatte maand voor een gehele maand gerekend.

Artikel 6

Zijn van de belasting vrijgesteld:

- De eerste 74 m² van de totale kantooroppervlakte.
- De oppervlakten gebruikt door publiekrechtelijke personen, met uitzondering evenwel van de oppervlakten gebruikt in het kader van winstgevende of commerciële doeleinden;
- De oppervlakten die gebruikt worden voor erediensten, onderwijsinstellingen, hospitalen, ziekenhuizen, consultatiebureaus of werken van liefdadigheid.

Artikel 7

Wanneer het gemeentebestuur het bestaan van kantooroppervlakten vaststelt, stuurt het aan de belastingplichtige een aangifteformulier dat behoorlijk ingevuld en ondertekend moet worden teruggestuurd binnen 30 kalenderdagen vanaf de derde werkdag na de verzending van het aangifteformulier. Dit ondertekende formulier blijft geldig tot herroeping ervan, gericht aan de Dienst Belastingen.

De belastingplichtige die geen aangifteformulier ontvangen heeft, dient er een aan te vragen bij het gemeentebestuur ten laatste tegen 31 december van het lopende jaar.

Artikel 8

Bij gebrek aan aangifte binnen de in artikel 7 bepaalde termijn of onjuiste, onvolledige of onnauwkeurige aangifte door de belastingplichtige, wordt de belasting ambtshalve ingekohierd op basis van de gegevens waarover de gemeente beschikt.

Alvorens tot ambtshalve belastingheffing over te gaan, stelt het gemeentebestuur de belastingplichtige bij aangetekende brief in kennis van de redenen voor deze procedure, de elementen waarop de belasting wordt gebaseerd, de wijze waarop deze elementen worden

bepaald en het bedrag van de belasting.

De belastingplichtige beschikt over een termijn van dertig kalenderdagen vanaf de derde werkdag volgend op de datum van verzending van de kennisgeving om zijn opmerkingen schriftelijk in te dienen. De belastingplichtige moet de juistheid van de door hem aangevoerde elementen bewijzen.

Het gemeentebestuur zal overgaan tot ambtshalve heffing op basis van de elementen waarop de inkohiering gevestigd is, zoals omschreven in paragraaf 2, indien de belastingplichtige na afloop van deze termijn geen opmerkingen heeft gemaakt die de annulering van deze procedure rechtvaardigen.

De ambtshalve ingekohierde belastingen worden verhoogd als volgt:

- eerste ambtshalve inkohiering: 20 % van het verschuldigde of geraamde verschuldigd recht;*
- tweede ambtshalve inkohiering: 50 % van het verschuldigde of geraamde verschuldigd recht;*
- vanaf de derde ambtshalve inkohiering: 100 % van het verschuldigde of geraamde verschuldigd recht.*

Er wordt voor de berekening van de verhoging geen rekening gehouden met een ambtshalve inkohiering als de belasting in de loop van de drie aanslagjaren volgend op het jaar waarop deze ambtshalve inkohiering betrekking heeft normaal ingekohierd werd.

Artikel 9

Elke wijziging aan de belastbare grondslag of elke oprichting van kantoren (door nieuwbouw of wijziging van bestemming) moet binnen de maand gemeld worden aan de belastingdienst van het gemeentebestuur.

Artikel 10

De belastingplichtige ontvangt gratis een aanslagbiljet. De belasting dient betaald binnen de twee maanden na het versturen van het aanslagbiljet. Bij niet-betaling binnen de voorgeschreven termijn zullen de invorderingsregels inzake de inkomstenbelasting toegepast worden.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

29 stemmers : 21 positieve stemmen, 8 negatieve stemmen.

Nee : Dominique Goldberg, Cédric Pierre, Isabelle Lukebamoko-Maduda, Christophe Borcy, Xavier Jans, Michael Van Vlasselaer, Valerie Pauwels, Iris Vlodaver.

3 annexes / 3 bijlagen

38 Finances - Taxe sur les agences de paris aux courses - Règlement – Modifications.

LE CONSEIL,

Vu l'article 170 § 4 de la Constitution ;

Vu les articles 117 et 118 de la Nouvelle Loi Communale ;

Vu l'article 252 de la Nouvelle Loi Communale qui impose l'équilibre budgétaire aux communes ;

Vu l'ordonnance du 3 avril 2014 relative à l'établissement, au recouvrement et au contentieux en matière de taxes communales et ses modifications ultérieures ;

Vu le Code des Taxes assimilées aux impôts sur le Revenu, notamment l'article 74, qui interdit aux communes d'établir, sous quelque forme que ce soit, des impositions sur les jeux et paris visés au titre III de ce Code mais leur permet d'établir une taxe frappant les agences de paris aux courses autorisée par application de l'article 66 du même Code, et qui dispose que la taxe communale ne peut excéder, par agence, 62€ par mois ou par fraction de mois d'application ;

Vu le règlement-taxe sur les agences de paris aux courses, voté par le conseil communal le 21 décembre 2021 ;

Considérant qu'un certain nombre d'éléments factuels conduisent à une évolution défavorable des recettes de la commune. Considérant que le taux de la taxe sur les agences de paris aux courses est justifié par l'accroissement des charges grevant les finances communales.

Considérant que l'objectif poursuivi par la présente taxe est de procurer à la commune de Forest les moyens financiers nécessaires à ses missions et aux politiques qu'elle entend mener, ainsi que d'assurer son équilibre financier et considérant que, dans la poursuite de cet objectif, il apparaît juste de tenir compte de la capacité contributive des contribuables, dans un souci légitime d'assurer une répartition équitable de la charge fiscale ;

Considérant que les établissements situés sur le territoire de la commune de Forest peuvent bénéficier de toutes les infrastructures communales mises à la disposition des personnes physiques résidant ou non sur le territoire de la commune, en ce compris de ses voiries dont l'entretien représente un coût certain et non négligeable et que tous ces avantages constituent une plus-value certaine ;

Considérant que la commune doit percevoir des recettes pour assurer des dépenses ;

Considérant qu'il y a lieu de compenser les pertes résultant de l'absence de recettes provenant des centimes additionnels qui ne sont pas perçus sur l'impôt des personnes physiques dans le chef de personnes qui auraient pu occuper les espaces affectés à des agences de paris aux courses ;

DECIDE :

De modifier le règlement-taxe sur les agences de paris aux courses :

Article 1

Il est établi pour les exercices 2024 et 2025 une taxe sur toutes les agences de paris aux courses de chevaux à l'étranger, et ses succursales, établies sur le territoire de la commune de Forest. (Sont exclues, les agences qui acceptent exclusivement des paris sur les courses de chevaux courues en Belgique).

Article 2

Le montant de la taxe est fixé à 62,00 € par agence par mois ou fraction de mois d'exploitation durant l'exercice d'imposition. Tout mois entamé est compté pour un mois entier. La taxe est due par l'exploitant.

La taxe est due par quiconque accepte des mises, enjeux ou paris, soit pour son compte personnel, soit à titre d'intermédiaire. Toutefois, l'exploitant, le gérant ou tout autre préposé sont tenus solidairement au paiement de la taxe.

Article 2bis

En cas de mutation dans l'exploitation de l'établissement, le bénéfice de la taxe payée est acquis au nouvel exploitant. Celui-ci est tenu d'ailleurs au paiement de la taxe au même titre que son prédécesseur.

Article 3

Lorsque l'administration communale constate l'existence d'une agence de paris aux courses, elle adresse au contribuable une formule de déclaration que celui-ci est tenu de renvoyer, dûment remplie et signée, dans un délai d'un mois prenant cours à la date d'envoi. Cette déclaration signée vaut jusqu'à révocation adressée au service des Taxes par l'assujetti. La preuve de révocation incombe à l'assujetti.

Le contribuable qui n'a pas reçu de formule de déclaration est tenu de déclarer à l'administration communale, au plus tard le 31 mars de l'exercice d'imposition, les éléments nécessaires à la taxation.

Article 4

L'absence de déclaration dans les délais prévus à l'article 3 du présent règlement ou la déclaration incorrecte, incomplète ou imprécise de la part du redevable entraîne l'enrôlement d'office de la taxe sur base des données dont la commune dispose.

Avant de procéder à la taxation d'office, l'administration communale notifie au redevable, par lettre recommandée à la poste, les motifs du recours à cette procédure, les éléments sur lesquels la taxation est basée, le mode de détermination de ces éléments ainsi que le montant de la taxe.

Le redevable dispose d'un délai de trente jours calendrier à compter du troisième jour ouvrable suivant la date d'envoi de la notification pour faire valoir ses observations par écrit. Le redevable est tenu de produire la preuve de l'exactitude des éléments qu'il invoque.

L'administration communale procédera à l'enrôlement d'office de la taxe en fonction des éléments sur lesquels la taxation est basée visés à l'alinéa 2 si, au terme de ce délai, le redevable n'a émis aucune observation qui justifie l'annulation de cette procédure.

Les taxes enrôlées d'office sont majorées comme suit :

- premier enrôlement d'office : 20 % du droit dû ou estimé comme tel;*
- deuxième enrôlement d'office : 50 % du droit dû ou estimé comme tel;*
- à partir du troisième enrôlement d'office : 100 % du droit dû ou estimé comme tel.*

Il n'est pas tenu compte d'un enrôlement d'office pour le calcul de la majoration lorsque la taxe a été enrôlée normalement au cours des trois exercices d'imposition qui suivent celui auquel se rapporte cet enrôlement d'office.

Article 5

Le redevable de l'imposition recevra, sans frais, un avertissement-extrait de rôle.

La taxe est payable dans les deux mois de l'envoi de l'avertissement-extrait de rôle.

A défaut de paiement dans le délai imparti, il est fait application des règles relatives au recouvrement en matière d'impôts sur les revenus.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

29 votants : 22 votes positifs, 7 votes négatifs.

Non : Cédric Pierre, Simon De Beer, Isabelle Lukebamoko-Maduda, Christophe Borcy, Francis Dagrín, Valerie Pauwels, Iris Vlodayer.

Financiën - Belasting op de agentschappen voor weddenschappen op wedrennen - Reglement – Wijzigingen.

DE RAAD,

Gelet op artikel 170 §4 van de Grondwet;

Gelet op artikelen 117 en 118 van de Nieuwe Gemeentewet:

Gelet op artikel 252 van de Nieuwe Gemeentewet waarbij het begrotingsevenwicht wordt opgelegd aan de gemeenten;

Gelet op de ordonnantie van 3 april 2014 betreffende de vestiging, de invordering en de geschillen inzake gemeentebelastingen en latere wijzigingen;

Gelet op het Wetboek van de met de inkomstenbelastingen gelijkgestelde belastingen, inzonderheid artikel 74, dat de gemeenten verbiedt, onder welke vorm ook, belastingen te heffen op de spelen en de weddenschappen bedoeld in titel III van dit Wetboek, maar hun wel toelaat een belasting te heffen op de agentschappen voor weddenschappen op wedrennen toegestaan in toepassing van artikel 66 van datzelfde Wetboek, en dat bepaalt dat de gemeentebelasting, per agentschap, niet meer mag bedragen dan 62€ per maand bedrijvigheid of per gedeelte daarvan;

Gelet op het belastingreglement op de agentschappen voor weddenschappen op wedrennen, gestemd door de gemeenteraad op 21 december 2021;

Overwegende dat een bepaald aantal feitelijke elementen leiden tot een ongunstige evolutie van de ontvangsten van de gemeente. Overwegende dat het tarief van de belasting op de agentschappen voor weddenschappen op wedrennen gerechtvaardigd is omwille van de alsmaar stijgende lasten die op de gemeentelijke financiën wegen.

Overwegende dat de door deze belasting nagestreefde doelstelling erin bestaat aan de gemeente Vorst de financiële middelen te verschaffen die noodzakelijk zijn om haar taken en beleidsmaatregelen te kunnen uitvoeren alsook om haar financieel evenwicht te verzekeren en overwegende dat het, in het nastreven van deze doelstelling, gerechtvaardigd blijkt om rekening te houden met de financiële capaciteit van de belastingplichtigen vanuit het gegronde streven naar een evenwichtige verdeling van de belastingdruk;

Overwegende dat de vestigingen gelegen op het grondgebied van de gemeente Vorst gebruik kunnen maken van alle gemeentelijke infrastructures die ter beschikking staan van de natuurlijke personen die al dan niet op het grondgebied van de gemeente wonen, met inbegrip van het wegennet waarvan het onderhoud een zekere en niet verwaarloosbare kost vertegenwoordigt en dat al deze voordelen een zekere meerwaarde vormen;

Overwegende dat de gemeente inkomsten dient te ontvangen om uitgaven te kunnen verzekeren;

Overwegende dat er moet worden overgegaan tot de compensatie van de verliezen die voortvloeien uit het gebrek aan inkomsten afkomstig van de opcentiemen die niet geïnd worden op de personenbelasting uit hoofde van personen die de ruimten, ingenomen door agentschappen voor weddenschappen op wedrennen, hadden kunnen bezetten;

BESLIST

Het belastingreglement op de agentschappen voor weddenschappen op wedrennen *te wijzigen*:

Artikel 1

Er wordt, voor de dienstjaren 2024 tot 2025, een belasting geheven op alle agentschappen van

wedrennen in het buitenland, en de filialen, die gevestigd zijn op het grondgebied van de gemeente Vorst. Worden uitgesloten, de agentschappen die enkel de weddenschappen op de in België gelopen wedrennen aannemen.

Artikel 2

Het bedrag van de belasting is vastgesteld op 62,00 € per agentschap, per gehele of gedeeltelijke maand van bedrijvigheid gedurende het aanslagjaar. Elke aangevatte maand wordt voor een gehele maand gerekend. De belasting is door de uitbater verschuldigd.

De belasting is verschuldigd door eenieder die inzet, inleggeld of weddenschappen aanvaardt, hetzij voor zijn persoonlijke rekening, hetzij als tussenpersoon. De uitbater, de beheerder of elke andere aangestelde zijn evenwel solidair verplicht tot het betalen van de belasting.

Artikel 2bis

In geval van wijziging van uitbating van de instelling krijgt de nieuwe uitbater het voordeel van de betaalde belasting. Deze is overigens gehouden tot het betalen van de belasting op dezelfde wijze als zijn voorganger.

Artikel 3

Wanneer het gemeentebestuur het bestaan van een agentschap van wedrennen vaststelt, stuurt zij aan de belastingplichtige een aangifteformulier dat behoorlijk ingevuld en ondertekend teruggestuurd moet worden binnen een termijn van een maand vanaf de verzendingsdatum. Deze ondertekende verklaring blijft geldig tot herroeping, gericht aan de dienst der Belastingen door de belastingplichtige. Het bewijs van herroeping is voor rekening van de belastingplichtige.

De belastingplichtige die geen aangifteformulier heeft ontvangen, is gehouden, uiterlijk op 31 maart van het aanslagjaar, aan het gemeentebestuur de voor de aanslag noodzakelijke gegevens kenbaar te maken.

Artikel 4

Bij gebrek aan aangifte binnen de in artikel 3 bepaalde termijn of onjuiste, onvolledige of onnauwkeurige aangifte door de belastingplichtige, wordt de belasting ambtshalve ingekohierd op basis van de gegevens waarover de gemeente beschikt.

Alvorens tot ambtshalve belastingheffing over te gaan, stelt het gemeentebestuur de belastingplichtige bij aangetekende brief in kennis van de redenen voor deze procedure, de elementen waarop de belasting wordt gebaseerd, de wijze waarop deze elementen worden bepaald en het bedrag van de belasting.

De belastingplichtige beschikt over een termijn van dertig kalenderdagen vanaf de derde werkdag volgend op de datum van verzending van de kennisgeving om zijn opmerkingen schriftelijk in te dienen. De belastingplichtige moet de juistheid van de door hem aangevoerde elementen bewijzen.

Het gemeentebestuur zal overgaan tot ambtshalve heffing op basis van de elementen waarop de inkohiering gevestigd is, zoals omschreven in paragraaf 2, indien de belastingplichtige na afloop van deze termijn geen opmerkingen heeft gemaakt die de annulering van deze procedure rechtvaardigen.

De ambtshalve ingekohierde belastingen worden verhoogd als volgt:

- eerste ambtshalve inkohiering: 20% van het verschuldigde of geraamde verschuldigd recht;*
- tweede ambtshalve inkohiering: 50 % van het verschuldigde of geraamde verschuldigd recht;*
- vanaf de derde ambtshalve inkohiering: 100% van het verschuldigde of geraamde verschuldigd*

recht.

Er wordt voor de berekening van de verhoging geen rekening gehouden met een ambtshalve inkohiering als de belasting in de loop van de drie aanslagjaren volgend op het jaar waarop deze ambtshalve inkohiering betrekking heeft normaal ingekohierd werd.

Artikel 5

De belastingplichtige ontvangt gratis een aanslagbiljet.

De belasting dient betaald te worden binnen de twee maanden na verzending van het aanslagbiljet.

Bij niet-betaling binnen de voorgeschreven termijn zullen de invorderingsregels inzake de belasting o de inkomsten toegepast worden

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

29 stemmers : 22 positieve stemmen, 7 negatieve stemmen.

Nee : Cédric Pierre, Simon De Beer, Isabelle Lukebamoko-Maduda, Christophe Borcy, Francis Dagrin, Valerie Pauwels, Iris Vlodaver.

3 annexes / 3 bijlagen

39 **Finances - Taxe sur les équipements à des fins industrielles et/ou commerciales - Règlement – Modifications.**

LE CONSEIL,

Vu l'article 170 §4 de la Constitution ;

Vu les articles 117 et 118 de la Nouvelle Loi Communale ;

Vu l'article 252 de la Nouvelle Loi Communale qui impose l'équilibre budgétaire aux communes ;

Vu l'ordonnance du 3 avril 2014 relative à l'établissement, au recouvrement et au contentieux en matière de taxes communales et ses modifications ultérieures ;

Vu le règlement-taxe sur les équipements à des fins industrielles et/ou commerciales , voté par le conseil communal le 20 décembre 2022 ;

Considérant que le taux de la taxe est fonction d'un critère objectif, soit le nombre de mètres carrés qui sont affectés à des équipements à des fins industrielles et/ou commerciales ;

Considérant que la solidarité qui est prévue entre l'occupant et le ou les titulaire(s) d'un droit réel sur les équipements à des fins industrielles ou commerciales est justifiée dès lors que ces titulaires tirent également profit de l'exploitation de ces équipements dont ils permettent l'occupation ;

Considérant que les exonérations prévues par le règlement-taxe sont raisonnablement justifiées : ainsi, la Commune estime nécessaire d'exonérer les surfaces d'équipements à des fins industrielles des personnes publiques à l'exception des surfaces utilisées dans le cadre de la pratique d'opérations lucratives ou commerciales, étant entendu que lesdites surfaces poursuivent déjà une utilité publique et qu'il serait déraisonnable de les soumettre à un impôt

visant à permettre le financement de la chose publique ;

Considérant que l'objectif poursuivi par la présente taxe est de procurer à la commune de Forest les moyens financiers nécessaires à ses missions et aux politiques qu'elle entend mener, ainsi que d'assurer son équilibre financier et considérant que, dans la poursuite de cet objectif, il apparaît juste de tenir compte de la capacité contributive des contribuables, dans un souci légitime d'assurer une répartition équitable de la charge fiscale ;

Considérant que les utilisateurs des équipements à des fins industrielles et / ou commerciales établis sur le territoire de la commune de Forest peuvent bénéficier de toutes les infrastructures communales mise à la disposition des personnes physiques résidant ou non sur le territoire de la commune, en ce compris de ses voiries et parcs dont l'entretien représente un coût certain et non négligeable que ce soit en termes de propreté, de décorations florales ou festives, de sécurité, d'illuminations, et que tous ces avantages constituent une plus-value certaine pour eux ;

Considérant que l'autorité communale détient son pouvoir de taxation de l'article 170, § 4 de la Constitution ; qu'il lui appartient, dans le cadre de son autonomie fiscale, de déterminer les bases et l'assiette des impositions dont elle apprécie la nécessité au regard des besoins qu'elle estime devoir pourvoir, sous la seule réserve imposée par la Constitution, à savoir la compétence du législateur d'interdire aux communes de lever certains impôts ; que, sous réserve des exceptions déterminées par la loi, l'autorité communale choisit sous le contrôle de l'autorité de tutelle, la base des impôts levés par elle ;

Considérant que la détermination tant de la matière imposable que des redevables d'un impôt participe de l'autonomie fiscale reconnue à l'autorité communale ; qu'elle dispose, en la matière, d'un pouvoir discrétionnaire qu'elle exerce en tenant compte de ses besoins financiers spécifiques ;

DECIDE :

De modifier comme suit le règlement taxe sur les équipements à des fins industrielles et/ou commerciales :

Article 1er

Il est établi, pour les exercices 2024 et 2025, une taxe communale sur les équipements à des fins industrielles et/ou commerciales.

Sont visés, les ateliers, les magasins, les entrepôts, les halles de sports, les halles de démonstration et d'écolage, les salles d'exposition, les établissements industriels et commerciaux quelconques établis sur le territoire de la Commune de Forest.

Article 2

La taxe est due par la (les) personne(s) morale(s) ou physique(s) qui occupe(nt) les équipements à des fins industrielles et/ou commerciales.

Est solidairement tenu(s), le ou les titulaire (s) d'un droit réel sur les équipements à des fins industrielles et/ou commerciales.

Article 3

La taxe n'est pas applicable :

- Aux personnes morales de droit public, pour autant que leurs équipements ne soient pas affectés à la poursuite d'une activité industrielle ou commerciale. Si cette dernière activité ne couvre qu'une partie du bien, la taxe est due à concurrence de la surface des équipements affectée à l'activité industrielle et commerciale
- Aux surfaces de bureaux prises en compte pour la taxe sur la surface de bureaux
- Au 2/3 de la surface occupée par les salles d'exposition
- Aux premiers 400 m² de surface occupée par des ateliers, des magasins, des entrepôts, des halles de sports, des halles de démonstration et d'écologie, des salles d'exposition, des établissements industriels et commerciaux quelconques établis sur le territoire de la Commune de Forest.

Article 4

Le taux de la taxe sur les équipements à des fins industrielles et/ou commerciales est fixé à 2,54 € par m² pour l'année 2024.

L'année suivante, le taux annuel, fixé au 1er janvier, sera indexé de 2 %, conformément au tableau suivant :

2025
2,59 €

Article 5

Lorsque l'administration communale constate l'existence d'ateliers, de magasins, d'entrepôts, de halles de sport, de démonstration ou d'écologie, ou de salles d'exposition situés sur le territoire de la Commune de Forest, elle adresse au contribuable une formule de déclaration. Le contribuable est tenu de renvoyer la formule de déclaration dûment remplie et signée, dans un délai de trente jours calendrier à compter du troisième jour ouvrable suivant l'envoi de la formule de déclaration. Cette déclaration signée vaut jusqu'à révocation adressée au service des Taxes par l'assujetti.

Le contribuable qui n'a pas reçu de formule de déclaration au plus tard le 31 mars de l'exercice de l'imposition est tenu de déclarer, au plus tard pour le 31 juillet de l'exercice d'imposition, les éléments nécessaires à la taxation ou dans les trois mois du début de l'activité.

Article 6

L'absence de déclaration dans les délais prévus à l'article 5 du présent règlement ou la déclaration incorrecte, incomplète ou imprécise de la part du redevable entraîne l'enrôlement d'office de la taxe sur base des données dont la commune dispose.

Avant de procéder à la taxation d'office, l'administration communale notifie au redevable, par lettre recommandée à la poste, les motifs du recours à cette procédure, les éléments sur lesquels la taxation est basée, le mode de détermination de ces éléments ainsi que le montant de la taxe.

Le redevable dispose d'un délai de trente jours calendrier à compter du troisième jour ouvrable suivant la date d'envoi de la notification pour faire valoir ses observations par écrit. Le redevable est tenu de produire la preuve de l'exactitude des éléments qu'il invoque.

L'administration communale procédera à l'enrôlement d'office de la taxe en fonction des éléments sur lesquels la taxation est basée visés à l'alinéa 2 si, au terme de ce délai, le

redevable n'a émis aucune observation qui justifie l'annulation de cette procédure.

Les taxes enrôlées d'office sont majorées comme suit :

- premier enrôlement d'office : 20 % du droit dû ou estimé comme tel;

- deuxième enrôlement d'office : 50 % du droit dû ou estimé comme tel;

- à partir du troisième enrôlement d'office : 100 % du droit dû ou estimé comme tel.

Il n'est pas tenu compte d'un enrôlement d'office pour le calcul de la majoration lorsque la taxe a été enrôlée normalement au cours des trois exercices d'imposition qui suivent celui auquel se rapporte cet enrôlement d'office.

Article 7

Le redevable de l'imposition recevra, sans frais, un avertissement extrait de rôle.

La taxe est payable dans les deux mois de l'envoi de l'avertissement extrait de rôle.

A défaut de paiement dans ce délai, il est fait application des règles relatives au recouvrement en matière d'impôt sur les revenus.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

29 votants : 22 votes positifs, 7 votes négatifs.

Non : Cédric Pierre, Simon De Beer, Isabelle Lukebamoko-Maduda, Christophe Borcy, Francis Dagrin, Valerie Pauwels, Iris Vlodayer.

Financiën - Belasting op de uitrustingen met industriële en/of commerciële doeleinden - Reglement - Wijzigingen.

DE RAAD,

Gelet op artikel 170 §4 van de Grondwet;

Gelet op artikelen 117 en 118 van de Nieuwe Gemeentewet;

Gelet op artikel 252 van de Nieuwe Gemeentewet waarbij het begrotingsevenwicht wordt opgelegd aan de gemeenten;

Gelet op de ordonnantie van 3 april 2014 betreffende de vestiging, de invordering en de geschillen inzake gemeentebelastingen en latere wijzigingen;

Gelet op het belastingreglement op de uitrustingen met industriële en/of commerciële doeleinden, goedgekeurd door de gemeenteraad op 20 december 2022;

Overwegende dat het tarief van de belasting gebaseerd is op een objectief criterium, namelijk het aantal vierkante meter die bestemd zijn voor uitrustingen met industriële en/of commerciële doeleinden;

Overwegende dat de solidariteit die voorzien is tussen de gebruiker en de houder(s) van een zakelijk recht op de uitrustingen met industriële en/of commerciële doeleinden gerechtvaardigd is aangezien deze houders tevens voordeel trekken uit de uitbating van de deze uitrustingen waarvan ze het gebruik mogelijk maken;

Overwegende dat de vrijstellingen voorzien door het belastingreglement redelijkerwijs

verantwoord zijn: zo vindt de Gemeente het nodig om de oppervlakten van uitrustingen met industriële doeleinden van de openbare personen vrij te stellen met uitzondering van de oppervlakten gebruikt in het kader van de uitoefening van winstgevende of commerciële operaties, wetende dat de voornoemde oppervlakten reeds een openbaar nut nastreven en dat het niet redelijk zou zijn om ze te onderwerpen aan een belasting die erop gericht is de financiering van de publieke zaak mogelijk te maken;

Overwegende dat de door deze belasting nagestreefde doelstelling erin bestaat aan de gemeente Vorst de financiële middelen te verschaffen die noodzakelijk zijn om haar taken en beleidsmaatregelen te kunnen uitvoeren alsook om haar financieel evenwicht te verzekeren en overwegende dat het, in het nastreven van deze doelstelling, gerechtvaardigd blijkt om rekening te houden met de financiële capaciteit van de belastingplichtigen vanuit het gegronde streven naar een evenwichtige verdeling van de belastingdruk;

Overwegende dat de gebruikers van de uitrustingen met industriële en/of commerciële doeleinden gevestigd op het grondgebied van de gemeente Vorst gebruik kunnen maken van alle gemeentelijke infrastructures die ter beschikking staan van de natuurlijke personen die al dan niet op het grondgebied van de gemeente wonen, met inbegrip van het wegennet en parken waarvan het onderhoud een zekere en niet verwaarloosbare kost vertegenwoordigt zowel op gebied van netheid, feestelijke of bloemenversieringen, veiligheid, verlichting, en dat al deze voordelen voor hen een zekere meerwaarde vormen;

Overwegende dat de gemeentelijke overheid haar bevoegdheid tot het heffen van belastingen ontleent aan artikel 170, §4 van de Grondwet; dat ze in het kader van haar fiscale autonomie de basis en de grondslag bepaalt van de belastingen waarvan zij de noodzaak beoordeelt naargelang de behoeften waarin ze meent te moeten voorzien, met de enige beperking opgelegd door de Grondwet, nl. de bevoegdheid van de wetgever om de gemeenten te verbieden bepaalde belastingen te heffen; dat de gemeentelijke overheid, onverminderd de bij wet bepaalde uitzonderingen, onder toezicht van de toezichthoudende overheid de basis kiest van de belastingen die ze heft;

Overwegende dat zowel de bepaling van de belastbare materie als deze van de belastingplichtigen behoort tot de fiscale autonomie toegekend aan de gemeentelijke overheid; dat zij in deze materie beschikt over een discretionaire bevoegdheid die zij uitoefent rekening houdend met haar specifieke financiële behoeften;

BESLIST:

Het belastingreglement op de uitrustingen met industriële en/of commerciële doeleinden als volgt te wijzigen:

Artikel 1

Er wordt, voor de dienstjaren 2024 en 2025, een gemeentebelasting gevestigd op de uitrustingen met industriële en/of commerciële doeleinden.

Worden bedoeld, de werkplaatsen, de magazijnen, de opslagplaatsen, de sporthallen, de demonstratie- en opleidingszalen, de tentoonstellingszalen, eender welke industriële en commerciële ondernemingen gevestigd op het grondgebied van de gemeente Vorst.

Artikel 2

De belasting is verschuldigd door de natuurlijke of rechtsperso(n)en die de uitrustingen met industriële en/of commerciële doeleinden betrek(t)(ken).

Is solidair gehouden, de houder(s) van een zakelijk recht op de uitrustingen met industriële en/of commerciële doeleinden.

Artikel 3

De belasting is niet van toepassing:

- Op de publiekrechtelijke rechtspersonen, voor zover hun uitrustingen niet bestemd zijn voor het nastreven van een industriële of commerciële activiteit. Indien deze laatste activiteit slechts een deel van het goed dekt, is de belasting verschuldigd ten belope van de oppervlakte van de uitrustingen bestemd voor de industriële en commerciële activiteit
- Op de kantooroppervlakten in aanmerking genomen voor de belasting op de kantooroppervlakten
- Op 2/3 van de oppervlakte betrokken door tentoonstellingszalen
- Op de eerste 400 m² aan oppervlakte betrokken door werkplaatsen, magazijnen, opslagplaatsen, sporthallen, demonstratie- en opleidingszalen, tentoonstellingszalen, eender welke industriële en commerciële ondernemingen gevestigd op het grondgebied van de gemeente Vorst.

Artikel 4:

Het tarief van de belasting op de uitrustingen met industriële en/of commerciële doeleinden wordt vastgesteld op 2,54 € per m² voor het jaar 2024.

Het volgende jaar zal het jaartarief, vastgesteld op 1 januari, met 2 % geïndexeerd worden overeenkomstig de volgende tabel:

2025
2,59 €

Artikel 5

Wanneer het gemeentebestuur het bestaan van werkplaatsen, magazijnen, opslagplaatsen, sporthallen, demonstratie- en opleidingszalen of tentoonstellingszalen gelegen op het grondgebied van de gemeente Vorst vaststelt, stuurt het aan de belastingplichtige een aangifteformulier. De belastingplichtige moet het aangifteformulier behoorlijk ingevuld en ondertekend terugsturen binnen 30 kalenderdagen vanaf de derde werkdag na de verzending van het aangifteformulier. Dit ondertekende formulier blijft geldig tot herroeping ervan, gericht aan de dienst belastingen.

De belastingplichtige die geen aangifteformulier ontvangen heeft tegen ten laatste 31 maart van het jaar van de belastingheffing moet de elementen nodig voor de belastingheffing meedelen tegen ten laatste 31 juli van het jaar van de belastingheffing of binnen de drie maanden vanaf de aanvang van de activiteit.

Artikel 6

Bij gebrek aan aangifte binnen de in artikel 5 bepaalde termijn of onjuiste, onvolledige of onnauwkeurige aangifte door de belastingplichtige, wordt de belasting ambtshalve ingekohierd op basis van de gegevens waarover de gemeente beschikt.

Alvorens tot ambtshalve belastingheffing over te gaan, stelt het gemeentebestuur de belastingplichtige bij aangetekende brief in kennis van de redenen voor deze procedure, de elementen waarop de belasting wordt gebaseerd, de wijze waarop deze elementen worden

bepaald en het bedrag van de belasting.

De belastingplichtige beschikt over een termijn van dertig kalenderdagen vanaf de derde werkdag volgend op de datum van verzending van de kennisgeving om zijn opmerkingen schriftelijk in te dienen. De belastingplichtige moet de juistheid van de door hem aangevoerde elementen bewijzen.

Het gemeentebestuur zal overgaan tot ambtshalve heffing op basis van de elementen waarop de inkohiering gevestigd is, zoals omschreven in paragraaf 2, indien de belastingplichtige na afloop van deze termijn geen opmerkingen heeft gemaakt die de annulering van deze procedure rechtvaardigen.

De ambtshalve ingekohierde belastingen worden verhoogd als volgt:

- eerste ambtshalve inkohiering: 20 % van het verschuldigde of geraamde verschuldigd recht;*
- tweede ambtshalve inkohiering: 50 % van het verschuldigde of geraamde verschuldigd recht;*
- vanaf de derde ambtshalve inkohiering: 100 % van het verschuldigde of geraamde verschuldigd recht.*

Er wordt voor de berekening van de verhoging geen rekening gehouden met een ambtshalve inkohiering als de belasting in de loop van de drie aanslagjaren volgend op het jaar waarop deze ambtshalve inkohiering betrekking heeft normaal ingekohierd werd.

Artikel 7

De belastingplichtige ontvangt gratis een aanslagbiljet.

De belasting dient betaald binnen de twee maanden na het versturen van het aanslagbiljet.

Bij niet-betaling binnen de voorgeschreven termijn zullen de invorderingsregels inzake de inkomstenbelasting toegepast worden.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

29 stemmers : 22 positieve stemmen, 7 negatieve stemmen.

Nee : Cédric Pierre, Simon De Beer, Isabelle Lukebamoko-Maduda, Christophe Borcy, Francis Dagrín, Valerie Pauwels, Iris Vlodaver.

3 annexes / 3 bijlagen

40 **Finances - Taxe sur les enseignes et réclames - Règlement – Modifications.**

LE CONSEIL,

Vu l'article 170 §4 de la Constitution ;

Vu les articles 117 et 118 de la Nouvelle Loi Communale ;

Vu l'article 252 de la Nouvelle Loi Communale qui impose l'équilibre budgétaire aux communes ;

Vu l'ordonnance du 3 avril 2014 relative à l'établissement, au recouvrement et au contentieux

en matière de taxes communales et ses modifications ultérieures ;

Vu le règlement-taxe sur les enseignes et réclames, voté par le conseil communal du 20 décembre 2022 ;

Considérant que l'objectif poursuivi par la présente taxe est de procurer à la commune de Forest les moyens financiers nécessaires à ses missions et aux politiques qu'elle entend mener, ainsi que d'assurer son équilibre financier et considérant que, dans la poursuite de cet objectif, il apparaît juste de tenir compte de la capacité contributive des contribuables, dans un souci légitime d'assurer une répartition équitable de la charge fiscale ;

Considérant que les commerçants apposant des enseignes et/ou réclames sur le territoire de la commune de Forest peuvent bénéficier de toutes les infrastructures communales mise à la disposition des personnes physiques résidant ou non sur le territoire de la commune, en ce compris de ses voiries et parcs dont l'entretien représente un coût certain et non négligeable que ce soit en termes de propreté, de décorations florales ou festives, de sécurité, d'illuminations, et que tous ces avantages constituent une plus-value certaine pour eux ;

Considérant que l'autorité communale détient son pouvoir de taxation de l'article 170, § 4 de la Constitution ; qu'il lui appartient, dans le cadre de son autonomie fiscale, de déterminer les bases et l'assiette des impositions dont elle apprécie la nécessité au regard des besoins qu'elle estime devoir pourvoir, sous la seule réserve imposée par la Constitution, à savoir la compétence du législateur d'interdire aux communes de lever certains impôts ; que, sous réserve des exceptions déterminées par la loi, l'autorité communale choisit sous le contrôle de l'autorité de tutelle, la base des impôts levés par elle ;

Considérant que la détermination tant de la matière imposable que des redevables d'un impôt participe de l'autonomie fiscale reconnue à l'autorité communale ; qu'elle dispose, en la matière, d'un pouvoir discrétionnaire qu'elle exerce en tenant compte de ses besoins financiers spécifiques ;

DECIDE :

De modifier le règlement-taxe sur les enseignes et réclames :

Article 1

Il est établi, pour les exercices 2024 et 2025, une taxe communale sur :

- les enseignes lumineuses, éclairées ou projetées;
- les enseignes non lumineuses;
- les réclames lumineuses, éclairées ou projetées;
- les réclames non lumineuses;
- les cordons lumineux.

Est réputée enseigne toute indication visible de la voie publique et ayant pour but de faire connaître le commerce ou l'industrie qui s'exploitent en un lieu donné, la profession qui s'y exerce ou les opérations qui s'y effectuent.

Est réputée réclame toute indication visible de la voie publique et ayant pour but de faire connaître les produits ou les services qui sont en vente en un lieu donné.

Article 2

Pour être imposables, il faut, en outre, que ces dispositifs soient exposés au regard du public du fait qu'ils se trouvent :

- 1) à l'extérieur des immeubles, tant à front de voie publique que dans les galeries ou passages couverts ou non, publics ou privés, les parkings ou sur le toit;
- 2) à l'intérieur des immeubles, dans les vitrines ou porches, soit encore derrière les vitres des fenêtres ou des portes.

Article 3

Ne donnent pas lieu à la perception de la taxe :

- les enseignes et réclames appartenant aux personnes morales de droit public, aux associations sans but lucratif et aux établissements d'utilité publique;
- l'inscription du nom du commerçant et de son numéro de registre de commerce, ainsi que toute autre mention prescrite par les lois et règlements, pour autant que cette inscription n'excède pas une surface de dix décimètres carrés.

Article 4

La taxe est indivisible et est due pour l'année entière, quelle que soit la date de l'installation ou du retrait:

- pour les enseignes : par la personne physique ou morale qui exerce ou fait exercer la profession, l'industrie ou le commerce auquel se rapporte l'enseigne donnant lieu à la taxation;
- pour les réclames : par le propriétaire de la réclame.

Article 5

Le taux de la taxe est fixé en 2024 à 0,201 € le dm² ou fraction de dm², avec un minimum de 17,60 €. L'année suivante, le taux annuel, fixé au 1er janvier, sera indexé de 2 %, conformément au tableau suivant :

2025
0,205 €

Et ce pour :

- les enseignes lumineuses, éclairées ou projetées;
- les enseignes non lumineuses;
- les réclames lumineuses, éclairées ou projetées;
- les réclames non lumineuses;

Pour les cordons lumineux qui ne font pas corps avec l'enseigne ou avec la réclame, le taux est fixé en 2024 à 1,963 € par mètre courant ou fraction de mètre courant, avec un minimum de 17,60 €. L'année suivante, le taux annuel, fixé au 1er janvier, sera indexé de 2 %, conformément au tableau suivant :

2025
2,002 €

Article 6

La surface imposable est calculée comme suit :

- si l'enseigne ou la réclame présente une seule face : en fonction des dimensions du dispositif qui contient l'enseigne ou la réclame et, s'il s'agit d'une figure géométrique irrégulière, en fonction de celles de la figure géométrique régulière la plus petite dans laquelle le dispositif est susceptible d'être inscrit;
- si l'enseigne ou la réclame présente plusieurs faces : en fonction de la surface totale de toutes les faces visibles simultanément ou successivement;
- si l'enseigne ou la réclame est constituée elle-même par un volume, la surface de ce dernier est forfaitairement censée être le double du produit de sa hauteur par sa plus grande largeur, le résultat étant exprimé en mesure de surface;
- si le dispositif permet la présentation ou la projection successive de plusieurs textes ou images : autant de fois la surface qu'il existe de représentations ou de projections différentes.

Article 7

Lorsque l'administration communale constate l'existence d'enseignes et réclames, elle adresse au contribuable une formule de déclaration que celui-ci est tenu de renvoyer, dûment remplie et signée, dans un délai de trente jours calendrier à compter du troisième jour ouvrable suivant l'envoi de la formule de déclaration. Cette déclaration signée vaut jusqu'à révocation adressée au service des Taxes par l'assujetti.

Le contribuable qui n'a pas reçu de formule de déclaration est tenu d'en réclamer une à l'administration communale.

Article 8

L'absence de déclaration dans les délais prévus à l'article 7 du présent règlement ou la déclaration incorrecte, incomplète ou imprécise de la part du redevable entraîne l'enrôlement d'office de la taxe sur base des données dont la commune dispose.

Avant de procéder à la taxation d'office, l'administration communale notifie au redevable, par lettre recommandée à la poste, les motifs du recours à cette procédure, les éléments sur lesquels la taxation est basée, le mode de détermination de ces éléments ainsi que le montant de la taxe.

Le redevable dispose d'un délai de trente jours calendrier à compter du troisième jour ouvrable suivant la date d'envoi de la notification pour faire valoir ses observations par écrit. Le redevable est tenu de produire la preuve de l'exactitude des éléments qu'il invoque.

L'administration communale procédera à l'enrôlement d'office de la taxe en fonction des éléments sur lesquels la taxation est basée visés à l'alinéa 2 si, au terme de ce délai, le redevable n'a émis aucune observation qui justifie l'annulation de cette procédure.

Les taxes enrôlées d'office sont majorées comme suit :

- premier enrôlement d'office : 20 % du droit dû ou estimé comme tel;
- deuxième enrôlement d'office : 50 % du droit dû ou estimé comme tel;
- à partir du troisième enrôlement d'office : 100 % du droit dû ou estimé comme tel.

Il n'est pas tenu compte d'un enrôlement d'office pour le calcul de la majoration lorsque la taxe a été enrôlée normalement au cours des trois exercices d'imposition qui suivent celui auquel se rapporte cet enrôlement d'office.

Article 9

Les personnes qui feront usage d'enseignes ou de réclames devront en faire la déclaration dans la quinzaine qui suit l'installation.

Tout changement apporté à une enseigne ou à une réclame doit être notifié à l'administration communale (service des taxes) dans les quinze jours.

Article 10

La vérification du mesurage d'une enseigne ou d'une réclame se fera le cas échéant par un agent communal qualifié.

La constatation par l'agent qualifié fera foi en cas de contestation.

Article 11

Le redevable de l'imposition recevra, sans frais, un avertissement extrait de rôle.

La taxe est payable dans les deux mois de l'envoi de l'avertissement extrait de rôle.

A défaut de paiement dans ce délai, il est fait application des règles relatives au recouvrement en matière d'impôts sur les revenus.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

29 votants : 21 votes positifs, 8 votes négatifs.

Non : Dominique Goldberg, Cédric Pierre, Isabelle Lukebamoko-Maduda, Christophe Borcy, Xavier Jans, Michael Van Vlasselaer, Valerie Pauwels, Iris Vlodaver.

Financiën - Belasting op de uithang- en reclameborden - Reglement - Wijzigingen.

DE RAAD,

Gelet op artikel 170 §4 van de Grondwet;

Gelet op artikelen 117 en 118 van de Nieuwe Gemeentewet;

Gelet op artikel 252 van de Nieuwe Gemeentewet waarbij het begrotingsevenwicht wordt opgelegd aan de gemeenten;

Gelet op de ordonnantie van 3 april 2014 betreffende de vestiging, de invordering en de geschillen inzake gemeentebelastingen en latere wijzigingen;

Gelet op het belastingreglement op de uithang- en reclameborden, goedgekeurd door de gemeenteraad van 20 december 2022;

Overwegende dat de door deze belasting nagestreefde doelstelling erin bestaat aan de gemeente Vorst de financiële middelen te verschaffen die noodzakelijk zijn om haar taken en beleidsmaatregelen te kunnen uitvoeren alsook om haar financieel evenwicht te verzekeren en overwegende dat het, in het nastreven van deze doelstelling, gerechtvaardigd blijkt om rekening te houden met de financiële capaciteit van de belastingplichtigen vanuit het gegronde streven naar een evenwichtige verdeling van de belastingdruk;

Overwegende dat de handelaars die uithang- en reclameborden plaatsen op het grondgebied van de gemeente Vorst gebruik kunnen maken van alle gemeentelijke infrastructures die ter beschikking staan van de natuurlijke personen die al dan niet op het grondgebied van de gemeente wonen, met inbegrip van het wegennet en parken waarvan het onderhoud een zekere en niet verwaarloosbare kost vertegenwoordigt zowel op gebied van netheid, feestelijke of bloemenversieringen, veiligheid, verlichting, en dat al deze voordelen voor hen een zekere meerwaarde vormen;

Overwegende dat de gemeentelijke overheid haar bevoegdheid tot het heffen van belastingen ontleent aan artikel 170, §4 van de Grondwet; dat ze in het kader van haar fiscale autonomie de basis en de grondslag bepaalt van de belastingen waarvan zij de noodzaak beoordeelt naargelang de behoeften waarin ze meent te moeten voorzien, met de enige beperking opgelegd door de Grondwet, nl. de bevoegdheid van de wetgever om de gemeenten te verbieden bepaalde belastingen te heffen; dat de gemeentelijke overheid, onverminderd de bij wet bepaalde uitzonderingen, onder toezicht van de toezichthoudende overheid de basis kiest van de belastingen die ze heft;

Overwegende dat zowel de bepaling van de belastbare materie als deze van de belastingplichtigen behoort tot de fiscale autonomie toegekend aan de gemeentelijke overheid; dat zij in deze materie beschikt over een discretionaire bevoegdheid die zij uitoefent rekening houdend met haar specifieke financiële behoeften;

BESLIST

Het belastingreglement op de uithang- en reclameborden te wijzigen:

Artikel 1

Er wordt, voor de dienstjaren 2024 en 2025, een gemeentebelasting gevestigd op:

- de lichtgevende, verlichte of door middel van projectie verlichte uithangborden;
- de niet-lichtgevende uithangborden;
- de lichtgevende, verlichte of door middel van projectie verlichte reclameborden;
- de niet-lichtgevende reclameborden;
- de neonbuisverlichtingen.

Onder uithangbord dient te worden verstaan elke aanduiding zichtbaar van op de openbare weg en met als doel de aandacht te vestigen op de handel of industrie die op een bepaalde plaats uitgbaat wordt, het beroep dat er uitgeoefend wordt of de verrichtingen die er gedaan worden.

Onder reclamebord dient te worden verstaan elke aanduiding zichtbaar van op de openbare weg en met als doel de aandacht te vestigen op de producten of diensten die te koop worden aangeboden op een bepaalde plaats.

Artikel 2

Om belastbaar te zijn moeten deze voorzieningen daarenboven in het zicht van het publiek staan door

het feit dat ze zich bevinden:

- 1) buiten de gebouwen, zowel zichtbaar van op de openbare weg als in de al dan niet overdekte galerijen of doorgangen, openbaar of privaat, parkings of op het dak;
- 2) binnen de gebouwen, in de uitstalramen of overdekte ingangen, hetzij achter de ruiten van vensters of deuren.

Artikel 3

Geven geen aanleiding tot de heffing van de belasting:

- de uithang- en reclameborden die toebehoren aan publiekrechtelijke rechtspersonen, aan verenigingen zonder winstoogmerk en aan instellingen van openbaar nut;
- de vermelding van de naam van de handelaar en van zijn handelsregisternummer, alsook elke andere vermelding opgelegd door de wetten of de reglementen, voor zover dit opschrift geen oppervlakte beslaat van meer dan tien vierkante decimeter.

Artikel 4

De belasting is ondeelbaar en is verschuldigd voor het ganse jaar, ongeacht de datum van plaatsing of van wegneming:

- voor de uithangborden: door de natuurlijke of rechtspersoon die het beroep, de industrie of de handel uitoefent of laat uitoefenen waarop het belastbare uithangbord betrekking heeft;
- voor de reclameborden: door de eigenaar van het reclamebord.

Artikel 5

Het belastingtarief is vastgesteld op 0,201 € per dm² of deel van een dm² voor het jaar 2024, met een minimum van 17,60 €.

Het volgende jaar zal het jaartarief, vastgesteld op 1 januari, met 2 % geïndexeerd worden overeenkomstig de volgende tabel:

2025
0,205 €

voor:

- de lichtgevende, verlichte of door middel van projectie verlichte uithangborden;
- de niet-lichtgevende uithangborden;
- de lichtgevende, verlichte of door middel van projectie verlichte reclameborden;
- de niet-lichtgevende reclameborden;

en op 1,963 € per lopende meter of deel van een lopende meter, met een minimum van 17,60 € voor de neonbuisverlichtingen die geen geheel vormen met het uithangbord of met het reclamebord voor het jaar 2024. Het volgende jaar zal het jaartarief, vastgesteld op 1 januari, met 2 % geïndexeerd worden overeenkomstig de volgende tabel:

2025
2,002 €

Artikel 6

De belastbare oppervlakte wordt als volgt berekend:

- indien het uithang- of reclamebord één zichtbare zijde bevat : in functie van de afmetingen van de armatuur die het uithang- of het reclamebord bevat en, indien het gaat om een onregelmatige geometrische figuur, in functie van de afmetingen van de kleinste regelmatige geometrische figuur waarin de voorziening zou kunnen ingeschreven worden;
- indien het uithang- of reclamebord meerdere zichtbare zijden bevat: in functie van de totale oppervlakte van alle terzelfdertijd of opeenvolgende zichtbare zijden;
- indien het uithang- of reclamebord een volume vormt wordt de oppervlakte van deze laatste forfaitair geacht gelijk te zijn aan het dubbele van het product van de hoogte en zijn grootste breedte, het resultaat wordt uitgedrukt in oppervlaktematen;
- indien de voorziening achtereenvolgens verschillende voorstellingen of projecties van teksten of beelden mogelijk maakt : zoveel keer de oppervlakte als er verschillende voorstellingen of projecties zijn.

Artikel 7

Wanneer het gemeentebestuur het bestaan van uithang- en reclameborden vaststelt, stuurt het aan de belastingplichtige een aangifteformulier dat behoorlijk ingevuld en ondertekend moet worden teruggestuurd binnen 30 kalenderdagen vanaf de derde werkdag na de verzending van het aangifteformulier.

Dit ondertekende formulier blijft geldig tot herroeping, gericht aan de dienst Belastingen.

De belastingplichtige die geen aangifteformulier ontvangen heeft, dient er een aan te vragen bij het gemeentebestuur.

Artikel 8

Bij gebrek aan aangifte binnen de in artikel 7 bepaalde termijn of onjuiste, onvolledige of onnauwkeurige aangifte door de belastingplichtige, wordt de belasting ambtshalve ingekohierd op basis van de gegevens waarover de gemeente beschikt.

Alvorens tot ambtshalve belastingheffing over te gaan, stelt het gemeentebestuur de belastingplichtige bij aangetekende brief in kennis van de redenen voor deze procedure, de elementen waarop de belasting wordt gebaseerd, de wijze waarop deze elementen worden bepaald en het bedrag van de belasting.

De belastingplichtige beschikt over een termijn van dertig kalenderdagen vanaf de derde werkdag volgend op de datum van verzending van de kennisgeving om zijn opmerkingen schriftelijk in te dienen. De belastingplichtige moet de juistheid van de door hem aangevoerde elementen bewijzen.

Het gemeentebestuur zal overgaan tot ambtshalve heffing op basis van de elementen waarop de inkohiering gevestigd is, zoals omschreven in paragraaf 2, indien de belastingplichtige na afloop van deze termijn geen opmerkingen heeft gemaakt die de annulering van deze procedure rechtvaardigen.

De ambtshalve ingekohierde belastingen worden verhoogd als volgt:

- eerste ambtshalve inkohiering: 20 % van het verschuldigde of geraamde verschuldigd recht;
- tweede ambtshalve inkohiering: 50 % van het verschuldigde of geraamde verschuldigd recht;
- vanaf de derde ambtshalve inkohiering: 100 % van het verschuldigde of geraamde verschuldigd

recht.

Er wordt voor de berekening van de verhoging geen rekening gehouden met een ambtshalve inkohiering als de belasting in de loop van de drie aanslagjaren volgend op het jaar waarop deze ambtshalve inkohiering betrekking heeft normaal ingekohierd werd.

Artikel 9

De personen die gebruik maken van uithang- en reclameborden moeten hiervan aangifte doen binnen de vijftien dagen na de ingebruikname.

Elke verandering aangebracht aan een uithang- of reclamebord moet binnen de vijftien dagen aan het gemeentebestuur (dienst der gemeentebelastingen) kenbaar gemaakt worden.

Artikel 10

De juistheid van de opmeting van een uithang- of reclamebord zal in voorkomend geval gecontroleerd worden door een gemeentelijk bevoegd ambtenaar.

In geval van betwisting zal de vaststelling door de bevoegde ambtenaar bewijskracht hebben.

Artikel 11

De belastingplichtige ontvangt gratis een aanslagbiljet.

De belasting dient betaald binnen de twee maanden na het versturen van het aanslagbiljet.

Bij niet-betaling binnen de voorgeschreven termijn zullen de invorderingsregels inzake de inkomstenbelasting toegepast worden.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

29 stemmers : 21 positieve stemmen, 8 negatieve stemmen.

Nee : Dominique Goldberg, Cédric Pierre, Isabelle Lukebamoko-Maduda, Christophe Borcy, Xavier Jans, Michael Van Vlasselaer, Valerie Pauwels, Iris Vlodaver.

3 annexes / 3 bijlagen

41 Finances - Centimes additionnels à la taxe régionale sur les établissements d'hébergement touristique. Règlement - Exercices 2024 et 2025.

LE CONSEIL,

Vu l'article 170, §4, de la Constitution ;

Vu l'article 117 de la Nouvelle loi communale ;

Vu le contrat visant à promouvoir le développement économique local et régional 2023-2025, article 3, 8°;

Vu l'ordonnance du 1er décembre 2022 visant à associer les communes dans le développement économique de la Région de Bruxelles-Capitale ;

Vu l'ordonnance du 23 décembre 2016 relative à la taxe régionale sur les établissements

d'hébergement touristique, article 13 ;

Vu l'ordonnance du 21 décembre 2012 établissant la procédure fiscale en Région de Bruxelles-Capitale, chapitres III, IV, V, VI, VII, et VIII du Titre I, et ses modifications ultérieures;

Vu l'ordonnance du 14 mai 1998 organisant la tutelle administrative sur les communes de la Région de Bruxelles-Capitale , et ses modifications ultérieures ;

Vu l'arrêté du 16 juillet 1998 relatif à la transmission au Gouvernement des actes des autorités communales en vue de l'exercice de la tutelle administrative, et ses modifications ultérieures ;

Considérant que la commune se doit d'obtenir des recettes afin de se procurer les ressources nécessaires en vue du financement des dépenses de sa politique générale et le financement de ses missions de service public;

Sur proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins,

DECIDE :

Article 1 : Il est établi, au profit de la commune de Forest, pour les exercices 2024 et 2025, 4384 centimes additionnels à la taxe régionale sur les établissements d'hébergement touristique;

Article 2 : L'établissement et la perception de ces centimes additionnels s'effectueront par les soins du Service public régional de Bruxelles Fiscalité;

Article 3 : Le présent règlement sera transmis à l'autorité de tutelle et au Service public régional de Bruxelles Fiscalité.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

29 votants : 26 votes positifs, 3 votes négatifs.

Non : Dominique Goldberg, Xavier Jans, Michael Van Vlasselaer.

**Financiën - Opcentiemen op de gewestelijke belasting op de inrichtingen van toeristische logies.
Reglement - Dienstjaren 2024 en 2025.**

DE RAAD,

Gelet op artikel 170, §4 van de Grondwet;

Gelet op artikel 117 van de Nieuwe Gemeentewet;

Gelet op de overeenkomst ter bevordering van de economische ontwikkeling op lokaal en gewestelijk vlak 2023-2025, artikel 3,8° ;

Gelet op de ordonnantie van 1 december 2022 ertoe strekkende de gemeenten te betrekken bij de economische ontwikkeling van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;

Gelet op de ordonnantie van 23 december 2016 betreffende de gewestbelasting op de inrichtingen van toeristische logies, artikel 13;

Gelet op de ordonnantie van 21 december 2012 tot vaststelling van de fiscale procedure in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, hoofdstukken III, IV, V,VI, VII en VIII van Titel I en latere wijzigingen;

Gelet op de ordonnantie van 14 mei 1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest en latere wijzigingen;

Gelet op het besluit van 16 juli 1998 betreffende de overlegging aan de Regering van de akten van de gemeenteoverheden met het oog op de uitoefening van het administratief toezicht en latere wijzigingen;

Overwegende dat de gemeente inkomsten moet hebben om de nodige middelen te verschaffen om de uitgaven van haar algemeen beleid te financieren en haar opdrachten als openbare dienst te financieren;

Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen;

BESLIST:

Artikel 1: Er worden voor de aanslagjaren 2024 en 2025 ten voordele van de gemeente Vorst, 4384 opcentiemen geheven op de gewestelijke belasting op de inrichtingen van toeristische logies;

Artikel 2: De vaststelling en de inning van deze opcentiemen zullen gebeuren door toedoen van de Gewestelijke Overheidsdienst Brussel Fiscaliteit;

Artikel 3: Deze verordening zal overgemaakt worden aan de toezichthoudende overheid en aan de Gewestelijke Overheidsdienst Brussel Fiscaliteit.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

29 stemmers : 26 positieve stemmen, 3 negatieve stemmen.

Nee : Dominique Goldberg, Xavier Jans, Michael Van Vlasselaer.

1 annexe / 1 bijlage

42 **Finances - Redevance pour l'occupation d'un caveau d'attente ainsi que pour toute prestation du médecin commis par l'Officier d'Etat Civil – Règlement – Modifications.**

LE CONSEIL,

Vu l'article 170 §4 de la Constitution ;

Vu les articles 117 et 118 de la Nouvelle Loi Communale ;

Vu l'article 252 de la Nouvelle Loi Communale qui impose l'équilibre budgétaire aux communes ;

Vu l'ordonnance du 3 avril 2014 relative à l'établissement, au recouvrement et au contentieux en matière de taxes communales et ses modifications ultérieures ;

Considérant la volonté de promouvoir en permanence l'esprit de simplification administrative, de facilitation de l'accomplissement de démarches en ligne et d'accessibilité générale à la délivrance des documents administratifs;

Vu le règlement-redevance pour l'occupation d'un caveau d'attente ou de la salle mortuaire ainsi que pour toute prestation du médecin commis par l'Officier d'Etat Civil , voté par le conseil communal le 24 juin 2014 ;

Considérant que l'objectif poursuivi par la présente redevance est de procurer à la commune de Forest les moyens financiers nécessaires à ses missions et aux politiques qu'elle entend mener, ainsi que d'assurer son équilibre financier et considérant que, dans la poursuite de cet objectif, il apparaît juste de tenir compte de la capacité contributive des contribuables, dans un souci légitime d'assurer une répartition équitable de la charge fiscale ;

Considérant que la commune doit percevoir des recettes pour assurer des dépenses ;

DECIDE :

de modifier comme suit, le règlement- redevance pour l'occupation d'un caveau d'attente ou de la salle mortuaire ainsi que pour toute prestation du médecin commis par l'Officier d'Etat Civil :

Article 1.

Il est établi à partir 01/01/2024, une redevance pour l'occupation d'un caveau d'attente ainsi que sur toute prestation du médecin commis par l'Officier de l'Etat Civil.

Article 2.

La redevance est due par la personne qui demande l'utilisation d'un caveau d'attente, ou par la commune dans laquelle le défunt est inscrit dans les registres de la population au sens large.

Article 3.

La redevance est fixée comme suit :

1) Occupation d'un caveau d'attente : 75,00 € par mois, pendant la période des deux premiers mois, et 55,00 € par mois pour les mois suivants.

Tout mois commencé est dû en entier.

2) Toute prestation de médecin commis par l'Officier de l'Etat Civil prévue à l'article 28 de l'Ordonnance sur les funérailles et sépultures donne lieu à la perception d'une redevance égale à celle prévue, en matière répressive, pour l'examen de cadavre. Cette redevance est soumise à l'indexation.

Article 4.

La redevance est due au comptant contre remise d'une quittance au moment de la demande d'utilisation d'un caveau d'attente. Elle est payable au Receveur communal, à ses préposés ou aux agents percepteurs désignés à cet effet.

La redevance pour la prestation du médecin est payable dès réception de la demande de paiement du service de l'Etat Civil.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

29 votants : 26 votes positifs, 3 votes négatifs.

Non : Dominique Goldberg, Xavier Jans, Michael Van Vlasselaer.

Financiën - Retributie voor het gebruik van een wachtkelder alsook voor alle prestaties van de geneesheer aangesteld door de Ambtenaar van de Burgerlijke Stand – Reglement – Wijzigingen.

DE RAAD,

Gelet op artikel 170 §4 van de Grondwet;

Gelet op artikelen 117 en 118 van de Nieuwe Gemeentewet;

Gelet op artikel 252 van de Nieuwe Gemeentewet waarbij het begrotingsevenwicht wordt opgelegd aan de gemeenten;

Gelet op de ordonnantie van 3 april 2014 betreffende de vestiging, de invordering en de geschillen

inzake gemeentebelastingen en latere wijzigingen;

Overwegende de permanente wil om de geest van administratieve vereenvoudiging te promoten, alsook het makkelijker maken van het vervullen van online-formaliteiten en van de algemene toegankelijkheid tot de afgifte van administratieve documenten;

Gelet op het retributiereglement voor het gebruik van een wachtkelder of van de rouwzaal alsook voor alle prestaties van de geneesheer aangesteld door de Ambtenaar van de Burgerlijke Stand, gestemd door de gemeenteraad op 24 juni 2014;

Overwegende dat de door deze retributie nagestreefde doelstelling erin bestaat aan de gemeente Vorst de financiële middelen te verschaffen die noodzakelijk zijn om haar taken en beleidsmaatregelen te kunnen uitvoeren alsook om haar financieel evenwicht te verzekeren en overwegende dat het, in het nastreven van deze doelstelling, gerechtvaardigd blijkt om rekening te houden met de financiële capaciteit van de belastingplichtigen vanuit het gegronde streven naar een evenwichtige verdeling van de belastingdruk;

Overwegende dat de gemeente inkomsten dient te ontvangen om uitgaven te kunnen verzekeren;

BESLIST:

het retributiereglement voor het gebruik van een wachtkelder of van de rouwzaal alsook voor alle prestaties van de geneesheer aangesteld door de Ambtenaar van de Burgerlijke Stand als volgt te wijzigen:

Artikel 1.

Er wordt vanaf 01/01/2024 een retributie gevestigd op het gebruik van een wachtkelder alsook voor alle prestaties van de geneesheer aangesteld door de Ambtenaar van de Burgerlijke Stand.

Artikel 2.

De retributie is verschuldigd door de persoon die het gebruik van een wachtkelder verzoekt of door de gemeente waar de overledene is ingeschreven in de bevolkingsregisters lato sensu.

Artikel 3.

De retributie wordt als volgt vastgesteld:

1) Gebruik van een wachtkelder: 75,00 € per maand voor de eerste twee maanden, en 55,00 € per maand voor de volgende maanden.

Elke begonnen maand is geheel verschuldigd.

2) Elke prestaties van de geneesheer aangesteld door de Ambtenaar van de Burgerlijke Stand, voorzien in artikel 28 van de Ordonnantie op de begraafplaatsen en de lijkbezorging geeft aanleiding tot de inning van een retributie die gelijk is aan het tarief toegepast in strafzaken voor het onderzoek van het stoffelijk overschot. Deze retributie is onderworpen aan de indexering.

Artikel 4.

De retributie is betaalbaar op het ogenblik van de aanvraag voor het bezetten van de wachtkelder tegen afgifte van een kwitantie. Zij is betaalbaar aan de gemeenteontvanger, zijn aangestelden of de regelmatig daartoe aangeduide beambten.

De retributie voor de prestatie van de geneesheer is betaalbaar bij ontvangst van de betalingsaanvraag van de dienst Burgerlijke Stand.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.
29 stemmers : 26 positieve stemmen, 3 negatieve stemmen.
Nee : *Dominique Goldberg, Xavier Jans, Michael Van Vlasselaer.*

3 annexes / 3 bijlagen

43 **Finances - Tarif des concessions de terrains au cimetière - Règlement - Modifications.**

LE CONSEIL,

Vu le règlement tarif des concessions de terrains au cimetière voté par le conseil communal le 23 février 2016 ;

Vu la Nouvelle loi communale, notamment l'article 117, alinéa 1er ;

Considérant que l'objectif poursuivi par la présente redevance est de procurer à la commune de Forest les moyens financiers nécessaires à ses missions et aux politiques qu'elle entend mener, ainsi que d'assurer son équilibre financier et considérant que, dans la poursuite de cet objectif, il apparaît juste de tenir compte de la capacité contributive des contribuables, dans un souci légitime d'assurer une répartition équitable de la charge fiscale ;

Considérant que la commune doit percevoir des recettes pour assurer des dépenses ;

DECIDE :

de modifier à *partir du 01/01/2024*, comme suit, le règlement tarif communal des concessions de terrains au cimetière :

Article 1

Le prix des concessions de terrains au cimetière communal est fixé comme suit pour toutes les personnes qui justifient d'un domicile ou d'une résidence sur le territoire de Forest au moment de leur décès. Le prix est triplé pour les non forestois.

a) Concessions individuelles pleine terre (pour les corps et les urnes) ou au columbarium

- 1.000,00 € pour 15 ans
- 1.600,00 € pour 30 ans
- 2.200,00 € pour 50 ans

b) Concessions collectives pleine terre (pour les corps et les urnes)

- 2.200,00 € pour 30 ans
- 2.950,00 € pour 50 ans

c) Caveaux ou cavurnes de 50 ans.

- 3.850,00 €

d) Concessions individuelles et collectives de 30 et 50 ans dans la parcelle spéciale.

Le prix des concessions accordées dans la parcelle spéciale est identique à celui qui serait payé pour

une concession de même type et de même durée dans les autres parcelles du cimetière.

e) Caveaux sous terre et caveaux hors sol construits à la parcelle spéciale.

3.850,00 €, plus le prix de vente de la maçonnerie et des autres constructions tel que fixé par le responsable du cimetière.

f) Inhumation d'un corps supplémentaire dans une concessions collective pleine terre à la parcelle spéciale ou dans un caveau de réemploi d'une capacité supérieure à 3 corps.

-700,00 €

g) Inhumation d'une urne supplémentaire dans une concession collective pleine terre, un caveau ou un caverne

-700,00 €

Article 2

Le tarif de l'article 1 est le même en cas de renouvellement des concessions pour une nouvelle période de même durée que lors de l'achat.

Pour les concessions de 30 ans et 50 ans, il est possible de renouveler pour une période de 10 ans au tarif suivant :

- a. Concessions individuelles pleine terre ou au columbarium : 550,00 €
- b. Concessions collectives pleine terre (pour les corps et les urnes) : 700,00 €
- c. Caveaux ou caverne : 800,00 €

Article 3

Le bénéfice du tarif des habitants de la commune est subordonné à la résidence habituelle résultant d'une inscription aux registres de la population.

De même, ce tarif pourra être appliqué:

a) aux concessions individuelles destinées à la sépulture des personnes, qui, inscrites en dernier lieu à Forest, ont dû être placées pour des raisons de santé dans des maisons de repos ou autres institutions similaires situées en dehors de la commune.

Le bénéfice de la présente disposition ne sera toutefois accordé que si la nécessité de placement est dûment établie.

b) aux concessions accordées aux fonctionnaires des Communautés européennes qui, résidant effectivement dans la commune, sont dispensés en raison de leur statut particulier de l'inscription dans les registres communaux. Le fonctionnaire des Communautés européennes devra apporter la preuve de sa résidence dans la commune et la durée de celle-ci.

Article 4

Si, au cours du contrat, une concession de terrain pour sépulture est convertie en concession d'une durée plus longue ou en concession ayant une superficie plus étendue, il sera déduit du prix de la nouvelle concession, la somme versée au moment de la première demande de concession après déduction de 5% de celle-ci, par année d'occupation;

Toute fraction d'année est comptée comme année entière et la commune reprend possession du terrain octroyé initialement, sans autres formalités.

Article 5

Lors de l'ouverture et la fermeture des caveaux et des concessions en pleine terre à la suite d'une inhumation , un montant de 300 € sera réclamé aux familles.

L'enlèvement et le remplacement des monuments sont à faire par les soins des familles et les frais y afférents sont à leur charges.

Article 6

Le prix des concessions collectives en pleine terre est majoré d'une somme de ~~350~~ 500,00 € correspondant au placement des cadres en béton destinés au soutènement des monuments érigés sur lesdites concessions.

Cette somme n'est pas due pour l'inhumation d'urnes en concessions collectives pleine terre dans la pelouse destinée à l'inhumation d'urnes.

Article 7

La dispersion des cendres dans les hypothèses autres que celles prévues à aux articles 4 et 89 du règlement sur les funérailles et sépultures est soumise au paiement préalable d'une somme de 150,00€.

La redevance pour le placement d'une plaquette nominative sur la stèle commémorative de la pelouse de dispersion est de 150,00€. Ce montant couvre la fourniture, la gravure et le placement pour une période de 15 ans. Au terme de cette période, le renouvellement peut se faire pour une nouvelle période de 15 ans au même tarif.

Article 8

Pour chaque placement d'urne en columbarium, une somme de 300,00 € est réclamée aux personnes prenant en charge les frais de funérailles ; celle-ci recouvre les frais engagés par l'administration en vue de l'acquisition de la dalle de fermeture de la cellule, de la plaque d'identification en métal, de la gravure de cette dernière, du pique-fleurs et des travaux de placement de ces objets précités.

Article 9

Tous les montants dus doivent être :

- payés intégralement avant toute inhumation;
- consignés entre les mains du Receveur communal ou de son délégué lors de l'introduction de la demande de concession ou de renouvellement;
- acquis à la commune lors de la notification de la décision accordant la concession et le renouvellement.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

29 votants : 26 votes positifs, 3 votes négatifs.

Non : Dominique Goldberg, Xavier Jans, Michael Van Vlasselaer.

Financiën - Tarif voor de terreinconcessies op het kerkhof - Reglement - Wijzigingen.

DE RAAD,

Gelet op het tariefreglement van de terreinconcessies op het kerkhof gestemd door de gemeenteraad op 23 februari 2016;

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet, meer bepaald artikel 117, 1e lid;

Overwegende dat de door deze retributie nagestreefde doelstelling erin bestaat aan de gemeente Vorst de financiële middelen te verschaffen die noodzakelijk zijn om haar taken en beleidsmaatregelen te kunnen uitvoeren alsook om haar financieel evenwicht te verzekeren en overwegende dat het, in het nastreven van deze doelstelling, gerechtvaardigd blijkt om rekening te houden met de financiële capaciteit van de belastingplichtigen vanuit het gegronde streven naar een evenwichtige verdeling van de belastingdruk;

Overwegende dat de gemeente inkomsten dient te ontvangen om uitgaven te kunnen verzekeren;

BESLIST

het gemeentelijke tariefreglement van de terreinconcessies op het kerkhof *vanaf 01/01/2024* als volgt te wijzigen:

Artikel 1

De prijs voor de terreinconcessies op het kerkhof wordt, als volgt, vastgesteld voor de personen die bewijzen een woon- of verblijfplaats op het grondgebied van Vorst te hebben op het ogenblik van hun overlijden.

a) Individuele concessies in volle grond (voor lichamen en asurnen) of in het columbarium

- 1.000 € voor 15 jaar
- 1.600 € voor 30 jaar
- 2.200 € voor 50 jaar

b) Collectieve concessies in volle grond (voor lichamen en asurnen)

- 2.200 € voor 30 jaar
- 2.950 € voor 50 jaar

c) Grafkelders of caverne voor 50 jaar

- 3.850 €

d) Individuele en collectieve concessies van 30 en 50 jaar in het speciale perk

De prijs van de concessies toegekend in het speciale perk is forfaitair en gelijk aan wat zou betaald worden voor een concessie van hetzelfde type en met dezelfde duur in de andere gedeelten van het kerkhof

e) Grafkelders onder en boven de grond gebouwd in het speciale perk

3.850,00 € meer de verkoopprijs van het metselwerk en van andere gebeurlijke bouwwerken zoals vastgesteld door de beheerder van de begraafplaats.

f) Teraardebestelling van een bijkomend lijk in een collectieve concessie in volle grond op het speciale perk of in een herbruikkelder met een capaciteit van meer dan 3 lichamen

- 700,00 €

g) Teraardebestelling van een bijkomende asurne in een collectieve concessie in volle grond, een grafkelder of een caverne

- 700,00 €

Artikel 2

Het tarief vastgesteld in het artikel 1 is hetzelfde in geval van verlenging van de concessies voor een nieuwe termijn van dezelfde duur als op het tijdstip van de aankoop.

Voor de concessies van 30 jaar en 50 jaar is het mogelijk om te verlengen voor een termijn van 10 jaar. Het tarief is het volgende:

- a. Individuele concessies in volle grond of in het columbarium: 550,00 €
- b. Collectieve concessies in volle grond (voor lichamen of asurnen): 700,00 €
- c. Kelders of cavurnen: 800 €

Artikel 3

Het tariefvoordeel van toepassing op de inwoners van de gemeente is gebonden aan de gewone verblijfplaats die voortvloeit uit een inschrijving in de bevolkingsregisters.

Tevens geldt dit tarief voor:

a) de individuele concessies bestemd om personen ter aarde te bestellen die het laatste te Vorst waren ingeschreven en om gezondheidsredenen in rusthuizen of andere gelijkaardige inrichtingen, buiten de gemeente, dienden opgenomen te worden. Het voordeel, vervat in onderhavige bepaling, zal evenwel slechts toegekend worden indien de noodzakelijkheid van de plaatsing degelijk werd vastgesteld.

b) de concessies toegestaan aan de ambtenaren van de Europese Gemeenschappen die, hoewel ze effectief wonen in de gemeente, ingevolge hun persoonlijk statuut vrijgesteld zijn van de inschrijving in de gemeentelijke registers. De ambtenaar van de Europese Gemeenschappen moet een bewijs leveren van verblijf in de gemeente en de duur ervan.

Artikel 4

Indien, tijdens de duur van het contract, een terreinconcessie wordt omgevormd in een concessie van langere duur of in een concessie met een grotere oppervlakte, dan zal van de prijs van de nieuwe concessie het bedrag worden afgetrokken dat gestort werd op het ogenblik van de eerste aanvraag voor concessie mits afhouding van 5% van dit laatste bedrag per jaar gebruik.

Ieder gedeelte van een jaar wordt als een geheel jaar aangerekend en de gemeente neemt, zonder andere formaliteiten te moeten vervullen, de oorspronkelijke verleende grond terug in haar bezit.

Artikel 5

Bij het openen en sluiten van de grafkelders en van de concessies in volle grond als gevolg van een begraving zal een bedrag van 300 € aan de familie gevorderd worden.

Het wegnemen en het terugplaatsen van de monumenten moet door de zorgen van de families gebeuren en de kosten voortvloeiend uit deze werken zijn te hunnen laste.

Artikel 6

De prijs van de collectieve concessies in volle grond wordt verhoogd met een bedrag van 500,00 € overeenkomstig de plaatsing van betonkaders die moeten dienen als steunvlak voor de

monumenten die op bovenvermelde concessies worden opgericht.

Dit bedrag is niet verschuldigd voor de teraardebestelling van urnen in collectieve concessies in volle grond in de weide voorbehouden aan de teraardebestelling van urnen.

Artikel 7

De as verstrooiing, anders bepaald dan in artikels 4 en 89 van het reglement op de begrafenissen en de teraardebestellingen, wordt onderworpen aan de voorafgaande betaling van 150,00 €.

De vergoeding voor het plaatsen van een gedenkplaat op de gedenksteen van verspreidperk is 150,00 €. Die som dekt de onkosten aangegaan door het gemeentebestuur voor de aankoop, het graveren en het plaatsen voor een duur van 15 jaar. Na 15 jaar kan dit verlengd worden voor hetzelfde prijs als de aankoop.

Artikel 8

Voor ieder plaatsen van een urn in het columbarium, wordt een som van 300,00 € geëist van de personen die de begrafeniskosten op zich nemen; die som dekt de onkosten aangegaan door het gemeentebestuur voor de aankoop van de sluitingssteen, van de metalen identificatieplaat, van het graveren ervan, van de bloemenprikker en van de plaatsingswerken van deze voornoemde voorwerpen.

Artikel 9

Alle bedragen:

- worden integraal betaald vóór elke teraardebestelling;
- worden in bewaring gegeven in handen van de Gemeenteontvanger of diens aangestelde bij de indiening van de aanvraag of de hernieuwing van de grafconcessie;
- behoren toe aan de gemeente bij de bekendmaking van de beslissing tot toekenning of hernieuwing van de grafconcessie.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

29 stemmers : 26 positieve stemmen, 3 negatieve stemmen.

Nee : Dominique Goldberg, Xavier Jans, Michael Van Vlasselaer.

3 annexes / 3 bijlagen

44 Finances – Prime Be Home forestoise – Exercice 2024.

LE CONSEIL,

Vu la Nouvelle loi communale, notamment les articles 117, alinéa 1er, et 118, alinéa 1er ;

Vu l'ordonnance du 12 décembre 2016 portant la deuxième partie de la réforme fiscale et modifiée par l'ordonnance du 23 novembre 2017 effectuant les adaptations législatives en vue de la reprise du service du précompte immobilier par la Région de Bruxelles-Capitale, notamment les articles 15 à 17 inclus;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 22 février 2018 exécutant l'ordonnance du 23 novembre 2017 effectuant les adaptations législatives en vue de la reprise du service du précompte immobilier par la Région de Bruxelles-Capitale, notamment les articles 5 à 16 inclus ;

Considérant l'écart existant entre le taux des centimes additionnels au précompte immobilier d'application en notre commune et la moyenne générale des communes bruxelloises, pour ne pas pénaliser les propriétaires occupants forestois, il y a lieu qu'ils puissent bénéficier d'une prime en compensation ;

Sur proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins ;

ARRETE :

Article 1

Une prime destinée à encourager l'accès à la propriété à Forest est octroyée pour les années 2024, 2025 et 2026 conformément aux prescriptions définies ci-après.

Article 2

Dans le cadre de l'application du présent règlement, les notions reprises ci-après doivent être comprises comme suit :

1° ménage : - soit l'ensemble des personnes qui, conformément à l'article 3, 9°, de la loi du 8 août 1983 organisant un Registre national des personnes physiques, composent un ménage ;

- soit la personne inscrite comme personne isolée au registre de population ou au registre des étrangers ;

2° habitation : un bien immobilier qui est destiné au logement, y compris les dépendances qui sont l'accessoire habituel et souvent indispensables du logement ;

3° être domicilié dans une habitation : être inscrit au registre de population ou au registre des étrangers à l'adresse de cette habitation ;

4° titulaire d'un droit réel sur l'habitation : le plein propriétaire, possesseur, emphytéote, superficiaire ou usufruitier du bien immobilier concerné ;

5° prime : la prime destinée à encourager l'accès à la propriété de l'habitation propre dans la commune de Forest ;

6° ordonnance du 23 novembre 2017 : ordonnance effectuant les adaptations législatives en vue de la reprise du service du précompte immobilier par la Région de Bruxelles-Capitale ;

7° arrêté du 22 février 2018 : arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale exécutant l'ordonnance du 23 novembre 2017 effectuant les adaptations législatives en vue de la reprise du service du précompte immobilier par la Région de Bruxelles-Capitale.

Article 3

Pour avoir droit à la prime, les conditions cumulatives suivantes doivent être remplies par le

bénéficiaire au 1er janvier de l'année pour laquelle la prime est octroyée :

1. être titulaire d'un droit réel sur l'habitation;
2. être domicilié à l'adresse de cette habitation ;
3. être redevable d'un précompte immobilier pour le bien concerné ;
4. il n'y a pas d'autre membre du ménage qui peut bénéficier de la prime.

Article 4

Le montant de la prime est fixé à 204 € pour l'année 2024. Les années suivantes, la prime sera indexée de 2% par an, conformément au tableau suivant :

2025	2026
208,08	212,24

La prime ne peut être accordée qu'une fois par ménage.

La prime est due au contribuable qui reçoit l'avertissement-extrait de rôle du précompte immobilier pour l'habitation ou les habitations visées à l'article 3.

Article 5

Les modalités relatives à l'octroi de la prime, à son paiement, à son éventuel retrait, à la condamnation à une amende en cas de fraude et à la procédure de recours sont réglées conformément à l'ordonnance du 23 novembre 2017 et conformément à l'arrêté du 22 février 2018.

Article 6

La totalité de la gestion de cette prime est confiée au Service public régional de Bruxelles Fiscalité.

Article 7

Le présent règlement sera transmis à l'autorité de tutelle et au Service public régional de Bruxelles Fiscalité.

Article 8

Le présent règlement entre en vigueur au 1er janvier 2024.

Le Conseil approuve le projet de délibération.
29 votants : 29 votes positifs.

Financiën – Vorstse Be Home-premie – Dienstjaar 2024.

DE RAAD,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet, inzonderheid artikelen 117, 1e lid, en 118, 1e lid;

Gelet op de ordonnantie van 12 december 2016 houdende het tweede deel van de fiscale hervorming, gewijzigd bij ordonnantie van 23 november 2017 houdende wetgevende aanpassingen met het oog op de overname van de dienst onroerende voorheffing door het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, inzonderheid artikelen 15 t.e.m. 17;

Gelet op het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 22 februari 2018 tot uitvoering van de ordonnantie van 23 november 2017 houdende wetgevende aanpassingen met het oog op de overname van de dienst onroerende voorheffing door het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, inzonderheid artikelen 5 t.e.m. 16;

Overwegende het bestaande verschil tussen de aanslagvoet van de opcentiemen op de onroerende voorheffing van toepassing in onze gemeente en het algemene gemiddelde van de Brusselse gemeenten, moeten de Vorstse eigenaars-bewoners ter compensatie, om hen niet te benadelen, aanspraak kunnen maken op een premie;

Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen;

BESLUIT:

Artikel 1

Een premie ter aanmoediging van het bezit van een eigen woning in Vorst wordt toegekend voor het jaar 2024, 2025 en 2026 overeenkomstig de onderstaande voorschriften.

Artikel 2

In het kader van de toepassing van dit reglement dienen de onderstaande begrippen te worden begrepen als volgt:

1° gezin: - ofwel het geheel van de personen die, overeenkomstig artikel 3, 9°, van de wet van 8 augustus 1983 tot regeling van een Rijksregister van de natuurlijke personen, deel uitmaken van eenzelfde gezin;

- ofwel een persoon die als alleenstaande ingeschreven is in het bevolkingsregister of het vreemdelingenregister;

2° woning: een onroerend goed dat tot huisvesting bestemd is, met inbegrip van de bijhorigheden die de gewone en meestal onontbeerlijke aanvulling van de huisvesting zijn;

3° gedomicilieerd zijn in een woning: ingeschreven zijn in het bevolkingsregister of in het vreemdelingenregister op het adres van die woning;

4° houder van een zakelijk recht op de woning: de volle eigenaar, bezitter, erfpachter, opstalhouder of vruchtgebruiker van het betrokken onroerend goed;

5° premie: de premie ter aanmoediging van het bezit van een eigen woning in de gemeente Vorst;

6° ordonnantie van 23 november 2017: ordonnantie houdende wetgevende aanpassingen met het oog op de overname van de dienst onroerende voorheffing door het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;

7° besluit van 22 februari 2018: besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering tot uitvoering van de ordonnantie van 23 november 2017 houdende wetgevende aanpassingen met het oog op de

overname van de dienst onroerende voorheffing door het Brussels Hoofdstedelijk Gewest.

Artikel 3

Om recht te hebben op de premie, moet de begunstigde aan de volgende cumulatieve voorwaarden voldoen op 1 januari van het jaar waarvoor de premie wordt toegekend:

1. houder zijn van een zakelijk recht op de woning;
2. gedomicilieerd zijn op het adres van die woning;
3. onroerende voorheffing verschuldigd zijn voor het betrokken goed;
4. er is geen ander gezinslid dat aanspraak kan maken op de premie.

Artikel 4

Het bedrag van de premie is vastgesteld op 204 € voor 2024. De daaropvolgende jaren wordt de premie geïndexeerd met 2% per jaar, overeenkomstig de volgende tabel:

2025	2026
208,08	212,24

De premie kan slechts eenmaal per gezin worden toegekend.

De premie is verschuldigd aan de belastingplichtige die het aanslagbiljet van de onroerende voorheffing ontvangt voor de in artikel 3 bedoelde woning of woningen.

Artikel 5

De modaliteiten voor de toekenning, betaling en eventuele intrekking van de premie, de veroordeling tot een boete in geval van fraude en de beroepsprocedure worden geregeld overeenkomstig de ordonnantie van 23 november 2017 en overeenkomstig het besluit van 22 februari 2018.

Artikel 6

De Gewestelijke Overheidsdienst Brussel Fiscaliteit krijgt het volledige beheer over deze premie.

Artikel 7

Dit reglement wordt overgemaakt aan de toezichthoudende overheid en de Gewestelijke Overheidsdienst Brussel Fiscaliteit.

Artikel 8

Dit reglement treedt in werking op 1 januari 2024.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.
29 stemmers : 29 positieve stemmen.

Ahmed Quartassi : La prime BeHome est indexée par rapport au plan.

Michael Van Vlasselaer : Le groupe DÉFI ne votera pas contre cette prime mais il interroge néanmoins sur une réalité qui n'est pas prise en compte dans le règlement relatif à celle-ci : on vise ici à privilégier les propriétaires occupants, et donc les forestois qui paient leur précompte immobilier à Forest et qui habitent dans leur bien. Par contre, on ne tient pas compte des locataires qui occupent un bien loué et qui paient également tout ou partie du précompte immobilier.

Qu'en est-il des commerçants qui paient le PRI comme stipulé dans le bail commercial ? Il ne s'agit pas d'une situation exceptionnelle, c'est de pratique courante, et la philosophie de cette prime devrait donc inclure ces commerçants.

Pourquoi ce n'est pas le cas ? Est-ce un oubli ? Est-ce que le Collège compte rectifier le tir ? Au moins par rapport au précompte immobilier, cela ferait une diminution de l'augmentation.

On aurait pu penser à un système plus progressif, plus modulable et plus juste.

DÉFI pose la question de savoir pourquoi le règlement n'est pas voté pour plusieurs années, comme bien d'autres règlements ?

En outre, l'art.4 du règlement proposé ne prévoit pas l'indexation automatique de la prime ...

Le groupe DÉFI dépose un amendement à l'art.4 du règlement :

Après le montant de 204€, compléter par « Les années suivantes, la prime sera indexée conformément à l'évolution de l'indice des prix à la consommation ».

Motivation : la part régionale est indexée sur cet indice ; par ailleurs, cela facilitera le travail de l'administration régionale qui administre aussi la part communale.

Le groupe DÉFI a pris connaissance de l'amendement introduit par le Collège au projet de délibération, publié au BOS, à la suite de la discussion en commissions réunies.

Il retire son amendement et vote pour celui déposé par le Collège.

Le groupe DÉFI vote pour le projet de délibération ainsi amendé par le Collège.

Charles Spapens : Les forestois peuvent être gagnants et on a dit 2%. C'est quelque chose qui peut éventuellement être revu sur base annuelle. On s'est dit qu'on pouvait mettre ça sur base tri-annuelle comme le plan que vous venez de voter et qui prévoit 2% chaque année. C'est une base qui est de garantir l'indexation à chacun, ça veut dire que les forestois ont une garantie d'indexation à 2% comme dans le plan. Nous nous y sommes engagés au Conseil précédent. Pour vraiment garantir notre engagement on propose de mettre dans le point les 3 prochaines années.

Cédric De Permentier : Nous soutenons le point car il va dans le bon sens mais je pense qu'à terme, après les 3 ans, il faudrait que cette mesure soit calquée sur l'indice des prix à la consommation afin qu'il n'y ait pas une inflation de plusieurs % qui dépasse les 2% annuels et où les forestois finalement seraient préjudiciés. Au terme des 3 ans ce serait bien que le prochain Collège l'intègre dans son plan.

Ahmed Quartassi: De BeHome-premie wordt geïndexeerd ten opzichte van het plan.

Michael Van Vlasselaer: Wij zullen niet tegen deze premie stemmen, maar wij plaatsen wel vraagtekens bij een realiteit die hier niet in aanmerking wordt genomen: het gaat erom eigenaars-bewoners te bevoordelen, en dus de inwoners van Vorst die hun onroerende voorheffing in Vorst betalen en in hun eigendom wonen. Anderzijds houdt men geen rekening met huurders die een

gehuurd pand gebruiken en die ook de volledige of een deel van de onroerende voorheffing betalen.

Wat met handelaars die de onroerende voorheffing betalen zoals bepaald in de handelshuurovereenkomst? Dat is niet uitzonderlijk, het is een gangbare praktijk, en de filosofie van deze premie moet dus deze handelaars omvatten.

Waarom is dat niet het geval? Is het een vergetelheid? Is het College van plan dit recht te zetten? Dat zou de verhoging beperken, althans wat de onroerende voorheffing betreft.

We hadden een progressiever, moduleerbaar en billijker systeem kunnen bedenken.

DéFI vraagt waarom het reglement niet voor meerdere jaren wordt aangenomen, zoals vele andere reglementen?

Bovendien voorziet artikel 4 niet in een automatische indexering van de premie.

De DéFI-fractie dient een amendement in op artikel 4 van het reglement:

Toevoegen na het bedrag van 204 euro: "In de daaropvolgende jaren wordt de premie geïndexeerd volgens de evolutie van de index van de consumptieprijzen".

Motivering: het gewestelijk aandeel wordt geïndexeerd volgens deze index; bovendien vergemakkelijkt dit het werk van de gewestelijke administratie, die ook het gemeentelijk aandeel beheert.

De DéFI-fractie heeft nota genomen van het amendement dat het College heeft ingediend op de ontwerpberaadslaging, gepubliceerd in BOS, na de bespreking in de verenigde commissie.

Zij trekt haar amendement in en stemt voor het door het College ingediende amendement.

De DéFI-fractie stemt voor de ontwerptekst zoals gewijzigd door het College.

Charles Spapens: Vorstenaren hebben er baat bij en wij zeiden 2%. Het is iets dat jaarlijks kan worden herzien. We dachten dat we het op een driejarige basis konden zetten, zoals het plan waarover u net hebt gestemd, dat voorziet in 2% per jaar. Het is een basis die indexering voor iedereen garandeert, wat betekent dat de Vorstenaren een garantie hebben op indexering van 2%, zoals in het plan. Wij hebben ons ertoe verbonden in de vorige Raad. Om ons engagement echt te garanderen, stellen we voor om de volgende 3 jaar in het punt op te nemen.

Cédric Pierre-De Permentier: Wij steunen het punt omdat het een stap in de goede richting is, maar ik denk dat op termijn, na de 3 jaar, deze maatregel in overeenstemming moet worden gebracht met de index van de consumptieprijzen, zodat er geen inflatie is van meerdere procenten boven de jaarlijkse 2%, wat uiteindelijk nadelig zou zijn voor de Vorstenaren. Aan het einde van de 3 jaar zou het een goed idee zijn voor het volgende College om dit in zijn plan op te nemen.

Comptabilité - Boekhouding

45 Finances – Fabrique de l’Eglise Notre-Dame de l’Annonciation – Compte 2022.

LE CONSEIL,

Vu le décret impérial du 30 décembre 1809 concernant les fabriques des églises, modifié par ordonnance du 18 juillet 2002 et 19 février 2004, et plus particulièrement les articles 82 à 91 portant sur le compte des fabriques d’églises ;

Vu l’article 6 de la loi du 04 mars 1870 sur le temporel des cultes, modifiée par l’ordonnance

du 18 juillet 2002 ;

Vu le compte de 2022 de la Fabrique de l'Eglise Notre-Dame de l'Annonciation, arrêté comme suit par le Conseil de Fabrique:

	Service ordinaire	Service extraordinaire	Totaux
RECETTES	24.724,91 €	141.875,21 €	166.600,12 €
DEPENSES	67.008,32 €	-	67.008,32 €

EXCEDENT : 99.591,80 €

Vu l'article 14 de la loi du 4 mars 1870, l'examen des documents comptables est effectué par l'administration communale d'Ixelles, siège de l'église ;

DECIDE:

D'émettre un avis favorable à l'approbation du compte 2022 de la Fabrique de l'Eglise Notre-Dame de l'Annonciation.

Le Conseil approuve le projet de délibération.
29 votants : 29 votes positifs.

Financiën – Kerkfabriek van Onze-Lieve-Vrouw Boodschap – Rekening 2022.

DE RAAD,

Gelet op het keizerlijke decreet van 30 december 1809 op de kerkfabrieken, gewijzigd bij ordonnantie van 18 juli 2002 en 19 februari 2004, in het bijzonder artikelen 82 tot 91 betreffende de rekening van de kerkfabrieken;

Gelet op artikel 6 van de wet van 04 maart 1870 op de temporeliën van de erediensten, gewijzigd bij ordonnantie van 18 juli 2002;

Gelet op de rekening 2022 van de kerkfabriek van Onze-Lieve-Vrouw Boodschap, als volgt vastgesteld door de Kerkraad:

	Gewone dienst	Buitengewone dienst	Totalen
ONTVANGSTEN	24.724,91 €	141.875,21 €	166.600,12 €
UITGAVEN	67.008,32 €	-	67.008,32 €

OVERSCHOT: 99.591,80 €

Gelet op artikel 14 van de wet van 4 maart 1870, worden de kasbescheiden door het gemeentebestuur van Elsene, zetel van de kerk, onderzocht;

BESLIST:

Een gunstig advies uit te brengen voor de goedkeuring van de rekening 2022 van de Kerkfabriek Onze-Lieve-Vrouw Boodschap.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.
29 stemmers : 29 positieve stemmen.

1 annexe / 1 bijlage

AFFAIRES GÉNÉRALES - ALGEMENE ZAKEN

Centrale d'achats - Aankoopcentrale

- 46 **Centrale d'achats - Marchés publics - Transport scolaire et extrascolaire - Choix de la procédure de passation et fixation des conditions - Application de l'article 234 §3 de la Nouvelle loi communale - SCA-2024-S-007 - Information.**

LE CONSEIL,

Vu la Nouvelle loi communale du 24 juin 1988 et ses modifications ultérieures, notamment l'article 234 §3 habilitant le Collège des Bourgmestre et Echevins à exercer le pouvoir de choisir la procédure de passation et de fixer les conditions des marchés publics dont le montant hors T.V.A. estimé est inférieur à 140.000 euros et précisant que dans ce cas, le conseil communal est informé de la décision du Collège des Bourgmestre et Echevins lors de sa prochaine séance ;

Considérant que le marché public en cours ayant pour objet "Transport scolaire et extrascolaire" (2023-S-006) prendra fin le 31 décembre 2023 et qu'il est indispensable d'en relancer un nouveau ;

Vu la décision du Collège des Bourgmestre et Echevins du 29 juin 2023 de passer un marché public de services ayant pour objet "Transport scolaire et extrascolaire" par procédure négociée sans publication préalable au montant global estimé de 127.996,00 € hors TVA ou 135.675,76 €, 6% TVA comprise pour 20 mois (du 1er janvier 2024 au 31 août 2025) et de solliciter les crédits nécessaires pour financer ces dépenses aux articles budgétaires 7611/124-48/ - /34, 7201/124-22/ - /16, 7201/124-24/ - /16, 7202/124-24/ - /51 et 7032/124-22/ - /51 du service ordinaire des exercices 2024 et 2025 ;

Vu la loi du 29 juillet 1991 relative à la motivation formelle des actes administratifs ;

Vu la loi du 17 juin 2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics, de certains marchés de travaux, de fournitures et de services et de concessions et ses modifications ultérieures ;

Vu la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics, notamment l'article 42, § 1, 1° a) (la dépense à approuver HTVA n'atteint pas le seuil de 140.000,00 €) ;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et ses modifications ultérieures ;

Vu l'arrêté royal du 18 avril 2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures, notamment l'article 90, 1° ;

DECIDE :

De prendre connaissance de la décision du Collège des Bourgmestre et Echevins du 29 juin 2023 de passer un marché public de services ayant pour objet " Transport scolaire et extrascolaire " par procédure négociée sans publication préalable au montant global estimé de 127.996,00 € hors TVA ou 135.675,76 €, 6% TVA comprise pour 20 mois (du 1er janvier 2024 au 31 août 2025) et de solliciter les crédits nécessaires pour financer ces dépenses aux articles budgétaires 7611/124-48/ - /34, 7201/124-22/ - /16, 7201/124-24/ - /16, 7202/124-24/ - /51 et 7032/124-22/ - /51 du service ordinaire des exercices 2024 et 2025

Le Conseil approuve le projet de délibération.

29 votants : 29 votes positifs.

Aankoopcentrale - Overheidsopdrachten - Schoolvervoer en vervoer naar buitenschoolse activiteiten - Keuze van de gunningswijze en vaststelling van de voorwaarden - Toepassing van artikel 234 §3 van de Nieuwe Gemeentewet - SCA-2024-S-007 - Kennisgeving.

DE RAAD,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet van 24 juni 1988 en latere wijzigingen, inzonderheid artikel 234 §3 dat het College van Burgemeester en Schepenen machtigt de bevoegdheid uit te oefenen om de gunningsprocedure te kiezen en om de voorwaarden vast te stellen van de overheidsopdrachten waarvan het bedrag excl. btw geraamd wordt op minder dan 140.000 euro, en dat preciseert dat in dat geval de gemeenteraad op zijn eerstvolgende vergadering in kennis gesteld wordt van de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen;

Overwegende dat de lopende overheidsopdracht met als voorwerp "Schoolvervoer en vervoer naar buitenschoolse activiteiten" (2023-S-006) afloopt op 31 december 2023 en dat er een nieuwe moet worden uitgeschreven;

Gelet op de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 29 juni 2023 om een overheidsopdracht voor diensten te gunnen met als voorwerp "Schoolvervoer en vervoer naar buitenschoolse activiteiten" via de onderhandelingsprocedure zonder voorafgaande bekendmaking voor het geraamde bedrag van 127.996,00 € excl. btw of 135.675,76 €, 6% btw inbegrepen voor 20 maanden (van 1 januari 2024 tot en met 31 augustus 2025) en om de nodige kredieten aan te vragen om deze uitgaven te financieren op de begrotingsartikelen 7611/124-48/ - /34, 7201/124-22/ - /16, 7201/124-24/ - /16, 7202/124-24/ - /51 en 7032/124-22/ - /51 van de gewone dienst 2024 en 2025;

Gelet op de wet van 29 juli 1991 betreffende de uitdrukkelijke motivering van de bestuurshandelingen;

Gelet op de wet van 17 juni 2013 betreffende de motivering, de informatie en de rechtsmiddelen inzake overheidsopdrachten, bepaalde opdrachten voor werken, leveringen en diensten en concessies, en latere wijzigingen;

Gelet op de wet van 17 juni 2016 inzake overheidsopdrachten, inzonderheid artikel 42, §1, 1° a) (de goed te keuren uitgave excl. btw is lager dan de drempel van 140.000,00 €);

Gelet op het koninklijk besluit van 14 januari 2013 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten, en latere wijzigingen;

Gelet op het koninklijk besluit van 18 april 2017 betreffende de plaatsing van overheidsopdrachten in de klassieke sectoren, en latere wijzigingen, inzonderheid artikel 90, 1°;

BESLIST:

Kennis te nemen van de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 29 juni 2023 om een overheidsopdracht voor diensten te gunnen met als voorwerp “Schoolvervoer en vervoer naar buitenschoolse activiteiten” via de onderhandelingsprocedure zonder voorafgaande bekendmaking, voor het geraamde bedrag van 127.996,00 € excl. btw of 135.675,76 €, 6% btw inbegrepen voor 20 maanden (van 1 januari 2024 tot en met 31 augustus 2025) en om de nodige kredieten aan te vragen om deze uitgaven te financieren op de begrotingsartikelen 7611/124-48/ - /34, 7201/124-22/ - /16, 7201/124-24/ - /16, 7202/124-24/ - /51 en 7032/124-22/ - /51 van de gewone dienst 2024 en 2025.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.
29 stemmers : 29 positieve stemmen.

1 annexe / 1 bijlage

47 **Centrale d’achats – Marchés publics – Acquisition de boîtes de rangement – Choix de la procédure de passation et fixation des conditions – Application de l’article 234 §3 de la Nouvelle loi communale – SCA-2023-F-036 – Information.**

LE CONSEIL,

Vu la Nouvelle loi communale du 24 juin 1988 et ses modifications ultérieures, notamment l’article 234 §3 habilitant le Collège des Bourgmestres et Echevins à exercer le pouvoir de choisir la procédure de passation et de fixer les conditions des marchés publics dont le montant hors T.V.A. estimé est inférieur à 140.000 euros et précisant que dans ce cas, le conseil communal est informé de la décision du Collège des Bourgmestres et Echevins lors de sa prochaine séance ;

Considérant qu’il était nécessaire de faire l’acquisition de boîtes de rangement pour les services Bibliothèque francophone et Festivités (nouvel investissement et remplacement de biens usagés) ;

Vu la décision du Collège des Bourgmestres et Echevins du 14 septembre 2023 de passer un marché public ayant pour objet “ Acquisition de boîtes de rangement ” via la procédure de marché public de faible montant pour un montant estimé à 1.570,25 € hors TVA ou 1.900,00 €, 21% TVA comprise et inscrit aux articles budgétaires 763/744-98/ - /67 (financement par emprunt) et 7671/744-98/ - /05 via un changement d'affectation (financement par emprunt) du service extraordinaire de l’exercice 2023 ;

Vu la loi du 29 juillet 1991 relative à la motivation formelle des actes administratifs ;

Vu la loi du 17 juin 2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics, de certains marchés de travaux, de fournitures et de services et de concessions et ses modifications ultérieures ;

Vu la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics, notamment l'article 92 (le montant estimé HTVA n'atteint pas le seuil de € 30.000,00) ;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et ses modifications ultérieures ;

Vu l'arrêté royal du 18 avril 2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures ;

DECIDE:

De prendre connaissance de la décision du Collège des Bourgmestre et Echevins du 14 septembre 2023 de passer un marché public ayant pour objet "Acquisition de boîtes de rangement" via la procédure de marché public de faible montant pour un montant estimé à 1.570,25 € hors TVA ou 1.900,00 €, 21% TVA comprise et inscrit aux articles budgétaires 763/744-98/ - /67 (financement par emprunt) et 7671/744-98/ - /05 via un changement d'affectation (financement par emprunt) du service extraordinaire de l'exercice 2023.

Le Conseil approuve le projet de délibération.
29 votants : 29 votes positifs.

Aankoopcentrale – Overheidsopdrachten – Aankoop van opbergboxen – Keuze van de gunningswijze en vaststelling van de voorwaarden – Toepassing van artikel 234 §3 van de Nieuwe Gemeentewet – SCA-2023-F-036 – Kennisgeving.

DE RAAD,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet van 24 juni 1988 en latere wijzigingen, inzonderheid artikel 234 §3 dat het College van Burgemeester en Schepenen machtigt de bevoegdheid uit te oefenen om de gunningsprocedure te kiezen en om de voorwaarden vast te stellen van de overheidsopdrachten waarvan het bedrag excl. btw geraamd wordt op minder dan 140.000 euro, en dat preciseert dat in dat geval de gemeenteraad op zijn eerstvolgende vergadering in kennis wordt gesteld van de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen;

Overwegende dat het noodzakelijk was opbergboxen aan te kopen voor de diensten Franstalige Bibliotheek en Festiviteiten (nieuwe investering en vervanging van versleten materiaal);

Gelet op de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 14 september 2023 om een overheidsopdracht te gunnen met als voorwerp "Aankoop van opbergboxen" via de procedure van de overheidsopdracht van beperkte waarde voor een bedrag geraamd op 1.570,25 € excl. btw of 1.900,00 €, 21% btw inbegrepen en ingeschreven op begrotingsartikelen 763/744-98/ - /67 (financiering door lening) en 7671/744-98/ - /05 via een bestemmingswijziging (financiering door lening) van de buitengewone dienst van dienstjaar 2023;

Gelet op de wet van 29 juli 1991 betreffende de uitdrukkelijke motivering van de bestuurshandelingen;

Gelet op de wet van 17 juni 2013 betreffende de motivering, de informatie en de rechtsmiddelen inzake overheidsopdrachten, bepaalde opdrachten voor werken, leveringen en diensten en concessies,

en latere wijzigingen;

Gelet op de wet van 17 juni 2016 inzake overheidsopdrachten, inzonderheid artikel 92 (het geraamde bedrag excl. btw is lager dan de drempel van 30.000,00 €);

Gelet op het koninklijk besluit van 14 januari 2013 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten, en latere wijzigingen;

Gelet op het koninklijk besluit van 18 april 2017 betreffende de plaatsing van overheidsopdrachten in de klassieke sectoren, en latere wijzigingen;

BESLIST

Kennis te nemen van de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 14 september 2023 om een overheidsopdracht te gunnen met als voorwerp “Aankoop van opbergboxen” via de procedure van de overheidsopdracht van beperkte waarde voor een bedrag geraamd op 1.570,25 € excl. btw of 1.900,00 €, 21% btw inbegrepen en ingeschreven op begrotingsartikelen 763/744-98/ - /67 (financiering door lening) en 7671/744-98/ - /05 via een bestemmingswijziging (financiering door lening) van de buitengewone dienst van dienstjaar 2023.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.
29 stemmers : 29 positieve stemmen.

1 annexe / 1 bijlage

48 **Centrale d’achats – Marchés publics – Acquisition de tapis - Choix de la procédure de passation et fixation des conditions – Application de l’article 234 §3 de la Nouvelle loi communale – SCA-2023-F-031 – Information.**

LE CONSEIL,

Vu la Nouvelle loi communale du 24 juin 1988 et ses modifications ultérieures, notamment l’article 234 §3 habilitant le Collège des Bourgmestre et Echevins à exercer le pouvoir de choisir la procédure de passation et de fixer les conditions des marchés publics dont le montant hors T.V.A. estimé est inférieur à 140.000 euros et précisant que dans ce cas, le conseil communal est informé de la décision du Collège des Bourgmestre et Echevins lors de sa prochaine séance ;

Considérant qu’il était nécessaire de faire l’acquisition de tapis pour les services de l’Instruction publique et de la Petite enfance (nouvel investissement et remplacement de biens usagés) ;

Vu la décision du Collège des Bourgmestre et Echevins du 21 septembre 2023 de passer un marché public ayant pour objet “ Acquisition de tapis” via la procédure de marché public de faible montant pour un montant estimé à 330,58 € hors TVA ou 400,00 €, 21% TVA comprise et inscrit aux articles budgétaires 7201/744-98/ - /16 (100% subsidié à l’article de recette 7201/661-51/ - /16) et 844/744-98/ - /19 (financé par emprunt) du service extraordinaire de l’exercice 2023 ;

Vu la loi du 29 juillet 1991 relative à la motivation formelle des actes administratifs ;

Vu la loi du 17 juin 2013 relative à la motivation, à l’information et aux voies de recours en matière de marchés publics, de certains marchés de travaux, de fournitures et de services et de concessions et ses modifications ultérieures ;

Vu la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics, notamment l'article 92 (le montant estimé HTVA n'atteint pas le seuil de € 30.000,00) ;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et ses modifications ultérieures ;

Vu l'arrêté royal du 18 avril 2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures ;

DECIDE:

De prendre connaissance de la décision du Collège des Bourgmestre et Echevins du 21 septembre 2023 de passer un marché public ayant pour objet "Acquisition de tapis" via la procédure de marché public de faible montant pour un montant estimé à 330,58 € hors TVA ou 400,00 €, 21% TVA comprise et inscrit aux articles budgétaires 7201/744-98/ - /16 (100% subsidié à l'article de recette 7201/661-51/ - /16) et 844/744-98/ - /19 (financé par emprunt) du service extraordinaire de l'exercice 2023.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

29 votants : 29 votes positifs.

Aankoopcentrale – Overheidsopdrachten – Aankoop van tapijten – Keuze van de gunningswijze en vaststelling van de voorwaarden – Toepassing van artikel 234 §3 van de Nieuwe Gemeentewet – SCA-2023-F-031 – Kennisgeving.

DE RAAD,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet van 24 juni 1988 en latere wijzigingen, inzonderheid artikel 234 §3 dat het College van Burgemeester en Schepenen machtigt de bevoegdheid uit te oefenen om de gunningsprocedure te kiezen en om de voorwaarden vast te stellen van de overheidsopdrachten waarvan het bedrag excl. btw geraamd wordt op minder dan 140.000 euro, en dat preciseert dat in dat geval de gemeenteraad op zijn eerstvolgende vergadering in kennis gesteld wordt van de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen;

Overwegende dat het noodzakelijk was tapijten aan te kopen voor de diensten Openbaar Onderwijs en Kinderopvang (nieuwe investering en vervanging van versleten materiaal);

Gelet op de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 21 september 2023 om een overheidsopdracht te gunnen met als voorwerp "Aankoop van tapijten" via de procedure van de overheidsopdracht van beperkte waarde voor een bedrag geraamd op 330,58 € excl. btw of 400,00 €, 21% btw inbegrepen en ingeschreven op begrotingsartikelen 7201/744-98/ - /16 (100% gesubsidieerd op artikel van ontvangst 7201/661-51/ - /16) en 844/744-98/ - /19 (financiering door lening) van de buitengewone dienst van dienstjaar 2023;

Gelet op de wet van 29 juli 1991 betreffende de uitdrukkelijke motivering van de bestuurshandelingen;

Gelet op de wet van 17 juni 2013 betreffende de motivering, de informatie en de rechtsmiddelen inzake overheidsopdrachten, bepaalde opdrachten voor werken, leveringen en diensten en concessies, en latere wijzigingen;

Gelet op de wet van 17 juni 2016 inzake overheidsopdrachten, inzonderheid artikel 92 (het geraamde

bedrag excl. btw is lager dan de drempel van 30.000,00 €);

Gelet op het koninklijk besluit van 14 januari 2013 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten, en latere wijzigingen;

Gelet op het koninklijk besluit van 18 april 2017 betreffende de plaatsing van overheidsopdrachten in de klassieke sectoren, en latere wijzigingen;

BESLIST,

Kennis te nemen van de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 21 september 2023 om een overheidsopdracht te gunnen met als voorwerp “Aankoop van tapijten” via de procedure van de overheidsopdracht van beperkte waarde voor een bedrag geraamd op 330,58 € excl. btw of 400,00 €, 21% btw inbegrepen en ingeschreven op begrotingsartikelen 7201/744-98/ - /16 (100% gesubsidieerd op artikel van ontvangst 7201/661-51/ - /16) en 844/744-98/ - /19 (financiering door lening) van de buitengewone dienst van dienstjaar 2023.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.
29 stemmers : 29 positieve stemmen.

1 annexe / 1 bijlage

49 **Centrale d’achats – Emprunts pour le financement des dépenses d’investissement prévues au budget 2023 – Procédure de passation – Exercice 2023.**

LE CONSEIL,

Considérant que le budget communal 2023 a été voté par le Conseil communal en sa séance du 14 mars 2023 ;

Considérant que ce budget prévoit des dépenses d’investissements pour un montant total estimé à 64.583.754,56 euros ;

Considérant que le financement de ces dépenses par emprunts à charge de la commune est estimé à 10.605.692,06 euros et que des crédits ont été inscrits à divers articles budgétaires du service extraordinaire de l’exercice 2023 ;

Vu la Nouvelle loi communale du 24 juin 1988 et ses modifications ultérieures, notamment l’article 123, 4° ;

Vu l’arrêté royal du 2 août 1990 portant le règlement général de la comptabilité communale et ses modifications ultérieures, notamment les articles 25 à 30 (des emprunts) ;

Vu la circulaire du 4 mai 1999 relative aux modalités pratiques de la budgétisation et comptabilisation au service extraordinaire ;

Vu la circulaire du 7 janvier 2013 relative aux emprunts communaux ;

Vu la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics, notamment l’article 28, §1^{er}, 6° (exclusions spécifiques pour les marchés de services) ;

Vu l'ordonnance du 27 juillet 2017 fixant les règles de répartition de la dotation générale aux communes et aux CPAS de la Région de Bruxelles-Capitale à partir de l'année 2017 ;

Considérant que, bien que les contrats d'emprunts à conclure avec un organisme bancaire ne soient plus soumis aux règles relatives aux marchés publics, l'Administration communale est tout de même tenue de respecter les principes de transparence, d'égalité et de concurrence et que c'est à cette fin que le règlement de consultation (N° 2023-S-011) ci-joint a été rédigé par le service Recette ;

DECIDE :

Art 1^{er} : D'approuver le règlement de consultation (N° 2023-S-011) ci-joint rédigé par le service Recette pour la conclusion d'emprunts pour le financement des dépenses d'investissements du service extraordinaire du budget de l'exercice 2023 ;

Art 2 : D'approuver l'estimation de la part à financer par emprunts desdites dépenses d'investissements à 64.583.754,56 euros ;

Art 3 : De fixer la liste des institutions financières à consulter comme suit :

- BNP Paribas Fortis S.A., Rue Montagne du Parc 3 à 1000 Bruxelles ;
- Belfius Banque S.A., Place Charles Rogier 11 à 1210 Bruxelles ;
- ING Belgique S.A., Avenue Marnix 24 à 1000 Bruxelles ;
- KBC Brussels S.A., Avenue du Port 2 à 1080 Molenbeek-Saint-Jean ;
- Triodos, Rue Haute 139/3 à 1000 Bruxelles ;
- Argenta Belgiëlei, 49 à 2018 Antwerpen ;
- VDK, Sint-Michielsplein, 16 à 9000 Gent ;

Art 4 : D'inscrire les recettes correspondantes à divers articles budgétaires du service extraordinaire de l'exercice 2023.

Le Conseil approuve le projet de délibération.
29 votants : 29 votes positifs.

Aankoopcentrale – Leningen voor de financiering van de investeringsuitgaven voorzien op de begroting 2023 – Gunningswijze – Boekjaar 2023.

DE RAAD,

Overwegende dat de gemeentebegroting 2023 door de Gemeenteraad werd goedgekeurd in zijn zitting op 14 maart 2023;

Overwegende dat deze begroting voorziet in investeringsuitgaven voor een totaal geraamd bedrag van 64.583.754,56 euro;

Overwegende dat de financiering van deze uitgaven met leningen ten laste van de gemeente wordt geraamd op 10.605.692,06 euro en dat er kredieten zijn ingeschreven op diverse begrotingsartikelen van de buitengewone dienst voor het dienstjaar 2023;

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet van 24 juni 1988 en latere wijzigingen, inzonderheid artikel 123, 4°;

Gelet op het koninklijk besluit van 2 augustus 1990 houdende het algemeen reglement op de gemeentelijke comptabiliteit en latere wijzigingen, inzonderheid de artikelen 25 tot 30 (leningen);

Gelet op de omzendbrief van 4 mei 1999 betreffende de praktische modaliteiten aangaande de begroting en de boekhouding van de buitengewone dienst;

Gelet op de omzendbrief van 7 januari 2013 betreffende de gemeentelijke leningen;

Gelet op de wet van 17 juni 2016 betreffende de overheidsopdrachten, inzonderheid artikel 28, §1, 6° (specifieke uitsluitingen voor opdrachten voor diensten);

Gelet op de ordonnantie van 27 juli 2017 tot vaststelling van de regels voor de verdeling van de algemene dotatie aan de gemeenten en de OCMW's van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest vanaf het jaar 2017;

Overwegende dat, hoewel de met een bankinstelling te sluiten leningsovereenkomsten niet langer onderworpen zijn aan de regels inzake overheidsopdrachten, het Gemeentebestuur niettemin de beginselen van transparantie, gelijkheid en mededinging in acht moet nemen en dat met het oog daarop het bijgevoegde raadplegingsreglement (nr. 2023-S-011) werd opgesteld door de dienst Ontvangsten;

BESLIST:

Art. 1: Goedkeuring te verlenen aan het bijgevoegde raadplegingsreglement (nr. 2023-S-011) opgesteld door de dienst Ontvangsten, voor het aangaan van leningen voor de financiering van de investeringsuitgaven van de buitengewone dienst van de begroting voor het dienstjaar 2023;

Art. 2: Goedkeuring te verlenen aan het met leningen te financieren gedeelte van de genoemde investeringsuitgaven, geraamd op 64.583.754,56 euro;

Art. 3: De lijst van te raadplegen financiële instellingen als volgt vast te stellen:

- BNP Paribas Fortis nv, Warandeborg 3 te 1000 Brussel;
- Belfius Bank nv, Karel Rogierplein 11 te 1210 Brussel;
- ING België nv, Marnixlaan 24 te 1000 Brussel;
- KBC Brussels nv, Havenlaan 2 te 1080 Sint-Jans-Molenbeek;
- Triodos, Hoogsstraat 139/3 à 1000 Bruxelles ;
- Argenta Belgiëlei, 49 à 2018 Antwerpen ;
- VDK, Sint-Michielsplein, 16 à 9000 Gent ;

Art. 4: De overeenkomstige ontvangsten in te schrijven op diverse begrotingsartikelen van de buitengewone dienst van het dienstjaar 2023.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

29 stemmers : 29 positieve stemmen.

3 annexes / 3 bijlagen

50 **Centrale d'achats – Marchés publics – Acquisition de supports publicitaires – Choix de la procédure de passation et fixation des conditions – Application de l'article 234 §3 de la Nouvelle loi communale – SCA-2023-F-026 – Information.**

LE CONSEIL,

Vu la Nouvelle loi communale du 24 juin 1988 et ses modifications ultérieures, notamment l'article 234 §3 habilitant le Collège des Bourgmestre et Echevins à exercer le pouvoir de choisir la procédure de passation et de fixer les conditions des marchés publics dont le montant hors T.V.A. estimé est inférieur à 140.000 euros et précisant que dans ce cas, le conseil communal est informé de la décision du Collège des Bourgmestre et Echevins lors de sa prochaine séance ;

Considérant qu'il était nécessaire de faire l'acquisition de supports publicitaires pour la Bibliothèque francophone et l'Enseignement néerlandophone (nouvel investissement) ;

Vu la décision du Collège des Bourgmestre et Echevins du 14 septembre 2023 de passer un marché public ayant pour objet " Acquisition de supports publicitaires " via la procédure de marché public de faible montant pour un montant estimé à € 826,44 hors TVA ou € 1.000,00, 21% TVA comprise et inscrit aux articles budgétaires 7202/744-51/ - /51 (100% subsidié à l'article de recette 7202/661-51/ - /51) et 7671/744-98/ - /05 (financement par emprunt) du service extraordinaire de l'exercice 2023 ;

Vu la loi du 29 juillet 1991 relative à la motivation formelle des actes administratifs ;

Vu la loi du 17 juin 2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics, de certains marchés de travaux, de fournitures et de services et de concessions et ses modifications ultérieures ;

Vu la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics, notamment l'article 92 (le montant estimé HTVA n'atteint pas le seuil de € 30.000,00) ;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et ses modifications ultérieures ;

Vu l'arrêté royal du 18 avril 2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures ;

DECIDE:

De prendre connaissance de la décision du Collège des Bourgmestre et Echevins du 14 septembre 2023 de passer un marché public ayant pour objet " Acquisition de supports publicitaires " via la procédure de marché public de faible montant pour un montant estimé à € 826,44 hors TVA ou € 1.000,00, 21% TVA comprise et inscrit aux articles budgétaires 7202/744-51/ - /51 (100% subsidié à l'article de recette 7202/661-51/ - /51) et 7671/744-98/ - /05 (financement par emprunt) du service extraordinaire de l'exercice 2023.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

29 votants : 29 votes positifs.

Aankoopcentrale – Overheidsopdrachten – Aankoop van reclamadragers – Keuze van de gunningswijze en vaststelling van de voorwaarden – Toepassing van artikel 234 §3 van de Nieuwe Gemeentewet – SCA-2023-F-026 – Kennisgeving.

DE RAAD,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet van 24 juni 1988 en latere wijzigingen, inzonderheid artikel 234 §3 dat het College van Burgemeester en Schepenen machtigt de bevoegdheid uit te oefenen om de gunningsprocedure te kiezen en om de voorwaarden vast te stellen van de overheidsopdrachten waarvan het bedrag excl. btw geraamd wordt op minder dan 140.000 euro, en dat preciseert dat in dat

geval de gemeenteraad op zijn eerstvolgende vergadering in kennis wordt gesteld van de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen;

Overwegende dat het noodzakelijk was reclamedragers aan te kopen voor de Franstalige bibliotheek en het Nederlandstalig onderwijs (nieuwe investering);

Gelet op de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 14 september 2023 om een overheidsopdracht te gunnen met als voorwerp “Aankoop van reclamedragers” via de procedure van overheidsopdracht van beperkte waarde voor een bedrag geraamd op 826,44 € excl. btw of 1.000,00 €, 21% btw inbegrepen en ingeschreven op begrotingsartikelen 7202/744-51/ - /51 (100% gesubsidieerd op artikel van ontvangst 7202/661-51/ - /51) en 7671/744-98/ - /05 (financiering door lening) van de buitengewone dienst van dienstjaar 2023;

Gelet op de wet van 29 juli 1991 betreffende de uitdrukkelijke motivering van de bestuurshandelingen;

Gelet op de wet van 17 juni 2013 betreffende de motivering, de informatie en de rechtsmiddelen inzake overheidsopdrachten, bepaalde opdrachten voor werken, leveringen en diensten en concessies, en latere wijzigingen;

Gelet op de wet van 17 juni 2016 inzake overheidsopdrachten, inzonderheid artikel 92 (het geraamde bedrag excl. btw is lager dan de drempel van 30.000,00 €);

Gelet op het koninklijk besluit van 14 januari 2013 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten, en latere wijzigingen;

Gelet op het koninklijk besluit van 18 april 2017 betreffende de plaatsing van overheidsopdrachten in de klassieke sectoren, en latere wijzigingen;

BESLIST

Kennis te nemen van de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 14 september 2023 om een overheidsopdracht te gunnen met als voorwerp “Aankoop van reclamedragers” via de procedure van overheidsopdracht van beperkte waarde voor een bedrag geraamd op 826,44 € excl. btw of 1.000,00 €, 21% btw inbegrepen en ingeschreven op begrotingsartikelen 7202/744-51/ - /51 (100% gesubsidieerd op artikel van ontvangst 7202/661-51/ - /51) en 7671/744-98/ - /05 (financiering door lening) van de buitengewone dienst van dienstjaar 2023.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.
29 stemmers : 29 positieve stemmen.

1 annexe / 1 bijlage

51 **Centrale d’achats – Marchés publics – Acquisition d’une machine à badges et composants – Choix de la procédure de passation et fixation des conditions – Application de l’article 234 §3 de la Nouvelle loi communale – SCA-2023-F-041 – Information.**

LE CONSEIL,

Vu la Nouvelle loi communale du 24 juin 1988 et ses modifications ultérieures, notamment l’article

234 §3 habilitant le Collège des Bourgmestre et Echevins à exercer le pouvoir de choisir la procédure de passation et de fixer les conditions des marchés publics dont le montant hors T.V.A. estimé est inférieur à 140.000 euros et précisant que dans ce cas, le conseil communal est informé de la décision du Collège des Bourgmestre et Echevins lors de sa prochaine séance ;

Considérant qu'il était nécessaire de faire l'acquisition d'une machine à badges et composants pour la Bibliothèque francophone (nouvel investissement) ;

Vu la décision du Collège des Bourgmestre et Echevins du 28 septembre 2023 de passer un marché public ayant pour objet " Acquisition d'une machine à badges et composants " via la procédure de marché public de faible montant pour un montant estimé à 495,87 € hors TVA ou 600,00 €, 21% TVA comprise et inscrit à l'article budgétaire 7671/744-98/ - /05 (financement par emprunt) du service extraordinaire de l'exercice 2023 ;

Vu la loi du 29 juillet 1991 relative à la motivation formelle des actes administratifs ;

Vu la loi du 17 juin 2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics, de certains marchés de travaux, de fournitures et de services et de concessions et ses modifications ultérieures ;

Vu la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics, notamment l'article 92 (le montant estimé HTVA n'atteint pas le seuil de € 30.000,00) ;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et ses modifications ultérieures ;

Vu l'arrêté royal du 18 avril 2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures ;

DECIDE:

De prendre connaissance de la décision du Collège des Bourgmestre et Echevins du 28 septembre 2023 de passer un marché public ayant pour objet " Acquisition d'une machine à badges et composants " via la procédure de marché public de faible montant pour un montant estimé à 495,87 € hors TVA ou 600,00 €, 21% TVA comprise et inscrit à l'article budgétaire 7671/744-98/ - /05 (financement par emprunt) du service extraordinaire de l'exercice 2023.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

29 votants : 29 votes positifs.

Aankoopcentrale – Overheidsopdrachten – Aankoop van een toestel voor badges en onderdelen – Keuze van de gunningswijze en vaststelling van de voorwaarden – Toepassing van artikel 234 §3 van de Nieuwe Gemeentewet – SCA-2023-F-041 - Kennisgeving.

DE RAAD,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet van 24 juni 1988 en latere wijzigingen, inzonderheid artikel 234 §3 dat het College van Burgemeester en Schepenen machtigt de bevoegdheid uit te oefenen om de gunningsprocedure te kiezen en om de voorwaarden vast te stellen van de overheidsopdrachten waarvan het bedrag excl. btw geraamd wordt op minder dan 140.000 euro, en dat preciseert dat in dat geval de gemeenteraad op zijn eerstvolgende vergadering in kennis gesteld wordt van de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen;

Overwegende dat het noodzakelijk was om machines voor badges en onderdelen aan te kopen voor de Franstalige bibliotheek (nieuwe investering);

Gelet op de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 28 september 2023

om een overheidsopdracht te gunnen met als voorwerp “Aankoop van een toestel voor badges en onderdelen” via de procedure van overheidsopdracht van beperkte waarde voor een bedrag geraamd op 495,87 € excl. btw of 600,00 €, 21% btw inbegrepen en ingeschreven op begrotingsartikel 7671/744-98/ - /05 (financiering door lening) van de buitengewone dienst van begrotingsjaar 2023;

Gelet op de wet van 29 juli 1991 betreffende de uitdrukkelijke motivering van de bestuurshandelingen;

Gelet op de wet van 17 juni 2013 betreffende de motivering, de informatie en de rechtsmiddelen inzake overheidsopdrachten, bepaalde opdrachten voor werken, leveringen en diensten en concessies, en latere wijzigingen;

Gelet op de wet van 17 juni 2016 inzake overheidsopdrachten, inzonderheid artikel 92 (het geraamde bedrag excl. btw is lager dan de drempel van 30.000,00 €);

Gelet op het koninklijk besluit van 14 januari 2013 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten, en latere wijzigingen;

Gelet op het koninklijk besluit van 18 april 2017 betreffende de plaatsing van overheidsopdrachten in de klassieke sectoren, en latere wijzigingen;

BESLIST,

Kennis te nemen van de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 28 september 2023 om een overheidsopdracht te gunnen met als voorwerp “Aankoop van een toestel voor badges en onderdelen” via de procedure van overheidsopdracht van beperkte waarde voor een bedrag geraamd op 495,87 € excl. btw of 600,00 €, 21% btw inbegrepen en ingeschreven op begrotingsartikel 7671/744-98/ - /05 (financiering door lening) van de buitengewone dienst van begrotingsjaar 2023.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.
29 stemmers : 29 positieve stemmen.

3 annexes / 3 bijlagen

52 **Centrale d’achats – Marchés publics – Acquisition d’outillage - Choix de la procédure de passation et fixation des conditions – Application de l’article 234 §3 de la Nouvelle loi communale – SCA-2023-F-038 – Information.**

LE CONSEIL,

Vu la Nouvelle loi communale du 24 juin 1988 et ses modifications ultérieures, notamment l’article 234 §3 habilitant le Collège des Bourgmestres et Echevins à exercer le pouvoir de choisir la procédure de passation et de fixer les conditions des marchés publics dont le montant hors T.V.A. estimé est inférieur à 140.000 euros et précisant que dans ce cas, le conseil communal est informé de la décision du Collège des Bourgmestres et Echevins lors de sa prochaine séance ;

Considérant qu’il était nécessaire de faire l’acquisition d’outillage pour les services de l’Instruction publique, l’Enseignement néerlandophone et le Contrat de Quartier Durable 2 Cités (nouvel investissement et remplacement de biens usagés) ;

Vu la décision du Collège des Bourgmestre et Echevins du 21 septembre 2023 de passer un marché public ayant pour objet “ Acquisition d’outillage ” via la procédure de marché public de faible montant pour un montant estimé à 1.190,09 € hors TVA ou 1.440,00 €, 21% TVA comprise et inscrit aux articles budgétaires 7201/744-98/ - /16 (100% subsidié à l’article de recette 7201/661-51/ - /16), 7202/744-98/ - /51(100% subsidié à l’article de recette 7202/661-51/ - /51) et 93011/744-51/ - /84 (100% subsidié à l’article de recette 93011/995-52/ - /84) du service extraordinaire de l’exercice 2023 ;

Vu la loi du 29 juillet 1991 relative à la motivation formelle des actes administratifs ;

Vu la loi du 17 juin 2013 relative à la motivation, à l’information et aux voies de recours en matière de marchés publics, de certains marchés de travaux, de fournitures et de services et de concessions et ses modifications ultérieures ;

Vu la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics, notamment l’article 92 (le montant estimé HTVA n’atteint pas le seuil de € 30.000,00) ;

Vu l’arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d’exécution des marchés publics et ses modifications ultérieures ;

Vu l’arrêté royal du 18 avril 2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures ;

DECIDE:

De prendre connaissance de la décision du Collège des Bourgmestre et Echevins du 21 septembre 2023 de passer un marché public ayant pour objet “ Acquisition d’outillage ” via la procédure de marché public de faible montant pour un montant estimé à 1.190,09 € hors TVA ou 1.440,00 €, 21% TVA comprise et inscrit aux articles budgétaires 7201/744-98/ - /16 (100% subsidié à l’article de recette 7201/661-51/ - /16), 7202/744-98/ - /51(100% subsidié à l’article de recette 7202/661-51/ - /51) et 93011/744-51/ - /84 (100% subsidié à l’article de recette 93011/995-52/ - /84) du service extraordinaire de l’exercice 2023.

Le Conseil approuve le projet de délibération.
29 votants : 29 votes positifs.

Aankoopcentrale – Overheidsopdrachten – Aankoop van gereedschap – Keuze van de gunningswijze en vaststelling van de voorwaarden – Toepassing van artikel 234 §3 van de Nieuwe Gemeentewet – SCA-2023-F-038 – Kennisgeving.

DE RAAD,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet van 24 juni 1988 en latere wijzigingen, inzonderheid artikel 234 §3 dat het College van Burgemeester en Schepenen machtigt de bevoegdheid uit te oefenen om de gunningsprocedure te kiezen en om de voorwaarden vast te stellen van de overheidsopdrachten waarvan het bedrag excl. btw geraamd wordt op minder dan 140.000 euro, en dat preciseert dat in dat geval de gemeenteraad op zijn eerstvolgende vergadering in kennis gesteld wordt van de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen;

Overwegende dat het noodzakelijk was gereedschap aan te kopen voor de diensten Openbaar Onderwijs, Nederlandstalig Onderwijs en Duurzaam Wijkcontract 2 Cités (nieuwe investering en vervanging van versleten materiaal);

Gelet op de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 21 september 2023 om een overheidsopdracht te gunnen met als voorwerp “Aankoop van gereedschap” via de procedure van de overheidsopdracht van beperkte waarde voor een bedrag geraamd op 1.190,09 € excl. btw of 1.440,00 €, 21% btw inbegrepen en ingeschreven op begrotingsartikelen 7201/744-98/ - /16 (100% gesubsidieerd op artikel van ontvangst 7201/661-51/ - /16), 7202/744-98/ - /51(100% gesubsidieerd op artikel van ontvangst 7202/661-51/ - /51) en 93011/744-51/ - /84 (100% gesubsidieerd op artikel van ontvangst 93011/995-52/ - /84) van de buitengewone dienst van dienstjaar 2023;

Gelet op de wet van 29 juli 1991 betreffende de uitdrukkelijke motivering van de bestuurshandelingen;

Gelet op de wet van 17 juni 2013 betreffende de motivering, de informatie en de rechtsmiddelen inzake overheidsopdrachten, bepaalde opdrachten voor werken, leveringen en diensten en concessies, en latere wijzigingen;

Gelet op de wet van 17 juni 2016 inzake overheidsopdrachten, inzonderheid artikel 92 (het geraamde bedrag excl. btw is lager dan de drempel van 30.000,00 €);

Gelet op het koninklijk besluit van 14 januari 2013 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten, en latere wijzigingen;

Gelet op het koninklijk besluit van 18 april 2017 betreffende de plaatsing van overheidsopdrachten in de klassieke sectoren, en latere wijzigingen;

BESLIST

Kennis te nemen van de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 21 september 2023 om een overheidsopdracht te gunnen met als voorwerp “Aankoop van gereedschap” via de procedure van de overheidsopdracht van beperkte waarde voor een bedrag geraamd op 1.190,09 € excl. btw of 1.440,00 €, 21% btw inbegrepen en ingeschreven op begrotingsartikelen 7201/744-98/ - /16 (100% gesubsidieerd op artikel van ontvangst 7201/661-51/ - /16), 7202/744-98/ - /51(100% gesubsidieerd op artikel van ontvangst 7202/661-51/ - /51) en 93011/744-51/ - /84 (100% gesubsidieerd op artikel van ontvangst 93011/995-52/ - /84) van de buitengewone dienst van dienstjaar 2023.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.
29 stemmers : 29 positieve stemmen.

1 annexe / 1 bijlage

53 **Centrale d’achats – Marchés publics – Acquisition de jeux pédagogiques et jouets pour la ludothèque – Choix de la procédure de passation et fixation des conditions – Application de l’article 234 §3 de la Nouvelle loi communale – SCA-2023-F-028 – Information.**

LE CONSEIL,

Vu la Nouvelle loi communale du 24 juin 1988 et ses modifications ultérieures, notamment l’article

234 §3 habitant le Collège des Bourgmestre et Echevins à exercer le pouvoir de choisir la procédure de passation et de fixer les conditions des marchés publics dont le montant hors T.V.A. estimé est inférieur à 140.000 euros et précisant que dans ce cas, le conseil communal est informé de la décision du Collège des Bourgmestre et Echevins lors de sa prochaine séance ;

Considérant qu'il était nécessaire de faire l'acquisition de jeux pédagogiques et jouets pour la ludothèque (remplacement et nouvel investissement) ;

Vu la décision du Collège des Bourgmestre et Echevins du 28 septembre 2023 de faire l'acquisition de jeux pédagogiques et jouets afin d'enrichir le fonds de la ludothèque via le marché public 2023-F-001 « Fourniture de matériel éducatif, jouets 1^{er} âge et jeux divers », auprès du fournisseur désigné, Au Gai Savoir S.A., Rue de la Station 60 à 6043 Ransart (Charleroi), pour un montant estimé de € 2.314,05 hors TVA ou € 2.800,00 TVA comprise et de financer cette dépense par le crédit inscrit à l'article budgétaire 7671/744-98/ - /05 (financement par emprunt) du service extraordinaire de l'exercice 2023 ;

Vu la loi du 29 juillet 1991 relative à la motivation formelle des actes administratifs ;

Vu la loi du 17 juin 2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics, de certains marchés de travaux, de fournitures et de services et de concessions et ses modifications ultérieures ;

Vu la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics, notamment l'article 92 (le montant estimé HTVA n'atteint pas le seuil de € 30.000,00) ;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et ses modifications ultérieures ;

Vu l'arrêté royal du 18 avril 2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures ;

DECIDE:

De prendre connaissance de la décision du Collège des Bourgmestre du 28 septembre 2023 de faire l'acquisition de jeux pédagogiques et jouets afin d'enrichir le fonds de la ludothèque via le marché public 2023-F-001 « Fourniture de matériel éducatif, jouets 1^{er} âge et jeux divers », auprès du fournisseur désigné, Au Gai Savoir S.A., Rue de la Station 60 à 6043 Ransart (Charleroi), pour un montant de € 2.314,05 hors TVA ou € 2.800,00 TVA comprise et de financer cette dépense par le crédit inscrit à l'article budgétaire 7671/744-98/ - /05 (financement par emprunt) du service extraordinaire de l'exercice 2023.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

29 votants : 29 votes positifs.

Aankoopcentrale – Overheidsopdrachten – Aankoop van educatieve spelletjes en speelgoed voor de ludotheek – Keuze van de gunningswijze en vaststelling van de voorwaarden – Toepassing van artikel 234 §3 van de Nieuwe Gemeentewet – SCA-2023-F-028 – Kennisgeving.

DE RAAD,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet van 24 juni 1988 en latere wijzigingen, inzonderheid artikel 234 §3 dat het College van Burgemeester en Schepenen machtigt de bevoegdheid uit te oefenen om de gunningsprocedure te kiezen en om de voorwaarden vast te stellen van de overheidsopdrachten waarvan het bedrag excl. btw geraamd wordt op minder dan 140.000 euro, en dat preciseerd dat in dat geval de gemeenteraad op zijn eerstvolgende vergadering in kennis gesteld wordt van de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen;

Overwegende dat het noodzakelijk was om educatieve spelletjes en speelgoed aan te kopen voor de ludotheek (vervanging en nieuwe investering);

Gelet op de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 28 september 2023 om educatieve spelletjes en speelgoed te kopen om de collectie van de ludotheek uit te breiden via de overheidsopdracht 2023-F-001 "Levering van educatief materiaal, babyspeelgoed en allerlei spellen", bij de aangeduide leverancier, Au Gai Savoir (n.v.), Rue de la Station 60 - 6043 Ransart (Charleroi), voor een bedrag geraamd op 2.314,05 € excl. btw of 2.800,00 €, btw inbegrepen, en deze uitgave te financieren met het krediet ingeschreven op begrotingsartikel 7671/744-98/ - /05 (financiering door lening) van de buitengewone dienst van begrotingsjaar 2023;

Gelet op de wet van 29 juli 1991 betreffende de uitdrukkelijke motivering van de bestuurshandelingen;

Gelet op de wet van 17 juni 2013 betreffende de motivering, de informatie en de rechtsmiddelen inzake overheidsopdrachten, bepaalde opdrachten voor werken, leveringen en diensten en concessies, en latere wijzigingen;

Gelet op de wet van 17 juni 2016 inzake overheidsopdrachten, inzonderheid artikel 92 (het geraamde bedrag excl. btw is lager dan de drempel van 30.000,00 €);

Gelet op het koninklijk besluit van 14 januari 2013 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten, en latere wijzigingen;

Gelet op het koninklijk besluit van 18 april 2017 betreffende de plaatsing van overheidsopdrachten in de klassieke sectoren, en latere wijzigingen;

BESLIST,

Kennis te nemen van de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 28 september 2023 om educatieve spelletjes en speelgoed te kopen om de collectie van de ludotheek uit te breiden via de overheidsopdracht 2023-F-001 "Levering van educatief materiaal, babyspeelgoed en allerlei spellen", bij de aangeduide leverancier, Au Gai Savoir (n.v.), Rue de la Station 60 - 6043 Ransart (Charleroi), voor een bedrag geraamd op 2.314,05 € excl. btw of 2.800,00 €, btw inbegrepen, en deze uitgave te financieren met het krediet ingeschreven op begrotingsartikel 7671/744-98/ - /05 (financiering door lening) van de buitengewone dienst van begrotingsjaar 2023.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.
29 stemmers : 29 positieve stemmen.

2 annexes / 2 bijlagen

54 **Centrale d'achats – Marchés publics – Acquisition de jeux de société – Choix de la procédure de passation et fixation des conditions – Application de l'article 234 §3 de la Nouvelle loi communale – SCA-2023-F-043 – Information.**

LE CONSEIL,

Vu la Nouvelle loi communale du 24 juin 1988 et ses modifications ultérieures, notamment l'article 234 §3 habilitant le Collège des Bourgmestres et Echevins à exercer le pouvoir de choisir la procédure de passation et de fixer les conditions des marchés publics dont le montant hors T.V.A. estimé est inférieur à 140.000 euros et précisant que dans ce cas, le conseil communal est informé de la décision du Collège des Bourgmestres et Echevins lors de sa prochaine séance ;

Considérant qu'il était nécessaire de faire l'acquisition de jeux de société afin d'enrichir le fonds de la ludothèque (remplacement et nouvel investissement) ;

Vu la décision du Collège des Bourgmestre et Echevins du 5 octobre 2023 de passer un marché public ayant pour objet " Acquisition de jeux de société " via la procédure de marché public de faible montant pour un montant estimé à 2.693,08 € hors TVA ou 3.258,63 €, 21% TVA comprise et inscrit à l'article budgétaire 7671/744-98/ - /05 (financement par emprunt) du service extraordinaire de l'exercice 2023 ;

Vu la loi du 29 juillet 1991 relative à la motivation formelle des actes administratifs ;

Vu la loi du 17 juin 2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics, de certains marchés de travaux, de fournitures et de services et de concessions et ses modifications ultérieures ;

Vu la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics, notamment l'article 92 (le montant estimé HTVA n'atteint pas le seuil de € 30.000,00) ;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et ses modifications ultérieures ;

Vu l'arrêté royal du 18 avril 2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures ;

DECIDE:

De prendre connaissance de la décision du Collège des Bourgmestre et Echevins du 5 octobre 2023 de passer un marché public ayant pour objet " Acquisition de jeux de société " via la procédure de marché public de faible montant pour un montant estimé à 2.693,08 € hors TVA ou 3.258,63 €, 21% TVA comprise et inscrit à l'article budgétaire 7671/744-98/ - /05 (financement par emprunt) du service extraordinaire de l'exercice 2023.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

29 votants : 29 votes positifs.

Aankoopcentrale – Overheidsopdrachten – Aankoop van gezelschapspellen – Keuze van de gunningswijze en vaststelling van de voorwaarden – Toepassing van artikel 234 §3 van de Nieuwe Gemeentewet – SCA-2023-F-043 – Kennisgeving.

DE RAAD,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet van 24 juni 1988 en latere wijzigingen, inzonderheid artikel 234 §3 dat het College van Burgemeester en Schepenen machtigt de bevoegdheid uit te oefenen om de gunningsprocedure te kiezen en om de voorwaarden vast te stellen van de overheidsopdrachten waarvan het bedrag excl. btw geraamd wordt op minder dan 140.000 euro, en dat preciseert dat in dat geval de gemeenteraad op zijn eerstvolgende vergadering in kennis gesteld wordt van de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen;

Overwegend dat het noodzakelijk is om gezelschapspellen aan te kopen om de collectie van de ludotheek uit te breiden (vervanging en nieuwe investering);

Gelet op de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 5 oktober 2023 om een overheidsopdracht te gunnen met als voorwerp "Aankoop van gezelschapspellen" via de procedure van overheidsopdracht van beperkte waarde voor een bedrag geraamd op 2.693,08 € excl. btw of 3.258,63 €, 21% btw inbegrepen en ingeschreven op begrotingsartikel 7671/744-98/ - /05 (financiering door lening) van de buitengewone dienst van begrotingsjaar 2023;

Gelet op de wet van 29 juli 1991 betreffende de uitdrukkelijke motivering van de

bestuurshandelingen;

Gelet op de wet van 17 juni 2013 betreffende de motivering, de informatie en de rechtsmiddelen inzake overheidsopdrachten, bepaalde opdrachten voor werken, leveringen en diensten en concessies, en latere wijzigingen;

Gelet op de wet van 17 juni 2016 inzake overheidsopdrachten, inzonderheid artikel 92 (het geraamde bedrag excl. btw is lager dan de drempel van 30.000,00 €);

Gelet op het koninklijk besluit van 14 januari 2013 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten, en latere wijzigingen;

Gelet op het koninklijk besluit van 18 april 2017 betreffende de plaatsing van overheidsopdrachten in de klassieke sectoren, en latere wijzigingen;

BESLIST,

Kennis te nemen van de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 5 oktober 2023 om een overheidsopdracht te gunnen met als voorwerp "Aankoop van gezelschapspellen" via de procedure van overheidsopdracht van beperkte waarde voor een bedrag geraamd op 2.693,08 € excl. btw of 3.258,63 €, 21% btw inbegrepen en ingeschreven op begrotingsartikel 7671/744-98/ - /05 (financiering door lening) van de buitengewone dienst van begrotingsjaar 2023.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.
29 stemmers : 29 positieve stemmen.

3 annexes / 3 bijlagen

55 Centrale d'achats – Marchés publics – Acquisition de lecteurs de code-barres – Choix de la procédure de passation et fixation des conditions – Application de l'article 234 §3 de la Nouvelle loi communale – SCA-2023-F-039 – Information.

LE CONSEIL,

Vu la Nouvelle loi communale du 24 juin 1988 et ses modifications ultérieures, notamment l'article 234 §3 habilitant le Collège des Bourgmestre et Echevins à exercer le pouvoir de choisir la procédure de passation et de fixer les conditions des marchés publics dont le montant hors T.V.A. estimé est inférieur à 140.000 euros et précisant que dans ce cas, le conseil communal est informé de la décision du Collège des Bourgmestre et Echevins lors de sa prochaine séance ;

Considérant qu'il était nécessaire de faire l'acquisition de lecteurs de code-barres pour la Bibliothèque francophone (nouvel investissement) ;

Vu la décision du Collège des Bourgmestre et Echevins du 28 septembre 2023 de passer un marché public ayant pour objet " Acquisition de lecteurs de code-barres " via la procédure de marché public de faible montant pour un montant estimé à 1.157,03 € hors TVA ou 1.400,00 €, 21% TVA comprise et inscrit à l'article budgétaire 7671/743-51/ - /05 (financement par emprunt) du service extraordinaire de l'exercice 2023 ;

Vu la loi du 29 juillet 1991 relative à la motivation formelle des actes administratifs ;

Vu la loi du 17 juin 2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière

de marchés publics, de certains marchés de travaux, de fournitures et de services et de concessions et ses modifications ultérieures ;

Vu la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics, notamment l'article 92 (le montant estimé HTVA n'atteint pas le seuil de € 30.000,00) ;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et ses modifications ultérieures ;

Vu l'arrêté royal du 18 avril 2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures ;

DECIDE:

De prendre connaissance de la décision du Collège des Bourgmestre et Echevins du 28 septembre 2023 de passer un marché public ayant pour objet " Acquisition de lecteurs de code-barres " via la procédure de marché public de faible montant pour un montant estimé à 1.157,03 € hors TVA ou 1.400,00 €, 21% TVA comprise et inscrit à l'article budgétaire 7671/743-51/ - /05 (financement par emprunt) du service extraordinaire de l'exercice 2023.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

29 votants : 29 votes positifs.

Aankoopcentrale – Overheidsopdrachten – Aankoop van barcodescanners – Keuze van de gunningswijze en vaststelling van de voorwaarden – Toepassing van artikel 234 §3 van de Nieuwe Gemeentewet – SCA-2023-F-039 – Kennisgeving.

DE RAAD,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet van 24 juni 1988 en latere wijzigingen, inzonderheid artikel 234 §3 dat het College van Burgemeester en Schepenen machtigt de bevoegdheid uit te oefenen om de gunningsprocedure te kiezen en om de voorwaarden vast te stellen van de overheidsopdrachten waarvan het bedrag excl. btw geraamd wordt op minder dan 140.000 euro, en dat preciseert dat in dat geval de gemeenteraad op zijn eerstvolgende vergadering in kennis gesteld wordt van de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen;

Overwegende dat het noodzakelijk was om barcodescanners aan te kopen voor de Franstalige bibliotheek (nieuwe investering);

Gelet op de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 28 september 2023 om een overheidsopdracht te gunnen met als voorwerp "Aankoop van barcodescanners" via de procedure van overheidsopdracht van beperkte waarde voor een bedrag geraamd op 1.157,03 € excl. btw of 1.400,00 €, 21% btw inbegrepen en ingeschreven op begrotingsartikel 7671/743-51/ - /05 (financiering door lening) van de buitengewone dienst van begrotingsjaar 2023;

Gelet op de wet van 29 juli 1991 betreffende de uitdrukkelijke motivering van de bestuurshandelingen;

Gelet op de wet van 17 juni 2013 betreffende de motivering, de informatie en de rechtsmiddelen inzake overheidsopdrachten, bepaalde opdrachten voor werken, leveringen en diensten en concessies, en latere wijzigingen;

Gelet op de wet van 17 juni 2016 inzake overheidsopdrachten, inzonderheid artikel 92 (het geraamde bedrag excl. btw is lager dan de drempel van 30.000,00 €);

Gelet op het koninklijk besluit van 14 januari 2013 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten, en latere wijzigingen;

Gelet op het koninklijk besluit van 18 april 2017 betreffende de plaatsing van overheidsopdrachten in de klassieke sectoren, en latere wijzigingen;

BESLIST,

Kennis te nemen van de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 28 september 2023 om een overheidsopdracht te gunnen met als voorwerp "Aankoop van barcodescanners" via de procedure van overheidsopdracht van beperkte waarde voor een bedrag geraamd op 1.157,03 € excl. btw of 1.400,00 €, 21% btw inbegrepen en ingeschreven op begrotingsartikel 7671/743-51/ - /05 (financiering door lening) van de buitengewone dienst van begrotingsjaar 2023.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.
29 stemmers : 29 positieve stemmen.

3 annexes / 3 bijlagen

56 **Centrale d'achats – Marchés publics – Acquisition de poubelles – Relance – Choix de la procédure de passation et fixation des conditions – Application de l'article 234 §3 de la Nouvelle loi communale – SCA-2023-F-028 – Information.**

LE CONSEIL,

Vu la Nouvelle loi communale du 24 juin 1988 et ses modifications ultérieures, notamment l'article 234 §3 habilitant le Collège des Bourgmestre et Echevins à exercer le pouvoir de choisir la procédure de passation et de fixer les conditions des marchés publics dont le montant hors T.V.A. estimé est inférieur à 140.000 euros et précisant que dans ce cas, le conseil communal est informé de la décision du Collège des Bourgmestre et Echevins lors de sa prochaine séance ;

Considérant qu'il était nécessaire de faire l'acquisition de poubelles pour les services Contrat de Quartier Durable 2 Cités et Petite enfance (Nouvel investissement et remplacement de biens usagés) ;

Vu la décision du Collège des Bourgmestre et Echevins du 24 août 2023 de passer un marché public ayant pour objet " Acquisition de poubelles " via la procédure de marché public de faible montant pour un montant estimé à 410,00 € hors TVA ou 496,10 €, 21% TVA comprise et inscrit aux articles budgétaires 844/744-98/ - /19 (financé par emprunt) et 93011/744-98/ - /92 (100% subsidié à l'article de recette 93011/995-52/ - /92) du service extraordinaire de l'exercice 2023 ;

Considérant que l'unique soumissionnaire, IKEA BELGIUM, Weiveldlaan 19 à 1930 Zaventem, n'accepte pas les conditions de paiement de l'administration ;

Considérant qu'il était, dès lors, nécessaire de relancer le marché auprès d'autres opérateurs économiques (sans modification des clauses techniques) ;

Vu la décision du Collège des Bourgmestre et Echevins du 12 octobre 2023 de ne pas attribuer

le marché public ayant pour objet “ Acquisition de poubelles ” et de le relancer auprès d’autres opérateurs économiques aux conditions initiales (montant estimé à 410,00 € hors TVA ou 496,10 €, 21% TVA comprise et inscrit aux articles budgétaires 844/744-98/ - /19 (financé par emprunt) et 93011/744-98/ - /92 (100% subsidié à l’article de recette 93011/995-52/ - /92) du service extraordinaire de l’exercice 2023) ;

Vu la loi du 29 juillet 1991 relative à la motivation formelle des actes administratifs ;

Vu la loi du 17 juin 2013 relative à la motivation, à l’information et aux voies de recours en matière de marchés publics, de certains marchés de travaux, de fournitures et de services et de concessions et ses modifications ultérieures ;

Vu la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics et ses modifications ultérieures, notamment l’article 92 (le montant estimé HTVA n’atteint pas le seuil de € 30.000,00) ;

Vu l’arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d’exécution des marchés publics et ses modifications ultérieures ;

Vu l’arrêté royal du 18 avril 2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures ;

DECIDE:

De prendre connaissance de la décision du Collège des Bourgmestre et Echevins du 12 octobre 2023 de ne pas attribuer le marché public ayant pour objet “ Acquisition de poubelles ” et de le relancer auprès d’autres opérateurs économiques aux conditions initiales (montant estimé à 410,00 € hors TVA ou 496,10 €, 21% TVA comprise et inscrit aux articles budgétaires 844/744-98/ - /19 (financé par emprunt) et 93011/744-98/ - /92 (100% subsidié à l’article de recette 93011/995-52/ - /92) du service extraordinaire de l’exercice 2023).

Le Conseil approuve le projet de délibération.
29 votants : 29 votes positifs.

Aankoopcentrale – Overheidsopdrachten – Aankoop van vuilnisbakken – Herlancering – Keuze van de gunningswijze en vaststelling van de voorwaarden – Toepassing van artikel 234 §3 van de Nieuwe Gemeentewet – SCA-2023-F-028 – Kennisgeving.

DE RAAD,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet van 24 juni 1988 en latere wijzigingen, inzonderheid artikel 234 §3 dat het College van Burgemeester en Schepenen machtigt de bevoegdheid uit te oefenen om de gunningsprocedure te kiezen en om de voorwaarden vast te stellen van de overheidsopdrachten waarvan het bedrag excl. btw geraamd wordt op minder dan 140.000 euro, en dat preciseert dat in dat geval de gemeenteraad op zijn eerstvolgende vergadering in kennis wordt gesteld van de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen;

Overwegende dat het noodzakelijk was vuilnisbakken aan te kopen voor de diensten Duurzaam Wijkcontract 2 Cités en Kinderopvang (nieuwe investering en vervanging van versleten materiaal);

Gelet op de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 24 augustus 2023 om een overheidsopdracht te gunnen met als voorwerp “Aankoop van vuilnisbakken” via de procedure van de overheidsopdracht van beperkte waarde voor een geraamd bedrag van 410,00 € excl. btw of 496,10 €, 21% btw inbegrepen en ingeschreven op begrotingsartikelen 844/744-98/ - /19 (financiering door lening) en 93011/744-98/ - /92 (100% gesubsidieerd op artikel van ontvangst 93011/995-52/ - /92) van de buitengewone dienst van dienstjaar 2023;

Overwegende dat de enige inschrijver, IKEA BELGIUM, Weiveldlaan 19 te 1930 Zaventem, de betalingsvoorwaarden van de administratie niet aanvaardt;

Overwegende dat het bijgevolg noodzakelijk was de opdracht opnieuw te lanceren met andere ondernemers (zonder de technische clausules te wijzigen);

Gelet op de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 12 oktober 2023 om de overheidsopdracht met als voorwerp “Aankoop van vuilnisbakken” niet te gunnen en deze opnieuw te lanceren met andere ondernemers tegen de oorspronkelijke voorwaarden (geraamd bedrag van 410,00 € excl. btw of 496,10 €, 21% btw inbegrepen en ingeschreven op begrotingsartikelen 844/744-98/ - /19 (financiering door lening) en 93011/744-98/ - /92 (100% gesubsidieerd op artikel van ontvangst 93011/995-52/ - /92) van de buitengewone dienst van dienstjaar 2023);

Gelet op de wet van 29 juli 1991 betreffende de uitdrukkelijke motivering van de bestuurshandelingen;

Gelet op de wet van 17 juni 2013 betreffende de motivering, de informatie en de rechtsmiddelen inzake overheidsopdrachten, bepaalde opdrachten voor werken, leveringen en diensten en concessies, en latere wijzigingen;

Gelet op de wet van 17 juni 2016 inzake overheidsopdrachten en latere wijzigingen, inzonderheid artikel 92 (het geraamde bedrag excl. btw bereikt de drempel van 30.000,00 € niet);

Gelet op het koninklijk besluit van 14 januari 2013 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten, en latere wijzigingen;

Gelet op het koninklijk besluit van 18 april 2017 betreffende de plaatsing van overheidsopdrachten in de klassieke sectoren, en latere wijzigingen;

BESLIST

Kennis te nemen van de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 12 oktober 2023 om de overheidsopdracht met als voorwerp “Aankoop van vuilnisbakken” niet te gunnen en deze opnieuw te lanceren met andere ondernemers tegen de oorspronkelijke voorwaarden (geraamd bedrag van 410,00 € excl. btw of 496,10 €, 21% btw inbegrepen en ingeschreven op begrotingsartikelen 844/744-98/ - /19 (financiering door lening) en 93011/744-98/ - /92 (100% gesubsidieerd op artikel van ontvangst 93011/995-52/ - /92) van de buitengewone dienst van dienstjaar 2023).

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.
29 stemmers : 29 positieve stemmen.

57 **Centrale d'achats - Marchés publics - Acquisition d'électroménager industriel - Choix de la procédure de passation et fixation des conditions - Application de l'article 234 §3 de la Nouvelle loi communale - Information.**

LE CONSEIL,

Vu la Nouvelle loi communale du 24 juin 1988 et ses modifications ultérieures, notamment l'article 234 §3 habilitant le collège des bourgmestre et échevins à exercer le pouvoir de choisir la procédure de passation et de fixer les conditions des marchés publics dont le montant hors T.V.A. estimé est inférieur à 140.000 € et précisant que dans ce cas, le conseil communal est informé de la décision du collège des bourgmestre et échevins lors de sa prochaine séance ;

Considérant qu'il était nécessaire de faire l'acquisition d'électroménager industriel pour différents services communaux (remplacement de biens usagés et nouveaux investissements) ;

Vu la décision du collège des bourgmestre et échevins du 12 octobre 2023 de passer un marché public de fournitures ayant pour objet « Acquisition d'électroménager industriel » (SCA-2023-F-024) via un marché public de faible montant au montant estimé de € 27.846,01 hors TVA ou € 33.693,67, 21% TVA comprise et inscrit aux articles budgétaires 844/744-51/-/19 (financement par emprunt) , 7202/744-51/-/51 (subsidé à 100 % à l'article de recette 7202/661-51/ - /51), 7201/744-98/-/16 (subsidé à 100 % à l'article de recette 7201/661-51/ - /16) et 104/744-98/ - /25 (financement par emprunt) du service extraordinaire de l'exercice 2023 ;

Vu la loi du 29 juillet 1991 relative à la motivation formelle des actes administratifs ;

Vu la loi du 17 juin 2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics, de certains marchés de travaux, de fournitures et de services et de concessions et ses modifications ultérieures ;

Vu la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics, notamment l'article 92 (le montant estimé HTVA n'atteint pas le seuil de € 30.000,00) ;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et ses modifications ultérieures ;

Vu l'arrêté royal du 18 avril 2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures ;

DECIDE :

De prendre connaissance de la décision du collège des bourgmestre et échevins du 12 octobre 2023 de passer un marché public de fournitures ayant pour objet « Acquisition d'électroménager industriel » (SCA-2023-F-024) via un marché public de faible montant au montant estimé de € 27.846,01 hors TVA ou € 33.693,67, 21% TVA comprise et inscrit aux articles budgétaires 844/744-51/-/19 (financement par emprunt) , 7202/744-51/-/51 (subsidé à 100 % à l'article de recette 7202/661-51/ - /51), 7201/744-98/-/16 (subsidé à 100 % à l'article de recette 7201/661-51/ - /16) et 104/744-98/ - /25 (financement par emprunt) du service extraordinaire de l'exercice 2023.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

29 votants : 29 votes positifs.

Aankoopcentrale – Overheidsopdrachten – Aankoop van industriële huishoudtoestellen – Keuze van de gunningswijze en vaststelling van de voorwaarden – Toepassing van artikel 234 §3 van de Nieuwe Gemeentewet – Kennisgeving.

DE RAAD,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet van 24 juni 1988, inzonderheid artikel 234 §3, dat het College van Burgemeester en Schepenen machtigt de bevoegdheid uit te oefenen om de procedure te kiezen volgens dewelke de overheidsopdrachten worden gegund, en om de voorwaarden vast te stellen voor de overheidsopdrachten waarvan het bedrag exclusief btw geraamd wordt op minder dan 140.000 €, en dat preciseerd dat in dat geval de gemeenteraad op zijn eerstvolgende vergadering in kennis wordt gesteld van de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen;

Overwegende dat het noodzakelijk was industriële huishoudtoestellen aan te kopen voor verschillende gemeentediensten (vervanging van versleten materiaal en nieuwe investeringen);

Gelet op de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 12 oktober 2023 om een overheidsopdracht voor leveringen te gunnen met als voorwerp “Aankoop van industriële huishoudtoestellen” (SCA-2023-F-024) via een overheidsopdracht van beperkte waarde voor een geraamd bedrag van 27.846,01 € excl. btw of 33.693,67 €, 21% btw inbegrepen en ingeschreven in begrotingsartikel 844/744-51/ - /19 (financiering door lening), 7202/744-51/-/51 (100% financiering door subsidie ingeschreven op artikel van ontvangst 7202/661-51/ - /51), 7201/744-98/-/16 (100% financiering door subsidie ingeschreven op artikel van ontvangst 7201/661-51/ - /16) en 104/744-98/ - /25 (financiering door lening) van de buitengewone dienst voor het begrotingsjaar 2023;

Gelet op de wet van 29 juli 1991 betreffende de uitdrukkelijke motivering van de bestuurshandelingen;

Gelet op de wet van 17 juni 2013 betreffende de motivering, de informatie en de rechtsmiddelen inzake overheidsopdrachten, bepaalde opdrachten voor werken, leveringen en diensten en concessies, en latere wijzigingen;

Gelet op de wet van 17 juni 2016 inzake overheidsopdrachten, inzonderheid artikel 92 (het geraamde bedrag excl. btw bereikt de drempel van 30.000,00 € niet);

Gelet op het koninklijk besluit van 14 januari 2013 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten, en latere wijzigingen;

Gelet op het koninklijk besluit van 18 april 2017 betreffende de plaatsing van overheidsopdrachten in de klassieke sectoren, en latere wijzigingen;

BESLIST

Kennis te nemen van de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 12 oktober 2023 om een overheidsopdracht voor leveringen te gunnen met als voorwerp “Aankoop van industriële huishoudtoestellen” (SCA-2023-F-024) via een overheidsopdracht van beperkte waarde voor een geraamd bedrag van 27.846,01 € excl. btw of 33.693,67 €, 21% btw inbegrepen en de kredieten voor deze uitgaven te vragen op begrotingsartikel 844/744-51/ - /19 (financiering door lening), 7202/744-51/-/51 (100% financiering door subsidie ingeschreven op artikel van ontvangst 7202/661-51/ - /51), 7201/744-98/-/16 (100% financiering door subsidie ingeschreven op artikel van ontvangst 7201/661-51/ - /16) en 104/744-98/ - /25 (financiering door lening) van de buitengewone dienst voor het begrotingsjaar 2023.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

29 stemmers : 29 positive stemmen.

1 annexe / 1 bijlage

Contentieux - Geschillen

58 **Affaires juridiques – Finances – Arrêté du 14 septembre 2023 du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale portant exécution de l'ordonnance du 1er décembre 2022 visant à associer les communes dans le développement économique de la Région de Bruxelles-Capitale – Recours au Conseil d'Etat – Autorisation.**

LE CONSEIL,

Considérant que toutes les actions autres que les actions en référé, comme en référé et les actions possessoires dans lesquelles la commune intervient comme demanderesse ne peuvent être intentées par le collège qu'après autorisation du conseil communal (article 270 de la nouvelle loi communale) ;

Considérant qu'il est admis que le collège peut prendre l'initiative des actions judiciaires à titre conservatoire (et ce également vis-à-vis des actions dans lesquelles la commune intervient comme demanderesse) à condition d'être couvert rétroactivement par une autorisation du conseil produite avant la clôture des débats (« Les actions judiciaires des communes : comment cela fonctionne ? » V. Snoeck, in *Trait d'Union* mars-avril 2023, p. 24 et s. , spécialement p. 25) ;

Considérant qu' « il est généralement admis que » « l'autorisation peut être produite 'avant que le procès ne soit arrivé à sa phase décisive', 'jusqu'à la clôture des débats' » (« La commune à la barre qui fait quoi ? », F. Lambotte in *Trait d'union* 2003/3) ;

Vu la délibération du collège échevinal du 19 octobre 2023 (B/0062) ;

Considérant que selon le point 1 de son dispositif, c'est sous réserve d'autorisation du conseil communal lors de sa prochaine séance que, le collège a pris la décision d'agir en justice devant le Conseil d'Etat – sans exclure à priori aucun type de recours devant cette instance – contre l'arrêté du 14 septembre 2023 du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale portant exécution de l'ordonnance du 1^{er} décembre 2022 visant à associer les communes dans le développement économique de la Région de Bruxelles-Capitale ;

Vu les motifs de cette délibération en lien avec l'intentement de cette action en justice devant le Conseil d'Etat ;

Considérant qu'il se rallie à ces motifs ;

DECIDE :

D'autoriser rétroactivement le collège des Bourgmestre et Echevins à agir en justice devant le Conseil d'Etat – sans exclure à priori aucun type de recours devant cette instance – contre l'arrêté du 14 septembre 2023 du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale portant exécution de l'ordonnance du 1^{er} décembre 2022 visant à associer les communes dans le développement économique de la Région de Bruxelles-Capitale.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

29 votants : 29 votes positifs.

Juridische Zaken – Financiën – Besluit van 14 september 2023 van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering houdende uitvoering van de ordonnantie van 1 december 2022 ertoe strekkende de gemeenten te betrekken bij de economische ontwikkeling van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest – Beroep bij de Raad van State – Machtiging.

DE RAAD,

Overwegende dat alle andere vorderingen dan korte gedingen, zoals de vorderingen in kort geding en de bezitsvorderingen waarbij de gemeente als eiser optreedt, alleen door het College kunnen worden ingesteld na machtiging van de gemeenteraad (artikel 270 van de Nieuwe Gemeentewet);

Overwegende dat het College bij wijze van bewarende maatregel het initiatief kan nemen om een rechtsvordering in te stellen (ook voor rechtsvorderingen waarin de gemeente als eiser optreedt). Voorwaarde is wel dat voor de sluiting van de debatten het met terugwerkende kracht gedekt is door een machtiging van de gemeenteraad. (“De rechtsgedingen van de gemeente: hoe werkt het?” V. Snoeck, in Nieuwsbrief maart-april 2023, p. 24 e.v., i.h.b. p. 25);

Overwegende dat het algemeen aanvaard wordt dat “de machtiging kan worden verleend vóór het proces in zijn beslissende fase aanbeland is of tot de sluiting der debatten” (“De gemeente voor de rechter: wie doet wat?”, F. Lambotte in Nieuwsbrief 2003/3);

Gelet op de beraadslaging van het College van Burgemeester en Schepenen van 19 oktober 2023 (B/0062);

Overwegende dat het College, overeenkomstig punt 1 van zijn dispositief, onder voorbehoud van machtiging door de gemeenteraad tijdens zijn volgende zitting, beslist heeft in rechte op te treden voor de Raad van State – zonder a priori elke vorm van beroep voor deze instantie uit te sluiten – tegen het besluit van 14 september 2023 van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering houdende uitvoering van de ordonnantie van 1 december 2022 ertoe strekkende de gemeenten te betrekken bij de economische ontwikkeling van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;

Gelet op de motieven van deze beraadslaging in verband met de instelling van deze rechtsvordering voor de Raad van State;

Overwegende dat deze laatste zich aansluit bij deze motieven;

BESLIST

Het College van Burgemeester en Schepenen met terugwerkende kracht te machtigen in rechte op te treden voor de Raad van State – zonder a priori elke vorm van beroep voor deze instantie uit te sluiten – tegen het besluit van 14 september 2023 van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering houdende uitvoering van de ordonnantie van 1 december 2022 ertoe strekkende de gemeenten te betrekken bij de economische ontwikkeling van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.
29 stemmers : 29 positieve stemmen.

Michael Van Vlasselaer : Ce projet de recours porte sur la répartition des subsides régionaux aux communes, dont Forest fait partie. Ce dossier concerne la répartition visée au pt 18 de l'OJ que le conseil vient d'adopter et voilà que le Collège propose de contester cette répartition par ce recours ! Comment le Collège concilie-t-il ce recours avec l'adoption sans réserve du pt18 de l'OJ ? ...d'autant que la commune a récemment reçu plus que sa juste part dans d'autres dossiers financiers et notamment pour la dotation générale du Fonds des communes. DÉFI vote contre l'introduction de ce recours.

Charles Spapens : A l'instar d'autres communes, il y a des critères qui nous pénalisent et il est faux de dire qu'il y a des critères qui favorisent Forest dans certaines dotations. Dans la DGC par exemple, un très bon exemple. Les choix des critères sont des choix d'opportunité pris par le gouvernement et ils pourraient très bien décider à un moment de dire que toutes les communes avec x % d'hommes et de femmes pourraient avoir tel critère. Notamment sur la densité dans la DGC qui nous ont très souvent pénalisés. Il y a une unanimité je pense des partis politiques autour de la table ici, le PTB n'était peut-être pas présent donc je veux pas parler à leur place, mais le fait est que Forest était désavantagé dans énormément de critères au niveau des différentes dotations. Ici ce qui pose un vrai problème pour la commune de Forest. Ça fait maintenant depuis 2007 qu'il y a une ordonnance qui chaque année part sur le fait qu'on a, comme l'a souligné le PTB, supprimé un certain nombre de taxes et qu'en échange de ça et en échange d'un critère favorable, on reçoit une dotation. Et puis au bout de 15 ans il y a une ordonnance qui change ces critères. Ce qu'on ne comprend pas c'est qu'avec le poids économique que nous avons et le fait de la prévisibilité budgétaire pourquoi d'un coup on est pénalisé ? Alors qu'on pourrait très bien nous répondre que ça doit être fait annuellement. Mais c'est quand même un subside triennal dont les chiffres nous sont communiqués avant. Nous avons décidé, et je ne sais plus du tout ce que vous aviez fait, d'attaquer le gouvernement régional. Ce n'est pas du tout une attaque liée à un quelconque ministre mais à un gouvernement régional sur lequel on fait un recours, parce qu'on se doit, même si on est dans la majorité régionale, de défendre les intérêts des forestois. Donc ici ce n'est pas vis-à-vis de quelqu'un mais vis-à-vis d'une ordonnance qui pénalise plus d'un million de forestois par rapport à ce qu'on avait en 2022. Nous avons donc jugé avec d'autres communes, comme la ville de Bruxelles pour ne pas la citer, que ça valait la peine d'aller en justice contre d'une part cette ordonnance, et maintenant qu'il y a un arrêté d'exécution qui a été pris, contre cet arrêté d'exécution. Ça nous paraît sensé de défendre les forestois. Nous n'avons pas dit que nous allions gagner mais 1 million d'euro dans des périodes de restrictions budgétaires ça nous paraît important de pouvoir rester en justice contre cet arrêté et cette ordonnance.

Michael Van Vlasselaer: Deze vordering heeft betrekking op de verdeling van de regionale subsidies onder de gemeenten, waaronder Vorst. Het dossier heeft betrekking op de in agendapunt 18 bedoelde verdeling die de Raad pas goedgekeurd heeft en nu stelt het College voor deze verdeling met deze vordering aan te vechten! Hoe verzoent het College deze vordering met de goedkeuring zonder voorbehoud van agendapunt 18? ... vooral omdat de gemeente onlangs meer dan haar deel heeft ontvangen in andere financiële dossiers, met name voor de algemene dotatie van het Gemeentefonds. DéFI stemt tegen de indiening van deze vordering.

Charles Spapens: Net als in andere gemeenten zijn er criteria die ons benadelen, en het is fout om te zeggen dat er criteria zijn die Vorst bevoordelen bij bepaalde dotaties. De algemene gemeentedotatie is bijvoorbeeld een heel goed voorbeeld. De keuze van de criteria zijn opportuiniteitskeuzes voor de regering en zij zouden op een bepaald moment heel goed kunnen beslissen te zeggen dat alle gemeenten met x% mannen en vrouwen een dergelijk criterium zouden kunnen hebben. Dit geldt met name voor de dichtheid van de algemene gemeentedotatie, die ons vaak benadeeld heeft. Ik denk dat de politieke partijen hier rond de tafel unaniem zijn – de PTB*PVDA was misschien niet aanwezig, dus ik wil niet voor hen spreken – maar het is een feit dat Vorst op het niveau van de verschillende dotaties benadeeld werd op verschillende criteria. Dit vormt echt een probleem voor de gemeente Vorst. Sinds 2007 is er een ordonnantie die er elk jaar van uitgaat dat, zoals de PTB*PVDA aangaf, een bepaald aantal belastingen is afgeschaft en dat we in ruil daarvoor en in ruil voor een gunstig criterium een dotatie krijgen. En dan is er na 15 jaar een tekst die deze criteria verandert. Wat we niet begrijpen is dat, gezien ons economisch gewicht en de voorspelbaarheid van de begroting, waarom we plotseling worden gestraft? Men kon ons heel goed antwoorden dat het jaarlijks moet gebeuren. Maar het is nog steeds een driejarige subsidie, waarvan de cijfers ons van tevoren worden meegedeeld. We hebben beslist en ik weet niet meer wat u hebt gedaan, om de gewestregering aan te vallen. Het is helemaal geen aanval verbonden aan een minister, maar een gewestregering waar we tegen ingaan, omdat we de plicht hebben, ook al zijn we in de gewestelijke meerderheid, om de belangen van de Vorstenaars te verdedigen. Dus in dit geval is het niet tegen iemand maar tegen een

ordonnantie die meer dan een miljoen Vorstenaars benadeelt in vergelijking met 2022. Daarom hebben we samen met andere gemeenten, zoals de stad Brussel, besloten dat het de moeite waard was om juridische stappen te ondernemen tegen de ordonnantie en nu er een uitvoeringsbesluit is uitgevaardigd, tegen dit uitvoeringsbesluit. Het lijkt ons zinvol om de Vorstenaars te verdedigen. We hebben niet gezegd dat we gaan winnen, maar 1 miljoen euro in tijden van budgettaire beperkingen lijkt ons belangrijk om te kunnen procederen tegen de ordonnantie en het besluit.

TRAVAUX PUBLICS - OPENBARE WERKEN

Développement durable, Eco-conseil - Duurzame ontwikkeling, Milieu-advies

59 Développement Durable et Etat Civil (Cimetière) – Mise à disposition des déchets verts (feuilles et broyat de bois) du cimetière – Convention de collaboration.

LE CONSEIL,

Considérant que l'Asbl l'eldoradis, dont le siège social se trouve à Forest, a pour missions de promouvoir l'agriculture agroécologique et paysanne, de proposer une alimentation saine et de saison et de favoriser le lien social et l'échange de connaissance ;

Considérant la récente extension de leur projet de maraichage sur un terrain agricole de 1,6 hectare à proximité du Cimetière de Forest à Alsemberg;

Considérant que l'eldoradis produit une grande variété de légumes dans le respect de la biodiversité et selon les principes agroécologiques ;

Considérant qu'une attention toute particulière est accordée au sol avec pour mission d'accroître sa qualité, sa faune et ainsi produire des légumes en pleine santé sur un sol vivant ;

Considérant que pour obtenir un sol vivant, il faut lui apporter de la matière organique comme des feuilles et du broyat de bois ;

Considérant que le Cimetière évacue chaque année entre 12 et 15 containers de déchets verts à charge de la commune ;

Considérant que l'eldoradis propose d'enlever, à sa charge, une partie des déchets verts – feuilles et broyat de bois - du cimetière ;

Considérant que cela ne représente pas de travail supplémentaire pour l'équipe en charge du cimetière ;

Considérant que la circularisation des déchets organiques fait partie intégrante du Programme d'Action pour le Climat « Forest à l'horizon 2030 » approuvé par le Conseil Communal du 14 mars 2023, et plus spécifiquement l'objectif opérationnel n° 16 : *Augmenter la circularisation des déchets organiques* ;

Considérant que le soutien à l'agriculture bio et locale fait partie intégrante du Programme d'Action pour le Climat « Forest à l'horizon 2030 » approuvé par le Conseil Communal du 14 mars 2023, et plus spécifiquement les objectifs opérationnels 10 : *Intensifier et soutenir les projets d'agriculture urbaine à Forest* et 11 : *Développer des filières Good Food pour approvisionner Forest (production, transformation et distribution)* ;

Considérant qu'il convient d'adopter une convention de collaboration pour la mise à disposition et l'enlèvement de ces déchets verts ;

Considérant que la convention ci-jointe a été rédigée par les services Développement Durable et Etat Civil ;

DECIDE ;

D'adopter la convention de collaboration pour la mise à disposition des déchets verts (feuilles et broyat de bois) du cimetière au projet de maraichage de l'asbl l'eldoradis.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

29 votants : 29 votes positifs.

Duurzame Ontwikkeling en Burgerlijke Stand (Begraafplaats) – Terbeschikkingstelling van groenafval (bladeren en houthaksel) van de begraafplaats – Samenwerkingsovereenkomst.

DE RAAD,

Overwegende dat de vzw l'eldoradis, waarvan de maatschappelijke zetel in Vorst is gevestigd, tot doel heeft de agro-ecologische en artisanale landbouw te bevorderen, gezonde en seizoensgebonden voeding aan te bieden en de sociale banden en de uitwisseling van kennis aan te moedigen;

Overwegende de recente uitbreiding van hun tuinbouwproject op 1,6 hectare landbouwgrond in de buurt van de begraafplaats van Vorst in Alsemberg;

Overwegende dat l'eldoradis allerlei groenten teelt met respect voor de biodiversiteit en volgens agro-ecologische principes;

Overwegende dat er bijzondere aandacht wordt besteed aan de bodem, met als doel de kwaliteit en de fauna ervan te verbeteren en zo gezonde groenten te telen op een levende bodem;

Overwegende dat om een levende bodem te verkrijgen, organisch materiaal zoals bladeren en houthaksel moet worden toegevoegd;

Overwegende dat de begraafplaats jaarlijks tussen de 12 en 15 containers met groenafval afvoert op kosten van de gemeente;

Overwegende dat l'eldoradis voorstelt om op eigen kosten een deel van het groenafval – bladeren en houthaksel – van de begraafplaats te verwijderen;

Overwegende dat dit geen extra werk betekent voor het team dat verantwoordelijk is voor de begraafplaats;

Overwegende dat de hercirculatie van organisch afval integraal deel uitmaakt van het Klimaatactieprogramma “Vorst horizon 2030”, goedgekeurd door de Gemeenteraad op 14 maart 2023, en meer bepaald operationele doelstelling nr. 16: *De hercirculatie van organisch afval vergroten*;

Overwegende dat de steun aan de biologische en lokale landbouw integraal deel uitmaakt van het Klimaatactieprogramma “Vorst horizon 2030”, goedgekeurd door de Gemeenteraad op 14 maart 2023, en meer bepaald operationele doelstelling nr. 10: *De stadslandbouwprojecten in Vorst versterken en ondersteunen* en 11: *Good Food-ketens ontwikkelen om Vorst te bevoorraden (productie, verwerking en distributie)*;

Overwegende dat er een samenwerkingsovereenkomst moet worden aangenomen voor de terbeschikkingstelling en de ophaling van dit groenafval;

Overwegende dat de bijgevoegde overeenkomst werd opgesteld door de diensten Duurzame Ontwikkeling en Burgerlijke Stand;

BESLIST

De samenwerkingsovereenkomst aan te nemen voor de terbeschikkingstelling van groenafval (bladeren en houthaksel) van de begraafplaats voor het tuinbouwproject van de vzw l'eldoradis.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.
29 stemmers : 29 positieve stemmen.

2 annexes / 2 bijlagen

60 **Développement Durable – Projet Good Water – Marchés Publics - Achat de matériel d'irrigation, d'arrosage et de récupération d'eau de pluie pour le Végétalab (5 lots) - Approbation des conditions, du mode de passation, des firmes à consulter - Application de l'article 234 § 3 de la Nouvelle loi communale - Information.**

LE CONSEIL,

Vu la Nouvelle loi communale, notamment les articles 234 et 236 relatifs aux compétences du collège des bourgmestre et échevins ;

Vu la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics;

Vu la loi du 17 juin 2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics, de certains marchés de travaux, de fournitures et de services et de concessions, et ses modifications ultérieures ;

Vu l'arrêté royal du 18 avril 2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et ses modifications ultérieures;

Considérant le projet subsidié « Good water », coordonné par le service Eau en collaboration avec le service Développement Durable qui vise à soutenir une utilisation optimale de l'eau de pluie ;

Considérant le Végétalab, la pépinière communale au service de la végétalisation de l'espace public, coordonné par le service Développement Durable ;

Considérant qu'il convient d'améliorer le système de récupération d'eau de pluie et le système d'arrosage des plantes de la pépinière ;

Vu la décision du Collège des bourgmestre et échevins du 18 août 2023 faisant choix de la procédure par procédure négociée sans publication préalable comme mode de passation du marché "Achat de matériel d'irrigation, d'arrosage et de récupération d'eau de pluie pour le Végétalab", pour un montant s'élevant à 4.961,00 € TVAC et inscrit à l'article de dépense 766/744-51/63 du service extraordinaire 2023;

DECIDE,

De prendre connaissance de la décision du Collège des bourgmestre et échevins du 18 août 2023 faisant choix de la procédure par procédure négociée sans publication préalable comme mode de passation du marché «Achat de matériel d'irrigation, d'arrosage et de récupération d'eau de pluie

pour le Végétalab», pour un montant s'élevant à 4.961,00 € TVAC et inscrit à l'article de dépense 766/744-51/63 du service extraordinaire 2023.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

29 votants : 29 votes positifs.

Duurzame Ontwikkeling – Project Good Water – Overheidsopdrachten – Aankoop van materiaal voor irrigatie, besproeiing en recuperatie van regenwater voor Vegetalab (5 percelen) – Goedkeuring lastvoorwaarden, gunningswijze en te raadplegen firma's – Toepassing artikel 234 §3 van de Nieuwe Gemeentewet - Kennisgeving.

DE RAAD,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet, inzonderheid artikelen 234 en 236 betreffende de bevoegdheden van het College van Burgemeester en Schepenen;

Gelet op de wet van 17 juni 2016 inzake overheidsopdrachten;

Gelet op de wet van 17 juni 2013 betreffende de motivering, de informatie en de rechtsmiddelen inzake overheidsopdrachten en bepaalde opdrachten voor werken, leveringen en diensten, en concessies, en latere wijzigingen;

Gelet op het koninklijk besluit van 18 april 2017 betreffende de plaatsing van overheidsopdrachten in de klassieke sectoren, en latere wijzigingen;

Gelet op het koninklijk besluit van 14 januari 2013 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten, en latere wijzigingen;

Overwegende het gesubsidieerde project Good Water, gecoördineerd door de dienst Water in samenwerking met de dienst Duurzame Ontwikkeling, dat tot doel heeft het optimale gebruik van regenwater te ondersteunen;

Overwegende Vegetalab, de gemeentelijke plantenkwekerij voor de vergroening van de openbare ruimte, gecoördineerd door de dienst Duurzame Ontwikkeling;

Overwegende dat het systeem voor regenwaterrecuperatie en besproeiing voor de planten van de kwekerij moet worden verbeterd;

Gelet op de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 18 augustus 2023 om te kiezen voor de onderhandelingsprocedure zonder voorafgaande bekendmaking als gunningswijze van de opdracht "Aankoop van materiaal voor de irrigatie, besproeiing en recuperatie van regenwater voor het Vegetalab", voor een bedrag van € 4.961,00 incl. btw en opgenomen in artikel 766/744-51/63 van de buitengewone dienst 2023;

BESLIST

Kennis te nemen van de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 18 augustus 2023 om te kiezen voor de onderhandelingsprocedure zonder voorafgaande bekendmaking als gunningswijze van de opdracht "Aankoop van materiaal voor de irrigatie, besproeiing en recuperatie van regenwater voor het Vegetalab", voor een bedrag van € 4.961,00 incl. btw en opgenomen in artikel 766/744-51/63 van de buitengewone dienst 2023.

-

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

61 **Développement durable – MP-2023-S-013 – Approbation de la mission d'étude du sol pour l'école Arc-en-ciel (Lot 2 de la « centrale d'achat pour les études de sol à destination des administrations actives sur le territoire de la Région de Bruxelles Capitale ») – Article 117 Nouvelle loi communale.**

LE CONSEIL,

Vu la Nouvelle loi communale, notamment l'article 117 ;

Vu la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics, notamment les articles 2, 6° et 47, §2 et §4 ;

Vu l'arrêté royal du 18 avril 2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques ;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics ;

Considérant que l'article 117 de la Nouvelle loi communale stipule que le Conseil règle tout ce qui est d'intérêt communal ; il délibère sur tout autre objet qui lui est soumis par l'autorité supérieure ;

Considérant que l'article 2, 6° de la loi du 17 juin 2016 permet à une centrale d'achat, pouvoir adjudicateur, de passer des marchés de travaux, de fournitures et de services destinés à des pouvoirs adjudicateurs ;

Considérant que l'article 47, §2, de la loi du 17 juin 2016 prévoit qu'un pouvoir adjudicateur recourant à une centrale d'achat est dispensé d'organiser lui-même une procédure de passation ; Qu'en vertu de l'article 47, §4, de la loi du 17 juin 2016, un pouvoir adjudicateur bénéficiaire peut, sans appliquer les procédures prévues par la loi du 17 juin 2016, attribuer à une centrale d'achat un marché public de services pour la fourniture d'activités d'achat centralisées ; que ces marchés publics de services peuvent également comprendre la fourniture d'activités d'achat auxiliaires ;

Considérant que la centrale d'achat pour « les études de sol à destination des administrations actives sur le territoire de la Région de Bruxelles Capitale » a été mise en place par Bruxelles Environnement en 2021 ;

Considérant que dans le cadre de cette centrale d'achat le Lot 2 « Etude des sols sur les Communes d'Anderlecht, Saint Gilles et Forest » du marché public CSC 2021H0028 a été attribué à l'entreprise ABO sise Derbystraat 55 à 9051 Sint-Denijs-Westrem NV, représentée par Mr Dartois ;

Vu la délibération du Conseil communal du 19 octobre 2021 relative à l'approbation de la convention de Bruxelles Environnement relative au lot 2 « Etude des sols sur les Communes d'Anderlecht, Saint Gilles et Forest » de la centrale d'achat pour les études de sol à destination des administrations actives sur le territoire de la Région de Bruxelles Capitale, CSC 2021H0028 désignant comme adjudicataire l'entreprise ABO NV, sise Derbystraat 55 à 9051 Sint-Denijs-Westrem ;

Vu la convention de Bruxelles Environnement relative au lot 2 de la centrale d'achat pour les études de sol à destination des administrations actives sur le territoire de la Région de Bruxelles Capitale, CSC 2021H0028, signée par la Bourgmestre, la secrétaire Communale et l'adjudicataire ABO NV sise Derbystraat 55 à 9051 Sint-Denijs-Westrem ;

Considérant que le devis pour l'étude « Ecole AEC sondages de la cour » a été demandé en date du 26-10-2023 ;

Considérant que le devis de l'adjudicataire ABO NV sise Derbystraat 55 à 9051 Sint-Denijs-Westrem concernant « Ecole AEC sondages de la cour » s'élève à un montant de 13.039,01, € HTVA, 15.777,20 € TVA comprise hors révision ;

Considérant que le crédit permettant la dépense, s'élevant à 50.000,00 € TVAC est inscrit sous l'intitulé « Ecole AEC sondages de la cour » à l'article 7201/724-60/64 du service extraordinaire du budget de l'exercice 2023 ;

Considérant qu'en vertu de l'article 117 de la Nouvelle loi communale stipulant que le Conseil communal règle tout

ce qui est d'intérêt communal, il y a lieu de soumettre pour accord le recours aux services de l'entreprise ABO NV, l'adjudicataire du lot 2 « Etude des sols sur les Communes d'Anderlecht, Saint Gilles et Forest », désigné via la centrale d'achat pour les études de sol à destination des administrations actives sur le territoire de la Région de Bruxelles Capitale, CSC 2021H0028 ainsi que de soumettre pour accord, l'approbation du devis remis en date du 27-10-2023 pour l'étude « Ecole AEC sondages de la cour », et d'engager la dépense y afférente ;

DÉCIDE:

ART. 1: D'approuver le recours à la Centrale d'Achat susmentionnée pour exécuter le marché MP 2023-S-013 « Ecole AEC sondages de la cour » ;

ART. 2: D'approuver le devis remis par l'entreprise ABO NV en date du 27-10-2023 d'un montant de 13.039,01 € HTVA, 15.777,20 € TVA comprise hors révision ;

ART. 3: D'inscrire et d'engager la dépense de 17.354,92 € TVA comprise et 10% révision comprise concernant MP 2023-S-013 « Ecole AEC sondages de la cour » à l'article 7201/724-60/64 du service extraordinaire du budget de l'exercice 2023, et de la financer par un emprunt à charge de la commune.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

29 votants : 29 votes positifs.

Duurzame ontwikkeling – MP-2023-S-013 – Goedkeuring van het bodemonderzoek voor de school Arc-en-Ciel (Perceel 2 “Aankoopcentrale voor bodemonderzoek voor besturen op het grondgebied van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest”) – Artikel 117 Nieuwe Gemeentewet.

DE RAAD,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet, inzonderheid artikel 117;

Gelet op de wet van 17 juni 2016 inzake overheidsopdrachten, inzonderheid de artikelen 2, 6° en 47, §2 en §4;

Gelet op het koninklijk besluit van 18 april 2017 plaatsing overheidsopdrachten in de klassieke sectoren;

Gelet op het koninklijk besluit van 14 januari 2013 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten;

Overwegende dat artikel 117 van de Nieuwe Gemeentewet stipuleert dat de Raad alles regelt wat van gemeentelijk belang is; hij beraadslaagt over elk ander onderwerp dat de hogere overheid hem voorlegt;

Overwegende dat artikel 2, 6° van de wet van 17 juni 2016 een aankoopcentrale, aanbestedende overheid, in staat stelt opdrachten te plaatsen voor werken, leveringen en diensten bestemd voor aanbestedende overheden;

Overwegende dat artikel 47 §2 van de wet van 17 juni 2016 stipuleert dat een aanbestedende overheid die een beroep doet op een aankoopcentrale, vrijgesteld is van de verplichting om zelf een gunningsprocedure te organiseren; Dat krachtens artikel 47 §4 van de wet van 17 juni 2016, een begunstigde aanbestedende overheid, zonder toepassing van de procedures voorzien bij de wet van 17 juni 2016, aan een aankoopcentrale een overheidsopdracht voor diensten mag toewijzen voor de levering van gecentraliseerde aankoopactiviteiten; dat deze opdrachten voor diensten eveneens de levering van ondersteunende aankoopactiviteiten mogen omvatten;

Overwegende dat de aankoopcentrale voor “bodemonderzoek voor besturen op het grondgebied van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest” werd opgezet door Leefmilieu Brussel in 2021;

Overwegende dat in het kader van deze aankoopcentrale Perceel 2 “Bodemonderzoeken in de gemeenten Anderlecht, Sint-Gillis en Vorst” van overheidsopdracht CSC 2021H0028 werd gegund aan de nv ABO, met maatschappelijke zetel Derbystraat 55 in 9051 Sint-Denijs-Westrem, vertegenwoordigd door de heer Dartois;

Gelet op de beraadslaging van de gemeenteraad van 19 oktober 2021 betreffende de goedkeuring van de overeenkomst van Leefmilieu Brussel met betrekking tot perceel 2 “Bodemonderzoeken in de gemeenten Anderlecht, Sint-Gillis en Vorst” van de aankoopcentrale voor bodemonderzoeken voor besturen die actief zijn op het grondgebied van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, CSC 2021H0028, waarbij de nv ABO, waarvan de maatschappelijke zetel gevestigd is Derbystraat 55 in 9051 Sint-Denijs-Westrem, als opdrachtnemer werd aangeduid;

Gelet op de overeenkomst Leefmilieu Brussel betreffende perceel 2 van de aankoopcentrale voor bodemonderzoeken

voor de besturen die actief zijn op het grondgebied van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, CSC 2021H0028, ondertekend door de burgemeester, de gemeentesecretaris en de opdrachtnemer ABO nv, met maatschappelijke zetel Derbystraat 55 in 9051 Sint-Denijs-Westrem;

Overwegende dat de offerte voor de studie “School Arc-en-Ciel - bodemproeven speelplaats” werd aangevraagd op 26 oktober 2023;

Overwegende dat de offerte van de opdrachtnemer ABO nv, met maatschappelijke zetel Derbystraat 55 in 9051 Sint-Denijs-Westrem, betreffende “School Arc-en-Ciel - bodemproeven speelplaats” 13.039,01 € excl. btw, 15.777,20 € incl. btw excl. herziening, bedraagt;

Overwegende dat het krediet voor de uitgave 50.000,00 € incl. btw bedraagt en ingeschreven is onder de titel “School Arc-en-Ciel - bodemproeven speelplaats” op artikel 7201/724-60/64 van de buitengewone dienst van de begroting van het dienstjaar 2023;

Overwegende dat het krachtens artikel 117 van de Nieuwe Gemeentewet, dat bepaalt dat de Gemeenteraad alles regelt wat van gemeentelijk belang is, noodzakelijk is het gebruik van de diensten van de nv ABO, de opdrachtnemer voor perceel 2 “Bodemonderzoeken in de gemeenten Anderlecht, Sint-Gillis en Vorst”, aangeduid via de aankoopcentrale voor bodemonderzoeken voor besturen actief in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, CSC 2021H0028, en de offerte ingediend op 27-10-2023 voor de studie “School Arc-en-Ciel - bodemproeven speelplaats” ter goedkeuring voor te leggen en de desbetreffende uitgaven vast te leggen;

BESLIST

ART. 1: Goedkeuring te verlenen om een beroep te doen op de bovenvermelde Aankoopcentrale voor de uitvoering van de overheidsopdracht 2023-S-013 “School Arc-en-Ciel - bodemproeven speelplaats”;

ART. 2: Goedkeuring te verlenen aan de offerte ingediend door de nv ABO op 27-10-2023 voor een bedrag van 13.039,01 € excl. btw, 15.777,20 € incl. btw excl. herziening;

ART. 3: De uitgave van 17.354,92 € incl. btw en incl. herziening met betrekking tot overheidsopdracht 2023-S-013 “School Arc-en-Ciel - bodemproeven speelplaats” op te nemen en vast te leggen in artikel 7201/724-60/64 van de buitengewone dienst van de begroting voor het begrotingsjaar 2023, en te financieren door middel van een lening ten laste van de gemeente.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.
29 stemmers : 29 positieve stemmen.

5 annexes / 5 bijlagen

PERSONNEL & RH - PERSONNEEL & HR

Recrutements et carrières - Aanwervingen en loopbanen

62 **Personnel – Règlement des congés des agents statutaires et en stage – Congé pour aidants proches – Remaniement.**

LE CONSEIL,

Vu la Nouvelle loi communale, notamment les art. 117 et 119 ;

Vu la loi de redressement du 22 janvier 1985 contenant des dispositions sociales, notamment le chapitre IV « Emploi et compétitivité », section V « Interruption de la carrière professionnelle » ;

Vu la loi du 12 mai 2014 relative à la reconnaissance de l'aidant proche ;

Vu la loi du 17 mai 2019 établissant une reconnaissance des aidants proches, modifiant la loi de redressement du 22 janvier 1985 notamment en introduisant un congé thématique rémunéré pour aidants proches ;

Vu le règlement des congés des agents statutaires et en stage adopté en séance du 26 juin 2001, et ses modifications ultérieures, notamment la section XX « Congé pour aidants proches », ajoutée en séance du 26 janvier 2021 et modifiée en séance du 8 février 2022 ;

Considérant qu'afin d'augmenter la lisibilité dudit règlement, il est préférable de déplacer le contenu de ledit section vers la section concernant les interruptions de carrière professionnelle ;

Vu le protocole d'accord n° 485 intervenu entre les autorités et les organisations syndicales en date du 3 juillet 2023 ;

DECIDE,

De supprimer la section XX « Congé pour aidants proches » du règlement des congés des agents statutaires et en stage et d'inclure le texte de ladite section supprimé vers un nouveau chapitre E « Congé pour aidants proches » de la section XII « Congé pour interruption de la carrière professionnelle » dudit règlement.

Le Conseil approuve le projet de délibération.
29 votants : 29 votes positifs.

Personeel – Reglement betreffende de verloven van het vastbenoemde personeel en de personeelsleden in stage – Verlof voor mantelzorgers – Herschikking.

DE RAAD,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet, inzonderheid artikelen 117 en 119;

Gelet op de herstellwet van 22 januari 1985 houdende sociale bepalingen, inzonderheid hoofdstuk IV 'Tewerkstelling en concurrentievermogen', afdeling V 'Onderbreking van de beroepsloopbaan';

Gelet op de wet van 12 mei 2014 betreffende de erkenning van de mantelzorger;

Gelet op de wet van 17 mei 2019 tot erkenning van de mantelzorgers, die de herstellwet van 22 januari 1985 heeft gewijzigd, onder andere door het invoeren van een bezoldigd thematisch verlof voor mantelzorgers;

Gelet op het reglement betreffende de verloven van het vastbenoemde personeel en de agenten in stage, aangenomen in zitting van 26 juni 2001, en zijn latere wijzigingen, inzonderheid afdeling XX, 'Verlof voor mantelzorgers', toegevoegd in zitting van 26 januari 2021 en gewijzigd in zitting van 8 februari 2022;

Overwegende dat het, teneinde de leesbaarheid van voornoemd reglement te verbeteren, verkieslijk is voornoemd hoofdstuk te verplaatsen naar de afdeling betreffende de loopbaanonderbrekingen;

Gelet op protocolakkoord nr. 485 gesloten tussen de overheden en de vakbondsorganisaties op 3 juli 2023;

BESLIST,

Afdeling XX ‘Verlof voor mantelzorgers’ van het reglement betreffende de verloven van het vastbenoemde personeel en de personeelsleden in stage af te schaffen en de tekst van voornoemde afgeschafte afdeling op te nemen in een nieuw hoofdstuk E ‘Verlof voor mantelzorgers’ van hoofdstuk XII ‘Verlof voor onderbreking van de beroepsloopbaan’ van voornoemd reglement.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.
29 stemmers : 29 positieve stemmen.

2 annexes / 2 bijlagen

63 **Personnel – Règlement des congés des agents contractuels – Congé pour aidants proches – Remaniement.**

LE CONSEIL,

Vu la Nouvelle loi communale, notamment les art. 117 et 119 ;

Vu la loi de redressement du 22 janvier 1985 contenant des dispositions sociales, notamment le chapitre IV « Emploi et compétitivité », section V « Interruption de la carrière professionnelle » ;

Vu la loi du 12 mai 2014 relative à la reconnaissance de l'aidant proche ;

Vu la loi du 17 mai 2019 établissant une reconnaissance des aidants proches, modifiant la loi de redressement du 22 janvier 1985 notamment en introduisant un congé thématique rémunéré pour aidants proches ;

Vu le règlement des congés des agents contractuels adopté en séance du 26 juin 2001, et ses modifications ultérieures, notamment la section XX « Congé pour aidants proches », ajoutée en séance du 26 janvier 2021 et modifiée en séance du 8 février 2022 ;

Considérant qu’afin d’augmenter la lisibilité dudit règlement, il est préférable de déplacer le contenu de ladite section vers la section concernant les interruptions de carrière professionnelle ;

Vu le protocole d’accord n° 485 intervenu entre les autorités et les organisations syndicales en date du 3 juillet 2023 ;

DECIDE,

De supprimer la section XX « Congé pour aidants proches » du règlement des congés des agents contractuels et d’inclure le texte de ladite section supprimer vers un nouveau chapitre E « Congé pour aidants proches » de la section XII « Congé pour interruption de la carrière professionnelle » dudit règlement.

Le Conseil approuve le projet de délibération.
29 votants : 29 votes positifs.

Personeel – Reglement betreffende de verloven van het contractuele personeel – Verlof voor mantelzorgers – Herschikking.

DE RAAD,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet, inzonderheid artikelen 117 en 119;

Gelet op de herstelwet van 22 januari 1985 houdende sociale bepalingen, inzonderheid hoofdstuk IV 'Tewerkstelling en concurrentievermogen', afdeling V 'Onderbreking van de beroepsloopbaan';

Gelet op de wet van 12 mei 2014 betreffende de erkenning van de mantelzorger;

Gelet op de wet van 17 mei 2019 tot erkenning van de mantelzorgers, die de herstelwet van 22 januari 1985 heeft gewijzigd, onder andere door het invoeren van een bezoldigd thematisch verlof voor mantelzorgers;

Gelet op het reglement betreffende de verloven van de contactuele agenten, aangenomen in zitting van 26 juni 2001, en zijn latere wijzigingen, inzonderheid afdeling XX 'Verlof voor mantelzorgers', aangenomen in zitting van 26 januari 2021 en gewijzigd in zitting van 8 februari 2022;

Overwegende dat het, teneinde de leesbaarheid van voornoemd reglement te verbeteren, verkieslijk is voornoemd hoofdstuk te verplaatsen naar de afdeling betreffende de loopbaanonderbrekingen;

Gelet op protocolakkoord nr. 485 gesloten tussen de overheden en de vakbondsorganisaties op 3 juli 2023;

BELIST,

Afdeling XX 'Verlof voor mantelzorgers' van het reglement betreffende de verloven van het contractuele personeel af te schaffen en de tekst van voornoemde afgeschafte afdeling op te nemen in een nieuw hoofdstuk E 'Verlof voor mantelzorgers' van hoofdstuk XII 'Verlof voor onderbreking van de beroepsloopbaan' van voornoemd reglement.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.
29 stemmers : 29 positieve stemmen.

2 annexes / 2 bijlagen

64 **Personnel – Règlement des congés du personnel statutaire – Feuille des congés annuels – Abrogation.**

LE CONSEIL,

Vu la Nouvelle loi communale, notamment l'art. 119 ;

Vu le règlement des congés applicables au personnel statutaire et en stage, adopté en séance du 26 juin 2001, et ses modifications ultérieures, en particulier son chapitre I « Congé annuel de vacances et jours fériés », section A « Congé annuel de vacances », article 3, ajouté en séance du 20 décembre 2002 :

« La feuille de congés annuels de vacances des membres du personnel qui entrent en service près l'administration communale sera établie dès que l'agent aura fait tenir au service du personnel :

- s'il est engagé en qualité d'employé : une attestation, établie par l'employeur précédant, qui mentionne le nombre de jours de congés auquel il peut prétendre et le montant du pécule de vacances liquidé ;

- *s'il est engagé en qualité d'ouvrier : une attestation, établie par l'Office national des vacances annuelles, qui mentionne le nombre de jours de congés auquel il peut prétendre et qui stipule le montant du pécule de vacances payé par cet organisme* » ;

Considérant que cette disposition est devenu désuet pour les deux raisons suivantes :

- Que l'installation de la plateforme de demande de congé « eRH » a rendu obsolètes les feuilles de congés annuels ;
- Que, tout comme s'était déjà la cas pour les agents nommés à titre définitif, les agents en stage en vue d'une nomination définitive sont désormais soumis au régime public des congés annuels, dans lequel les prestations et périodes assimilées antérieures à l'année de vacances et/ou auprès d'autres employeurs ne sont pas prises en compte et dont l'application de nécessité par conséquent pas l'introduction d'attestations de vacances ;

Considérant, dès lors, qu'il y a lieu d'abroger la disposition suscitée et de supprimer la feuille de congés annuels des annexes dudit règlement ;

Vu le protocole d'accord n° 490 conclu entre les autorités et les organisations syndicales représentatives en date du 11 septembre 2023 ;

DECIDE,

D'abroger l'article 3 de la section A « Congé annuel de vacances » du chapitre I « Congés annuel de vacances et jours fériés » du règlement des congés applicable au personnel statutaire et en stage ;

De supprimer la feuille des congés annuels des annexes dudit règlement.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

29 votants : 29 votes positifs.

Personeel – Reglement betreffende de verloven van het vastbenoemde personeel – Verlofblad – Afschaffing.

DE RAAD,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet, inzonderheid art. 119;

Gelet op het reglement betreffende de verloven dat van toepassing is op het vastbenoemde personeel en de personeelsleden in stage, aangenomen in zitting van 26 juni 2001, en zijn latere wijzigingen, inzonderheid zijn hoofdstuk I 'Verlof voor jaarlijkse vakantie en feestdagen', afdeling A 'Verlof voor jaarlijkse vakantie', artikel 3, toegevoegd in zitting van 20 december 2002:

« Het verlofblad van de jaarlijkse vakantie van de personeelsleden die in dienst treden bij het gemeentebestuur, zal opgesteld worden op het ogenblik dat de agent aan de dienst personeel de volgende document heeft bezorgd :

- indien hij is aangeworven als bediende: een attest, opgesteld door de vorige werkgever, waarop uitbetaalde vakantiegeld, vermeld staat,

- indien hij is aangeworven als arbeider : een attest van de Rijksdienst voor Jaarlijkse Vakantie waarop de verlofdagen waarop hij aanspraak kan maken, evenals het bedrag van het uitbetaalde vakantiegeld door dit organisme, vermeld staan »;

Overwegende dat deze bepaling tegenwoordig voorbijgestreefd is, om volgende twee redenen:

- De installatie van het verlofaanvraagplatform 'eRH' heeft de verlofbladeren voor het jaarlijkse verlof overbodig gemaakt;

- De personeelsleden die in stage voor een vaste benoeming zijn tegenwoordig, net zoals reeds het geval was voor de vastbenoemde personeelsleden, zijn onderworpen aan het openbare stelsel voor de jaarlijkse vakantie, waarbij er geen rekening wordt gehouden met de prestaties en gelijkgestelde perioden die voorafgaan aan het vakantiejaar en/of bij andere werkgevers en waarvoor de toepassing bijgevolg geen indiening van vakantieattesten vereist;

Overwegende bijgevolg dat het aangewezen is voornoemde bepaling af te schaffen en het verlofblad voor de jaarlijkse vakantie uit de bijlagen van voornoemd reglement te verwijderen;

Gelet op protocolakkoord nr. 490 gesloten tussen de overheden en de representatieve vakbonden op 11 september 2023;

BESLIST,

Artikel 3 van afdeling A 'Verlof voor jaarlijkse vakantie' van hoofdstuk I 'Verlof voor jaarlijkse vakantie en feestdagen' van het reglement betreffende de verloven van het vastbenoemde personeel en de personeelsleden in stage af te schaffen;

Het verlofblad voor de jaarlijkse vakantie uit de bijlagen van voornoemd reglement te verwijderen.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.
29 stemmers : 29 positieve stemmen.

2 annexes / 2 bijlagen

65 **Personnel – Règlement de travail – Ajout d'un point 10 à l'art. 18 « Obligations du personnel ».**

LE CONSEIL,

Vu la Nouvelle Loi communale, notamment l'art. 117 et 119 ;

Vu la loi du 18 décembre 2002 qui étend le champ d'application de la loi du 8 avril 1965 instituant les règlements de travail aux administrations locales ;

Vu le règlement de travail de l'administration communale de Forest, adopté en séance du 3 mars 2009, et ses modifications, notamment l'article 18 « Obligations du personnel » ;

Considérant le souhait exprimé par les délégations syndicales représentatives de clarifier le fait que nul agent est obligé d'exécuter des tâches quand cela est susceptible de nuire à sa propre sécurité ou à celle des autres ;

Vu le code du bien-être au travail, notamment l'article I.2-26, qui stipule que « *Un travailleur qui, en cas de danger grave et immédiat et qui ne peut être évité, s'éloigne de son poste de travail ou d'une zone dangereuse ne peut en subir aucun préjudice et doit être protégé contre toutes conséquences dommageables et injustifiées* » ;

Vu l'avis motivé n° 44 conclu pour accord entre les autorités et les représentants des organisations syndicales en date du 3 juillet 2023;

DECIDE,

D'ajouter un point 10 à l'article 18 du règlement de travail de l'administration communale, comme suit :

10. Nonobstant l'obligation de chaque agent d'effectuer les tâches qui lui sont confiées par son responsable hiérarchique dans le cadre de ses fonctions, l'agent a le devoir de s'abstenir de tout ce qui pourrait nuire soit à sa propre sécurité, soit à la sécurité d'autrui.

L'agent qui soupçonne que l'exécution d'une tâche est susceptible de nuire à sa sécurité ou celle d'autres personnes (p.ex. monter dans un véhicule dont le conducteur ne semble pas être en état de conduire) est tenu d'en avertir immédiatement un de ses responsables hiérarchiques, qui jugera du bien-fondé des craintes et, le cas échéant, prendra les mesures préventives qui s'imposent. Si les responsables hiérarchiques sont injoignables, l'agent peut faire appel à un autre agent qui est responsable de service ou d'équipe et qui est investi d'un niveau A ou d'un code 4 ou 5.

Si le responsable hiérarchique estime que les craintes ne sont pas fondées, il le communique à l'agent ayant exprimé ces craintes, tout en l'assurant que le fait qu'il les a exprimées ne sera pas considéré comme étant une tentative de refus de travail.

Le Conseil approuve le projet de délibération.
29 votants : 29 votes positifs.

Personeel – Arbeidsreglement – Toevoeging van een punt 10 aan art. 18 'Verplichtingen van het personeel'.

DE RAAD,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet, inzonderheid art. 117 en 119;

Gelet op de wet van 18 december 2002 die het toepassingsgebied van de wet van 8 april 1965 tot instelling van de arbeidsreglementen uitbreidt naar de plaatselijke besturen;

Gelet op het arbeidsreglement van het gemeentebestuur van Vorst, aangenomen in zitting van 3 maart 2009, en zijn wijzigingen, inzonderheid artikel 18 'Verplichtingen van het personeel';

Overwegende de door de representatieve vakbonden geuite wens om het feit te verduidelijken dat geen enkel personeelslid verplicht is taken uit te voeren wanneer deze diens veiligheid of die van anderen in het gedrang zouden kunnen brengen;

Gelet op de codex over het welzijn op het werk, inzonderheid art. I.2-26, dat het volgende bepaalt: *"Een werknemer die, in geval van een niet te vermijden, ernstig en onmiddellijk gevaar, zijn werkpost of een gevaarlijke zone verlaat, mag daar geen nadeel van ondervinden en moet worden beschermd tegen alle ongerechtvaardigde nadelige gevolgen daarvan"*;

Gelet op gemotiveerd advies nr. 44 overeengekomen tussen de overheid en de vakbondsorganisaties op 3 juli 2023;

BESLIST,

Aan art. 18 van het arbeidsreglement van het gemeentebestuur een punt 10, als volgt, toe te voegen:

10. Onverminderd de verplichting van elk personeelslid om de taken uit te voeren die het werden toevertrouwd door haar of zijn hiërarchische verantwoordelijke in het kader van haar of zijn functies, heeft het personeelslid de verplichting zich te onthouden van al wat haar of zijn veiligheid of die van

anderen in het gedrang zou kunnen brengen.

Het personeelslid dat vermoedt dat de uitvoering van een taak haar of zijn veiligheid of die van anderen in het gedrang zou kunnen brengen (bv. in een voertuig plaatsnemen waarvan de bestuurder niet in staat lijkt te rijden) is ertoe gehouden onmiddellijk een van haar of zijn hiërarchische verantwoordelijken op de hoogte te brengen. Die laatste zal oordelen of de vrees gegrond is en, in voorkomend geval, de preventieve maatregelen die zich aandienen nemen. Indien de hiërarchische verantwoordelijken niet bereikbaar zijn, kan het personeelslid hiervoor een beroep doen op een ander personeelslid dat dienst- of ploegverantwoordelijke is en houder is van een niveau A of een code 4 of 5.

Indien de hiërarchische verantwoordelijke van oordeel is dat de vrees ongegrond is, deelt hij dit mee aan het personeelslid dat deze vrees geuit heeft en verzekert die laatste ervan dat het feit dat hij deze vrees geuit heeft niet zal worden beschouwd als poging tot werkweigering.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

29 stemmers : 29 positieve stemmen.

2 annexes / 2 bijlagen

66 **Personnel – Programme d'examen fixant les conditions d'accès à la fonction de comptable de la régie foncière (niv A), pour le service de la 'Régie Foncière', par voie de promotion.**

LE CONSEIL,

Vu la Nouvelle loi communale, notamment l'art. 145 §1, qui stipule que « *Le Conseil communal fixe : [...] le cadre du personnel, qui comprend l'inventaire du nombre d'emplois statutaires répartis en cinq niveaux de A à E, et par grade* » ;

Vu sa décision du 8 février 2022 de fixer le nouveau cadre du personnel administratif et technique ;

Considérant qu'il y figure un poste d'attaché, prévu pour exercer les fonctions de comptable de la régie foncière ;

Considérant que ce poste est vacant ;

Considérant qu'il y a lieu de pourvoir à la vacance de ce poste ;

Considérant dès lors, qu'il y a lieu de fixer les conditions d'accès à cette fonction, notamment le programme d'examen ;

Vu l'art. 145 §2 de la Nouvelle loi communale, qui stipule que « *Toutes les fonctions sont ouvertes au recrutement et à la promotion, à moins que le conseil communal n'y déroge expressément* » ;

Considérant le souhait de réserver cette fonction à la promotion ;

Vu le protocole d'accord N° 492, concernant ledit programme, établi entre les organisations syndicales représentatives et les autorités en date du 11 septembre 2023 ;

DECIDE,

D'adopter le programme d'examen fixant les conditions d'accès à la fonction de comptable de la régie foncière, pour le service 'Régie Foncière' du département des Travaux Publics, par voie de promotion et de l'annexer au « statut administratif » ;

De n'ouvrir ladite fonction qu'à la promotion.

**Examen en vue de promouvoir un comptable de la régie foncière
(constitution d'une réserve pour le grade d'attaché)
Département Travaux publics
Régie foncière**

• **Programme d'examen :**

- Déroulement : Entretien oral, éventuellement précédé d'un examen écrit de présélection si le nombre de candidats est supérieur à 10.
- Matière et pondération : chaque matière comptera pour 1/3 des points de l'examen
 - La nouvelle loi communale, notamment les articles 117 à 142 relatifs aux attributions Conseil et Collège, les articles 231 à 237 relatifs aux biens et revenus de la Commune, les articles 238 à 271 relatifs aux budgets et comptes de la Commune (238 à 263), à la tutelle et aux actions judiciaires
 - Législations spécifiques aux régies : l'arrêté GRBC du 6 novembre 2003 relatif à la gestion financière des régies communales ordinaires + arrêté ministériel du 6 février 2004 (présentation du budget et plan comptable de la régie ordinaire) ainsi que l'ordonnance du 5/07/2018 sur les modes spécifiques de gestion communale (régie communale autonome)
 - Logement : règlement d'attribution des logements communaux, règlement locatif des logements communaux, procédures de recouvrement.

• **Composition du jury :**

- Secrétaire communal
- Trésorier de la régie foncière
- Directeur de la régie foncière
- Chef du service GIL-régie foncière
- Un-e représentant-e d'une régie communale ordinaire en Région Bruxelloise exerçant une fonction financière similaire au poste à pourvoir ou le responsable du service logement

• **Conditions de participation :**

- Les conditions sont définies par le statut administratif.

Le Conseil approuve le projet de délibération.
29 votants : 29 votes positifs.

Personeel – Examenprogramma tot vaststelling van de voorwaarden voor de toegang tot de

functie van boekhoudkundige van het grondbedrijf (niv. A) voor de dienst Grondregie, via bevordering.

DE RAAD,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet, inzonderheid art. 145 §1, waarin het volgende wordt bepaald: “*De gemeenteraad bepaalt: [...] de personeelsformatie, die een opsomming omvat van het aantal statutaire betrekkingen in vijf niveaus van A tot E, en per graad*”;

Gelet op zijn beslissing van 8 februari 2022 om de personeelsformatie van het administratieve en technische personeel vast te leggen;

Overwegende dat er een betrekking van attaché, voorzien voor de functie van boekhoudkundige bij de Grondregie, opgenomen is in voornoemde personeelsformatie;

Overwegende dat deze betrekking vacant is;

Overwegende dat deze betrekking moet worden ingevuld;

Overwegende dat daarom de voorwaarden voor toegang tot deze functie moeten worden vastgesteld, met name het examenprogramma;

Gelet op art. 145 §2 van de Nieuwe Gemeentewet, waarin het volgende wordt bepaald: “*Alle betrekkingen worden opengesteld voor aanwerving en bevordering, tenzij de gemeenteraad daar uitdrukkelijk van afwijkt*”;

Overwegende de wens deze functie voor te behouden voor bevordering;

Gelet op akkoordprotocol nr. 492, betreffende het voornoemde programma, opgesteld tussen de representatieve vakbonden en de overheid op 11 september 2023;

BESLIST

Het examenprogramma tot vaststelling van de voorwaarden voor de toegang tot de functie van boekhoudkundige van het grondbedrijf, voor de dienst Grondregie van het departement Openbare Werken, door middel van bevordering goed te keuren en het bij het "administratief statuut" te voegen;

De genoemde functie enkel voor bevordering open te stellen.

**Examen met het oog op de bevordering van een boekhouder van de Grondregie (niveau A)
(samenstelling van een reserve voor de graad van attaché)**

Departement Openbare Werken

Dienst Grondregie

• **Examenprogramma:**

- Verloop: mondeling onderhoud, eventueel voorafgegaan door een schriftelijk voorselectie-examen als er meer dan 10 kandidaten zijn.
- Onderwerp en weging: elk onderwerp telt voor 1/3 van de examenpunten
 - De Nieuwe Gemeentewet, inzonderheid artikelen 117 tot 142 betreffende de bevoegdheden van de Raad en het College, artikelen 231 tot 237 betreffende de

goederen en inkomsten van de gemeente, artikelen 238 tot 271 betreffende de begrotingen en rekeningen van de gemeente (238 tot 263), het toezicht en de rechtsgedingen

- Specifieke wetgeving voor de gemeentebedrijven: het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 6 november 2003 met betrekking tot het financieel beheer van de gewone gemeentebedrijven + ministerieel besluit van 6 februari 2004 (voorstelling van de begroting en rekeningenstelsel van het gewoon gemeentebedrijf) alsook de ordonnantie van 5 juli 2018 betreffende de specifieke gemeentelijke bestuursvormen (autonoom gemeentebedrijf)
- Huisvesting: reglement voor de toewijzing van gemeentelijke woningen, huurreglement van gemeentelijke woningen, invorderingsprocedures

- **Samenstelling van de jury:**

- Gemeentesecretaris
- Penningmeester van de Grondregie
- Directeur van de Grondregie
- Hoofd van de dienst HIL - Grondregie
- Een vertegenwoordiger van een gewoon gemeentebedrijf in het Brussels Gewest met een financiële functie die vergelijkbaar is met die van de in te vullen betrekking of de verantwoordelijke van de dienst Huisvesting

- **Voorwaarden voor deelname:**

- De voorwaarden worden bepaald door het administratief statuut.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

29 stemmers : 29 positieve stemmen.

3 annexes / 3 bijlagen

TRAVAUX PUBLICS - OPENBARE WERKEN

Marchés publics pour Travaux - Overheidsopdrachten voor werken

67 Marchés publics – 2015-T-006 – Restauration et rénovation de l'hôtel communal de Forest, phase II: enveloppe intérieure – Approbation de l'avenant 13 – Information.

LE CONSEIL,

Vu la Nouvelle loi communale, notamment les articles 236 §3 et 123, 5° relatifs aux compétences du collège des bourgmestre et échevins ;

Vu la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services et ses modifications ultérieures, notamment l'article 25 ;

Vu la loi du 17 juin 2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics, de certains marchés de travaux, de fournitures et de services et de concessions et ses

modifications ultérieures ;

Vu l'arrêté royal du 15 juillet 2011 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures ;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et ses modifications ultérieures, notamment l'article 38/1 (Travaux/Fournitures/Services complémentaires) ;

Vu la décision du Collège des Bourgmestre et Echevins du 14 juillet 2016 relative à l'attribution du marché « « Restauration et rénovation de l'Hôtel Communal de Forest, phase II : enveloppe intérieure » à Bam Galère, Rue Joseph Dupont 73 à 4053 Chaudfontaine pour le montant de l'offre contrôlé et corrigé de 11.492.417,01 € hors TVA ou 13.905.824,58 € TVAC soit 13.920.000,00 € TVA et révision de prix comprises ;

Considérant qu'il est apparu nécessaire, lors de l'exécution du marché, d'apporter les modifications suivantes :

Travaux supplémentaires	+ € 132.658,12
Total HTVA	= € 132.658,12
TVA	+ € 27.858,21
TOTAL	= € 160.516,33

Considérant la motivation de cet avenant :

Considérant que le Cahier des Charges 2015-T-006 exige une réception par le SIAMU (Service d'Incendie et d'Aide Médicale Urgente) à charge de l'adjudicataire ;

Considérant qu'afin de permettre cette réception l'Hôtel communal doit être équipé en l'éclairage de sécurité ;

Considérant que l'éclairage de sécurité ne fait pas partie de la commande actuelle de l'adjudicataire à l'exception de l'éclairage de sécurité directionnel ;

Considérant que dès lors il est nécessaire de commander l'éclairage de sécurité à l'adjudicataire ;

Considérant que cette commande supplémentaire s'inscrit dans la perspective de continuité des travaux remise en normes à réaliser à l'Hôtel communal de Forest et respectent la nature et l'objet du marché initial ;

Considérant que le changement de contractant est impossible pour des raisons techniques et entraînerait une augmentation substantielle des coûts pour l'adjudicateur ;

Considérant que le montant total de cet avenant et des avenants précédents déjà approuvés dépasse de 58,17% le montant d'attribution, le montant total de la commande après avenants s'élevant à présent à € 18.177.642,73 hors TVA ou € 21.994.947,71, 21% TVA comprise ;

Vu la décision du Collège des bourgmestre et échevins du 26 octobre 2023 faisant choix d'approuver l'avenant 13 du marché « 2015-T-006 - RESTAURATION ET RÉNOVATION DE L'HOTEL COMMUNAL DE FOREST, PHASE II: enveloppe intérieure » pour un montant total en plus de € 132.658,12 hors TVA ou € 160.516,33, 21% TVA comprise inscrit, à l'article 104/723-60/64 du service extraordinaire du budget de l'exercice 2023 (nouveaux luminaires intérieurs) et financé la dépense par un emprunt ;

DECIDE,

De prendre connaissance de la décision du collège des bourgmestres et échevins du 26 octobre 2023 faisant choix d'approuver l'avenant 13 du marché « 2015-T-006 - RESTAURATION ET RÉNOVATION DE L'HOTEL COMMUNAL DE FOREST, PHASE II: enveloppe intérieure » pour un montant total en plus de € 132.658,12 hors TVA ou € 160.516,33, 21% TVA comprise inscrit, à l'article 104/723-60/64 du service extraordinaire du budget de l'exercice 2023 (nouveaux luminaires

intérieurs) et financé la dépense par un emprunt.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

29 votants : 29 votes positifs.

Overheidsopdrachten – 2015-T-006 – Restauratie en renovatie van het geleentehuis van Vorst, Fase, II: binnenschil – Goedkeuring van aanhangsel 13 – Kennisgeving.

DE RAAD,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet, inzonderheid artikelen 236, §3 en 123, 5° betreffende de bevoegdheden van het College van Burgemeester en Schepenen;

Gelet op de wet van 15 juni 2006 inzake overheidsopdrachten en bepaalde opdrachten voor werken, leveringen en diensten en latere wijzigingen, inzonderheid artikel 25;

Gelet op de wet van 17 juni 2013 betreffende de motivering, de informatie en de rechtsmiddelen inzake overheidsopdrachten, bepaalde opdrachten voor werken, leveringen en diensten en concessies, en latere wijzigingen;

Gelet op het koninklijk besluit van 15 juli 2011 betreffende de plaatsing van overheidsopdrachten in de klassieke sectoren, en latere wijzigingen;

Gelet op het koninklijk besluit van 14 januari 2013 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten, en latere wijzigingen, inzonderheid artikel 38/1 (Aanvullende werken/leveringen/diensten);

Gelet op de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 14 juli 2016 betreffende de gunning van de opdracht “Restauratie en renovatie van het Gemeentehuis van Vorst, fase II: binnenschil” aan Bam Galère, rue Joseph Dupont 73 te 4053 Chaudfontaine, voor het gecontroleerde en verbeterde offertebedrag van 11.492.417,01 € excl. btw of 13.905.824,58 € btw inbegrepen of 13.920.000,00 € btw en prijsherziening inbegrepen;

Overwegende dat het tijdens de uitvoering van de opdracht noodzakelijk is gebleken om de volgende wijzigingen aan te brengen:

Aanvullende werken	+ 132.658,12 €
Totaal excl. btw	= 132.658,12 €
Btw	+ 27.858,21 €
TOTAAL	= 160.516,33 €

Overwegende de motivering van dit aanhangsel:

Overwegende dat bestek 2015-T-006 een oplevering door de DBDMH (Dienst voor Brandbestrijding en Dringende Medische Hulp) vereist op kosten van de opdrachtnemer;

Overwegende dat het gemeentehuis, om deze oplevering mogelijk te maken, moet worden uitgerust met veiligheidsverlichting;

Overwegende dat de veiligheidsverlichting geen deel uitmaakt van de huidige bestelling van de opdrachtnemer, met uitzondering van de directionele veiligheidsverlichting;

Overwegende dat het derhalve noodzakelijk is de veiligheidsverlichting bij de opdrachtnemer te bestellen;

Overwegende dat deze bijkomende bestelling kadert in het perspectief van de continuïteit van de aanpassingswerken die in het gemeentehuis van Vorst moeten worden uitgevoerd en de aard en het voorwerp van de oorspronkelijke opdracht volgt;

Overwegende dat de verandering van contractant om technische redenen onmogelijk is en zou leiden tot een aanzienlijke stijging van de kosten voor de aanbesteder;

Overwegende dat het totale bedrag van dit aanhangsel en van de voorgaande reeds goedgekeurde aanhangsels het gunningsbedrag met 58,17% overschrijdt, waardoor het totaalbedrag van de bestelling na aanhangsels momenteel neerkomt op 18.177.642,73 € excl. btw of 21.994.947,71 €, 21% btw inbegrepen;

Gelet op de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 26 oktober 2023 om te kiezen voor de goedkeuring van aanhangsel 13 van de opdracht "2015-T-006 - RESTAURATIE EN RENOVATIE VAN HET GEMEENTEHUIS VAN VORST, FASE II: binnenschil" voor een totaal bijkomend bedrag van 132.658,12 € excl. btw of 160.516,33 €, 21% btw inbegrepen en ingeschreven op artikel 104/723-60/64 van de buitengewone dienst van de begroting van het dienstjaar 2023 (nieuwe binnenverlichting) en waarbij de uitgave gefinancierd wordt met een lening;

BESLIST

Kennis te nemen van de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 26 oktober 2023 om te kiezen voor de goedkeuring van aanhangsel 13 van de opdracht "2015-T-006 - RESTAURATIE EN RENOVATIE VAN HET GEMEENTEHUIS VAN VORST, FASE II: binnenschil" voor een totaal bijkomend bedrag van 132.658,12 € excl. btw of 160.516,33 €, 21 % btw inbegrepen en ingeschreven op artikel 104/723-60/64 van de buitengewone dienst van de begroting van het dienstjaar 2023 (nieuwe binnenverlichting) en waarbij de uitgave gefinancierd wordt met een lening.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.
29 stemmers : 29 positieve stemmen.

68 **Marchés publics - MP-2023-F-001 - Fourniture de matériaux métalliques (2024-2026) - Approbation des conditions et de la procédure de passation - Application de l'article 234 §3 de la Nouvelle loi communale - Information.**

LE CONSEIL,

Vu la Nouvelle loi communale, notamment l'article 234 §3 relatif aux compétences du collège des bourgmestres et échevins et ses modifications ultérieures ;

Vu la loi du 17 juin 2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics, de certains marchés de travaux, de fournitures et de services et de concessions et ses modifications ultérieures ;

Vu la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics, notamment l'article 42, § 1, 1^o a) (la dépense à approuver HTVA n'atteint pas le seuil de € 140.000,00) ;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et ses modifications ultérieures ;

Vu l'arrêté royal du 18 avril 2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures, notamment l'article 90, 1^o ;

Considérant que le marché public de fourniture de matériaux métalliques prend fin le 31 décembre

2023 et qu'il y a lieu d'en relancer un nouveau pour les années de 2024 à 2026 ;

Considérant que le montant estimé de ce marché s'élève à € 66.000,00 € hors TVA ou 79.860,00 €, 21% TVA comprise pour les 3 années, soit une dépense annuelle de € 24.000,00 TTC;

Vu la décision du Collège des bourgmestre et échevins du 12 octobre 2023 faisant choix de la procédure par procédure négociée sans publication préalable comme mode de passation du marché «MP-2023-F-001 - Fourniture de matériaux métalliques (2024-2026)», pour un montant de € 66.000,00 € hors TVA ou 79.860,00 €, 21% TVA comprise pour les 3 années, soit une dépense annuelle de € 24.000,00 TTC et inscrit aux articles budgétaires de code économique 125-02/03 du service ordinaire du budget des exercices 2024, 2025 et 2026 ;

DECIDE,

De prendre connaissance de la décision du Collège des bourgmestre et échevins du 12 octobre 2023 faisant choix de la procédure par procédure négociée sans publication préalable comme mode de passation du marché «MP-2023-F-001 - Fourniture de matériaux métalliques (2024-2026)», pour un montant de € 66.000,00 € hors TVA ou 79.860,00 €, 21% TVA comprise pour les 3 années, soit une dépense annuelle de € 24.000,00 TTC et inscrit aux articles budgétaires de code économique 125-02/03 du service ordinaire du budget des exercices 2024, 2025 et 2026 .

Le Conseil approuve le projet de délibération.

29 votants : 29 votes positifs.

Overheidsopdrachten - MP-2023-F-001 - Levering van materiaal in metaal (2024-2026) - Goedkeuring voorwaarden en gunningswijze - Toepassing artikel 234 §3 Nieuwe Gemeentewet - Kennisgeving.

DE RAAD,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet, inzonderheid artikel 234 §3 betreffende de bevoegdheden van het College van Burgemeester en Schepenen, en latere wijzigingen;

Gelet op de wet van 17 juni 2013 betreffende de motivering, de informatie en de rechtsmiddelen inzake overheidsopdrachten, bepaalde opdrachten voor werken, leveringen en diensten en concessies, en latere wijzigingen;

Gelet op de wet van 17 juni 2016 inzake overheidsopdrachten, inzonderheid artikel 42, §1, 1° a) (de goed te keuren uitgave excl. btw bereikt de drempel van 140.000,00 € niet);

Gelet op het koninklijk besluit van 14 januari 2013 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten, en latere wijzigingen;

Gelet op het koninklijk besluit van 18 april 2017 betreffende de plaatsing van overheidsopdrachten in de klassieke sectoren, en latere wijzigingen, inzonderheid artikel 90, 1°;

Overwegende dat de overheidsopdracht voor levering van materiaal in metaal afloopt op 31 december 2023 en dat er een nieuwe opdracht moet worden uitgeschreven voor de jaren 2024 tot 2026;

Overwegende dat de raming van deze opdracht 66.000,00 € excl. btw of 79.860,00 €, 21% btw inbegrepen bedraagt voor de 3 jaren, d.w.z. een jaarlijkse uitgave van 24.000,00 € alle belastingen inbegrepen;

Gelet op de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 12 oktober 2023 om te kiezen voor de onderhandelingsprocedure zonder voorafgaande bekendmaking als gunningswijze van de opdracht “MP-2023-F-001 - Levering van materiaal in metaal (2024-2026)”, voor een bedrag van 66.000,00 € excl. btw of 79.860,00 €, 21% btw inbegrepen bedraagt voor de 3 jaren, d.w.z. een jaarlijkse uitgave van 24.000,00 € alle belastingen inbegrepen, en ingeschreven op de begrotingsartikelen met economische code 125-02/03 van de gewone dienst van de begroting voor de begrotingsjaren 2024, 2025 en 2026;

BESLIST

Kennis te nemen van de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 12 oktober 2023 om te kiezen voor de onderhandelingsprocedure zonder voorafgaande bekendmaking als gunningswijze van de opdracht “MP-2023-F-001 - Levering van materiaal in metaal (2024-2026)”, voor een bedrag van 66.000,00 € excl. btw of 79.860,00 €, 21% btw inbegrepen bedraagt voor de 3 jaren, d.w.z. een jaarlijkse uitgave van 24.000,00 € alle belastingen inbegrepen, en ingeschreven op de begrotingsartikelen met economische code 125-02/03 van de gewone dienst van de begroting voor de begrotingsjaren 2024, 2025 en 2026.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.
29 stemmers : 29 positieve stemmen.

69 **Marchés publics - MP-2023-F-003 - Fourniture de matériaux de construction (2024-2026) - Approbation des conditions et de la procédure de passation - Application de l'article 234 §3 de la Nouvelle loi communale - Information.**

LE CONSEIL,

Vu la Nouvelle loi communale, notamment l'article 234 §3 relatif aux compétences du collège des bourgmestre et échevins et ses modifications ultérieures ;

Vu la loi du 17 juin 2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics, de certains marchés de travaux, de fournitures et de services et de concessions et ses modifications ultérieures ;

Vu la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics, notamment l'article 42, §1, 1^o a) (la dépense à approuver HTVA n'atteint pas le seuil de € 140.000,00) ;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et ses modifications ultérieures ;

Vu l'arrêté royal du 18 avril 2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures, notamment l'article 90, 1^o ;

Considérant que le marché publics de fourniture de matériaux de construction prend fin le 31 décembre 2023 et qu'il y a lieu d'en relancer un nouveau pour les années de 2024 à 2026 ;

Considérant que le montant estimé de ce marché s'élève à 75.000,00 € hors TVA ou 90.750,00 €, 21% TVA comprise pour les 3 années, soit une dépense annuelle de 30.250,00 € TTC;

Vu la décision du Collège des bourgmestre et échevins du 12 octobre 2023 faisant choix de la

procédure par procédure négociée sans publication préalable comme mode de passation du marché «MP-2023-F-003 - Fourniture de matériaux de construction (2024-2026)», pour un montant de 75.000,00 € hors TVA ou 90.750,00 €, 21% TVA comprise pour les 3 années, soit une dépense annuelle de 30.250,00 € TTC et inscrit aux articles budgétaires de code économique 125-02/03 du service ordinaire du budget des exercices 2024, 2025 et 2026 ;

DECIDE,

De prendre connaissance de la décision du Collège des bourgmestre et échevins du 12 octobre 2023 faisant choix de la procédure par procédure négociée sans publication préalable comme mode de passation du marché «MP-2023-F-003 - Fourniture de matériaux de construction (2024-2026)», pour un montant de 75.000,00 € hors TVA ou 90.750,00 €, 21% TVA comprise pour les 3 années, soit une dépense annuelle de 30.250,00 € TTC et inscrit aux articles budgétaires de code économique 125-02/03 du service ordinaire du budget des exercices 2024, 2025 et 2026.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

29 votants : 29 votes positifs.

Overheidsopdrachten - MP-2023-F-003 - Levering van bouwmaterialen (2024-2026) - Goedkeuring voorwaarden en gunningswijze - Toepassing artikel 234 §3 Nieuwe Gemeentewet - Kennisgeving.

DE RAAD,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet, inzonderheid artikel 234 §3 betreffende de bevoegdheden van het College van Burgemeester en Schepenen, en latere wijzigingen;

Gelet op de wet van 17 juni 2013 betreffende de motivering, de informatie en de rechtsmiddelen inzake overheidsopdrachten, bepaalde opdrachten voor werken, leveringen en diensten en concessies, en latere wijzigingen;

Gelet op de wet van 17 juni 2016 inzake overheidsopdrachten, inzonderheid artikel 42, §1, 1° a) (de goed te keuren uitgave excl. btw bereikt de drempel van 140.000,00 € niet);

Gelet op het koninklijk besluit van 14 januari 2013 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten, en latere wijzigingen;

Gelet op het koninklijk besluit van 18 april 2017 betreffende de plaatsing van overheidsopdrachten in de klassieke sectoren, en latere wijzigingen, inzonderheid artikel 90, 1°;

Overwegende dat de overheidsopdracht voor de levering van bouwmaterialen afloopt op 31 december 2023 en dat er een nieuwe opdracht moet worden uitgeschreven voor de jaren 2024 tot 2026;

Overwegende dat de raming van deze opdracht 75.000,00 € excl. btw of 90.750,00 €, 21% btw inbegrepen bedraagt voor de 3 jaren, d.w.z. een jaarlijkse uitgave van 30.250,00 € alle belastingen inbegrepen;

Gelet op de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 12 oktober 2023 om te kiezen voor de onderhandelingsprocedure zonder voorafgaande bekendmaking als gunningswijze van de opdracht “MP-2023-F-003 - Levering van bouwmaterialen (2024-2026)”, voor een bedrag van 75.000,00 € excl. btw of 90.750,00 €, 21% btw inbegrepen voor de 3 jaren, d.w.z. een jaarlijkse uitgave van 30.250,00 € alle belastingen inbegrepen, en ingeschreven op de begrotingsartikelen met economische code 125-02/03 van de gewone dienst van de begroting voor de dienstjaren 2024, 2025 en 2026;

BESLIST

Kennis te nemen van de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 12 oktober 2023 om te kiezen voor de onderhandelingsprocedure zonder voorafgaande bekendmaking als gunningswijze van de opdracht “MP-2023-F-003 - Levering van bouwmaterialen (2024-2026)”, voor een bedrag van 75.000,00 € excl. btw of 90.750,00 €, 21% btw inbegrepen voor de 3 jaren, d.w.z. een jaarlijkse uitgave van 30.250,00 € alle belastingen inbegrepen, en ingeschreven op de begrotingsartikelen met economische code 125-02/03 van de gewone dienst van de begroting voor de dienstjaren 2024, 2025 en 2026.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.
29 stemmers : 29 positieve stemmen.

70 **Marchés publics - MP-2023-F-002 - Fourniture de quincaillerie et produits assimilés (2024-2026) - Approbation des conditions et de la procédure de passation - Application de l'article 234 §3 de la Nouvelle loi communale - Information.**

LE CONSEIL,

Vu la Nouvelle loi communale, notamment l'article 234 §3 relatif aux compétences du collège des bourgmestre et échevins et ses modifications ultérieures ;

Vu la loi du 17 juin 2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics, de certains marchés de travaux, de fournitures et de services et de concessions et ses modifications ultérieures ;

Vu la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics, notamment l'article 42, §1, 1° a) (la dépense à approuver HTVA n'atteint pas le seuil de € 140.000,00) ;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et ses modifications ultérieures ;

Vu l'arrêté royal du 18 avril 2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures, notamment l'article 90, 1° ;

Considérant que le marché publics de fourniture de quincaillerie et produits assimilés prend fin le 31 décembre 2023 et qu'il y a lieu d'en relancer un nouveau pour les années de 2024 à 2026 ;

Considérant que le montant estimé de ce marché s'élève à € 75.000,00 € hors TVA ou 90.750,00 €, 21% TVA comprise pour les 3 années, soit une dépense annuelle de € 30.250,00 TTC;

Vu la décision du Collège des bourgmestre et échevins du 12 octobre 2023 faisant choix de la procédure par procédure négociée sans publication préalable comme mode de passation du marché «MP-2023-F-002 - Fourniture de quincaillerie et produits assimilés (2024-2026)», pour un montant de € 75.000,00 € hors TVA ou 90.750,00 €, 21% TVA comprise pour les 3 années, soit une dépense annuelle de € 30.250,00 TTC et inscrit aux articles budgétaires de code économique 125-02/03 du service ordinaire du budget des exercices 2024, 2025 et 2026 ;

DECIDE,

De prendre connaissance de la décision du Collège des bourgmestre et échevins du 12 octobre 2023 faisant choix de la procédure par procédure négociée sans publication préalable comme mode de passation du marché «MP-2023-F-002 - Fourniture de quincaillerie et produits assimilés (2024-2026)», pour un montant de € 75.000,00 € hors TVA ou 90.750,00 €, 21% TVA comprise pour les 3 années, soit une dépense annuelle de € 30.250,00 TTC et inscrit aux articles budgétaires de code économique 125-02/03 du service ordinaire du budget des exercices 2024, 2025 et 2026.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

29 votants : 29 votes positifs.

Overheidsopdrachten - MP-2023-F-002 - Levering van hang- en sluitwerk en aanverwante producten (2024-2026) - Goedkeuring voorwaarden en gunningswijze - Toepassing artikel 234 §3 Nieuwe Gemeentewet - Kennisgeving.

DE RAAD,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet, inzonderheid artikel 234 §3 betreffende de bevoegdheden van het College van Burgemeester en Schepenen, en latere wijzigingen;

Gelet op de wet van 17 juni 2013 betreffende de motivering, de informatie en de rechtsmiddelen inzake overheidsopdrachten, bepaalde opdrachten voor werken, leveringen en diensten en concessies, en latere wijzigingen;

Gelet op de wet van 17 juni 2016 inzake overheidsopdrachten, inzonderheid artikel 42, §1, 1° a) (de goed te keuren uitgave excl. btw bereikt de drempel van € 140.000,00 niet);

Gelet op het koninklijk besluit van 14 januari 2013 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten, en latere wijzigingen;

Gelet op het koninklijk besluit van 18 april 2017 betreffende de plaatsing van overheidsopdrachten in de klassieke sectoren, en latere wijzigingen, inzonderheid artikel 90, 1°;

Overwegende dat de overheidsopdracht voor de levering van hang- en sluitwerk en aanverwante producten eindigt op 31 december 2023 en dat er een nieuwe opdracht moet worden uitgeschreven voor de jaren 2024 tot 2026;

Overwegende dat de raming van deze opdracht € 75.000,00 excl. btw of € 90.750,00 incl. 21% btw bedraagt voor de 3 jaren, d.w.z. een jaarlijkse uitgave van € 30.250,00 alle belastingen inbegrepen;

Gelet op de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 12 oktober 2023 om te kiezen voor de onderhandelingsprocedure zonder voorafgaande bekendmaking als gunningswijze van de opdracht “MP-2023-F-002 - Levering van hang- en sluitwerk en aanverwante producten (2024-2026)”, voor een bedrag van € 75.000,00 excl. btw of € 90.750,00 incl. 21% btw voor de 3 jaren, d.w.z. een jaarlijkse uitgave van € 30.250,00 alle belastingen inbegrepen en ingeschreven op de begrotingsartikelen met economische code 125-02/03 van de gewone dienst van de begroting voor de dienstjaren 2024, 2025 en 2026;

BESLIST

Kennis te nemen van de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 12 oktober 2023 om te kiezen voor de onderhandelingsprocedure zonder voorafgaande bekendmaking als gunningswijze van de opdracht “MP-2023-F-002 - Levering van hang- en sluitwerk en aanverwante producten (2024-2026)”, voor een bedrag van € 75.000,00 excl. btw of € 90.750,00 incl. 21% btw

voor de 3 jaren, d.w.z. een jaarlijkse uitgave van € 30.250,00 alle belastingen inbegrepen en ingeschreven op de begrotingsartikelen met economische code 125-02/03 van de gewone dienst van de begroting voor de dienstjaren 2024, 2025 en 2026.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.
29 stemmers : 29 positieve stemmen.

71 **Marchés publics - MP-2023-F-004 - Fourniture de peintures, revêtements de sol et de produits assimilés ainsi que tout matériel nécessaire à l'application des peintures et à la préparation des supports (2024-2026) - Approbation des conditions et de la procédure de passation - Application de l'article 234 §3 de la Nouvelle loi communale - Information.**

LE CONSEIL,

Vu la Nouvelle loi communale, notamment l'article 234 §3 relatif aux compétences du collège des bourgmestre et échevins et ses modifications ultérieures ;

Vu la loi du 17 juin 2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics, de certains marchés de travaux, de fournitures et de services et de concessions et ses modifications ultérieures ;

Vu la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics, notamment l'article 42, § 1, 1^o a) (la dépense à approuver HTVA n'atteint pas le seuil de € 140.000,00) ;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et ses modifications ultérieures ;

Vu l'arrêté royal du 18 avril 2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures, notamment l'article 90, 1^o ;

Considérant que le marché public de fourniture de peintures, revêtements de sol et de produits assimilés ainsi que tout matériel nécessaire à l'application des peintures et à la préparation des supports prend fin le 31 décembre 2023 et qu'il y a lieu d'en relancer un nouveau pour les années de 2024 à 2026 ;

Considérant que le montant estimé de ce marché s'élève à € 90.000,00 HTVA, soit € 108.900,00 TTC pour les 3 années, soit une dépense annuelle de € 36.300,00 TTC ;

Vu la décision du Collège des bourgmestre et échevins du 12 octobre 2023 faisant choix de la procédure par procédure négociée sans publication préalable comme mode de passation du marché «MP-2023-F-004 - Fourniture de peintures, revêtements de sol et de produits assimilés ainsi que tout matériel nécessaire à l'application des peintures et à la préparation des supports (2024-2026)», pour un montant de € 90.000,00 HTVA, soit € 108.900,00 TTC pour les 3 années, soit une dépense annuelle de € 36.300,00 TTC et inscrit aux articles budgétaires de code économique 125-02/03 du service ordinaire du budget des exercices 2024, 2025 et 2026 ;

DECIDE,

De prendre connaissance de la décision du Collège des bourgmestre et échevins du 12 octobre 2023 faisant choix de la procédure par procédure négociée sans publication préalable comme mode de

passation du marché «MP-2023-F-004 - Fourniture de peintures, revêtements de sol et de produits assimilés ainsi que tout matériel nécessaire à l'application des peintures et à la préparation des supports (2024-2026)», pour un montant de € 90.000,00 HTVA, soit € 108.900,00 TTC pour les 3 années, soit une dépense annuelle de € 36.300,00 TTC et inscrit aux articles budgétaires de code économique 125-02/03 du service ordinaire du budget des exercices 2024, 2025 et 2026.

Le Conseil approuve le projet de délibération.
29 votants : 29 votes positifs.

Overheidsopdrachten - MP-2023-F-004 - Levering van verf, vloerbekleding en aanverwante producten evenals al het materiaal dat nodig is voor het aanbrengen van verf en het voorbereiden van ondergronden (2024-2026) - Goedkeuring voorwaarden en gunningswijze - Toepassing artikel 234 §3 Nieuwe Gemeentewet - Kennisgeving.

DE RAAD,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet, inzonderheid artikel 234 §3 betreffende de bevoegdheden van het College van Burgemeester en Schepenen, en latere wijzigingen;

Gelet op de wet van 17 juni 2013 betreffende de motivering, de informatie en de rechtsmiddelen inzake overheidsopdrachten, bepaalde opdrachten voor werken, leveringen en diensten en concessies, en latere wijzigingen;

Gelet op de wet van 17 juni 2016 inzake overheidsopdrachten, inzonderheid artikel 42, §1, 1° a) (de goed te keuren uitgave excl. btw bereikt de drempel van € 140.000,00 niet);

Gelet op het koninklijk besluit van 14 januari 2013 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten, en latere wijzigingen;

Gelet op het koninklijk besluit van 18 april 2017 betreffende de plaatsing van overheidsopdrachten in de klassieke sectoren, en latere wijzigingen, inzonderheid artikel 90, 1°;

Overwegende dat de overheidsopdracht voor de levering van verf, vloerbekleding en aanverwante producten evenals al het materiaal dat nodig is voor het aanbrengen van verf en het voorbereiden van ondergronden afloopt op 31 december 2023 en dat er een nieuwe opdracht moet worden uitgeschreven voor de jaren 2024 tot 2026;

Overwegende dat de raming van deze opdracht 90.000,00 € excl. btw bedraagt, d.w.z. 108.900,00 € alle belastingen inbegrepen voor de 3 jaren, d.w.z. een jaarlijkse uitgave van 36.300,00 € alle belastingen inbegrepen;

Gelet op de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 12 oktober 2023 om te kiezen voor de onderhandelingsprocedure zonder voorafgaande bekendmaking als gunningswijze van de opdracht “MP-2023-F-004 - Levering van verf, vloerbekleding en aanverwante producten evenals al het materiaal dat nodig is voor het aanbrengen van verf en het voorbereiden van ondergronden (2024-2026)”, voor een bedrag van 90.000,00 € excl. btw, d.w.z. 108.900,00 € alle belastingen inbegrepen voor de 3 jaren, d.w.z. een jaarlijkse uitgave van 36.300,00 € alle belastingen inbegrepen en ingeschreven op de begrotingsartikelen met economische code 125-02/03 van de gewone dienst van de begroting voor de begrotingsjaren 2024, 2025 en 2026;

BESLIST

Kennis te nemen van de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 12 oktober 2023 om te kiezen voor de onderhandelingsprocedure zonder voorafgaande bekendmaking als

gunningswijze van de opdracht “MP-2023-F-004 - Levering van verf, vloerbekleding en aanverwante producten evenals al het materiaal dat nodig is voor het aanbrengen van verf en het voorbereiden van ondergronden (2024-2026)”, voor een bedrag van 90.000,00 € excl. btw, d.w.z. 108.900,00 € alle belastingen inbegrepen voor de 3 jaren, d.w.z. een jaarlijkse uitgave van 36.300,00 € alle belastingen inbegrepen en ingeschreven op de begrotingsartikelen met economische code 125-02/03 van de gewone dienst van de begroting voor de begrotingsjaren 2024, 2025 en 2026.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.
29 stemmers : 29 positieve stemmen.

72 **Marchés publics - MP-2023-F-033 - Achat de matériel de voirie - Approbation des conditions, de la procédure de passation et des firmes à consulter - Application de l'article 234 §3 de la Nouvelle loi communale - Information.**

LE CONSEIL,

Vu la Nouvelle loi communale, notamment l'article 234 §3 relatif aux compétences du collège des bourgmestre et échevins et ses modifications ultérieures ;

Vu la loi du 17 juin 2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics, de certains marchés de travaux, de fournitures et de services et de concessions et ses modifications ultérieures ;

Vu la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics, notamment l'article 92 (le montant estimé HTVA n'atteint pas le seuil de € 30.000,00) ;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et ses modifications ultérieures ;

Vu l'arrêté royal du 18 avril 2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures

Considérant qu'il est nécessaire de procéder à l'acquisition de matériel de voirie;

Considérant que ce marché est divisé en lots :

* Lot 1 (Regards de chaussée), estimé à € 10.743,80 hors TVA ou € 13.000,00 21% TVA comprise ;

* Lot 2 (Pavés et dalles de béton), estimé à € 5.785,12 hors TVA ou € 7.000,00 21% TVA comprise ;

Considérant que le montant global estimé de ce marché s'élève à € 16.528,93 hors TVA ou € 20.000,00 21% TVA comprise ;

Vu la décision du Collège des bourgmestre et échevins du 12 octobre 2023 faisant choix de la procédure sur simple facture acceptée (marchés publics de faible montant) comme mode de passation du marché «MP-2023-F-033 - Achat de matériel de voirie», pour un montant global de € 16.528,93 hors TVA ou € 20.000,00 21% TVA comprise (€ 10.743,80 hors TVA ou € 13.000,00 21% TVA pour le Lot 1 (Regards de chaussée) ; € 5.785,12 hors TVA ou € 7.000,00 21% TVA comprise pour le Lot 2 (Pavés et dalles de béton)) inscrit à l'article 421/741-52/30 du service extraordinaire du budget de l'exercice 2023 ;

Considérant que le mode de financement est un emprunt ;

DECIDE,

De prendre connaissance de la décision du Collège des bourgmestre et échevins du 12 octobre 2023 faisant choix de la procédure sur simple facture acceptée (marchés publics de faible montant) comme mode de passation du marché «MP-2023-F-033 - Achat de matériel de voirie», pour un montant global de € 16.528,93 hors TVA ou € 20.000,00 21% TVA comprise (€ 10.743,80 hors TVA ou € 13.000,00 21% TVA pour le Lot 1 (Regards de chaussée) ; € 5.785,12 hors TVA ou € 7.000,00 21% TVA comprise pour le Lot 2 (Pavés et dalles de béton)), inscrit à l'article 421/741-52/30 du service extraordinaire du budget de l'exercice 2023 et de financer la dépense par un emprunt.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

29 votants : 29 votes positifs.

Overheidsopdrachten - MP-2023-F-033 - Aankoop van materiaal voor de wegen - Goedkeuring voorwaarden, gunningswijze en te raadplegen firma's - Toepassing artikel 234 §3 van de Nieuwe Gemeentewet - Kennisgeving.

DE RAAD,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet, inzonderheid artikel 234 §3 betreffende de bevoegdheden van het College van Burgemeester en Schepenen, en latere wijzigingen;

Gelet op de wet van 17 juni 2013 betreffende de motivering, de informatie en de rechtsmiddelen inzake overheidsopdrachten, bepaalde opdrachten voor werken, leveringen en diensten en concessies, en latere wijzigingen;

Gelet op de wet van 17 juni 2016 inzake overheidsopdrachten, inzonderheid artikel 92 (het geraamde bedrag excl. btw bereikt de drempel van € 30.000,00 niet);

Gelet op het koninklijk besluit van 14 januari 2013 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten, en latere wijzigingen;

Gelet op het koninklijk besluit van 18 april 2017 betreffende de plaatsing van overheidsopdrachten in de klassieke sectoren, en latere wijzigingen;

Overwegende dat het noodzakelijk is over te gaan tot de aankoop van materiaal voor de wegen;

Overwegende dat deze opdracht in percelen is opgedeeld:

* Perceel 1 (Rijwegdeksels), geraamd op € 10.743,80 excl. btw of € 13.000,00 incl. 21% btw;

* Perceel 2 (Betonstraatstenen en -tegels) geraamd op € 5.785,12 excl. btw of € 7.000,00 incl. 21% btw;

Overwegende dat de totale uitgave voor deze opdracht wordt geraamd op € 16.528,93 excl. btw of € 20.000,00 incl. 21% btw;

Gelet op de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 12 oktober 2023 om te kiezen voor de procedure via gewone aanvaarde factuur (overheidsopdrachten van beperkte waarde) als gunningswijze van de opdracht “MP-2023-F-033 - Aankoop van materiaal voor de wegen”, voor een totaalbedrag van € 16.528,93 excl. btw of € 20.000,00 incl. 21% btw (€ 10.743,80 excl. btw of € 13.000,00 incl. 21% btw voor perceel 1 (Rijwegdeksels); € 5.785,12 excl. btw of € 7.000,00 incl. 21% btw voor perceel 2 (Betonstraatstenen en -tegels)) ingeschreven op artikel 421/741-52/30 van de buitengewone dienst van de begroting voor het dienstjaar 2023;

Overwegende dat de financieringswijze een lening is;

BESLIST

Kennis te nemen van de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 12 oktober 2023 om te kiezen voor de procedure via gewone aanvaarde factuur (overheidsopdrachten van beperkte waarde) als gunningswijze van de opdracht "MP-2023-F-033 - Aankoop van materiaal voor de wegen", voor een totaalbedrag van € 16.528,93 excl. btw of € 20.000,00 incl. 21% btw (€ 10.743,80 excl. btw of € 13.000,00 incl. 21% btw voor perceel 1 (Rijwegdeksels); € 5.785,12 excl. btw of € 7.000,00 incl. 21% btw voor perceel 2 (Betonstraatstenen en - tegels)) ingeschreven op artikel 421/741-52/30 van de buitengewone dienst van de begroting voor het dienstjaar 2023 en de uitgave te financieren door een lening.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

29 stemmers : 29 positieve stemmen.

73 **Marchés publics - MP-2023-S-005 - Entretien et réparation des adoucisseurs d'eau des bâtiments communaux et fourniture et livraison des sels nécessaires à chaque adoucisseur (2024-2026) - Approbation des conditions et de la procédure de passation - Application de l'article 234 §3 de la Nouvelle loi communale - Information.**

LE CONSEIL,

Vu la Nouvelle loi communale, notamment l'article 234 §3 relatif aux compétences du collège des bourgmestre et échevins et ses modifications ultérieures ;

Vu la loi du 17 juin 2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics, de certains marchés de travaux, de fournitures et de services et de concessions et ses modifications ultérieures ;

Vu la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics, notamment l'article 42, § 1, 1^o a) (la dépense à approuver HTVA n'atteint pas le seuil de € 140.000,00) ;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et ses modifications ultérieures ;

Vu l'arrêté royal du 18 avril 2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures, notamment l'article 90, 1^o ;

Considérant qu'il est nécessaire de conclure un marché pour l'entretien et la réparation des adoucisseurs d'eau dans les bâtiments communaux, la fourniture et la livraison des sels nécessaires à chaque adoucisseur ;

Considérant que la durée du marché est de 36 mois (1^{er} janvier 2024 – 31 décembre 2026) ;

Considérant que ce marché est divisé en lots :

* Lot 1 (Sites communaux hors Régie foncière), estimé à € 37.050,00 HTVA ou € 44.830,50, 21% TVAC ou € 49.320,00 TVA et révision des prix comprises, soit un montant annuel de € 16.440,00 TTC

* Lot 2 (Sites de la Régie foncière), estimé à € 7.200,00 HTVA ou € 8.280,00, TVAC (6% et 21%)

ou € 9.120,00 TVA et révision des prix comprises, soit un montant annuel de € 3.040,00 TTC ;

Considérant que le montant global estimé de ce marché s'élève à € 58.440,00 TTC, soit un montant annuel de € 19.480,00 TTC ;

Vu la décision du Collège des bourgmestre et échevins du 12 octobre 2023 faisant choix de la procédure par procédure négociée sans publication préalable comme mode de passation du marché «MP-2023-S-005 - Entretien et réparation des adoucisseurs d'eau des bâtiments communaux et fourniture et livraison des sels nécessaires à chaque adoucisseur (2024-2026)», pour un montant global de € 58.440,00 TTC, soit un montant annuel de € 19.480,00 TTC et inscrit aux articles budgétaires de code économique 125-06/03 du service ordinaire du budget des exercices 2024, 2025 et 2026 (lot 1) et à l'article 614-01 du budget d'exploitation de la Régie foncière des exercices 2024, 2025 et 2026 (lot 2) ;

DECIDE,

De prendre connaissance de la décision du Collège des bourgmestre et échevins du 12 octobre 2023 faisant choix de la procédure par procédure négociée sans publication préalable comme mode de passation du marché «MP-2023-S-005 - Entretien et réparation des adoucisseurs d'eau des bâtiments communaux et fourniture et livraison des sels nécessaires à chaque adoucisseur (2024-2026)», pour un montant global de € 58.440,00 TTC, soit un montant annuel de € 19.480,00 TTC et inscrit aux articles budgétaires de code économique 125-06/03 du service ordinaire du budget des exercices 2024, 2025 et 2026 (lot 1 : Sites communaux hors Régie foncière, estimé à € 37.050,00 HTVA ou € 44.830,50, 21% TVAC ou € 49.320,00 TVA et révision des prix comprises, soit un montant annuel de € 16.440,00 TTC) et à l'article 614-01 du budget d'exploitation de la Régie foncière des exercices 2024, 2025 et 2026 (lot 2 : Sites de la Régie foncière, estimé à € 7.200,00 HTVA ou € 8.280,00, TVAC (6% et 21%) ou € 9.120,00 TVA et révision des prix comprises, soit un montant annuel de € 3.040,00 TTC).

Le Conseil approuve le projet de délibération.

29 votants : 29 votes positifs.

Overheidsopdrachten - MP-2023-S-005 - Onderhoud en herstelling van de waterontharders van de gemeentebouwen en levering van het nodige zout voor elke ontharder (2024-2026) - Goedkeuring voorwaarden en gunningswijze - Toepassing artikel 234 §3 Nieuwe Gemeentewet - Kennisgeving.

DE RAAD,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet, inzonderheid artikel 234 §3 betreffende de bevoegdheden van het College van Burgemeester en Schepenen, en latere wijzigingen;

Gelet op de wet van 17 juni 2013 betreffende de motivering, de informatie en de rechtsmiddelen inzake overheidsopdrachten, bepaalde opdrachten voor werken, leveringen en diensten en concessies, en latere wijzigingen;

Gelet op de wet van 17 juni 2016 inzake overheidsopdrachten, inzonderheid artikel 42, §1, 1° a) (de goed te keuren uitgave excl. btw bereikt de drempel van € 140.000,00 niet);

Gelet op het koninklijk besluit van 14 januari 2013 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten, en latere wijzigingen;

Gelet op het koninklijk besluit van 18 april 2017 betreffende de plaatsing van overheidsopdrachten in de klassieke sectoren, en latere wijzigingen, inzonderheid artikel 90, 1°;

Overwegende dat er een opdracht moet worden afgesloten voor het onderhoud en de herstelling van de waterontharders van de gemeentebouwen en de levering van het nodige zout voor elke ontharder;

Overwegende dat de duur van de opdracht 36 maanden bedraagt (1 januari 2024 - 31 december 2026);

Overwegende dat deze opdracht in percelen is opgedeeld:

* Perceel 1 (Gemeentelijke sites behalve de Grondregie), geraamd op € 37.050,00 excl. btw of € 44.830,50, incl. 21% btw of € 49.320,00 btw en prijsherziening inbegrepen, d.w.z. een jaarlijks bedrag van € 16.440,00 alle belastingen inbegrepen

* Perceel 2 (Sites van de Grondregie), geraamd op € 7.200,00 excl. btw of € 8.280,00, incl. btw (6% en 21%) of € 9.120,00 btw en prijsherziening inbegrepen, d.w.z. een jaarlijks bedrag van € 3.040,00 alle belastingen inbegrepen;

Overwegende dat de totale uitgave voor deze opdracht wordt geraamd op € 58.440,00 alle belastingen inbegrepen, d.w.z. een jaarlijks bedrag van € 19.480,00 alle belastingen inbegrepen;

Gelet op de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 12 oktober 2023 om te kiezen voor de onderhandelingsprocedure zonder voorafgaande bekendmaking als gunningswijze van de opdracht "MP-2023-S-005 - Onderhoud en herstelling van de waterontharders van de gemeentebouwen en levering van het nodige zout voor elke ontharder (2024-2026)", voor een totaalbedrag van € 58.440,00 alle belastingen inbegrepen, d.w.z. een jaarlijks bedrag van € 19.480,00 alle belastingen inbegrepen en ingeschreven op de begrotingsartikelen met economische code 125-06/03 van de gewone dienst van de begroting voor de dienstjaren 2024, 2025 en 2026 (perceel 1) en op artikel 614-01 van de exploitatiebegroting van de Grondregie voor de dienstjaren 2024, 2025 en 2026 (perceel 2);

BESLIST

Kennis te nemen van de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 12 oktober 2023 om te kiezen voor de onderhandelingsprocedure zonder voorafgaande bekendmaking als gunningswijze van de opdracht "MP-2023-S-005 - Onderhoud en herstelling van de waterontharders van de gemeentebouwen en levering van het nodige zout voor elke ontharder (2024-2026)", voor een totaalbedrag van € 58.440,00 alle belastingen inbegrepen, d.w.z. een jaarlijks bedrag van € 19.480,00 alle belastingen inbegrepen en ingeschreven op de begrotingsartikelen met economische code 125-06/03 van de gewone dienst van de begroting voor de dienstjaren 2024, 2025 en 2026 (perceel 1: Gemeentelijke sites behalve de Grondregie, geraamd op € 37.050,00 excl. btw of € 44.830,50, incl. 21% btw of € 49.320,00 btw en prijsherziening inbegrepen, d.w.z. een jaarlijks bedrag van € 16.440,00 alle belastingen inbegrepen) en op artikel 614-01 van de exploitatiebegroting van de Grondregie voor de dienstjaren 2024, 2025 en 2026 (perceel 2: Sites van de Grondregie, geraamd op € 7.200,00 excl. btw of € 8.280,00, incl. btw (6% en 21%) of € 9.120,00 btw en prijsherziening inbegrepen, d.w.z. een jaarlijks bedrag van € 3.040,00 alle belastingen inbegrepen).

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

29 stemmers : 29 positieve stemmen.

74 **Marchés publics - MP-2023-S-006 - Entretien et dépannage des installations de chauffage, ventilation, dispositifs photovoltaïques, de production d'eau chaude sanitaire et de climatisation, ainsi que de la réparation et le remplacement des pièces de rechange dans des**

logements communaux et les prestations des actes de l'arrêté chauffage PEB (2024-2026) – Révision de l'estimation du lot 1.

LE CONSEIL,

Vu la Nouvelle loi communale du 24 juin 1988, notamment l'article 234 §1 relatif aux compétences du conseil communal et ses modifications ultérieures ;

Vu la loi du 29 juillet 1991 relative à la motivation formelle des actes administratifs et ses modifications ultérieures ;

Vu le décret et l'ordonnance du 16 mai 2019 de la Région de Bruxelles Capitale, de la Commission Communautaire Commune et de la Commission Communautaire Française concernant la publicité des administrations des institutions bruxelloises ;

Vu la loi du 17 juin 2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics, de certains marchés de travaux, de fournitures et de services et de concessions et ses modifications ultérieures ;

Vu la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics, notamment l'article 36 ;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et ses modifications ultérieures ;

Vu l'arrêté royal du 18 avril 2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures ;

Vu la décision du Conseil Communal du 26 septembre 2023 relative à l'approbation des conditions, du mode de passation, de l'estimation du marché « MP-2023-S-006 - Entretien et dépannage des installations de chauffage, ventilation, dispositifs photovoltaïques, de production d'eau chaude sanitaire et de climatisation, ainsi que de la réparation et le remplacement des pièces de rechange dans des logements communaux et les prestations des actes de l'arrêté chauffage PEB (2024-2026) » ;

Considérant que l'estimation initiale de ce marché s'élève à :

* Lot 1 (Sites communaux hors Régie foncière), estimé à € 116.666,67 hors TVA par an, soit un montant total de € 350.000,00 hors TVA ou € 402.500,00, TVA comprise (6% ou 21% selon les postes) pour les 3 années du marché ;

* Lot 2 (Sites de la Régie foncière), estimé à € 45.000,00 hors TVA par an, soit un montant total de € 135.000,00 hors TVA ou € 152.550,00, TVA comprise (6% ou 21% selon les postes) pour les 3 années du marché ;

Considérant que le montant global estimé de ce marché s'élève à € 485.000,00 hors TVA ou € 555.050,00, TVA comprise ;

Considérant qu'une offre a été reçue en date du 31 octobre 2023 pour les lot 1 et 2 ;

Considérant les difficultés rencontrées lors de l'établissement de l'estimation initiale vu le contexte de fluctuation des prix ;

Considérant la diversité et la complexité des prestations attendues dans le cadre de ce marché pluriannuel ;

Considérant que pour pouvoir attribuer le lot 1 du marché, il y a lieu de revoir la décision du Conseil Communal du 26 septembre 2023 quant au montant de l'estimation et de le porter à :

* Lot 1 (Sites communaux hors Régie foncière) : € 412.000,00 hors TVA ou € 475.000,00, TVA comprise (6% ou 21% selon les postes) pour les 3 années du marché ;

Considérant que les crédits nécessaires à ces dépenses feront l'objet d'une proposition au Conseil communal de leur inscription aux articles budgétaires de code économique 125-06/03 du service ordinaire du budget des exercices 2024, 2025 et 2026 ;

DECIDE :

Art 1 : De revoir la décision du Conseil Communal du 26 septembre 2023 quant au montant de l'estimation du lot 1 du marché et de le porter à :

* Lot 1 (Sites communaux hors Régie foncière) : € 412.000,00 hors TVA ou € 475.000,00, TVA comprise (6% ou 21 % selon les postes) pour les 3 années du marché ;

Art 2 : De proposer au Conseil communal l'inscription des crédits nécessaires à ces dépenses aux articles budgétaires de code économique 125-06/03 du service ordinaire du budget des exercices 2024, 2025 et 2026 (lot 1) ;

Art 3: De transmettre cette délibération à l'autorité de tutelle en vue de l'exercice de la tutelle générale.

Le Conseil approuve le projet de délibération.
29 votants : 29 votes positifs.

Overheidsopdrachten - MP-2023-S-006 - Onderhoud en depannage van de verwarmingsinstallaties, ventilatiesysteem, fotovoltäische installaties, systemen voor productie van sanitair warm water en klimaatregeling, evenals de herstelling en vervanging van wisselstukken in gemeentelijke woningen en de werkzaamheden van het besluit EPB verwarming (2024-2026) – Herziening van de raming van perceel 1.

DE RAAD,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet van 24 juni 1988, inzonderheid artikel 234 §1 betreffende de bevoegdheden van de gemeenteraad, en latere wijzigingen;

Gelet op de wet van 29 juli 1991 betreffende de uitdrukkelijke motiveringsplicht van bestuurshandelingen, en latere wijzigingen;

Gelet op het decreet en de ordonnantie van 16 mei 2019 van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie en de Franse Gemeenschapscommissie betreffende de openbaarheid van bestuur bij de Brusselse instellingen;

Gelet op de wet van 17 juni 2013 betreffende de motivering, de informatie en de rechtsmiddelen inzake overheidsopdrachten, bepaalde opdrachten voor werken, leveringen en diensten en concessies, en latere wijzigingen;

Gelet op de wet van 17 juni 2016 inzake overheidsopdrachten, inzonderheid artikel 36;

Gelet op het koninklijk besluit van 14 januari 2013 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten, en latere wijzigingen;

Gelet op het koninklijk besluit van 18 april 2017 betreffende plaatsing overheidsopdrachten klassieke sectoren, en latere wijzigingen;

Gelet op de beslissing van de Gemeenteraad van 26 september 2023 met betrekking tot de goedkeuring van de lastvoorwaarden, van de gunningswijze en van de raming van opdracht “MP-2023-S-006 - Onderhoud en depannage van de verwarmingsinstallaties, ventilatiesysteem, fotovoltaïsche installaties, systemen voor productie van sanitair warm water en klimaatregeling, evenals de herstelling en vervanging van wisselstukken in gemeentelijke woningen en de werkzaamheden van het besluit EPB verwarming (2024-2026)”;

Overwegende de oorspronkelijke raming van deze opdracht:

* Perceel 1 (Gemeentelijke sites buiten de Grondregie), raming: € 116.666,67 excl. btw per jaar, hetzij een totaalbedrag van € 350.000,00 excl. btw of € 402.500,00 btw inbegrepen (6% of 21% volgens de posten) voor de 3 jaar van de opdracht;

* Perceel 2 (Sites van de Grondregie), raming: € 45.000,00 excl. btw per jaar, hetzij een totaalbedrag van € 135.000,00 excl. btw of € 152.550,00 btw inbegrepen (6% of 21% volgens de posten) voor de 3 jaar van de opdracht;

Overwegende dat de totale uitgave voor deze opdracht wordt geraamd op € 485.000,00 excl. btw of € 555.050,00 incl. btw;

Overwegende dat er een offerte werd ontvangen op 31 oktober 2023 voor percelen 1 en 2;

Overwegende de moeilijkheden bij het opstellen van de oorspronkelijke raming gelet op de context van de schommelende prijzen;

Overwegende de diversiteit en de complexiteit van de verwachte prestaties in het kader van deze meerjarige opdracht;

Overwegende dat, om perceel 1 van de opdracht te kunnen gunnen, de beslissing van de Gemeenteraad van 26 september 2023 aangaande het bedrag van de raming moet worden herzien, en het moet worden gebracht op:

* Perceel 1 (Gemeentelijke sites buiten de Grondregie): € 412.000,00 excl. btw of € 475.000,00 btw inbegrepen (6% of 21% volgens de posten) voor de 3 jaar van de opdracht;

Overwegende dat de kredieten die noodzakelijk zijn voor deze uitgaven het voorwerp zullen uitmaken van een voorstel aan de Gemeenteraad om ze in te schrijven op de begrotingsartikelen met economische code 125-06/03 van de gewone dienst van de begroting van de dienstjaren 2024, 2025 en 2026;

BESLIST;

Art. 1: De beslissing van de Gemeenteraad van 26 september 2023 aangaande het bedrag van de raming van de opdracht te herzien en het te brengen op:

* Perceel 1 (Gemeentelijke sites buiten de Grondregie): € 412.000,00 excl. btw of € 475.000,00 btw inbegrepen (6% of 21% volgens de posten) voor de 3 jaar van de opdracht;

Art. 2: Aan de Gemeenteraad voor te stellen de noodzakelijke kredieten voor deze uitgaven in te schrijven op de begrotingsartikelen met economische code 125-06/03 van de gewone dienst van de begroting van de dienstjaren 2024, 2025 en 2026 (perceel 1);

Art. 3: Deze beraadslaging over te maken aan de toezichthoudende overheid met het oog op de

uitoefening van het algemeen toezicht.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.
29 stemmers : 29 positieve stemmen.

1 annexe / 1 bijlage

75 **Marchés publics - MP-2023-S-022 - Traitement des déchets communaux (48 mois) -
Approbation des conditions et de la procédure de passation – Révision de l'estimation.**

LE CONSEIL,

Vu la Nouvelle loi communale du 24 juin 1988, notamment l'article 234 §1 relatif aux compétences du conseil communal et ses modifications ultérieures ;

Vu la loi du 29 juillet 1991 relative à la motivation formelle des actes administratifs et ses modifications ultérieures ;

Vu la loi du 17 juin 2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics, de certains marchés de travaux, de fournitures et de services et de concessions et ses modifications ultérieures ;

Vu la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics, notamment l'article 36 ;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et ses modifications ultérieures ;

Vu l'arrêté royal du 18 avril 2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures ;

Vu la décision du Conseil communal du 4 juillet 2023 relative à l'approbation des conditions, de la procédure de passation du marché MP-2023-S-022 « Traitement des déchets communaux (48 mois) » ;

Considérant que l'estimation initiale du marché est la suivante:

* Lot 1 (Évacuation des déchets communaux divers hors déchets chimiques à l'exception de l'amiante),

-estimé annuellement à € 250.000,00 hors TVA ou € 302.500,00 21% TVA comprise, € 347.875,00 TVA et révision des prix comprises,

-estimé pour 48 mois à € 1.000.000,00 hors TVA ou € 1.210.000,00 21% TVA comprise, € 1.391.500,00 TVA et révision des prix comprises ;

* Lot 2 (Location de contenants et évacuation de déchets chimiques),

-estimé annuellement à € 2.000,00 hors TVA ou € 2.420,00 21% TVA comprise, € 2.783,00 TVA et révision des prix comprises,

-estimé pour 48 mois à € 8.000,00 hors TVA ou € 9.680,00 21% TVA comprise, € 11.132,00 TVA et révision des prix comprises ;

* Lot 3 (Evacuation de bonbonnes),

-estimé annuellement à € 6.635,00 hors TVA ou € 8.028,35 21% TVA comprise, € 9.232,60 TVA et révision des prix comprises,

-estimé pour 48 mois à € 26.540,00 hors TVA ou € 32.113,40 21% TVA comprise, € 36.930,41 TVA et révision des prix comprises ;

Considérant qu'en raison des montants des offres reçues en date du 21 août 2023, il est indispensable de revoir l'estimation initiale des 3 lots du marché sans revoir l'estimation globale TTC du marché ;

Considérant que l'estimation finale du marché est la suivante:

* Lot 1 (Évacuation des déchets communaux divers hors déchets chimiques à l'exception de l'amiante),

-estimé annuellement à € 267.500,00 hors TVA ou € 323.675,00 21% TVA comprise, € 340.000,00 TVA et révision des prix comprises,

-estimé pour 48 mois à € 1.070.000,00 hors TVA ou € 1.294.700,00 21% TVA comprise, € 1.360.000,00 TVA et révision des prix comprises ;

* Lot 2 (Location de contenants et évacuation de déchets chimiques),

-estimé annuellement à € 5.750,00 hors TVA ou € 6.957,50 21% TVA comprise, € 8.000,00 TVA et révision des prix comprises,

-estimé pour 48 mois à € 23.000,00 hors TVA ou € 27.830,00 21% TVA comprise, € 32.000,00 TVA et révision des prix comprises ;

* Lot 3 (Evacuation de bonbonnes),

-estimé annuellement à € 8.000,00 hors TVA ou € 9.680,00 21% TVA comprise, € 11.890,60 TVA et révision des prix comprises,

-estimé pour 48 mois à € 32.000,00 hors TVA ou € 38.720,00 21% TVA comprise, € 47.562,41 TVA et révision des prix comprises ;

Considérant que le montant global estimé TTC de ce marché reste inchangé et s'élève à € 1.125.000,00 hors TVA ou € 1.361.250,00, 21% TVA comprise, € 1.439.562,41 TVA et révision des prix comprises;

Considérant que les crédits nécessaires à cette dépense feront l'objet d'une proposition au conseil communal d'inscription à l'article 87540/124-06/73 du budget ordinaire des exercices 2024, 2025, 2026 et 2027;

DECIDE:

Art 1 : De revoir la décision du Conseil communal du 4 juillet 2023 quant à l'estimation du marché N° MP-2023-S-022 "Traitement des déchets communaux (48 mois)", et de la répartir comme suit :

* Lot 1 (Évacuation des déchets communaux divers hors déchets chimiques à l'exception de l'amiante),

-estimé annuellement à € 267.500,00 hors TVA ou € 323.675,00 21% TVA comprise, € 340.000,00

TVA et révision des prix comprises,

-estimé pour 48 mois à € 1.070.000,00 hors TVA ou € 1.294.700,00 21% TVA comprise, € 1.360.000,00 TVA et révision des prix comprises ;

* Lot 2 (Location de contenants et évacuation de déchets chimiques),

-estimé annuellement à € 5.750,00 hors TVA ou € 6.957,50 21% TVA comprise, € 8.000,00 TVA et révision des prix comprises,

-estimé pour 48 mois à € 23.000,00 hors TVA ou € 27.830,00 21% TVA comprise, € 32.000,00 TVA et révision des prix comprises ;

* Lot 3 (Evacuation de bonbonnes),

-estimé annuellement à € 8.000,00 hors TVA ou € 9.680,00 21% TVA comprise, € 11.890,60 TVA et révision des prix comprises,

-estimé pour 48 mois à € 32.000,00 hors TVA ou € 38.720,00 21% TVA comprise, € 47.562,41 TVA et révision des prix comprises ; Le montant global estimé TTC de ce marché reste inchangé et s'élève à € 1.125.000,00 hors TVA ou € 1.361.250,00, 21% TVA comprise, € 1.439.562,41 TVA et révision des prix comprises;

Art 2 : De proposer au conseil communal l'inscription des crédits nécessaires à la dépense à l'article 87540/124-06/73 du budget ordinaire des exercices 2024, 2025, 2026 et 2027 :

* Lot 1 (Évacuation des déchets communaux divers hors déchets chimiques à l'exception de l'amiante),

-estimé annuellement à € 267.500,00 hors TVA ou € 323.675,00 21% TVA comprise, € 340.000,00 TVA et révision des prix comprises,

-estimé pour 48 mois à € 1.070.000,00 hors TVA ou € 1.294.700,00 21% TVA comprise, € 1.360.000,00 TVA et révision des prix comprises ;

* Lot 2 (Location de contenants et évacuation de déchets chimiques),

-estimé annuellement à € 5.750,00 hors TVA ou € 6.957,50 21% TVA comprise, € 8.000,00 TVA et révision des prix comprises,

-estimé pour 48 mois à € 23.000,00 hors TVA ou € 27.830,00 21% TVA comprise, € 32.000,00 TVA et révision des prix comprises ;

* Lot 3 (Evacuation de bonbonnes),

-estimé annuellement à € 8.000,00 hors TVA ou € 9.680,00 21% TVA comprise, € 11.890,60 TVA et révision des prix comprises,

-estimé pour 48 mois à € 32.000,00 hors TVA ou € 38.720,00 21% TVA comprise, € 47.562,41 TVA et révision des prix comprises ;

Art 3 : De transmettre cette délibération à l'autorité de tutelle en vue de l'exercice de la tutelle générale.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

29 votants : 29 votes positifs.

Overheidsopdrachten - MP-2023-S-022 - Verwerking van gemeentelijk afval (48 maanden) -

Goedkeuring lastvoorwaarden en gunningswijze - Herziening van de raming.

DE RAAD,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet van 24 juni 1988, inzonderheid artikel 234 §1 betreffende de bevoegdheden van de gemeenteraad, en latere wijzigingen;

Gelet op de wet van 29 juli 1991 betreffende de uitdrukkelijke motiveringsplicht van bestuurshandelingen, en latere wijzigingen;

Gelet op de wet van 17 juni 2013 betreffende de motivering, de informatie en de rechtsmiddelen inzake overheidsopdrachten, bepaalde opdrachten voor werken, leveringen en diensten en concessies, en latere wijzigingen;

Gelet op de wet van 17 juni 2016 inzake overheidsopdrachten, inzonderheid artikel 36;

Gelet op het koninklijk besluit van 14 januari 2013 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten, en latere wijzigingen;

Gelet op het koninklijk besluit van 18 april 2017 betreffende plaatsing overheidsopdrachten klassieke sectoren, en latere wijzigingen;

Gelet op de beslissing van de Gemeenteraad van 4 juli 2023 met betrekking tot de goedkeuring van de lastvoorwaarden en van de gunningswijze van opdracht MP-2023-S-022 “Verwerking van gemeentelijk afval (48 maanden)”;

Overwegende de oorspronkelijke raming van de opdracht:

* Perceel 1 (Verwijdering van divers gemeentelijk afval behalve chemisch afval uitgezonderd asbest)

- jaarlijks geraamd op € 250.000,00 excl. btw of € 302.500,00 incl. 21% btw, € 347.875,00 btw en prijsherziening inbegrepen,

- voor 48 maanden geraamd op € 1.000.000,00 excl. btw of € 1.210.000,00 incl. 21% btw, € 1.391.500,00 btw en prijsherziening inbegrepen;

* Perceel 2 (Verhuur van containers en ophaling van chemisch afval)

- jaarlijks geraamd op € 2.000,00 excl. btw of € 2.420,00 incl. 21% btw, € 2.783,00 btw en prijsherziening inbegrepen,

- voor 48 maanden geraamd op € 8.000,00 excl. btw of € 9.680,00 incl. 21% btw, € 11.132,00 btw en prijsherziening inbegrepen;

* Perceel 3 (Afvoer van gasflessen)

- jaarlijks geraamd op € 6.635,00 excl. btw of € 8.028,35 incl. 21% btw, € 9.232,60 btw en prijsherziening inbegrepen,

- voor 48 maanden geraamd op € 26.540,00 excl. btw of € 32.113,40 incl. 21% btw, € 36.930,41 btw en prijsherziening inbegrepen;

Overwegende dat, vanwege de bedragen van de offertes ontvangen op 21 augustus 2023, het noodzakelijk is de oorspronkelijke raming voor de 3 percelen van de opdracht te herzien zonder de totale raming voor de opdracht, inclusief alle belastingen, te herzien;

Overwegende de uiteindelijke raming van de opdracht:

* Perceel 1 (Verwijdering van divers gemeentelijk afval behalve chemisch afval uitgezonderd asbest)

- jaarlijks geraamd op € 267.500,00 exclusief btw of € 323.675,00 incl. 21% btw, € 340.000,00 btw en prijsherziening inbegrepen,

- voor 48 maanden geraamd op € 1.070.000,00 excl. btw of € 1.294.700,00 incl. 21% btw, € 1.360.000,00 btw en prijsherziening inbegrepen;

* Perceel 2 (Verhuur van containers en ophaling van chemisch afval)

- jaarlijks geraamd op € 5.750,00 excl. btw of € 6.957,50 incl. 21% btw, € 8.000,00 btw en prijsherziening inbegrepen;

- voor 48 maanden geraamd op € 23.000,00 excl. btw of € 27.830,00 incl. 21% btw, € 32.000,00 btw en prijsherziening inbegrepen;

* Perceel 3 (Afvoer van gasflessen)

- jaarlijks geraamd op € 8.000,00 excl. btw of € 9.680,00 incl. 21% btw, € 11.890,60 btw en prijsherziening inbegrepen;

- voor 48 maanden geraamd op € 32.000,00 excl. btw of € 38.720,00 incl. 21% btw, € 47.562,4 btw en prijsherziening inbegrepen;

Overwegende dat het totale geraamde bedrag alle belastingen inbegrepen van deze opdracht ongewijzigd blijft en € 1.125.000,00 exclusief btw bedraagt of € 1.361.250,00 incl. 21% btw, € 1.439.562,41 btw en prijsherziening inbegrepen;

Overwegende dat de kredieten die noodzakelijk zijn voor deze uitgave het voorwerp zullen uitmaken van een voorstel aan de Gemeenteraad om ze in te schrijven op artikel 87540/124-06/73 van de gewone begroting van dienstjaren 2024, 2025, 2026 en 2027;

BESLIST,

Art. 1: De beslissing van de Gemeenteraad van 4 juli 2023 aangaande de raming van de opdracht MP-2023-S-022 – “Verwerking van gemeentelijk afval (48 maanden)” te herzien en ze te verdelen als volgt:

* Perceel 1 (Verwijdering van divers gemeentelijk afval behalve chemisch afval uitgezonderd asbest)

- jaarlijks geraamd op € 267.500,00 excl. btw of € 323.675,00 incl. 21% btw, € 340.000,00 btw en prijsherziening inbegrepen;

- voor 48 maanden geraamd op € 1.070.000,00 excl. btw of € 1.294.700,00 incl. 21% btw, € 1.360.000,00 btw en prijsherziening inbegrepen;

* Perceel 2 (Verhuur van containers en ophaling van chemisch afval)

- jaarlijks geraamd op € 5.750,00 excl. btw of € 6.957,50 incl. 21% btw, € 8.000,00 btw en prijsherziening inbegrepen;

- voor 48 maanden geraamd op € 23.000,00 excl. btw of € 27.830,00 incl. 21% btw, € 32.000,00 btw en prijsherziening inbegrepen;

* Perceel 3 (Afvoer van gasflessen)

- jaarlijks geraamd op € 8.000,00 excl. btw of € 9.680,00 incl. 21% btw, € 11.890,60 btw en

prijsherziening inbegrepen;

- voor 48 maanden geraamd op € 32.000,00 excl. btw of € 38.720,00 incl. 21% btw, € 47.562,41 btw en prijsherziening inbegrepen; Het totale geraamde bedrag alle belastingen inbegrepen van deze opdracht blijft ongewijzigd en bedraagt € 1.125.000,00 excl. btw of € 1.361.250,00 incl. 21% btw, € 1.439.562,41 btw en prijsherziening inbegrepen;

Art. 2: Aan de Gemeenteraad voor te stellen de noodzakelijke kredieten voor deze uitgave in te schrijven op artikel 87540/124-06/73 van de gewone begroting van dienstjaren 2024, 2025, 2026 en 2027:

* Perceel 1 (Verwijdering van divers gemeentelijk afval behalve chemisch afval uitgezonderd asbest)

- jaarlijks geraamd op € 267.500,00 excl. btw of € 323.675,00 incl. 21% btw, € 340.000,00 btw en prijsherziening inbegrepen;

- voor 48 maanden geraamd op € 1.070.000,00 excl. btw of € 1.294.700,00 incl. 21% btw, € 1.360.000,00 btw en prijsherziening inbegrepen;

* Perceel 2 (Verhuur van containers en ophaling van chemisch afval)

- jaarlijks geraamd op € 5.750,00 excl. btw of € 6.957,50 incl. 21% btw, € 8.000,00 btw en prijsherziening inbegrepen;

- voor 48 maanden geraamd op € 23.000,00 excl. btw of € 27.830,00 incl. 21% btw, € 32.000,00 btw en prijsherziening inbegrepen;

* Perceel 3 (Afvoer van gasflessen)

- jaarlijks geraamd op € 8.000,00 excl. btw of € 9.680,00 incl. 21% btw, € 11.890,60 btw en prijsherziening inbegrepen;

- voor 48 maanden geraamd op € 32.000,00 excl. btw of € 38.720,00 incl. 21% btw, € 47.562,41 btw en prijsherziening inbegrepen;

Art. 3: Deze beraadslaging met het oog op de uitoefening van het algemeen toezicht aan de toezichthoudende overheid over te maken.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

29 stemmers : 29 positieve stemmen.

76 **Marchés publics – MP-2023-S-019 – Crèche Les Lutins – 47 Rue Jef Devos: Etudes, analyses, assistance et suivi à la maîtrise d’ouvrage – Approbation des conditions et de la procédure de passation – Application de l’article 234 §3 de la Nouvelle loi communale – Information.**

LE CONSEIL,

Vu la Nouvelle loi communale, notamment l'article 234 §3 relatif aux compétences du collège des bourgmestre et échevins et ses modifications ultérieures ;

Vu la loi du 17 juin 2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics, de certains marchés de travaux, de fournitures et de services et de concessions et ses modifications ultérieures ;

Vu la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics, notamment l'article 42, § 1, 1° a) (la dépense à approuver HTVA n'atteint pas le seuil de € 140.000,00) ;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et ses modifications ultérieures ;

Vu l'arrêté royal du 18 avril 2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures, notamment l'article 90, 1° ;

Considérant qu'en vue de la transformation et de la rénovation globale de la Crèche Les Lutins – 47 Rue Jef Devos, il est nécessaire de faire appel aux services d'études, d'analyses, d'assistance et de suivi à la maîtrise d'ouvrage de certains postes ;

Considérant que le montant estimé de ce marché s'élève à € 112.400,00 hors TVA ou € 136.000,00 21% TVA comprise ou € 150.000,00, TVA et révision comprises;

Vu la décision du Collège des bourgmestre et échevins du 25 mai 2023 faisant choix de la procédure par procédure négociée sans publication préalable comme mode de passation du marché «MP-2023-S-019 - Crèche Les Lutins – 47 Rue Jef Devos: Etudes, analyses, assistance et suivi à la maîtrise d'ouvrage», pour un montant de € 112.400,00 hors TVA ou € 136.000,00 21% TVA comprise ou € 150.000,00, TVA et révision comprises et inscrit à l'article 844/723-60 /03 du service extraordinaire du budget de l'exercice 2023;

DECIDE,

De prendre connaissance de la décision du Collège des bourgmestre et échevins du 25 mai 2023 faisant choix de la procédure par procédure négociée sans publication préalable comme mode de passation du marché «MP-2023-S-019 - Crèche Les Lutins – 47 Rue Jef Devos: Etudes, analyses, assistance et suivi à la maîtrise d'ouvrage», pour un montant de € 112.400,00 hors TVA ou € 136.000,00 21% TVA comprise ou € 150.000,00, TVA et révision comprises et inscrit à l'article 844/723-60 /03 du service extraordinaire du budget de l'exercice 2023.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

29 votants : 29 votes positifs.

Overheidsopdrachten – MP-2023-S-019 – Kinderdagverblijf Les Lutins – Jef Devosstraat 47: Studies, analyses, bijstand en opvolging van het bouwheerschap – Goedkeuring lastvoorwaarden en gunningswijze – Toepassing artikel 234 §3 Nieuwe Gemeentewet – Kennisgeving.

DE RAAD,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet, inzonderheid artikel 234 §3 betreffende de bevoegdheden van het College van Burgemeester en Schepenen, en latere wijzigingen;

Gelet op de wet van 17 juni 2013 betreffende de motivering, de informatie en de rechtsmiddelen inzake overheidsopdrachten, bepaalde opdrachten voor werken, leveringen en diensten en concessies, en latere wijzigingen;

Gelet op de wet van 17 juni 2016 inzake overheidsopdrachten, inzonderheid artikel 42, §1, 1° a) (de goed te keuren uitgave excl. btw bereikt de drempel van 140.000,00 € niet);

Gelet op het koninklijk besluit van 14 januari 2013 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels

van de overheidsopdrachten, en latere wijzigingen;

Gelet op het koninklijk besluit van 18 april 2017 betreffende de plaatsing van overheidsopdrachten in de klassieke sectoren, en latere wijzigingen, inzonderheid artikel 90, 1°;

Overwegende dat met het oog op de verbouwing en globale renovatie van het kinderdagverblijf Les Lutins – Jef Devosstraat 47, het noodzakelijk is een beroep te doen op de dienstverlening inzake studies, analyses, bijstand en opvolging van het bouwheerschap voor bepaalde posten;

Overwegende dat de raming van deze opdracht 112.400,00 € excl. btw of 136.000,00 € incl. 21% btw of 150.000,00 €, btw en herziening inbegrepen, bedraagt;

Gelet op de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 25 mei 2023 om te kiezen voor de onderhandelingsprocedure zonder voorafgaande bekendmaking als gunningswijze van de opdracht “MP-2023-S-019 - Kinderdagverblijf Les Lutins - Jef Devosstraat 47: Studies, analyses, bijstand en opvolging van het bouwheerschap”, voor een bedrag van 112.400,00 € excl. btw of 136.000,00 € 21 % btw inbegrepen of 150.000,00 €, btw en prijsherziening inbegrepen, ingeschreven op artikel 844/723-60 /03 van de buitengewone dienst van de begroting van het dienstjaar 2023;

BESLIST

Kennis te nemen van de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 25 mei 2023 om te kiezen voor de onderhandelingsprocedure zonder voorafgaande bekendmaking als gunningswijze van de opdracht “MP-2023-S-019 - Kinderdagverblijf Les Lutins - Jef Devosstraat 47: Studies, analyses, bijstand en opvolging van het bouwheerschap”, voor een bedrag van 112.400,00 € excl. btw of 136.000,00 € 21 % btw inbegrepen of 150.000,00 €, btw en prijsherziening inbegrepen, ingeschreven op artikel 844/723-60 /03 van de buitengewone dienst van de begroting van het dienstjaar 2023.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.
29 stemmers : 29 positieve stemmen.

77 **Marchés publics – MP-2023-S-041 – Etudes, analyses, assistance et suivi à la maîtrise d'ouvrage pour les dispositifs liés à la gestion de l'eau dans les espaces publics et les bâtiments (2024-2026) – Approbation des conditions et de la procédure de passation – Application de l'article 234 §3 de la Nouvelle loi communale - Information.**

LE CONSEIL,

Vu la Nouvelle loi communale, notamment l'article 234 §3 relatif aux compétences du collège des bourgmestre et échevins et ses modifications ultérieures;

Vu la loi du 17 juin 2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics, de certains marchés de travaux, de fournitures et de services et de concessions et ses modifications ultérieures ;

Vu la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics et ses modifications ultérieures, notamment l'article 42, §1, 1° a) (la dépense à approuver HTVA n'atteint pas le seuil de € 140.000,00) ;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et ses modifications ultérieures ;

Vu l'arrêté royal du 18 avril 2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures, notamment l'article 90, 1° ;

Considérant que le marché publics d'études, analyses, assistance et suivi à la maîtrise d'ouvrage pour les dispositifs liés à la gestion de l'eau dans les espaces publics et les bâtiments prend fin le 31 décembre 2023 et qu'il y a lieu d'en relancer un nouveau pour les années de 2024 à 2026 ;

Considérant que le montant estimé de ce marché s'élève à € 19.090,91 hors TVA ou € 23.100,00, 21% TVA comprise pour les 3 années, soit une dépense annuelle de € 7.700,00 TVAC;

Vu la décision du Collège des bourgmestre et échevins du 9 novembre 2023 faisant choix de la procédure par procédure négociée sans publication préalable comme mode de passation du marché « MP-2023-S-041- Etudes, analyses, assistance et suivi à la maîtrise d'ouvrage pour les dispositifs liés à la gestion de l'eau dans les espaces publics et les bâtiments (2024-2026)», pour un montant de € 19.090,91 hors TVA ou € 23.100,00, 21% TVA comprise pour les 3 années, soit une dépense annuelle de € 7.700,00 TVAC et inscrit à l'article 877/122-02/91 du service ordinaire du budget des exercices 2024, 2025 et 2026;

DECIDE,

De prendre connaissance de la décision du Collège des bourgmestre et échevins du 9 novembre 2023 faisant choix de la procédure par procédure négociée sans publication préalable comme mode de passation du marché « MP-2023-S-041- Etudes, analyses, assistance et suivi à la maîtrise d'ouvrage pour les dispositifs liés à la gestion de l'eau dans les espaces publics et les bâtiments (2024-2026)», pour un montant de € 19.090,91 hors TVA ou € 23.100,00, 21% TVA comprise pour les 3 années, soit une dépense annuelle de € 7.700,00 TVAC et inscrit à l'article 877/122-02/91 du service ordinaire du budget des exercices 2024, 2025 et 2026.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

29 votants : 29 votes positifs.

Overheidsopdrachten – MP-2023-S-041 – Studies, analyses, bijstand en opvolging van het bouwheerschap voor de voorzieningen die verband houden met het waterbeheer in de openbare ruimten en de gebouwen (2024-2026) – Goedkeuring lastvoorwaarden en gunningswijze – Toepassing artikel 234 §3 Nieuwe Gemeentewet – Kennisgeving.

DE RAAD,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet, inzonderheid artikel 234 §3 betreffende de bevoegdheden van het College van Burgemeester en Schepenen, en latere wijzigingen;

Gelet op de wet van 17 juni 2013 betreffende de motivering, de informatie en de rechtsmiddelen inzake overheidsopdrachten, bepaalde opdrachten voor werken, leveringen en diensten en concessies, en latere wijzigingen;

Gelet op de wet van 17 juni 2016 inzake overheidsopdrachten en latere wijzigingen, inzonderheid artikel 42, § 1, 1° a) (de goed te keuren uitgave excl. btw bereikt de drempel van 140.000,00 € niet);

Gelet op het koninklijk besluit van 14 januari 2013 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten en latere wijzigingen;

Gelet op het koninklijk besluit van 18 april 2017 betreffende plaatsing overheidsopdrachten klassieke sectoren, en latere wijzigingen, inzonderheid artikel 90, 1°;

Overwegende dat de overheidsopdracht voor studies, analyses, bijstand en opvolging van het

bouwheerschap voor de voorzieningen die verband houden met het waterbeheer in de openbare ruimten en de gebouwen, afloopt op 31 december 2023 en dat er een nieuwe opdracht moet worden gegund voor de jaren 2024 tot 2026;

Overwegende dat de raming van deze opdracht 19.090,91 € excl. btw of 23.100,00 €, 21% btw inbegrepen bedraagt voor de 3 jaren, zijnde een jaarlijkse uitgave van 7.700,00 € btw inbegrepen;

Gelet op de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 9 november 2023 om te kiezen voor de onderhandelingsprocedure zonder voorafgaande bekendmaking als gunningswijze van de opdracht "MP-2023-S-041 - Studies, analyses, bijstand en opvolging van het bouwheerschap voor de voorzieningen die verband houden met het waterbeheer in de openbare ruimten en de gebouwen (2024-2026)" voor een bedrag van € 19.090,91 excl. btw of € 23.100,00, 21% btw inbegrepen voor de 3 jaren, zijnde een jaarlijkse uitgave van € 7.700,00 btw inbegrepen en ingeschreven op artikel 877/122-02/91 van de gewone dienst van de begroting van de dienstjaren 2024, 2025 en 2026;

BESLIST

Kennis te nemen van de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 9 november 2023 om te kiezen voor de onderhandelingsprocedure zonder voorafgaande bekendmaking als gunningswijze van de opdracht "MP-2023-S-041 - Studies, analyses, bijstand en opvolging van het bouwheerschap voor de voorzieningen die verband houden met het waterbeheer in de openbare ruimten en de gebouwen (2024-2026)" voor een bedrag van € 19.090,91 excl. btw of € 23.100,00, 21% btw inbegrepen voor de 3 jaren, zijnde een jaarlijkse uitgave van € 7.700,00 btw inbegrepen en ingeschreven op artikel 877/122-02/91 van de gewone dienst van de begroting van de dienstjaren 2024, 2025 en 2026.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.
29 stemmers : 29 positieve stemmen.

78 **Marchés publics - MP-2023-S-047 - Illumination 2023 - Entretien, stockage, montage et démontage du matériel communal - Approbation des conditions et de la procédure de passation - Application de l'article 234 §3 de la Nouvelle loi communale - Information.**

LE CONSEIL,

Vu la Nouvelle loi communale, notamment l'article 234 §3 relatif aux compétences du collège des bourgmestre et échevins et ses modifications ultérieures ;

Vu la loi du 17 juin 2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics, de certains marchés de travaux, de fournitures et de services et de concessions et ses modifications ultérieures ;

Vu la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics et ses modifications ultérieures, notamment l'article 42, § 1, 1^o a) (la dépense à approuver HTVA n'atteint pas le seuil de € 140.000,00) ;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et ses modifications ultérieures ;

Vu l'arrêté royal du 18 avril 2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs

classiques et ses modifications ultérieures, notamment l'article 90, 1° ;

Considérant qu'il convient d'entretenir, de monter, de démonter et de stocker le matériel communal d'illumination ;

Considérant que le montant estimé de ce marché s'élève à € 45.454,55 hors TVA ou € 55.000,00, 21% TVA comprise ;

Vu la décision du Collège des bourgmestre et échevins du 9 novembre 2023 faisant choix de la procédure par procédure négociée sans publication préalable comme mode de passation du marché « MP-2023-S-047 - Illumination 2023 - Entretien, stockage, montage et démontage du matériel communal », pour un montant de € 45.454,55 hors TVA ou € 55.000,00, 21% TVA comprise et inscrit à l'article 520/124-06/30 du service ordinaire du budget de l'exercice 2023;

DECIDE,

De prendre connaissance de la décision du Collège des bourgmestre et échevins du 9 novembre 2023 faisant choix de la procédure par procédure négociée sans publication préalable comme mode de passation du marché « MP-2023-S-047 - Illumination 2023 - Entretien, stockage, montage et démontage du matériel communal », pour un montant de € 45.454,55 hors TVA ou € 55.000,00, 21% TVA comprise et inscrit à l'article 520/124-06/30 du service ordinaire du budget de l'exercice 2023.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

29 votants : 29 votes positifs.

Overheidsopdrachten – MP-2023-S-047 – Verlichting 2023 – Onderhoud, opslag, montage en demontage van het gemeentelijke materiaal – Goedkeuring voorwaarden en gunningswijze – Toepassing artikel 234 §3 Nieuwe Gemeentewet – Kennisgeving.

DE RAAD,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet, inzonderheid artikel 234 §3 betreffende de bevoegdheden van het College van Burgemeester en Schepenen, en latere wijzigingen;

Gelet op de wet van 17 juni 2013 betreffende de motivering, de informatie en de rechtsmiddelen inzake overheidsopdrachten, bepaalde opdrachten voor werken, leveringen en diensten en concessies, en latere wijzigingen;

Gelet op de wet van 17 juni 2016 inzake overheidsopdrachten en latere wijzigingen, inzonderheid artikel 42, §1, 1° a) (de goed te keuren uitgave excl. btw bereikt de drempel van 140.000,00 € niet);

Gelet op het koninklijk besluit van 14 januari 2013 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten, en latere wijzigingen;

Gelet op het koninklijk besluit van 18 april 2017 betreffende de plaatsing van overheidsopdrachten in de klassieke sectoren, en latere wijzigingen, inzonderheid artikel 90, 1°;

Overwegende dat het noodzakelijk is de gemeentelijke uitrusting voor de verlichting te

onderhouden, te monteren, te demonteren en op te slaan;

Overwegende dat de raming van deze opdracht 45.454,55 € excl. btw of € 55.000,00, 21% btw inbegrepen, bedraagt;

Gelet op de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 9 november 2023 om te kiezen voor de onderhandelingsprocedure zonder voorafgaande bekendmaking als gunningswijze van de opdracht "MP-2023-S-047 - Verlichting 2023 - Onderhoud, opslag, montage en demontage van het gemeentelijke materiaal" voor een bedrag van 45.454,55 € excl. btw of 55.000,00 €, 21% btw inbegrepen en ingeschreven op artikel 520/124-06/30 van de gewone dienst van de begroting van het dienstjaar 2023;

BESLIST

Kennis te nemen van de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 9 november 2023 om te kiezen voor de onderhandelingsprocedure zonder voorafgaande bekendmaking als gunningswijze van de opdracht "MP-2023-S-047 - Verlichting 2023 - Onderhoud, opslag, montage en demontage van het gemeentelijke materiaal" voor een bedrag van 45.454,55 € excl. btw of 55.000,00 €, 21% btw inbegrepen en ingeschreven op artikel 520/124-06/30 van de gewone dienst van de begroting van het dienstjaar 2023.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.
29 stemmers : 29 positieve stemmen.

79 **Marchés publics – MP-2023-F-032 – Achat d'outillage (5 lots) – Approbation des conditions et de la procédure de passation – Application de l'article 234 §3 de la Nouvelle loi communale – Information.**

LE CONSEIL,

Vu la Nouvelle loi communale, notamment l'article 234 §3 relatif aux compétences du collège des bourgmestre et échevins et ses modifications ultérieures ;

Vu la loi du 17 juin 2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics, de certains marchés de travaux, de fournitures et de services et de concessions et ses modifications ultérieures ;

Vu la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics et ses modifications ultérieures, notamment l'article 42, §1, 1° a) (la dépense à approuver HTVA n'atteint pas le seuil de € 140.000,00) ;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et ses modifications ultérieures ;

Vu l'arrêté royal du 18 avril 2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures, notamment l'article 90, 1° ;

Considérant qu'il est indispensable de procéder à l'acquisition d'outillage pour les services Voiries, Garage, Plantations, Propreté Publique et Bâtiments Communaux;

Considérant que ce marché est divisé en lots :

- * Lot 1 (Fourniture outillage Voirie), estimé à € 8.264,47 hors TVA ou € 10.000,00 21% TVA comprise ;
- * Lot 2 (Fourniture outillage Voirie/Garage), estimé à € 8.264,47 hors TVA ou € 10.000,00 21% TVA comprise ;
- * Lot 3 (Fourniture outillage Plantations), estimé à € 26.033,05 hors TVA ou € 31.500,00 21% TVA comprise ;
- * Lot 4 (Achat de souffleuses pour le service propreté), estimé à € 2.892,56 hors TVA ou € 3.500,00, 21% TVA comprise ;
- * Lot 5 (Achat d'un échafaudage pour le service bâtiments), estimé à € 10.743,80 hors TVA ou € 13.000,00, 21% TVA comprise ;

Considérant que le montant global estimé de ce marché s'élève à € 56.198,35 hors TVA ou € 68.000,00 21% TVA comprise ;

Vu la décision du Collège des bourgmestre et échevins du 9 novembre 2023 faisant choix de la procédure par procédure négociée sans publication préalable comme mode de passation du marché « MP-2023-F-032 - Achat d'outillage (5 lots)», pour un montant global de € 56.198,35 hors TVA ou € 68.000,00 21% TVA comprise et inscrit aux articles 421/744-98/30 (Lot 1), 136/744-51/30 (Lot 2), 766/744-98/38 (Lot 3), 87540/744-51/73 (Lot 4) et 138/744-98/03 (Lot 5 ; sous réserve de l'approbation des MB par la Tutelle) du service extraordinaire du budget de l'exercice 2023;

DECIDE,

De prendre connaissance de la décision du Collège des bourgmestre et échevins du 9 novembre 2023 faisant choix de la procédure par procédure négociée sans publication préalable comme mode de passation du marché « MP-2023-F-032 - Achat d'outillage (5 lots)», pour un montant global de € 56.198,35 hors TVA ou € 68.000,00 21% TVA comprise et inscrit aux articles 421/744-98/30 (Lot 1 : € 8.264,47 hors TVA ou € 10.000,00 21% TVA comprise), 136/744-51/30 (Lot 2 : € 8.264,47 hors TVA ou € 10.000,00 21% TVA comprise), 766/744-98/38 (Lot 3 : € 26.033,05 hors TVA ou € 31.500,00 21% TVA comprise), 87540/744-51/73 (Lot 4 : € 2.892,56 hors TVA ou € 3.500,00, 21% TVA comprise) et 138/744-98/03 (sous réserve de l'approbation des MB par la Tutelle ; Lot 5 : € 10.743,80 hors TVA ou € 13.000,00, 21% TVA comprise (€ 5.000,00 au BI + € 8.000,00 demandés lors des MB du 26/09/23)) du service extraordinaire du budget de l'exercice 2023.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

29 votants : 29 votes positifs.

Overheidsopdrachten – MP-2023-F-032 – Aankoop van gereedschap (5 percelen) – Goedkeuring lastvoorwaarden en gunningswijze – Toepassing artikel 234 §3 Nieuwe Gemeentewet – Kennisgeving.

DE RAAD,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet, inzonderheid artikel 234 §3 betreffende de bevoegdheden van het College van Burgemeester en Schepenen, en latere wijzigingen;

Gelet op de wet van 17 juni 2013 betreffende de motivering, de informatie en de rechtsmiddelen inzake overheidsopdrachten, bepaalde opdrachten voor werken, leveringen en diensten en concessies, en latere wijzigingen;

Gelet op de wet van 17 juni 2016 inzake overheidsopdrachten en latere wijzigingen, inzonderheid artikel 42, §1, 1° a) (de goed te keuren uitgave excl. btw bereikt de drempel van 140.000,00 € niet);

Gelet op het koninklijk besluit van 14 januari 2013 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten, en latere wijzigingen;

Gelet op het koninklijk besluit van 18 april 2017 betreffende de plaatsing van overheidsopdrachten in de klassieke sectoren, en latere wijzigingen, inzonderheid artikel 90, 1°;

Overwegende dat het noodzakelijk is over te gaan tot de aankoop van gereedschap voor de diensten Wegen, Garage, Beplantingen, Openbare Netheid en Gemeentegebouwen;

Overwegende dat deze opdracht in percelen is opgedeeld:

- * Perceel 1 (Levering gereedschap Wegen), geraamd op 8.264,47 € excl. btw of 10.000,00 €, 21% btw inbegrepen;
- * Perceel 2 (Levering gereedschap Wegen/Garage), geraamd op 8.264,47 € excl. btw of 10.000,00 €, 21% btw inbegrepen;
- * Perceel 3 (Levering gereedschap Beplantingen), geraamd op 26.033,05 € excl. btw of 31.500,00 €, 21% btw inbegrepen;
- * Perceel 4 (Aankoop van blazers voor de dienst Netheid), geraamd op 2.892,56 € excl. btw of 3.500,00 €, 21% btw inbegrepen;
- * Perceel 5 (Aankoop van een stelling voor de dienst Gebouwen), geraamd op 10.743,80 € excl. btw of 13.000,00 €, 21% btw inbegrepen;

Overwegende dat de totale uitgave voor deze opdracht wordt geraamd op 56.198,35 € excl. btw of 68.000,00 €, 21% btw inbegrepen;

Gelet op de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 9 november 2023 om te kiezen voor de onderhandelingsprocedure zonder voorafgaande bekendmaking als gunningswijze van de opdracht “MP-2023-F-032 - Aankoop van gereedschap (5 percelen)”, voor een totaalbedrag van 56.198,35 € excl. btw of 68.000,00 €, 21% btw inbegrepen en ingeschreven op artikelen 421/744-98/30 (Perceel 1), 136/744-51/30 (Perceel 2), 766/744-98/38 (Perceel 3), 87540/744-51/73 (Perceel 4) en 138/744-98/03 (Perceel 5; onder voorbehoud van goedkeuring van de BW door de toezichthoudende overheid) van de buitengewone dienst van de begroting van het dienstjaar 2023;

BESLIST

Kennis te nemen van de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 9 november 2023 om te kiezen voor de onderhandelingsprocedure zonder voorafgaande bekendmaking als gunningswijze van de opdracht “MP-2023-F-032 - Aankoop van gereedschap (5 percelen)”, voor een totaalbedrag van 56.198,35 € excl. btw of 68.000,00 €, 21% btw inbegrepen en ingeschreven op artikel 421/744-98/30 (Perceel 1: 8.264,47 € excl. btw of 10.000,00 €, 21% btw inbegrepen), 136/744-51/30 (Perceel 2: 8.264,47 € excl. btw of 10.000,00 €, 21% btw inbegrepen), 766/744-98/38 (Perceel 3: 26.033,05 € excl. btw of 31.500,00 €, 21% btw inbegrepen), 87540/744-51/73 (Perceel 4: 2.892,56 € excl. btw of 3.500,00 €, 21% btw inbegrepen) en 138/744-98/03 (onder voorbehoud van goedkeuring van de BW door de toezichthoudende overheid; Perceel 5: 10.743,80 € excl. btw of 13.000,00 €, 21% btw inbegrepen (5.000,00 € op IB + 8.000,00 € opgevraagd bij de BW van 26/09/2023)) van de buitengewone dienst van de begroting van het dienstjaar 2023.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.
29 stemmers : 29 positieve stemmen.

80 **Marchés publics – MP-2023-T-028 – Aires de jeux de l'abbaye et du parc de Forest (2 lots) – Révision de l'estimation du lot 2 (Réalisation de l'aire de jeux du parc de Forest).**

LE CONSEIL,

Vu la Nouvelle loi communale du 24 juin 1988, notamment l'article 234 §1 relatif aux compétences du conseil communal et ses modifications ultérieures ;

Vu la loi du 29 juillet 1991 relative à la motivation formelle des actes administratifs et ses modifications ultérieures ;

Vu le décret et l'ordonnance du 16 mai 2019 de la Région de Bruxelles Capitale, de la Commission Communautaire Commune et de la Commission Communautaire Française concernant la publicité des administrations des institutions bruxelloises ;

Vu la loi du 17 juin 2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics, de certains marchés de travaux, de fournitures et de services et de concessions et ses modifications ultérieures ;

Vu la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics et ses modifications ultérieures, notamment l'article 41, §1, 2° (le montant estimé HTVA ne dépasse pas le seuil de € 750.000,00) ;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et ses modifications ultérieures ;

Vu l'arrêté royal du 18 avril 2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures ;

Vu la décision du Conseil communal du 17 octobre 2023 relative à l'approbation des conditions, du mode de passation, de l'estimation du marché « MP-2023-T-028 - Aires de jeux de l'abbaye et du parc de Forest (2 lots) » ;

Considérant que l'estimation initiale de ce marché s'élève à :

* Lot 1 (Réalisation de l'aire de jeux de l'abbaye), estimé à € 172.176,31 hors TVA ou € 208.333,34, 21% TVA comprise, soit € 250.000,00 TVA et révision des prix comprises ;

* Lot 2 (Réalisation de l'aire de jeux du parc de Forest), estimé à € 206.611,57 hors TVA ou € 250.000,00, 21% TVA comprise, soit € 300.000,00 TVA et révision des prix comprises ;

Considérant que le montant global estimé de ce marché s'élève à € 378.787,88 hors TVA ou € 458.333,34, 21% TVA comprise, soit € 550.000,00 TVA et révision des prix comprises ;

Considérant que 4 offres ont été reçues en date du 13 novembre 2023 pour le lot 2 ;

Considérant que le crédit permettant la dépense relative au lot 2 (Réalisation de l'aire de jeux du parc de Forest) est inscrit à l'article 761/721-60/30 du service extraordinaire du budget de l'exercice 2023 (BI : 200.000,00 € - MB : 100.000,00 €) ;

Considérant que pour pouvoir attribuer le lot 2 du marché (Réalisation de l'aire de jeux du parc de Forest), il y a lieu de revoir la décision du Conseil Communal du 17 octobre 2023 quant au montant

de l'estimation et de le porter à :

* Lot 2 (Réalisation de l'aire de jeux du parc de Forest) : € 215.000,00 hors TVA ou € 260.150,00, 21% TVA comprise, soit € 300.000,00 TVA et révision des prix comprises ;

Considérant que le mode de financement prévu pour le lot 2 est un subside de la Région de Bruxelles-Capitale dans le cadre de l'appel à projets pour des infrastructures communales de proximité 2023 d'un montant de 150.000,00 € (article de recette : 761/665-52/30), le solde restant étant financé par un emprunt à charge de la commune ;

DECIDE : (sous réserve d'approbation de la modification budgétaire par l'Autorité de Tutelle)

Art 1 : De revoir la décision du Conseil communal du 17 octobre 2023 quant au montant de l'estimation du lot 2 du marché et de le porter à :

* Lot 2 (Réalisation de l'aire de jeux du parc de Forest) : € 215.000,00 hors TVA ou € 260.150,00, 21% TVA comprise, soit € 300.000,00 TVA et révision des prix comprises.

Art 2 : D'inscrire la dépense à l'article 761/721-60/30 (lot 2 : BI : 200.000,00 € - MB : 100.000,00 €) du service extraordinaire du budget de l'exercice 2023.

Art 3 : De financer la dépense relative au lot 2 (Réalisation de l'aire de jeux du parc de Forest) par un subside de la Région de Bruxelles-Capitale dans le cadre de l'appel à projets pour des infrastructures communales de proximité 2023 d'un montant de 150.000,00 € (article de recette : 761/665-52/30), le solde restant étant financé par un emprunt à charge de la commune.

Art 4 : De transmettre cette délibération à l'autorité de tutelle en vue de l'exercice de la tutelle générale.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

29 votants : 29 votes positifs.

Overheidsopdrachten – MP-2023-T-028 – Speeltuinen van de abdij en van het park van Vorst (2 percelen) – Herziening van de raming van perceel 2 (Verwezenlijking van de speeltuin van het park van Vorst).

DE RAAD,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet van 24 juni 1988, inzonderheid artikel 234 §1 betreffende de bevoegdheden van de gemeenteraad, en latere wijzigingen;

Gelet op de wet van 29 juli 1991 betreffende de uitdrukkelijke motiveringsplicht van bestuurshandelingen, en latere wijzigingen;

Gelet op het decreet en ordonnantie van 16 mei 2019 van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie en de Franse Gemeenschapscommissie betreffende de openbaarheid van bestuur bij de Brusselse instellingen;

Gelet op de wet van 17 juni 2013 betreffende de motivering, de informatie en de rechtsmiddelen inzake overheidsopdrachten, bepaalde opdrachten voor werken, leveringen en diensten en concessies, en latere wijzigingen;

Gelet op de wet van 17 juni 2016 inzake overheidsopdrachten en latere wijzigingen, inzonderheid artikel 41, §1, 2° (het geraamde bedrag excl. btw overschrijdt de drempel van € 750.000,00 niet);

Gelet op het koninklijk besluit van 14 januari 2013 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten, en latere wijzigingen;

Gelet op het koninklijk besluit van 18 april 2017 betreffende plaatsing overheidsopdrachten klassieke sectoren, en latere wijzigingen;

Gelet op de beslissing van de Gemeenteraad van 17 oktober 2023 met betrekking tot de goedkeuring van de lastvoorwaarden, van de gunningswijze en van de raming van opdracht “MP-2023-T-028 – Speeltuinen van de abdij en van het park van Vorst (2 percelen)”;

Overwegende de oorspronkelijke raming van deze opdracht:

* Perceel 1 (Verwezenlijking van de speeltuin van de abdij), raming: € 172.176,31 excl. btw of € 208.333,34 incl. 21% btw, zijnde € 250.000,00 btw en prijsherziening inbegrepen;

* Perceel 2 (Verwezenlijking van de speeltuin van het park van Vorst), raming: € 206.611,57 excl. btw of € 250.000,00 incl. 21% btw, zijnde € 300.000,00 btw en prijsherziening inbegrepen;

Overwegende dat de totale uitgave voor deze opdracht wordt geraamd op € 378.787,88 excl. btw of € 458.333,34 incl. 21% btw, zijnde € 550.000,00 btw en prijsherziening inbegrepen;

Overwegende dat er 4 offertes werden ontvangen op 13 november 2023 voor perceel 2;

Overwegende dat het krediet voor de uitgave met betrekking tot perceel 2 (Verwezenlijking van de speeltuin van het park van Vorst) ingeschreven is op artikel 761/721-60/30 van de buitengewone dienst van de begroting van dienstjaar 2023 (IB: 200.000,00 € – BW: 100.000,00 €);

Overwegende dat, om perceel 2 van de opdracht te kunnen gunnen (Verwezenlijking van de speeltuin van het park van Vorst), de beslissing van de Gemeenteraad van 17 oktober 2023 aangaande het bedrag van de raming moet worden herzien, en het moet worden gebracht op:

* Perceel 2 (Verwezenlijking van de speeltuin van het park van Vorst): € 215.000,00 excl. btw of € 260.150,00 incl. 21% btw, zijnde € 300.000,00 btw en prijsherziening inbegrepen;

Overwegende dat de geplande financieringswijze voor perceel 2 bestaat uit een subsidie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest in het kader van de projectoproep betreffende gemeentelijke buurtinfrastructuur 2023 ten bedrage van € 150.000,00 (artikel van ontvangst: 761/665-52/30), waarbij het resterende saldo gefinancierd wordt door een lening ten laste van de gemeente;

BESLIST (onder voorbehoud van goedkeuring van de begrotingswijziging door de toezichthoudende overheid)

Art 1: De beslissing van de Gemeenteraad van 17 oktober 2023 aangaande het bedrag van de raming van perceel 2 van de opdracht te herzien en het te brengen op:

* Perceel 2 (Verwezenlijking van de speeltuin van het park van Vorst): € 215.000,00 excl. btw of € 260.150,00 incl. 21% btw, zijnde € 300.000,00 btw en prijsherziening inbegrepen.

Art. 2: De uitgave in te schrijven op artikel 761/721-60/30 (perceel 2: IB: 200.000,00 € – BW: 100.000,00 €) van de buitengewone dienst van de begroting voor het jaar 2023.

Art 3: De uitgave met betrekking tot perceel 2 (Verwezenlijking van de speeltuin van het park van Vorst) te financieren met een subsidie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest in het kader van de projectoproep betreffende gemeentelijke buurtinfrastructuur 2023 ten bedrage van € 150.000,00 (artikel van ontvangst: 761/665-52/30), waarbij het resterende saldo gefinancierd wordt door een lening ten laste van de gemeente.

Art. 4: Deze beraadslaging met het oog op de uitoefening van het algemeen toezicht over te maken aan de toezichthoudende overheid.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.
29 stemmers : 29 positieve stemmen.

81 **Marchés publics - MP-2023-T-036 - Divercity: Remplacement de châssis suite à l'incendie - Approbation des conditions, de la procédure de passation et des firmes à consulter - Application de l'article 234 §3 de la Nouvelle loi communale - Information.**

LE CONSEIL,

Vu la Nouvelle loi communale, notamment l'article 234 §3 relatif aux compétences du collège des bourgmestre et échevins et ses modifications ultérieures ;

Vu la loi du 17 juin 2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics, de certains marchés de travaux, de fournitures et de services et de concessions et ses modifications ultérieures ;

Vu la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics, notamment l'article 42, §1, 1^o a) (la dépense à approuver HTVA n'atteint pas le seuil de € 140.000,00) ;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et ses modifications ultérieures ;

Vu l'arrêté royal du 18 avril 2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures, notamment l'article 90, 1^o ;

Considérant que suite aux dégâts occasionnés suite à un incendie criminel à Divercity, les travaux de remplacement des châssis sont nécessaires pour des raisons de sécurité;

Considérant que le site est fragilisé au niveau d'accès non souhaités pouvant engendrer des dégâts bien plus importants qu'actuellement, la façade étant simplement protégée par des panneaux ;

Considérant que la situation actuelle prive le restaurant d'une de ses voies d'évacuation, car la double porte est condamnée ; s'agissant d'un site loué à un privé, ce dernier doit pouvoir disposer au plus vite d'un espace normalement fonctionnel ;

Considérant que le montant estimé de ce marché s'élève à € 60.000,00 hors TVA ou € 72.600,00 21% TVA comprise ou € 75.000,00 TVA et révision comprises;

Considérant que le crédit permettant cette dépense est inscrit à l'article budgétaire relatif à la Régie foncière, à savoir 614-01 du budget d'exploitation (ordinaire), « Frais de bâtiments » 2023 avec une intervention possible de l'assurance dans les frais de l'ordre de 73.500,00 €;

Vu la décision du Collège des bourgmestre et échevins du 19 octobre 2023 faisant choix de la procédure négociée sans publication préalable comme mode de passation du marché « MP-2023-T-036 - Divercity: Remplacement de châssis suite à l'incendie», pour un montant de € 60.000,00 hors TVA ou € 72.600,00 21% TVA comprise ou € 75.000,00 TVA et révision comprises inscrit à l'article budgétaire relatif à la Régie foncière, à savoir 614-01 du budget d'exploitation (ordinaire), « Frais de bâtiments » 2023 avec une intervention possible de l'assurance dans les frais de l'ordre de 73.500,00 €;

DECIDE,

De prendre connaissance de la décision du Collège des bourgmestre et échevins du 19 octobre 2023 faisant choix de la procédure négociée sans publication préalable comme mode de passation du marché « MP-2023-T-036 - Divercity: Remplacement de châssis suite à l'incendie », pour un montant de € 60.000,00 hors TVA ou € 72.600,00 21% TVA comprise ou € 75.000,00 TVA et révision comprises inscrit à l'article budgétaire relatif à la Régie foncière, à savoir 614-01 du budget d'exploitation (ordinaire), « Frais de bâtiments » 2023 avec une intervention possible de l'assurance dans les frais de l'ordre de 73.500,00 €.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

29 votants : 29 votes positifs.

Overheidsopdrachten - MP-2023-T-036 - Divercity: Vervanging van ramen na brand - Goedkeuring lastvoorwaarden, gunningswijze en te raadplegen firma's - Toepassing artikel 234 §3 Nieuwe Gemeentewet - Kennisgeving.

DE RAAD,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet, inzonderheid artikel 234 §3 betreffende de bevoegdheden van het College van Burgemeester en Schepenen, en latere wijzigingen;

Gelet op de wet van 17 juni 2013 betreffende de motivering, de informatie en de rechtsmiddelen inzake overheidsopdrachten, bepaalde opdrachten voor werken, leveringen en diensten en concessies, en latere wijzigingen;

Gelet op de wet van 17 juni 2016 inzake overheidsopdrachten, inzonderheid artikel 42, §1, 1° a) (de goed te keuren uitgave excl. btw bereikt de drempel van 140.000,00 € niet);

Gelet op het koninklijk besluit van 14 januari 2013 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten, en latere wijzigingen;

Gelet op het koninklijk besluit van 18 april 2017 betreffende de plaatsing van overheidsopdrachten in de klassieke sectoren, en latere wijzigingen, inzonderheid artikel 90, 1°;

Overwegende dat na de schade als gevolg van brandstichting bij Divercity de ramen om veiligheidsredenen vervangen moeten worden;

Overwegende dat de locatie kwetsbaar is voor ongewenste toegang die veel grotere schade zou kunnen veroorzaken dan nu het geval is, aangezien de gevel slechts door panelen wordt beschermd;

Overwegende dat het restaurant door de huidige situatie een van zijn vluchtwegen kwijt is, aangezien de dubbele deur dichtgemaakt is; aangezien het hier een locatie betreft die aan een particulier wordt verhuurd, moet deze zo snel mogelijk over een normaal functionerende ruimte kunnen beschikken;

Overwegende dat de raming van deze opdracht 60.000,00 € excl. btw of 72.600,00 € incl. 21% btw of 75.000,00 €, btw en herziening inbegrepen, bedraagt;

Overwegende dat het krediet voor deze uitgave ingeschreven is op het begrotingsartikel met betrekking tot de Grondregie, namelijk 614-01 van de (gewone) exploitatiebegroting, "Kosten voor gebouwen" 2023 met een mogelijke tegemoetkoming van de verzekering in de kosten van 73.500,00 €;

Gelet op de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 19 oktober 2023 om te

kiezen voor de onderhandelingsprocedure zonder voorafgaande bekendmaking als gunningswijze van de opdracht “MP-2023-T-036 - Divercity: vervanging van ramen na brand”, voor een bedrag van 60.000,00 € excl. btw of 72.600,00 € incl. 21% btw of 75.000,00 €, btw en herziening inbegrepen, ingeschreven op het begrotingsartikel met betrekking tot de Grondregie, namelijk 614-01 van de (gewone) exploitatiebegroting, “Kosten voor gebouwen” 2023 met een mogelijke tegemoetkoming van de verzekering in de kosten van 73.500,00 €;

BESLIST,

Kennis te nemen van de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 19 oktober 2023 om te kiezen voor de onderhandelingsprocedure zonder voorafgaande bekendmaking als gunningswijze van de opdracht “MP-2023-T-036 - Divercity: vervanging van ramen na brand”, voor een bedrag van 60.000,00 € excl. btw of 72.600,00 € incl. 21% btw of 75.000,00 €, btw en herziening inbegrepen, ingeschreven op het begrotingsartikel met betrekking tot de Grondregie, namelijk 614-01 van de (gewone) exploitatiebegroting, “Kosten voor gebouwen” 2023 met een mogelijke tegemoetkoming van de verzekering in de kosten van 73.500,00 €.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.
29 stemmers : 29 positieve stemmen.

82 **Marchés publics – MP-2023-F-037 – Fourniture de matériel de signalisation de voirie – Approbation des conditions et de la procédure de passation – Application de l’article 234 §3 de la Nouvelle loi communale – Information.**

LE CONSEIL,

Vu la Nouvelle loi communale, notamment l'article 234 §3 relatif aux compétences du collège des bourgmestre et échevins et ses modifications ultérieures ;

Vu la loi du 17 juin 2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics, de certains marchés de travaux, de fournitures et de services et de concessions et ses modifications ultérieures ;

Vu la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics et ses modifications ultérieures, notamment l’article 92 (le montant estimé HTVA n'atteint pas le seuil de € 30.000,00) ;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et ses modifications ultérieures ;

Vu l'arrêté royal du 18 avril 2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures ;

Considérant la nécessité de se fournir en matériel de signalisation de voirie (barrières Nadar, lampes, panneaux de signalisation...) ;

Considérant que le montant estimé de ce marché s'élève à € 16.528,92 hors TVA ou € 20.000,00, 21% TVA comprise ;

Vu la décision du Collège des bourgmestre et échevins du 9 novembre 2023 faisant choix de la procédure par facture acceptée (marchés publics de faible montant) comme mode de passation du marché «MP-2023-F-037 - Fourniture de matériel de signalisation de voirie», pour un

montant de € 16.528,92 hors TVA ou € 20.000,00, 21% TVA comprise et inscrit à l'article 423/741-52/30 du service extraordinaire du budget de l'exercice 2023;

Considérant que le mode de financement est un emprunt ;

DECIDE,

De prendre connaissance de la décision du Collège des bourgmestre et échevins du 9 novembre 2023 faisant choix de la procédure par facture acceptée (marchés publics de faible montant) comme mode de passation du marché «MP-2023-F-037 - Fourniture de matériel de signalisation de voirie», pour un montant de € 16.528,92 hors TVA ou € 20.000,00, 21% TVA comprise et inscrit à l'article 423/741-52/30 du service extraordinaire du budget de l'exercice 2023 et de financer la dépense par un emprunt.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

29 votants : 29 votes positifs.

Overheidsopdrachten – MP-2023-F-037 – Levering van signalisatiemateriaal voor op de weg – Goedkeuring voorwaarden en gunningswijze – Toepassing artikel 234 §3 Nieuwe Gemeentewet - Kennisgeving.

DE RAAD,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet, inzonderheid artikel 234 §3 betreffende de bevoegdheden van het College van Burgemeester en Schepenen, en latere wijzigingen;

Gelet op de wet van 17 juni 2013 betreffende de motivering, de informatie en de rechtsmiddelen inzake overheidsopdrachten, bepaalde opdrachten voor werken, leveringen en diensten en concessies, en latere wijzigingen;

Gelet op de wet van 17 juni 2016 inzake overheidsopdrachten en latere wijzigingen, inzonderheid artikel 92 (het geraamde bedrag excl. btw bereikt de drempel van 30.000,00 € niet);

Gelet op het koninklijk besluit van 14 januari 2013 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten, en latere wijzigingen;

Gelet op het koninklijk besluit van 18 april 2017 betreffende de plaatsing van overheidsopdrachten in de klassieke sectoren, en latere wijzigingen;

Overwegende de noodzaak om signalisatiemateriaal voor op de weg (nadarhekken, lampen, signalisatieborden, ...) aan te schaffen;

Overwegende dat deze opdracht geraamd wordt op 16.528,92 € excl. btw of 20.000,00 € incl. 21% btw;

Gelet op de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 9 november 2023 om te kiezen voor de procedure via aanvaarde factuur (overheidsopdrachten van beperkte waarde) als gunningswijze van de opdracht “MP-2023-F-037 - Levering van signalisatiemateriaal voor op de weg” voor een bedrag van 16.528,92 € excl. btw of 20.000,00 €, incl. 21% btw en ingeschreven op artikel 423/741-52/30 van de buitengewone dienst van de begroting van het dienstjaar 2023;

Overwegende dat de financieringswijze een lening is;

BESLIST

Kennis te nemen van de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 9 november 2023 om te kiezen voor de procedure via aanvaarde factuur (overheidsopdrachten van beperkte waarde) als gunningswijze van de opdracht “MP-2023-F-037 - Levering van signalisatiemateriaal voor op de weg” voor een bedrag van 16.528,92 € excl. btw of 20.000,00 €, incl. 21% btw en ingeschreven op artikel 423/741-52/30 van de buitengewone dienst van de begroting van het dienstjaar 2023 en de uitgave te financieren door een lening.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.
29 stemmers : 29 positieve stemmen.

83 **Marchés publics – MP-2023-T-039 – Entretien des voiries communales 2023 – Approbation des conditions et de la procédure de passation – Application de l’article 234 §3 de la Nouvelle loi communale – Information.**

LE CONSEIL,

Vu la Nouvelle loi communale, notamment l'article 234 §3 relatif aux compétences du collège des bourgmestre et échevins et ses modifications ultérieures ;

Vu la loi du 17 juin 2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics, de certains marchés de travaux, de fournitures et de services et de concessions et ses modifications ultérieures ;

Vu la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics et ses modifications ultérieures, notamment l'article 42, § 1, 1^o a) (la dépense à approuver HTVA n'atteint pas le seuil de € 140.000,00) ;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et ses modifications ultérieures ;

Vu l'arrêté royal du 18 avril 2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures, notamment l'article 90, 1^o ;

Considérant que pour la sécurité, le confort des usagers et pour éviter que des dégradations des coffres de voiries entraînent des réparations onéreuses, il y a lieu de conclure un marché d'entretien des voiries communales ;

Considérant que le montant estimé de ce marché s'élève à € 49.586,78 hors TVA ou € 60.000,00, 21% TVA comprise ;

Vu la décision du Collège des bourgmestre et échevins du 09 novembre 2023 faisant choix de la procédure par procédure négociée sans publication préalable comme mode de passation du marché « MP-2023-T-039 - Entretien des voiries communales 2023 », pour un montant € 49.586,78 hors TVA ou € 60.000,00, 21% TVA comprise et inscrit à l'article 421/124-06/30 du service ordinaire du budget de l'exercice 2023 ;

DECIDE,

De prendre connaissance de la décision du Collège des bourgmestre et échevins du 09 novembre 2023 faisant choix de la procédure par procédure négociée sans publication préalable comme mode de passation du marché « MP-2023-T-039 - Entretien des voiries communales 2023 », pour un montant € 49.586,78 hors TVA ou € 60.000,00, 21% TVA comprise et inscrit à l'article 421/124-06/30 du service ordinaire du budget de l'exercice 2023

Le Conseil approuve le projet de délibération.
29 votants : 29 votes positifs.

Overheidsopdrachten – MP-2023-T-039 – Onderhoud van de gemeentewegen 2023 – Goedkeuring van de voorwaarden en de gunningswijze – Toepassing van artikel 234 §3 van de Nieuwe Gemeentewet – Kennisgeving.

DE RAAD,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet, inzonderheid artikel 234 §3 betreffende de bevoegdheden van het College van Burgemeester en Schepenen, en latere wijzigingen;

Gelet op de wet van 17 juni 2013 betreffende de motivering, de informatie en de rechtsmiddelen inzake overheidsopdrachten, bepaalde opdrachten voor werken, leveringen en diensten en concessies, en latere wijzigingen;

Gelet op de wet van 17 juni 2016 inzake overheidsopdrachten en latere wijzigingen, inzonderheid artikel 42, §1, 1^o a) (de goed te keuren uitgave excl. btw bereikt de drempel van 140.000,00 € niet);

Gelet op het koninklijk besluit van 14 januari 2013 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten en latere wijzigingen;

Gelet op het koninklijk besluit van 18 april 2017 betreffende plaatsing overheidsopdrachten klassieke sectoren, en latere wijzigingen, inzonderheid artikel 90, 1^o;

Overwegende dat het voor de veiligheid en het comfort van de gebruikers en ter voorkoming van schade aan het wegdek die tot dure herstellingen leidt, noodzakelijk is een opdracht te sluiten voor het onderhoud van de gemeentewegen;

Overwegende dat de raming van deze opdracht 49.586,78 € excl. btw of 60.000,00 €, incl. 21% btw, bedraagt;

Gelet op de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 9 november 2023 om te kiezen voor de onderhandelingsprocedure zonder voorafgaande bekendmaking als gunningswijze van de opdracht “MP-2023-T-039 - Onderhoud van de gemeentewegen 2023”, voor een bedrag van 49.586,78 € excl. btw of 60.000,00 €, 21% btw inbegrepen en ingeschreven op artikel 421/124-06/30 van de gewone dienst van de begroting van dienstjaar 2023;

BESLIST

Kennis te nemen van de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 9 november 2023 om te kiezen voor de onderhandelingsprocedure zonder voorafgaande bekendmaking als gunningswijze van de opdracht “MP-2023-T-039 - Onderhoud van de gemeentewegen 2023”, voor een bedrag van 49.586,78 € excl. btw of 60.000,00 €, 21% btw inbegrepen en ingeschreven op artikel 421/124-06/30 van de gewone dienst van de begroting van dienstjaar 2023.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.
29 stemmers : 29 positieve stemmen.

Subsides - Subsidies

84 Subsides – Investissements en matière d’infrastructures d’intérêt public – Modification du programme – Triennat 2022-2024.

LE CONSEIL,

Vu la Nouvelle loi communale ;

Vu l’ordonnance du 16 juillet 1998 concernant l’octroi de subsides destinés à encourager la réalisation d’investissements d’intérêt public relatifs aux espaces publics, aux bâtiments et à l’assainissement sur le territoire de la Région de Bruxelles-Capitale ;

Vu les arrêtés d’exécution de ladite ordonnance datés également du 16 juillet 1998, en particulier celui relatif aux modalités de présentation du programme triennal d’investissements ainsi que celui qui détermine les initiatives d’intérêt régional susceptibles d’émarger à la dotation triennale du développement et les projets d’investissements susceptibles d’être subsidiés à taux majorés ;

Considérant que la commune s’engage à assurer l’entretien et la gestion du(es) bien(s) subsidié(s) ;

Considérant qu’elle s’engage à ne pas aliéner et ne pas modifier l’affectation du(es) bien(s) pour le(s)quel(s) elle bénéficie d’un subside dans les vingt ans de l’octroi de ce dernier ;

Considérant que la quote-part de la dotation triennale allouée à la commune pour les années 2022-2024 est de 944.471,00 € ;

Considérant que le taux de subvention pour les projets varie entre 50% et 90% ;

Considérant que toute demande de subsides est subordonnée à l’élaboration d’un programme triennal d’investissement établi sur base d’un formulaire conforme au modèle fixé par le Gouvernement ;

Considérant que seuls des projets inscrits dans le programme triennal d’investissement sont susceptibles d’être subsidiés jusqu’au terme du triennat concerné ;

Vu la délibération du Conseil Communal en sa séance du 18 octobre 2022 décidant :

D’arrêter le programme triennal d’investissements pour les années 2022-2024, compte tenu de la quote-part de 944.471,00 € attribuée à la commune par la dotation régionale ;

D’affecter la dotation triennale d’investissement issue du programme triennal d’investissement 2022-2024 au Réaménagement de l’avenue de la Verrerie 2ème partie (entre Neerstalle et Fléron) et rue Bonnes-Mères - Budget tels que mentionné dans le programme triennal d’investissements joint au dossier et d’inscrire les deux autres projets en réserve ;

Considérant que les deux projets en réserve doivent être supprimés de la liste faisant l’objet d’une demande de subsides ;

Considérant qu’il est nécessaire de prévoir d’autres projets de réserve dans le cas où le projet de réaménagement de l’avenue de la Verrerie 2ème partie (entre Neerstalle et Fléron) et rue Bonnes-Mères ne puisse être réalisé *entièrement* dans les délais fixé par le Gouvernement ;

Considérant que le Département des Travaux Publics propose de déposer les projets de réserve

suyvants :

Forest Domaine : Gestion des Eaux Pluviales / travaux d'aménagements - phase 3-4 et 5 - Budget estimé : 465.000 € TVAC

Rénovation du pavillon droit de l'entrée du cimetière - Budget estimé : 385.000 € TVAC

Maillage Leybeek – Phase 1- Budget estimé : 150.000 € TVAC

Vu la proposition de modification de programme élaborée par le département des travaux, jointe au dossier ;

Vu le procès-verbal du comité d'accompagnement du 16 novembre 2023, joint au dossier;

DECIDE :

De prendre connaissance et d'approuver le procès-verbal du comité d'accompagnement du 16 novembre 2023;

D'approuver les projets de réserve tels que mentionné dans la modification du programme triennal d'investissements joint au dossier.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

29 votants : 29 votes positifs.

Subsidies – Investerings in infrastructuur van openbaar nut – Programmawijziging – Driejarige periode 2022-2024.

DE RAAD,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet;

Gelet op de ordonnantie van 16 juli 1998 betreffende de toekenning van subsidies om investeringen van openbaar nut betreffende de openbare ruimten, de gebouwen en de sanering op het grondgebied van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest aan te moedigen;

Gelet op de uitvoeringsbesluiten van voormelde ordonnantie, eveneens van 16 juli 1998, in het bijzonder het besluit tot bepaling van de wijze van voorstelling van het driejarig investeringsprogramma evenals het besluit houdende de bepaling van de initiatieven van gewestelijk belang die in aanmerking kunnen komen voor de driejarige ontwikkelingsdotatie en van de investeringsprojecten die in aanmerking kunnen komen voor verhoogde subsidiëringspercentages;

Overwegende dat de gemeente zich ertoe verbindt het/de gesubsidieerde goed(eren) te onderhouden en te beheren;

Overwegende dat zij zich ertoe verbindt de bestemming van het/de goed(eren), waarvoor zij een subsidie ontvangt, niet te vervreemden noch te wijzigen binnen de twintig jaar na de toekenning ervan;

Overwegende dat het aandeel van de driejarige dotatie toegekend aan de gemeente € 944.471,00 bedraagt voor de jaren 2022-2024;

Overwegende dat het subsidiëringspercentage voor de projecten varieert tussen 50% en 90%;

Overwegende dat elke subsidieaanvraag afhankelijk is van de opstelling van een driejarig investeringsprogramma dat wordt opgesteld aan de hand van een formulier volgens het door de

regering vastgestelde model;

Overwegende dat alleen projecten die in het driejarig investeringsprogramma zijn opgenomen, tot het einde van de betrokken periode van drie jaar kunnen worden gesubsidieerd;

Gelet op de beraadslaging van de gemeenteraad in zijn zitting van 18 oktober 2022 waarbij werd beslist:

Het driejarige investeringsprogramma voor de jaren 2022-2024 vast te stellen, rekening houdend met het aandeel van 944.471,00 € toegekend aan de gemeente via de gewestdotatie;

De investeringsdotatie uit het driejarig investeringsprogramma 2022-2024 toe te wijzen aan de herinrichting van het tweede deel van de Glasblazerijlaan (tussen Neerstalle en Fléron) en de GoedeMoederstraat - Begroting zoals vermeld in het driejarig investeringsprogramma dat bij het dossier is gevoegd, en de twee andere projecten in de reserve te plaatsen.

Overwegende dat de twee projecten in de reserve moeten worden geschrapt van de lijst waarvoor subsidies worden aangevraagd;

Overwegende dat het noodzakelijk is in andere reserveprojecten te voorzien ingeval het project voor de herinrichting van het tweede deel van de Glasblazerijlaan (tussen Neerstalle en Fléron) en de GoedeMoederstraat niet *volledig* kan worden gerealiseerd binnen de termijnen die door de regering zijn vastgesteld;

Overwegende dat het departement Openbare Werken voorstelt de volgende reserveprojecten in te dienen:

Forest Domaine: Regenwaterbeheer / aanpassingswerken - fase 3-4 en 5 - Geraamd budget: 465.000 € incl. btw

Renovatie van het rechterpaviljoen bij de ingang van de begraafplaats - Geraamd budget: 385.000 € incl. btw

Netwerk Leybeek - fase 1 - Geraamd budget: 150.000 € incl. btw

Gelet op het voorstel tot programmawijziging uitgewerkt door het departement Werken, bij het dossier gevoegd;

Gelt op het verslag van het begeleidingscomité van 16 november 2023;

BESLIST

Kennis te nemen van en goedkeuring te verlenen aan het verslag van het begeleidingscomité van 16 november 2023;

Goedkeuring te verlenen aan de projecten in de reserve zoals vermeld in de wijziging van het driejarig investeringsprogramma, bij het dossier gevoegd.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

29 stemmers : 29 positieve stemmen.

8 annexes / 8 bijlagen

Propriétés communales et Logement - Gemeentelijke Eigendommen en Huisvesting

85 Logement - Régie foncière – Achat d’un logiciel comptable – Procédure sur simple facture acceptée (article 92 de la loi du 17 juin 2016) - Approbation des conditions, du mode de passation, des firmes à consulter et de l’attribution - Application de l’article 234 §3 de la Nouvelle loi communale – Prise d’information

LE CONSEIL,

Vu la nouvelle loi communale en particulier l'article 234 relatif aux compétences du collège des Bourgmestre et Echevins ;

Vu l’Arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 6 novembre 2003 relatif à la gestion financière des régies communales ;

Vu la décision du collège des Bourgmestre et Échevins du 30 décembre 2021 d’attribuer le marché à la firme Civadis SA, rue de Néverlée n° 12, 5020 Namur, ayant remis l’offre économiquement la plus avantageuse d’un montant de 4.757,93 € TVAC ;

Revu la décision du Collège des Bourgmestre et Échevins du 30 décembre 2021 de financer la dépense de 4.757,93 € TVAC, imputée l’article budgétaire 200-01 du budget patrimonial 2021 de la Régie foncière de Forest, par emprunt ;

Vu la décision du Collège des Bourgmestre et Échevins du 22 mai 2023 d’imputer la dépense de 4.757,93 € TVAC à l’article budgétaire 200-01 du budget patrimonial 2021 de la Régie foncière de Forest et de la financer par le subside « Rétrocession des amendes sur les logements inoccupés 2022 perçue des autorités supérieures » et d’informer le Conseil de la présente décision ;

DECIDE :

De prendre connaissance de la décision du Collège des Bourgmestre et Échevins du 22 mai 2023 d’imputer la dépense de 4.757,93 € TVAC à l’article budgétaire 200-01 du budget patrimonial 2021 de la Régie foncière de Forest et de la financer par le subside « Rétrocession des amendes sur les logements inoccupés 2022 perçue des autorités supérieures » en lieu et place d’un financement par emprunt.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

29 votants : 29 votes positifs.

Grondregie – Aankoop van boekhoudsoftware – Procedure via gewone aanvaarde factuur (art. 92 van de wet van 17 juni 2016) – Goedkeuring van de voorwaarden, de gunningswijze, de te raadplegen firma’s en de gunning – Toepassing van artikel 234 §3 van de Nieuwe Gemeentewet – Kennisneming

DE RAAD,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet, inzonderheid artikel 234 betreffende de bevoegdheden van het College van Burgemeester en Schepenen;

Gelet op het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 6 november 2003 betreffende het financieel beheer van de gemeentebedrijven;

Gelet op de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 30 december 2021 om de opdracht te gunnen aan de firma Civadis SA, rue de Néverlée 12, 5020 Namen, die de economisch voordeligste offerte heeft ingediend voor een bedrag van 4.757,93 € btw inbegrepen;

De beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 30 december 2021 herziend om de uitgave van 4.757,93 € btw inbegrepen, ingeschreven op begrotingsartikel 200-01 van de patrimoniale begroting 2021 van de Grondregie van Vorst, te financieren door een lening;

Gelet op de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 22 mei 2023 om de uitgave van 4.757,93 € btw inbegrepen in te schrijven op begrotingsartikel 200-01 van de patrimoniale begroting 2021 van de Grondregie van Vorst en deze te financieren door de subsidie “Teruggave van boetes op leegstaande woningen 2022 geïnd via de hogere overheden” en de Gemeenteraad op de hoogte te brengen van deze beslissing;

BESLIST:

Kennis te nemen van de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 22 mei 2023 om de uitgave van 4.757,93 € btw inbegrepen in te schrijven op begrotingsartikel 200-01 van de patrimoniale begroting 2021 van de Grondregie van Vorst en deze te financieren door de subsidie “Teruggave van boetes op leegstaande woningen 2022 geïnd via de hogere overheden” in plaats van door een lening.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.
29 stemmers : 29 positieve stemmen.

2 annexes / 2 bijlagen

86 **Logement – attribution des logements communaux entre 2019 et 2022 – application de l’article 32 § 3 du code du logement - rapport au Conseil communal – prise d’information**

LE CONSEIL,

Vu le règlement d’attribution des logements communaux, en particulier l’article 14 al 1 et 2 disposant que *le Collège des bourgmestre et échevins fait rapport annuellement de ses décisions d’attribution au Conseil Communal conformément à l’article 32 § 3 du Code (du logement et que) ce rapport mentionne, pour chaque logement attribué, le nom des demandeurs retenus, le calcul éventuel qui a permis de départager les candidats-locataires demandeurs ou, le cas échéant, les motivations qui ont justifié le recours aux dérogations, le n° d’ordre du candidat finalement retenu et les caractéristiques de son ménage et du logement.*

Considérant que la publication dans le rapport au Conseil communal du nom des demandeurs retenus conjointement aux autres données reprises ci-dessus est susceptible de constituer une violation de la vie privée des personnes concernées;

Considérant que les logements communaux sont attribués selon l’ordre chronologique des inscriptions sur le registre des candidatures, sauf dérogation;

Considérant que la communication des numéros des candidatures retenues et du numéro d’ordre du candidat finalement retenu permet de contrôler le respect du règlement dans les procédures d’attribution des logements;

Considérant que la Région a rendu facultative la communication des noms des locataires dans

l'inventaire des logements communaux à communiquer au Gouvernement selon l'article 25 du Code du logement;

Vu le tableau récapitulatif des attributions de logements communaux que le Collège a effectuées entre 2019 et 2022 joint en annexe ;

DECIDE

De prendre pour information le rapport sur les attributions des logements communaux 2019-2022 joint en annexe.

Le Conseil approuve le projet de délibération.
29 votants : 29 votes positifs.

Huisvesting – toewijzing van gemeentelijke woningen tussen 2019 en 2022 – toepassing van artikel 32 §3 van de Huisvestingscode – verslag aan de Gemeenteraad – Kennisname

DE RAAD,

Gelet op het reglement voor de toewijzing van gemeentelijke woningen, inzonderheid artikel 14, eerste en tweede lid dat het volgende bepaalt: *het college van burgemeester en schepenen maakt voor de Gemeenteraad jaarlijks een verslag op van zijn toewijzingsbeslissingen overeenkomstig artikel 32, § 3 van de (Huisvestings)code en dit verslag vermeldt voor elke toegewezen woning de naam van de geselecteerde aanvragers, de eventuele berekening die het mogelijk heeft gemaakt om te kiezen tussen kandidaat-huurders die een aanvraag hebben ingediend of, in voorkomend geval, de motiveringen die de keuze van afwijkingen, de rangschikking van de uiteindelijk gekozen kandidaat en de kenmerken van zijn gezin en van de woning verantwoord hebben;*

Overwegende dat de publicatie in het verslag aan de Gemeenteraad van de naam van de geselecteerde aanvragers samen met de andere bovenvermelde gegevens een inbreuk kan vormen op de privacy van de betrokken personen;

Overwegende dat de toewijzing van de gemeentelijke woningen gebeurt in chronologische volgorde van de inschrijvingen in het register van de kandidaturen, behoudens afwijking;

Overwegende dat de mededeling van de nummers van de geselecteerde kandidaturen en van het volgnummer van de uiteindelijk geselecteerde aanvrager het mogelijk maakt de naleving van het reglement bij de procedures voor de toewijzing van de woningen te controleren;

Overwegende dat het Gewest de mededeling van de namen van de huurders in de inventaris van de gemeentelijke woningen, die overeenkomstig artikel 25 van de Huisvestingscode aan de Regering moeten worden bezorgd, facultatief heeft gemaakt;

Gelet op de bijgevoegde overzichtstabel van de toewijzingen van de gemeentelijke woningen door het College tussen 2019 en 2022;

BESLIST,

Kennis te nemen van het bijgevoegde verslag over de toewijzingen van de gemeentelijke woningen 2019-2022.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.
29 stemmers : 29 positieve stemmen.

87 **Logement – Référent suivi contrat logement – Convention 2023-2024 réglant les modalités de la mise à disposition du bénéficiaire d’une subvention de la Région d’un montant de 151.400 € - Approbation – Mandat.**

LE CONSEIL,

Vu l’article 117 de la Nouvelle loi communale ;

Vu l’article 252 de la Nouvelle loi communale imposant l’équilibre budgétaire aux communes ;

Vu l’arrêté du 30 mars 2023 du Gouvernement de la Région de Bruxelles Capitale octroyant une subvention de 151.400,00 euros à la Commune de Forest pour soutenir le Référent logement dans ses missions ;

Vu le projet de convention entre la Commune de Forest et la Région de Bruxelles Capitale octroyant une subvention de 151.400,00 euros à la Commune de Forest pour les années budgétaires 2023 et 2024 ;

Considérant que le projet de convention octroyant une subvention de 151.400,00 € à la Commune de Forest pour les années budgétaires 2023 et 2024 prévoit la répartition de la subvention comme suit : 74.633,00 € pour 2023 et 76.767,00 € pour 2024 ;

Considérant que le solde de la subvention sera inscrit en recette au budget 2024 ;

Considérant que cette subvention est destinée à financer du personnel communal pour la période de 1^{er} janvier 2023 au 31 décembre 2024 ;

DECIDE,

D’approuver la convention, jointe en annexe, qui règle les modalités de la mise à disposition du bénéficiaire d’une subvention de la Région d’un montant de € 151.400,00 (en lettres : cent cinquante et un mille quatre cents euros) conformément à l’arrêté du Gouvernement du 30 mars 2023 ;

De donner pouvoir au collège des Bourgmestres et Echevins, représenté par la Bourgmestre ou son délégué, assisté de la Secrétaire Communale, de signer la convention ;

D’inscrire la recette de 74.633,00 € à l’article 922/465-02/39 du budget ordinaire de l’exercice 2023.

Le Conseil approuve le projet de délibération.
29 votants : 29 votes positifs.

Huisvesting – Referent voor de opvolging van de huisvestingsovereenkomst – Overeenkomst 2023-2024 tot regeling van de modaliteiten voor de terbeschikkingstelling aan de begunstigde van een subsidie van het Gewest voor een bedrag van 151.400 € – Goedkeuring – Mandaat.

DE RAAD,

Gelet op artikel 117 van de Nieuwe Gemeentewet;

Gelet op artikel 252 van de Nieuwe Gemeentewet waarbij het begrotingsevenwicht wordt opgelegd aan de gemeenten;

Gelet op het besluit van 30 maart 2023 van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering tot toekenning van een subsidie van 151.400,00 € aan de gemeente Vorst voor de ondersteuning van de huisvestingsreferent bij diens taken;

Gelet op het ontwerp van overeenkomst tussen de gemeente Vorst en het Brussels Hoofdstedelijk Gewest tot toekenning van een subsidie van 151.400,00 € aan de gemeente Vorst voor de begrotingsjaren 2023 en 2024;

Overwegende dat het ontwerp van overeenkomst tot toekenning van een subsidie van 151.400,00 € aan de gemeente Vorst voor de begrotingsjaren 2023 en 2024 voorziet in de verdeling van de subsidie als volgt: 74.633,00 € voor 2023 en 76.767,00 € voor 2024;

Overwegende dat het saldo van de subsidie zal worden ingeschreven als inkomsten op de begroting 2024;

Overwegende dat deze subsidie bestemd is voor de financiering van het gemeentepersoneel voor de periode van 1 januari 2023 tot 31 december 2024;

BESLIST,

Goedkeuring te verlenen aan de als bijlage gevoegde overeenkomst die de modaliteiten regelt van de terbeschikkingstelling van een subsidie van het Gewest voor een bedrag van 151.400,00 € (honderdeenenvijftig duizend vierhonderd euro) conform het besluit van de Regering van 30 maart 2023;

Het College van Burgemeester en Schepenen, vertegenwoordigd door de Burgemeester of haar afgevaardigde, bijgestaan door de Gemeentesecretaris, machtiging te verlenen van de overeenkomst te ondertekenen;

De ontvangst van 74.633,00 € in te schrijven op artikel 922/465-02/39 van de gewone begroting van het dienstjaar 2023.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

29 stemmers : 29 positieve stemmen.

3 annexes / 3 bijlagen

EDUCATION, CULTURE, SPORTS - EDUCATIE, CULTUUR, SPORT

Instruction publique - Openbaar onderwijs

88 **Instruction publique - Frais de déplacement domicile-travail du personnel enseignant des écoles communales francophones - Avenant à la Convention avec la SNCB - Prise pour information.**

LE CONSEIL,

Vu la décision du Conseil communal du 20 octobre 2020 d'approuver la Convention entre la Société nationale des chemins de fer belges (SNCB) et la Commune de Forest relative au système de tiers payant pour les abonnements SNCB, avec la possibilité d'étendre la formule des abonnements à la STIB, De Lijn et TEC, en faveur du personnel subventionné des écoles communales francophones (référence de contrat CGJY 31984) ;

Considérant que ce système du tiers payant a été mis en œuvre depuis l'année scolaire 2020-2021 ;

Considérant que les coûts des abonnements sont récupérés auprès du Ministère de l'Enseignement de la Communauté française, à l'exclusion des 4% de frais administratifs de la SNCB qui reste à charge de la Commune de Forest ;

Considérant le courrier de la SNCB du 5 octobre 2023 proposant un avenant, qui stipule une modification des frais administratifs de 4% à 3% ;

Considérant que toutes les autres dispositions de la convention restent pleinement en vigueur ;

Considérant que l'avenant entre en vigueur le 1 janvier 2024 ;

DECIDE :

De prendre acte de l'avenant à la Convention entre la Société nationale des chemins de fer belges (SNCB) et la Commune de Forest concernant le système de tiers payant pour les abonnements à la SNCB en faveur de l'ensemble du personnel subventionné des écoles communales francophones (référence de contrat CGJY 31984), impliquant une diminution des frais administratifs de 4% à 3%.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

29 votants : 29 votes positifs.

Openbaar Onderwijs - Kosten van het woon-werkverkeer van het onderwijzend personeel van de Franstalige gemeentescholen - Aanhangsel bij de Overeenkomst met de NMBS - Kennisneming.

DE RAAD,

Gelet op de beslissing van de Gemeenteraad d.d. 20 oktober 2020 om de Overeenkomst tussen de Nationale Maatschappij der Belgische Spoorwegen (NMBS) en de Gemeente Vorst met betrekking tot het derdebetalerssysteem voor NMBS-abonnementen, met mogelijkheid tot uitbreiding van de abonnementsformule naar de MIVB, De Lijn en TEC, ten gunste van het gesubsidieerd personeel van de Franstalige gemeentescholen (contractreferentie CGJY 31984) goed te keuren;

Overwegende dat dit derdebetalerssysteem wordt toegepast sinds schooljaar 2020-2021;

Overwegende dat de abonnementskosten worden teruggevorderd bij het Ministerie van Onderwijs van de Franse Gemeenschap, exclusief 4% administratiekosten van de NMBS die ten laste zijn van de Gemeente Vorst;

Overwegende de mail van de NMBS d.d. 5 oktober 2023 waarin een aanhangsel wordt voorgesteld, dat voorziet in een wijziging van de administratiekosten van 4% naar 3%;

Overwegende dat alle andere bepalingen van de overeenkomst onverminderd van toepassing blijven;

Overwegende dat het aanhangsel in werking treedt op 1 januari 2024;

BESLIST :

Akte te nemen van het aanhangsel bij de Overeenkomst tussen de Nationale Maatschappij der Belgische Spoorwegen (NMBS) en de Gemeente Vorst met betrekking tot het derdebetalerssysteem voor NMBS-abonnementen ten gunste van al het gesubsidieerd personeel van de Franstalige gemeentescholen (contractreferentie CGJY 31984), met een vermindering van de administratiekosten van 4% naar 3%.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

29 stemmers : 29 positieve stemmen.

2 annexes / 2 bijlagen

TRAVAUX PUBLICS - OPENBARE WERKEN

Propreté publique - Openbare netheid

89 **Propreté publique - Programme de Transition Professionnelle - Convention de partenariat entre la Commune de Forest et l'ASBL "Mission Locale de Forest" - Détagage**

LE CONSEIL,

Vu l'accord du 27 novembre 1997 entre l'Etat Fédéral et les Régions instaurant les programmes de transition professionnelle ;

Vu la convention de programme de transition professionnelle « détagage » approuvée par le Conseil Communal en sa séance du 15 septembre 2015 ;

Considérant que l'ASBL Mission Locale de Forest propose de poursuivre le partenariat avec l'administration communale visant au développement d'une insertion professionnelle par la biais des travaux de détagage ;

Vu l'article 6 de la convention stipulant que « la commune s'engage à assurer la part financière liée à la gestion des contrats PTP et non couverte par les Pouvoirs Publics fédéraux et régionaux, soit la somme de **12.278,22** € par an » ;

Considérant que le montant pour prendre en charge cette dépense a été demandé lors des modifications budgétaires 3 (Conseil Communal du 26/09/2023) ;

DECIDE:

(sous réserve d'approbation de la MB par l'autorité de Tutelle)

Article 1: De poursuivre la convention ci-annexée relative au partenariat entre l'ASBL Mission locale de Forest et l'administration communale ;

Article 2 : D'approuver le paiement pour la part financière liée à la gestion des contrats PTP (détagage) et non couverte par les Pouvoirs Publics fédéraux et régionaux d'un montant de **12.278,22 €** à l'association sans but lucratif « Mission Locale de Forest », située au 29, boulevard de la 2ème Armée britannique, 1190 Forest ;

Article 3 : D'inscrire la dépense de **12.278,22 €** à l'article 876/332-02/73 du service ordinaire du budget 2023.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

29 votants : 29 votes positifs.

Openbare netheid - Doorstromingsprogramma - Samenwerkingsovereenkomst tussen de Gemeente Vorst en de vzw "Mission Locale de Forest" - graffitiverwijdering

DE RAAD,

Gelet op het akkoord van 27 november 1997 tussen de Federale Staat en de Gewesten tot invoering van de doorstromingsprogramma's;

Gelet op de overeenkomst van doorstromingsprogramma "graffitiverwijdering" goedgekeurd door de Gemeenteraad in zijn zitting van 15 september 2015;

Overwegende dat de vzw Mission Locale de Forest voorstelt de samenwerking met het gemeentebestuur verder te zetten teneinde de inschakeling in het beroepsleven te ontwikkelen door middel van werken van graffitiverwijdering;

Gelet op artikel 6 van de overeenkomst dat bepaalt dat "de gemeente er zich toe verbindt het financiële deel op zich te nemen dat verband houdt met het beheer van de DSP-contracten en dat niet gedekt wordt door de federale en gewestelijke Overheden, namelijk het bedrag van **12.278,22 €** per jaar";

Overwegende dat het bedrag dat nodig is om deze uitgave te dekken werd gevraagd in begrotingswijziging 3 (Gemeenteraadsvergadering van 26/09/2023);

BESLIST:

(onder voorbehoud van goedkeuring van de begrotingswijziging door de toezichthoudende overheid)

Artikel 1: De overeenkomst, opgenomen in bijlage, betreffende de samenwerking tussen de vzw Mission Locale de Forest en het gemeentebestuur verder te zetten;

Artikel 2: Goedkeuring te verlenen aan de betaling van het financiële deel dat verband houdt met het beheer van de DSP-contracten (graffitiverwijdering) en dat niet gedekt wordt door de federale en gewestelijke Overheden voor een bedrag van **12.278,22 €** aan de vereniging zonder winstoogmerk "Mission Locale de Forest", gelegen Brits Tweedelegerlaan 29 te 1190 Vorst;

Artikel 3: De uitgave van **12.278,22 €** in te schrijven op artikel 876/332-02/73 van de gewone dienst van de begroting 2023.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

29 stemmers : 29 positieve stemmen.

90 **Propreté publique - Programme de Transition Professionnelle - convention de partenariat entre la Commune de Forest et l'ASBL "Mission Locale de Forest" - Propreté publique.**

LE CONSEIL,

Vu l'accord du 27 novembre 1997 entre l'Etat Fédéral et les Régions instaurant les programmes de transition professionnelle ;

Vu la convention de programme de transition professionnelle « propreté publique» approuvée par le Conseil Communal en sa séance du 15 décembre 2015;

Considérant que l'ASBL Mission Locale de Forest propose de poursuivre le partenariat avec l'administration communale visant au développement d'une insertion professionnelle par la biais des travaux de propreté publique ;

Considérant que cette convention a pour objet la reconduction du partenariat avec l'administration communale visant au développement d'une insertion professionnelle par le biais d'un projet de propreté publique couvrant prioritairement cinq quartiers de Forest pour l'année 2023 ;

Vu l'article 6 de la convention stipulant que « la commune s'engage à assurer la part financière liée à la gestion des contrats PTP et non couverte par les Pouvoirs Publics fédéraux et régionaux, soit la somme de 24.556,44 € par an » ;

Considérant que le montant complémentaire pour prendre en charge cette dépense a été demandé lors de la modification budgétaire n°3 (Conseil Communal du 26/09/2023);

DECIDE (Sous réserve de l'approbation de la MB par l'autorité de tutelle) :

Article 1: De poursuivre la convention ci-annexée relative au partenariat entre l'ASBL Mission locale de Forest et l'administration communale;

Article 2 : D'approuver le paiement pour la part financière liée à la gestion des contrats PTP et non couverte par les Pouvoirs Publics fédéraux et régionaux d'un montant de 24.556,44 € à l'association sans but lucratif « Mission Locale de Forest », située au 29, boulevard de la 2ème Armée britannique, 1190 Forest;

Article 3 : D'inscrire la dépense de 24.556,44 € à l'article 87540/332-02/73 du service ordinaire du budget 2023.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

29 votants : 29 votes positifs.

Openbare netheid - Doorstromingsprogramma - Samenwerkingsovereenkomst tussen de Gemeente Vorst en de vzw "Mission Locale de Forest" - Openbare netheid.

DE RAAD,

Gelet op het akkoord van 27 november 1997 tussen de Federale Staat en de Gewesten tot invoering van de doorstromingsprogramma's;

Gelet op de overeenkomst van doorstromingsprogramma "openbare netheid" goedgekeurd door de Gemeenteraad in zijn zitting van 15 december 2015;

Overwegende dat de vzw Mission Locale de Forest voorstelt de samenwerking met het

gemeentebestuur verder te zetten teneinde de inschakeling in het beroepsleven te ontwikkelen door middel van werken van openbare netheid;

Overwegende dat deze overeenkomst als doel heeft de samenwerking met het gemeentebestuur te hernieuwen teneinde de inschakeling in het beroepsleven te ontwikkelen door middel van een project van openbare netheid in vijf prioritaire wijken van Vorst voor het jaar 2023;

Gelet op artikel 6 van de overeenkomst dat bepaalt dat "de gemeente er zich toe verbindt het financiële deel op zich te nemen dat verband houdt met het beheer van de DSP-contracten en dat niet gedekt wordt door de federale en gewestelijke Overheden, namelijk het bedrag van 24.556,44 € per jaar";

Overwegende dat het bijkomend bedrag dat nodig is om deze uitgaven te dekken werd gevraagd in begrotingswijziging nr. 3 (gemeenteraadsvergadering van 26/09/2023);

BESLIST (onder voorbehoud van goedkeuring van de begrotingswijziging door de toezichthoudende autoriteit) :

Artikel 1: De overeenkomst, opgenomen in bijlage, betreffende de samenwerking tussen de vzw Mission Locale de Forest en het gemeentebestuur verder te zetten;

Artikel 2: Goedkeuring te verlenen aan de betaling van het financiële deel dat verband houdt met het beheer van de DSP-contracten en dat niet gedekt wordt door de federale en gewestelijke Overheden voor een bedrag van 24.556,44 € aan de vereniging zonder winstoogmerk "Mission Locale de Forest", gelegen Brits Tweedelegerlaan 29 te 1190 Vorst;

Artikel 3: De uitgave van 24.556,44 € in te schrijven op artikel 87540/332-02/73 van de gewone dienst van de begroting 2023.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.
29 stemmers : 29 positieve stemmen.

2 annexes / 2 bijlagen

91 **Propreté publique – Achat de tonnelles – Approbation des conditions, de la procédure de passation et des firmes à consulter – Application de l’article 234 §3 de la Nouvelle loi communale – Information.**

LE CONSEIL,

Vu la Nouvelle loi communale, notamment l'article 234 §3 relatif aux compétences du collège des bourgmestre et échevins et ses modifications ultérieures ;

Vu la loi du 17 juin 2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics, de certains marchés de travaux, de fournitures et de services et de concessions et ses modifications ultérieures ;

Vu la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics, notamment l'article 92 (le montant estimé HTVA n'atteint pas le seuil de € 30.000,00) ;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et ses modifications ultérieures ;

Vu l'arrêté royal du 18 avril 2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures;

Considérant que le service Propreté publique participe régulièrement à des événements en extérieur et doit remplacer les tonnelles défectueuses ;

Considérant que le montant estimé de ce marché s'élève € 1.652,90 hors TVA ou € 2.000,00, 21% TVA comprise;

Vu la décision du Collège des bourgmestre et échevins du 19 octobre 2023 faisant choix de la procédure sur simple facture acceptée (marchés publics de faible montant) comme mode de passation du marché «Achat de tonnelles», pour un montant de € 1.652,90 hors TVA ou € 2.000,00, 21% TVA comprise inscrit à l'article 87540/744-98/73 du service extraordinaire du budget de l'exercice 2023 ;

Considérant que le mode de financement est un emprunt ;

DECIDE,

De prendre connaissance de la décision du Collège des bourgmestre et échevins du 19 octobre 2023 faisant choix de la procédure sur simple facture acceptée (marchés publics de faible montant) comme mode de passation du marché «Achat de tonnelles», pour un montant de € 1.652,90 hors TVA ou € 2.000,00, 21% TVA comprise inscrit à l'article 87540/744-98/73 du service extraordinaire du budget de l'exercice 2023 et de financer la dépense par un emprunt.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

29 votants : 29 votes positifs.

Overheidsopdrachten – Aankoop van partytenten – Goedkeuring van de lastvoorwaarden, de gunningswijze en de te raadplegen firma's – Toepassing artikel 234 §3 Nieuwe Gemeentewet – Kennisgeving.

DE RAAD,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet, inzonderheid artikel 234 §3 betreffende de bevoegdheden van het College van Burgemeester en Schepenen, en latere wijzigingen;

Gelet op de wet van 17 juni 2013 betreffende de motivering, de informatie en de rechtsmiddelen inzake overheidsopdrachten, bepaalde opdrachten voor werken, leveringen en diensten en concessies, en latere wijzigingen;

Gelet op de wet van 17 juni 2016 inzake overheidsopdrachten, inzonderheid artikel 92 (het geraamde bedrag excl. btw bereikt de drempel van 30.000,00 € niet);

Gelet op het koninklijk besluit van 14 januari 2013 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten, en latere wijzigingen;

Gelet op het koninklijk besluit van 18 april 2017 betreffende de plaatsing van overheidsopdrachten in de klassieke sectoren, en latere wijzigingen;

Overwegende dat de dienst Openbare Netheid regelmatig deelneemt aan openluchtevenementen en defecte partytenten moet vervangen;

Overwegende dat de raming van deze opdracht 1.652,90 € excl. btw of 2.000,00 €, incl. 21% btw, bedraagt;

Gelet op de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 19 oktober 2023 om te kiezen voor de procedure via aanvaarde factuur (overheidsopdrachten van beperkte waarde) als gunningswijze van de opdracht “Aankoop van partytenten”, voor een bedrag van 1.652,90 € excl. btw of 2.000,00 €, 21% btw inbegrepen, ingeschreven op artikel 87540/744-98/73 van de buitengewone dienst van de begroting van het dienstjaar 2023;

Overwegende dat de financieringswijze een lening is;

BESLIST

Kennis te nemen van de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 19 oktober 2023 om te kiezen voor de procedure via aanvaarde factuur (overheidsopdrachten van beperkte waarde) als gunningswijze van de opdracht “Aankoop van partytenten”, voor een bedrag van 1.652,90 € excl. btw of 2.000,00 €, 21% btw inbegrepen, ingeschreven op artikel 87540/744-98/73 van de buitengewone dienst van de begroting van het dienstjaar 2023 en de uitgave te financieren door een lening.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.
29 stemmers : 29 positieve stemmen.

92 **Propreté publique – Achat de comptoirs d'accueil - Approbation des conditions, de la procédure de passation et des firmes à consulter - Application de l'article 234 §3 de la Nouvelle loi communale - Information.**

LE CONSEIL,

Vu la Nouvelle loi communale, notamment l'article 234 §3 relatif aux compétences du collège des bourgmestre et échevins et ses modifications ultérieures ;

Vu la loi du 17 juin 2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics, de certains marchés de travaux, de fournitures et de services et de concessions et ses modifications ultérieures ;

Vu la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics, notamment l'article 92 (le montant estimé HTVA n'atteint pas le seuil de € 30.000,00) ;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et ses modifications ultérieures ;

Vu l'arrêté royal du 18 avril 2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures;

Considérant que le service propreté publique participe régulièrement à des événements en extérieur et doit remplacer des tables défectueuses ;

Considérant que le montant estimé de ce marché s'élève € 826,44 hors TVA ou € 1.000,00, 21% TVA comprise;

Vu la décision du Collège des bourgmestre et échevins du 19 octobre 2023 faisant choix de la

procédure sur simple facture acceptée (marchés publics de faible montant) comme mode de passation du marché « Achat de comptoirs d'accueil », pour un montant de € 826,44 hors TVA ou € 1.000,00, 21% TVA comprise inscrit à l'article 87540/744-98/73 du service extraordinaire du budget de l'exercice 2023 ;

Considérant que le mode de financement est un emprunt ;

DECIDE,

De prendre connaissance de la décision du Collège des bourgmestre et échevins du 19 octobre 2023 faisant choix de la procédure sur simple facture acceptée (marchés publics de faible montant) comme mode de passation du marché « Achat de comptoirs d'accueil », pour un montant de € 826,44 hors TVA ou € 1.000,00, 21% TVA comprise inscrit à l'article 87540/744-98/73 du service extraordinaire du budget de l'exercice 2023 et de financer la dépense par un emprunt .

Le Conseil approuve le projet de délibération.

29 votants : 29 votes positifs.

Overheidsopdrachten – Aankoop van receptiebalies – Goedkeuring van de lastvoorwaarden, de gunningswijze en de te raadplegen firma's – Toepassing artikel 234 §3 Nieuwe Gemeentewet – Kennisgeving.

DE RAAD,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet, inzonderheid artikel 234 §3 betreffende de bevoegdheden van het College van Burgemeester en Schepenen, en latere wijzigingen;

Gelet op de wet van 17 juni 2013 betreffende de motivering, de informatie en de rechtsmiddelen inzake overheidsopdrachten, bepaalde opdrachten voor werken, leveringen en diensten en concessies, en latere wijzigingen;

Gelet op de wet van 17 juni 2016 inzake overheidsopdrachten, inzonderheid artikel 92 (het geraamde bedrag excl. btw bereikt de drempel van 30.000,00 € niet);

Gelet op het koninklijk besluit van 14 januari 2013 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten, en latere wijzigingen;

Gelet op het koninklijk besluit van 18 april 2017 betreffende de plaatsing van overheidsopdrachten in de klassieke sectoren, en latere wijzigingen;

Overwegende dat de dienst Openbare Netheid regelmatig deelneemt aan buitenevenementen en defecte tafels moet vervangen;

Overwegende dat de raming van deze opdracht 826,44 € excl. btw of 1.000,00 €, incl. 21% btw, bedraagt;

Gelet op de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 19 oktober 2023 om te kiezen voor de procedure via aanvaarde factuur (overheidsopdrachten van beperkte waarde) als gunningswijze van de opdracht “Aankoop van receptiebalies”, voor een bedrag van 826,44 € excl. btw of 1.000,00 €, 21% btw inbegrepen, ingeschreven op artikel 87540/744-98/73 van de buitengewone dienst van de begroting van het dienstjaar 2023;

Overwegende dat de financieringswijze een lening is;

BESLIST

Kennis te nemen van de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 19 oktober 2023 om te kiezen voor de procedure via aanvaarde factuur (overheidsopdrachten van beperkte waarde) als gunningswijze van de opdracht “Aankoop van receptiebalies”, voor een bedrag van 826,44 € excl. btw of 1.000,00 €, 21% btw inbegrepen, ingeschreven op artikel 87540/744-98/73 van de buitengewone dienst van de begroting van het dienstjaar 2023 en de uitgave te financieren door een lening.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.
29 stemmers : 29 positieve stemmen.

EDUCATION, CULTURE, SPORTS - EDUCATIE, CULTUUR, SPORT

Ecoles - Scholen

93 **Enseignement néerlandophone - Brede School - Convention Brede School Brussel 2024-2025 - Approbation.**

LE CONSEIL,

Vu la subvention Brede School octroyé par la Commission communautaire flamande (VGC) à la commune de Forest pour la réalisation de Brede School Vorst durant les années scolaires 2012-2013, 2013-2014 et 2014-2015 et ensuite par une convention pluriannuelle 2015-2020, approuvée par le conseil communal le 22 mars 2016 ;

Considérant que cette convention a été renouvelée annuellement pour les années scolaires 2020-2023, jusqu’au 31 décembre 2023 ;

Considérant que la décision de la VGC de réformer les Brede Scholen de Bruxelles à partir du 1er janvier 2024 nécessite la conclusion d’une nouvelle convention entre la VGC et la commune de Forest précisant les missions et objectifs, les responsabilités, les modalités de subvention et la méthode de justification et de contrôle ;

Considérant que cette convention prendra effet le 1er janvier 2024 et se terminera le 31 décembre 2025 ;

DÉCIDE :

D’approuver la convention ci-jointe ‘Brede School Brussel 2024-2025’, avec les spécificités pour la commune de Forest.

Le Conseil approuve le projet de délibération.
29 votants : 29 votes positifs.

Nederlandstalig onderwijs - Brede School - Convenant Brede School Brussel 2024-2025 - Goedkeuring.

DE RAAD,

Gelet op de Brede School-subsidie die door de Vlaamse Gemeenschapscommissie (VGC) is toegekend aan de Gemeente Vorst voor het realiseren van Brede School Vorst tijdens de schooljaren 2012-2013, 2013-2014 en 2014-2015 en vervolgens door een meerjarenconvenant 2015-2020, goedgekeurd door de gemeenteraad op 22 maart 2016;

Overwegende dat dit convenant jaarlijks is verlengd voor de schooljaren 2020-2023, tot en met 31 december 2023;

Overwegende de beslissing van de VGC om vanaf 1 januari 2024 de Brusselse Brede Scholen te hervormen en dat hiervoor een nieuw convenant dient afgesloten te worden tussen de VGC en de gemeente Vorst waarin de opdrachten en doelstellingen, de verantwoordelijkheden, de subsidiemodaliteiten en de wijze van verantwoording en toezicht vastgelegd worden;

Overwegende dat dit convenant ingaat op 1 januari 2024 en eindigt op 31 december 2025;

BESLIST,

Het bijgesloten convenant 'Brede School Brussel 2024-2025', met de specifieke invullingen voor de Gemeente Vorst, goed te keuren.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.
29 stemmers : 29 positieve stemmen.

3 annexes / 3 bijlagen

94 Enseignement néerlandophone – Personnel enseignant subventionné des écoles De Wereldbrug & De Puzzel – Déclaration des places vacantes pour une nomination permanente dans une fonction de recrutement, à partir du 1er janvier 2024.

LE CONSEIL,

Vu les dispositions légales et plus particulièrement le Décret de la Communauté flamande du 27 mars 1991, section 3 – art 33, concernant la position légale de certains employés de l'enseignement subventionné et des centres d'accompagnement d'élèves subventionnés ;

Considérant les heures de cours disponibles dans les écoles et la composition du personnel subventionné en date du 15 octobre 2023 dans les écoles communales De Wereldbrug et De Puzzel ;

Considérant qu'en date du 1^{er} janvier 2024, les heures de cours, comme reprises en annexe, sont vacantes, et qu'il est dès lors possible de faire des nominations permanentes pour ces heures ;

Vu la décision du Conseil du 24 juin 2003 de faire adhérer les écoles communales De Wereldbrug et De Puzzel à une nouvelle communauté d'écoles portant le nom Spectrum ;

Vu la notification du 11 mai 2020 auprès de l'Agence des services de l'enseignement de la Communauté flamande, sur la poursuite de la Scholengemeenschap Spectrum pour la période 2020-2026 ;

Vu la décision du Conseil du 21 septembre 2021 approuvant la Convention de collaboration pour la période 2020-2026 ;

Considérant la procédure proposée et approuvée par les 7 écoles au sein de Spectrum concernant la déclaration des places vacantes pour une nomination permanente, au sein de la communauté d'écoles ;

DECIDE :

Article 1:

De prendre acte de la déclaration de places vacantes, comme repris en annexe, à partir du 1^{er} janvier 2024, pour une nomination permanente dans une fonction de recrutement, à charge de la Communauté flamande ;

Article 2:

De prendre acte que le directeur-coordonateur de Spectrum et tous les directions de la communauté d'écoles informeront avant le 15 novembre 2023 l'ensemble du personnel des différentes écoles de ces dispositions ;

De prendre acte que le personnel subventionné de la communauté d'écoles Spectrum, qui souhaiterait postuler pour une place vacante avec nomination permanente, doit adresser sa candidature par triple courrier électronique au directeur, au pouvoir organisateur de l'enseignement et au directeur-coordonateur de la Scholengemeenschap Spectrum et ce uniquement par le formulaire établi par Spectrum **au plus tard le 15 décembre 2023** ;

Les candidatures incomplètes, tardives (après le 15 décembre 2023) ou non conformes aux prescriptions établies par Spectrum, ne seront pas prises en considération.

Le point est reporté.

29 votants : 29 votes positifs.

Nederlandstalig onderwijs – Gesubsidieerd onderwijzend personeel van GBS De Wereldbrug & GBS De Puzzel – Vacantverklaringen voor een vaste benoeming in een wervingsambt, met ingang van 1 januari 2024.

DE RAAD,

Gelet op de wettelijke bepalingen en meer bepaald het Decreet van de Vlaamse Gemeenschap d.d. 27 maart 1991, afd.3 – art. 33, betreffende de rechtspositie van sommige personeelsleden van het gesubsidieerd onderwijs en van de gesubsidieerde centra voor leerlingenbegeleiding;

Overwegende de beschikbare lestijden in de scholen en de samenstelling van het gesubsidieerde personeel op 15 oktober 2023 in de gemeentescholen GBS De Wereldbrug en GBS De Puzzel;

Overwegende dat op 1 januari 2024 de lestijden, zoals in bijlage opgenomen, vacant zijn, en er vanaf

die datum vaste benoemingen kunnen gebeuren voor die lestijden;

Gelet op de beslissing van de Gemeenteraad van 24 juni 2003 om de gemeentescholen De Wereldbrug en De Puzzel deel te laten uitmaken van een nieuwe scholengemeenschap met de naam Spectrum;

Gelet op de melding van de bestendinging van scholengemeenschap Spectrum voor de periode 2020-2026 aan het Agentschap voor Onderwijsdiensten van de Vlaamse Gemeenschap op 11 mei 2020;

Gelet op de beslissing van de Gemeenteraad van 21 september 2021 om de samenwerkingsovereenkomst voor de periode 2020-2026 goed te keuren;

Overwegende de voorgestelde en goedgekeurde procedure van de 7 betrokken scholen binnen scholengemeenschap Spectrum met betrekking tot de vacantverklaringen voor vaste benoemingen binnen de scholengemeenschap;

BESLIST :

Artikel 1:

Akte te nemen van de vacantverklaring, zoals in bijlage opgenomen, met ingang van 1 januari 2024, voor een vaste benoeming in een wervingsambt, ten laste van de Vlaamse Gemeenschap;

Artikel 2:

Akte te nemen dat deze vacante betrekkingen uiterlijk vóór 15 november 2023 door de directeur-coördinator van scholengemeenschap Spectrum en alle schooldirecties van de scholengemeenschap worden gecommuniceerd aan alle personeelsleden van de verschillende scholen;

Akte te nemen dat het gesubsidieerde personeel van de scholengemeenschap Spectrum dat in aanmerking wenst te komen voor een vaste benoeming in de vacante uren, zich **uiterlijk op 15 december 2023** dient te melden per drievoudige e-mail aan de directie, het schoolbestuur en de directeur-coördinator van scholengemeenschap Spectrum, via het daartoe door Spectrum opgestelde formulier;

Onvolledige of laattijdige (na 15 december 2023) kandidaatstellingen of niet conform de door Spectrum opgestelde voorschriften worden niet in aanmerking genomen.

Het punt wordt verdaagd.

29 stemmers : 29 positieve stemmen.

2 annexes / 2 bijlagen

95 **Enseignement néerlandophone – Frais de déplacement domicile-travail du personnel enseignant des écoles communales néerlandophones – Avenant à la Convention avec la SNCB – Prise pour information.**

LE CONSEIL,

Vu la décision du Conseil communal du 20 octobre 2020 d'approuver la Convention entre la Société nationale des chemins de fer belges (SNCB) et la Commune de Forest relative au système de tiers payant pour les abonnements SNCB, avec la possibilité d'étendre la formule des abonnements à la STIB, De Lijn et TEC, en faveur du personnel subventionné des écoles communales néerlandophones (référence de contrat CGAS 31901) ;

Considérant que ce système du tiers payant a été mis en œuvre depuis l'année scolaire 2020-2021 ;

Considérant que les coûts des abonnements sont récupérés auprès du Ministère de l'Enseignement de la Communauté flamande, à l'exclusion des 4% de frais administratifs de la SNCB qui reste à charge de la Commune de Forest ;

Considérant le courrier de la SNCB du 5 octobre 2023 proposant un avenant, qui stipule une modification des frais administratifs de 4% à 3% ;

Considérant que toutes les autres dispositions de la convention restent pleinement en vigueur ;

Considérant que l'addendum entre en vigueur le 1 janvier 2024 ;

DECIDE :

De prendre acte de l'avenant à la Convention entre la Société nationale des chemins de fer belges (SNCB) et la Commune de Forest concernant le système de tiers payant pour les abonnements à la SNCB en faveur de l'ensemble du personnel subventionnés des écoles communales néerlandophones (référence de contrat CGAS 31901), impliquant une diminution des frais administratifs de 4% à 3%.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

29 votants : 29 votes positifs.

Nederlandstalig onderwijs – Kosten van het woon-werkverkeer van het onderwijzend personeel van de Nederlandstalige gemeentescholen – Aanhangsel bij de Overeenkomst met de NMBS – Kennisneming.

DE RAAD,

Gelet op de beslissing van de Gemeenteraad d.d. 20 oktober 2020 om de Overeenkomst tussen de Nationale Maatschappij der Belgische Spoorwegen (NMBS) en de Gemeente Vorst met betrekking tot het derderbetalerssysteem voor NMBS-abonnementen, met mogelijkheid tot uitbreiding van de abonnementsformule naar de MIVB, De Lijn en TEC, ten gunste van het gesubsidieerd personeel van de Nederlandstalige gemeentescholen (contractreferentie CGAS 31901) goed te keuren;

Overwegende dat dit derderbetalerssysteem wordt toegepast sinds schooljaar 2020-2021;

Overwegende dat de abonnementskosten worden teruggevorderd bij het Ministerie van Onderwijs van de Vlaamse Gemeenschap, exclusief 4% administratiekosten van de NMBS die ten laste zijn van de Gemeente Vorst;

Overwegende de mail van de NMBS d.d. 5 oktober 2023 waarin een aanhangsel wordt voorgesteld, dat voorziet in een wijziging van de administratiekosten van 4% naar 3%;

Overwegende dat alle andere bepalingen van de overeenkomst onverminderd van toepassing blijven;

Overwegende dat het aanhangsel in werking treedt op 1 januari 2024;

BESLIST:

Akte te nemen van het aanhangsel bij de Overeenkomst tussen de Nationale Maatschappij der Belgische Spoorwegen (NMBS) en de Gemeente Vorst met betrekking tot het derderbetalerssysteem voor NMBS-abonnementen ten gunste van al het gesubsidieerd personeel van de Nederlandstalige

gemeentescholen (contractreferentie CGAS 31901), met een vermindering van de administratiekosten van 4% naar 3%.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.
29 stemmers : 29 positieve stemmen.

2 annexes / 2 bijlagen

96 **Enseignement néerlandophone – Personnel enseignant subventionné des écoles De Wereldbrug & De Puzzel – Déclaration des places vacantes pour une nomination permanente dans une fonction de recrutement, à partir du 1er janvier 2024.**

LE CONSEIL,

Vu les dispositions légales et plus particulièrement le Décret de la Communauté flamande du 27 mars 1991, section 3 – art 33, concernant la position légale de certains employés de l'enseignement subventionné et des centres d'accompagnement d'élèves subventionnés ;

Considérant les heures de cours disponibles dans les écoles et la composition du personnel subventionné en date du 15 octobre 2023 dans les écoles communales De Wereldbrug et De Puzzel ;

Considérant qu'en date du 1^{er} janvier 2024, les heures de cours, comme reprises en annexe, sont vacantes, et qu'il est dès lors possible de faire des nominations permanentes pour ces heures ;

Vu la décision du Conseil du 24 juin 2003 de faire adhérer les écoles communales De Wereldbrug et De Puzzel à une nouvelle communauté d'écoles portant le nom Spectrum ;

Vu la notification du 11 mai 2020 auprès de l'Agence des services de l'enseignement de la Communauté flamande, sur la poursuite de la Scholengemeenschap Spectrum pour la période 2020-2026 ;

Vu la décision du Conseil du 21 septembre 2021 approuvant la Convention de collaboration pour la période 2020-2026 ;

Considérant la procédure proposée et approuvée par les 7 écoles au sein de Spectrum concernant la déclaration des places vacantes pour une nomination permanente, au sein de la communauté d'écoles ;

DECIDE :

Article 1:

De prendre acte de la déclaration de places vacantes, comme repris en annexe, à partir du 1^{er} janvier 2024, pour une nomination permanente dans une fonction de recrutement, à charge de la Communauté flamande ;

Article 2:

De prendre acte que le directeur-coordonateur de Spectrum et tous les directions de la communauté d'écoles informeront avant le 15 novembre 2023 l'ensemble du personnel des différentes écoles de ces dispositions ;

De prendre acte que le personnel subventionné de la communauté d'écoles Spectrum, qui souhaiterait postuler pour une place vacante avec nomination permanente, doit adresser sa candidature par triple

courrier électronique au directeur, au pouvoir organisateur de l'enseignement et au directeur-coördinator de la Scholengemeenschap Spectrum et ce uniquement par le formulaire établi par Spectrum **au plus tard le 15 décembre 2023** ;

Les candidatures incomplètes, tardives (après le 15 décembre 2023) ou non conformes aux prescriptions établies par Spectrum, ne seront pas prises en considération.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

29 votants : 29 votes positifs.

Nederlandstalig onderwijs – Gesubsidieerd onderwijzend personeel van de scholen De Wereldbrug & De Puzzel – Vacantverklaring voor een vaste benoeming in een wervingsambt, met ingang van 1 januari 2024.

DE RAAD,

Gelet op de wettelijke bepalingen en meer bepaald het Decreet van de Vlaamse Gemeenschap d.d. 27 maart 1991, afd.3 – art. 33, betreffende de rechtspositie van sommige personeelsleden van het gesubsidieerd onderwijs en van de gesubsidieerde centra voor leerlingenbegeleiding;

Overwegende de beschikbare lestijden in de scholen en de samenstelling van het gesubsidieerde personeel op 15 oktober 2023 in de gemeentescholen De Wereldbrug en De Puzzel;

Overwegende dat op 1 januari 2024 de lestijden, zoals in bijlage opgenomen, vacant zijn, en er vanaf die datum vaste benoemingen kunnen gebeuren voor die lestijden;

Gelet op de beslissing van de Gemeenteraad van 24 juni 2003 om de gemeentescholen De Wereldbrug en De Puzzel deel te laten uitmaken van een nieuwe scholengemeenschap met de naam Spectrum;

Gelet op de melding van de bestendinging van scholengemeenschap Spectrum voor de periode 2020-2026 aan het Agentschap voor Onderwijsdiensten van de Vlaamse Gemeenschap op 11 mei 2020;

Gelet op de beslissing van de Gemeenteraad van 21 september 2021 om de samenwerkingsovereenkomst voor de periode 2020-2026 goed te keuren;

Overwegende de voorgestelde en goedgekeurde procedure van de 7 betrokken scholen binnen scholengemeenschap Spectrum met betrekking tot de vacantverklaring voor een vaste benoeming binnen de scholengemeenschap;

BESLIST:

Artikel 1:

Akte te nemen van de vacantverklaring, zoals in bijlage opgenomen, met ingang van 1 januari 2024, voor een vaste benoeming in een wervingsambt, ten laste van de Vlaamse Gemeenschap;

Artikel 2:

Akte te nemen dat deze vacante betrekkingen uiterlijk vóór 15 november 2023 door de directeur-coördinator van scholengemeenschap Spectrum en alle schooldirecties van de scholengemeenschap worden gecommuniceerd aan alle personeelsleden van de verschillende scholen;

Akte te nemen dat het gesubsidieerde personeel van de scholengemeenschap Spectrum dat in aanmerking wenst te komen voor een vaste benoeming in de vacante uren, zich **uiterlijk op 15 december 2023** dient te melden per drievoudige e-mail aan de directie, het schoolbestuur en de directeur-coördinator van scholengemeenschap Spectrum, via het daartoe door Spectrum opgestelde

formulier;

Onvolledige of laattijdige (na 15 december 2023) kandidaatstellingen of niet conform de door Spectrum opgestelde voorschriften worden niet in aanmerking genomen.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

29 stemmers : 29 positieve stemmen.

2 annexes / 2 bijlagen

Bibliothèque NL - Bibliotheek NL

97 Bibliothèque néerlandophone - Mise-à-jour du règlement organique et recomposition de l'organe de gestion - Ratification.

LE CONSEIL,

Vu le décret du 6 juillet 2012 de la Communauté flamande relatif à une politique culturelle locale et l'arrêté du Gouvernement flamand du 26 octobre 2012 portant exécution du décret du 6 juillet 2012 susmentionné ;

Vu l'accord du Conseil communal du 12 novembre 2019 concernant l'entrée de la commune de Forest dans le décret sur la politique culturelle locale et l'approbation du plan communal de politique culturelle locale pour la période 2020-2025 ;

Vu la ratification par le Conseil communal du 14 mai 2013 du règlement organique de la bibliothèque néerlandophone ;

Considérant que ce règlement reprend l'ancienne dénomination de la bibliothèque et que par conséquent une mise-à-jour est proposée ;

Vu l'article 5 du règlement organique :

§ 1. L'organe de gestion est une association d'usagers et d'experts de la bibliothèque, composée conformément à l'article 9c du décret du 28 février 1974 relatif au Pacte culturel. Les candidats membres de l'organe de gestion peuvent se présenter spontanément ou être recrutés activement par la bibliothécaire. La composition est soumise à la ratification du conseil communal.

§ 2. Le nombre maximum de membres votants de l'organe de gestion est de 12, qui ne doivent pas nécessairement résider à Forest.

§ 3. L'échevin des affaires néerlandophone assiste aux réunions de l'organe de gestion en tant qu'observateur du Collège des Bourgmestre et Echevins. La bibliothécaire et le coordinateur culture néerlandophone sont également invités en tant qu'observateurs. Ils n'ont pas le droit de vote ;

Vu la ratification du Conseil communal du 28 mai 2019 de la recomposition de l'organe de gestion de la bibliothèque néerlandophone ;

Considérant que les membres suivants ont entretemps remis leur démission :

- Madame Aurelie Duchateau
- Madame Manna Lahousse

- Madame Shelley Heugen
- Monsieur Jurgen Waegeman
- Monsieur Hans De Corte
- Monsieur Gunther Van Neste

Considérant qu'il y a lieu de proposer une recomposition de l'organe de gestion (les noms avec * étant les nouveaux membres) :

- Madame Ann Depoorter
- Madame Judith Hellers
- Madame Anja Kowalski
- Monsieur Michel Ardui
- Monsieur Jan De Coster
- Madame Sandra Fernandez*
- Madame Flore Geukens*
- Madame Tessa Goossens*
- Madame Gerda Van den Dries*
- Madame Sophie Godefroid*
- Madame Nathalie Hoes*

Vu l'article 5 du règlement organique, indiquant toute recomposition de l'organe de gestion doit être soumise au Conseil communal pour ratification

DECIDE :

De ratifier la mise-à-jour du règlement organique de la bibliothèque néerlandophone ;

De prendre acte de la démission des conseillers suivants de l'organe de gestion de la bibliothèque néerlandophone :

- Madame Aurelie Duchateau
- Madame Manna Lahousse
- Madame Shelley Heugen
- Monsieur Jurgen Waegeman
- Monsieur Hans De Corte
- Monsieur Gunther Van Neste

De ratifier la recomposition suivante de l'organe de gestion de la bibliothèque néerlandophone (les noms avec * étant les nouveaux membres) :

- Madame Ann Depoorter
- Madame Judith Hellers
- Madame Anja Kowalski
- Monsieur Michel Ardui
- Monsieur Jan De Coster
- Madame Sandra Fernandez*
- Madame Flore Geukens*
- Madame Tessa Goossens*
- Madame Gerda Van den Dries*
- Madame Sophie Godefroid*
- Madame Nathalie Hoes*

Le Conseil approuve le projet de délibération.

29 votants : 29 votes positifs.

Nederlandstalige bibliotheek – Aanpassing van het organiek reglement en hersamenstelling van

het beheersorgaan - Bekracting.

DE RAAD,

Gelet op het Decreet van de Vlaamse Gemeenschap van 6 juli 2012 betreffende het Lokaal Cultuurbeleid en het besluit van de Vlaamse Regering van 26 oktober 2012 tot uitvoering van voornoemd decreet van 6 juli 2012;

Gelet op het akkoord van de Gemeenteraad van 12 november 2019 betreffende de instap van de gemeente Vorst in het Decreet Lokaal Cultuurbeleid en de goedkeuring van het gemeentelijke Lokale Cultuurbeleidsplan voor de periode 2020-2025;

Gelet op de bekracting door de Gemeenteraad van 14 mei 2013 van het organiek reglement van de Nederlandstalige bibliotheek;

Overwegende dat dit reglement de voormalige naam van de bibliotheek vermeldt en bijgevolg een aangepaste versie wordt voorgesteld;

Gelet op artikel 5 van het organiek reglement:

§ 1. Het beheersorgaan is een vereniging van bibliotheekgebruikers en deskundigen, samengesteld volgens artikel 9c van het decreet van 28 februari 1974 betreffende het Cultuurpact. Kandidaat-leden voor het beheersorgaan kunnen zich spontaan aanbieden evenals actief gerekruteerd worden door de hoofdbibliothecaris. De samenstelling wordt ter bekracting voorgelegd aan de Gemeenteraad.

§ 2. Het maximale aantal stemgerechtigde leden van het beheersorgaan bedraagt 12. Zij moeten niet in Vorst wonen.

§ 3. De Schepen van Nederlandstalige gemeenschapszaken woont de vergaderingen van het beheersorgaan bij als waarnemer van het College van Burgemeester en Schepenen. Ook de hoofdbibliothecaris en de cultuurbeleidscoördinator worden als waarnemer uitgenodigd. Zij hebben geen stemrecht;

Gelet op het akkoord van de Gemeenteraad d.d. 28 mei 2019 van de hernieuwde samenstelling van het beheersorgaan van de Nederlandstalige bibliotheek;

Overwegende dat de volgende leden van het beheersorgaan inmiddels hun ontslag hebben ingediend:

- Mevrouw Aurelie Duchateau
- Mevrouw Manna Lahousse
- Mevrouw Shelley Heugen
- De heer Jurgen Waegeman
- De heer Hans De Corte
- De heer Gunther Van Neste

Overwegende dat de volgende hersamenstelling wordt voorgesteld (de namen met * zijn nieuwe leden):

- Mevrouw Ann Depoorter
- Mevrouw Judith Hellers
- Mevrouw Anja Kowalski
- De heer Michel Ardui
- De heer Jan De Coster
- Mevrouw Sandra Fernandez*
- Mevrouw Flore Geukens*
- Mevrouw Tessa Goossens*
- Mevrouw Gerda Van den Dries*
- Mevrouw Sophie Godefroid*

- Mevrouw Nathalie Hoes*

Gelet op het artikel 5 van het organiek reglement waarin wordt voorgeschreven dat elke hersamenstelling van het beheersorgaan ter bekrachtiging dient te worden voorgelegd aan de Gemeenteraad

BESLIST:

De aanpassing van het organiek reglement voor de Nederlandstalige bibliotheek te bekrachtigen;

Akte te nemen van het ontslag van de volgende leden van het beheersorgaan van de Nederlandstalige bibliotheek:

- Mevrouw Aurelie Duchateau
- Mevrouw Manna Lahousse
- Mevrouw Shelley Heugen
- De heer Jurgen Waegeman
- De heer Hans De Corte
- De heer Gunther Van Neste

De hersamenstelling van het beheersorgaan van de Nederlandstalige bibliotheek te bekrachtigen (de namen met * zijn nieuwe leden):

- Mevrouw Ann Depoorter
- Mevrouw Judith Hellers
- Mevrouw Anja Kowalski
- De heer Michel Ardui
- De heer Jan De Coster
- Mevrouw Sandra Fernandez*
- Mevrouw Flore Geukens*
- Mevrouw Tessa Goossens*
- Mevrouw Gerda Van den Dries*
- Mevrouw Sophie Godefroid*
- Mevrouw Nathalie Hoes*

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.
29 stemmers : 29 positieve stemmen.

1 annexe / 1 bijlage

TRAVAUX PUBLICS - OPENBARE WERKEN

Mobilité - Mobiliteit

- 98 **Mobilité - Voirie – Revitalisation des quartiers - Convention de collaboration entre la Région de Bruxelles-Capitale et la Commune de Forest relative à la réalisation par la Région de travaux d’infrastructure en voirie communale (Place Saint Denis) et à la mise en place d’un marché conjoint.**

LE CONSEIL,

Vu la nouvelle loi communale ;

Vu la décision du Conseil communal du 14 octobre 2014

D'adopter le dossier de base du Contrat de Quartier Durable Abbaye ;

De soumettre l'ensemble du dossier à l'approbation du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale pour le 31 octobre au plus tard ;

De marquer son accord sur la participation financière de la Commune, participation s'élevant à 1.078.074,90 € en complément des subsides fédéraux et régionaux ;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 18 décembre 2014 octroyant un subside de 10.900.000,00 € pour la mise en œuvre des opérations inscrites dans le dossier de base du Contrat de Quartier Durable Abbaye ;

Vu les décisions du Conseil communal du 23 février 2016, du 18 octobre 2016 et du 16 mai 2017 approuvant *respectivement la modification de programme n°1, 2 et 3 du Contrat de Quartier Durable Abbaye ;*

Vu les courriers du 25 mai 2016, du 16 juin 2017 du Ministre-Président du Gouvernement de la région de Bruxelles-Capitale Rudi Vervoort approuvant la modification de programme n°1, 2 et 3 du CQDAbbaye telles qu'approuvées par le Conseil communal ;

Vu le programme quadriennal du Contrat de quartier durable Abbaye ;

Considérant que ledit programme comprend l' Opération 1.9 « Espaces publics du cœur de Forest » ;

Vu la décision du collège du 25.03.2021 approuvant le dossier complet phase 3 – « PU01 - Dossier de demande de Permis d'urbanisme pour la « zone espace partagé » proposé par A Practice sprl, Boulevard du Midi 25-27 - 1000 Bruxelles ;

Vu l'Arrêté de la Région de Bruxelles-Capitale du 18 novembre 2021 octroyant une subvention de 4.000.000,00 d'euro à la Commune de Forest pour l' Organisation et l'exécution des Travaux de réaménagement de la place Saint-Denis ;

Vu sa décision du 23 novembre 2021 approuvant la convention soumise par Bruxelles-Mobilité et octroyant un subside de 4.000.000 d'euros pour la réalisation des travaux de la place Saint Denis ;

Vu le permis d'urbanisme (N°7/PFD/1786120) délivré en date du 19 octobre 2022 par le Fonctionnaire Délégué ;

Vu la décision du collège du 22 décembre 2022 d'activer la tranche conditionnelle 01 du marché de services CQDAbbaye – CSC 2017 – 01 « Désignation d'une équipe pluridisciplinaire, agissant en qualité « d'auteur de projet », pour le réaménagement des « espaces publics du cœur de Forest » attribué à l'Association Momentanée: A Practice sprl / :mlzd GmbH, Boulevard du Midi 25-27 - 1000 Bruxelles - tranche portant sur l'élaboration du dossier d'adjudication, le rapport d'analyse des offres, le contrôle et le suivi de chantier jusqu'aux réceptions provisoires et finales;

Vu le Plan Régional de Mobilité approuvé par le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 25 mars 2021 ;

Vu l'action A.2 « Apaiser les quartiers » ;

Vu l'appel à candidatures lancé par Bruxelles Mobilité fin 2019 pour la mise en œuvre des premiers Contrats Locaux de Mobilité ;

Vu la décision du Collège en séance du 5 mars 2020 de répondre à l'appel à candidature de Bruxelles Mobilité en vue d'obtenir un Contrat Local de Mobilité, notamment pour la maille "Neerstalle" ;

Vu le courrier de Bruxelles Mobilité daté du 30 juin 2020 informant les communes de Forest et d'Uccle que la candidature déposée était retenue et sélectionnée par le Gouvernement pour l'année 2021 ;

Considérant que l'étude mobilité liée au Contrat Local de Mobilité du quartier apaisé Neerstalle a démarré début 2022 et s'est terminée en juin 2023 ;

Considérant que l'étude mobilité liée au Contrat Local de Mobilité du quartier apaisé Neerstalle a tenu compte du plan de mobilité prévu dans le projet « Espaces Publics du Cœur de Forest » ;

Considérant que l'étude a permis de produire des fiches Actions et un programme d'intervention tenant compte du projet « Espaces Publics du Cœur de Forest » et que celles-ci ont été approuvées par le Collège des Bourgmestre et Echevins en séance du 29 juin 2023 ;

Considérant qu'un budget de 4.000.000 € sera disponible pour la réalisation des Fiches Actions et des projets mobilité dans le périmètre du quartier Apaisé ;

Considérant qu'un montant de 1.500.000 € repris dans le montant de 4.000.000€ du quartier Apaisé Neerstalle sera dédié à la réalisation du projets Espaces Publics du Cœur de Forest, partie communale;

Considérant que le subside lié au Contrat Local de Mobilité du quartier apaisé Neerstalle sera formalisé dans une convention avec Bruxelles début de l'année 2024 ;

Considérant que la maîtrise d'ouvrage a été déléguée à Bruxelles Mobilité ;

Considérant que la Commune détient les moyens financiers au travers des subsides octroyés par Bruxelles Mobilité pour l'organisation et l'exécution des travaux de réaménagement de la partie communale des Espaces Publics du Cœur de Forest, soit la place Saint-Denis ;

Considérant dès lors qu'il convient d'établir une convention définissant les responsabilités de la Bruxelles Mobilité et de la Commune ;

Considérant qu'il a été proposé la répartition des responsabilités comme suit entre la Région et la Commune :

La Région sera en charge des éléments suivants du marché :

- Publication et adjudication du marché.
- Suivi de l'exécution du Marché.
- Désignation du fonctionnaire dirigeant.
- Coordination et suivi des travaux.
- Paiement des factures selon les modalités de paiement (Article 6 de la convention).
- Coordination des réceptions provisoires et définitives.

La Commune sera en charge des éléments suivants du marché :

- Suivi de la mission auteur de projet.
- Coordination et suivi des travaux.
- Paiement des factures selon les modalités de paiement (Article 6 de la convention).

Considérant que la formule du marché conjoint fixée à l'article 48 de la loi du 17 juin 2016 est la plus

adaptée afin de permettre aux parties d'exécuter ensemble les travaux nécessaires en vue de la réalisation du projet;

Considérant dès lors qu'il a été décidé de procéder à un marché conjoint entre Bruxelles Mobilité et la commune de Forest ;

Considérant que les termes et modalités de ce marché doivent faire l'objet d'une convention préalable ;

Considérant la convention soumise par Bruxelles-Mobilité, régissant les modalités de ce marché conjoint, jointe au présent dossier ;

DECIDE :

(sous réserve d'approbation du budget 2024 par les autorités supérieures)

De déléguer à BM l'intégralité de la procédure de passation et de désignation du marché public de travaux pour la Place Saint Denis.

D'approuver la convention, jointe au présent dossier ;

De donner pouvoir au Collège des Bourgmestre et Echevins, représenté par le Bourgmestre ou son délégué, assisté de la Secrétaire Communale, pour signer ladite convention :

D'inscrire la dépense d'un montant de 5.500.000 € à l'article 421/731-60/-/30 du service extraordinaire du budget 2024 ;

De financer cette dépense à hauteur de 5.500.000 € par le subside obtenu pour le réaménagement de la place Saint-Denis (4.000.000 €) inscrit à l'article 9306/665-52/-/80 du service extraordinaire du budget 2022 et par une partie du subside CLM Neerstalle (1.500.000 €) à l'article 421/665-52/-/30 du service extraordinaire du budget 2024.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

29 votants : 29 votes positifs.

Mobiliteit – Wegenis – Heropleving van de wijken – Samenwerkingsovereenkomst tussen het Brussels Hoofdstedelijk Gewest en de Gemeente Vorst betreffende de uitvoering door het Gewest van infrastructuurwerken aan het gemeentelijk wegennet (Sint-Denijsplein) en de plaatsing van een gezamenlijke opdracht.

DE RAAD,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet;

Gelet op de beslissing van de Gemeenteraad van 14 oktober 2014

Het basisdossier van het Duurzaam Wijkcontract Abdij aan te nemen;

Het volledige dossier ter goedkeuring voor te leggen aan de Regering van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest tegen ten laatste 31 oktober;

Zijn instemming te verlenen aan de financiële deelname van de Gemeente, deelname voor een bedrag van 1.078.074,90 € in aanvulling op de federale en gewestelijke subsidies;

Gelet op het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 18 december 2014 tot toekenning van een subsidie van 10.900.000,00 € voor de uitvoering van de operaties ingeschreven in het basisdossier van het Duurzaam Wijkcontract Abdij;

Gelet op de beslissingen van de Gemeenteraad van 23 februari 2016, van 18 oktober 2016 en van 16 mei 2017 tot goedkeuring van de *respectieve programmawijzigingen nr. 1, 2 en 3 van het*

Duurzaam Wijkcontract Abdij;

Gelet op de brieven van 25 mei 2016 en van 16 juni 2017 van Minister-President van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest Rudi Vervoort tot goedkeuring van de programmawijzigingen nr. 1, 2 en 3 van DWCAbdij zoals goedgekeurd door de Gemeenteraad;

Gelet op het vierjarenprogramma van het Duurzaam Wijkcontract Abdij;

Overwegende dat dit programma Operatie 1.9 “Openbare ruimten in het hart van Vorst” omvat;

Gelet op de beslissing van het College van 25 maart 2021 tot goedkeuring van het volledige dossier fase 3 – “SV01 - Dossier voor de aanvraag van de stedenbouwkundige vergunning voor de zone “gedeelde ruimte” voorgesteld door A Practice sprl, Zuidlaan 25-27 - 1000 Brussel;

Gelet op het besluit van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest van 18 november 2021 tot toekenning van een subsidie van 4.000.000,00 euro aan de Gemeente Vorst voor de organisatie en de uitvoering van de heraanlegwerken aan het Sint-Denijsplein;

Gelet op zijn beslissing van 23 november 2021 tot goedkeuring van de door Brussel Mobiliteit voorgelegde overeenkomst en tot toekenning van een subsidie van 4.000.000 euro voor de uitvoering van de werken aan het Sint-Denijsplein;

Gelet op de stedenbouwkundige vergunning (nr. 7/PFD/1786120) afgeleverd op 19 oktober 2022 door de gemachtigde ambtenaar;

Gelet op de beslissing van het College van 22 december 2022 tot activering van het voorwaardelijk gedeelte 01 van de opdracht voor diensten DWCAbdij – BB 2017 – 01 “Aanstelling van een multidisciplinair team, handelend in de hoedanigheid van ‘projectontwerper’, voor de heraanleg van de “openbare ruimten van het hart van Vorst” toegekend aan de tijdelijke vereniging A Practice sprl / :mlzd GmbH, Zuidlaan 25-27 - 1000 Brussel - gedeelte met betrekking tot het opstellen van het aanbestedingsdossier, het analyseverslag van de offertes, de controle en de opvolging van de werf tot de voorlopige en definitieve oplevering;

Gelet op het Gewestelijk Mobiliteitsplan goedgekeurd door de Brusselse Hoofdstedelijke Regering op 25 maart 2021;

Gelet op actie A.2 “De wijken autoluw maken”;

Gelet op de oproep tot kandidaatstelling eind 2019 gelanceerd door Brussel Mobiliteit voor de uitvoering van de eerste Lokale Mobiliteitscontracten;

Gelet op de beslissing van het College in zitting van 5 maart 2020 om in te gaan op de oproep tot kandidaatstelling van Brussel Mobiliteit met het oog op het verkrijgen van een Lokaal Mobiliteitscontract, met name voor de maas “Neerstalle”;

Gelet op de brief van Brussel Mobiliteit van 30 juni 2020 waarin de gemeenten Vorst en Ukkel worden geïnformeerd dat de ingediende kandidatuur is aanvaard en geselecteerd door de regering voor het jaar 2021;

Overwegende dat de mobiliteitsstudie in verband met het Lokaal Mobiliteitscontract van de autoluwe wijk Neerstalle begin 2022 van start is gegaan en in juni 2023 geëindigd is;

Overwegende dat de mobiliteitsstudie in verband met het Lokaal Mobiliteitscontract van de autoluwe wijk Neerstalle rekening hield met het mobiliteitsplan voorzien in het project “Openbare ruimten in het hart van Vorst”;

Overwegende dat de studie het mogelijk heeft gemaakt om actiefiches en een interventieprogramma op te stellen die rekening houden met het project “Openbare ruimten in het hart van Vorst” en dat deze werden goedgekeurd door het College van Burgemeester en Schepenen op 29 juni 2023;

Overwegende dat een budget van 4.000.000 € beschikbaar zal zijn voor de uitvoering van de actiefiches en mobiliteitsprojecten binnen de perimeter van de autoluwe wijk;

Overwegende dat een bedrag van 1.500.000 €, inbegrepen in het bedrag van 4.000.000 € voor de autoluwe wijk Neerstalle, zal worden besteed aan de uitvoering van het project “Openbare ruimten in het hart van Vorst”, het gemeentelijk gedeelte;

Overwegende dat de subsidie in verband met het Lokaal Mobiliteitscontract van de autoluwe wijk Neerstalle begin 2024 zal worden geformaliseerd in een overeenkomst met Brussel;

Overwegende dat het bouwheerschap gedelegeerd is aan Brussel Mobiliteit;

Overwegende dat de Gemeente dankzij de door Brussel Mobiliteit toegekende subsidies over de financiële middelen beschikt voor de organisatie en de uitvoering van de heraanlegwerken van het gemeentelijk gedeelte van de “Openbare ruimten in het hart van Vorst”, zijnde het Sint-Denijsplein;

Overwegende dat er bijgevolg een overeenkomst moet worden opgesteld waarin de verantwoordelijkheden van Brussel Mobiliteit en de Gemeente worden vastgelegd;

Overwegende dat werd voorgesteld om de verantwoordelijkheden als volgt te verdelen tussen het Gewest en de Gemeente:

Het Gewest is verantwoordelijk voor de volgende elementen van de opdracht:

Bekendmaking en gunning van de opdracht.

Opvolging van de uitvoering van de opdracht.

Aanstelling van de leidend ambtenaar.

Coördinatie en opvolging van de werkzaamheden.

Betaling van de facturen overeenkomstig de betalingsmodaliteiten (artikel 6 van de overeenkomst).

Coördinatie van de voorlopige en definitieve oplevering.

De Gemeente is verantwoordelijk voor de volgende elementen van de opdracht:

Opvolging van de opdracht van projectontwerper.

Coördinatie en opvolging van de werkzaamheden.

Betaling van de facturen overeenkomstig de betalingsmodaliteiten (artikel 6 van de overeenkomst).

Overwegende dat de formule van de gezamenlijke opdracht zoals bepaald in artikel 48 van de wet van 17 juni 2016 het meest geschikt is om de Partijen in staat te stellen de werkzaamheden die nodig zijn om het project te verwezenlijken, samen uit te voeren;

Overwegende dat daarom besloten is tot een gezamenlijke opdracht tussen Brussel Mobiliteit en de Gemeente Vorst;

Overwegende dat de voorwaarden en modaliteiten van deze opdracht het voorwerp moeten uitmaken van een voorafgaande overeenkomst;

Overwegende de door Brussel Mobiliteit voorgelegde overeenkomst tot regeling van de modaliteiten van deze gezamenlijke opdracht, als bijlage bij dit dossier gevoegd;

BESLIST:

(onder voorbehoud van goedkeuring van de begroting 2024 door de hogere overheid)

De volledige procedure voor de gunning en toewijzing van de overheidsopdracht voor werken voor het Sint-Denijsplein te delegeren aan BM.

De bij dit dossier gevoegde overeenkomst goed te keuren;

Het College van Burgemeester en Schepenen, vertegenwoordigd door de Burgemeester of haar afgevaardigde, bijgestaan door de Gemeentesecretaris, machtiging te verlenen om voornoemde overeenkomst te ondertekenen;

De uitgave voor een bedrag van 5.500.000 € in te schrijven op artikel 421/731-60/-/30 van de buitengewone dienst van de begroting 2024;

Deze uitgave voor een bedrag van 5.500.000 € te financieren door de subsidie die is verkregen voor de heraanleg van het Sint-Denijsplein (4.000.000 €), ingeschreven op artikel 9306/665-52/-/80 van de buitengewone dienst van de begroting 2022 en door een deel van de subsidie LMC Neerstalle (1.500.000 €) op artikel 421/665-52/-/30 van de buitengewone dienst van de begroting 2024.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.
29 stemmers : 29 positieve stemmen.

2 annexes / 2 bijlagen

AFFAIRES DU CITOYEN - BURGERZAKEN

Intergénérationnel - Intergenerationneel

99 Intergénérationnel - Jeunesse - Atout Projet asbl - Convention 2023-2026 et participation financière de la commune de Forest - Approbation.

LE CONSEIL,

Vu la Nouvelle Loi Communale ;

Vu la convention entre Atout Projet asbl, représenté par son directeur, Perceval CARTERON, et la commune de Forest, représentée par Madame Mariam EL Hamidine, Bourgmestre, et Madame Betty Moens, Secrétaire Communale ;

Considérant l'intérêt qu'il y a pour la commune de poursuivre cette collaboration ;

Considérant que deux animateurs temps pleins sont mis à disposition par l'asbl Atout Projet à la Commune de Forest ;

Considérant qu'il y a lieu d'approuver la convention 2023-2026 entre Atout Projet asbl et la Commune de Forest ;

Considérant qu'une modification budgétaire de 4.000 euros a été effectué sur l'article 761/122-06/17 ;

Considérant que le montant de 16.000 euros est à inscrire au service ordinaire du budget 2023 sous

l'article 761/122-06/17 ;

DECIDE,

D'approuver la convention 2023-2026 ci-jointe entre Atout Projet asbl et la commune de Forest dans le respect de l'article 20 du règlement de travail des employés communaux stipulant que " les membres du personnel sont invités à faire preuve, dans leur comportement, de la plus grande neutralité sur le plan politique, philosophique et religieux. Les paroles, les actes ou les signes distinctifs qui seraient contraires à l'esprit de cette disposition sont interdits" ;

D'approuver la modification budgétaire de 4.000 euros sur l'article 761/122-06/17 ;

D'approuver la dépense de 16.000 euros correspondant à deux temps pleins ;

D'admettre la dépense de 16.000 euros et de l'inscrire à l'article 761/122-06/17 du service ordinaire du budget 2023 ;

De charger la Bourgmestre ou son délégué, assisté de la Secrétaire Communale, aux fins de représenter valablement la Commune de Forest lors de la signature de cette convention.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

29 votants : 29 votes positifs.

Intergenerationele zaken - Jeugd - Atout Projet vzw - Overeenkomst 2023-2026 en financiële tussenkost van de gemeente Vorst - Goedkeuring.

DE RAAD,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet;

Gelet op de overeenkomst tussen de vzw Atout Projet, vertegenwoordigd door de directeur, Perceval CARTERON, en de Gemeente Vorst, vertegenwoordigd door de mevrouw Mariam El Hamidine, Burgemeester, en mevrouw Betty Moens, Gemeentesecretaris;

Overwegende het belang dat de Gemeente heeft bij de voortzetting van deze samenwerking;

Overwegende dat twee voltijdse animatoren door de vzw Atout Projet ter beschikking worden gesteld en toegewezen aan de Gemeente Vorst;

Overwegende dat het noodzakelijk is om de overeenkomst 2023-2026 tussen Atout Projet vzw en de Gemeente Vorst goed te keuren;

Overwegende dat er een begrotingswijziging van 4.000 euro is aangebracht in artikel 761/122-06/17 ;

Overwegende dat het bedrag van 16.000 euro ingeschreven is op de gewone dienst van de begroting 2023 onder artikel 761/122-06/17;

BESLIST,

Goedkeuring te verlenen aan de bijgevoegde overeenkomst 2023-2026 tussen Atout Projet vzw en de gemeente Vorst, in overeenstemming met artikel 20 van het arbeidsreglement voor gemeentepersoneel, dat bepaalt dat "aan de personeelsleden gevraagd wordt om in hun gedrag de grootst mogelijke neutraliteit aan de dag te leggen op politiek, filosofisch en religieus vlak. Woorden, handelingen of onderscheidingstekens die in strijd zijn met de geest van deze bepaling zijn verboden";

De begrotingswijziging van 4.000 euro op artikel 761/122-06/17 goed te keuren;

De financiële bijdrage van de Gemeente goed te keuren om deze op 16.000 € te brengen, wat twee voltijdse betrekkingen betekent;

In te stemmen met de uitgave en ze in te schrijven op artikel 761/122-06/17 van de gewone dienst van de begroting 2023;

De Burgemeester of diens afgevaardigde, bijgestaan door de Gemeentesecretaris, te gelasten om de Gemeente Vorst geldig te vertegenwoordigen bij de ondertekening van deze overeenkomst.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

29 stemmers : 29 positieve stemmen.

2 annexes / 2 bijlagen

AFFAIRES GÉNÉRALES - ALGEMENE ZAKEN

Secrétariat - Secretariaat

100 **Motion relative au Proche Orient, à la demande d'un cessez-le-feu- immédiat et le résolution pacifique du conflit israélo-palestinien (à la demande de Madame El Yousfi, monsieur Lonfils, monsieur De Beer, conseillers communaux) (Complémentaire)**

Le Conseil communal de Forest :

1. Vu la Charte des Nations Unies et les principes du droit international et du droit international humanitaire ;
2. Vu la résolution 181 (II) de l'Assemblée générale des Nations Unies du 29 novembre 1947 recommandant notamment la division de la Palestine en un Etat juif et un Etat arabe ;
3. Vu la résolution 242 du Conseil de sécurité des Nations Unies, qui a établi les principes du retrait des territoires occupés comme condition essentielle de la paix
4. Vu la Convention de Genève de 1949, qui lie la Belgique en tant qu'Etat partie, et qui stipule que les Parties à la Convention doivent "respecter" le droit international humanitaire
5. Vu la Déclaration de principes des Accords d'Oslo, signée à Washington le 13 septembre 1993 ;
6. Vu les résolutions précédemment adoptées par le Conseil de sécurité des Nations unies et le Conseil des droits de l'homme des Nations unies sur la question israélo-palestinienne, et notamment la résolution 1860 du Conseil de sécurité du 8 janvier 2009, qui porte spécifiquement sur la bande de Gaza en particulier
7. Tenant compte de la résolution adoptée par l'ONU le 27 octobre 2023, soutenu par la Belgique et appelant à une trêve humanitaire, au respect du droit international et à une aide continue à Gaza ;

8. Tenant compte de la résolution adoptée par l'ONU ce 15 novembre 2023 qui *«appelle à des pauses et couloirs humanitaires étendus et urgents pendant un nombre de jours suffisants» pour permettre d'apporter une aide humanitaire aux civils de Gaza* » et qui exige en outre *«que toutes les parties respectent leurs obligations en vertu du droit international, surtout concernant la protection des civils, en particulier des enfants»* et *«appelle»* à la *«libération immédiate et inconditionnelle de tous les otages »*
9. Rappelant les obligations internationales de toutes les parties en vertu des conventions relatives aux droits de l'homme et du droit international humanitaire, y compris les Conventions de Genève (protocoles additionnels (1949 et 1977) et les Règles de La Haye (1907) ;
10. Condamnant le plus fermement les pertes en vies humaines parmi les civils israéliens suite à l'attaque terroriste du Hamas faisant plus de 1200 morts et les pertes en vie humaines parmi les civils palestiniens de la riposte israélienne totalement disproportionnée, totalisant, à ce stade, plus de 12 000 morts du côté palestinien à Gaza dont plus de 4600 enfants ;
11. Condamnant la prise d'otages israéliens par le Hamas qui fait suite à l'attentat terroriste perpétré par le Hamas contre des civils israéliens le 7 octobre 2023 ;
12. Notant les 1,4 million de déplacés dans la Bande de Gaza, soit 70% de la population ;
13. Constatant que les civils, des deux côtés, sont les premières victimes des attaques du Hamas et de la réponse disproportionnée du gouvernement israélien ;
14. Considérant que des plaintes ont été déposées à la Cour pénale internationale pour crimes de guerre et crimes contre l'humanité contre le gouvernement israélien, pour les bombardements indiscriminés sur la bande de Gaza ;
15. Considérant les mesures à prendre concernant la situation humanitaire en Israël et dans les territoires palestiniens ;
16. Constatant le blocus persistant et illégal de la Bande de Gaza par Israël, ainsi que les entraves à l'aide humanitaire et aux soins de santé ;
17. Considérant que les conclusions du Conseil de l'Union européenne du 18 janvier 2016 sur le processus de paix au Moyen-Orient appellent à la levée du blocus de Gaza ;
18. Considérant que les conclusions du Conseil de l'Union européenne du 10 décembre 2012 ont rappelé que les colonies de peuplement en Cisjordanie et à Jérusalem-Est *"sont illégales au regard du droit international et constituent un obstacle à la paix"* ;
19. Notant le rapport de la Rapporteuse spéciale de l'ONU sur la situation dans le territoire palestinien occupé d'octobre 2022 ;
20. Réaffirmant le droit de tous les peuples à l'autodétermination, le droit de se protéger et de protéger leurs populations civiles en cas d'agression, le droit de vivre en paix à l'intérieur des frontières sûres et internationalement reconnues ;
21. Tenant compte des rapports d'organisations telles qu'Human Rights Watch, Yesh Din, B'tselem, Al Haq, du rapporteur spécial de l'ONU, qualifiant l'occupation de la Palestine par Israël de crime d'apartheid ;
22. Notant qu'une solution durable et juste doit être trouvée considérant la bande de Gaza comme territoire palestinien reconnu dans le cadre d'une négociation politique

23. Convaincus de la nécessité de trouver une solution politique permettant aux peuples israélien et palestinien de coexister pacifiquement à l'intérieur de frontières sûres et reconnues, afin de mettre un terme durable au conflit ;

24. Reconnaissant la nécessité de traiter les causes profondes du conflit et de respecter les droits des Palestiniens pour garantir une paix durable ;

25. Soulignant l'importance du respect du droit international et de l'urgence d'intensifier les efforts diplomatiques pour parvenir à une résolution pacifique en reconnaissant formellement l'État de Palestine ;

26. Rappelant que toutes les parties doivent s'efforcer de protéger la vie des civils et que les attaques délibérées contre des civils et les attaques aveugles tuant ou blessant des civils constituent des crimes de guerre ;

27. Notant que les causes structurelles du conflit résident dans la violence institutionnalisée du régime d'apartheid, de la colonisation incessante et illégale au regard du droit international des territoires occupés et des politiques d'annexion du gouvernement israélien ;

Le Conseil communal de Forest :

Condamne

- Les attaques terroristes du Hamas contre les civils israéliens, qui constituent une violation du droit international ;

- Le siège de Gaza, la riposte disproportionnée du gouvernement israélien, les bombardements indiscriminés, que l'ONU et certains ONG qualifient de crimes de guerre et contre l'humanité ainsi que le déplacement de population contraire au droit humanitaire international comme dénoncé par l'ONU.

Exprime

- Sa solidarité et son soutien aux populations civiles israéliennes et palestiniennes ;

Soutien

- Un cessez-le-feu immédiat, et le retour à la table des négociations pour un processus de paix ainsi que la libération de tous les otages israéliens et des civils palestiniens ;

- Le respect du droit international par toutes les parties et notamment la fin des colonies,

- La reconnaissance immédiate de l'État de Palestine par la Belgique pour parvenir à une résolution pacifique sur la base de deux États ;

- La fin du blocus et de l'isolement de la Bande de Gaza par Israël ;

- L'ouverture de couloirs humanitaires sûrs, la prévention de la traite des êtres humains, et le soutien aux ONG pour l'accès humanitaire ;

- Le projet d'une interdiction fédérale du commerce des produits en provenance des territoires occupés par Israël.

Demande au Collège :

- De soutenir toutes initiatives locales visant à la recherche d'un cessez-le feu et/ou d'un

engagement à une solution à deux états ;

- De ne pas ménager ses efforts pour lutter contre tout type d'instrumentalisation du conflit sur notre territoire qui pourrait résulter en une augmentation des discours et violences à caractère raciste, antisémite, islamophobe et de toute forme d'exclusion.

Le point est retiré de l'ordre du jour.

Motie over het Midden-Oosten, waarin wordt opgeroepen tot een onmiddellijk staakt-het-vuren en een vreedzame oplossing voor het Israëliisch-Palestijnse conflict (op vraag van mevrouw El Yousfi, mijnheer Lonfils, mijnheer De Beer, gemeenteraadslieden) (Aanvullend)

De Gemeenteraad van Vorst

1. Gelet op het Handvest van de Verenigde Naties en de beginselen van het internationaal recht en het internationaal humanitair recht;
2. Gelet op resolutie 181 (II) van de Algemene Vergadering van de Verenigde Naties van 29 november 1947, waarin met name de verdeling van Palestina in een Joodse staat en een Arabische staat wordt aanbevolen;
3. Gelet op resolutie 242 van de Veiligheidsraad van de Verenigde Naties, waarin de beginselen van terugtrekking uit de bezette gebieden als essentiële voorwaarde voor vrede zijn vastgelegd;
4. Gelet op de Conventie van Genève van 1949, die bindend is voor België als Staat die Partij is, en die bepaalt dat de Partijen bij de Conventie het internationaal humanitair recht moeten eerbiedigen;
5. Gelet op de Beginselverklaring van de Akkoorden van Oslo, ondertekend in Washington op 13 september 1993;
6. Gelet op eerdere resoluties van de Veiligheidsraad en de Mensenrechtenraad van de Verenigde Naties over de Israëliisch-Palestijnse kwestie, meer bepaald resolutie 1860 van de Veiligheidsraad van 8 januari 2009, die specifiek betrekking heeft op de Gazastrook;
7. Rekening houdend met de op 27 oktober 2023 door de VN aangenomen resolutie, gesteund door België, waarin wordt opgeroepen tot een humanitair bestand, eerbiediging van het internationaal recht en voortzetting van de hulp aan Gaza;
8. Rekening houdend met de op 15 november 2023 door de VN aangenomen resolutie die oproept tot dringende en verlengde humanitaire pauzes en corridors voor een voldoende aantal dagen, om humanitaire hulp te kunnen leveren aan burgers in Gaza, en die verder eist dat alle partijen hun verplichtingen krachtens het internationaal recht nakomen, in het bijzonder met betrekking tot de bescherming van burgers, in het bijzonder kinderen, en oproept tot de onmiddellijke en onvoorwaardelijke vrijlating van alle gijzelaars;
9. Gelet op de internationale verplichtingen van alle partijen krachtens mensenrechtenverdragen en internationaal humanitair recht, waaronder de Verdragen van Genève (aanvullende protocollen 1949 en 1977) en de Haagse Regels (1907);
10. Krachtig veroordelend het verlies aan mensenlevens onder Israëliische burgers als gevolg van de terroristische aanval van Hamas, waarbij meer dan 1.200 doden vielen, en het verlies aan mensenlevens onder Palestijnse burgers als gevolg van de volstrekt disproportionele reactie van Israël, wat in dit stadium aan Palestijnse zijde in Gaza in totaal meer dan 12.000 doden telt, waaronder meer dan 4.600 kinderen;
11. De gijzeling van Israëliische burgers door Hamas veroordelend na de terroristische aanval van Hamas op Israëliische burgers op 7 oktober 2023;
12. Overwegende de 1,4 miljoen ontheemden in de Gazastrook, zijnde 70% van de

bevolking;

13. Opmerkend dat burgers aan beide zijden de eerste slachtoffers zijn van Hamas-aanvallen en van de onevenredige reactie van de Israëlische regering;
14. Overwegende dat er bij het Internationaal Strafhof klachten zijn ingediend wegens oorlogsmisdaden en misdaden tegen de menselijkheid tegen de Israëlische regering wegens de willekeurige bombardementen op de Gazastrook;
15. Overwegende de maatregelen die moeten worden genomen met betrekking tot de humanitaire situatie in Israël en de Palestijnse gebieden;
16. Overwegende de aanhoudende en illegale blokkade van de Gazastrook door Israël en de belemmeringen voor humanitaire hulp en gezondheidszorg;
17. Overwegende dat in de conclusies van de Raad van de Europese Unie van 18 januari 2016 over het vredesproces in het Midden-Oosten wordt opgeroepen tot opheffing van de blokkade van Gaza;
18. Overwegende dat er in de conclusies van de Raad van de Europese Unie van 10 december 2012 op wordt gewezen dat de nederzettingen op de Westelijke Jordaanoever en in Oost-Jeruzalem uit hoofde van het internationaal recht illegaal zijn en een belemmering voor de vrede vormen;
19. Overwegende het verslag van de speciale rapporteur van de VN over de situatie in de bezette Palestijnse gebieden van oktober 2022;
20. Overwegende het recht van alle volkeren op zelfbeschikking, het recht om zichzelf en hun burgerbevolking te beschermen in geval van agressie, en het recht om in vrede te leven binnen veilige en internationaal erkende grenzen;
21. Rekening houdend met de rapporten van organisaties als Human Rights Watch, Yesh Din, B'tselem, Al Haq, de speciale rapporteur van de VN, waarin de bezetting van Palestina door Israël wordt beschreven als een misdaad van apartheid;
22. Overwegende dat er een duurzame en rechtvaardige oplossing moet worden gevonden waarbij de Gazastrook als erkend Palestijns gebied wordt beschouwd in het kader van politieke onderhandelingen;
23. Overtuigd dat er een politieke oplossing moet worden gevonden die het Israëlische en het Palestijnse volk in staat stelt vreedzaam naast elkaar te bestaan binnen veilige en erkende grenzen, teneinde een duurzaam einde te maken aan het conflict;
24. Overwegende dat de diepere oorzaken van het conflict moeten worden aangepakt en dat de rechten van de Palestijnen moeten worden geëerbiedigd om een duurzame vrede te waarborgen;
25. Benadrukkend hoe belangrijk het is dat het internationaal recht wordt geëerbiedigd en dat de diplomatieke inspanningen om tot een vreedzame oplossing te komen door middel van de formele erkenning van de staat Palestina dringend moeten worden opgevoerd;
26. Eraan herinnerend dat alle partijen ernaar moeten streven het leven van burgers te beschermen en dat opzettelijke aanvallen op burgers en willekeurige aanvallen waarbij burgers gedood of gewond worden, oorlogsmisdaden zijn;
27. Overwegende dat de structurele oorzaken van het conflict gelegen zijn in het geïnstitutionaliseerde geweld van het apartheidsregime, de voortdurende kolonisatie van de bezette gebieden, die illegaal is volgens het internationaal recht, en het annexatiebeleid van de Israëlische regering;

De Gemeenteraad van Vorst:

Veroordeelt

- De terroristische aanslagen van Hamas op Israëlische burgers, die een schending van het internationaal recht vormen;
- De belegering van Gaza, de onevenredige reactie van de Israëlische regering, de willekeurige bombardementen, die door de VN en bepaalde ngo's worden omschreven als oorlogsmisdaden en misdaden tegen de menselijkheid, en de ontheemding van de bevolking, die in strijd is met het internationaal humanitair recht, zoals aangeklaagd door de VN;

Betuigt

- Zijn solidariteit met en steun aan de Israëlische en Palestijnse burgerbevolking;

Roept op tot

- Een onmiddellijk staakt-het-vuren, een terugkeer naar de onderhandelingstafel voor een vredesproces en de vrijlating van alle Israëlische gijzelaars en Palestijnse burgers;
- De naleving van het internationaal recht door alle partijen en in het bijzonder een einde aan de nederzettingen;
- De onmiddellijke erkenning door België van de staat Palestina, om te komen tot een vreedzame tweestatenoplossing;
- Het einde aan de Israëlische blokkade en de isolatie van de Gazastrook;
- Het openen van veilige humanitaire corridors, het voorkomen van mensenhandel en het ondersteunen van ngo's om humanitaire toegang te verlenen;
- Bekrachtiging van het federaal verbod op de handel in producten uit de door Israël bezette gebieden;

Vraagt het College

- Alle lokale initiatieven te steunen die gericht zijn op het bereiken van een staakt-het-vuren en/of het streven naar een tweestatenoplossing;
- Kosten noch moeite te sparen om elke vorm van instrumentalisering van het conflict op ons grondgebied te bestrijden die zou kunnen leiden tot een toename van racistische, antisemitische en islamofobe uitingen en geweld en alle vormen van uitsluiting.

Het punt wordt van de dagorde gehaald.

Cédric Pierre De Permentier : Bien que je crois que le débat n'a pas sa place au Conseil communal, il aurait pu être sain et nous aurions pu discuter et faire valoir les arguments des uns et des autres par rapport à ce qui se passe ailleurs. Cependant, aujourd'hui par rapport à tout ce qui s'est passé et par rapport aux attaques ad hominem, que ce soit par rapport à l'opposition ou par rapport à une majorité, et en particulier la Bourgmestre, je pense que c'est plutôt rare que l'opposition fasse score comme ça pour dire que c'était ignoble et atroce ce à quoi nous avons assisté. Je m'excuse par rapport à Joël Elongo qui nous a rejoint mais aussi par rapport à Iris Vloder dans son dernier Conseil communal. Je trouve que parfois dans la mission de conseillers communaux, nous devons faire preuve d'un petit peu de décence. Aujourd'hui je ne pense pas que l'on soit suffisamment à même d'avoir ce débat-là. J'invite de tout mon cœur et en tant que démocrate les auteurs de cette motion à tout le moins à la reporter, voire à la retirer.

Peu importe ce que l'on pense de ce réel enjeu mais je pense qu'aujourd'hui les choses ont été beaucoup trop loin. Je vous remercie.

Monsieur De Beer : Le PTB retire sa motion pour ne pas allonger inutilement le débat.

Madame la Présidente : Je remercie Monsieur Pierre De Permentier de son expression et je partage que nous avons vécu des circonstances de travail qui sont plus que déplorables et qui ont été effectivement assez violentes pour chacun et chacune d'entre nous. Spécifiquement pour Madame la Bourgmestre. C'est inacceptable et insupportable de travailler dans des conditions pareilles. Mon souhait est qu'on puisse avancer sur ce point pour ne pas revivre cela la semaine prochaine.

Madame El Yousfi prend la parole.

Madame Goldberg prend la parole.

Monsieur Boodts prend la parole.

Madame Maduda prend la parole.

Madame Maud De Ridder quitte la séance. Non en lien avec le point.

Cédric Pierre-De Permentier: Hoewel ik van mening ben dat debat niet thuishoort in de gemeenteraad, had het gezond kunnen zijn en hadden we de argumenten van alle partijen kunnen bespreken en aftoetsen aan wat er elders gebeurt. Maar als je ziet wat er vandaag allemaal gebeurd is en de aanvallen ad hominem, zowel tegen oppositie als meerderheid, en in het bijzonder de burgemeester, denk ik dat het zeldzaam is voor de oppositie om op deze manier punten te scoren en te zeggen dat wat we hebben gezien verachtelijk en afschuwelijk was. Ik verontschuldig me ten aanzien van Joël Elongo, die erbij gekomen is, en ook ten aanzien van Iris Vlodayer in haar laatste gemeenteraad. Ik denk dat we in onze rol als gemeenteraadslid een beetje fatsoen moeten tonen. Vandaag denk ik niet dat we in staat zijn om dit debat te voeren. Als democraat vraag ik de indieners van deze motie om de motie minstens uit te stellen of zelfs in te trekken. Het maakt niet uit wat je van deze kwestie vindt, maar ik denk dat het vandaag veel te ver is gegaan. Dank voor uw aandacht.

De heer De Beer: PTB/PVDA trekt de motie in om het debat niet nodeloos te rekken.

Mevrouw de voorzitter: Ik dank de heer Pierre De Permentier voor zijn opmerking en ik deel zijn mening dat de werkomstandigheden meer dan betreurenswaardig zijn en zelfs behoorlijk hevig voor elk van ons. Voor de burgemeester in het bijzonder. Het is onaanvaardbaar en ondraaglijk om in dergelijke omstandigheden te werken. Ik hoop dat we op dit punt vooruitgang kunnen boeken, zodat we dit volgende week niet opnieuw beleven.

Mevrouw El Yousfi neemt het woord.

Mevrouw Goldberg neemt het woord.

De heer Boodts neemt het woord.

Mevrouw Maduda neemt het woord.

Mevrouw Maud De Ridder verlaat de zitting. Niet in verband met het punt.

1 annexe / 1 bijlage

AFFAIRES GÉNÉRALES - ALGEMENE ZAKEN

Secrétariat - Secretariaat

101 **Motion visant pour un cessez-le-feu permanent dans la bande de Gaza (à la demande de Monsieur De Beer, conseiller communal) (Complémentaire)**

Vu l'attaque lancée par le Hamas contre des civils israéliens le 7 octobre 2023 et les 200 citoyens israéliens pris en otage ;

Vu la contre-offensive massive menée par l'armée israélienne ;

Vu le nombre élevé de victimes civiles dans les deux camps ;

Considérant que la Bande de Gaza souffre depuis plus de seize ans d'un blocus illégal et que ce territoire est considéré par les Nations Unies comme la plus grande prison à ciel ouvert du monde ;

Vu les 104 résolutions de l'ONU qu'Israël ne respecte pas;

Considérant que la résolution 242 du 22 novembre 1967 du Conseil de sécurité des Nations Unies condamne l'acquisition de territoire par la guerre, appelle au retrait des forces armées israéliennes des territoires occupés et confirme l'inviolabilité territoriale et l'indépendance politique de chaque État de la région ;

Vu la résolution 465 du 1er mars 1980 du Conseil de sécurité des Nations Unies qui demande « à tous les États de ne fournir à Israël aucune assistance qui serait utilisée spécifiquement pour les colonies de peuplement des territoires occupés » ;

Vu la Convention de Genève de 1949, liant la Belgique en tant qu'État partie, qui établit que les États parties doivent « faire respecter » le droit international humanitaire;

Renvoyant aux nombreuses cibles civiles, en ce compris des habitations, des écoles et des hôpitaux, qui ont déjà été touchées durant les combats ;

Vu les pénuries criantes de nourriture, d'eau, de carburant et de médicaments qui frappent les habitants de la Bande de Gaza;

Renvoyant à la déclaration du 14 octobre 2023 de l'Organisation mondiale de la Santé qui indique que l'évacuation forcée des hôpitaux coûtera la vie à des centaines de patients ;

Vu les tensions croissantes dans toute la région et le risque de débordement et d'escalade de ce conflit ;

Considérant le cessez-le-feu provisoire actuellement en cours ;

Considérant les appels à prolonger ce cessez-le-feu, notamment de la part de hauts responsables de l'ONU, de l'Union européenne et de nombreuses ONG ;

Considérant les déclarations du Premier ministre belge Alexander De Croo souhaitant également un cessez-le-feu permanent ;

Vu la motion votée par le Conseil communal en date du 12 mai 2021 demandant un cessez-le-feu et l'arrêt de l'annexion des territoires palestiniens par l'État d'Israël ;

Le conseil communal :

- demande au gouvernement fédéral de se prononcer explicitement pour un cessez-le-feu permanent dans la bande de Gaza ;
- réitère sa demande d'arrêt de l'annexion des territoires palestiniens par l'État d'Israël ;
- envoie cette motion au gouvernement fédéral.

Le point est retiré de l'ordre du jour.

Motie gericht op een permanent staakt-het-vuren in de Gazastrook (op vraag van de heer De Beer, gemeenteraadslid) (Aanvullend)

Gelet op de aanval van Hamas op Israëlische burgers op 7 oktober 2023 en de 200 gegijzelde Israëlische burgers;

Gelet op het massale tegenoffensief van het Israëlische leger;

Gelet op het grote aantal burgerslachtoffers in beide kampen;

Overwegende dat de Gazastrook al meer dan zestien jaar gebukt gaat onder een illegale blokkade en dat dit gebied door de Verenigde Naties wordt beschouwd als de grootste openluchtgevangenis ter wereld;

Gelet op de 104 resoluties van de VN die Israël niet respecteert;

Overwegende dat resolutie 242 van 22 november 1967 van de Veiligheidsraad van de Verenigde Naties de verwerving van gebieden door oorlogsvoering veroordeelt, oproept tot de terugtrekking van de Israëlische strijdkrachten uit de bezette gebieden en de territoriale onschendbaarheid en de politieke onafhankelijkheid van elke Staat in de regio bevestigt;

Gelet op resolutie 465 van 1 maart 1980 van de Veiligheidsraad van de Verenigde Naties waarin alle staten worden opgeroepen af te zien van het verlenen van bijstand aan Israël die specifiek bestemd is voor de nederzettingen in de bezette gebieden;

Gelet op het Verdrag van Genève van 1949, waardoor België als verdragsluitende partij gebonden is en waarin wordt gesteld dat de verdragsluitende partijen het internationale humanitaire recht moeten "doen eerbiedigen";

Verwijzend naar de vele burgerdoelwitten, met inbegrip van woningen, scholen en ziekenhuizen, die al getroffen zijn tijdens de gevechten;

Gelet op de nijpende tekorten aan voedsel, water, brandstof en medicijnen bij de inwoners van de Gazastrook;

Verwijzend naar de verklaring van de Wereldgezondheidsorganisatie van 14 oktober 2023, waarin wordt aangegeven dat de gedwongen evacuatie uit de ziekenhuizen een doodvonnis betekent voor honderden patiënten;

Gelet op de toenemende spanningen in de hele regio en het gevaar dat het conflict uitbreiding neemt en escaleert;

Overwegende het tijdelijk staakt-het-vuren dat momenteel van kracht is;

Overwegende de oproepen tot verlenging van dit staakt-het-vuren, met name van de hoge ambtenaren van de VN, de Europese Unie en tal van ngo's;

Overwegende de verklaringen van de Belgische eerste minister, Alexander De Croo, die eveneens voorstander is van een permanent staakt-het-vuren;

Gelet op de motie aangenomen door de gemeenteraad op 12 mei 2021 waarin wordt opgeroepen tot een staakt-het-vuren en het stopzetten van de annexatie van de Palestijnse gebieden door de staat Israël;

De gemeenteraad:

- vraagt aan de federale regering om zich uitdrukkelijk uit te spreken voor een permanent staakt-het-vuren in de Gazastrook;
- herhaalt zijn eis om de annexatie van de Palestijnse gebieden door de staat Israël stop te zetten;
- stuurt deze motie naar de federale regering.

Het punt wordt van de dagorde gehaald.

2 annexes / 2 bijlagen

102 **Question orale relative au label Commune des animaux (à la demande de Madame Maduda, conseillère communale)- report du 17/10/2023**

La Région de Bruxelles-Capitale entend soutenir les initiatives en faveur du bien-être animal prises au niveau communal. En 2023, le projet « Label Commune amie des animaux » a reçu un nouvel élan destiné à permettre aux communes de mettre en valeur leur image en faveur du bien-être animal. En vue d’obtenir ce label, les communes doivent répondre à au moins neuf de quatorze critères prédéfinis par la Région tels que :

- Attribution de missions à un agent communal chargé de la surveillance ;
- Un référent bien-être animal au sein de la zone de police ;
- Création ou aménagement d’une zone d’espace de liberté pour chiens ;
- Politique de gestion respectueuse des chats errants ;
- Education canine ;
- Politique de gestion respectueuse des pigeons ;
- Organisation d’évènements en matière de bien-être animal ;
-

Pouvez-vous m’indiquer si la commune de Forest compte s’associer à cette initiative ?

Mondelinge vraag over het label diervriendelijke gemeente (op vraag van mevrouw Maduda, gemeenteraadslid)- uitstel van 17/10/2023

Het Brussels Gewest wil de initiatieven ondersteunen die dierenwelzijn promoten en op gemeentelijk niveau worden genomen. In 2023 kreeg het project “label diervriendelijke gemeente” een nieuwe impuls, om gemeenten in staat te stellen hun imago ten gunste van dierenwelzijn in de kijker te plaatsen. Om dit label te verkrijgen, moeten gemeenten voldoen aan minstens 9 van de 14 criteria die het Gewest heeft vastgelegd, zoals:

- Toewijzing van taken aan een gemeentelijk ambtenaar die verantwoordelijk is voor toezicht;
- Een referent dierenwelzijn binnen de politiekezone;
- Het creëren of aanleggen van een losloopzone voor honden;
- Een respectvol zwervkattenbeleid;
- Hondentraining;
- Een respectvol duivenbeleid;
- Organisatie van evenementen rond dierenwelzijn;
-

Kunt u mij vertellen of de gemeente Vorst van plan is zich bij dit initiatief aan te sluiten?

Esméralda Van de Bosch : Beste mevrouw Maduda, bedankt voor uw vraag. Le subsidie aux communes pour obtenir ou maintenir le label ‘Commune amie des animaux’ existe déjà depuis un petit temps et la Commune de Forest y fait appel depuis plusieurs années. Comme vous avez pu le voir dans le point approuvé au Conseil de septembre, la commune répond à 9 des 14 critères prédéfinis par la Région et reçoit donc le subsidie lié au label. Chaque année, les règles d’obtention de la subvention/les critères auquel une commune doit répondre, sont modifiées et les communes doivent travailler dans des domaines différents ou ajouter de nouveaux éléments, ce qui encourage le progrès et c’est une bonne chose. La commune de Forest essaie donc

d'accroître ses efforts d'année en année :

- **Au sein de notre administration, il y a un agent chargé du contrôle qui a suivi la formation, nous avons reçu 1 point sur 4 sur ce critère et je reviens encore sur ce sujet.**
- **Il existe un référent bien-être animal au sein de la zone de police. Pour ça nous avons 1 point.**
- **Nous avons une zone d'espace de liberté pour chiens dans le parc Duden, mais les points sont donnés pour de nouveaux projets en cours. Donc 0 point pour ce critère.**
- **Pour notre prise en charge des chats errants, nous avons obtenu 3/3 sur base du contrat conclu avec un vétérinaire où les bénévoles peuvent emmener les chats errants pour les faire stériliser, la délivrance des permis de nourrissages, le soutien au groupe de bénévoles via l'achat ou le prêt de petit matériel comme un lecteur de puce. Un certain nombre de communes bruxelloises coopèrent avec des refuges pour animaux à cette fin, la Croix-Bleu offre également ce service, mais étant donné notre groupe de bénévoles actifs, nous préférons conserver ce système.**
- **Nous avons reçu 2 points sur 2 pour les primes pour la stérilisation des chats domestiques.**
 - o **Pour votre parfaite information, 10 dossiers sont en cours de traitement, 39 primes ont été accordées, pour 2 demandes le dossier n'est pas complet et nous avons demandé des informations complémentaires.**
- **½ pour la gestion 24/7 des animaux errants ou perdus.**
- **1,5/3 pour nos efforts en terme d'information et sensibilisation sur le bien-être animal.**
- **Et 2/3 sur les nombre de sujets traités sur notre site internet communal au niveau de bien-être animal.**
- **1,5/3 pour l'accès aux animaux dans certains lieux pour la préparation de la campagne destiné aux commerçants pour les lieux 'animaux bienvenus',**
- **2/3 pour ne pas donner une autorisation pour des feux d'artifice, ne pas les organiser, et pour sensibiliser les citoyens à ce sujet.**
- **1/3 pour l'organisation des événements,**
- **et ½ pour l'éducation canine.**

Je vous transmets la liste au cas où vous voulez plus de détails.

Cette année, la commune s'est engagée aussi dans une action commune avec plusieurs communes bruxelloises pour récolter des dons au profit de refuges pour animaux, qui ont été remis mi-octobre. Les affiches ont été distribuées via la page Facebook et le site web de la commune et à des endroits stratégiques, chez les vétérinaires et dans les bâtiments communaux, dans les endroits de toilettage, dans les magasins d'articles pour animaux, etc. Le résultat global a quand-même obtenu +- 2,5 tonne dont 0.5 tonne de sac de croquettes de 15kg. Nous évaluerons l'action et verrons comment l'organiser l'année prochaine.

Comme aussi évoqué lors du Conseil communal de juillet suite à la question de M. Al Masude, une première réunion de groupe de travail sur une stratégie régionale sur les pigeons dans le cadre du projet AWI-BRU a eu lieu le 26 octobre.

Esmeralda Van den Bosch: Beste mevrouw Maduda, bedankt voor uw vraag. De subsidie voor gemeenten om het label 'Diervriendelijke gemeente' te verkrijgen of te behouden

bestaat al een tijdje en de gemeente Vorst maakt er al enkele jaren gebruik van. Zoals u kon zien in het punt dat op de raad van september werd goedgekeurd, voldoet de gemeente aan 9 van de 14 criteria die vooraf door het Gewest zijn vastgesteld en ontvangt ze dus de subsidie die aan het label is gekoppeld. Elk jaar worden de regels voor het verkrijgen van de subsidie/de criteria waaraan een gemeente moet voldoen, gewijzigd en moeten de gemeenten op verschillende domeinen werken of nieuwe elementen toevoegen, wat de vooruitgang aanmoedigt en dat is een goede zaak. De gemeente Vorst tracht haar inspanningen van jaar te jaar op te trekken:

- Binnen onze administratie is er een personeelslid dat verantwoordelijk is voor de controle en die een opleiding heeft gevolgd; we kregen 1 punt op 4 voor dit criterium en ik kom hier nog op terug.
- Er is een referent dierenwelzijn binnen de politiezone. Daarvoor krijgen we 1 punt.
- We hebben een hondenloopzone in het Dudenpark, maar de punten worden alleen gegeven voor nieuwe lopende projecten. Dus 0 punten voor dit criterium.
- Voor onze opvang van zwervkatten kregen we 3/3 op basis van de overeenkomst afgesloten met een dierenarts waar vrijwilligers zwervkatten naartoe kunnen brengen om ze te laten steriliseren, de afgifte van vergunningen om zwervkatten te voederen en de ondersteuning van de vrijwilligersgroep door het aankopen of uitlenen van klein materiaal zoals een chiplezer. Een aantal Brusselse gemeenten werkt hiervoor samen met dierenasielen en ook het Blauwe Kruis biedt deze dienst aan, maar gezien onze groep actieve vrijwilligers, kiezen we ervoor dit systeem te behouden.
- We kregen 2 van de 2 punten voor de premies voor de sterilisatie van huiskatten.
- . Ter informatie: 10 dossiers zijn in behandeling, 39 premies zijn toegekend, voor 2 aanvragen is het dossier niet volledig en hebben we om meer informatie gevraagd.
- ½ voor 24/7 beheer van zwervdieren of verloren gelopen dieren.
- 1,5/3 voor onze inspanningen om informatie te verstrekken en het bewustzijn over dierenwelzijn te vergroten.
- En 2/3 voor het aantal onderwerpen op onze gemeentelijke website op het vlak van dierenwelzijn.
- 1,5/3 voor het toelaten van huisdieren op bepaalde plaatsen ter voorbereiding van de campagne gericht op handelaars voor plaatsen waar dieren welkom zijn,
- 2/3 voor het niet toelaten van vuurwerk, voor het niet organiseren ervan en voor de bewustmaking van burgers hieromtrent.
- 1/3 voor het organiseren van evenementen,
- en 1/2 voor hondentraining.

Ik stuur u de lijst ingeval u meer details wenst.

Dit jaar heeft de gemeente ook de krachten gebundeld met andere Brusselse gemeenten om giften in te zamelen voor dierenasielen, die midden oktober werden overhandigd. De affiches werden verspreid via de Facebookpagina en de website van de gemeente, op strategische plaatsen, bij dierenartsen en in gemeentebouwen, trimsalons, dierenwinkels, ... en het leverde +/- 2,5 ton op waarvan 0,5 ton zakken van 15 kg met brokjes. We zullen de actie evalueren en kijken hoe het volgend jaar georganiseerd kan worden.

Zoals ook aangehaald tijdens de gemeenteraad in juli in antwoord op een vraag van de heer Al Masude, vond de eerste vergadering van de werkgroep voor een gewestelijke strategie inzake duiven als onderdeel van het AWI-BRU-project plaats op 26 oktober.

103 **Question orale relative au parcours d'accueil obligatoire à la Ville de Bruxelles (à la demande de Monsieur Boodts, conseiller communal) (Complémentaire)**

Madame l'Échevine,

Comme vous le savez, depuis le 1er juin 2022, le parcours d'accueil obligatoire est en vigueur dans la Région de Bruxelles-Capitale, par analogie avec ce qui a déjà été introduit en Flandre et en Wallonie ces dernières années. Concrètement, cela signifie que les personnes âgées de 18 à 65 ans qui s'inscrivent pour la première fois au registre des étrangers d'une commune bruxelloise avec un titre de séjour de plus de trois mois et qui résident légalement dans notre pays depuis moins de trois ans, doivent s'inscrire dans les six mois auprès d'un bureau d'accueil de la Communauté flamande ou française pour entamer leur parcours d'accueil.

Bien que ce parcours d'accueil obligatoire ait été établie et ratifiée au niveau régional, les communes sont largement responsables de son organisation et de sa mise en œuvre pratique. Seul la dernière partie, la sanction des personnes qui ne s'inscrivent pas au parcours d'accueil, reste réglementé au niveau régional.

J'aimerais donc vous poser les questions suivantes :

- Pouvez-vous indiquer combien de personnes se sont déjà inscrites au registre des étrangers de la Ville de Bruxelles depuis le lancement officiel du parcours d'accueil obligatoire ? Combien d'entre elles se sont effectivement inscrites au parcours d'accueil obligatoire ?
- Pouvez-vous m'apporter de plus amples explications sur le profil (sexe, cohorte d'âge, pays d'origine) de ces primo-arrivants ? En particulier, combien de personnes optent pour un parcours d'accueil néerlandophone et combien pour un parcours d'accueil francophone ?
- De quelle manière sensibilisez-vous et informez-vous les primo-arrivants de leur obligation de s'inscrire effectivement au cours d'accueil ? Combien de lettres (de rappel) ont déjà été envoyées et quel a été le taux de réponse (positif) ?
- Combien de dossiers ont déjà été envoyés à la Région bruxelloise en vue d'appliquer des sanctions parce que les personnes concernées ne s'étaient pas inscrites (à temps) ?
- Pouvez-vous indiquer s'il y a également des personnes qui se sont inscrites volontairement à un parcours d'accueil (non obligatoire) ? Si oui, pouvez-vous indiquer le nombre et le profil de ces personnes ?

D'avance, je vous remercie pour les réponses.

Emmanuel Boodts

Conseiller communal LE-cd&v

Le point est retiré de l'ordre du jour.

Mondelinge vraag de stand van zaken omtrent de verplichte inburgering in Stad Brussel (op vraag van de heer Boodts, gemeenteraadslid) (Aanvullend)

Geachte Schepen,

Zoals u weet, is sinds 1 juni 2022 de verplichte inburgering van kracht in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest – naar analogie met wat de voorbije jaren reeds ingevoerd werd in Vlaanderen en Wallonië. Concreet betekent dat dat personen tussen de 18 en 65 jaar die zich voor de eerste keer inschrijven in het vreemdelingenregister van een gemeente in Brussel met een verblijfstitel van meer dan drie maanden en die wettig in ons land verblijven gedurende minder dan drie jaar zich binnen de zes maanden moeten aanmelden bij een onthaalbureau van de Vlaamse of de Franse Gemeenschap om hun inburgeringstraject op te starten.

Hoewel deze verplichte inburgering op gewestelijk niveau werd vastgelegd en bekrachtigd, zijn het de gemeenten die de organisatie en praktische uitvoering ervan grotendeels op zich nemen. Enkel het sluitstuk, de sanctionering voor personen die zich niet inschrijven voor het inburgeringstraject, blijft gewestelijk geregeld.

Vandaar dat ik u graag volgende vragen stel:

- Kan u duiden hoeveel personen zich sinds het officiële begin van de verplichte inburgering reeds aangemeld hebben bij het vreemdelingenregister van Stad Brussel? Hoeveel van hen hebben zich ook effectief aangemeld voor de verplichte inburgering?
- Kan u het profiel (geslacht, leeftijdscohort, land van herkomst) van deze inburgeraars nader toelichten? Kan u in het bijzonder duiden hoeveel personen voor een Nederlandstalig en hoeveel personen voor een Franstalig inburgeringstraject kiezen?
- Op welke manier sensibiliseert en informeert u de nieuwkomers omtrent hun verplichtingen om zich effectief aan te melden voor de inburgeringscursus? Hoeveel (herinnerings)brieven werden hieromtrent reeds uitgestuurd en welke (positieve) responsgraad hebben deze gekend?
- Hoeveel dossiers werden er reeds overgemaakt richting het Brussels Gewest om over te gaan tot sanctionering omdat de personen in kwestie zich niet (tijdig) aanmeldde(n)?
- Kan u duiden of er daarnaast ook personen zijn die zich vrijwillig hebben aangemeld voor een (niet verplicht) inburgeringstraject? Zo ja, kan u duiden om hoeveel personen en welke profielen het gaat?

Ik dank u alvast voor de antwoorden.

Emmanuel Boodts

Gemeenteraadslid LE-cd&v

Het punt wordt van de dagorde gehaald.

1 annexe / 1 bijlage

104 **Question orale relative aux actions menées à Forest dans le cadre du plan d'action régional bruxellois de soutien aux familles monoparentales (à la demande de Monsieur Boodts, conseiller communal) (Complémentaire)**

Madame la Bourgmestre,

Mesdames et messieurs les échevins et échevines,

En juillet 2021, le Plan bruxellois de soutien aux familles monoparentales a été lancé : il s'agit d'un plan essentiel et exhaustif, comprenant 31 actions, réparties en 6 chapitres, qui devrait

améliorer la situation précaire des parents (et surtout des mères) solos : https://parentsolo.brussels/storage/pdf/Plan_Monoparentalite_2021.pdf

Il s'agit d'un plan pertinent, intéressant et important qui comporte des actions qui concernent également les pouvoirs locaux (en particulier au pilier 1).

J'aimerais donc vous poser les questions suivantes :

- **Action 3 « Elaboration d'une boîte à outils à destination des communes » : notre commune en dispose-t-elle déjà ? En quoi consiste cette boîte à outils ? Comment le Collège et les services évaluent-ils cette boîte à outils ? Comment est-ce que la commune applique cette boîte à outils ?**
- **Action 4 : la commune applique-t-elle le label « Kids friendly » dans le cadre de cette politique ? À quelles instances ce label sera-t-il appliqué ? Comment s'effectue la sélection et quelle est la composition du jury ? Y a-t-il d'autres avantages associés à ce label ? Comment cela est-il rendu public ? La commune dispose-t-elle du guide de bonnes pratiques et a-t-il été diffusé auprès des acteurs locaux : de quelles organisations s'agit-il ? Quand ?**
- **Action 5 : La région a-t-elle déjà proposé une formation aux fonctionnaires communaux de Forest sur le non-recours aux droits ? En quoi consistaient ces formations ? Combien de fonctionnaires y ont participé et quels sont les points de contact ? Quel en est l'impact sur la politique ? Comment le Collège et les services ont-ils été sensibilisés à la question ?**
- **Action 6 : Quelles initiatives de sensibilisation est-ce que les échevins de l'enseignement ont développées et proposées aux écoles communales et aux initiatives d'accueil d'enfants ? Ont-ils été aidés par la Région pour cela ? Est-ce que ces actions étaient adressées à la fois au personnel et aux parents ? Considérez-vous l'objectif régional comme réalisé à Forest ?**

Quand est-ce que ces actions ont eu lieu ? Quel a été le coût de ces actions ?

- **Quelles sont les réalisations du Collège au niveau de l'amélioration concrète de la situation des parents solos ? Quel montant du budget est consacré aux initiatives en faveur des familles monoparentales ?**

D'avance, je vous remercie pour vos réponses.

Emmanuel Boodts

Conseiller communal cd&v-LE

Le point est retiré de l'ordre du jour.

Mondelinge vraag de genomen acties in de gemeente Vorst in het kader van het gewestelijke actieplan alleenstaande ouders (op vraag van de heer Boodts, gemeenteraadslid) (Aanvullend)

Mevrouw de Burgemeester,

Geachte schepenen,

In juli 2021 werd het Actieplan voor de Alleenstaande Ouder (in Brussel) gelanceerd: een noodzakelijk, uitgebreid plan met 31 actiepunten, verdeeld over 6 hoofdstukken, die de preciaire

situatie van alleenstaande ouders (en met name moeders) dienen te verbeteren en onder de aandacht te brengen: [Alleenouderschap_Plan_2021.pdf \(alleenstaandeouder.brussels\)](#).

Zoals ik al zei, een relevant, interessant en belangrijk plan met enkele actiepunten waar ook linken zijn met lokale besturen (m.n. in pijler 1).

Vandaar dat ik u graag volgende vragen stel:

- Actiepunt 3 “toolkit voor gemeenten”: beschikt onze gemeente hier reeds over? Waaruit bestaat deze toolkit? Hoe evalueert het college en de diensten deze toolkit? Hoe werkt de gemeente met deze toolkit?
- Actiepunt 4: werkt de gemeente (mee) met een “Kids Friendly”-label in het kader van dit beleid? Aan welke instellingen wordt dit label aangebracht? Hoe wordt de selectie gemaakt en wie maakt deel uit van de jury? Zijn hier nog andere voordelen aan verbonden? Hoe wordt dit bekend gemaakt? Beschikt de gemeente over de gids van goede praktijken en heeft ze dit verder verspreid onder lokale actoren: welke organisaties aub? Wanneer?
- Actiepunt 5: heeft het Gewest reeds opleidingen aangeboden aan de gemeente-ambtenaren van Vorst ivm de non-take-up van de rechten ? Waaruit bestonden deze opleidingen? Hoeveel ambtenaren hebben gevolgd: welke contactpunten zijn er? Welke gevolgen of veranderingen heeft dit geleid in het beleid? Hoe zijn het college en de diensten gevoeliger geworden voor het thema?
- Actiepunt 6: welke bewustmakingsinitiatieven hebben de bevoegde schepenen voor het onderwijs de gemeentelijke scholen en kinderopvanginitiatieven uitgewerkt en aangeboden? Kregen ze hiervoor hulp van het Gewest? Waren deze acties zowel gericht aan het personeel als de ouders? Evalueert u de gewestelijke doelstelling als gerealiseerd binnen Vorst?

Wanneer hebben deze initiatieven plaatsgevonden? Hoeveel kostten deze acties ?

- Welke realisaties kan het College voorleggen om de situatie voor alleenstaande ouders concreet te verbeteren? Hoeveel budget wordt er vrijgemaakt in de begroting in het kader van de initiatieven voor alleenstaande ouders?

Ik dank u alvast voor uw antwoorden.

Emmanuel Boodts

Gemeenteraadslid cd&v-LE

Het punt wordt van de dagorde gehaald.

1 annexe / 1 bijlage

105 **Question orale relative à l'état de la plaque commémorative du caporal Trésignies, héros de la Première Guerre mondiale, de l'habitation dans la rue Caporal Trésignies n° 3 (à la demande de Monsieur Boodts, conseiller communal)**

Madame la Bourgmestre,

Chers échevins et échevines,

La rue Corporal Trésignies commence à la rue de la Station, longe la Place Saint-Denis, coupe ensuite la rue du Dries et se prolonge jusqu'à la chaussée de Neerstalle. Appelée à l'origine la rue Lindenmayer, elle a été rebaptisée le 10 janvier 1919 en l'honneur du caporal Léon Jules Trésignies (Bierk 1886 – Grimbergen 1914), un héros belge de la Première Guerre mondiale qui a été mortellement blessé en août 1914 lors d'une contre-offensive de l'armée belge au Pont brûlé (Canal de Willebroeck). Une plaque commémorative en son honneur a été apposée sur la façade de la maison du n° 3.

Celle-ci est toutefois devenue totalement illisible (cfr. Annexe) et témoigne d'un manque de respect pour ce héros de guerre, dont la photo, ainsi que celle de Gabrielle Petit, était accrochée dans les locaux des écoles, après la Première Guerre mondiale.

Il a d'ailleurs été promu Caporal par le Roi à titre posthume. Son héroïsme est donc largement reconnu.

En cette période où nous commémorons l'Armistice, le 11 novembre, je pense qu'il serait utile de restaurer la plaque commémorative.

Mes questions :

- Confirmez-vous le mauvais état de la plaque commémorative ? Appartient-elle à la commune ou est-elle gérée par elle ?
- Si non, qui est chargé de l'entretien de la plaque ? Comptez-vous écrire au gestionnaire en vue de la restauration de la plaque ?
- Dans l'affirmative, le Conseil prendra-t-il des mesures pour rendre à ce soldat son statut de héros ? Si oui, quand et combien coûtera cette restauration ? Est-ce que cette restauration pourrait être effectuée par les services communaux ?
- Comment la commune vérifie-t-elle l'état de cette plaque et des autres monuments commémoratifs des morts de la Première et de la Seconde Guerre mondiale ? Quand ces contrôles ont-ils été effectués pour la dernière fois ? Est-ce que des problèmes particuliers ont été identifiés ?
- Est-ce que le Collège pourrait donner une liste de tous les monuments et rues liés aux morts de la guerre dans notre commune ?
- La commune pourrait-elle faire appel aux ressources régionales dans le cadre du patrimoine ?

D'avance, je vous remercie pour vos réponses.

Emmanuel Boodts

Conseiller communal cd&v-LE

Annexe : photo de la plaque commémorative

Le point est retiré de l'ordre du jour.

Mondelinge vraag over de staat van de herdenkingsplaat van WOI-oorlogsheld Korporaal Trésignies aan de woning in Korporaal Trésigniesstraat nr. 3 (op vraag van de heer Boodts, gemeenteraadslid)

Mevrouw de Burgemeester,

Geachte schepenen,

De Korporaal Trésigniesstraat begint aan de Stationstraat, loopt langs het Sint-Denijsplein en kruist dan de Driesstraat, die ze verbindt met de Neerstalse Steenweg. De straat heette aanvankelijk Lindenmayerstraat en ze kreeg haar nieuwe naam op 10.01.1919 als eerbetoon aan korporaal Léon

Jules Trésignies (Bierk, 1886–Grimbergen, 1914), een Belgische held uit de Eerste Wereldoorlog die in augustus 1914 dodelijk gewond raakte tijdens een tegenoffensief van het Belgische leger aan de Verbrande Brug op het Kanaal van Willebroek. Een gedenkplaat te zijner ere is aangebracht op de gevel van het huis op nr.3.

Deze is echter volledig onleesbaar geworden (cfr. Bijlage) en toont weinig respect voor deze oorlogsheld waarvan de foto trouwens na de Eerste Wereldoorlog samen met Gabrielle Petit werd opgehangen in de klaslokalen.

Hij werd ook postuum tot Korporaal bevorderd door de Koning. Zijn heldendaad werd en is dus ruim erkend.

In deze tijd waar we op 11 november de Wapenstilstand herdenken, lijkt het me nuttig om de herdenkingsplaat in ere te herstellen.

Daarom de volgende vragen:

- Bevestigt u de slechte staat van de herdenkingsplaat? Is deze eigendom of in beheer van de gemeente?
- Indien niet, wie moet deze herdenkingsplaat in ere houden? Zal u een schrijven doen aan de beheerder om deze plaat te laten herstellen?
- Indien wel, neemt het College maatregelen om deze soldaat terug zijn erestatus te geven? Zo ja, wanneer en hoeveel kost deze herstelling? Kan dit door de eigen gemeentediensten gebeuren?
- Hoe controleert de gemeente de staat van deze plaat en andere herdenkingsmonumenten voor de oorlogsslachtoffers van WOI en WOII? Wanneer zijn de laatste keer deze controles uitgevoerd? Zijn hier bepaalde zaken vastgesteld?
- Kan het college mij een overzicht geven van alle momumenten en straten die gekoppeld zijn aan de oorlogsslachtoffers in onze gemeente?
- Kan de gemeente gebruik maken van gewestelijke middelen in het kader van erfgoed?

Ik dank u alvast voor uw antwoorden.

Emmanuel Boodts

Gemeenteraadslid cd&v-LE

Bijlage: foto van de herdenkingsplaat

Het punt wordt van de dagorde gehaald.

1 annexe / 1 bijlage

106 **Question orale relative à la motion du Conseil communal de Forest visant à prolonger la ligne de bus 52 (à la demande de Monsieur Boodts, conseiller communal).**

Dans une motion unanime, l'ensemble du Conseil communal de Forest a demandé que la ligne de bus 52 soit à nouveau prolongée (actuellement Gare Centrale - Forest Bervoets).

Depuis le printemps 2022, cette nouvelle ligne de bus a été raccourcie de manière abrupte. Le terminus se trouve à l'Avenue de la Deuxième Armée Britannique. Dans la motion en question, la Commune demande que la ligne de bus 52 desserve à nouveau les arrêts Saint-Denis, gare Forest-Est et Forest National.

Mes questions :

- Où en est la mise en œuvre de cette motion ? Quelles démarches le Collège a-t-il entreprises auprès du Ministre compétent d'une part et de la STIB d'autre part ?

- Le Collège a-t-il reçu une réponse ? La Région et/ou la STIB reconnaissent-elles qu'il est devenu difficile de se rendre du cœur historique de Forest au centre-ville sans transfert, surtout avec les travaux Neerstalle ?
- Comment est-ce que le Conseil compte continuer à réaliser cette motion ? Des actions ou des pétitions seront-elles entreprises ?
- Le Conseil peut-il préciser s'il a une idée de la date à laquelle l'arrêt Forest National du bus 54 en direction de Forest-Bervoets et du bus 74 Clémence Everard deviendra enfin un arrêt à part entière et accessible ?

D'avance merci pour vos réponses.

Emmanuel Boodts
Conseiller communal cd&v-LE

Le point est retiré de l'ordre du jour.

Mondelinge vraag over de motie van de gemeenteraad Vorst om de buslijn 52 te verlengen (op vraag van de heer Boodts, gemeenteraadslid).

In een unanieme motie heeft de volledige gemeenteraad van Vorst gevraagd dat buslijn 52 opnieuw wordt verlengd (momenteel Centraal Station - Vorst Bervoets).

Sinds het voorjaar van 2022 en abrupt werd deze nieuwe buslijn ingekort. De eindhalte bevindt zich op de Tweede Britslegerlaan. In de betrokken motie vraagt de gemeente dat de buslijn 52 opnieuw de haltes Sint-Denijsplein, station Vorst Oost en Vorst Nationaal bedient.

Daarom de volgende vragen:

- Wat is de stand van zaken van de uitvoering van deze motie? Welke stappen heeft het College genomen enerzijds naar de bevoegde Minister, anderzijds naar de MIVB?
- Heeft het College een antwoord ontvangen? Erkent het Gewest en/of de MIVVB dat het historische hart van Vorst nog maar moeilijk naar het centrum kan gaan zonder overstap, zeker met de grote werken in de Neerstallewijk?
- Hoe zal het College verder op werken om deze motie te realiseren? Worden er acties of petitie opgezet ?
- Kan de gemeente toelichten of zij zicht hebben wanneer de halte Vorst Nationaal van bus 54 richting Vorst-Bervoets en bus 74 Clemence Everard eindelijk een volwaardig en toegankelijke bushalte wordt?

Met dank voor uw antwoorden.

Emmanuel Boodts
Gemeenteraadslid cd&v-LE

Het punt wordt van de dagorde gehaald.

1 annexe / 1 bijlage

107 Question orale relative à l'état des lieux d'un passage pour piétons à l'entrée de l'école Parkschool et l'Institut Saint-Denis à la rue du Mystère (à la demande de Monsieur Boodts, conseiller communal)

Fin septembre, des parents d'élèves des écoles précitées se sont mobilisés en raison d'une situation d'insécurité routière. Ils ont demandé l'aménagement d'un passage pour piétons dans la rue du Mystère. En effet, il y a déjà eu quelques collisions (heureusement pas encore mortelles).

D'autant plus qu'en automne et à l'arrivée de l'hiver, il fait encore nuit le matin et il fait vite nuit en début de soirée, ce qui rend la situation plus dangereuse pour les enfants.

Il faut reconnaître que le Collège a déjà pris des mesures, en introduisant une 'rue scolaire' dans cette rue, mais elle ne fonctionne qu'à certains moments du temps et pas l'après-midi, par exemple.

Pour cette raison, les parents avaient écrit à l'échevine de la Mobilité à propos de cette situation, bien qu'il y ait d'autres échevins en charge de cette situation.

Dans un article, l'échevine des Travaux publics a déclaré qu'elle était ouverte à cette suggestion, mais qu'elle faisait toujours l'objet d'une enquête de la part des services techniques et de la police.

Il y a également des questions concernant la taille des travaux d'adaptation et le budget.

D'où les questions suivantes :

..l'enquête est-elle terminée ? Un passage pour piétons sera-t-il aménagé ? Quel est le timing de l'aménagement ? Si non, quand cette enquête sera-t-elle achevée ?

Pouvez-vous expliquer si des travaux d'adaptation sont nécessaires et combien coûtera l'aménagement de ce passage pour piétons ?

Avez-vous déjà eu des contacts avec les parents, les professeurs et les associations de jeunes au sujet de la décision de la commune ?

Merci pour vos réponses.

Emmanuel Boodts
Conseiller communal cd&v-LE

Mondelinge vraag over de stand van zaken van een zebepad aan de ingang van Parkschool en l'Institut Saint-Denis in de Mysteriesstraat (op vraag van de heer Boodts, gemeenteraadslid)

Eind september hebben ouders van de leerlingen van de bovengenoemde scholen hebben een actie ondernomen wegens een verkeersonveilige situatie. Ze vroegen een zebepad aan te leggen in de Mysteriesstraat. Er zijn namelijk al enkele aanrijdingen geweest (gelukkig nog geen fatale).

Zeker met het feit dat 's morgens en de vooravond in de herfst en de opkomende winter snel donker worden, wordt het ook gevaarlijker voor kinderen.

We moeten erkennen dat het College reeds stappen heeft gezet, door de invoering van een "schoolstraat" in deze straat, maar deze werkt maar slechts op bepaalde tijdstippen en niet in de namiddag bijvoorbeeld.

De ouders hadden hiervoor de Schepen van Mobiliteit aangeschreven over deze situatie, hoewel er ook andere schepenen bevoegd zijn voor deze situatie.

De schepen van Openbare Werken zegt in een artikel open te staan voor de suggestie maar dat het nog in onderzoek was door technische diensten en de politie.

Ook waren er nog vragen over grootte van de aanpassingswerken en het budget.

Daarom de volgende vragen :

Is dit onderzoek afgerond? Wordt er een zebrapad aangelegd? Wat is de timing van de aanleg? Zo neen, wanneer wordt dit onderzoek afgerond?

Kunt u uiteenzetten of er aanpassingswerken nodig zijn en hoeveel kost de aanleg van dit zebrapad?

Hebt u al contact gehad met de ouders, leraars en jeugdverenigingen over de beslissing van de gemeente?

Met dank voor uw antwoorden.

Emmanuel Boodts
Gemeenteraadslid cd&v-LE

Françoise Père : Sur base de l'avis de police, l'étude est toujours en cours, elle a été reprise par notre nouveau coordinateur sécurité routière et devrait se terminer fin décembre. Si l'analyse est positive, des adaptations seraient en effet nécessaires. Voici ce qui a déjà été identifié par les services techniques.

- o Il n'y a pas d'éclairage devant l'école pour pouvoir traverser, ce qui pose un problème de sécurité routière, il faut investir dans l'éclairage si le passage doit se trouver devant l'entrée de l'école.**
- o création d'une avancée de trottoirs des deux côtés (donc suppression de places de stationnement) + abaisser les bordures**

Prochainement les services techniques, Monsieur Mugabo et moi-même avons rendez-vous avec le directeur de l'école Parkschool pour évoquer le projet d'aménagement. Quant aux parents d'élèves, ils ne m'ont pas sollicitée jusqu'ici, je n'ai pas eu de contact avec eux.

Actuellement, je ne peux vous donner des dates de réalisation puisque ce projet nécessite des préalables :

- Le coordinateur sécurité routière doit réaliser les plans et une estimation budgétaire du projet**
- Ensuite, le projet doit être présenté en commission mobilité**
- Le collège doit suite à cela marquer son accord**
- Les travaux doivent être inscrits au budget 2024**
- Une demande de subsides doit être introduite auprès de Bruxelles Mobilité**
- Procédures de marché public**
- Enfin, réalisation de l'aménagement**

- **Monsieur Mugabo et moi-même avons prochainement une réunion avec la direction des écoles pour aller sur place et pour expliquer les tenants et les aboutissants de ce projet donc l'information sera donc donnée.**

Françoise Père: Op basis van het advies van de politie is het onderzoek nog gaande. Het is overgenomen door onze nieuwe verkeersveiligheidscoördinator en zou eind december afgerond moeten zijn. Als de analyse positief is, zullen er aanpassingen nodig zijn. Dit is wat de technische diensten al hebben vastgesteld:

- o **Er is geen verlichting voor de school om over te steken, wat een verkeersveiligheidsprobleem oplevert; we moeten investeren in verlichting als de oversteekplaats voor de ingang van de school moet liggen.**
- o **Het creëren van een trottoiruitstulping langs beide kanten (waardoor parkeerplaatsen verdwijnen) + het verlagen van de stoepanden.**

De technische diensten, de heer Mugabo en ikzelf hebben binnenkort een ontmoeting met de directeur van de Parkschool om de inrichting te bespreken. De ouders van de leerlingen hebben mij nog niet benaderd en ik heb geen contact met hen gehad.

Momenteel kan ik u geen data geven voor de voltooiing van het project, omdat er een aantal voorwaarden zijn:

- **De verkeersveiligheidscoördinator moet plannen en een budgetraming voor het project opstellen.**
- **Het project moet dan worden voorgelegd aan de commissie Mobiliteit.**
- **Het College moet dan zijn goedkeuring geven.**
- **De werkzaamheden moeten worden opgenomen in de begroting van 2024.**
- **Er moet een subsidieaanvraag worden ingediend bij Brussel Mobiliteit.**
- **Procedures voor overheidsopdrachten**
- **Tot slot, uitvoering van de werkzaamheden**
- **De heer Mugabo en ik zullen hebben binnenkort overleg met de directie van de school om de site te bezoeken en de ins en outs van dit project te bespreken.**

108 Question orale sur la situation de l'accueil de la petite enfance (communal) néerlandophone dans notre commune (à la demande de Monsieur Boodts, conseiller communal)

Depuis des années, l'expansion des services d'accueil de la petite enfance dans notre région constitue un défi vu la croissance constante de la population. La Communauté flamande apporte aussi sa pierre à l'édifice.

Une étude scientifique intéressante visant à orienter la politique et à déterminer les lacunes en matière de capacité d'accueil dans notre région est disponible via la cartographie de l'accueil de la petite enfance de la VGC : [Cartografie2021.pdf \(vgc.be\)](#)

Les chiffres de Kind&Gezin montrent qu'au 3ème trimestre 2023, il y a 159 places dont le tarif est lié au revenu et 80 places à prix libre à Forest, soit 239 places au total.

Il me semble que ce nombre n'ait augmenté que très peu depuis 2014 ... (Source : <https://www.opgroeien.be/kennis/cijfers-en-onderzoek/kinderopvang-babys-en-peuters/cijfers-op->

[maat#toc-plaatsen-en-locaties-opvang-baby-s-en-peuters](#)). J'espère que je me trompe et que cette réponse permettra au Collège de nuancer les données.

En outre, la cartographie démontre qu'en 2019, le taux de couverture global (nombre de places agréées par l'agence Opgroeien ou par l'ONE divisé par le nombre d'enfants x 100) en Région de Bruxelles-Capitale était de 41,18 %. A Forest, ce taux n'était que de 30,83 % : 22,56 % par l'ONE et seulement 8,27 % par Kind&Gezin.

Le constat est clair : Les parents néerlandophones ne trouvent à Forest qu'une offre limitée en matière d'accueil pour leurs enfants.

Mes questions sont donc les suivantes :

- Qu'est-ce que le Collège a entrepris sur base des conclusions de la cartographie de la VGC ?
- Combien de places d'accueil ont été créées dans les crèches néerlandophones au cours de cette législature, qu'il s'agisse des initiatives communales ou de toutes les autres initiatives en matière d'accueil ?
- Sur base de combien de places est-ce qu'on pourra établir le bilan du Collège à la fin de cette législature, car je ne trouve rien à ce sujet dans la déclaration de politique générale ?
- Dans la déclaration de politique générale,
 - au chapitre relatif à l'emploi, je lis : « *Créer un plan emploi « petite enfance » pour soutenir les écoles et crèches communales en octroyant des postes d'emploi subventionnés à mi-temps ou à temps plein, pour couvrir des fonctions telles que : garderie, surveillance, accompagnement, nettoyage, animation, etc. Ce plan permettrait de pérenniser des besoins structurels qui sont actuellement couverts par des prestataires ALE, donc sous contrat précaire.* » Dans quelle mesure cela a-t-il été mis en pratique pour les écoles communales et les crèches néerlandophones ? Combien et pour quelles fonctions ? De quel budget s'agit-il ? La division NL-FR a-t-elle été respectée ?
 - Dans le chapitre relatif au genre : « *Évaluer régulièrement la manière dont les budgets sont affectés aux différentes politiques (petite enfance, urbanisme, formation, emploi, santé, culture, sport, ...) pour s'assurer qu'on réponde bien aux besoins de toutes et de tous, en ce compris les besoins des femmes.* » Dans quelle mesure les initiatives néerlandophones ont-elles été évaluées en fonction des besoins de chacun et comment la situation s'est améliorée à cet égard ?
 - Et ensuite, au chapitre relatif à l'action sociale : « *Via la coordination sociale, soutenir les initiatives de sensibilisation et de réalisation de travail social intégré entre acteurs associatifs et publics par rapport aux questions de handicap, d'accueil de la petite enfance, de santé mentale, de non-discrimination au logement, de précarité des jeunes, de commune hospitalière ...* » Dans quelle mesure les initiatives d'accueil néerlandophones y ont-elles contribué ? Pouvez-vous nous faire part des résultats obtenus ?
 - Est-ce que les crèches communales emploient des ACS (rémunérés par la Région) ? Si oui, où et combien par crèche ?
 - Avez-vous contribué aux demandes afin d'employer des candidats suivant un parcours d'intégration socio-professionnelle dans des crèches néerlandophones ?
 - Comment se passe la collaboration avec la VGC à ce sujet ? A quand remonte la dernière concertation à ce sujet ? Comment se déroulent les contacts avec l'agence Opgroeien ?

- Quel est l'état d'avancement des initiatives communales en matière de crèches néerlandophones ?
 - Pouvez-vous faire le point sur la crèche néerlandophone 'Olieslagerij' ? Quelle est sa capacité d'accueil ?
 - Pourriez-vous faire le point sur les autres crèches communales néerlandophones de Forest ? Avez-vous pu obtenir l'accord du Collège actuel pour agrandir les initiatives communales néerlandophones existantes, voire ouvrir de nouveaux sites au cours de la législature actuelle et de la prochaine ? Quels sont les accords concrets en matière de planning et de capacité ?

D'avance, je vous remercie pour vos réponses.

Emmanuel Boodts
Conseiller communal cd&v-LE

Mondelinge vraag omtrent de stand van zaken van Nederlandstalige (gemeentelijke) kinderopvang in onze gemeente (op vraag van de heer Boodts, gemeenteraadslid)

Al jaren is de uitbreiding van kinderopvang in dit gewest een uitdaging wegens de steeds groeiende bevolking. Ook de Vlaamse Gemeenschap doet haar duit in het zakje.

Een interessant wetenschappelijk onderzoek om het beleid te leiden en de gaten in de opvangcapaciteit in dit gewest, te vinden, is beschikbaar via de Cartografie van de Kinderopvang van de VGC: [Cartografie2021.pdf \(vgc.be\)](https://www.vgc.be/sites/default/files/2021-05/Cartografie2021.pdf)

Uit de cijfers van Kind en Gezin blijkt dat er in het 3de kwartaal van 2023 in Vorst 159 plaatsen zijn aan inkomenstarief en 80 plaatsen met vrije prijs. 239 in totaal dus.

Dat lijkt mij amper meer plaatsen meer dan in 2014 ... (Bron : <https://www.opgroeien.be/kennis/cijfers-en-onderzoek/kinderopvang-babys-en-peuters/cijfers-op-maat#toc-plaatsen-en-locaties-opvang-baby-s-en-peuters>), ik hoop dat ik me vergis en dat het College met dit antwoord dit kan rechtzetten.

Bijkomend blijkt uit de Cartografie dat in 2019 de totale dekkingsgraad (aantal plaatsen vergund door Opgroeien of door ONE gedeeld door aantal kinderen x 100) in het BHG 41,18% bedroeg. In Vorst was dit slechts 30,83% : 22,56% via ONE en amper 8,27% door Kind en Gezin.

Het is duidelijk: Nederlandkundige ouders met jonge kinderen vinden in Vorst slechts een beperkt aanbod aan kinderopvang.

Aldus leg ik u volgende vragen voor:

- Hoe is het College aan de slag gegaan met de conclusies van de Cartografie van de VGC?
- Hoeveel KDV-plaatsen zijn er aan Nederlandstalige zijde bijgekomen deze legislatuur, zowel gemeentelijk als alle andere opvanginitiatieven, graag een gedetailleerd overzicht?

- Op hoeveel plaatsen mag men het College afrekenen op het einde van deze legislatuur, want ik lees hier niets over in de beleidsverklaring?
- Inzake de beleidsverklaring:
 - Hoofdstuk werk: ik lees hierin de volgende passage *“Een tewerkstellingsplan “kinderopvang” opzetten om de gemeentelijke scholen en kinderdagverblijven te steunen door halftijdse of voltijdse gesubsidieerde betrekkingen toe te kennen om functies in te vullen zoals: oppasdienst, toezicht, begeleiding, schoonmaak, animatie, enz. Dit plan zou het mogelijk maken om structurele behoeften die momenteel ingevuld worden door PWA-dienstverleners, dus onder precair contract, een blijvend karakter te geven.”* In hoeverre is dit gebeurd voor de NL-talige gemeentelijke scholen en KDV? Hoeveel en in welke functies? Over welk budget spreken we? Is de verdeling NL-FR gerespecteerd?
 - Hoofdstuk Gender: *“De wijze waarop de budgetten worden toegewezen voor de verschillende beleidsdomeinen (kinderopvang, stedenbouw, vorming, tewerkstelling, gezondheid, cultuur, sport, ...) regelmatig evalueren om zich ervan te vergewissen dat er wel degelijk aan ieders behoeften wordt tegemoetgekomen, met inbegrip van de behoeften van de vrouwen”.* In hoeverre zijn NL-talige initiatieven geëvalueerd op ieders behoeften en hoe is de situatie verbeterd terzake?
 - Hoofdstuk Sociale Actie: *“Via de sociale coördinatie de initiatieven ter sensibilisering en uitvoering van geïntegreerd maatschappelijk werk tussen de spelers van het verenigingsleven en het publiek ondersteunen ten aanzien van de vraagstukken inzake handicap, kinderopvang, geestelijke gezondheid, non-discriminatie bij huisvesting, kwetsbaarheid bij jongeren, gastvrije gemeente, ...in welke mate hebben de NL-talige kinderopvang hieraan meegewerkt? Kunt u hiervan de resultaten meedelen?*
 - Werken er GECO's (betaald door het Gewest) in de gemeentelijke KDV-initiatieven? Zo ja, waar en hoeveel per kinderopvang?
 - Hebt u meegewerkt aan aanvragen om te kunnen werken in Nederlandstalige crèches met kandidaten die een SPI-traject volgen?
 - Hoe verloopt de samenwerking met de VGC hierover? Wanneer was er laatst overleg hierover? Hoe lopen de contacten met het Agentschap Opgroeien?
 - Wat is de huidige stand van zaken van de gemeentelijke Nederlandstalige kinderdaginitiatieven?
 - Kunt u een stand van zaken geven over het Nederlandstalig kinderdagverblijf “Olielagerij”? Wat is de capaciteit?
 - Kan u de laatste stand van zaken van de andere gemeentelijke Nederlandstalige kinderdag verblijven in Vorst? Hebt u kunnen bekomen dat het huidige College instemt beslist voor een uitbreiding van de bestaande Nederlandstalige gemeentelijke initiatieven of zelfs nieuwe locaties te openen deze en volgende legislatuur? Wat zijn de concrete afspraken inzake timing en de capaciteit?

Ik dank u alvast voor uw antwoorden.

Esmeralda Van Den Bosch : Monsieur Boodts,
Merci pour vos questions. Au cours de cette législature, 45 places selon le niveau de revenus ont été ajoutées dans l'accueil néerlandophone de Forest grâce à l'ouverture de la crèche Babilou située Boulevard de la Deuxième Armée Britannique. Une nuance importante aux chiffres que vous citez est que le nombre de places selon le taux de revenu est passé de 70 en 2014 à 159 en 2023. En outre, nous constatons également un taux de couverture croissant depuis 2019, en partie parce que le nombre de places augmente, mais aussi en raison d'une baisse du taux de natalité. Vous parlez d'un taux de couverture en 2019 de 30,83 %, le département 'Gezin' de la VGC nous confirme pour le 2e trimestre 2023 un taux de couverture de 36,39 %. C'est un progrès, mais nous sommes conscients que ce n'est pas encore suffisant pour garantir à chaque enfant une place en crèche.

Le Collège attache une grande importance à la création de places d'accueil supplémentaires et c'est lorsque des opportunités financières et infrastructurelles se présentent dans le cadre d'un contrat de quartier qu'un tel projet a le plus de chance d'aboutir. Ainsi, lors de l'élaboration du dossier de base dans le cadre de chaque programme de revitalisation urbaine, un diagnostic est établi par le bureau d'études désigné en collaboration avec la commune et les partenaires/acteurs socio-économiques et institutionnels actifs dans le périmètre. Ce diagnostic se base sur une analyse du territoire, des enquêtes et des statistiques telles que celles de Perspective, de l'IBSA ou de la cartographie de la VGC, ainsi que sur des données internes provenant d'autres services communaux. Au sein du comité d'accompagnement, des représentants des communautés sont également présents, y compris de la VGC. Ainsi, deux réunions supplémentaires ont eu lieu avec un représentant de la VGC dans le cadre du contrat de quartier "2 Cités".

Comme vous l'avez également indiqué lors d'un entretien au début de cette législature dans le cadre de votre précédente fonction au cabinet du ministre compétent, les autorités subsidiantes préfèrent des infrastructures plus grandes afin de mieux répartir les frais généraux en termes de gestion et d'administration et d'être plus flexibles pour garantir suffisamment de personnel en cas d'absences nombreuses pour cause de maladie.

Il n'y a pas encore d'initiative communale d'accueil néerlandophone à Forest. C'est pourquoi j'ai eu plusieurs entretiens avec d'autres communes et j'ai demandé conseil, e.a. à la VVSG. La VVSG p.ex. précise que les autorités locales peuvent contribuer à augmenter le nombre de places d'accueil de différentes manières. Il peut s'agir de la création d'initiatives communales d'accueil d'enfants, mais aussi de la mise à disposition d'un bâtiment ou d'une aide sous forme de subsides.

Au début de cette législature, deux projets visant à augmenter le nombre de places dans l'accueil néerlandophone étaient sur la table. Il s'agit du projet de la Huilerie, avec 36 places, et d'un projet dans la rue de Fierlant.

Le projet dans la rue de Fierlant, prévoyant également des logements sociaux, est un projet qui remonte déjà au contrat de quartier Saint-Antoine de 2011. Cependant, le permis urbanistique délivré a été contesté et le maître d'ouvrage Beliris a décidé de retirer la demande de permis, annulant ainsi l'acte de vente entre la commune et le propriétaire du terrain. De plus, vu la longue durée de ce dossier, il n'est plus réaliste de relancer le projet, vu la grande différence entre les subsides alloués à l'époque, qui ne sont plus totalement assurés, et les prix de construction qui ont augmenté entre-temps. Toutefois, la demande d'accueil reste importante dans le quartier, c'est pourquoi nous explorons actuellement la piste de la création de places d'accueil supplémentaires pour les enfants néerlandophones sur le site Maxima.

La réception du gros oeuvre du projet Huilerie a été effectuée et dans le cadre du contrat de

quartier '2 Cités', des subsides ont été accordés pour l'achèvement de la crèche. Actuellement, l'antenne du contrat de quartier y est hébergée pendant la phase de mise en œuvre du contrat de quartier, mais il est prévu de lancer un appel à un opérateur externe pour exploiter à terme la crèche néerlandophone avec tarifs en fonction des revenus. Le personnel d'accueil des écoles communales néerlandophones ne travaille pas sous le statut ACS ou ALE, mais tous ont des contrats fixes et réguliers. Actuellement, 3 personnes travaillent à temps plein à De Wereldbrug, tandis qu'à De Puzzel 1 personne travaille à temps plein et 4 personnes travaillent à temps partiel.

L'accueil néerlandophone n'est pas directement impliqué dans la coordination sociale; pendant une grande partie de cette mandature, ils ont oeuvré pour maintenir leurs activités à flot pendant la pandémie. Lors d'un groupe de travail relatif à la coordination sociale, j'ai expliqué le système d'enregistrement central pour les écoles et les crèches, afin que les acteurs du monde associatif puissent orienter correctement leur public. Ainsi, nous répondons également à des questions ponctuelles d'associations qui souhaitent p.ex. mettre sur pied une école des devoirs néerlandophone.

Réplique de Monsieur Boodts: Je vous remercie de votre réponse.

Esméralda Van Den Bosch : Beste heer Boodts,
Bedankt voor uw vragen. Er zijn tijdens deze legislatuur 45 plaatsen inkomenstarief bijgekomen in de Nederlandstalige kinderopvang in Vorst door de opening van het KDV Babilou op de Tweede Britslegerlaan. Een belangrijke nuance bij de cijfers die u aanhaalt, is wel dat het aantal plaatsen volgens inkomenstarief is gestegen van 70 in 2014 naar 159 in 2023. Bovendien zien we ook een groeiende dekkingsgraad sinds 2019, enerzijds omdat het aantal plaatsen stijgt, maar ook omwille van een daling in het geboortecijfer. U spreekt van een dekkingsgraad in 2019 van 30,83%, de entiteit gezin van de VGC bevestigt ons voor het 2de kwartaal van 2023 een dekkingsgraad van 36,39%. Dit is een vooruitgang, maar we zijn er ons van bewust dat niet nog niet voldoende is om elk kind een plaats in de kinderopvang te garanderen.

Het College hecht een groot belang aan het creëren van bijkomende plaatsen in de kinderopvang en de grootste kans op het welslagen van zo'n project, is wanneer zich financiële en infrastructurele opportuniteiten voordoen in het kader van een wijkcontract. Wanneer aldus een basisdossier wordt opgemaakt in het kader van elk programma voor stadsopleving, wordt er een diagnostiek opgesteld door het aangewezen studiebureau in samenwerking met de gemeente en de socio-economische en institutionele partners/ actoren actief in de perimeter. De diagnostiek baseert zich op een analyse van het territorium, van bevragingen en statistieken zoals deze van Perspective, IBSA of de VGC cartografie en op basis van interne gegevens van andere gemeentelijke diensten. In het begeleidingscomité, zijn ook telkens vertegenwoordigers van de gemeenschappen aanwezig, waaronder ook van de VGC. Zo hebben er bijkomend twee vergaderingen plaatsgevonden met een VGC-vertegenwoordiger in het kader van het wijkcontract '2 cités'.

Zoals u ook aangaf tijdens een gesprek aan het begin van deze legislatuur in het kader van uw vorige job op het kabinet van de bevoegde minister, geven subsidiërende overheden de voorkeur aan grotere infrastructuren, zodat overhead kosten op het vlak van management en administratie beter verdeeld kunnen worden en zodat men flexibeler is om genoeg personeel te garanderen in het geval van vele afwezigheden bij ziekte.

Er bestaan nog geen gemeentelijke Nederlandstalige kinderopvanginitiatieven in Vorst en daarom heb ik verschillende gesprekken gevoerd met andere gemeenten en raad gevraagd bij onder meer de VVSG. In gesprek met de VVSG bijvoorbeeld, gaven zij mee dat lokale besturen op verschillende manieren kunnen bijdragen aan het verhogen van het aantal kindplaatsen. Dat

kan via het creëren van gemeentelijke opvanginitiatieven, maar het kan ook via het ter beschikking stellen van een gebouw of via een ondersteuning in de vorm van een subsidie.

Aan het begin van deze legislatuur lagen er twee projecten ter uitbreiding van het aantal plaatsen in de Nederlandstalige kinderopvang op tafel. Het project in de Olieslagerijlaan, met 36 plaatsen en een project in de De Fierlantstraat.

Het project in de De Fierlantstraat, waar ook sociale huisvesting werd voorzien, is een project dat al dateert van het wijkcontract Sint-Antonius uit 2011. De afgeleverde bouwvergunning werd echter aangevochten, waarop de bouwheer Beliris heeft beslist om de bouwaanvraag in te trekken, waardoor de koopakte tussen de gemeente en de eigenaar van het terrein nietig wordt verklaard. Gezien bovendien de lange looptijd van dit dossier, is het niet meer realistisch om het project opnieuw op te starten, gezien het grote verschil tussen de destijds toegewezen subsidies, die niet meer helemaal verzekerd zijn en de ondertussen opgelopen bouwpreizen. Echter de nood en vraag blijft hoog in de wijk, dus daarom onderzoeken we op dit moment de piste om in de Maxima-site bijkomende Nederlandstalige kinderopvangplaatsen te creëren.

Het project in de Olieslagerijlaan werd Casco opgeleverd en in het kader van het wijkcontract 2 cités zijn er ondertussen subsidies voorzien voor de afwerking van het kinderdagverblijf. Op dit moment wordt de antenne voor het wijkcontract hier ondergebracht gedurende de uitvoeringsfase van het wijkcontract, maar de bedoeling is om in een oproep uit te schrijven voor een externe exploitant die op termijn het Nederlandstalig kinderdagverblijf moet uitbaten volgens inkomenstarief.

Het opvangpersoneel in de gemeentelijke Nederlandstalige scholen werkt niet onder GECO of PWA-statuut maar ze hebben allemaal vaste, reguliere contracten. Op dit moment werken er 3 personen voltijds in de Wereldbrug en in de Puzzel werkt 1 persoon voltijds en 4 personen deeltijds.

De Nederlandstalige kinderopvanginitiatieven zijn niet direct betrokken bij de sociale coördinatie, enerzijds hebben zij een grote periode van deze legislatuur voornamelijk druk bezig geweest met de eigen werking staande te houden tijdens de pandemie. Op een werkgroep van de sociale coördinatie heb ik wel het centraal aanmeldsysteem voor zowel scholen als kinderopvang toegelicht, zodat werkers binnen het verenigingsleven hun publiek juist kunnen toe leiden. Zo beantwoorden we ook op punctuele vragen van verenigingen die bijvoorbeeld een Nederlandstalige huiswerkbegeleiding willen uitwerken

De heer Boodts: Dank u voor uw antwoord.

109 **Question orale sur l'implication et la participation de la communauté et des associations néerlandophones dans le nouveau centre culturel « Aby ». (à la demande de Monsieur Boodts, conseiller communal)**

L'une des belles réalisations de ce Collège est le lancement des travaux de l'Abbaye de Forest afin d'en faire un pôle culturel de notre commune.

« Aby » abritera une bibliothèque, une académie de musique et une salle de concert, ainsi qu'un plus grand parc.

Cela va complètement transformer ce quartier et lui donner une nouvelle dynamique. Je félicite l'administration communale et, en particulier, l'échevin en charge de la Revitalisation des quartiers pour le travail considérable accompli dans ce dossier.

Je me demande toutefois comment la communauté (socio-culturelle) néerlandophone pourra également bénéficier de ce pôle culturel dès l'ouverture.

D'où les questions suivantes :

- Des entretiens ont-ils déjà eu lieu avec la vie associative et les acteurs socio-culturels néerlandophones locaux, tels que Ten Weyngaert, Miro, les associations de jeunes, Brede School, ... et avec le Conseil Consultatif de la Culture néerlandophone, au sujet de leurs besoins, de l'interprétation et des possibilités pour la communauté néerlandophone à Aby ?
- Existe-t-il un accord de principe avec l'échevine des Affaires néerlandophones relatif à l'utilisation de ces locaux et du site entier ? Pourriez-vous m'envoyer le contenu exact de cet accord ? Quand cet accord a-t-il été conclu ?
- Existe-t-il déjà un projet de règlement : dans quelle mesure les accords sur les horaires d'occupation et des tarifs pour les acteurs socio-culturels néerlandophones y sont-ils repris ?
- Pouvez-vous me rappeler les modalités de gestion d'Aby ?
Un rapport annuel sur les activités de ce pôle à soumettre au conseil communal est-il prévu ?
- Dès l'inauguration de ce nouveau site, est-il envisageable d'y organiser la fête de la Communauté flamande (autour du 11 juillet) (voire, plus largement, les fêtes des différentes communautés) ?
- La commune a-t-elle étudié la possibilité de créer sur notre territoire une académie de musique néerlandophone située également sur ce site ? Le Collège a-t-il pris contact avec le Collège de la VGC et/ou le ministre flamand de l'enseignement à cet effet ?

Merci pour vos réponses.

Emmanuel Boodts
Conseiller communal cd&v-LE

Mondelinge vraag over de betrokkenheid en deelname van het Nederlandstalig gemeenschaps- en verenigingsleven in de nieuwe culturele pool "Aby". (op vraag van de heer Boodts, gemeenteraadslid)

Een van de mooie realisaties van dit college is de start van de werken aan de Abdij van Vorst tot een cultureel centrum van onze gemeente.

In 'Aby' komt een bibliotheek, een muziekacademie en een concertzaal, maar ook een groter park.

Dit zal deze buurt een volledig nieuw gedaante geven en ook een nieuwe dynamiek geven. Hier geef ik het gemeentebestuur een pluim voor en wil ik in bijzonder de bevoegde schepen voor de Herwaardering van de Wijken mijn grote waardering uitdrukken voor het vele werk dat hij in dit dossier heeft gestoken.

Ik vraag me echter af hoe de Nederlandstalige (socio-culturele) gemeenschap ook gebruik zal kunnen maken van deze culturele pool na de opening ervan.

Daarom de volgende vragen :

- Hebben er al gesprekken plaatsgevonden met het lokale Nederlandstalige verenigingsleven en met socio-culturele spelers, zoals Ten Weyngaert, Miro, jeugdverenigingen, Brede School,...en met de Nederlandstalige adviesraad Cultuur over hun behoeften, de invulling en de mogelijkheden voor de Nederlandstalige gemeenschap in Aby?
- Bestaat er een principe-akkoord met de Schepen van Nederlandstalige Aangelegenheden over het gebruik van deze zalen en de hele site? Zou u de exacte inhoud van dit akkoord mij kunnen overmaken? Wanneer is dit akkoord gesloten?
- Bestaat er al een ontwerp van reglement: in hoeverre zijn daar de afspraken rond het uurgebruik en de tarieven voor het NL-talig socio-cultureel veld opgenomen?
- Kunt u mij nogmaals in herinnering brengen in welke beheersstructuur Aby zal terecht komen? Is een jaarlijkse rapportage over de activiteiten van deze pool aan de gemeenteraad voorzien?
- Wordt er onderzocht om na de inhuldiging van deze nieuwe site de Vlaamse Feestdag (rond 11 juli) (of zelfs breder, de Feestdagen van de verschillende Gemeenschappen) te laten plaatsvinden op deze site?
- Heeft de gemeente onderzocht of er een Nederlandstalige gemeentelijke muziekacademie kan ingericht worden op ons grondgebied en die ook plaats zou kunnen vinden op deze site? Heeft het College hiervoor contact opgenomen met het VGC-college en/of de Vlaams minister voor Onderwijs?

Met dank voor uw antwoorden.

Emmanuel Boodts
Gemeenteraadslid cd&v-LE

Esmeralda Van Den Bosch : Merci pour vos questions. ABY deviendra un pôle culturel accessible à tous, y compris à la communauté néerlandophone. Les différentes activités qui y seront hébergées découlent principalement d'un grand besoin d'infrastructures. Depuis des années, Biblif a besoin d'une infrastructure qui réponde aux exigences pour recevoir des subsides de la FWB. Le Brass ne dispose pas actuellement d'une salle de spectacle répondant à certaines exigences acoustiques et logistiques, ce qui signifie que certaines programmations ne sont tout simplement pas possibles, bien qu'ils soient très créatifs avec leur site actuel.

Lors du lancement initial du projet, il n'y avait pas de demande concrète de la part du secteur associatif néerlandophone. Le Miro dispose d'un site qui fonctionne bien, le Chiro est hébergé à Ten Weyngaert et dans le parc Duden et, en outre, il sera toujours possible pour les partenaires socio-culturels néerlandophones d'utiliser l'infrastructure, conformément au règlement et au modèle de gestion qui doivent encore être élaborés et comme cela a été fait dans le passé. Le Conseil n'entend exclure personne à cet égard. Toutefois, comme c'est le cas pour les projets de cette envergure, ils sont susceptibles d'évoluer même après le dépôt d'une demande et même après l'obtention d'un permis. De

plus, l'environnement est lui aussi en constante évolution. Par exemple, on étudie actuellement la possibilité d'accueillir aussi la bibliothèque néerlandophone dans l'abbaye.

Une autre possibilité serait d'organiser aussi la fête de la Communauté flamande sur le site. En 2021, un autre endroit a été utilisé pour la célébration : le parc Jacques Brel. Actuellement, nous recevons des demandes pour organiser les festivités une fois dans la maison communale rénové, dès qu'elle sera prête, accompagné d'une visite guidée.

Enfin, pour savoir s'il y aurait suffisamment d'intérêt et de public pour créer une académie de musique en néerlandais, un projet a été monté en collaboration avec l'académie de musique et des arts parlés dont le siège se trouve à Woluwe-Saint-Lambert et qui organise également des cours à l'école Floreal à Uccle. Un projet « kunstkuur », déposé au printemps 2021, a été retenu, pour une durée de 3 ans, c.-à-d. jusqu'à la fin de cette année scolaire, avec focus sur la musique pendant les deux premières années pour les écoles primaires et focus sur les arts parlés pendant la dernière année pour les maternelles. Ce projet doit être évalué début 2024 pour identifier les étapes suivantes.

Esméralda Van Den Bosch : Bedankt voor uw vragen. Aby wordt een culturele pool waar iedereen van gebruik zal kunnen maken, ook de Nederlandstalige gemeenschap. De verschillende werkingen die er hun onderdak zullen vinden, komen vooral voort uit een grote nood aan infrastructuur. Biblif is al jaren in nood van een infrastructuur die voldoet aan de vereisten om de subsidiering van het FWB te krijgen. Brass beschikt op dit moment niet over een podiumzaal die voldoet aan bepaalde akoestieke en logistieke vereisten, waardoor een bepaalde programmatie gewoon niet mogelijk is, hoewel ze zeer creatief omgaan met hun huidige locatie.

Bij de initiële opstart van het project, was er geen concrete vraag vanuit het Nederlandstalige gemeenschapsleven. Miro heeft een goed werkende locatie, de Chiro heeft een plek gevonden bij Ten Weyngaert en in het Dudenpark en bovendien zal het ook mogelijk blijven voor Nederlandstalige socio-culturele partners om gebruik te maken van de infrastructuur, volgens het reglement en het beheermodel dat nog moet uitgewerkt worden en zoals dit ook reeds gebeurde in het verleden. Het College heeft de intentie om niemand hierbij uit te sluiten. Echter, zoals dat gaat met zulke grote projecten, zijn deze ook na het indienen van een bouwvergunning en zelfs na het verkrijgen van een bouwvergunning nog onderhevig aan evolutie. En bovendien verandert de omgeving ook voortdurend. Zo wordt er op dit moment wel onderzocht of ook de Nederlandstalige bibliotheek onderdak kan vinden in de abdij.

Het is zeker een mogelijkheid om de feestdag van de Vlaamse Gemeenschap te organiseren op de site. In 2021 werd er reeds een andere locatie gebruikt voor de viering (het Jacques Brel Park), op dit moment krijgen we vooral vragen om de viering ook een keertje te organiseren in het vernieuwde gemeentehuis, van zodra het klaar zal zijn gekoppeld, met een rondleiding.

Tot slot, om na te gaan of er genoeg interesse en publiek zou zijn om een Nederlandstalige muziekacademie op te starten, is er in samenwerking met de Muziekacademie voor Muziek en Woord met hoofdzetel in Sint-Lambrechts-Woluwe, die ook lessen op de Floreal school in Ukkel, organiseert, ontstaan. Er werd een project kunstkuur ingediend in het voorjaar van 2021 en weerhouden, dat gedurende 3 jaar loopt, dus tot het einde van dit schooljaar met een focus op muziek gedurende de eerste twee jaar voor het lager onderwijs en een focus op woord gedurende het laatste jaar voor de kleuters. Een evaluatie van dit project in het begin van 2024 is nodig om de verdere stappen te identificeren.

110 **Interpellation concernant l'ASBL Entraide et Culture (à la demande de Monsieur Jans, conseiller communal). (Complémentaire)**

Le 26/10/1983, l'ASBL forestoise ENTRAIDE et CULTURE a été créée pour venir en aide à certains forestois en difficulté financières, sociales, familiales et éducatives.

40 ans c'est un anniversaire qui risque malheureusement de ne pas se fêter car ils sont au bord de la faillite !!!!

Nous avons tous reçu via email leur lettre qui ressemble à un appel au secours !

Sans vouloir rentrer ds tous les détails et m'immiscer dans leur organisation , il y a un point qui m'a fait réagir : votre manque de réponse à leur demande de rencontre ... même pas un accusé de réception ... et cela remonte à juillet 2023.

Après avoir découvert les aides données à la population forestoise par cette asbl, je me comprends pas votre attitude ... Elle remplit des missions sociales importantes et notamment des missions dévolues au CPAS. La commune et le CPAS devraient, me semble t il, travailler main dans la main avec ce genre d'asbl ...

L'aide aux Forestois démunis doit être notre priorité et cela avec toutes les bonnes volontés ...

Mes questions :

- Pourquoi tant tarder à répondre à l'Asbl Entraide et Culture dont l'apport pour la commune au niveau social n'est plus à démontrer? Qu'est ce qui explique ce manque criant de considération?
- Avez vous l'intention de reprendre contact avec l'ASBL et surtout de trouver une solution pour sauver cette ASBL de la faillite ? Si non ... pourquoi ?
- Quelle aide pourrait leur être apportée ?

Interpellatie over de vzw Entraide&Culture (op vraag van de heer Jans, gemeenteraadslid). (Aanvullend)

Op 26/10/1983 werd de Vorstse vzw Entraide et Culture opgericht om inwoners met financiële, sociale, familiale en leermoeilijkheden te helpen.

40 jaar is een jubileum dat helaas mogelijk niet kan worden gevierd omdat ze op de rand van het faillissement staan!

We hebben allemaal per e-mail hun brief ontvangen, die klinkt als een schreeuw om hulp!

Zonder te veel in detail te treden en me te bemoeien met hun organisatie, is er één punt dat mij deed reageren: uw gebrek aan reactie op hun verzoek om een gesprek ... zelfs geen bevestiging van ontvangst ... en dat gaat terug tot juli 2023.

Na kennis te hebben genomen van de hulp die deze vzw aan de Vorstenaren biedt, begrijp ik uw houding niet ... Ze vervult belangrijke sociale taken, meer bepaald taken die aan het OCMW werden toevertrouwd. Het lijkt mij dat de gemeente en het OCMW nauw moeten samenwerken met dit soort vzw ...

Hulp bieden aan behoeftige Vorstenaren moet onze prioriteit zijn, met iedereen die van goede

wil is ...

Mijn vragen:

- Waarom duurt het zo lang om een antwoord te geven aan de vzw Entraide et Culture die op sociaal vlak overduidelijk een bijdrage levert voor de gemeente? Wat verklaart dit schrijnend gebrek aan respect?
- Bent u van plan opnieuw contact op te nemen met de vzw en vooral een oplossing te zoeken om deze van het faillissement te redden? Zo niet ... waarom niet?
- Hoe kunnen ze geholpen worden?

Cédric Pierre De Permentier : Je profite également de cette réunion publique pour témoigner notre soutien à Entraide et Culture et aussi nous joindre aux questions qui sont posées car outre la santé financière de l'Asbl qui finalement ne concerne qu'elle-même et ses administrateurs, il y a toute une série de bénéficiaires dont un grand nombre de forestois qui sont concernés. Je pense qu'au niveau du CPAS et si Entraide et Culture devait cesser ses activités pour des raisons de faillite, il y aurait un grand préjudice au niveau social de par les missions qu'elle remplit. Donc Monsieur le président du CPAS profitons de la séance ici. Que feriez-vous dans l'hypothèse où Entraide et Culture devrait cesser ses activités pour assurer un relais et que les stocks de nourriture ne soient pas perdus ? Je vous remercie.

Monsieur Boodts : Je tiens à signaler et à déplorer que nous avons attendus plusieurs mois sans jamais obtenir de réponses du CPAS et du Collège.

Nicolas Lonfils : Les questions qui concernent le CPAS sont traitées au CPAS et tous les partis ont également des représentants au Conseil de l'action sociale. Je vais donc ici dans un premier temps vous apporter une réponse sans nom pour ne pas être en infraction vu la publicité de nos débats. Je vous invite à me poser des questions plus précises en huis clos si vous le souhaitez. Dans le mail de l'Asbl Entraide et Culture datée du 8 novembre, l'administrateur regrettait de ne pas avoir les adresses mails des conseillers CPAS. Ne voulant pas entraver la bonne information des conseillers j'ai mis le point à l'ODJ du Conseil du 9 novembre. Le Conseil d'action sociale étant à huis-clos je ne peux dévoiler ce qui s'y est dit. Le courrier d'origine a été envoyé à l'administration à une adresse qui n'est pas utilisée et je n'ai pu le transmettre à mon administration que le 6 novembre. Soit 2 jours avant le mail que vous avez reçu. Nous n'avons par ailleurs à ce stade aucune trace d'un recommandé entrant. J'ai demandé à mon administration de se renseigner pour savoir s'il avait été perdu ou pas.

Je vais cependant réagir à quelques points du mail, principalement sur la force de réaction que vous pointez. Je vais cependant faire une toute petite entrée en disant qu'effectivement depuis longtemps, et j'ai un long rapport de mon administration sur le partenariat que nous avons avec Entraide et Culture depuis de nombreuses années et qui, jusqu'il y a quelques années se passait fort bien. En juillet 2023 le comité ISP a informé des difficultés de la relation avec Entraide et Culture

puisque' il faut savoir qu'au sein du CPAS nous travaillons avec des comités, et donc on nous a informés nous mandataires, de difficultés dans la communication entre partenaires, de questionnement sur le bien-être et la protection des travailleurs, de difficultés dans l'encadrement et la gestion d'un public en insertion socioprofessionnelle et des difficultés à rétablir une relation de confiance stable et sereine avec certains collaborateurs. Pour rappel dans le cadre de la mise à disposition d'emplois d'articles 60 l'employeur et le CPAS et à ce titre, nous avons des obligations en termes justement de respect et de la protection des travailleurs. Le comité ISP a donc décidé, avant de poursuivre la collaboration et la mise à disposition de nouveaux travailleurs, de faire appel à la conseillère en prévention du CPAS pour remettre un avis sur l'Asbl Entraide et Culture

.Le 13 juillet une réunion avec le partenaire a été mise en place avec la présence de l'administrateur délégué, de la directrice et pour le CPAS de la directrice de la direction des affaires sociales et la responsable du service ISP. Fin septembre 2023 le comité ISP a reçu un feedback favorable de la conseillère en prévention sur les conditions de travail au sein de la structure mais nous avons dû nous organiser puisque il y avait une demande de l'Asbl de changer de référent en interne. Toutefois le comité ISP a marqué son soutien à la continuité de la collaboration avec l'Asbl sur base du rapport positif de la conseillère en prévention. Alors il est vrai qu'entre octobre et novembre il y a eu pas mal d'absents au sein du service ISP donc on n'a pas repris contact depuis début octobre avec l'Asbl et nous n'avons par ailleurs, à part le courrier que vous avez reçu, reçu aucune relance de la part de l'Asbl depuis la visite de notre conseillère en prévention.

Contrairement à ce qui est dit dans le courrier, j'ai contacté l'Asbl par téléphone et par mail plus particulièrement en date du 7 juin et c'est suite à la réponse de l'administrateur délégué que j'ai demandé à mon administration de relancer le dialogue avec Entraide et Culture qui a amené les mesures prises en juillet et septembre. J'ai eu des contacts fréquents avec l'ex présidente mais qui n'a pas pu poursuivre son mandat. Pour la question financière je n'en sais pas énormément mais j'ai néanmoins répondu oralement qu'il était indispensable de se tourner vers la commune, et en particulier la cohésion sociale pour ce qui est des financements extraordinaires. Je précisais que le CPAS n'a pas de fonds propres et que nous ne pouvons en aucun cas subventionner une ASBL, quelle qu'elle soit. Sans une vision précise de vos attentes une réunion avec le CPAS seul n'apportera pas beaucoup de solutions puisque structurellement nous n'en aurons pas. La relation avec le CPAS va se concentrer sur une amélioration de la relation entre l'Asbl et le service ISP. Pour la question du financement, comme je l'ai dit précédemment, il faut se tourner vers la commune. Pour répondre à votre 3ème question, comme je le disais mon mail, nous n'avons pas nous CPAS la capacité de sauver une Asbl. Quelle que soit son application dans la politique sociale de la commune et donc effectivement nous avons toujours eu comme je le disais jusqu'à il y a quelques années une bonne relation avec l'Asbl qui s'est dégradée ces dernières années mais malgré ça, nous n'avons pas d'outil financier pour sauver une Asbl en faillite. Effectivement j'en reviens à votre première question si on peut regretter le retard entre début octobre et début novembre je ne peux pas croire vu toute l'énergie qui a été déployée par le CPAS, et je peux rentrer plus dans le détail en huis-clos, que vous pensez à un manque de considération de la part du CPAS.

Xavier Jans : Dommage pour le manque de communication. Il y a quand même des points positifs dans ce dossier et je ne peux que vous conseiller de reprendre contact et repartir sur des bonnes bases. Merci pour votre réponse.

Cédric Pierre-De Permentier: Ik maak ook van deze openbare vergadering gebruik om onze steun te betuigen aan Entraide&Culture en ons aan te sluiten bij de gestelde vragen, want afgezien van de financiële gezondheid van de vzw, die uiteindelijk alleen zichzelf en haar bestuurders aanbelangt, is er ook een hele reeks begunstigden, waaronder een groot aantal Vorstenaren, bij betrokken. Ik denk dat op het niveau van het OCMW, als Entraide&Culture zijn activiteiten zou moeten staken wegens faillissement, er grote schade zou zijn op sociaal niveau omwille van de opdrachten die zij vervullen. Dus, mijnheer de voorzitter van het OCMW, laten we deze zitting benutten. Wat zou u doen als Entraide&Culture zijn activiteiten moet stopzetten, om te zorgen dat de voedselvoorraden niet verloren gaan? Bedankt.

De heer Boodts: Ik wil erop wijzen – en betreurt het – dat we maanden hebben gewacht zonder ooit antwoord te krijgen van het OCMW en het College.

Nicolas Lonfils: Vragen over het OCMW worden behandeld door het OCMW en alle partijen hebben ook vertegenwoordigers in de OCMW-raad. Ik zal u dus eerst een naamloos antwoord geven om het openbare karakter van onze debatten niet te schenden. Ik nodig u uit om mij achter gesloten deuren preciezere vragen te stellen als u dat wenst. In de e-mail van de vzw Entraide&Culture van 8 november betreurt de bestuurder niet te beschikken over de mailadressen van de OCMW-raadsleden. Omdat ik de informatieverschaffing aan de raadsleden niet in het gedrang wil brengen, heb ik het punt op de agenda van de

raadsvergadering van 9 november gezet. Aangezien de OCMW-raad achter gesloten deuren verloopt, kan ik niet onthullen wat er gezegd is. De oorspronkelijke brief werd naar de administratie gestuurd op een adres dat niet wordt gebruikt en ik kon hem pas op 6 november doorsturen naar mijn administratie. Dat is 2 dagen voor de e-mail die jullie ontvangen hebben. Op dit moment hebben we geen spoor van een inkomende aangetekende brief en ik heb mijn diensten gevraagd om uit te zoeken of de brief verloren is gegaan of niet.

Ik ga wel reageren op enkele punten in de e-mail, voornamelijk over de kracht van de reactie waarop u wijst. Vooraf wil ik wel zeggen dat we al heel lang samenwerken met Entraide&Culture en dat verliep tot een paar jaar geleden heel goed. In juli 2023 informeerde het comité SPI ons over de moeilijkheden in de relatie met Entraide&Culture.

Aangezien we binnen het OCMW werken met comités, werden wij als mandataris op de hoogte gebracht van moeilijkheden in de communicatie tussen partners, vragen over het welzijn en de bescherming van de werknemers, moeilijkheden in het toezicht en de omgang met een publiek in socioprofessionele inschakeling en moeilijkheden in het herstellen van een stabiele en serene vertrouwensrelatie met bepaalde medewerkers. Ter herinnering, in het kader van de terbeschikkingstelling van 'artikel 60' jobs is het OCMW de werkgever en hebben wij dus verplichtingen op het vlak van het respect voor en de bescherming van de werknemers. Het comité SPI besliste dan ook om, alvorens de samenwerking voort te zetten en nieuwe medewerkers ter beschikking te stellen, een beroep te doen op de preventieadviseur van het OCMW om advies te geven over de vzw Entraide&Culture.

Op 13 juli vond er een vergadering plaats met de partner, in aanwezigheid van de afgevaardigde bestuurder, de directrice en, namens het OCMW, de directrice van de directie Sociale Zaken en het hoofd van de dienst SPI. Eind september 2023 kreeg het comité SPI positieve feedback van de preventieadviseur over de werkomstandigheden binnen de structuur, maar we moesten ons organiseren omdat er een vraag was van de vzw om de interne referent te wijzigen. Toch sprak het comité SPI zijn steun uit voor de voortzetting van de samenwerking met de vzw op basis van het positieve rapport van de preventieadviseur. Het klopt dat er tussen oktober en november heel wat afwezigheden waren op de dienst SPI, zodat we sinds begin oktober geen contact meer hebben gehad met de vzw en we, afgezien van de brief die u hebt ontvangen, geen herinneringen van de vzw hebben ontvangen sinds het bezoek van onze preventieadviseur.

In tegenstelling tot wat in de brief staat, heb ik telefonisch en per e-mail contact opgenomen met de vzw (op 7 juni) en naar aanleiding van het antwoord van de afgevaardigde bestuurder heb ik mijn administratie gevraagd de dialoog met Entraide&Culture te hervatten, wat heeft geleid tot de maatregelen die in juli en september zijn genomen. Ik heb meermaals contact gehad met de voormalige voorzitter, maar zij kon haar mandaat niet voortzetten. Over de financiële vraag weet ik niet veel, maar ik heb wel mondeling geantwoord dat het essentieel was om zich te wenden tot de gemeente, in het bijzonder de sociale cohesie, voor buitengewone financiering. Ik heb erop gewezen dat het OCMW geen eigen middelen heeft en dat we in geen enkel geval een vzw kunnen subsidiëren. Zonder een precieze visie van uw verwachtingen zal een vergadering met het OCMW alleen niet veel oplossingen bieden, omdat we die structureel niet hebben. De relatie met het OCMW zal zich toespitsen op het verbeteren van de relatie tussen de vzw en de dienst SPI. Voor de vraag i.v.m. de financiering – zoals ik reeds zei – moet er contact opgenomen worden met de gemeente. Om uw derde vraag te beantwoorden – zoals ik al zei in mijn e-mail – kunnen OCMW's geen vzw redden. Wat de toepassing ook is in het sociaal beleid van de gemeente, wij hebben dus altijd een goede relatie gehad met de vzw, tot een paar jaar geleden, die de laatste jaren verslechterd is, maar ondanks dat hebben wij geen financieel instrument om een failliete vzw te redden. Om terug te komen op uw eerste vraag, hoewel de vertraging tussen begin oktober en begin november te betreuren is, kan ik niet geloven, gezien alle energie die het OCMW inzet – en ik kan achter gesloten deuren meer in detail treden – dat u denkt dat er een gebrek aan consideratie was van de kant van het OCMW.

Xavier Jans: Jammer van het gebrek aan communicatie. Toch zitten er een aantal positieve punten in dit dossier en ik kan u alleen maar aanraden om weer contact op te nemen en te herbeginnen. Bedankt voor uw antwoord.

111 **Question orale concernant le service de garde d'enfants malade (à la demande de Monsieur De Beer, conseiller communal) (Complémentaire)**

Cher.e.s membres du collège,

Nous jouissons à Forest d'un service de garde à domicile d'enfant malade ou d'enfants en situation de handicap. Ce service offre un soutien indispensable aux parents et aux familles, permettant ainsi de concilier vie professionnelle et responsabilités familiales lorsqu'un enfant est malade ou porteur d'un handicap.

Nous avons entendu que la responsable de ce service partirait prochainement à la retraite. Cela soulève des préoccupations légitimes quant à la continuité de ce service tant chez le personnel concerné que chez les parents. Dans le contexte budgétaire que nous connaissons,

et en particulier avec la politique de non remplacement des départs à la retraite, nous aimerions savoir ce que vous comptez faire pour assurer la continuité et la qualité de ce service public.

Je vous remercie,

Simon de Beer

Mondelinge vraag over de thuisopvangdienst voor zieke kinderen (op vraag van de heer De Beer, gemeenteraadslid) (Aanvullend)

Beste leden van het College,

In Vorst hebben we een dienst voor de thuisopvang van zieke of gehandicapte kinderen. Deze dienst biedt ouders en gezinnen essentiële steun, zodat ze hun werk kunnen combineren met hun gezinsleven wanneer een kind ziek of gehandicapt is.

We hebben gehoord dat het hoofd van deze dienst binnenkort met pensioen gaat. Dit geeft aanleiding tot terechte bezorgdheid over de continuïteit van deze dienst, zowel voor het personeel als de ouders. Gezien de financiële situatie en in het bijzonder het beleid om mensen die met pensioen gaan niet te vervangen, willen we graag weten wat u van plan bent te doen om de continuïteit en kwaliteit van deze dienstverlening te waarborgen.

Bedankt.

Simon de Beer

Françoise Père : La personne qui s'occupe actuellement du service garde-malade occupe d'autres missions au service de la Petite enfance. Elle s'occupe entre autres des subsides de l'ONE et du service des puéricultrices volantes. C'est à dire que quand une personne est malade

on a un pôle de puéricultrices qui voyagent dans les structures pour remplacer le personnel absent. Le remplacement de cette personne est budgétisé donc elle sera remplacée. Alors quand vous dites que le service de « garde malade » va être fermé ce n'est pas vrai. Normalement au cadre sont prévues 9 puéricultrices puisque chaque structure a normalement une puéricultrice garde malade, qu'on met à disposition à domicile quand il y a des demandes. C'est ce nombre de puéricultrices qui va diminuer. Il va passer de 9 à 4 et demi mais avec des départs naturels donc ce n'est pas tout de suite. D'ici là j'espère que la situation budgétaire de la commune permettra de garder ces 9 emplois auxquels je tiens sentimentalement.

Simon De Beer : C'est un service qui n'est pas présent dans d'autres communes donc je pense que nous pouvons en être fiers à Forest. Je suis donc content d'entendre que le service ne disparaît pas, contrairement à ce que j'avais cru lire dans les documents qui nous avaient été communiqués, et satisfait qu'il puisse perdurer.

Françoise Père: De persoon die momenteel instaat voor de opvangdienst voor zieke kinderen, heeft andere taken binnen de dienst Kinderopvang. Zij is o.a. verantwoordelijk voor de ONE-subsidies en de 'vliegende' kinderverzorgsters. Dit betekent dat als er iemand ziek is, er een team van kinderverzorgsters inspringt om afwezig personeel te vervangen. De vervanging van deze persoon is gebudgetteerd, dus er wordt in vervanging voorzien. Dus als u zegt dat de opvangdienst voor zieke kinderen gaat sluiten, is dat niet waar. Normaal gesproken omvat het kader 9 kinderverzorgsters, omdat elke faciliteit normaal gesproken een kinderverzorgster heeft die thuis wordt ingezet als er aanvragen zijn. Het is dit aantal kinderverzorgsters dat zal worden verminderd. Het zal worden teruggebracht van 9 naar 4,5 maar via natuurlijke afvloeiingen, dus het zal niet meteen gebeuren. In de tussentijd hoop ik dat de financiële situatie van de gemeente het mogelijk zal maken om deze 9 betrekkingen, die mij na aan het hart liggen, te behouden.

Simon De Beer: Het is een dienst die in andere gemeenten niet bestaat, dus ik denk dat we er in Vorst trots op mogen zijn. Ik ben dus blij te horen dat de dienst niet verdwijnt, in tegenstelling tot wat ik dacht te lezen in de documenten die we kregen, en tevreden dat hij zal blijven bestaan.

1 annexe / 1 bijlage

112 **Question orale une commune sans racisme (à la demande de Monsieur De Beer, conseiller communal) (Complémentaire)**

Le 21 janvier 2019, le Conseil communal avait, à l'initiative du PTB, voté à l'unanimité une motion en vue de faire de Forest une commune qui bannit le racisme et les discriminations.

Cette motion prévoyait une série de mesures concrètes.

Parmi celles-ci, il y avait le projet d'adhérer officiellement à la Coalition Européenne des Villes contre le racisme (ECCAR).

Pourtant, quand nous allons sur le site de l'ECCAR, Forest n'est toujours pas référencée comme commune partenaire, au contraire d'Anderlecht, de Bruxelles-Ville et d'Ixelles.

Mes questions :

Les démarches pour adhérer à l'ECCAR ont-elles bien été entreprises ?

Si oui, y a-t-il une raison pour laquelle Forest n'est toujours pas référencée comme commune partenaire ?

Si non, serait-il possible d'y remédier avant la fin de la législature ?

Je vous remercie,

Simon de Beer

Mondelinge vraag over een gemeente zonder racisme (op vraag van de heer De Beer, gemeenteraadslid) (Aanvullend)

Beste leden van het College,

Op 21 januari 2019 heeft de gemeenteraad op initiatief van de PTB*PVDA unaniem een motie aangenomen om van Vorst een gemeente te maken die nee zegt tegen racisme en discriminatie.

Deze motie voorzag in een reeks concrete maatregelen,

o.a. de officiële aansluiting bij de Europese Coalitie van Steden tegen Racisme (ECCAR).

Op de website van ECCAR staat Vorst echter nog steeds niet vermeld als partnergemeente, in tegenstelling tot Anderlecht, Brussel-stad en Elsene.

Mijn vragen:

- Zijn de nodige stappen ondernomen om toe te treden tot ECCAR?
- Zo ja, is er een reden waarom Vorst nog steeds niet vermeld staat als partnergemeente? Zo neen, kan dit rechtgezet worden voor het einde van de bestuursperiode?

Bedankt.

Simon de Beer

Mariam El Hamidine : : Les membres du Collège y œuvrent activement.C'est en cours et je reviendrai rapidement vers vous lorsque ça sera finalisé. Nous avons pris contact et le service « Egalité des droits » et ils ont toutes les informations nécessaires.

Mariam El Hamidine: De leden van het College werken hier actief aan. Het is werk in uitvoering en ik zal erop terugkomen zodra het afgerond is. Wij hebben contact opgenomen met de dienst Gelijke Rechten en zij hebben alle nodige informatie.

1 annexe / 1 bijlage

113 **Question orale relative au marché du mercredi sur l'Avenue Saint-Augustin (à la demande de Madame Pauwels, conseillère communale) (Complémentaire)**

Monsieur L'Echevin du Commerce,

Monsieur Spapens,

Je tiens à commencer mon intervention en saluant l'initiative de la mise en place d'une enquête de satisfaction, visant à soutenir le marché du quartier de l'Altitude Cent dans l'espoir d'une relance réussie. La présence de votre équipe sur le site - mercredi 15/11 Avenue Saint-Augustin - et la distribution des tote bag #jachète1190 sont des démarches intéressantes qui mériteraient une fréquence plus régulière.

Il est important de rappeler, qu'en l'état actuel, ce marché pose question étant donné que le nombre de marchands - et par conséquent les clients - a fortement diminué depuis son lancement fin 2020. Beaucoup protestent d'un manque d'intervention, notamment par le biais de l'information (publicité) pour faire connaître et accroître ce marché et ses marchands.

La gestion est allouée au concessionnaire Charve depuis la fin du 1er semestre 2021. Et pourtant, au-delà de leur rôle en tant que gestionnaire, ils énumèrent au même titre des missions principales complémentaires sur leur site internet. Dont les 2 suivantes que je vais vous citer et en vue desquels je m'intéresse réellement. Non seulement sur l'efficacité de leur aboutissement mais aussi du suivi et la convention ayant eu lieu entre Charve et la Commune quant à la diffusion, qualitative et quantitative, de la communication (publicité) relative à l'existence du marché.

Les 2 missions principales sont les suivantes :

- *Le recrutement des marchands ;*
- *L'animation commerciale et la publicité*

D'autre part, l'emplacement qui est octroyé à ce marché aujourd'hui - l'Avenue Saint-Augustin - ne le met pas à son avantage. Hors, le point de rencontre d'un marché est stratégique, c'est un facteur clé de son succès.

Ceci étant, nous pouvons en déduire qu'il reste encore une multitude de questions en suspens. La mise en oeuvre d'une enquête de satisfaction invoque plutôt un outil additionnel pour assurer la (re)lance et le bon déroulement du plan d'action. Les résultats qui en sortiront prochainement serviront certainement comme un bon d'appui pour tenter de résoudre cette complexité organisationnelle.

Monsieur L'Echevin du Commerce, la clôture de l'enquête étant prévue pour le 07 décembre ;

- *Quand prévoyez-vous pouvoir nous communiquer un bilan complet et détaillé de cette étude et les actions que mettrez en place ?*
- *Le marché de l'Altitude Cent pourra-t-il compter sur une relance réussie avant la fin de la législature ?*

Je vous remercie d'avance pour vos réponses.

Valérie Pauwels

Mondelinge vraag over de woensdagmarkt op de Sint-Augustinuslaan (op vraag van mevrouw Pauwels, gemeenteraadslid) (Aanvullend)

Geachte heer schepen van Handel,

Geachte heer Spapens,

Ik wil beginnen met het loven van het initiatief om een tevredenheidsenquête op te zetten, met als doel de markt in de wijk Hoogte Honderd te steunen in de hoop deze met succes nieuw leven in te blazen. De aanwezigheid van uw team ter plaatse - op woensdag 15/11 in de Sint-Augustinuslaan - en de verdeling van #ikkoop1190-tote bags zijn interessante initiatieven die het verdienen om vaker plaats te vinden.

Het is belangrijk om eraan te herinneren dat deze markt momenteel ter discussie staat, aangezien het aantal handelaars - en dus klanten - sterk gedaald is sinds de start eind 2020. Velen protesteren tegen een gebrek aan actie, met name via informatie (reclame) om deze markt en zijn handelaars bekend te maken en uit te breiden.

Het beheer is sinds het einde van de eerste helft van 2021 toegewezen aan concessiehouder Charve. Maar naast hun functie als beheerder vermelden ze op hun website nog een aantal andere hoofdtaken. Waaronder de 2 volgende die ik zal noemen en waarover ik me echt vragen stel. Niet alleen wat betreft de effectiviteit van hun resultaten, maar ook de opvolging en de overeenstemming tussen Charve en de gemeente over de kwaliteit en de kwantiteit van de verspreiding van de communicatie (reclame) met betrekking tot het bestaan van de markt.

De 2 hoofdtaken zijn de volgende:

- *De werving van verkopers;*
- *Commerciële activiteiten en reclame*

Bovendien doet de huidige locatie van de markt - de Sint-Augustinuslaan - haar geen goed. De ontmoetingsplaats voor een markt is evenwel strategisch. Het is een sleutel tot succes.

Hieruit kunnen we afleiden dat er nog heel wat onbeantwoorde vragen zijn. De uitvoering van een tevredenheidsenquête is eerder een extra hulp om de (her)lancering en het goede verloop van het actieplan te garanderen. De resultaten van de enquête, die binnenkort beschikbaar zullen zijn, zullen ongetwijfeld helpen om te trachten deze organisatorische complexiteit op te lossen.

Mijnheer de schepen van Handel, de afsluiting van de enquête is voorzien op 7 december;

- *Wanneer denkt u ons een volledige en gedetailleerde balans van deze studie en de acties die zullen worden ondernomen te kunnen meedelen?*
- *Zal de markt op Hoogte Honderd kunnen rekenen op een succesvolle herlancering voor het einde van de bestuursperiode?*

Dank bij voorbaat voor uw antwoorden.

Valérie Pauwels

Charles Spapens : C'est une compétence de Monsieur Tahri. Ce qui est un peu particulier dans ce marché et on l'a déjà expliqué maintes fois c'est que c'est un marché qui a été lancé à la demande à la fois des habitants et à la fois de l'association des commerçants Altitude 100 %

(nom du groupe Facebook). Nous l'avons lancé mais je vais laisser Monsieur Tahri répondre sur la question du marché. Il est vrai que c'est un travail sur lequel nos équipes, qui en fait sont sensiblement les mêmes puisque le service Commerce est aussi le service Marchés, donc il y a 2 échevins qui travaillent sur la promotion de ce marché.

Said Tahri : Très enthousiaste initialement au lancement de ce marché, nous avons constaté en effet une baisse de la fréquentation et une diminution du nombre de marchands réguliers. Nous avons donc lancé une enquête de satisfaction afin de nous aider à comprendre les raisons de cette baisse d'intérêt et nous permettre de statuer sur l'avenir de ce marché. Nous devrions être en mesure de vous faire état des résultats en début d'année 2024. En fonction des résultats, nous examinerons si des actions sont possible pour une relance ou s'il est préférable de concentrer nos moyens limités sur les autres marchés qui même si plus fréquentés, souffrent aussi pour des raisons diverses d'une diminution de fréquentation ou de commerçants réguliers.

Charles Spapens: Het is een bevoegdheid van de heer Tahri. Wat een beetje speciaal is aan deze markt – en we hebben dat al vaak uitgelegd – is dat ze gecreëerd is op vraag van zowel de bewoners als de handelaarsvereniging "Vorst Hoogte 100%" (naam van de Facebookgroep). Wij hebben die in het leven geroepen, maar ik zal de heer Tahri laten antwoorden op de vraag over de markt. Het is waar dat onze teams eraan werken en het zijn min of meer hetzelfde, aangezien de dienst Handel ook de dienst Markten is, dus er zijn 2 schepenen die werken aan de promotie van deze markt.

Said Tahri: De start van de markt kon op veel enthousiasme rekenen, maar we merkten dat er steeds minder marktkramers regelmatig komen. Daarom hebben we een tevredenheidsenquête opgezet om na te gaan waarom de belangstelling is afgenomen en om ons te helpen een beslissing te nemen over de toekomst van de markt. Begin 2024 zouden we de resultaten aan jullie moeten kunnen voorleggen. Afhankelijk van de resultaten zullen we overwegen of we actie kunnen ondernemen om de markt nieuw leven in te blazen, of dat het beter is om onze beperkte middelen te concentreren op de andere markten, die wel drukker zijn maar om verschillende redenen ook lijden onder een afname van het aantal bezoekers en vaste kramen.

2 annexes / 2 bijlagen

114 **Question orale relative aux conclusions de l'enquête publique sur le projet Koramic (à la demande de Monsieur Pierre-De Permentier, conseiller communal) (Ajouté en séance)**

Chère Betty, Je souhaite déposer cette question orale relative aux conclusions de l'enquête publique sur le projet Koramic pour le conseil de mardi. 1) Combien de personnes ont participé à l'enquête publique ? 2) Comment s'est déroulée la réunion de concertation ? Quelles sont les opinions exprimées par les instances régionales ? 3) Quelle est la position de l'Echevin de l'Urbanisme suite à la réunion de concertation ? D'avance merci pour vos réponses. Bien cordialement, Cedric Pierre-De Permentier

Mondelinge vraag over de conclusies van het openbaar onderzoek over het Koramic-project (op vraag van de heer Pierre-De Permentier, gemeenteraadslid) (Toegevoegd tijdens de zitting)

1) Hoeveel mensen hebben er deelgenomen aan het openbaar onderzoek? 2) Hoe verliep de overlegbijeenkomst? Welke meningen werden er geuit door de gewestelijke instanties? 3) Wat is het standpunt van de schepenen van Stedenbouw na het overleg? Bij voorbaat dank voor uw antwoorden.

MUGABO : La commission a eu lieu cet après-midi à 15h00, s'est terminée vers 17h30 et l'avis a été reporté parce qu'il était tard. L'enquête publique s'est déroulée de manière apaisée ainsi que la commission de concertation. Les habitants se sont exprimés, le demandeur également et il y a eu 45 réactions en enquête publique ainsi que des réactions en faveur du projet.

L'avis vous sera communiqué fin décembre avec grand plaisir.

Cédric Pierre De Permentier. Comme vous le savez, c'est une demande qui a été exprimée par beaucoup de groupes ici. Nous serons intéressés d'avoir l'avis du Collège sur ce point.

Madame la Bourgmestre adresse ses mots au nom du Collège pour le dernier Conseil communal d'Esméralda Van den Bosch.

De heer Mugabo: De commissie vergaderde vandaag van 15 uur tot 17.30 uur. Het advies werd uitgesteld omdat het laat werd. Het openbaar onderzoek verliep rustig, net als de overlegcommissie. De bewoners hebben hun mening gegeven, net als de aanvrager, en er waren 45 reacties bij het openbaar onderzoek en reacties ten gunste van het project. We kijken ernaar uit om u eind december het advies mee te delen.

Cédric Pierre-De Permentier: Zoals jullie weten, is dat een vraag die veel fracties hier al geuit hebben. Wij zouden ook graag de mening van het College over dit punt horen.

Mevrouw de Burgemeester richt in naam van het College een woordje tot Esmeralda Van den Bosch voor de laatste gemeenteraad.

1 annexe / 1 bijlage

Levée de la séance à 23:35
Opheffing van de zitting om 23:35

Par le Collège :
La Secrétaire,
Vanwege het College :
De Secretaris,

La Présidente suppléante,
De Plaatsvervangende voorzitter,

Betty Moens

Séverine De Laveleye